N°22
2020-2021

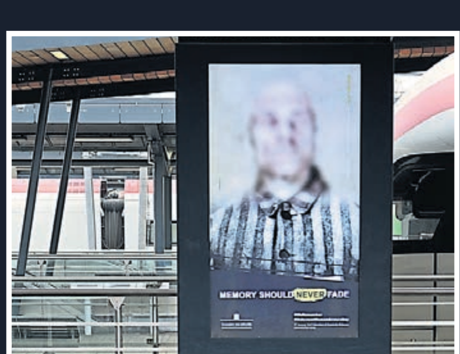
CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

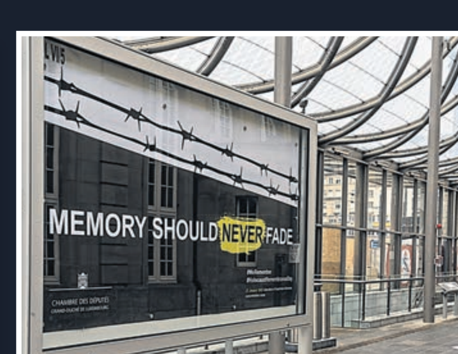
chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 22 | Session ordinaire 2020-2021

Plan de développement culturel « KEP 1.0 »	p. 740	Sommaire des séances publiques n[os] 51 et 52	p. 773	51[e] séance	Jeudi 29 avril 2021
Maintien de la paix : procédures et primes	p. 764	Sommaire des questions parlementaires	p. Q545	52[e] séance	Mercredi 5 mai 2021

MEMORY SHOULD NEVER FADE





#WeRemember
#HolocaustRemembranceDay

27 January 1945 – Liberation of Auschwitz-Birkenau concentration camp

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dës Campagne vun der Chamber war vum 25. bis den 31. Januar 2022 an de gedréckten an digitale Medien ze gesinn.

Le programme de travail de la Commission européenne pour 2022

Ensemble pour une Europe plus forte

La Représentante de la Commission européenne au Luxembourg, Mme Anne Calteux, a été reçue pour un échange de vues à la Chambre des Députés.

Lors d'une visite à la Chambre des Députés le 17 janvier 2022, Mme Anne Calteux, Représentante de la Commission européenne au Luxembourg, a donné des explications aux députés sur le programme de travail de la Commission européenne pour 2022. Elle est revenue sur les ambitions phares pour l'Europe qui ont été identifiées pour la période 2019 à 2024. Il s'agit de lancer un pacte vert pour l'Europe, de s'adapter à l'ère numérique, de placer l'économie au service des personnes, de renforcer l'Europe sur la scène internationale, de promouvoir le mode de vie européen et de donner un nouvel élan à la démarche européenne.

Mme Anne Calteux a présenté les différentes initiatives et projets envisagés, comme par exemple une recommandation relative au revenu minimum, une nouvelle stratégie sur la coopération internationale en matière d'énergie et une révision de la législation pharmaceutique.

Le soutien aux petites et moyennes entreprises devrait se faire par une facilitation de l'accès des PME aux capitaux par exemple.

Le programme de travail élaboré sous la présidence de Mme Ursula von der Leyen est le troisième de ce genre.

Les questions des députés

« 2022 est l'Année européenne de la jeunesse », a souligné Mme Anne Calteux. Dans ce contexte, les députés ont voulu savoir comment cette thématique sera intégrée dans le programme de la Commission européenne. Un député a soulevé la question de la surrèglementation de l'Union européenne.

« 2022 est l'Année européenne de la jeunesse »

Mme Anne Calteux,
Représentante de la Commission européenne à Luxembourg

La Représentante de la Commission a rappelé que beaucoup d'initiatives sont des recommandations ayant pour objectif de guider les États membres.

Les députés sont également revenus sur les évènements en Ukraine, la compétitivité économique européenne et le sujet de la défense. Sur ce dernier point, un député a voulu savoir si l'idée d'une armée européenne était réaliste. Mme Anne Calteux a expliqué qu'il fallait renforcer les capacités de l'Union européenne et l'opérationnalité des forces européennes.

Troisième plénière de la Conférence sur l'avenir de l'Europe

Que revendiquent les citoyens européens ?

La Conférence sur l'avenir de l'Europe (COFE) s'est réunie une troisième fois en assemblée plénière dans l'hémicycle du Parlement européen les 21 et 22 janvier 2022. Des représentants des institutions européennes, des parlements nationaux, mais aussi des citoyens se sont déplacés à Strasbourg pour faire part de leurs préoccupations et façonner l'avenir de l'Europe.

Au cours de cette plénière ont été débattues les recommandations émanant de deux panels de citoyens européens, à savoir un premier dédié aux thématiques de « Démocratie européenne, Valeurs et droits, État de droit, Sécurité » et un second touchant aux sujets de « Changement climatique et environnement, Santé ».

Ces dernières ont été exposées lors de quatre séances distinctes qui ont débouché sur des débats respectifs. Différents axes d'attaques ressortent des recommandations.

Les citoyens demandent une meilleure protection de la démocratie et de l'État de droit en améliorant la communication et l'information, en garantissant la pluralité des médias ou encore en incluant des cours d'instruction civique européenne dans les programmes scolaires. La réforme institutionnelle de l'Union européenne est également réclamée pour démocratiser le processus décisionnel et cela en remplaçant l'unanimité requise dans certains domaines par des votes majoritaires. D'autres sont d'avis qu'une dénomination plus intuitive pourrait faciliter la compréhension des différentes institutions. Il est proposé de renommer le Conseil européen en « Sénat » et la Commission européenne en « Gouvernement ».

Les parties prenantes ont également délibéré autour de sujets ayant trait à l'éducation, à l'environnement, à la protection de la santé, en mettant l'accent sur la santé mentale, et à l'incitation à la transition verte pour aboutir à une société durable. Un manque de gouvernance a aussi été déploré pour ce qui est de l'industrie pharmaceutique. Selon les citoyens, des législations plus contraignantes pourraient aider à harmoniser le système de santé européen.

L'échéancier prévoit que les conclusions finales soient transmises sous forme de rapport à la présidence conjointe des trois institutions, qui sont le Parlement européen, le Conseil européen et la Commission européenne. Les travaux de la conférence seront clos le 9 mai 2022.

Le président de la délégation, M. Yves Cruchten, accompagné de M. Claude Wiseler, également membre de la délégation, ont représenté le parlement luxembourgeois lors de cette plénière.

De gauche à droite : M. Yves Cruchten et M. Claude Wiseler, membres de la délégation parlementaire luxembourgeoise, M. Marc Angel et Mme Isabel Wiseler-Lima, députés européens

NOUVELLES LOIS

Compte rendu n° 22 | 2020-2021

Maintien de la paix : procédures et primes

7325 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales ;

2° de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;

3° de la loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires

Le projet de loi a pour objet de réformer en profondeur la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales. Il prévoit également de nouvelles modalités pour l'attribution d'une prime de vol en modifiant, d'une part, la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et, d'autre part, le champ d'application du fonds d'équipement militaire prévu par la loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires. Concernant la réforme de la loi précitée de 1992, l'intervention des forces de réaction rapide ne se trouve actuellement pas dans le champ d'application. Le projet de loi vise à donner à ces interventions une base légale plus solide en les y intégrant et en mettant en place une procédure réglementaire qui répond à l'exigence des brefs délais de déploiement, tout en garantissant un contrôle parlementaire adéquat.

La nouvelle procédure se distingue par rapport à la procédure de la loi de 1992 en vigueur sur trois points :

1. l'avis du Conseil d'État n'est plus obligatoire afin de permettre l'application de l'urgence ;

2. la saisine de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés est supprimée ;

3. un débat en séance publique de la Chambre des Députés est organisé, endéans les trois jours suivant la convocation, pour les missions de « peace enforcement » et les missions effectuées dans le cadre de groupements multinationaux dont le Luxembourg fait partie et pour lesquelles il existe un mandat international.

Afin d'assurer un suivi plus transparent des missions en cours, une obligation d'information régulière de la commission parlementaire compétente est introduite. La loi précitée du 23 juillet 1952 est complétée pour introduire un système dégressif de paiement d'une prime de vol au personnel navigant de la composante aérienne. Outre le facteur du risque, la prime vise à combler les inconvénients liés à la fonction de personnel navigant (traverser plusieurs fuseaux d'horaires, absences multiples et prolongées du foyer familial, etc.) et à prendre en compte les responsabilités particulières du personnel navigant dans l'exécution des tâches aéronautiques. Aujourd'hui, de telles primes constituent la norme dans les pays membres de l'OTAN.

Une prime de vol permet aussi d'attirer et de fidéliser le personnel pour ces fonctions hautement spécialisées et de maintenir son expertise à l'armée.

Dépôt par M. Étienne Schneider, Ministre de la Défense, le 25.06.2018
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense (Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

28.02.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
30.01.2020	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
14.05.2020	Continuation des travaux
	Adoption d'une série d'amendements
25.02.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'amendements supplémentaires
27.04.2021	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05.05.2021
Loi du 2 juin 2021
Mémorial A : 2021, n° 416, page 1

Congé pour soutien familial

7803 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Le projet de loi n° 7803 prolonge l'octroi du congé pour soutien familial jusqu'au 25 novembre 2021 afin de garantir que les salariés, travailleurs indépendants et agents publics concernés peuvent soutenir une personne majeure en situation de handicap ou une personne âgée faisant l'objet d'une perte d'autonomie d'une particulière gravité, le temps de la non-disponibilité d'une place dans un service agréé en raison de la crise de la Covid-19.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 20.04.2021
Rapporteur : M. Max Hahn

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration (Président : M. Max Hahn) :

27.04.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05.05.2021
Loi du 20 mai 2021
Mémorial A : 2021, n° 392, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **7813 - Proposition de loi portant modification de l'article 62 de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours**
   - Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président
3. **Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par Mme Simone Beissel**
   - Exposé : Mme Simone Beissel
4. **Question élargie n° 87 de M. Jean-Paul Schaaf au sujet de la langue des signes**
   - M. Jean-Paul Schaaf
5. **Dépôt d'une motion par M. Jean-Paul Schaaf**
   - Exposé : M. Jean-Paul Schaaf
6. **Question élargie n° 87 de M. Jean-Paul Schaaf au sujet de la langue des signes (suite)**
   - M. Jean-Paul Schaaf - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
7. **Question élargie n° 86 de Mme Martine Hansen au sujet de la protection du climat dans la Fonction publique**
   - Mme Martine Hansen
8. **Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen**
   - Exposé : Mme Martine Hansen
9. **Question élargie n° 86 de Mme Martine Hansen au sujet de la protection du climat dans la Fonction publique (suite)**
   - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
10. **Question élargie n° 88 de M. Pim Knaff au sujet de la digitalisation et numérisation de la procédure et des dossiers judiciaires**
    - M. Pim Knaff - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
11. **7449 - Débat d'orientation sur le plan de développement culturel « KEP 1.0 »**
    - Rapport de la Commission de la Culture : Mme Djuna Bernard
    - Débat : Mme Octavie Modert (dépôt des motions 1 et 2) - M. André Bauler (interventions de M. Gusty Graas, M. Mars Di Bartolomeo et M. Sven Clement) - Mme Simone Asselborn-Bintz - Mme Josée Lorsché (interventions de M. André Bauler) - M. Fred Keup (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Sven Clement) - M. Marc Baum (interventions de M. Fred Keup pour fait personnel et M. Fernand Kartheiser) - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser - M. Pim Knaff (intervention de M. André Bauler) - M. Georges Mischo
    - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - Mme la Ministre Sam Tanson
    - Motion 1 : Mme Octavie Modert - Mme Djuna Bernard (intervention de Mme Octavie Modert)
    - Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
    - Motion 2 : Mme Djuna Bernard - M. Marc Baum
    - Vote sur la motion 2 (rejetée)
12. **Motion de M. Jean-Paul Schaaf relative à la langue des signes**
    - Discussion générale : M. Max Hahn - M. Sven Clement - M. Jean-Paul Schaaf
    - Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)
13. **Motion de Mme Martine Hansen relative à la neutralité climatique**
    - Discussion générale : M. François Benoy - M. David Wagner - M. Fred Keup
    - Vote sur la motion (adoptée)
14. **Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten**
    - M. Yves Cruchten
15. **7755 - Proposition de révision du chapitre II de la Constitution**
    - Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président - M. Fernand Kartheiser

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région.*- Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. 7813 - Proposition de loi portant modification de l'article 62 de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours

Déclaration de recevabilité

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Presidentekonferenz huet sech den 29. Abrëll 2021, also haut, fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7813, eng Ofännerung vum CGDIS-Gesetz, déi gëschter, den 28. Abrëll 2021, vum Här Michel Wolter deponéiert gouf. Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition de loi 7813 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par Mme Simone Beissel

Da géif ech d'Wuert ginn un déi honorabel Madamm Simone Beissel fir den Depot vun enger Proposition de révision de la Constitution. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Simone Beissel *(DP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, merci deenen, déi hei am Sall sinn.

(Interruptions)

Eng gutt a modern Verfassung ass déi, déi e stabillen Equiliber engersäits zwëschent der klorer Organisatioun vun de Pouvoiren an den Autoritéite garantéiert, an anerersäits e staarken an andauernde Schutz vun onse Bierger an Awunner.

Fir dat Zil ze erreechen, ...

(Interruption)

... hu mir an der Verfassungskommissioun, ënnert der Presidence vum Mars Di Bartolomeo ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Merci, President.

(Hilarité)

... d'Kapitel 2 iwwert d'Rechter an d'Fräiheete vun onse Bierger reagencéiert, moderniséiert a completéiert.

Mir hunn esou eng Stratifikatioun vun dräi Zorte vu Fräiheeten a Rechter ausgeschafft. An déi hunn den Accord vun de véier grousse Parteien fonnt, déi véier Parteien, déi och déi véier Corapporteuren zu der Verfassungsrevisioun stellen.

Et sinn éischtens d'Grondrechter, d'Droits fondamentaux, déi intouchabel oder betonéiert sinn. Op där anerer Säit, zweetens, sinn et déi ëffentlech Fräiheeten, d'Libertés publiques, déi nëmme kënnen duerch e Gesetz ageschränkt ginn. An drëttens, d'Staatsziler mat constitutionellem Wäert, wat een op Franséisch nennt d'Objectifs de valeur constitutionnelle, déi och nëmme kënnen duerch de Legislateur geännert ginn an déi net vun eise Geriichter aklobar sinn.

Här President, de Schutz vun de Bierger, de Schutz vu senge Fräiheeten a Rechter, an dat am Respekt vun onsem Rechtsstaat, ass eng vun den nobelste Missioune vun all parlamentarescher Demokratie. An deem Sënn hunn ech elo d'Éier an de Pleséier, fir Iech dann d'Proposition de révision vun eiser Kommissioun, d'Proposition de révision Nummer 7755, ze iwwerreechen, ënnerschriwwe vun: Mars Di Bartolomeo, Léon Gloden, Charles Margue a mir selwer.

7755 *- Proposition de révision du chapitre II de la Constitution*

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Simone Beissel.

4. Question élargie n° 87 de M. Jean-Paul Schaaf au sujet de la langue des signes

Deen éischte Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass déi erweidert Fro Nummer 87 vum Här Jean-Paul Schaaf iwwert d'Gebäerdesprooch. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun der Madamm Ministesch eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Merci, Här President. Madamm Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soe Merci, dass ech op dëser Plaz kann déi erweidert Fro zu engem Sujet stellen, fir dee mer allegueren heibannen eigentlech normalerweis keng direkt Opmierksamkeet hunn, dee fir eis all wäit ewech ass. Eist Héierverméigen an eis Sprooch - d'Sprooch ass och eigentlech dat éischt Handwierksgeschier vun der Politik -, déi sinn eis weesentlech. Si erlaben eis, mateneen ze kommunizéieren, matzedenken, matzeschaffen, ouni dass mer eis eigentlech doriwwer am Alldag Suerge maachen an ouni dass eeben doduerjer och déi Leit, déi Problemer hu mam Gehéier, mat der Sprooch, déi drun hänkt, an eiser Mëtt, an eisem Bléckfeld sinn. Duerfir dës erweidert Fro, fir d'Suerge vun der Gebäerdesproochegemeinschaft vu Lëtzebuerg eng Kéier heihinner ze bréngen.

Déi Gebäerdesprooch huet sech zu Lëtzebuerg ganz lues entwéckelt, dat muss ee soen, op alle Fall dat zur Kenntnis huelen an der ëffentlecher Diskussioun. Vun 2007 bis 2008 gouf et eng Gebäerdendolmetscherin halleftâches am Land. Vun 2008 bis 2011 guer keen. A mam Engagement vun der éischter Gebäerdendolmetscherin am Familljeministère am Joer 2011 ass d'Gebäerdesprooch lues a lues méi bekannt ginn an huet och e reelle Bedarf bedéngt.

D'Chamber huet d'Gebäerdesprooch duerch déi punktuell Iwwersetzunge vu Sitzungen an d'Ëffentlechkeet bruecht, Opmierksamkeet erreecht an zu engem ganz positiven Ëmdenke bäigedroen. Duerfir muss een deenen Acteuren haut unerkennend Merci soen, déi dat agefouert hunn.

Et kann natierlech an deem Kontext awer net anescht sinn, wéi datt ech dat elo bedaueren, Här President, dass et de Mëtteg net méiglech war, dës Véierelstonn och a Gebäerdesprooch ze iwwersetzen.

Am September 2018 ass da mat der gesetzlecher Unerkennung vun der Gebäerdesprooch eng ganz positiv Opbrochstëmmung bei de concernéierte Leit entstanen. Erwaardunge si waakreg ginn. A si sinn och zu engem groussen Deel erfëllt ginn.

Elo stelle mer awer gutt zwee Joer duerno fest, dass net all d'Froe beäntwert sinn. A mir stellen dat fest duerch en oppene Bréif, deen den 11. November 2020 adresséiert ginn ass ënner anerem un d'Familljeministesch, un den Educatiounsminister, un d'Mënscherechtskommissioun, un den Zentrum fir Gläichbehandlung, un de Conseil supérieur des personnes handicapées an och un de Centre de logopédie.

Do gi Suerge formuléiert a sechs Punkten, op déi ech elo hei net aginn, och aus Zäitgrënn, fir dat ze resuméieren, mee si gi gestallt am Numm vun dräi ASBLen: Nëmme Mat Eis!, Daaflux a Solidaritât mit Hörgeschädigten.

Meng Interventioun, déi huet och net zum Zil, fir Iech, Madamm Ministesch, hei schlecht drun ze maachen oder Iech Virwërf ze äusseren. Si huet einfach zum Zil, Iech hei d'Chance ze ginn, der Gebäerdesproochegemeinschaft zu Lëtzebuerg an all deene Leit, deenen déi Uleiessen eng Suerg sinn, e puer Erklärungen ze ginn.

Duerfir, no Entrevuen, déi mer haten innerhalb vun der Fraktioun mat de concernéierte Leit, kommen ech dann zu där Question élargie.

Et schätzt een, dass mer haut am Land ongeféier 200 Leit hunn - mee dat ass eng Schätzung -, déi gehéierlos oder -geschiedegt sinn an déi esou agestuuft sinn. Et weess een et awer net genee. Et weess een och net genee, wéi et bei der Zouwanderung ausgesäit, besonnesch, well mer an dësem Land eng Zouwanderung hunn, déi aus villen Ecker vun der Welt kënnt an och zu engem groussen Deel aus engem frankofone Beräich. Mir hunn allerdéngs eng Gebäerdesprooch an däitscher Sprooch, an do ass et wéi bei eise Sproochen, dat passt net openeen, eng franséisch an eng däitsch. Et weess een och net genau, wivill mer der bei Neigeburenen hunn an esou weider.

5. Dépôt d'une motion par M. Jean-Paul Schaaf

Duerfir, Här President, erlaben ech mer, eng Motioun ze deposéieren. An ech géif Iech och bieden, déi Minutten, déi mer zoustinn, elo matzenzerechnen.

Motion

Die Abgeordnetenkammer:

- wissend, dass ein Hauptziel unserer Gesellschaft ein gleichberechtigtes Miteinander ist und dies in erster Linie durch eine gemeinsame Kommunikation stattfinden soll;

- wissend, dass die Gebärdensprache mit dem Gesetz vom 24. Juli 2018 als offizielle Sprache in Luxemburg anerkannt wurde;

- wissend, dass eine gleichberechtigte Teilhabe am politischen und öffentlichen Leben für alle eine zentrale Forderung der UN-Behindertenrechtskonvention (UN-BRK) ist;

- wissend, dass hörgeschädigte und gehörlose Menschen erst durch den Einsatz von Gebärdensprachdolmetschern eine barrierefreie Kommunikation am gesellschaftlichen Leben ermöglicht wird;

- wissend, dass sich durch den Mangel an Dolmetscherleistungen alltägliche Bedürfnisse (Arztbesuche, Behördengänge uvm.) für die Betroffenen oft schwierig gestalten;

- wissend, dass wir in Luxemburg kaum über Forschungsliteratur und Daten verfügen, welche uns genauere Erkenntnisse über die Anzahl wie auch über die Lebensweise und Bedürfnisse von hörgeschädigten und gehörlosen Mitbürgern aufzeigen;

- wissend, dass Luxemburg durch seine sprachliche Vielfalt und Diversität für die Hörgeschädigten- und Gehörlosengemeinschaften eine besondere Herausforderung darstellt;

- wissend, dass die Bedürfnisse der Hörgeschädigten- und Gebärdensprachgemeinschaft oft keinen breiten Zugang in der politischen Diskussion zu gesellschaftlichen Fragen haben;

- wissend, dass die Betroffenen für sich und ihre Gemeinschaft sprechen können und auch gehört werden wollen und somit noch immer die besten Experten ihrer Lebenssituation sind und auch als solches regelmäßig konsultiert werden sollten,

lädt die Regierung ein:

- eine detaillierte Analyse über die Hörgeschädigten- und Gehörlosengemeinschaft in Luxemburg durchzuführen, um neben der Anzahl von Betroffenen auch deren sozioökonomischen Lebensumstände in Erfahrung zu bringen;

- die Schlussfolgerungen der Studie zu nutzen, um weitere Fortschritte und Verbesserungen für die Hörgeschädigten- und Gehörlosengemeinschaft zu erzielen;

- die Missionen des Dachverbandes (Solidarität mit Hörgeschädigten a.s.b.l.) zu stärken, indem ihre Expertise und Stellungnahme zu allen Projekten angefordert werden, welche auf die Situation von Hörgeschädigten und Gehörlosen abzielen;

- verstärkte Anforderungen zu unternehmen, um Studierenden den Beruf des Gebärdensprachendolmetschers näher zu bringen, und im In- und Ausland Gebärdensprachdolmetscher zu rekrutieren.

(s.) Jean-Paul Schaaf, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

Exposé

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Da kann ech déi an e puer Sätz och materklären.

An där Motioun froen ech d'Regierung, éischtens emol, einfach ëm eng Analys vun der Situatioun am Land, vun de Bedürfnisser, a fir aus deene Bedürfnisser, zweete Punkt, och Konklusioune kënnen ze zéie fir eventuell nei Schrëtt fir déi Betraffen a fir mat hinnen einfach ze kucken: Wou sinn eigentlech Är Besoinen, Är Fuerderungen, Är Suergen, déi Der hutt?

Mir hunn am Land, dat ass deen zweete Punkt, eng relativ komplex Organisatioun och fir d'Gebäerdendolmetscher. Wann een e Rendez-vous bei enger Verwaltung brauch, bei enger staatlecher ëffentlecher Verwaltung, da freet ee beim Familljeministère, deen awer selwer kee Gebäerdendolmetscher huet. Wann een eng Fro zur Schoul huet, da muss een am Centre de logopédie, wéi en an der Ofkierzung heescht, de Centre pour le développement des compétences langagières, auditives et communicatives, froen. Wann een awer elo e privaten Termin huet bei engem Dokter an esou weider, da freet ee beim Daachverband vun der Solidaritéit mat Hörgeschädigten. Duerfir freet eigentlech den Daachverband Solidaritéit mit Hörgeschädigten ASBL, ob een net eng Stäerkung vun hirer ASBL an domadder och eng Plaz, een Adressat fir eng Consultatioun fir jiddereе kéint aféieren.

De leschte Punkt, dat ass, dass mer an dësem Land dräi Gebäerdendolmetscher hunn, zwee am Centre

de logopédie an ee beim Daachverband, bei der ASBL. Mir kënnen eis et also iwwerhaapt net leeschten, dass ee vun deenen ausfält. Mir kënnen eis et net leeschten, dass een op eemol en anere Beruff wielt, dass een net méi do ass, well da ginn entweeder d'Besoinen net erfëllt oder da ginn, op där anerer Plaz, d'Kanner net méi an hirem schoulesche Parcours begleet, wou ee muss wëssen, datt dat dezentral a Primärschoulen, Lycéeën uechtert d'Land vun deenen zwee Leit assuréiert gëtt.

Duerfir e leschte Punkt, ech froen an där Motioun dann och, dass weider Ustrengunge gemaach ginn iwwert de Beruff, d'Sensibiliséierung a sou weider.

6. Question élargie n° 87 de M. Jean-Paul Schaaf au sujet de la langue des signes (suite)

Do dernieft vläicht dann nach déi Froen, op déi d'Madamm Minister hei kann agoen: Wou si mer drun? Wat fir eng Initiative sinn nach eventuell geplangt? Wéi gesäit et mat enger zentraler Ulafstell aus? Kënnt déi Berodungsstell, déi Dir anscheinend plangt, dann och an déi Daachorganisatioun eran?

An Dir kënnt eis och nach vläicht Informatioune ginn iwwert d'Aschoulung an iwwert d'Kompetenz, den Echange tëschent engersäits den Elteren, de Concernéierten an dem Centre de logopédie am Land. An ech géif lech bieden, wierklech eng Sensibiliséierung ze maachen, fir dass och jonk Leit, déi ënnerwee sinn am Beruff, Schüler, datt déi eeben einfach soen: „Voilà, dat do ass och e Beruff, ech kéint mer dat vläicht am Uschloss u meng pedagogesch Ausbildung beispillsweis och virstellen als Zukunft." Dat wier flott.

An ech mengen, dass déi concernéiert Leit, déi nëmmen e klengen Deel vun eiser Gesellschaft sinn, mee fir déi déi hei Problematik déi wichtegst an hirem ganze Liewen ass, dankbar wieren iwwer zousätzlech Efforten an deem Sënn.

E grousse Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Schaaf. D'Regierung huet d'Wuert. D'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools merci, Här President. Ech géif fir d'éischt gären dem honorabelen Deputéierte villmools Merci soe fir déi Fro, well ech denken, et kann een net dacks genuch eng Kéier och d'Servicer allegueren ernimmen, déi et hei am Land gëtt fir Leit, déi net esou gutt héieren oder guer net héieren. An dofir probéieren ech elo och, hei ganz komplett ze äntweren.

Ech verweisen awer mol direkt op d'Äntwert vun der Question parlementaire 3494 vum Här Sven Clement, déi uganks Mäerz eebe beäntwert ginn ass. Déi Question parlementaire, do sti scho relativ vill Äntwerten dran op Froen, déi Der elo grad gestallt hutt.

Et gëtt hei zu Lëtzebuerg eng Gebäerdesproochdolmetscherin an eng Schrëftdolmetscherin bei der HörgeschädigtenBeratung vu Solidarität mit Hörgeschädigten, déi schaffen do. D'Hörgeschädigten-Beratung huet en Agrement als Service d'information et de consulation a beneficéiert vun enger Finanzéierungskonventioun vum Familljeministère. An da schaffen am Centre de logopédie och zwou Gebäerdesproochdolmetscherinnen.

D'HörgeschädigtenBeratung gräift, bei Bedarf, op Dolmetscher aus Däitschland zréck, meeschtens Tréier oder Saarland. Et ass awer och emol scho virkomm, dass ee vu méi wäit ka kommen, virun allem well d'Sproochesituatioun zu Lëtzebuerg eeben esou ass, wéi se ass. Et ass am beschten, wann den Dolmetscher selwer Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch versteet. An et ass zum Beispill eng Madamm, déi méi wäit ewech wunnt, déi sech dann iwwer digital Moyene emol ka bäischalten an eppes iwwersetzen. A verschiddene Fäll gëtt och zousätzlech op e Schrëftdolmetscher zréckgegraff, wat vill héiergeschiedegt Leit och als eng grouss Hëllef empfannen.

Wat d'Dolmetscher-Rendez-vouse vun 2020 vu Privatpersoune betrëfft, do gouf et 88 Demandë vu 15 verschiddene Persounen. A vun den Institutioune gouf et 2020 dann 134 Ufroen. Ech muss awer och soen, dass der dobäi ëmmer nees relativ vill ofgesot gi vun den Institutiounen oder vun de Leit selwer, wa se dann awer iergendwéi de Rendez-vous net brauchen.

Et ass ganz rar, dass eng Demande aus Mangel un Dolmetscher eeben net ka gemaach ginn. Dat kënnt nëmme ganz, ganz selte vir. An den Nopeschregiounen ass et och esou, dass eng Regioun selwer net genuch eege Gebäerdesproochdolmetscher huet an dofir dann dee Moment och dacks op aner Regiounen oder en anert Land zréckgräift.

Wéi gesot, wärend der Pandemie goufen natierlech och vill Videokonferenzen organiséiert. An da kann een och emol e Gebäerdesproochdolmetscher huelen, dee méi wäit ewech wunnt. An dat ass natierlech och ganz praktesch.

Ee Wuert zur Logopedie, zum Centre de logopédie. Ech mengen, Dir hutt do e puer Froe gestallt. Do ass et esou, dass Terminer am schoulesche Beräich beim Centre de logopédie an de Klassen an am Ambulatoire ugefrot goufen. Déi konnten allegueren assuréiert ginn. Do waren zum Beispill 23 Asätz bei Elterenowenter, do goufe Coursen organiséiert, d'Dolmetsche vun engem Theaterprojet. Dat heescht, dat kënne ganz verschidde Saache sinn.

Dir hutt och dovunner geschwat, wéi mer Reklamm maachen, fir dass Leit vläicht Interessi kréien, fir dee Beruff ze léiere vum Gebäerdesproochdolmetscher. Dat leeft iwwert de CEDIES, d'Internetsäit cedies.lu. Do gëtt et ganz Rei Publikatiounen. Et gëtt och Informatiounsversammlungen. Et gëtt d'Foire de l'étudiant, déi all Joer organiséiert gëtt. Ech maachen drop opmierksam, dass et déi Broschür gëtt „Interprète-Traducteur" aus der Serie „Études & Métiers". Do gëtt de Beruff vum Interprète en langue des signes virgestallt. An ech mengen, dass dat och ganz interessant ass.

An de Gebäerdesproochdolmetscher gouf iwwregens vum 5. November bis den 2. Februar als Métier du mois um Site vum CEDIES presentéiert. Dat heescht, do huet ee probéiert, nach méi Leit derfir ze interesséieren. A wann dann den 23. September den internationalen Dag ass vun der Gebäerdesprooch, dann hoffen ech, dass mer allegueren heibannen, an der Regierung, an der Chamber, zesumme mat der Press nees méi drop opmierksam maache kënnen, dass mer sécherlech nach Gebäerdesproochdolmetscher brauchen.

Duerch déi Informatioune melle sech och ganz reegelméisseg Leit, fir zum Beispill Coursen ze maachen, fir d'Gebäerdesprooch ze léieren. Mir hunn och zum Beispill eng Damm, déi am Moment op der Uni zu Köln ënnerwee ass. Déi mécht e Bachelor of Arts Dolmetschen für Deutsche Gebärdensprache. An déi huet och elo e puer Woche Stage gemaach bei der HörgeschädigtenBeratung. An d'Studentin wëllt awer nach véier Semester maachen, fir dann dee Moment de Master ze maachen.

Eng aner Studentin huet och e Stage gemaach als Dolmetscher bei der HörgeschädigtenBeratung, a si wunnt eeben elo zu Berlin. An dat ass déi Madamm, vun där ech elo éinescht geschwat hunn, déi och iwwer Videokonferenz nach eemol eppes iwwersetze kann.

Dir hutt dovunner geschwat: Wou bestellen ech meng Dolmetscher, wann ech ee brauch? Dat ass net grad esou komplizéiert, wéi Dir gesot hutt. Alles, wat d'Schoul betrëfft, do geet ee bei de Centre de logopédie, fir eng Gebäerdesproochdolmetschung ze kréien. An do, wou de Familljeministère an d'Hörberatung zouständeg sinn, gëtt den Dolmetscher bei der Hörberatung bestallt, déi dann eeben dee Moment en Dolmetscher organiséiert. Wann elo eng Ufro beim falsche Partner ukënnt, da gi mir dat natierlech ..., da geet dat weider un dee richtege Service. Also do hu mer elo nach keng gréisser Problemer gemellt kritt.

Zanter 2004 beneficiéiert den Daachverband Solidarität mit Hörgeschädigten vun engem Agrement als Service d'information, de consultation et de rencontre fir de Service HörgeschädigtenBeratung a vun enger Konventioun mam Familljeministère fir dee selwechte Service, iwwert déi aktuell och eng Dolmetscherin, eng Schrëftdolmetscherin, déi iwwregens och Chargée de direction vun der HörgeschädigtenBeratung ass, finanzéiert gëtt; do fält och eng Assistante sociale drënner an en Educateur, deen och do matfinanzéiert gëtt.

D'HörgeschädigtenBeratung ass u sech eng Anlaufstelle für die Hörgeschädigten- und Gebärdensprachgemeinschaft, wou betraffe Leit an interesséiert Leit eeben Informatioune kréien, Berodung, Hëllef, Dolmetschleeschtungen a sou weider. Dat kënne se all do kréien. Zesumme mat Solidarität mit Hörgeschädigten a senge Membervereenegunge setzt sech d'HörgeschädigtenBeratung fir d'Interessie vun héiergeschiedegte Mënschen an.

Da wäert d'HörgeschädigtenBeratung geschwënn, hoffentlech an deenen nächste Wochen, an dat neit Gebai plënneren, d'Maison Greisch zu Beggen, wou dann an dësem Kommunikatiounszenter fir héiergeschiedegt Persounen den Daachverband Solidarität mit Hörgeschädigten ASBL a seng dräi Member-Associatioune wäerten ënnerbruecht ginn.

Mir hunn natierlech reegelméisseg Plattformen tëschent dem Familljeministère an dem Daachverband Solidarität mit Hörgeschädigten, fir eeben och do ze kucken, wéi mer nach weider a besser hëllefe kënnen.

Wéi schonns an der Äntwert vun der Question parlementaire 3494 gesot, gëtt et aktuell keng geséchert Statistiken zu dësem Theema. An dëser Äntwert hu mer och informéiert, datt et am Questionnaire vum Statec betreffend déi allgemeng Vollekszielung dëst Joer fir d'éischte Kéier ass, datt och Froen zum Theema Behënnerung wäerte gestallt ginn.

An dann excuséieren ech mech, ech hunn Är Motioun elo nach net gelies a weess doraus just dat, wat Dir elo hei um Riednerpult gesot hutt. Mee ech mengen, ech kéint lech awer direkt schonn eng Äntwert dorobber ginn, nämlech: Mir wäerten an deenen nächste Woche vum Familljeministère aus zesumme mam LISER eng Ëmfro lancéieren. An d'Zil ass genau dat, wat Dir elo hei gefrot hutt, fir d'Besoine vu Leit mat enger Behënnerung ze erfaassen, also am Allgemengen, net nëmme vun den Héiergeschiedegten. Mir wëlle Statistiken iwwert d'Situatioun vun de behënnerte Leit zu Lëtzebuerg hunn. Déi wëlle mer eeben domadder erhiewen. An et geet un éischter Plaz natierlech emol drëms, eng Bestandsopnam vun de besteeënden Hëllefen a Mesuren ze maachen, déi et am Moment gëtt a vun deene Leit mat enger Behënnerung aktuell profitéiere kënnen. An da gëtt och eebe gläichzäiteg gekuckt, jo, rezenséiert am Fong, u wat et zu Lëtzebuerg einfach eventuell en vue vun enger méi grousser Chancëgläichheet feelt.

Dat heescht, ech mengen, dat wär schonn d'Äntwert op Är Motioun, wann ech dann de Resümmee richteg gesinn hunn. Mee ech wäert déi natierlech nach mat grousser Opmierksamkeet liesen. Mee da wësst Der, dass dat scho geplangt ass an dass dat an deenen nächste Woche wäert geschéien.

Déi Bestandsopnam misst eis och erlaben erauszefannen, wivill vun de Leit, déi bei der Ëmfro matmaachen, daf sinn, wivill der héiergeschiedegt sinn, wivill e Cochlea-Implantat hunn oder/a Gebäerdesprooch gebrauchen. Dat hoffen ech, dass dat alles dobäi erauskënnt.

Ee Wuert zum Centre de logopédie an de reguläre Schoulen: 101 Schüler beneficiéieren dëst Schouljoer vun enger ambulanter Prise en charge iwwert de Centre de logopédie. Dat sinn am Enseignement fondamental 50 Schüler, déi eng wëchentlech individuell Prise en charge kréien, an zwee Schüler kréie Conseil et guidance. An am Enseignement secondaire sinn et dräi Schüler, déi déi wëchentlech individuell Prise en charge kréien, an 21 Schüler, déi Conseil et guidance kréien.

Dann den ... Ech mengen, Dir hat och nach gefrot, wéi et mam nationale Kommunikatiounszentrum ass. Den Zentrum fir barriärefräi Kommunikatioun soll viraussiichtlech 2022 seng Dieren opmaachen. Dee soll fir jiddereen zougänglech sinn. An deem Zenter soll jidderee kënnen Informatiounen zu alternative Kommunikatiounsforme kréien. An et sollen ënner anerem och Formatiounen, Iwwersetzungen an Dolmetschleeschtungen ugebuede ginn.

An ech géif do just eng Klammer maachen zu de Formatiounen. Well wa mir elo hei an dësem Kader doriwwer schwätzen, menge mer jo ëmmer, et géife Leit Formatioune kréien, fir eebe vläicht e puer Zeechen an der Gebäerdesprooch ze léieren. Mee hei geet et am Fong méi wäit. Mir hätte gären, dass Leit vum Terrain, wéi zum Beispill d'Polizisten, d'Pompjeeën, ech denken un d'Receptionisten an enger Klinik, am Fong d'Informatioune kréien, wéi ee sech ausdréckt, wann ee mat enger behënnert Persoun, déi vläicht net versteet, entweeder well se net héiert oder vläicht well se eng aner Behënnerung huet, wéi ee mat där kann oder soll kommunikéieren. Esou Formatioune sollen och do ugebuede ginn, fir dass mir allegueren och léieren, mat deene Leit ze kommunikéieren, wa vläicht d'Sprooch oder déi klassesch Sprooch net funktionéiert.

Mee eng vun den Haaptaufgabe vun deem zukünftegen Zenter ass et, fir d'Kommunikatioun mat Mënsche mat Behënnerung eeben ze verbesseren, fir hinnen ze erlaben, sech ze informéieren a sech och ze expriméieren. An dat an enger Form vu Kommunikatioun, déi hinnen dee Moment dann eeben zougänglech ass.

Dësen Zenter soll an Zesummenaarbecht mat enger Rëtsch vun anere Ministèren entstoen, déi och Missiounen an Erfarung am Beräich vun der Kommunikatioun an der Formatioun hunn, an och mat Associatiounen aus dem Beräich Handicap an eeben och Mënsche mat enger Behënnerung.

Déi verschidden Acteure sollen hei d'Méiglechkeet kréien, fir hir verschidde Kompetenzen, hir Fäegkeeten, hir Erfarungen, hir Besoinen och zesummenzeleeën, fir sech auszetauschen, fir d'Offeren auszebauen am Allgemengen, fir och gemeinsam Offeren ze entwéckelen a fir dass den Zenter do uknäppe kann, wou déi eenzel Acteuren eeben da jiddwereen a sengem Eck net méi weiderkommen.

Déi verschidden Acteure goufen och scho kontaktéiert a consultéiert. Elo heescht et, lescht Detailer ze klären. An da kann de Projet hoffentlech ganz geschwënn an de Regierungsrot.

Ech hoffen, dass ech op all d'Froe geäntwert hunn, vläicht souguer op e puer méi. Wéi gesot, ech liesen elo mat groussem Interessi d'Motioun an dann hoffen ech, dass mer doriwwer kënne schwätzen. Da kënne mer lech vläicht nach eng Kéier an enger Kommissiounssëtzung oder esou soen, wat scho geplangt ass, respektiv ech kucken och, wat an der Motioun steet, ob vläicht nach eppes ass, wat mir vergiess hunn. Well mir sollen hei jo wierklech allegueren am Sënn vun deene Leit schaffen, déi d'Kommunikatioun méi brauchen, well se eebe manner zougänglech fir si ass.

An ech mengen, an deem Krisejoer hei hu mer elo alles probéiert, fir d'Kommunikatioun esou zougänglech wéi méiglech ze maache fir d'Mënschen allegueren hei am Land. Mee dat geet net duer. Mir mussen och doriwwer eraus kucken, dass mer ëmmer Informatiounen hunn, déi zougänglech si fir jiddwereen.

An ech bedaueren, dass ech héieren, dass Der probéiert hutt, d'Gebäerdesproochiwwersetzung elo fir de Mëtten ze kréien, an dat huet net geklappt, leider. Mee dann, jo, ech hoffen, dass dat dann d'nächste Kéier klappt. Respektiv bei deene groussen Evenementer hei an der Chamber klappt dat jo och ëmmer. An doriwwer sinn ech ganz frou.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun Corinne Cahen.

7. Question élargie n° 86 de Mme Martine Hansen au sujet de la protection du climat dans la Fonction publique

Mir kéimen dann zur erweiderter Fro Nummer 86 vun der Madamm Martine Hansen iwwert de Klimaschutz an der Fonction publique. An och hei huet den Auteur fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun der Madamm Ministesch eng eventuell Zousazfro ze stellen, an der Regierung sinn zéng Minutten zou. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech sinn och frou, datt ech déi Fro haut ka stellen, well wann ech richteg an de Medien nogelauschtert hunn, dann ass haut deen éischten nationalen digitalen Ëmweltdag. Dat wousst ech awer net virdrun, mee dat hunn ech elo déi lescht Deeg héieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat däitscht Bundesamt fir Ëmwelt huet e Leitfaden erausginn, eebe fir hir Klimaziler besser ze erreechen, deen de Verwaltunge soll hëllefen, zäregasneutral ze ginn.

Baden-Württemberg zum Beispill huet och schonns 2014 an hirem Klimaschutzgesetz festgehal, datt d'Verwaltunge sollen 2040 klimaneutral sinn.

Hei zu Lëtzebuerg hate mer als CSV am Kader vun den Debatte vum État de la Nation 2019 esou eng änlech Motioun, wou mer u sech dat selwecht gefrot hunn, Klimaneutralitéit vun de Verwaltunge bis 2040, a wou mer d'Regierung opgefuerdert haten, fir eng deementspriechend Strategie op den Dësch ze leeën.

Ben, wéi déi do Motioun eebe wierklech aus, fir mech, onerklärleche Grënn net gestëmmt ginn ass, hu mer nach eng Kéier ee frësche Versuch gemaach gehat, nämlech bei de Budgetsdebatten 2019. Mee leider Gottes ass se dunn och vun deene Bloen, Rouden an awer virun allem och vun deene Gréngen net gestëmmt ginn, wat ech wierklech schwéier ka verstoen. Dat ass traureg an et ass virun allem traureg fir d'Klima, well klimaneutral gëtt een net vum selwen. Hei ass an eisen Ae wäertvoll Zäit verluer gaang.

Här President, mir sinn als CSV nach wie vor iwwerzeegt, datt de Staat, d'Verwaltungen als en awer wierklech groussen Deel vun eiser Gesellschaft misste mam gudde Beispill virgoen. Mir wëssen, datt d'Erausfuerderung enorm ass beim Klimawandel, eebe virun allem och enorm beim Klimawandel fir d'Bierger. An dofir ass et extreem wichteg, datt de Staat, d'Verwaltungen eng Virbildfunktioun anhuelen. Well wann de Staat dem Bierger verschidde Saache recommandéiert, virschreift, dann, denken ech, muss en dat och selwer virliewen a senge Verwaltungen. Ech soen et nach eemol mat de Wierder vum Marco Schank: „Mir musse wierklech probéieren, d'Leit alleguer an d'Klimaboot ze kréien." An an deem Sënn ass et eebe wichteg, datt de Staat glafwierdeg ass an datt e selwer Virbild ass.

Bei de Verwaltunge genausou wéi bei de Bierger gëtt et villfälteg Beräicher, wou ee kann a muss agéieren, zum Beispill bei de Gebaier, beim Transport, bei de Geräter, bei allem, wat een akeeft, a sou weider.

An an deem Kontext wëll ech der Madamm Minister gäre follgend fënnef Froe stellen:

Ass se, d'Madamm Minister, bereet, sou änlech wéi dat däitscht Bundesamt e Leitfaden erauszeginn als Hëllef fir d'Verwaltungen - well evident ass et net - um Wee a Richtung Klimaneutralitéit?

Zweetens: D'Gebaier. Ben den Hausbesëtzer, deene recommandéiere mer ganz staark, hir Haiser energeetesch ze renovéieren. Wéi gesäit dat do beim Staat aus? Ech denken, hei ass nach ganz vill Potenzial, och fir Energie a Ressourcen anzespueren. Huet d'Regierung genau Chifferen zum Energieverbrauch vun hire Gebaier? An huet se virun allem e konkreet Renovéierungsplang vun hire Gebaier, eebe mam Zil vun der Klimaneutralitéit virun Aen? Dat selwecht gëllt och fir d'erneierbar Energien an hei virun allem fir d'Fotovoltaikanlagen. Och hei hu

mer bei de Staatsgebaier relativ vill Potenzial. Och do: Gëtt et hei e konkreeten Zäitplang, fir dëst Potenzial ze notzen? A wéi gesäit deen aus?

Da kommen ech bei d'Mobilitéit. Op eng Question parlementaire vun de Piraten hat den Här Minister Bausch geäntwert, datt am Moment 2.202 Gefierer zum Fuerpark vum Staat géife gehéieren. Dovunner wären der 2.021 normal Verbrennungsmotoren, 91 wären der elektresch, 23 Hybrid a 67 Plug-in-Hybrid. Och do: Wéi gesäit den Ersatzprogramm aus fir a Richtung Klimaneutralitéit? A virun allem awer och: Firwat ginn nach ëmmer Plug-in-Hybriden ausgeschriwwen, obwuel Der déi u sech an Äre Bäihëllefe gestrach hutt an obwuel Der och sot ..., oder och déi kontradiktoresch Bedeitung vun den Hybridautoe fir eist Klima u sech selwer erausgestrach hutt?

Zur Mobilitéit gehéieren och eis Déngschtreesen. Wann ech a Richtung Klimaneutralitéit denken, da muss ech och déi Fro stellen: Wéi sollen déi an Zukunft ausgesinn? Wéi gi mer do a Richtung Klimaneutralitéit vir? Just nach Visio oder awer nach Flich?

A wann ech dat kucken, Visio, da kommen ech u sech zum véierte Punkt, dat ass d'Informatiouns- an d'Kommunikatiounstechnik. Och dat verbraucht enorm Energie. Ech denken un den Energieverbrauch vun den Datenzenteren. Do hu mer scho bei Google heiriwwer geschwat. Wéi gesäit do de konkreeten Ëmsetzungsplang vun der Regierung aus a Richtung Klimaneutralitéit?

An déi lescht Fro, dat ass d'Beschafung vu verschiddene Matièrë respektiv de Verkaf an den Akaf vu Materialien. Och: Wou kommen dës Materialien hier? Oder: Wou ginn och Materialie verkaf? Wéi gëtt dat berechent?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als CSV si mer nach wie vor der Meenung, datt de Staat muss mam gudde Beispill virgoen. An hie soll virun allem hei Erfarunge sammelen an déi Erfarungen de Betriber, de Bierger, de Leit alleguer zur Verfügung stellen an hie soll och wirtschaftlech Berechnunge maachen. An da soll e mat Hëllef vun deene wirtschaftleche Berechnungen d'Bäihëllefen zweckorientéiert upassen.

8. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen

Exposé

An an deem Sënn deposéieren ech hei nach eemol eng Motioun, wou mer haut dann um éischten nationalen digitale Klimadag d'Regierung nach eemol opfuerderen, sech als Zil ze setzen, eis Verwaltunge bis 2040 klimaneutral ze gestalten, fir e konkreeten Ëmsetzungsplang auszeschaffen, fir dës Ziler ze erreechen, fir dësen Ëmsetzungsplang monetär ze chiffréieren a fir e Leitfaden auszeschaffen, deen de Verwaltungen hëlleft, zäregasneutral ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- rappelant les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et le réchauffement climatique du 12 décembre 2015 ;

- rappelant le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) du Luxembourg qui constitue la stratégie-cadre en matière de politique de l'énergie et de l'action pour le climat ;

- estimant que l'administration publique doit montrer le bon exemple dans la lutte contre le réchauffement climatique ;

- estimant que l'administration publique devrait réduire ses émissions de gaz à effet de serre et montrer comment son fonctionnement pourrait devenir climatiquement neutre ;

- estimant que par conséquent l'administration publique devrait aider les entreprises et les particuliers à devenir climatiquement neutre en se basant sur ses expériences et via un meilleur ciblage de ses subventions,

invite le Gouvernement

- à fixer l'objectif de neutralité climatique au sein de l'administration publique au plus tard à l'horizon 2040 ;

- à élaborer un catalogue de mesures climatiques pour l'administration publique en vue de la neutralité climatique au plus tard pour 2040 dans les domaines de la consommation de chaleur, de la consommation d'électricité, des bâtiments, de la flotte de véhicules, des déplacements en avion etc. ;

- à évaluer les mesures climatiques en vue de la neutralité climatique pour pouvoir répondre spécifiquement aux besoins rencontrés par les entreprises et les particuliers ;

- à définir un calendrier indicatif de mise en œuvre des différentes mesures (à court terme, moyen terme et long terme) ;

- à analyser le coût des différentes mesures et les économies de CO_2 escomptées ;

- à développer un guide pour aider l'administration publique à obtenir la neutralité climatique au plus tard pour 2040.

(s.) Martine Hansen, Paul Galles, Aly Kaes, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen.

9. Question élargie n° 86 de Mme Martine Hansen au sujet de la protection du climat dans la Fonction publique (suite)

An dann huet d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg, d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech soen der Madamm Hansen e ganz häerzleche Merci op dësem éischten Ëmweltdag, wou d'Theema haut awer éischter Natur a Bëscher an de Mëtte Waasser, Loft, Kaméidi war. Klima wollte mer gesondert am Hierscht maachen. Dat scho mol, da weess d'Chamber Bescheed, dass mer do Klimadeeg wëlle maachen, wou mer all d'Acteure kënnen alueden. À ce stade kënne mer et just digital maachen.

Et war eis awer wichteg, haut eng Kéier esou e Stocktake ze maachen, en Zoustandsbericht, an déi grouss Defien am Ëmweltberäich ze weisen. An dofir haut deen Dag, wou Der och ganz gäre kënnt erakucken, wou mer eng Kéier de Punkt maachen, wou mer virun allem bei eisen natierleche Ressourcen, bei dem Ressourceëmanagement, also dem Offall a Richtung Null-Offall-Strategie, dru sinn, an awer och bei deem, wat eis Liewensqualitéit ass, besser Loftqualitéit an de Kaméidi. An dofir sinn ech ëmsou méi frou, dass mer och nach hautt iwwert d'Klima kënne schwätzen, well dat ass jo deen anere groussen Defi.

A vläicht als alleréischt: Hu mir schonn esou ee Leitfaden? Nee, hu mer nach net! Mee mir wäerte sécher een ausschaffen, well et ass immens wichteg, a vläicht erklären ech do eng Kéier den nationale Kader. Am Géigesaz zu Däitschland hu mer eis eeben net am Kader vun engem Gesetz fir e sonnert Zil fir eis Administratiounen decidéiert. Mir hu gesot: „Mir wëlle bis allerspéitstens 2050 klimaneutral sinn a mir wëlle 55 % vun den CO_2-Emissioune reduzéiere bis 2030." Mir hunn eis elo kee gesonnert Zil gi fir d'Administratiounen.

Mir hunn awer - an dat ass jo dee grousse Kader, d'Klimagesetz ass dee grousse Kader, dat, wat mer alleguerte wëllen erreechen - jo de PNEC, eisen nationalen Energie- a Klimaplang. An do hu mer eis duerchaus Mesurë ginn, déi och méi punktuell sinn. An do ënnerstraiche mer op méi Plazen d'Virbildfonctioun vum Staat, well ech mengen, dass mer eis eens sinn heibannen, dass de Staat an d'Gemengen, déi ëffentlech Acteuren, e grousse Vecteur si fir méi Klimaschutz, fir méi Richtung Kreeslafwirtschaft, fir ressourcëschounend ze schaffen. An dofir mécht et Sënn, déi net nëmmen do ze erwänen, mee och am Kader vun engem PNEC, wat jo en nationale Plang ass, deen och bindend fir eis ass, dee mer op Bréissel geschéckt hunn, fir geziilt och do Mesuren ze maachen.

En drëtte Volet sinn dann eeben d'Échangë vu gudde Praktiken, d'Leitfäden, Saachen, déi elo manner bindend sinn, déi awer Guidance a Berodung ginn. An et ass vëlleg richteg, an ech mengen, do si mer enger Meenung, dass den ëffentlechen Acteur och ka ganz vill, ech soen elo mol Gebuertshëllef fir flott an nei Startuppe sinn, wa mer Richtung Klimaschutz ginn.

Wat steet dann elo am PNEC, wann ech soen, am PNEC steet awer sou munches vu Virbildfunktioun vum Staat? Majo, zum Beispill huet d'Lëtzebuerger Regierung zesumme mat der Bevëlkerung ... - well dat ass en Dokument, wat jo zesummen ausgeschafft ginn ass, och mat der Chamber, well mir haten och hei an dësem Krees jo vill zesumme geschafft -, a mir hunn eis d'Zil ginn, bis 2025 op alle gëeegenten ëffentleche Gebaier, also déi, wou mer et kënne maachen, Fotovoltaikanlagen drop stoen ze hunn. A mir hu jo och net eréischt mam PNEC ugefaangen, mir hunn och virdru schonn all Joer geziilt op ëffentlech Gebaier Fotovoltaikanlage gemaach. D'ailleurs hu mer dat och schonn eng ganz Zäit iwwert de Klimafong geleet.

Lëtzebuerg fokusséiert op ultra Effizienz. Dir wësst, am Kader vun eisem nationalen Energie- a Klimaplang fokusséiere mer ganz vill op gesond an effizient Gebaier. An do si mer jo och net nëmme beim Staat, mee mat de Primmesystemer schonn ëmmer do gewiescht fir ze soen, mir hätte gären eng holistesch Approche. Et ass net nëmmen de Klimaschutzgedanken, et ass net nëmmen d'Effizienz, mir wëllen och iwwert d'Dauer méi gesond Materialien an e gutt Raumklima. Dofir ass och bei den ëffentlechen a bei de private Gebaier e Fokus dorobber.

Een Theemeberäich, dee wichteg ass: Lëtzebuerg schafft zanter Joren un enger konkreeter Ëmrëschtung op LED-Beliichtungen, an d'Gemenge kréien do Hëllef, d'Gemenge si jo och en ëffentlechen Acteur. An da musse mer awer och oppassen, wa mer LED-Beliichtunge maachen an dat geziilt fërderen, dass mer eeben och net iwwerbeliichten. An dofir gëtt et och ganz grouss Projeten, an déi net zanter gëschter. 2016 hu mer eng Studie gemaach zur Liichtverschmotzung hei zu Lëtzebuerg. 2018 hu mer ee Leitfade gemaach. An aktuell ass am Naturpark Our e risege Projet, wou vill Gemenge ganz vill Engagementer huelen, fir eeben net nëmme just effizient ze ginn, mee och de Volet vun der Liichtverschmotzung matzehuelen.

An da steet am Koalitiounsaccord an och am PNEC, dass mer eis Gebaier zertifizéiere loossen, EMAS-zertifizéieren (ndlr: EU Eco-Management and Audit Scheme), dat ass eng europäesch Zertifizéierung. Do d'ailleurs e puer konkreet Beispiller, dass mer eis et net nëmme virgeholl hunn: d'ANA, d'Administration de la navigation aérienne, huet schonn eng EMAS-Zertifizéierung, d'SuperDreckskëscht och, d'Ëmweltverwaltung ass amgaangen, drun ze schaffen. Dat heescht, do ass esou munch Beweegung.

Da si mer och amgaangen, zesumme mam Minister Meisch, un engem Ekocheck fir Schoulen ze schaffen. Well wéi mer no deenen éischte grousse Klimademonstratiounen e Klimaechange mat deene jonke Leit haten, dunn ass kloer ginn, dass de Besoin an de Schoulen ass, fir live kënne matzeverfollegen: Wat produzéiere mir un Energie um Daach? Fir kënnen en Ëmschwong ze maachen op Krunnewaasser zum Beispill, wou jo Gourdë verdeelt gi si vum Educatiounsministère. Dass de Besoin an de Schoulen do immens grouss ass. An dofir schaffe mer och am Kader vu Liewensmëtteloffallreduktioun - d'ailleurs och immens wichteg, dee ganzen Agrarberäich fir de Klimaschutz - mat Restopolis mat enger Ecobox. Dat just zwou, dräi konkreet Saachen, wat dat heescht an ëffentleche Gebaier. An do hu mer immens vill Beweegung dran.

An da wëll ech nach kuerz, als Staat, soen: Ech si frou, dass d'lescht Woch déi alleréischt flächegebonne Klimabonusprimm fir d'Bëscher zu Lëtzebuerg publizéiert gouf. Mee natierlech si mer och an der Administratioun ganz vill amgaangen, an der Administration de la nature et des forêts, der Natur- a Bëschverwaltung, un der Resilienz vun eise Bëscher ze schaffen. Et geet net nëmmen duer, dass déi Administratioun an engem Gebai schafft a lieft, wat effizient ass a méi Energie produzéiert, wéi et der brauch, a wat aus Holz gebaut ass. Nee, d'Philosophie an der Gestioun vun de Bëscher muss och stëmmen. An och do hu mer eis an der Lescht ganz vill Gedanke gemaach. Mee iwwerall an deene Felder do ass et ëmmer de Staat, an Zesummenaarbecht mat de Gemengen, déi e ganz wichtege Vecteur sinn.

D'Lycéeën hat ech erwäänt. Am PNEC stinn och nach sou Initiative wéi den Härebierg, wou mer wëllen en energieautonomen Zero-CO_2-Quartier bauen. Oder, zum Beispill, wëllt de François Bausch e „green airport" maachen. Dat heescht, och Saachen, wou et net esou obvious ass, dass mer direkt de Klimaschutz hikréien, wëlle mer ugoen, an zwar wierklech an alle Beräicher, wou mer aktiv sinn.

Dann hat Der déi drëtt Fro, déi war zur Mobilitéit. Am Beräich vun der Mobilitéit, Dir wësst, dass do 67 % vun eisen Emissiounen hierkommen, do musse mer grouss Schrëtt maachen. An dofir steet och an eisen offizielle Pläng, dass mer a sech en effizienten, flotte Management an en erhéichten Undeel un Elektroautoe beim Staat wëllen hunn. Et gëtt zurzäit en internt Reglement, datt beim Kaf geziilt Elektroautoe musse favoriséiert ginn. Natierlech, wann een et gutt begrënne kann, dann ass dat nach net de Fall, mee do si mer awer amgaangen ze schaffen.

Ma ech kann Iech soen: De François Bausch kuckt och ëmmer ganz genee drop, a mir alleguerten och! Mir maache jo net nëmme just als dat éischt Land gratis ëffentlechen Transport, mee mir kucken och ëmmer, dass mer éischter Richtung Multimodalitéit ginn, an dass mer net nëmme just den Ëmschwong op en E-Auto hikréien, mee och op eng besser Mobilitéit, zum Beispill op Vëloen. Op esou kuerz Distanze wéi hei an dem Ministère, wou mir dra sinn, do kann een zum Beispill mam Vëlo, dat hunn ech elo just och gemaach, vum Kierchbierg bis heihinner fueren, dat ass eigentlech och ganz flott.

Bei de Busser si mer amgaangen ëmzeklammen: Schrëttweis ginn d'RGTR-Busser ersat duerch Elektrobusser. An do muss ee soen, do si mer scho relativ wäit. 7 % vun der totaler Distanz sinn 2020 scho mat Elektrobusser gefuer ginn. Bis 2025 sollen dat der 30 sinn. An dann hu mer natierlech d'Fernzil 2030, dass mer komplett wëllen op Elektrobusser ëmgeklomme sinn. Dat heescht, mir hu schonn héich Ziler, mee mir hu se natierlech net an engem Handbuch zesummegefaasst.

E véierten Theemekomplex, wou ech eppes wollt soen, dat ass déi ëffentlech Beschafung. An do gëtt et natierlech e Gesetzeskader, wéi mer sollen akafen. Mee do gëtt et, an da kommen ech op de Volet vun de Leitfäden, ënner www.nobe.lu, nohalteg Beschafung, kënnt Der dat kucken - d'ailleurs huet d'Bundesumweltamt och e Leitfade fir Veranstaltungen a Beschafung, mir hunn dat och hei zu Lëtzebuerg, dat kënnt Der um Internetsite vun nobe.lu kucken -, en Tool, en Onlinetool souzesoen, fir dass mer elo kee Pabeier verschwenden, deen an Zesummenaarbecht mat der Ëmweltberodung Lëtzebuerg entstanen ass, déi jo eng Berodung ass, déi eeben och vill Gemenge beréit, déi aus deem Beräich komm ass an déi an dësem Fall natierlech vum Ëmweltministère gemaach gëtt.

An Dir hutt gesot: „Mir wëlle vill Leit mathuelen." Jo. A genau dofir hu mer och esou Initiativen, mam Ökozenter Pafendall zum Beispill, fir „green events". Well dat ass jo net nëmme bei eise Veranstaltungen. Mir haten op eiser Veranstaltung de Zero-Waste duerchgezunn. Mee et gëllt och, esou Checklëschten ze maachen a Berodung fir all d'Leit, déi wëllen esou eppes maachen, an do e gudden Echange vu gudde Praxissen ze maachen.

D'ailleurs d'Praxissen Null-Offall-Strategie, Kreeslafwirtschaft-Strategie, och do iwwerhëlt de Staat seng Responsabilitéit a versicht, esou vill wéi méiglech ze lancéieren, fir eebe gutt zesummenzeschaffen, zesummen tëscht de Ministèren, do ass et dann de Wirtschaftsministère zesumme mam Finanzministère, zesumme mat der Landesplanung an eis, déi kucken, dass déi Kreeslafwirtschaft un d'Rulle kënnt.

Ech gesi grad, dass meng Zäit relativ schnell ofleeft. Ech wëll awer nach op ee Kapitel agoen, wat mir besonnesch wichteg ass, an zwar d'ëffentlech Acteuren, do hat ech virdru gesot, dat ass de Staat an d'Gemengen. An do hu mer, mengen ech, een Tool hei zu Lëtzebuerg, dee wierklech ganz gutt ass an dee vill ugeholl gëtt, an dat ass de Klimapakt. An do engagéiere mer eis jo weider mam Klimapakt 2.0. An do hu mer a sechs grousse Beräicher - an et sinn e bëssen änlecher wéi déi, déi Dir och genannt hutt, Madamm Hansen -, a sech e flotten Tool, fir datt jidderee kann e Katalog ofschaffen, fir gemeinsam d'Klimaschutzziler, déi mer eis hei zu Lëtzebuerg zesumme ginn hunn, ze erreechen.

Ech hoffen, datt ech elo konnt op Är Froen äntwerten. Dir gesitt, mir sinn an Aktioun. Wichteg ass et, dass d'Alternative positiv konottéiert sinn an dass all d'Acteure matmaachen. An domadder soen ech Iech Merci fir déi flott Froen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ministesch Carole Dieschbourg.

10. Question élargie n° 88 de M. Pim Knaff au sujet de la digitalisation et numérisation de la procédure et des dossiers judiciaires

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtten ass déi erweidert Fro Nummer 88 vum Här Pim Knaff iwwert d'Digitaliséierung vun de Geriichtsdossieren a -prozeduren, an och hei fënnef Minutte fir den Auteur an zéng Minutte fir d'Regierung. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt géif ech der Madamm Justizminister Merci soen, datt si haut komm ass, fir op eis Fro hei ze äntwerten.

Dës Regierung huet sech am Koalitiounsaccord der „paperless justice" verschriwwen. D'Prozedure sollen numeriséiert an dematerialiséiert ginn, fir am Sënn vun enger Simplification administrative besser a méi effizient kënnen ze funktionéieren. Och den Accès zu der Justiz soll fir all d'concernéiert Parteie verbessert ginn.

De Covid huet vill Leed a Misär bruecht. Ben, en huet awer och op anere Plazen Dieren opgemaach an der Justice digitale, wou et soss warscheinlech nach eng Zäit gebraucht hätt, fir se opzestoussen.

D'Pandemie huet eis et erlaabt, nei Prozesser no villen Iwwerleeungen endlech en place ze setzen. Ech denken hei zum Beispill un d'Mises en liberté, déi mëttlerweil iwwer Videokonferenz kënne gemaach ginn, oder awer och un d'Procédures écrites am Zivill, wou ee sech mëttlerweil bei der Mise en état net méi muss deplacéieren.

Alles dat sinn eenzel Changementer, déi et awer jiddwer Bedeelegtem erlaben, säin Dag méi effikass ze gestalten. Mir als DP ënnerstëtzen eng Digitalisatioun am Sënn vun enger Simplification administrative a mir fannen et an deem Sënn och wichteg, et net bei eenzelne Changementer ze beloossen, mee et soll gekuckt ginn, wou een nach aner Prozesser besser a méi effizient an an dem Sënn vun alle Concernéierte gestalte kann.

Esou kéint een och beispillsweis doriwwer nodenken, d'Prevenuen iwwer Videokonferenz ze interrogéieren. Den Ament ass et jo esou, dass dëst sur place gemaach gëtt am Cabinet d'instruction, dann ass och den Affekot derbäi an och de Greffier. Firwat net envisagéieren, dëst och digital ze maachen? Sief dat, dass den Affekot bei sengem Client am Prisong ass oder beim Riichter, sief dat, dass den Affekot selwer och bäigeschalt ka ginn.

Heizou muss dann awer gesot ginn, dass d'Juges d'instruction net déi selwecht Kommunikatiounsmoyenen hu wéi d'Chambre du conseil. Hei stellt sech dann d'Fro, ob kéint virgesi ginn, de Budget fir d'Kommunikatioun opzestocken, fir Material bereetzestellen, soudass Interrogatoiren och iwwer Distanz kéinte gefouert ginn. Grad elo wärend der Pandemie kéint dat extreem hëllefräich sinn. Esou Interrogatoirë vun de Juges d'instruction dauere munchmol zwou bis dräi Stonnen. A grad an dëser Zäit, wou et esou wichteg ass, Distanzen ze halen a wou een net esou laang soll exposéiert sinn, wär dëse Moyen eng gutt Alternativ.

Da gëtt den Dossier pénal entre-temps och numeriséiert, an et kritt een en elo och ënner Forme numérique zougestallt. Den Affekot wéi och de Prevenu hunn d'Recht, den Dossier wärend der Instruktioun kucken ze goen. Och hei soll ee sech d'Digitalisatioun vun den Dossieren am Sënn vun enger Vereinfachung vum Prozess zu Notze maachen.

Als Beispill gëtt et hei de Prisong vun Arel. Zu Arel kënnen d'Prevenuen hiren Dossier pénal am Prisong consultéieren. Hei gëtt et e spezielle Sall, deen dofir virgesinn ass. An deem Sall steet e Computer, an en Agent kann dann, wéi gesot, dem Prevenu säin Dossier eroflueden, an déi kënnen dann op der Plaz den Dossier consultéieren. Wann ee bedenkt, dass de Prevenu hei zu Lëtzebuerg den Ament nach fir d'éischt muss transportéiert ginn, da gëtt e fir d'éischt am Prisong kontrolléiert, en huet e relativ desagreabelen Transport viru sech, e gëtt nach eng Kéier kontrolléiert, wann en an d'Gebai erakënnt, jee, do geet ganz vill Zäit verluer. An ech mengen, do kéint een deen Zäitverloscht effektiv evitéieren, wann d'Leit, d'Prevenuen, am Prisong d'Méiglechkeet hätten, fir den Dossier op eng digital Method ze consultéieren.

Momentan ass deen neie Prisong zu Zolwer nach am Bau. An am Sënn vun enger moderner Justiz, déi iwwert d'Digitalisatioun nach méi zougänglech soll ginn, wier et eiser Meenung no wichteg, iwwert d'Konstruktioun vun esou engem Consultatiounsraum nozedenken.

Allgemeng si mir als DP der Meenung, dass d'Digitalisatioun vill Méiglechkeeten an Alternative bitt, fir d'Prozesser och an der Justiz ze verbesseren a méi einfach ze maachen. An deem Sënn ass et wichteg, dëst no vir ze dreiwen, fir jidderengem d'Demarchen an Zukunft ze erliichteren.

An deem Kontext wollt ech d'Madamm Justizminister Follgendes froen: Wou ass d'„paperless justice" an d'Modernisatioun vun der Justiz de Moment allgemeng drun? Wat ass do den État des choses? Ass virgesinn, eng Méiglechkeet ze schafen, Interrogatoiren an nächster Zukunft iwwer Videokonferenz ze erméiglechen? Falls jo, ass et do virgesinn, deen néidegen Dispositif de communication an de Cabinets d'instructions ze installéieren?

Den Ament dauert d'Numerisatioun vun den Dossieren nach relativ laang, dëst wuel opgrond vun engem Sous-effectif an deem Service. Ass hei virgesinn, den Effectif an dësem Service opzestocken, fir d'Transmissioun vun den Dossieren ze acceleréieren? Gëtt doriwwer nogeduecht, d'Beispill vun Arel ze suivéieren an den Detenuen eng Consultation par voie numérique vun hirem Dossier pénal am Prisong op der Plaz par voie digitale ze erméiglechen?

Finalement: Sinn am neie Prisong zu Zolwer esou Raimlechkeete virgesinn? A falls jo, wivill där Raim sinn ageplangt? Falls nach keng esou Säll ageplangt sinn, sollt een net virum Bau, deen elo jo nach amgaangen ass, profitéieren, fir dës Moyene fir d'Zukunft virzegesinn?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Knaff. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

(Interruption)

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo. Merci villmools, Här Knaff, dass Der Iech där Fro vun der Digitaliséierung an der Justiz ugeholl hutt. Dat ass eppes, wat mer reegelméisseg diskutéieren, sief et am Kader vun der Chamberskommissioun oder am Kader vun anere Question-parlementairen. An et ass eng essenziell Fro, well zu enger moderner Justiz gehéiert den einfachen Accès vun der Justiz derzou. An den einfachen Accès gëtt hautdesdaags nu mol ganz vill méiglech gemaach iwwert déi digital Weeër.

Dat hu mer och an deene leschte Méint ganz gutt kënnen erliewen, wou mer e puer Spréng no vir gemaach hunn op deem dote Point de vue. Elo net par rapport zu dem Projet, wéi en ursprénglech geplangt war, mee einfach, well vill méi op digital Moyenen zréckgegraff gouf, ganz vill Audienzen iwwer E-Mail fixéiert goufen, well Datume festgehale goufe mat engem Echange ouni en direkten Deplacement op d'Geriicht. An dat ass eng ganz gutt Saach.

Do dernieft gëtt et awer eeben de Mammutprojet vun der „paperless justice", mat ganzer 13 individuelle Chantieren. Ech verweise vläicht op d'Question parlementaire Nummer 2966, déi den Här Galles virun engem hallwe Joer gestallt huet. Do kënnt Der nach eng Kéier de ganzen Detail noliesen. Ech ginn elo net dorop an - ech mengen, mir haten dat och schonn eng Kéier an der Chamberskommissioun gesot -, soss ass meng Zäit schonn ëm. Mee do gesitt Der, aus wéi engen eenzelne Bausteng de Projet „paperless justice" besteet.

Vläicht grosso modo eng Kéier: Natierlech ass et dat, wat hei d'Zivillgeriicht ubelaangt, et ass natierlech och dee ganze Volet vum administrativen, vum Verwaltungsgeriicht, an et ass och, an dat ass deen Deel, dee jo scho visibel ass, déi ganz Jurisprudenz, wou elo schonn e grousse Deel um Site justice.lu ze gesinn ass, wou ee ka Jurisprudenze mat Motclée ganz einfach fannen, wat och ee wichtegt Element ass beim Accès vun der Justiz, well een als Justiciabele kann nosichen, wéi änlech gelagert Fäll vläicht schonn eng Kéier jugéiert goufen an enger Situatioun, déi ee kennt, respektiv als Professionelle vum Droit och ganz einfach ka seng Recherche maachen a wëssen, op wéi eng Jurisprudenz ee sech ka baséieren, fir seng Affären ze plädéieren.

Insgesamt gëtt schonn am Hannergrond ganz vill dru geschafft. Dëst Joer si mer nach eng Kéier e puer Schrëtt weiderkomm, mee dat sinn natierlech Bausteng, déi een am Moment net gutt gesäit, well se intern sinn. Fir d'éischt muss de System opgebaut ginn, ier en dann och vu bausse vun de Professionelle ka genotzt ginn. Mir wäerte jo elo hei net méi mat E-Mail-Echangë fueren, mee et geet wierklech ëm den digitalen Dossier, dat heescht, den Dossier, deen op alle Fall och digital existéiert a wou net just den A dem B en E-Mail schéckt, mee wou wierklech alles iwwert den digitale Wee geet. Dat heescht, et ass och eng Fro vu Sécherheet, vun der uerdentlecher Verschlësselung an esou weider.

D'Visibilitéit ass, à ce stade, virun allem sichtbar eeben op dem Punkt vun der Jurisprudenz. Eng éischt gréisser Etapp wäert déi um Verwaltungsgeriicht sinn, wat jo e bëssen als Laboratoire hei gëllt, well dat méi iwwerschaubar ass, wou dat da och kann no baussen utiliséiert ginn.

Ech kommen dann nach op Är eenzel Froen zréck, déi Der mer gestallt hutt, wat d'Interrogatoirë vun de Prevenuen ubelaangt iwwert digital Weeër. Ech mengen, Dir waart jo elo de Centre pénitentiaire um Uerschterhaff am Chantier kucken. Ech ginn och dovunner aus, dass Der dat gewise krut. Do si sechs Lokaler virgesinn, fir Visiokonferenzen ofzehalen. Do si jo exklusiv Prevenuen, déi wäerten an deem Centre sinn, dat heescht Leit, déi nach net definitiv condamnéiert sinn, wou also dann och déi Interrogatoirë kënnen iwwer Visiokonferenzen ofgehale ginn.

Dann ass d'Fro vun dem Ekipement, vum informateschen Ekipement. Och dat ass natierlech ee Prealabel. Wann d'Leit keen uerdentlecht informatescht Ekipement hunn, da kënne se natierlech net vun deene moderne Moyene Gebrauch maachen. An duerfir ass och elo iwwert déi lescht Méint schonn relativ vill do gemaach ginn. A parallell dozou sinn awer och am Kader vum „paperless justice" déi néideg Investissementer virgesinn.

Dann hat Der mer nach d'Fro gestallt vun dem Effectif vun dem Service responsable, wou Der Iech op d'Digitaliséierung bezitt. Och do ass et esou, dass, Stand haut, d'Digitaliséierung u sech an all Departement ka gemaach gi mat de verfügbaren Outilen. D'Transmissioun iwwer E-Mail oder OTX ass méiglech vun der grousser Majoritéit vun den Aarbechtsstatioune vun de Geriichtsbeamten aus. Zousätzlech gëtt et en zentrale Kopies- an Digitaliséierungsservice - ech huelen un, et ass deen, deen Der uspillt - bannent der Justizverwaltung, deen zoustänneg ass, fir méi grouss Daten an den Dossieren ze digitaliséieren. Dëst Departement gouf viru Kuerzem mat enger Persoun verstäerkt, setzt sech also elo aus véier Vollzäitmataarbechter an engem CAE (ndlr: Contrat d'accompagnement dans l'emploi) zesummen.

Et ass awer wichteg ze ënnerscheeden tëscht Digitaliséierung am Sënn vu Scanne vun Dossieren, also dat Numeriséieren, an eeben d'Digitaliséiere vu Prozeduren. Wärend d'Digitaliséierung vun Dossieren tatsächlech näischt méi wéi d'Erstellung vun enger digitaler Kopie vun engem physeschen Original ass an zentral mat enger limitéierter Unzuel vu Leit ka gemaach ginn, ass et ganz anescht fir d'Digitaliséierung vun enger ganzer Prozedur. Well d'Digitaliséierung vu Prozeduren impliziéiert en detailléiert Wësse vun de betraffene Prozeduren a kann net zur Zefriddenheet vun den Acteuren erreecht ginn duerch en zentrale Service aus véier plus enger Persoun. An dat muss an der Verantwortung si vum Service, deen d'Pièceë vum digitalen Dossier erstellt, deen autonom an ouni materielle Support deenen hir Authentizitéit garantéiert. Och do sinn nach Studien amgaange fir ze kucken: Wat ass dee beschte Wee, fir d'Effikasitéit vun där Digitaliséierung ze assuréieren?

Da wollt Der nach wëssen, wat fir d'Consultatioun vum Dossier pénal op der Plaz do virgesinn ass. Dir hat och gefrot, ob eeben d'Beispill vun Arel géif suivéiert ginn. Eng Léisung gëtt den Ament studéiert, fir den digitalen Zougang iwwert d'Plattform vu myguichet.lu ze erméiglech. Dëst erfuerdert allerdéngs als Viraussetzung d'Mise en place vun engem richtegen digitalen Dossier als Deel vun enger Gestion électronique de dossier. An dee Projet gëtt och am Moment nach studéiert. An d'Justiz wäert och eng Etüd maache vun de Léisungen, déi eventuell an den Nopeschlänner opgestallt goufen, fir kënne Schlëss iwwer méiglech Zwëscheléisungen ze zéien.

Wat elo aktuell Schraasseg ugeet, niewent der Méiglechkeet fir den Ugekloten, direkt viru Geriicht ze goen, fir säin Dossier kënne penal ze consultéieren, ka säin Affekot dem CPL en USB-Schlëssel mat dem Dossier pénal vum Beschëllegte bréngen. Den Inhalt gëtt direkt op dem Beschëllegte säi Computer erofgelueden, wann hien een huet. Soss gëtt den Inhalt vum USB-Schlëssel erofgelueden op e Computer, deen dem Beschëllegte vun der Prisongsadministratioun zur Verfügung gestallt gëtt. An an dësem Fall gëtt den Dossier vum Greffe consultéiert.

D'Statistike vum CPL weisen, datt déi grouss Majoritéit vu Beschëllegte léiwer direkt viru Geriicht geet, well d'Consultatioun op der Plaz beim CPL nëmme ganz seele gefrot gouf, insgesamt sechsmol zënter 2017.

De Centre pénitentiaire Uerschterhaff ass prett, fir d'Prozedur, déi am CPL aktuell implementéiert ass, weiderzeféieren.

Dann ass nach d'Fro vun de Salles de consultation des dossiers en numérique, ob déi virgesi sinn um Uerschterhaff. Déi digital Dossiere kënnen iwwer speziell formatéiert Computere consultéiert ginn. Genuch Raimlechkeete gi fir dësen Zweck zur Verfügung gestallt. Et ass nach net ganz genau definéiert, wéi vill et der sinn. Et gëtt geschat, also si ginn dervunner aus, dass op d'mannst sechs bis 20 Raimlechkeete kënnen esou en place gesat ginn. An zousätzlech ginn d'Dossieren op Laptoppe consultéiert, déi all op adequate Plaze kënne placéiert ginn. Voilà.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson.

11. 7449 - Débat d'orientation sur le plan de développement culturel « KEP 1.0 »

Deen nächste Punkt um Ordre du jour ass eng Orientéierungsdebatt iwwert de Kulturentwécklungsplang, de KEP 1.0. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht.

An ech ginn direkt d'Wuert un d'Rapportrice vun dëser Debatt, déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Culture

Mme Djuna Bernard *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Richard von Weizsäcker, eminenten CDU-Politiker, sot 1987 a senger Reflexioun iwwert de Kulturbegrëff Follgendes: „Schon im Begriff Kulturpolitik wird deutlich, wie eminenter Kultur und Politik einander durchdringen. Kultur ist kein politikfreier Raum. Kultur ist nicht der Paradiesgarten geistiger und künstlerischer Eliten. Kultur ist Lebensweise des Menschen. Sie ist die Substanz, um die es in der Politik zu gehen hat". Hien dréngt domat an de Kär vum Verhältnis tëscht der Kultur an der Politik an.

De Kulturentwécklungsplang 1.0, kuerz KEP oder K-E-P, jee no perséinlechem Gusto, ass de Laangzäitstrategiepabeier, dee mam Kultursecteur wärend ville Joren an a ville Sëtzunge virun 2018 ausgeschafft, diskutéiert a raffinéiert gouf, an deen elo vun 2018 bis 2028 soll ëmgesat ginn.

Déi éischt Iddie vun engem Kulturentwécklungsplang fir Lëtzebuerg ginn zréck an d'90er-Joren. E gouf virun allem vun der Zivillgesellschaft erwaart a gefrot. Am Koalitiounsaccord vun 2013 bis 2018 gouf dunn och op Regierungsniveau d'Fuerderung no engem Kulturentwécklungsplang formell festgehalen. 2016 huet de gesamte Kultursecteur sech dunn zesumme mobiliséiert an am Laf vun de follgende Kulturassisen a sektorielle Reuniounen um Entworf vum spéidere KEP matgeschafft. 2018 war dunn den Ausaarbechtungsprozess fir d'haitegt Dokument mat sengen eelef Kapitelen an 62 Recommandatiounen ofgeschloss. D'Resultat huet sech weise gelooss.

Mam KEP 1.0 läit eis en Dokument vir, dat der Politik d'Besoinen an d'Prioritéite fir déi kommend Joren opweist.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Mee et dierf ee sech op kee Fall ieren, dass domadder elo de Kulturentwécklungsplang ofgeschloss wär. De participative Prozess, dee vun Ufank un d'Grondlag vum Kulturentwécklungsplang ausmécht, leeft weider. De KEP ass domat e sougenannte „work in progress", dee kontinuéierlech ëmgesat an evaluéiert gëtt an deen och lafend kommentéiert soll ginn.

Fir dee Prozess ze strukturéieren, fannen a reegelméissegen Ofstänn d'Assises culturelles statt, wou dësen am enken Austausch mat de professionelle Konscht- a Kulturschafenden, mee och de Kulturinstitutiounen an Haiser, mat Uertschaften a Regiounen an natierlech dem Ministère an och eis hei am héijen Haus diskutéiert gëtt.

Um politeschen Niveau gouf de KEP natierlech och diskutéiert. Den 3. Juli huet déi deemoleg Deputéiert Sam Tanson bei enger Heure d'actualité zum Sujet eng Resolutioun deposéiert, an där drastoung, dass all zwee Joer en Debat iwwert de KEP an der Chamber sollt geféiert ginn. Dës gouf vun de Fraktioune vun der CSV, der DP, der LSAP an natierlech deene Grénge matgedroen. Esou soll notamment séchergestallt ginn, dass d'laangfristeg Kontinuitéit vun der Strategie och iwwert déi verschidde Legislaturen eraus geséchert gëtt.

Genau an dëser Optik huet d'Kulturkommissioun, op Wonsch vun der CSV-Fraktioun hin, dësen Debat a ville Sëtzunge preparéiert an op haut higeschafft. Ech wëll heimat ganz gären ausdrécklech der CSV-Fraktioun mat hirer kulturpolitescher Spriecherin Octavie Modert e grousse Merci ausdrécke fir hir Initiativ.

Der gesamter Kommissioun och e grousse Merci fir dee spannenden Austausch an d'Diskussiounen. Dem Kulturministère e grousse Merci fir déi vill Fakten, Zuelen, Statistiken an Informatiounen, déi mer vun hinne kritt hunn, mat virop dem Här Jo Kox, deen de KEP wéi keen zweete kennt a fleegt.

Erlaabt mer awer och op dëser Plaz, wa mer scho bei de Mercie sinn, menge Mataarbechter an der Fraktioun wéi och eiser Kommissiounssekretärin e léiwe Merci auszedrécke fir hir Ënnerstëtzung an hir Fläissaarbecht bei dësem Rapport an dem schrëftlechen Dokument.

De Kulturentwécklungsplang besteet aus eelef Kapitelen an 62 Recommandatiounen. Am Format vun den Assises culturelles gëtt jo, wéi gesot, am zwee-Jores-Rhythmus d'Ëmsetzung vum Plang evaluéiert a publizéiert. Fir e méi kuerzfristege Suivi an eng nach méi grouss Transparenz steet awer säit dem Oktober vum leschte Joer mam Site www.kep.lu een Outil zur Verfügung, deen allerdéngs och vill Aarbecht verlaangt, fir dass en aktuell bleift. An net ze vergiessen, erlaabt de Site och all Utilisateur, Feedback an Ureegungen anzereechen. Ech kann dofir all Nolauschterer nëmmen invitéieren, emol e Bléck op dëse Site ze geheien.

Dat gesot, kommen ech zréck op déi parlamentaresch Aarbechten. Well d'Kulturkommissioun op Demande vun der CSV-Fraktioun en Débat d'orientation mat Rapport ausgeschafft huet, hu mir eis Aarbechten am Viraus musse strukturéieren a verschidde Prioritéiten definéieren. An deem Kontext huet d'Kommissioun sech dozou entschloss, e puer Sujete méi am Detail ze beliichten, notamment do, wou sech an dësen éischten dräi Joer vum Prozess am meeschte gedoen hat.

Éier ech elo méi spezifesch op déi verschidde couvréiert Theemen aginn, muss ech awer op dëser Plaz eppes preziséieren: tëscht dem haitegen Dag an der Decisioun, dës Debatt ze féieren, sinn iwwer zwee Joer vergaangen. An deenen zwee Joer krute mer zu verschiddene Momenter de Point vun där momentaner Situatioun gemaach an hu se och diskutéiert. An där Durée ass et awer gutt méiglech, dass sech säit deem Moment erëm vill gedoen huet an och erëm weiderentwéckelt huet. Mäi Rapport huet deemno net den Usproch, eng Momentopnam op den Dag vun haut ze maachen, mee de Resümmee vun eisen Diskussiounen an der Kulturkommissioun erëmzeginn. De KEP ass ee liewegt Dokument, bei deem sech vill deet an de Fortschrëtt ganz kontinuéierlech ass. An net zulescht duerch d'Covid-19-Pandemie war natierlech dee ganze Prozess nach eng Kéier op d'Kopp gehäit ginn.

Mir hu probéiert, d'Aktualitéit an déi verschidden Entwécklungen am Kultursecteur an dëse Prozess mat opzehuelen a se och mat ze verschaffen. D'Pandemie huet verschidde Problematiken am Kultursecteur verschäerft, huet och d'Konschtschafend selwer un d'Nodenke bruecht, wéi se op deene leschte Kulturassisë selwer constatéiert hunn. A well mir dës Reflektioune wollte mat dem Secteur debattéieren, hu mir eis Ufank des Joers a véier Sëtzunge mat séllege Vertrieder vum Kultursecteur getraff an ausgetosch, wourop ech spéider nach wëll méi am Detail agoen.

Domat kommen ech zu deenen eenzelne Kommissiounssëtzungen. Den 3. Oktober, genee wéi de 14. November 2019 hu mer eis mam Theema vum Patrimoine culturel auserneegesat. Dëst war vum Timing hier immens interessant, well zu deem Moment och d'Patrimoinesgesetz deposéiert gouf an natierlech de Sujet vu ganz grousser Aktualitéit war. D'Reform vum Patrimoinesgesetz steet am KEP als Recommandatioun 29 an ass domat zwar nach net komplett erfëllt, mee awer um beschte Wee dohinner, well aktuell waarde mer op deen zweeten Avis vum Staatsrot.

D'Recommandatioun 30 ass am direkte Lien mam Patrimoinesgesetz. Hei war ursprénglech d'Grënnung vun engem nationalen Institut fir den Denkmalschutz virgesinn. Am Kader vun den Aarbechten

um Gesetz an den Diskussiounen an der Kulturkommissioun gouf awer elo amplaz d'Schafung vun engem Institut national du patrimoine architectural zréckbehalen. Esou wäert deen haitege Service des sites et monuments eng Opwäertung erfueren, déi seng erweidert Responsabilitéite soll erëmspigelen.

Nieft dem ganz prominente Beispill vum Denkmalschutzgesetz fanne sech awer och weider Recommandatiounen an dësem Kapitel erëm, déi scho wäit fortgeschratt sinn, notamment d'Recommandatioun 32: en neit Gebai fir d'Nationalarchive. Den 23. Juli d'lescht Joer goung jo, wéi Dir wësst, d'Gesetz dozou duerch dëst héicht Haus, soudass d'Nationalarchive geschwënn déi dréngend benéidegt Plaz a Moyene kënne kréien, fir hirer wichteger Aarbecht nogoen ze kënnen. Geschwënn, dat ass bei esou engem grousse Projet natierlech ëmmer e relative Begrëff, mee 2024 wäert dat ganz schéint a modernt Gebai seng Dieren opmaache kënnen.

Vum Belval eriwwer op de Belval geet et bei enger anerer Fuerderung vum KEP, der Kreatioun vum CNCI, dem Centre national de la culture industrielle. Hei huet sech am Juni 2019 eng ASBL forméiert, déi och kuerz drop mam Kulturministère konventionéiert gouf. Si huet den Optrag, als Centre d'expertise fir den Industriepatrimoine ze stoen an ze sensibiliséieren, an och natierlech bestoend Initiative mateneen ze vernetzen an neier ze begleeden.

Dann zur Recommandatioun 31, wou et ëm d'Stad Lëtzebuerg geet. 2019 huet de 25. Gebuertsdag vun der Ernennung vun der Festung Lëtzebuerg als Unesco Heritage Site markéiert. En Heritage Site ass esou definéiert: "[…] works of man or the combined works of nature and of man, and areas including archaeological sites which are of Outstanding Universal Value from the historical, aesthetic, ethnological or anthropological points of view." De KEP freet e Plan de gestion pour le patrimoine mondial de la Ville de Luxembourg. A mat der Nominatioun vum Här Robert Philippart, deen net midd gëtt, sech fir de Site anzesetzen, këmmert sech en héich kompetenten Expert ëm dëse Punkt.

An der Recommandatioun 33 geet et ëm d'Konstruktioun vun engem Dépôt national fir d'Kollektioune vun eise Kulturinstituter, deenen et u Stockage-Méiglechkeete mangelt. Doraus ergëtt sech, dass nëmmen een Deel vun de Objete kann an den Instituter selwer stockéiert ginn an de Staat Honnertdausende vun Euroen an de Loyer vun esou Surfacë stécht. Zum Moment vun der Redaktioun vun dësem Rapport ass eng Étude de faisabilité an Optrag gi ginn, fir de Site vun der Neier Schmelz zu Diddeleng fir dësen Zweck ze préiwen. Hei soll, nieft dem grousse Wunnprojet an dem eventuellen Depot, och e Centre de documentation d'art moderne entstoen, vun deem een Deel als Galerie wäert fungéieren.

Déi zweet thematesch Reunioun vun eiser Kommissioun war déi zu de Konventiounen am Kultursecteur. Déi kommen an direkt e puer Fuerderunge vum KEP an de Recommandatiounen 9, 16 oder och nach 14 erëm. Mee wat ass de konventionéierte Kultursecteur eigentlech? Do fanne sech Institutioune wéi Associatiounen erëm, déi eng kulturell Offer vun nationalem Interêt ubidden an an hirer Organisatiounsform eng national Relevanz hunn. Duerch d'Konventionéierung kréie si eng laangfristeg Organisatioun a Funktiounsweis geséchert, andeems zum Beispill d'Frais de personnel, Büroskäschten an d'Planifikatioun vun Inhalter kënne séchergestallt ginn. De Budget vun de Konventioune gouf 2020 ëm 30 % erhéicht an insgesamt goufe 24 nei Konventiounen ënnerschriwwen. Zousätzlech gouf festgehalen, dass dës Konventiounen indexéiert ginn an esou linear ëm 2,5 % järlech klammen.

Weider Schwéierpunkte goufen an dësem Kontext awer och gesat. Zum enge goufen d'Centres culturels régionaux gestäerkt a kruten hir Dotatiounen eropgesat. Och ginn d'Konventiounen, jee no Secteur, Joer fir Joer reevaluéiert. 2020 loung den Akzent op den Arts de la scène; 2021 ass et un de regionale Muséeën, de Schlässer an den archeologesche Sitten; 2022 un den Arts visuels, der Architektur an dem Design; an 2023 dann um Museksecteur.

An där Kommissiounssëtzung si weider Schrëtt festgehale ginn, notamment d'Evaluatioun vun de sektorielle Konventiounen, d'Analys vun de verschiddene Muséeën an eng Zort Agreement ze préiwen, pluriannuell Konventiounen ofzeschléissen, en neie Konventiounsmodell auszeschaffen an awer och un engem Code de déontologie fir all Konventiounspartner ze schaffen.

De KEP 1.0 hält a senge Recommandatiounen 8 a 60 fest, dass e Fonds pour la création artistique et culturelle soll an d'Liewe geruff ginn. Dee soll déi verschidde Kulturinitiativen, déi et dorëmmer gëtt, koordinéieren. D'Recommandatioune 56 an 58 viséieren d'Kulturaarbecht vu Lëtzebuerg um internationale Plang, wou souwuel d'Vernetzungsaarbecht, d'Promotioun an de Support wichteg Aspecte fir d'Lëtzebuerger Kënschtler am Ausland duerstellen. Hei bidde music:LX oder Reading Luxembourg natierlech och schonn e Virbild fir d'Promotioun vun Artisten an Auteuren am Ausland. An dat sinn déi Aufgaben, fir déi säit ville Joren iwwert de Modell vun engem Arts Council nogeduecht gouf.

Den Aarbechtsoptrag, d'Configuratioun, den Numm an d'Zilsetzung waren och hei erëm ee Sujet am Dialog mam Kultursecteur. Notamment am Mäerz 2019, wou e participativen Atelier zum Sujet vum Arts Council organiséiert gouf. Doraus huet sech een Aarbechtsgrupp kristalliséiert, wou Vertrieder vun deene ganz verschiddenste Secteuren zesumme mam Ministère de sougenannte Feintuning elaboréiert hunn. Den Numm Kultur:LX ass festgehale ginn an d'ASBL, déi am Summer 2020 an d'Liewe geruff gouf, soll an Zukunft an en Établissement public iwwergoen.

Als Missioun gouf festgehalen, dass Kultur:LX Finanz- a Strukturhëllefe soll verdeelen, fir eise Kultursecteur am Inland wéi am Ausland ze promouvéieren an ze vernetzen. Kultur:LX ass zoustänneg fir d'Architektur, den Design, d'Métiers d'arts, fir d'Musek, fir de Spectacle vivant, fir d'Literatur, fir d'Arts visuels an audiovisuels an d'Arts multimédias an numériques. Innerhalb vun den Entscheedungsstrukture vu Kultur:LX sollen d'Decisioune fir déi verschidde sektoriell Aidë vu Comités de sélection geholl ginn, an deenen Experten aus deene ganz verschiddenste Kultursparte sëtzen.

Mir wäerten an der Kulturkommissioun nach méi intensiv iwwert dës Initiativ schwätzen, wa mer de Projet de loi dann och wäerten diskutéieren.

Déi véiert Reunioun vun eiser Kommissioun huet sech ëm de Statut vum Artist gedréit. Dëse stellt sécherlech eng vun de Kärthematike vum KEP duer a fënnt sech deemno och a sëllege Recommandatiounen erëm, notamment am Kapitel Gouvernance, natierlech och bei der Kreatioun an an der Restructuration du soutien au secteur culturel et artistique. Et soll hei erwäänt sinn, dass mer d'Diskussioune ronderëm dëse Sujet matte wärend der Covid-19-Pandemie geféiert hunn a selbstverständlech d'Aktualitéit nach eemol a ganz besonnescht Liicht op d'Aiden an de Statut vum Artist geworf huet a bis haut nach ëmmer wërft.

Am Joer 2020 hunn 93 Artistes professionnels indépendants vun de mensuellen Aidë profitéiert, an 214 Intermittents du spectacle, mat engem Gesamtmontant vu 4.134.287 Euro, wou natierlech d'Aides supplémentaires duerch d'Kris mat ageholl sinn.

D'Gesetz vum 19. Dezember 2014 reegelt de Statut vum Artist a soll reforméiert ginn. An an deem Kader hat de Kulturministère eng Consultatiounsphas iwwert de Summer, wou d'concernéiert Acteuren hir Visioun a Recommandatioune konnten areechen. Mat deem Feedback huet de Ministère en éischten Entworf vum Gesetz preparéiert, deen dann elo soll als Basis fir konkreet Consultatiounsgespréicher mat de Vertrieder vum Secteur déngen. An uschléissend soll natierlech dëse Prozess grad esou wéi d'Reform vum Gesetz selwer op den normale legislativen Instanzewee goen.

Stéchwuert Consultatiounsgespréicher: Am Hierscht vum leschte Joer hate mer dunn déi prioritär Sujeten, déi mer am Virfeld an der Kommissioun behandelt hunn, esou wäit duerch. A wéi Der wësst, hat déi zweet Well vun der Pandemie eis zu deem Moment voll erfaasst an eis Kulturariichtungen hunn zäitweis mussen zoumaachen.

Op Wonsch vun der Oppositioun huet d'Kommissioun decidéiert, och déi verschiddensten Acteuren aus der Kulturwelt virtuell ze begéinen a si no hirer Meenung ronderëm de Progrès vum Kulturentwécklungsplang ze froen, mee natierlech och hiren Täschebilan vun der Covid-19-Kris ze zéien.

Aus dësem Entschloss eraus, fir deen ech der CSV an deene Lénken wëll Merci soen, hu mer an de Méint Januar bis Mäerz sëllege Konscht- a Kulturschafend souwéi Kulturinstitutioune gesinn a gehéiert. Dëst waren notamment d'Vertrieder vun der ULASC, dem Daachverband vun de Lëtzebuerger Kulturassociatiounen, et waren awer och d'Vertrieder vum Spectacle vivant, also dem Danz an dem Theater. A genau wéi bei hinnen huet och de Secteur vun der Musek natierlech ganz besonnesch ënnert der Kris an den domat verbonnenen Annulatioune vu Kulturevenementer gelidden. Dofir hu mer och Vertrieder vum Museksecteur begéint. An zum Schluss, zu gudder Lescht hate mer natierlech och d'staatlech Kulturinstituter bei eis an der Kommissioun, well et eis och hei wichteg war, mat hinnen an den Dialog iwwer hir jeeweileg Situatioun ze kommen.

A véier Reuniounen iwwer Visiokonferenz hu mir d'Experten aus der Kulturpraxis, wéi gesot, no hirer Analys vum KEP, mee natierlech och no hirem Empfannen, hire Suergen a Besoinen an an no der Kris gefrot. Fir d'Detailer vun hiren Äntwerte verweisen ech ganz gären op mäi schrëftleche Rapport, well ech aus Zäitgrënn hei net déi gesamt Diskussioun kann erëmginn.

E puer gréisser Sujete koumen awer a sämtleche Reuniounen ëmmer erëm op an déi wëll ech lech op dëser Plaz natierlech net virenthalen. D'Digitaliséierung ass eng Erausfuerderung, mee bitt grousst Potenzial fir de Kultursecteur. Wéi mir alleguerten, war d'Kulturzeen forcéiert, sech am éischte Lockdown mat digitale Méiglechkeeten auserneenzesetzen. Dëst huet sécherlech den Innovatiounsgeescht ugekuerbelt an huet vill vun eis mat der dréngend benéidegter Portioun Kultur noutversuergt, mee koum ganz sécher zu Momenter och u Grenzen.

Wat awer kloer an eise Gespréicher ervirkomm ass, ass de Besoin, op der Héicht ze sinn, wann et ëm digital Regulatioune geet, wéi notamment beim RGPD, mee awer och beispillsweis bei Froe vun der Propriété intellectuelle. Hei si mer och op d'Transpositioun vun der Copyright-Direktiv ze schwätze komm, wou ganz sécher vusäite vun de Konscht- a Kulturschafenden e Besoin vu Guidance an Expertis an der Matière um Terrain besteet a wou de Kultursecteur sech dëse Froe muss stellen an och vu Ministèressäit op Ënnerstëtzung ugewisen ass.

Sensibilisatioun a kulturell Bildung: Dank bestoenden Initiative wéi dem mimamu an dem makedra - „Mir maache Musek" a „Maach (k)een Drama", fir déi, déi et nach net wousste - besteet eng strukturell Vernetzung tëscht der Schoul an der Kultur. Net all Kand gëtt nämlech vun doheem aus mat an den Theater, de Musée oder de Concert geholl, soudass d'Sensibiliséierung fir Kultur e wichtegen Aspect vun der transversaler Bildung vu Kanner souwuel an der formaler wéi an der non-formaler Bildung ass.

Natierlech ass Covid-19-bedéngt alles ausgefall an esou konnt dëse wichtege Bildungsoptrag an deem leschte Joer ganz sécher net genuch erfëllt ginn. An Täschenzäit si Klassenausflich erëm erlaabt an esou gëtt dës wichteg kulturell Bildung erëm prinzipiell méiglech gemaach. Leider sinn esou Initiativen nach ëmmer ofhängeg vum Enseignant an huele leider mam Fortschreide vum schoulesche Wee ëmmer méi of. Hei ass et wichteg, dass d'Zesummenaarbecht an d'Sensibiliséierung fir d'Kultur an d'kreativ Aarbecht sech nach méi verbesseren.

E weidere Punkt, dee mer op ville Reuniounen héieren hunn, notamment do wou mer iwwert d'Kulturinstitutiounen a mat de Kulturinstitutioune geschwat hunn, war et, d'Recherchemissioun vun de Kulturinstituter méi konkreet ze definéieren. Eis Kulturinstituter, also eis Archiven, eis Muséeën, Bibliothéiken hunn natierlech den Optrag, d'Visiteure mat Wëssen a mat Ressourcen ze versuergen an dës natierlech och ze kontextualiséieren. Dofir ginn d'Fuerschung an d'Bereetstelle vun den Inhalter fir de Grand public Hand an Hand. An deem Sënn froen d'Kulturinstituter, dass hir Recherchemissioun souwuel gesetzlech unerkannt gëtt, wéi och an der Konsequenz dozou vum Fonds national de recherche als solches erkannt a fir finanziell Aiden eligibel gëtt. Mat dëser Doleance sollte mer eis als Kommissioun an der nächster Zäit auserneesetzen.

Den Deontologiescode fir konventionéiert Strukture war e weidere Sujet, dee mer jo och am Virfeld scho vum Ministère matgedeelt kritt hunn. Wéi eng Lupp huet nämlech d'Pandemie besonnesch am Ufank d'Prekaritéit vu verschiddene Kënschtler a Kulturschafenden ervirgehuewen. Wéi Kulturevenementer kuerzfristeg hu mussen annuléiert ginn, waren et oft d'Kulturschafend, d'Kënschtler an awer och d'Intermittenten, déi op der viller Aarbecht sëtze bliwwe sinn an net konnten optrieden. Dëst war leider oft mat finanzielle Schwieregkeete verbonnen, well se hir Gage net voll ausbezuelt kruten. De Kulturministère schafft zurzäit un engem Code de déontologie, un dee sech sämtlech Acteuren ze halen hunn, déi staatlech Gelder kréien. Dëst begréisst d'Kulturkommissioun ausdrécklech. Et däerf nämlech net sinn, dass d'kulturell Institutiounen engersäits selwer ëffentlech Sue kréien, an awer dann op där anerer Säit de Kulturschafenden Deeler vun hirem Verdéngscht virenthalen.

Zu gudder Lescht e wichtege Punkt: e staarkt Engagement fir d'Kultur. No der weltwäiter Finanzkris am Joer 2008 hu vill Länner musse spueren. An esou munchereen huet notamment un der Kultur gespuert. Zu Lëtzebuerg gouf et deemools kee radikale Spuerprogramm an der Kultur, a Lëtzebuerg huet och an der aktueller Kris säin Engagement a seng Hëllefestellung vis-à-vis vun engem extreem tangéierte Secteur héichgehalen. Substanziell Finanzhëllefe sinn un de Kultursecteur gaangen, mee net nëmmen. Och d'Efforte vun alle Concernéierten, fir hei zu Lëtzebuerg d'Kultur esou wäit wéi méiglech ënner sanitäre Krittären zougänglech ze maachen, waren eng ganz wichteg Hëllef fir de Secteur. Dat gouf a sämtleche Reunioune mam Secteur gelueft an ervirgehuewen. Mee och wann Haiser konnten opbleiwen, esou sinn d'Revenuen duerch de limitéierte Public ganz sécher méi kleng ginn. An esou muss et och fir d'Zukunft eng Prioritéit sinn, d'Kulturhaiser mat der finanzieller Hëllef, de benéidegte Ressources humaines an dem Wëssenstransfert ze stäerken an ze ënnerstëtzen. Nëmmen esou kann eise Kultursecteur sech weiderentwéckelen a sech nach méi vernetzen an u Qualitéit a Renommee am Ausland wéi am Inland gewannen.

Ech wëll zum Schluss kommen.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Entschëllegt, Här Kartheiser, wann ech Ärem Empfannen no mäi Rapport ze vill an d'Längt zéien, mee ech si ganz gutt a mengem Riedemodell ënnerwee.

Et ass net evident, déi fënnef Kommissiounssëtzungen a véier Entrevuë mat insgesamt 23 Vertrieder vum Secteur ze resuméieren. Mee Gott sei Dank gëtt mäi Rapport vun den engagéierte Kultursprecher aus der Kommissioun ergänzt a completéiert. Ech fir mäin Deel kann nëmmen nach eemol Merci soen un alleguerten déi engagéiert Kënschtler, Konschtschafend, Fräiberuffler an Independanten aus dem Secteur, d'Institutiounen an déi lokal a regional Kulturhaiser a Strukture fir hire laangen Otem an der Kris an dat faarwegt an diverst Bild vun eisem Land, dat mer am Lockdown esou vermësst hunn, dem engagéierte Ministère, wou nieft der Ministesch vill Beamte mat Rot an Dot zur Säit stinn, fir fir hire Secteur anzestoen. An natierlech och e grousse Merci un all Mënsch dobaussen, deen als Benevollen, Veräinsmember, Hobbykënschtler, Elterendeel, Enseignant oder Bierger selwer eng wichteg Roll fir d'Promotioun an d'Villfalt vun eisem Kultursecteur spillt.

Merci fir d'Nolauschteren. An ech verweise selbstverständlech fir all weider Detailer op mäi schrëftleche Rapport.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och der Madamm Rapporter.

An déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert mat enger ganz schéiner kënschtlerescher Mask.

Débat

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Jo, heiansdo ass et gutt, wann ee sech verstoppt, Här President, et deet heiansdo ...

Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir brauche Kultur. Kultur ass kee Luxus. Kultur ass e Grondrecht! An et ass e mënschlecht Grondbedierfnis. De Mënsch huet e fundamentaalt Bedierfnis sech auszedrécken, kreativ ze sinn, ze dialogéieren an duerch Konfrontatioune vun Iddie weiderzekommen, souguer iwwer sech erauszewuessen. An dat mécht de Mënsch och aus. Dat mécht och d'Kultur aus. Dat ass Kultur.

Kultur ass och Villfalt; Villfalt an hiren Ausdrocksformen an Diversitéit ass fundamental zur Kultur.

Kultur ass, géif ech gär soen, bal d'Séil vun enger Natioun, grondleeënd wichteg fir de sozialen Zesummenhalt vun der Gesellschaft. Well si bréngt Mënsche beieneen. An duerch den Austausch wierkt se op d'Gesellschaft, déi da méi harmonesch funktionéiert. An doduerch schaaft Kultur Verstännegung a Versteesdemech, a grad an der Covidzäit ass dat esou wichteg.

Kultur hëlleft eis, déi eege Musteren opzebriechen an esou de Fräiraum ze schafen, fir nei Musteren ze erkennen an ze definéieren. Och dat ass an der Covidzäit sécher net onweesentlech. An dofir ass Kultur och sënnstëftend. Also: Wéi aarm wäre mir ouni Kultur an ouni Kënschtler?

Awer de Kultursecteur ass fragill an de Kënschtler hir Situatioun ass prekär. An dat ass an der Coronakris nach verschäerft ginn, wou näischt méi selbstverständlech ass an d'Zukunft onsécher ass. An do muss d'Politik sech abréngen. Net fir d'Kultur ze bestëmmen, mee fir déi richteg Ramebedéngungen ze schafen. Wéi kënne Kulturschafend liewen, weiderkommen, sech virunentwéckelen? Dat ass déi grouss Erausfuerderung, déi mir elo adresséiere mussen. De Kulturentwécklungsplang reit sech an dësen Ënnerstëtzungswëllen an.

De KEP, deen de Jo Kox opgestallt hat, ass eng wichteg Bestandsopnam vun de Moossnamen, déi existéiert hunn, dee Moment, wou en ofgeschloss ginn ass. En huet Pisten opgezeechent, op deene weidergeschafft gi soll oder muss. En huet keng Prioritéite gesat oder Echeancë virginn. En huet keng Entsteeungsgeschicht vun de besteeënde Moossnamen erëmginn, mee se op de Moment consignéiert, a vun do aus muss d'Kulturpolitik weiderentwéckelt ginn an nei Visiounen entfaalt ginn.

Den „Après-KEP", géif ech gär soen, ass e participative Prozess ginn. An déi virgesinne Recommandatiounen - et waren der 62, elo souguer 64 - si verdéift ginn. Dat huet d'Madamm Rapporterin eis virdrun och ganz flott erkläert. Den Dialog ass besonnesch an der Coronakris ganz staark mam Secteur virugeféiert ginn, vläicht souguer nach méi staark wéi virdrun. An dat, mengen ech, kann een och als déi grouss Stäerkt vum KEP-Prozess ugesinn. Well et huet eng Weiderentwécklung vun den Ufanksiddie vum KEP bruecht an nei Uluechten erkennen gelooss. Domadder strukturéiert de KEP haut no an no vill vun deene besteeënde Moossnamen nei. Natierlech muss e kulturellen Entwécklungsplang méi wéi eng Synthees a Bestandsopnam sinn; hie muss eng Kulturstrategie, e politeschen Aktiounsplang ginn. No de leschte Walen ass e vun der Regierung iwwerholl ginn an domadder elo Bestanddeel vun hirer Kulturpolitik.

D'CSV war der Meenung, datt de KEP och eng parlamentaresch Begleedung bräicht, an huet dës Orientéierungsdebatt ugefrot. Si ass an der Kulturkommissioun virbereet ginn, wou mir a véier Sitzungen,

wéi d'Madamm Rapporterin scho gesot huet, déi véier Schwéierpunkte vun der Madamm Minister virgedroe kritt hunn. Mir als CSV waren der Meenung, datt een d'Aarbechten net ofschléisse kéint, ouni d'Auswierkunge vun der Coronakris op de Kultursecteur ze thematiséieren. Dee Wee huet d'Kulturkommissioun och ageschloen. D'Madamm Minister war ëmmer mat derbäi a mir hunn a véier weidere Sitzungen dann och mat richtegen Hearinge mam Secteur kënne Gespréicher féieren.

Ech hätt ganz gäre gehat, wa mer och nach Vertrieder vum Literatur-Secteur an aus den Arts visuels hätten héiere kënnen, well och do si vill Ausfäll duerch Corona. Dat war awer ofgeleent gi vun der Kommissioun. Mir haten awer jiddefalls dräi Sitzunge mat de Kulturacteuren.

Der Presidentin a Rapporterin Djuna Bernard hire Rapport gëtt och d'Presentatioun an der Kommissioun gutt erëm. An ech wëll hir e grousse Merci soe fir hire schrëftleche Rapport an hir besonnesch fir hir exzellent mëndlech Ausféierungen hei eigentlech bal felicitéieren. Et war eng ganz, ganz flott Rees duerch déi Zäit, déi mer mat dësem Theema an der Kommissioun verbruecht hunn. Eng flott Rees, souwéi Der eis et duergestallt hutt - ganz schéi gemaach! Villmools merci dofir un Iech. An och merci un Iech, net nëmmen als Rapporterin, mee och als Presidentin vun der Kommissioun.

Här President, de Kulturentwécklungsplang konnt de Covid nach net berécksiichtegen. D'Coronakris ass en neien aschneidende Moment fir de Kultursecteur, an deen ass an engem héije Mooss betraff vun de Schléissungen an allen Aschränkungen. D'Prekaritéit vum onofhängege Kënschtler zu normalen Zäite gëtt duerch d'Pandemie nach verstäerkt. Concerten, Liesungen, Opféierunge sinn ofgesot, Ausstellungen zougemaach ginn am Ufank. Elo ass dat zwar nees deels op a méiglech, och Theateropféierungen, an awer mat manner Publikum.

Net just d'Artiste selwer huet dat schlëmm getraff, mee och d'Concertsorganisateuren, d'Galerien, d'Editeuren, déi d'Wierker vun den Artiste bei d'Leit bréngen an dofir och esou wichteg si fir de Kulturschafenden.

Ech wëll ënnersträichen, datt de Kulturministère den Artiste vun Ufank vun der Kris u ganz séier ënnert d'Äerm gegraff huet mat enger ganzer Rei vu Moossnamen, besonnesch och am Beräich vum Kënschtlerstatut an deem vun den Intermittenten. D'CSV begréisst déi séier Hëllef fir de Kultursecteur, dee staark ënnert de wirtschaftleche Konsequenze leit.

Ech hat scho viru mëttlerweil engem Joer an engem Mount hei op der Chamberstribün d'Auswierkunge vu Covid op d'Kultur thematiséiert an eng Motioun mat Virschléi fir dem Secteur ze hëllefen abruecht. Mir haten déi an der Kommissioun diskutéiert. Si ass an e bësse geännerter a vläicht e bësse manner konkreeter Form ugeholl ginn an et si mengen ech mëttlerweil och en Deel Saachen dovunner schonn agefloss an Är besteeënd Aarbechten. Leider ass de Covid trotzdeem nach do an d'Motioun bleift op Punkten nach ëmmer aktuell - leider.

Elo kënnt et dann drop un, de Postcovid virzebereeden. Fir dat gefligelt Wuert „Resilienz" vun der Regierung ze gebrauchen - fir mech stellt sech eng essentiell Fro: Wéi resilient ass de Kultursecteur zu Lëtzebuerg? A wéi kann d'Politik ënnerstëtzend wierken, fir en dauerhaft méi resilient ze maachen, soudatt en dauerhaft alle Krise widderstoe kann? Well mir wäerten ëmmer nees an ëmmer méi mat esou Ereegnesser konfrontéiert ginn, déi d'Resilienz vum Secteur op d'Prouf stellen.

De Secteur laangfristeg an zukunftsorientéiert ze stäerken, dorobber kënnt et elo un. An dat, wou et elo drëm geet, ass: Wat kann d'Politik dofir maachen, iwwert déi aktuell Covidmoossnamen eraus, déi logescherweis kuerzfristeger Natur sinn?

Mir brauche Visioune fir e Kultursecteur vun den 2020er Joren - déi mussen och iwwert de KEP a seng Bestandsopnam erausgoen. De KEP muss weiderentwéckelt ginn, fir eng Weiderentwécklung vum Kultursecteur ze kréien.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir dat hinzekréien, do läit fir mech d'Kärstéck an enger besserer Professionaliséierung vun den Artisten. Do muss d'Politik aktiv ginn, och am Numm vu sozialer Gerechtegkeet, well onofhängeg Kulturschafender sollen net vun der Prekaritéit dann och nach an d'Aarmut rutschen. Et gëtt grouss Ënnerscheeder mat anere Beruffsgruppen a Bevëlkerungsgruppen - ech mengen, dat wësse mer. Obscho ganz, ganz vill Leit, eng dräi Véierel vun de Leit bal, eng Héichschoulausbildung hunn.

An ech brauch och net ze soen, datt mir zu Lëtzebuerg net nëmme ganz engagéiert, passionéiert a motivéiert Kënschtler hunn, mee och immens gutt Kënschtler a Kulturschafend an eng Kreatioun vun immens héijer Qualitéit.

Dofir wëll ech Virschléi maachen am Beräich vun der Professionaliséierung vun de Kënschtler a Kulturschafend follgender Natur. Si ginn zum Deel iwwert de KEP eraus, si ginn iwwert de Rapport vun der Kulturkommissioun eraus. An zu de Schwéierpunkte vun der CSV fir dës Professionaliséierung vun den Artiste wäerte gehéieren - do adresséieren ech no an no -: d'Promotioun vun den Artisten; en Encadrement, dat néideg ass; en zousätzlechen Tirang an der Subventionéierung a speziell Ënnerstëtzung fir jonk Artisten; souwéi, last but not least, virun allem d'Reform vum Kënschtlerstatut, déi jo och zum Deel schonn ugeduecht ass oder an der Maach ass.

Am Beräich vun der Promotioun vun den Artisten, do denke mer natierlech alleguer u Kultur:LX. Déi Struktur ass eng Emanatioun vu music:LX, dat ass eng logesch Folleg. Ech hat deemools gesot, wéi e virun iwwer zéng Joer gegrënnt ginn ass, datt et wichteg wär, en auszedeenen op all aner Kultursparten, no an no, wa music:LX hir éischt Erfarunge maache konnt. Well et war een neie Moment an der Kulturpolitik hei zu Lëtzebuerg, wou een huet musse kucken, wéi eng Erfarungen do gemaach ginn.

Kultur:LX ass eng vun de ganz wichtege Recommandatioune vum KEP an eng vun de ganz wichtege Moossnamen, déi amgaangen ass, ëmgesat ze ginn. An et ass eng vun de Prioritéite vun der Kulturministesch a vun hirer Kulturpolitik, zu Recht natierlech.

Elo kann ee soen: Dat ass d'Moossnam Nummer 8, et steet an de Pabeieren, si wär zu 70 % ëmgesat. Dat ass richteg an deem Sënn, datt d'Prefigura-tiouns-ASBL elo steet. Dofir kann een elo nach froen: Wou sinn, mat Stand op haut, d'Aarbechten, fir de Gesetzesprojet an der Chamber ze deposéieren, fir en Établissement public ze maachen, drun?

Et ass kloer, datt Kultur:LX net einfach music:LX kopéieren däerf, mee méi wäit goe muss. music:LX kann och haut net méi bei deem stoebleiwen, wat se an de leschte Jore gemaach hunn. Si mussen och do virugoen.

Mir mussen haut Promotiounsustrengunge méi wäit goen dinn. Mir hu keng Agenten, Labelen, Bookeren an esou weider hei am Land, déi de Kënschtler hir Karriäre virundreiwe géifen. An ech denken, datt mer och misste kucken, ob do op deem Plang Kultur:LX net och Aufgabe géif kënnen iwwerhuelen, fir do op Leit duerzegoen. Si kéinten och Kulturpressereese verstäerkt op Lëtzebuerg maachen, ugefaange mat der iwwerregionaler Press; reegelméisseg international Kuratoren an Agenten op Lëtzebuerg bréngen, fir datt déi déi Lëtzebuerger Konschtzeen kenneléieren an déi nei Kënschtler begéine kënnen. An ech denken, datt Kultur:LX niewent deene besteeënden Aufgaben, fir den Artisten hire Karriäre virunzehëllefen - an dat ass natierlech scho ganz vill -, och crossdiszipliär Synergië fanne muss an Neies opbaue muss.

D'Promotioun vun de Kënschtler leeft awer och iwwer Medien: op Radio, Fernsee, Kultur, och d'Kulturpress. Wann och Quoten am Kulturentwécklungsplang drastinn, esou huet d'Madamm Minister sech éischter fir eng fräiwëlleg Quot an den audiovisuelle Medien ausgeschwat. Dir hutt gesot, Madamm Minister, Dir géift d'Gespréicher hunn oder ophuele mat de Medien zu dësem Zweck. Vläicht kënnt Der eis scho soen, wou Der de Moment domadder dru sidd. Well et muss een natierlech eent soen, an do ass et scho richteg ..., an dat war eng fräiwëlleg Aktioun, enfin Gott sei Dank, vun de Radioen: An der Coronazäit ass vill méi Lëtzebuerger Musek gespillt ginn. An dat ass ënner anerer Form bis haut och elo bliwwen. D'Haaptradioe wäerte sécher op bal 10 % kommen, wou se Lëtzebuerger Musek spillen. Ass 10 % vill? Et ass jiddefalls e bësse méi, wéi et virdru war. Et ass sécher awer och nach steigerungsfäeg, well d'Nofro aus der Gesellschaft besteet. An d'Qualitéit vun der Musek vun hei ass einfach gutt. Wann d'Quot fräiwëlleg soll sinn, da mussen a sollen d'Medien et als Plus-value ugesi fir hire Medium, fir hire Radio an da solle se awer och vläicht nach weidergoen.

Ech wëll vläicht drop opmierksam maachen, datt am Ausland - an dat ass fir Lëtzebuerg jo bekanntlecherweis ganz no - d'Museker an d'Bands dacks gefrot ginn, wa se optrieden oder editéiert wëlle ginn: Jo, wivill gitt Der da bei Iech selwer am Land gespillt? Wat sinn dann Är Nolauschterquoten? An dat, mengen ech, ass och e Facteur, deen ee muss bedenken an net negligéieren, fir um Wee vun der Professionaliséierung vum Secteur a vun enger Karriär kënne virunzekommen.

Wann ech soen, ongeféier 10 % si menger Meenung no haut scho bei den Haaptradioen erreecht, esou ass dat awer nach net bei all Radio. Do ass nach Plaz no uewen a Raum, fir incitativ anzewierken. Mir kréien een neit Pressehëllefgesetz, do wär vläicht elo eng Méiglechkeet. Och wann en ëffentlech-rechtleche Radio vill Lëtzebuerger Musek a Gespréicher iwwer aner Kulturberäicher bréngt, dat läit awer och a senge Missiounen, an dofir kéint en och do nach weidermaachen. Iwwregens hu mer och do e Projet de loi an der Chamber leien iwwert den ëffentlech-rechtleche Radio.

Firwat kënnt net an de Radio oder um Fernsee ..., do kënnt ganz dacks, jee nodeem, wéi een ee lauschtert, all Woch eng Diskussiounsronn zum Beispill iwwert déi nei international Filmer. Mee dat kéint een dach och maache fir nei Bicher, déi erauskomm sinn um Lëtzebuerger Maart; fir nei Theaterstécker, déi op eise Büne bruecht ginn; fir Dëschgespréicher mat Museker vun alle Museksrichtungen zesummen - an dat am beschten zur beschter Sendezäit, wannechgelift. Dann, mengen ech, kéint een och do op eng aner Fassong eppes Zousätzleches maachen.

Elo muss een natierlech soen, paradoxerweis, wa méi Lëtzebuerger Musek gespillt ginn ass an der Coronazäit, esou sinn awer net méi Droit-d'auteuren agespillt ginn, well den Droit d'auteur, d'Autorerechter, eng proportional Remuneratioun ass. An och dofir, mengen ech, bleift nach Sputt mat Méiglechkeeten, fir Lëtzebuerger Kultur flott an de Medien ze thematiséieren.

Eng aner wichteg - fir mech an d'CSV - nei Achs wär, d'Artisten ze encadréieren. Artisten encadréieren heescht, se férderen. Niewent der Promotioun muss drop higeschafft ginn, datt Artiste sech op deen nächsten Niveau hiewe kënnen. An anere Beräicher géif een dat e Karriärssprong nennen, an den Artist muss seng Karriär och weiderentwéckele kënnen, op eng nächst Stuf iwwergoe kënnen. Dofir brauche si méi professionell Strukture wéi zum Beispill Artisteresidencen. Do mécht de KEP eng Rei richteg Aussoen derzou. Si ginn och elo hei am Land entwéckelt an an de Kulturhaiser verstäerkt geférdert. D'Recommandatioun Nummer 19 huet se op 60 %. gesat. Am Neimënster ginn nei Residenzen ageriicht. An do sinn zum Deel Saachen um Lafen.

Méi Méiglechkeete fir Kënschtlerateliere sinn och wichteg. De Wunnengsbau gëtt nach ëmmer méi deier an de Problem vu Raimlechkeete fir ze schaffe vill méi grouss. Hei kann och d'Zesummenaarbecht mat de Gemengen hëllefen. Och do huet de KEP Moossnamen ernimmt.

Awer et geet och nach ëm méi. Mir brauchen hei am Land Beruffer ronderëm den Artist. Eng Kulturindustrie, fir datt den Artist sech weiderentwéckele kann, datt e weiderkomme kann - Agenten an esou weider.

E groussen Opdriff kéint hei zum Beispill eng - firwat net? - Artistecité ginn, souwéi e Konscht- oder e Kënschtlervéirel. Dat kéint zum Beispill am Ale Kolléisch, der fréierer Nationalbibliothéik, hei an der Stad de Fall ginn. Oder dat kann de 1535° zu Déifferdeng ginn, d'KUFA zu Esch. Et kéint um Stadion Josy Barthel eppes draus ginn, och do wär eng gutt Plaz derfir. Et kéint een et souguer kombinéiere mat enger Zort Nationalgalerie, déi d'Madamm Minister net méi esou nennt oder net méi esou nenne wëllt, mengen ech, mee éischter en Ausstellungs- an Dokumentatiounszentrum fir Lëtzebuerger Konscht. Dat géif een absolutt do kënne mat derbäi maachen.

Ech gesi se awer nach weidergoen, an aneschters wéi d'Recommandatioun 36. Nämlech, mat esou engem Ausstellungs- an Dokumentatiounszentrum sollen Atelieren a Residencëraim op der Plaz verbonne sinn, wou een zum Beispill jonke Kulturschafenden - well et bleift net op d'bildend Konscht beschränkt, déi Iddi do - wärend hiren éischten zwee bis dräi Joer esou e „Rundumpaket" erméiglecht: Atelieren a Wunneng op der Plaz, mat engem Karriärsencadrement.

An Encadrement heescht heibäi: begleeden mat pluridisziplinäre Beroder, fir Projeten oder artistesch Karriären ze begleeden, fir datt se sech entwéckele kënnen, an de Kënschtlerberuff valoriséieren. Dat heescht och diffuséieren, mat zum Beispill engem Kommunikatiounsservice, d'Organiséiere vun Ausstellungen, Liesungen, Concerten an aneren Aktivitéiten an Aktiounen, och digitaler Natur, fir d'Visibilitéit vun der artistescher Aarbecht.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Am Idealfall wär natierlech do och nach Plaz, fir datt sech déi encadréierend Beruffer usidele kéinten: Agenten, Galerien an esou weider. Well esou eng Plaz, esou en Haus géif ee Spillover-Effekt bréngen: Aner Beruffer géife sech do oder an der Géigend ronderëm usidelen. Eng professionell Begleedung ass einfach kruzial fir d'Professionaliséierung vun de Kënschtler a Kulturschafenden.

An ech mengen, dat ass de Paradigmewiessel, fir de Secteur ze stäerken a prett fir d'Zukunft ze maachen. Well dorëm geet et. En Entwécklungsplang soll jo Weiderentwécklung bréngen, wëllt Weiderentwécklung bréngen. An, wéi gesot, mir kënnen 2020 net do bleiwen, wat 2010 war, esou wéi mir 2010 net konnte bei 2005 stoebleiwen. Dat ass alles duerch de Corona ëmsou méi virdrénglech.

D'Existenz vun esou engem Artistenzentrum géif nei Impulser brénge fir d'Zesummenaarbecht an nei flott Initiativen, déi der Kultur an der Konscht méi Visibilitéit brénge géifen. Och dat ass e weesentlechen Aspekt vu Kulturënnerstëtzung.

Esou kéint ee sech zum Beispill e Projet virstellen, wou eng Journée du livre oder eng Bicherfoire sech vun deem Haus, vun deem Zentrum aus iwwer eng ganz Stad oder Uertschaft ausdeene géif, wou vill vun eisen Auteure present wären, mat Liesungen an Opféierungen oder Optrëtter, wou een op d'Leit duergeet a se matabezitt, wou iwwerall an der Stad, an all Strooss, an alle Geschäfter Bicher wären a wou Liesunge wären an de Librairien an de Galerien, den Theateren. Oder op ongewinnte Plazen, wann een zum Beispill Kasematten hätt, wou een och d'Geschicht an de Patrimoine vun där Stad, vun där Uertschaft matabezéie kéint. Wou ee kéint Kulturaktivitéiten, extra op Kanner a Jonker zougeschnidden, matafléisse loossen. Wou een och vläicht e literareschen oder zeenesche Kaffi oder Brunch maache kéint, fir no bei de Leit ze sinn. Well d'Leit matabannen a se iwwerall begéinen, mengen ech, kéint vun esou enger Plaz aus och ganz flott méiglech sinn.

Natierlech kann een dat och op aner Konschtdisziplinnen zouschneiden. Natierlech kann een et och pluridisziplinär konzipéieren. Dat ass nëmmen ee Beispill fir e Projet mat Impakt.

Wa mer virdru vu begleedende Beruffer geschwat hunn, dann ass et natierlech och méiglech, datt déi sech ausserhalb vun engem Artistenhaus néierloossen. Et ass just weesentlech, datt mer der zu Lëtzebuerg kréien! Mir musse se op Lëtzebuerg unzéien, mat deene richtege Konditiounen. Et ass jo net deen éischte Beräich, wou mir Prospektioun maache géifen, fir Betriber unzezéien.

Well, léif Kolleeginnen, mir hunn zu Lëtzebuerg keng Agenten, keng Bookeren, keng Labelen, kee Lektorat, keng Beruffer vun der Kulturindustrie, déi de Kënschtler encadréieren a wichteg fir seng Entwécklung a Promotioun sinn. Esou en Artistenzentrum soll eng Unzéiungskraaft och op esou Beruffer ausüben, fir sech hei zu Lëtzebuerg néierzeloossen, egal ob am Zentrum oder soss enzwousch ronderëm. Et ass just weesentlech, datt mir esou Beruffer heihinner géife kréien. Mir musse se unzéien, mat Konditiounen an Ureizer, déi et, wéi gesot, och schonn an anere Secteure gëtt. Et kéint natierlech och eng Aufgab gi fir Kultur:LX, fir hei Prospektioun ze maachen.

Wa mer keng Musekindustrie hunn - mir bräichten déi dann awer, a mir bräichten niewent den Tounstudioen an de Concertsplazen och Agenten, Produzenten, Editeuren oder Labelen, déi sech hei etabléieren oder en Ofleeër, eng Antenn vun ausläneschen Haiser sinn, fir sech ëm eis Museker ze këmmeren, fir sech fir se ze interesséieren, fir se mat virun ze huelen.

Et muss een och bedenken, datt Corona ganz vill Jonker desillusionéiert huet, fir e kulturelle Beruff unzegoen. Si zécken a sinn ofgeschreckt, fir e Musekstudium oder -beruff anzegoen. Dat sinn Echoen, déi ee kritt. Dat ass konkreet! Esou ginn nees ganz vill Artistes émergents verluer, och déi, déi an deene leschte puer Joer opgebaut hunn a gi sinn.

Covid däerf deen Elan elo net futti maachen. No Covid wäerte Bands net méi do sinn, wann et nees méiglech ass, opzetrieden a Concerten ze spillen. Et wäert vill ewechfale mam Corona. Dofir mussen d'Ramebedéngungen änneren. Ech kéint mer virstellen, datt een och e Musekfong géif asetzen, fir hei an deem ganze Beräich virunzehëllefen op deene Punkten, déi ech virdru ernimmt hunn.

Änlech ass et fir d'Literatur. Am Covid si keng Liesunge méiglech, keng international Festivallen, Residencë si verluer, d'Vernetzung ass fort, d'Akommes ass fort. Mee et gi Literaturagenten a Kritiker gebraucht, Lektorat, Korrektorat, Mëttele fir Iwwersetzungen. Bref, och hei Encadrement, fir Kompetenzen ze entwéckelen a weiderzeentwéckelen. Dat zielt natierlech net nëmme fir déi Jonk, mee och fir confirméiert Schrëftsteller oder aner Kënschtler. Et geet drëm, datt méi Leit méi laang professionell Fouss faasse kënnen an der Kultur.

Ech sinn och ganz frou - an, ech mengen, mir alleguer heibannen -, datt 2021 d'Walfer Bicherdeeg an och Beetebuerg hir grouss Foirë ronderëm d'Buch an den Theater erëm maachen. Ech mengen, dat ass awer eng wichteg Noriicht fir de Secteur, deen domadder erëm e bëssi Loft fir ze ootme kritt. An der nächster Woch sinn déi éischt Mierscher Theaterdeeg mat engem, wéi ech fannen, wierklech ganz interessante Konzept, wou se och ganz Beruffer an de Mëttelpunkt stellen. Ech fannen dat eng ganz flott Initiativ. Dat ass schonn e gutt Zeechen, fir op deem Wee weiderzegoen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ënnerstëtzung an d'Promotioun geet natierlech och mat Bäihëllefen a Subventioune weider. Laut Ëmsetzung vum KEP géif déi Politik redefinéiert ginn, a 50 % dovunner wär realiséiert. Ech hunn an der Fiche technique keng Prezisioune fonnt, wat dat heescht. D'Krittäre ginn ernimmt, datt et neier sinn.

Ech géif dofir gär souzesoen en neien Tirang virschloen, fir an dee Schaf derbäizemaachen. Ech denken, datt et hautdesdaags kruzial gëtt, fir e ganze Projet ze finanzéieren, net nëmmen iwwer Bourssen, net nëmmen e spezifesche Subsid, mee als globale Kreatiounsprojet: Déi ganz Entsteeungsphas, vun der Reflexioun bis zur Produktioun an Diffusioun, consideréieren an ënnerstëtzen. Domadder ass dann och déi ganz Chaîne matabezunn, déi gebraucht gëtt, fir e gudden, jo, e professionelle Projet op d'Been ze stellen.

Domadder gëtt dee ganze Kreativzyklus ënnerstëtzt, mat senge verschiddenen Etappen. E Schrëftsteller brauch zum Beispill eng Begleedung fir säin Text: vun der Reflexiouns- a Konzeptiounsphas, iwwert d'Schreiwen, da Lektorat, Traduktioun eventuell, editéieren, Diffusioun. A wann dee ganze Kreativzyklus matabezu gëtt, déi ganz virgelagert an nogelagert Aarbecht, fir e Buch ze schreiwen an erauszebréngen, wann all d'Phase matgekuckt ginn, vläicht souguer mat spezifesche Resilienzen, da kann een och déi ganz Chaîne du livre matabezéien an esou eng Professionaliséierung ënnerstëtzen. Ech denken, och dat ass en Développement durable. An dat ass laangfristeg orientéiert.

Äre Ministère huet, Madamm Minister, och do am Mäerz vun dësem Joer e puer nei Linnen erausginn. En huet en Appel à candidatures gemaach, zum Beispill am Beräich vun der Literatur, fir d'Relance vun der Activité éditoriale luxembourgeoise ze maachen, déi, wéi et heescht, ganz schwéier - an dat ass richteg - getraff ass vun der sanitärer Kris.

Et steet do: De Ministère gëtt en Appel aux projets eraus un Editiounshaiser hei, déi professionell sinn, déi eng « production éditoriale régulière » hunn an « de qualité et accessible au plus grand nombre » sinn. Ech weess net, ob dës Ënnerstëtzung just fir d'Covidzäit geduecht ass. Se ass jiddefalls ganz interessant. An d'Madamm Minister erklläert eis sécher och herno, wat de Krittär « accessible au plus grand nombre » an dësem Kontext heescht a firwat en Editiounshaus en « équilibre économique » muss hunn, fir dëse Subsid kënnen ze kréien.

Sollt déi Moossnam sech op d'Pandemiezäit beschränken, dann, denken ech, ass et sécher derwäert, fir driwwer nozedenken, se weiderzeféieren an domadder d'Editéiere vu gudder Literatur ze ënnerstëtzen. Domadder ënnerstëtzt ee jo och d'Auteuren.

Ech weess, Dir hutt schonn emol gesot, Madamm Minister, datt een, fir d'Betriber ze ënnerstëtzen, eng Gesetzesännerung géif brauchen. Ech wollt Iech froen, ob Äert Haus un esou engem Gesetz schafft an ob et schonn eng Timeline gëtt, fir dat ze finaliséieren.

Dir hutt och en Appel à candidatures gemaach fir eng Orchesterkompositioun, Commanden erausgi fir déi nächst Saison. Ech mengen, do stelle sech d'Froen änlech: Och fir Musekskompositiounen oder fir Releasë vu Bands, vu CDen an aneren Touniwwerdroer gëllt et, dee ganze Schafungsprozess ze ënnerstëtzen. Also e globaalt Konzept. Ech mengen, och dohinner kann een déi Iddi ausdeenen, déi ech virdru gemaach hunn, fir de gesamte Kreativzyklus als ee globale Projet unzegesinn: d'Konzeptioun, d'Prouwen, d'Ophuelen an de Studioe bis hin zur Diffusioun.

Well mir wëssen: Mat wéineg Sue kann een am Kultursecteur vill erreechen an de Secteur mécht vill mat wéineg Suen. Dat ass net an all Secteur esou.

Een aneren Akzent, dee fir eis wichteg ass, sinn déi emergent Artisten. Fir jonk Artisten ze fërderen, soll een eng Zort Anschubfinanzéierung, eng Ufanksfinanzéierung aféieren, eng extra Finanzéierung, grad am Ufank vun hirer artistescher Aktivitéit, fir hinnen den Astig an d'Professionalitéit besser ze erméiglechen, ze erliichteren an hir Entwécklung domadder ze fërderen. Also eng Zort Aide au démarrage wärend enger gewëssener Zäitdauer an e Fonds d'aides au démarrage aféieren, mat extraen Nowuess- an Emergent-Programmer - egal wéi en Alter déi Leit, dovunner ofgesinn, iwwregens hunn - opstellen.

Ech kommen zum Kënschtlerstatut, deen natierlech e ganz weesentlecht Element vun der Ënnerstëtzung vun der Professionaliséierung ass. Vun 2005 un ass d'Zuel vun den Artisten an den Intermittente, déi am Statut ageschriwwe sinn, bestänneg eropgaangen. Ech stellen iwwert d'Statistike vun haut fest, datt nëmmen zwou Persounen zwëschen 21 an 30 Joer am Kënschtlerstatut ageschriwwe sinn. Hu mir keng jonk professionell Artiste méi? Och wann d'Proportioun aneschters ass bei den Intermittenten, muss ee soen. Mee ass dat déi Konklusioun, déi een doraus misst zéien?

An den Arts visuels ass deen allergréissten Deel vun den Artisten ageschriwwen, an zwar 54. Duerno kënnt eréischt op zweeter Plaz d'Musek mat 14. Dat ass och e ganz groussen Ënnerscheed; och wann d'Musek och nach bei den Intermittenten derbäi ass. Och do denken ech, datt ee muss iwwerleeën, wat dat bedeit. An der Literatur hunn nëmme just dräi Persounen de Statut.

Frae sinn och natierlech déi gréisste Proportioun vun de prekären Emploien an der Kultur. Dat ass leider heibäi wouer.

Dat si wichteg Enseignementer, wann een d'Statistik kuckt. Elo muss ee kucken: Wat mécht een doraus? Do si geziilt Moossnamen ubruecht, iwwert déi muss nogeduecht ginn.

Iwwregens nennen ech dat och nach ëmmer de Statut vum Artist a vum Intermittent, och wann en ënnert der vireger Regierung zu soziale Moossnamen degradéiert ginn ass. Ech mengen, dat ass schonn déi éischt Ännerung, déi am neie Gesetzesprojet, un deem Är Leit, Madamm Minister, jo schaffen, geschéie soll: déi richteg an net déi degradant Denominatioun. Ech hat dat och schonn am Dezember 2014 hei op der Chambertribün gesot.

Meng aner Propose vun deemools kann ech och haut nach ëmmer ënnerschreiwen a schloe vir, d'Stagezäit fir déi Jonk, fir de Statut déi éischte Kéier ze kréien, zum Beispill op aacht Méint erofzesetzen, amplaz vun engem Joer. Ech weess, Madamm Minister, Dir hutt an der Covidzäit meng Propos, fir et op sechs Méint erofzesetzen, amplaz engem Joer, ugeholl. Ech denken, do soen all betraffen Artisten Iech en häerzleche Merci, well dat ass warscheinlech elo ganz néideg gewiescht.

Mäi Virschlag ass och, fir d'Mobilitéit ze fërdere bei der Condition de résidence, andeem een d'Residenzklausel aneschters gestalt an erlaabt, an der eigentlecher Referenzperiod länger Openthalter am Ausland maachen ze kënnen. Esou géif ech soen: zwee Joer, innerhalb vu fënnef, kann een och en net permanente Sëtz zu Lëtzebuerg gehat hunn.

E Cumul mam Droit d'établissement, mengen ech, wär och ganz gutt ze analyséieren a ganz spezifesche Kontexter, besonnesch an der sougenannter Kreativindustrie wéi dem Design. An dat wär dee Moment par ricochet och méiglech, fir et den Artisten aus anere Sparten dann ze erlaben, eng Kéier eng Autorisation d'établissement ze froen.

Zanter 2014 sinn et aner Zäiten. Fir der Postcovidzäit Rechnung ze droen, géif ech haut nach zousätzlech Virschléi maachen. An zwar:

De Betrag, deen den Artisten ausgeschott ka ginn, vu 50 % vum Mindestloun op 70 % ze hiewen.

De Revenu, dee virzeweisen ass, op 3,5-mol de Mindestloun festzesetzen, amplaz véier - et kann een et och dräimol maachen.

Ënner gewëssene Konditiounen en Top-up auszebezuelen, fir d'Charge patronale oder souguer, an nach méi groussen Ausnamen, déi ganz sozial Laaschten, oder d'Hallschecht dovunner, jee nodeem, vum Fonds social culturel ze iwwerhuelen. Ech hat dat deemools fir déi Jonk am Statut agefouert. Mee ech fannen, et soll een deen Deel kloer identifizéieren, kloer ausweisen an et a schwierege Fäll oder Zäiten, wéi gesot, op aner Kategorie vu Beneficiairë wéi nëmmen op déi Jonk ausdeenen. Jonk heescht: Kënschtler, déi am Ufank vun hirer Karriär stinn.

Et kéint een eng punktuell Moossnam aféieren, fir de Verloscht vun Autorerechter partiell ze kompenséieren. Ech denken, datt och d'Ënnerscheeder am Regimm vum Artist an deem vum Intermittent sollten analyséiert ginn, ob do Unnäerunge méiglech sinn. An et sollt vläicht méiglech sinn, och Reflexiouns- a Schafensperiode matanzebezéien, déi net direkt remuneréiert sinn, mee néideg sinn, fir e Projet op d'Been ze stellen.

Dir hutt, Madamm Minister, zesumme mat Äre Leit, op den Assisen och nach aner Elementer virgestallt gehat, déi administrativer Natur sinn, oder wéi d'Period vu 24 Méint oder de Carnet an och d'Dräijoreszäit, d'Stagezäit ze änneren. Ech mengen, dat mécht och ganz vill Sënn. Dat brauch ech dann net nach eng Kéier hei ze widderhuelen.

Wéi virdru gesot, léif Kolleeginnen, waren dat meng gréisser Virschléi, fir d'Gesetz iwwert de Kënschtlerstatut ze änneren.

Dir schafft un der Ännerung vun deem Statut. Kënnt Der eis, Madamm Minister, vläicht schonn de Stand vun de Saache soen, wéi et virugeet mat der Ausschaffung oder souguer mat dem Depot vun deem Projet de loi an der Chamber?

D'Professionaliséierung vun de Kënschtler, Dir Dammen an Dir Hären, ass e ganz wichtege Punkt. Ech mengen, en zweete wichtegen ass dee vum Zougang zu der Kultur, vum Accès zu der Kultur vum Publikum insgesamt. Do ass Konscht- a Kulturvermëttlung ganz wichteg. D'Mediatioun ass fundamental fir den Accès zu der Kultur. De KEP huet och hei eng Recommandatioun 48 geschriwwen, mat dem Réalisé op 20 %. Vläicht kënnt Der eis dozou méi soen, Madamm Minister?

Och an der Schoul, mengen ech, muss ee systematiséieren, datt d'Kultur en normale Bestanddeel vum Programm gëtt an an de Programm integréiert gëtt. D'Madamm Rapportrice hat schonn eng ganz flott Ausféierung dozou gemaach an hirem Rapport. Ech wëll och do nach e puer Saachen derzou soen.

Éischtens emol ass et immens wichteg, Kultur an der Schoul ze hunn, iwwert de Léierprogramm eraus, fir d'Entwécklung vun de Kanner a Jugendlechen. Et ass och bewisen, datt et e wichtegt an effikasst Instrument ass vum Raccrochage scolaire a bei Jugendleche mat Schwieregkeeten.

Mir hunn an der Zäit, och zu menger Zäit, vill Erfarungen a Projeten dofir gemaach gehat. Deemools hat ech och zesumme mat der Educatiounsministesch Mady Delvaux e Konzept „Réussir l'école grâce à la culture" ausgeschafft. Ech denken, dat ass ëmmer nach richteg, awer ech mengen, datt et haut och nach aner Elementer muss ginn.

Eis zäitgenëssesch Literatur gehéiert an de Schoule komplett an de Programm integréiert. Dofir brauch een natierlech och Lektürhëllef a Rezensiounsliteratur. Do kann een awer och Auteuren, bildend Kënschtler, Theaterschaffender, Museker an esou weider zäitweileg an den normalen Unterrecht an de Klasse matabannen - an natierlech e Cachet dofir ginn. Ëmsou méi, wou et am Lycée schwiereg ass, fir mat der Klass bei d'Kultur ze goen. Wat an der Primärschoul zwar méi einfach ass, awer ëmmer manner trotzdeem, well vill Zäit dofir drop geet, wéi eis d'Léierpersonal aus de Grondschoule seet, an et net iwwerall am Land natierlech gradesou einfach ass, op déi selwecht Plaze vu kulturellem Angebot hinzekommen.

Och an de Maisons relais an dem Cycle 1 soll méi Zesummesi mat Kënschtler a Kultur sinn. Ech denken zum Beispill un déi nei Initiativ, déi de MEGA gemaach huet, fir eng Educatiounsekipp anzeféieren. Ech weess, datt et natierlech eng Kulturekipp am Educatiounsministère gëtt. Dat ass awer och e wichtegt Element, fir dat geziilt anzesetzen. D'Kultur zielt och ganz vill fir d'Altersheimer a gehéiert a Flüchtlingsstrukturen oder an de Centre de rétention.

Fir dat jonkt Publikum nees un d'Kultur erunzeféieren, ass et natierlech wichteg, datt se schonn eng Kéier a Kontakt mat Kultur komm sinn - an dat an der Schoul - an datt se net vun der Kultur ewechdriften. Si mussen en natierleche Reflex fir d'Kultur kréien.

D'Roll vun der Schoul, mengen ech, ass hei evident. Och d'Muséeën, iwwer hir exzellent pedagogesch Aktivitéiten eraus, musse sech iwwerleeën, wéi se déi Jonk, déi Jugendlech unzéien, bei der Staang hale kënnen. Well - wéi soen déi esou dacks? -: „Ma do geet dach souwisou kee méi hin." An dat, mengen ech, soll jo grad just net de Fall sinn. Do spille sécher natierlech och „virtual" an „augmented reality" eng wichteg Roll an der Zukunft.

Do spillt, mengen ech, och de Jugendpass, deen ech deemools agefouert hat, eng Roll. Ech mengen, et gëtt en och nach ëmmer. Dir hutt en, Madamm Minister, an d'Konventioune vun de Kulturhaiser ageschriwwen. Ech froe mech awer, ob en net nees méi bekannt muss gemaach ginn. Bekannt, fir datt seng Existenz nees gewosst ass.

Ech ernimmen am Kontext vun dem Zougang zu der Kultur natierlech och de Kulturpass. Ech ernimmen d'Journées culture pour tous, déi ech 2012 oder 2013 op d'Féiss gesat hat, fir den Zougang zu Konscht a Kultur, zu de Pratiques culturelles et artistiques fir jiddwereen opzemaachen. An ech mengen, ech kann nëmme widderhuelen: D'Kultur ass e Grondrecht.

Och hei weess ech net, wivill nach gewosst ass, datt et de Kulturpass gëtt vun deenen, déi e kéinte gebrauchen. Och hei ass e formell an d'Konventioune mat den Haiser ageschriwwe ginn - wat gutt ass. Awer ech denken, datt een och sécher haut d'Form dovunner iwwerdenke sollt, fir de Mënschen d'Angscht viru Stigmatiséierung ze huelen, déi sech mat der Zäit e bëssi hei ageschlach huet. Natierlech ass an dësem Beräich d'Kulturvermëttlung och e ganz wichtegt Element.

En anert Element - dat läit mer ganz staark um Häerz, och wann ech d'Theema hei net weider entwéckele kann -, dat ass, datt ech fannen, datt e Beoptraagte fir Interkulturalitéit soll geschaaft ginn. Well d'Integratiounskraaft vun der Kultur an déi kulturell Villfalt sinn do en Optrag un d'Kulturpolitik.

Wa mer vum Zougang zu der Kultur schwätzen, da musse mer natierlech och Kultur an de Regiounen hunn. Beim Zougang zu der Kultur spillen déi regional Bibliothéiken eng grouss Roll. D'Gesetz soll op de Leescht geholl ginn; et ass elo iwwer eng Dose Joren al a villes huet sech geännert. Ech mengen awer, datt d'Netzwierk vu regionale Bibliothéike muss ausgebaut ginn. Mir brauchen haut och nees nei regional dezentral Bibliothéiken.

Wa mer vu Regioune schwätzen, dann ass natierlech och d'Fro: Wéi steet et mat der regionaler Kulturanimatioun? Muss een déi Animatioun reaniméieren op der Plaz? Wéi schafft déi Ekipp, déi dofir zoustänneg ass, haut? Well, ech mengen, et ass wichteg, datt déi regional Animateuren op den Terrain ginn, an der Regioun present sinn, fir fir d'Kultur kënnen ze sensibiliséieren a fir ze hëllefen, Kulturprojeten a kulturell Aktivitéiten do ze entwéckelen.

Dat bréngt mech och zu de Gemengen, well d'Gemengen hu fir mech ganz kloer eng kulturell Aufgab ze spillen an ze erfëllen, och wa se hautdesdaags keng obligatoresch Missioun am Kulturberäich hunn. Vläicht kann ee sech dat och eng Kéier iwwerleeën. Esou hunn awer haut d'Gemenge méi Méiglechkeete wéi an den 2000er Joren, fir déi Roll gutt wouerzehuelen. A vill vun hinne maachen dat och schonn.

Si maachen et och mat hire regionale Kulturzentren, déi eng wichteg dezentral Kulturroll iwwerhuelen. Awer, ech mengen, dat hei muss och doriwwer eraus goen. Esou eng Missioun geet doriwwer eraus a muss och ausserhalb vun de Kulturzentre stattfannen.

Wa mer e Klimaberoder fir Gemengen hunn, wann elo ee Conseiller Logement agefouert ginn ass fir Gemengen, dann, mengen ech, sinn dat vläicht flott Beispiller, wéi een och ka mat de Gemengen zousätzlech virugoen an déi regional Kulturanimatioun déi Roll iwwerhuele loossen, déi se huet, a se weider verstäerken.

Ech géif eigentlech nach gär bei de Regiounen dräi Projete séier uschwätzen, déi fir eng Regioun, an awer och wäit doriwwer eraus, wichteg sinn. Ech maachen déi Klammer awer elo net op, och wann do Saache sinn, déi mer wierklech um Häerz leien.

Awer ech mengen, wa mer vu Regioune schwätzen, da musse mer iwwert d'Regioun an och iwwert d'Grenzen eraus kucken. Do hate mir vill kulturell Kontakter a Projete mat der Groussregioun.

Am KEP steet näischt vun der Groussregioun. Mir hunn awer och eng Verantwortung fir Kultur an der Groussregioun, mat eisen Noperen, déi mir jo och soss an anere Beräicher esou vill brauchen. Et ass gutt, datt mat Esch2022 nees grenziwwerschreidend Kulturkontakter a Projete verdéift ginn, zwar nëmmen op enger Säit vun enger Grenz - et gëtt och nach aner Grenzen -, awer dat ass scho ganz wichteg. Et war an de leschte Joren e bëssi verschwonnen. An ech mengen, datt natierlech iwwert d'Kulturhaaptstad Esch eraus och d'Kultur mat der Groussregioun nees en Theema muss ginn an déi kulturell Zesummenaarbecht mat der gesamter Groussregioun nei Impulser kréie soll. Schliisslech war Kultur an de leschte gutt 15 Joer en Aushängeschëld fir eis Groussregiounspolitik.

Eis Artiste mussen och emol fir d'éischt bis an d'Groussregioun komme fir opzetrieden. Op deem Plang solle se ufänken, éier se gläich méi wäit kënnen oder wëlle goen. Dat doten ass e ganz wichtegt Element vun Erfarung, déi se souzesoe virun der Hausdier kënne maachen. Och an deem Kontext also kënnt enger Kulturpolitik mat der Groussregioun eng extreem héich Bedeitung zou.

Last but not least an dësem Kontext kommen ech vum Zougang zur Kultur natierlech och op d'soziokulturell Strukturen an Aktivitéiten, de Benevolat an d'Kulturveräiner.

Vill Musek- a Gesangsensembele si richteg Pepinièrë fir nei Artisten. Déi Jonk kréien esou iwwerhaapt emol Kontakt mat der Kultur a sinn domat sensibiliséiert fir d'Kultur. Esou wiisst dann och dat zukünftegt Publikum fir déi professionell Artisten aus de Veräiner erop. Ech ernimmen hei de Modell vu „coordinateur sportif", deen elo an der Coronazäit vum Sportsministère an Zesummenaarbecht mat de Gemengen agesat ginn ass.

Ech muss natierlech awer an deem Kontext hei och, wéi mir alleguer, leider op de Covid ze schwätze kommen, well och d'Veräiner leiden ënnert de sanitären Aschränkungen. A wéi huet d'Madamm Lorsché dëser Deeg heibanne gesot: „D'Pandemie huet d'Problemer vum Benevolat nach verstäerkt." Zanter dëser Woch ass et elo Gott sei Dank nees méiglech, datt Prouwen an de Museke sinn, zu zéng Leit maximal. Dat ass ganz wichteg, well soss ginn déi Kulturveräiner lues a lues an.

Et freet ee sech awer, ob dat net e bëssen éischter hätt kënne gemaach ginn. Schnelltester hätte jo och vläicht hei kënne benotzt ginn, an hëllefen. Bon, elo ass et jiddefalls esou, datt et elo méiglech ass. An elo ass déi nächst wichteg Fro: Wéi geet et virun? Wat sinn d'Pläng fir déi nächst Etappen, fir de Veräiner a soziokulturellen Aktivitéiten d'Liewen an d'Iwwerliewen nees ze erméiglechen? Well och si sinn e ganz wichtege Vecteur fir de Stellewäert vun der Kultur an der Gesellschaft.

Dat bréngt mech zum Stellewäert vun der Kultur an zur Sensibiliséierung fir d'Kultur - och dat e ganz, ganz wichtegt Element.

Mir hunn eng ganz diversifizéiert Kulturlandschaft an artistesch Kreatioun vu ganz héijem kënschtlereschem Niveau zu Lëtzebuerg. D'Ziffere vum Emploi- a vum PIB-Undeel variéieren, jee nodeem, wat materagezielt gëtt, ob mat oder ouni Kreativwirtschaft. Dat ass awer och net de sprangende Punkt. Well all Gesellschaft brauch Kultur, a Kultur kann net wierklech gemooss ginn. Kultur brauch awer Unerkennung. Hire Stellewäert muss nees geschätzt ginn an d'Bewosstsinn dervu generaliséiert ginn.

„E staarkt Engagement fir Kultur" huet d'Rapportrice dat virdrun an hirem Exposé genannt gehat - wat ech nëmmen ënnerschreiwe kann. Mir mussen derfir suergen, datt jiddwereen op senger Plaz a mat sengem Talent un der Kultur deelhuele kann. Et muss een d'Kultur an der Postcovidzäit och nees gesinn, nees spieren. Méi Diskussioune vun der Ëffentlechkeet iwwer Kultur, méi Debatten an der Ëffentlechkeet, am ëffentleche Raum, mam Publikum iwwer Kultur.

Mat nees méi Visibilitéit réckelt d'Kultur och an d'Mëtt vun der Gesellschaft zréck, wou se elo duerch de Covid erausgeholl ginn ass. Si kritt dann dee richtege Stellewäert, dee se genéisse muss. Esou kréien och Artisten a Kulturschafend nees déi richteg Unerkennung, déi hinnen zousteet.

Méi Unerkennung, méi Visibilitéit hëlleft hinnen och, hir Situatioun ze stabiliséieren. Well d'Politik ënnerstëtzt d'Kultur, fir datt se no bausse wierke kann, fir datt se d'Roll vum soziale Kitt wouerhuele kann, fir datt se hëlleft, d'Gesellschaft an der Postcovidzäit mat hire villen Ëmwälzungen ze orientéieren. D'Politik weess, datt dat eng ganz wichteg Roll vun der Kultur ass, an dofir ënnerstëtzt se d'Kultur.

D'Kultur an net d'Konsumkultur soll no der Coronakris an der Gesellschaft bleiwen. D'Leit däerfe sech no Covid net vun der Kultur desengagéieren, well d'Kultur ass eng Valeur fir d'Gesellschaft. An d'Kultur an d'Artisten däerfen no där grousser Covidsolidaritéit - dofir musse se erëm erausgoen an d'Gesellschaft, matzen an d'Gesellschaft - net an engem Cocon bleiwe vum eegene Secteur oder vun engem Ministère, wou esou vill flott a richteg a wichteg Solidaritéit war an deem leschte Joer.

Do muss een natierlech duerno kucken, wéi et virugeet, well Postcovid - wéi ass et elo? Wéi geet et virun? Ech mengen, eent ass ganz kloer: Ech hu virdrun op Elementer higewise mat deene Proposen, déi ech am Numm vun der CSV hei gemaach hunn, fir de Kultursecteur an d'Kulturschafend ze stäerken, fir datt se och no der Covidkris kënne Perspektiven hunn an hir Beruffung weiderhi kënne ausüben.

De Postcovid ass awer och nach op anere Punkte wichteg. Covid wäert ganz massiv a strukturell Nowéie bréngen, natierlech iwwerall, dat ass ganz kloer, awer och an der Kultur. An am Ausland stelle sech d'Muséeë ganz vill Froen iwwert de Corona an drécken dat och kënschtleresch aus. An esou kann de Kulturbetrib och no Corona net dee selwechte si wéi virdrun. E muss wuel säi Programm vu bis elo zimmlech radikal a Fro stellen, mat neien Interaktiounsformen och zum Publikum hin experimentéieren, nei Formater un der Schnëttstell vun analog oder physesch an digital entwéckelen. Egal ob Concert oder Ausstellung, d'Formater wäerten an Zukunft vill méi gemëscht ginn - material an digital gläichzäiteg gemëscht. An esou mussen dann och d'Kommunikatiounsstrategien an d'Kulturkommunikatioun änneren. D'Tournéeë wäerten änneren. Den ekologesche Foussofdrock wäert eng aner Bedeitung an der Kultur oder am Kulturgeschéie kréien.

Zréck zur Normalitéit vu virdrun, dat wäert et net ginn. An do sinn ech och vläicht net ganz averstane mat Aussoen, wéi mer se an der Kommissioun héieren hu vun de Kulturinstituter. Ech denken, datt awer villes ännere wäert, och an hirer Aart a Weis fir ze schaffen, wann de Corona bis esou wäit eis Gesellschaft nees verléisst, well d'Gesellschaft wäert sech änneren. A mir wëllen eng ongebrache Relevanz vum Kulturschafen an déser geännerter Gesellschaft. Et geet sécher net zréck an eng Kultursécherung, mee et muss eng Beschleunegung vun der Kulturentwécklung kommen, well nom Corona bleift alles anescht.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, dat sinn d'Prioritéiten an d'Gedanke vun der CSV, fir d'Kultur, d'Artisten an déi Kulturschafend ze stäerken an nei Perspektiven ze ginn. Si ginn iwwert de Kulturentwécklungsplang eraus - et ass jo och en Entwécklungsplang -, an d'CSV wëllt domat Impulser gi fir d'Weiderentwécklung vum Kultursecteur an den 2020er-Joren.

Et gëtt natierlech nach ganz villes ze soen. De KEP huet och ganz villes ugeschwat. Am Ministère si ganz vill Aarbechten dorunner amgaangen. Ech mengen awer, datt ech hei Haaptakzenter wollt ernimmen an zum Beispill de Patrimoine net ugeschwat hunn, dee wuel eng vu véier Kéieren an eisen Hearinge war an der Kulturkommissioun, mee do ass e Projet de loi amgaangen. Ech mengen, do hu mer Geleeënheet, fir eis doriwwer auszetauschen. Ech hunn och net d'national Infrastrukturen ugeschwat; do kéint ee villes derzou soen, och vun der Entsteeungsgeschicht.

Ech wëll vläicht just nach eng Remark maachen, déi virdrun opgeworf ginn ass vum FNR an de Fuerschungsgelder. Souwäit ech weess, ass dat méiglech, wann et de Critères de performance vum Fong gerecht gëtt. Dofir muss een eng Kéier mat dem Fong kucken, wéi dat méiglech ass. Mee ech menge virun allem, datt si eng nei Fuerschungsachs dora mussen erabréngen, fir datt dat iwwerhaapt ka gemaach ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hu vill Zäit kritt gehat, fir hei ze schwätzen. Ech hunn Iech der och vill opgedroen. Dir verdankt dat mir an dem Kolleeg Marc Baum. Hien huet net esou vill Zäit zur Verfügung, a fir hien ass et awer, mengen ech, haut e ganz wichtege Moment, fir géint Ofschloss vu senger Karriär hei iwwert d'Kultur kënnen ze schwätzen.

(Brouhaha)

Ech mengen, dat ass ganz wichteg. E kann och nach ëmmer erëmkommen, vu senger Karriär vum Moment, entschëllegt, dat ass natierlech ganz richteg.

Ech wëll konkluéieren, léif Kolleegen, datt ech mengen, datt en Débat d'orientation och Orientatioune soll ginn. An ech denken, esou eng Debatt soll net ouni Motiounen ofschléissen.

Dofir, Här President, wollt ech hei zwou Motiounen hannerleeën, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi sech ofleede vun deem, wat ech haut a menger Ried gesot hunn an déi och een Deel vun de Konklusiounen aus dem Rapport erëmginn.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci, Madamm Modert.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- sachant que la culture joue un rôle essentiel pour la société ;

- notant que la culture représente un besoin vital en temps de crise ;

- considérant l'importance du soutien aux acteurs et créateurs culturels, afin de leur permettre d'exercer leur vocation et leur travail et d'améliorer leurs conditions sociales ;

- considérant la nécessité de développer le soutien et de stimuler la création culturelle au Luxembourg ;

invite le Gouvernement à

- veiller à l'expansion du développement culturel en association étroite avec Kultur:LX et ses acteurs (music:LX, Reading Luxembourg, Focuna, etc.), et à informer périodiquement la Commission de la Culture sur l'état d'avancement de ses missions ;

- créer davantage d'infrastructures (ateliers, lieux favorisant les répétitions et de manière générale l'expression et la créativité), ceci notamment en intensifiant la collaboration avec les communes ;

- élargir l'offre de résidences d'artistes financées ou soutenues par l'État afin de soutenir et faciliter le travail de recherche ou de création culturel ;

- combler la pénurie d'ateliers d'artistes constatée au Luxembourg en proposant des locaux adaptés aux besoins de ces derniers, et à veiller à la mise en place d'outils d'analyses permettant le suivi des besoins éventuels d'ateliers supplémentaires ;

- élargir la capacité de dépôts de musée et espace de stockage, et de mettre à disposition des salles de travail et « start-up » pour les métiers de la culture et les industries créatives ;

- mettre en place une aide au démarrage pour les jeunes créateurs professionnels, les nouvelles compagnies professionnelles ;

- renforcer les aides ponctuelles telles l'aide à la diffusion et l'aide à la mobilité des professionnels de la scène culturelle ;

- améliorer la coordination de l'action culturelle internationale, mission du Kulturentwécklungsplang (KEP), notamment en établissant un inventaire de compétences provenant des divers acteurs impliqués tel que constaté dans le Rapport de la Commission de la Culture (22.04.2021) afin d'améliorer la visibilité pour les artistes et partenaires ;

- envisager la mise en place d'une Cité des Artistes, faisant office notamment de pépinière d'artistes, avec les services de conseil et d'encadrement pour accompagner projets et carrières professionnelles ;

- favoriser la professionnalisation et le développement des compétences et des carrières des artistes et des intermittents du spectacle en introduisant une nouvelle forme de subvention couvrant un projet intégralement du début de sa phase de conception à la réalisation et diffusion ;

- encourager l'établissement au Luxembourg de professionnels de l'industrie culturelle et de la chaîne culturelle complète, pour soutenir la professionnalisation des acteurs culturels au Luxembourg.

(s.) Octavie Modert, Georges Mischo, Viviane Reding, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- le besoin de soutenir la professionnalisation du secteur de la culture et des acteurs culturels ;

- que les mesures résultant du statut de l'artiste et des intermittents du spectacle constituent une mesure importante pour soutenir la professionnalisation des acteurs culturels ;

- que la loi de 2014 portant sur les mesures sociales doit être adaptée pour que ce but puisse mieux être atteint ;

- que le « Kulturentwécklungsplang » - « KEP » - préconise une telle réforme ;

- que les travaux afférents sont en cours au Ministère de la Culture ;

- qu'il s'agit désormais de préparer le secteur, durement atteint par les conséquences notamment économiques de la crise sanitaire, aux incidences de la crise ;

- considérant la nécessité de renforcer le secteur culturel postcrise ;

invite le Gouvernement à

- considérer de nouvelles mesures réformant le système d'obtention du statut de l'artiste professionnel indépendant et de l'intermittent du spectacle en place, afin de l'adapter à la réalité du secteur ;

- réduire la période de stage pour jeunes artistes professionnels demandant pour la première fois le statut de l'artiste professionnel indépendant et de l'intermittent du spectacle, de douze à huit mois, avec pour but de pouvoir en bénéficier plus tôt dans la carrière ;

- revoir l'une des conditions générales permettant l'admission au bénéfice des aides à caractère social, requérant actuellement que l'activité artistique doit avoir généré un revenu d'au moins quatre fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs non qualifiés au cours de l'année précédant la demande, et de la réduire à 3,5 fois le salaire social minimum ;

- augmenter le montant des aides que peuvent toucher les artistes professionnels indépendant à 70 % du salaire social minimum pour personnes qualifiées, au lieu de 50 % actuellement, afin de consolider le secteur postcrise ;

- analyser les différences entre le régime de l'artiste et celui de l'intermittent pour en tirer les conséquences appropriées et, le cas échéant, de les rapprocher ;

- autoriser, dans certaines limites et sous certaines conditions, de cumuler le droit d'établissement, notamment pour l'industrie créative ;

- introduire une nouvelle mesure permettant de faire couvrir les charges patronales par le Fonds social culturel, sous certaines conditions, notamment pour les bénéficiaires se trouvant en situation non permanente de détresse, et lors de crises économiques avérées telle la crise sanitaire actuelle ;

- couvrir l'entièreté ou 50 % des charges sociales dans des conditions très précises par le Fonds social culturel pour les jeunes possédant le statut de l'artiste professionnel indépendant et de l'intermittent du spectacle, et dans des cas exceptionnels bien définis également pour d'autres catégories bénéficiaires ;

- promouvoir davantage la mobilité en révisant la clause de résidence afin d'autoriser l'artiste professionnel indépendant à ne pas avoir un siège de résidence permanent pendant deux ans sur cinq ans ;

- compenser du moins partiellement la perte de revenu de droits d'auteur ;

- analyser des mesures permettant un revenu suffisant pendant les phases de conception d'un projet artistique ;

- procéder à des analyses sectorielles au moyen des statistiques du nombre des bénéficiaires par domaine culturel, pour tirer des conclusions propres à chacun de ces domaines.

(s.) Octavie Modert, Georges Mischo, Viviane Reding, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz.

Mme Octavie Modert *(CSV).-* Voilà. An dat bréngt mech als Ofschloss derzou, der Ulrike Bail als där rezentster Laureatin hei am Land fir hire Servais-Präis ze gratuléieren. Den Titel vun hirem Wierk: „wie viele faden tief" ass e bësse symptomatesch fir eis Debatt. Déi vill artistesch Fiedem vun eiser Kultur ginn ee schéine Kulturgobelin, e wonnerbaart Bild vun eiser exzellenter, lieweger, villfälteger a räicher Kulturzeen hei zu Lëtzebuerg, déi eis Gesellschaft méi räich, méi déifgrënneg, méi wäertbewosst, méi liewenswäert mécht. „No culture - no future."

Ech soen Iech villmools Merci fir Är laang Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Madamm Octavie Modert. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).-* Merci, Här President. Grad wéi d'Madamm Modert wéilt ech mat engem Zitat ufänken - si huet mat engem Zitat ofgeschloss -: „Kultur fält eis net wéi eng zeideg Fruucht an de Schouss. De Bam muss gewëssenhaft gefleegt ginn, wann e Fruucht droe soll."

Mat dësem Zitat vum Albert Schweitzer, ënner anerem och Museker a Kulturphilosoph, wéilt ech dësen Debat iwwert de Kulturentwécklungsprogramm ufänken. Dëse soll jo ee wichtegt Instrument sinn, fir dat Kulturellt virunzebréngen, ze promouvéieren, eeben, fir mam Albert Schweitzer ze schwätzen, ze fleegen.

Léif alleguer, Madamm Minister, de Kulturentwécklungsprogramm begleet eis schonn e puer Joer an ech sinn zefridden, fir haut nach eng Kéier mat Iech zesummen iwwert dëse wichtege Plang, vläicht elo net esou detailléiert wéi meng Virriednerin, ze schwätzen. E Plang, deen haut, a mengen Aen, nach eng ganz aner Bedeitung huet wéi am Summer 2018, wéi e virgestallt gouf. Deemools hat nach kee mat enger Pandemie an hire Konsequenze fir Land a Leit gerechent. A scho guer net domat, datt e groussen Deel vun der Kultur iwwer Méint komplett op Äis géif geluecht ginn -sief et Events, déi net konnte stattfannen, oder Muséeën an Institutiounen, déi hir Dieren hu mussen zouhalen. Vill Kulturschafend koume vun engem Dag op deen aneren an eng ganz, fir net ze soen äusserst schwiereg prekär Situatioun an haten oder hunn nach ëmmer mat Existenzängscht ze kämpfen.

Mee mir däerfen eppes net vergiessen: Hanner all Kënschtler stécht e Mënsch an domat een eenzelt Schicksal. Mir verzichten op Kultur an op déi domat verbonnen Oflenkung vum Alldeeglechen, vun deem Banalen. Mee ganz vill Artisten hunn deelweis hir Liewensinhalter an hir gewinnte Praxis zu engem gudden Deel verluer - wuelgemierkt wärend der Pandemie!

Zum Gléck hunn déi eng oder aner „Concerten", jo, éischter tëschent Gänseféiscercher, a soziale Medie stattfonnt. Dat war en Zeechen, eng Invitatioun, fir a Kontakt ze bleiwen an drun ze erënneren, datt mer dach déi dacks verzweifelt Situatioun vu ville Kënschtler an der Kris net einfach sollen aus den Ae verléieren.

Wa mer elo iwwer Kulturpolitik schwätzen, da steet déi geziilt Färderung vun eise Kënschtler, vun der kultureller Participatioun fir all d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg liewen a schaffen, am Mëttelpunkt. Dat louch eis als Demokratesch Partei och ëmmer um Häerz. Et wonnert also net, datt fir eis d'Färderung vun der kultureller Villfalt an d'Wäertschätzung vun de Lëtzebuerger Kulturschafenden hire Wierker en zentrale Pilier vun der Kulturpolitik muss sinn.

Fir dësem Usproch gerecht ze ginn, gouf emol fir d'éischt de Budget vun deem ënnert dem Staatssekretär Guy Arendt gefouerte Kulturministère an der leschter Legislaturperiod op knapp 1 % vum Staatsbudget erhéicht. Nieft dem Lancement vun de kulturellen Assisen an dem Ausschaffe vun dem éischte Kulturentwécklungsplang sinn ënnert dem Guy Arendt zentral Projete wéi d'Archivgesetz an d'Ausschaffe vun engem neien Denkmalschutzgesetz virugedriwwe ginn.

D'Madamm Kulturministesch Sam Tanson huet, engagéiert wéi si ass, dorop opgebaut an et ass hir ënner anerem gelongen, zesumme mat der Chamber - déi an de leschte Méint iwwregens nach ganz vill Input zum Denkmalschutzprojet geliwwert huet -, en zäitgeméisse Kader ze schafen, fir am Beräich vum Patrimoine ze retten, wat nach ze retten ass, fir ze erhalen, wat erhalenswäert ass. Och dat ass e grousst Uleies an der leschter Legislaturperiod gewiescht.

Da wollt ech awer nach virun allem der Rapportrice, der Madamm Djuna Bernard, an de Leit, déi hir gehollef hunn, e grousse Merci soe fir hiren exzellente schrëftlechen a mëndlechen, jo, ganz detailléierte Rapport.

Eis Debatt huet jo musse wéinst der Pandemie no hanne verréckelt ginn. Dat huet eis awer an der Kommissioun wierklech net dervunner ofgehalen, mat den Aarbechte weiderzefueren an de Kontakt mat de Kulturschafenden iwwer Visiokonferenzen ze sichen.

D'DP begréisst also, datt wärend der Pandemie och weider mat den Acteuren aus der Zeen geschwat ginn ass. Mir hunn hiert Uleies an deene sëlleche Kommissiounssitzungen héieren. A mir si frou, datt dëse léierräichen Austausch iwwert den digitale Wee stattfanne konnt.

Och déi kulturell Assisen hu stattfonnt, wann och e bësse méi spéit wéi geplangt an anescht wéi gewinnt. Dat ass e wichtege Punkt, well datt reegelméisseg kulturell Assisë stattfannen, fir den Dialog mat der Kulturzeen ze garantéieren, ass och eng laangjäreg Fuerderung vu menger Fraktioun.

Am Summer 2018, direkt no der Presentatioun vum Kulturentwécklungsplang, hate mir eng Aktualitéitsstonn zum Theema an der Chamber. Ech géif nach eng Kéier gären op e puer Punkten agoen, déi menger Fraktioun deemools wéi haut nach ëmmer wichteg sinn.

Éischtens muss de Kulturentwécklungsplang laangfristeg vum Secteur a vun der Zivillgesellschaft gedroe ginn an e muss op engem parteiiwwergräifende Konsens berouen. Dofir féiere mer jo och haut hei zesummen dës Orientéierungsdebatt.

Zweetens ass et relevant, datt d'Kultur och als Invest gesi gëtt, en Invest am nobele Sënn vum Wuert. Wien an d'Kultur investéiert, deen investéiert an de Mënsch, an de gesellschaftlechen Zesummenhalt, en investéiert an déi kulturell Bildung an an d'Stäerkung vum Standuert Lëtzebuerg a senger ganzer kultureller Diversitéit. Kulturelles a Kultur sinn nun eemol, géif ech gäre soen, an ech hunn et och schonn eemol geschriwwen, kee Luxus, mee eng Noutwendegkeet, fir datt sech eng Gesellschaft an der Oppenheet an an enger kreativer, innovéierender Dynamik weiderentwéckele kann. Ouni ze vergiessen, datt mer musse schützen, wat schützenswäert ass, nämlech eise kulturelle Patrimoine, deen eppes Eenzegaarteges duerstellt.

Ech wéilt nach profitéiere vun der Presenz vun der Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg, der Madamm Lydie Polfer, wann ech grad dat hei gesot hunn. Ech denken ëmmer nees, wa mer iwwert de kulturelle Patrimoine schwätzen, un ee vun eise Fleuronen, wat eeben d'Alstad ass, d'Corniche mat

hire fréiere Festungswierker, déi Unesco-geschützt sinn an déi och haut op eng ganz kompetent Manéier, ënner anerem och vum Här Philippart, promoted, virgestallt ginn. Net nëmme fir auslännesch Touristen, mee och fir d'Lëtzebuerger selwer, déi ëmmer nees op en Neits eis Stad an doriwwer eraus all déi kulturell Schätz vum Land entdecke kënnen.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Drëttens: ...

(Interruption et hilarité)

D'Politik soll op kulturellem Plang den institutionelle Kader setzen. Ma et soll awer keng Politik mat der Kultur gemaach ginn. D'Regierunge sollen eng Politik fir d'Kultur maachen an dofir déi néideg Instrumenter schafen a Budgeten - natierlech och Budgeten - zur Verfügung stellen, ouni sech awer an de Secteur a sengem Schaffen an a senger Kreativitéit anzemëschen. D'Politik soll nolauschteren, jo, och bäiléieren, Proposen analyséieren an duerno Infrastrukturen an eng Finanzéierung erméiglechen.

Véiertens: Fir d'DP-Fraktioun ass et weesentlech, datt mer duerch déi kulturell Assisen de Secteur matagebonnen hunn. Déi participativ Demarche huet och wärend der Pandemie net mussen ënnerbrach ginn. Esou konnte grad an dëser schwéierer Zäit déi kulturschafend Leit hir Suergen an hir Bedierfnisser zum Ausdrock bréngen. Dëse Meenungsaustausch war d'Basis fir d'Ausschaffe vum éischte Lëtzebuerger Kulturentwécklungsplang. Plang - an de Guy Arendt soll mer net ze vill béis sinn -, dat kléngt heiansdo e bësse planwirtschaftlech, ma et ass net béis gemengt, wéi gesot, ma et gouf bis ewell kee bessert Wuert fonnt an ech hunn nach keen heibannen e bessert Wuert héiere soen, ma mir kënnen nach ëmmer doriwwer nodenken.

D'Ausschaffe vun dësem Plang - ëmmerhi gëtt et hei e Plang! -, d'Ausschaffen ...

(Brouhaha)

... vun dësem Plang an der vergaangener an an dëser Legislaturperiod huet e wichtegt Fundament fir d'Kulturfërderung an de kommende Jore geluecht. Duerch eng seriö Analys vun de Stäerkten, awer och de Schwächte vun eiser nationaler Kulturzeen an d'Abanne vun all de Kulturschafenden ass versicht ginn, fir eng Strategie auszeschaffen, déi op d'Suerge vum Kulturberäich ageet a seng Weiderentwécklung begleet.

Wann een eng koordinéiert Kulturpolitik upeilt, dann ass dee Plang e weesentlecht, loosse mer et esou nennen, Aarbechtsdokument, eng Referenz, ouni awer eng Aart Bibel ze sinn, déi fir ëmmer an éiweg a Stee gemeesselt ass, wéi dat nach d'lescht Woch an der Kommissiounssitzung treffend betount gouf, och a grad vun der Madamm Ministesch.

An dofir ass et och richteg, datt d'Assises culturelles an Zukunft reegelméisseg widderholl ginn an datt och de Kulturentwécklungsplang reegelméisseg den Ufuerderunge vun der Zäit ugepasst gëtt. Grad dat fannen ech perséinlech eng pertinent Approche, well eeben näischt a Bëton gegoss soll sinn, ee fir allemol, wéi wann et verbuede wier, drun ze fréckelen. De Géigendeel ass de Fall. An dofir ass et och gutt, datt d'Chamber weider an dësem Upassungsprozess agebonne bleift.

Léif alleguer, erlaabt mer, wéi och meng Virriedner, vläicht op e bësse méi eng kuerz Manéier - well villes, wat wäertvoll ass, hei gesot ginn ass - op de Statut de l'artiste anzegoen. Ech hat scho virdrun erwäänt: Hanner all Kënschtler stécht ee Mënsch. An dëse mënschlechen Aspekt läit mir perséinlech, awer och a grad menger Fraktioun, um Häerz. Grad duerch d'Pandemie sollt jidderengem vun eis kloer sinn, datt déi Kulturschafend sech souwisou dacks an enger prekärer Situatioun kënne befannen an datt sech dës onsécher Situatioun an der Pandemie villfach drastesch verstäerkt huet. Et war en haarde Schlag fir vill Acteuren am Secteur.

Am Laf vum Jor 2020 kruten 93 selbststänneg Beruffskënschtler eng Hëllef. Dobäi koumen nach 214 Intermittenten, déi eng Entschiedegung fir onfräiwëlleg Inaktivitéit kruten.

Menger Fraktioun ass et wichteg, d'Professionaliséierung vun der Kulturzeen weider ze ënnerstëtzen a sech fir eng besser finanziell Situatioun vun de Kulturschafenden anzesetzen. Dofir musse mer de Statut vun den Artisten an den Intermittentë vun Zäit zu Zäit op de Leescht huelen an eis froen, ob en nach den Ufuerderunge vun der Zäit gerecht gëtt. Meng Fraktioun ass dowéinst frou, datt d'Reform vum Kënschtlerstatut duerch d'Kris elo vläicht méi séier a virun allem och méi konsequent wéi geplangt viruként. Bei der Madamm Kulturministesch ass et mer do net baang.

Léif alleguer, d'Lëtzebuerger Kënschtler sollen och op internationalem Terrain méi Hëllef an och méi Opportunitéite kréien. Well de Rayonnement vun engem klenge Land an der Welt kann een net ouni de kreativen Apport vun eise Kënschtler denken! Si sinn eng vun de Visittekaarte vu Lëtzebuerg an Europa an doriwwer eraus. Lëtzebuerg soll dofir méi konsequent op internationalen Evenementer a Plattforme vertruede sinn. D'Lëtzebuerger Konschtzeen an d'Lëtzebuerger Kënschtler sollen d'Chance hunn a behalen, fir sech verstäerkt iwwert d'Grenze vum Land eraus Relevanz a Respekt ze verschafen.

An deene leschte Jore goufen do Efforte gemaach. Denke mer nëmmen un den nationale Stand op der Frankfurter Buchmesse oder u Pavillonen am Beräich vun de Beaux-Arts, wéi zum Beispill op der Biennale vu Venedeg. Denke mer och un d'ASBL music:LX, déi an de leschte Joren eng exzellent Aarbecht fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Musek am Ausland geleescht huet. Genee déi international Eventer sollen an Zukunft vum Arts Council ënnerstëtzt ginn.

Den definitiven Numm soll jo och Kultur:LX sinn a sämtlech Beräicher vun der Kultur ënnerstëtzen: d'Architektur, den Design, d'Konschtberuffer, d'Musek, de Spectacle vivant, d'Literatur, visuell an audiovisuell Konscht souwéi och déi multimedial an digital Konscht.

Meng Fraktioun ass sech duerchaus bewosst, datt mer den Export vun der Musek respektiv allgemeng der Kultur weider ausbaue mussen, och am Kader vun internationale Visitten a Missiounen. Nëmmen esou kann een eist Land op kulturellem Plang méi bekannt maachen an och de Bekanntheetsgrad vun de Kënschtler am Ausland däitlech vergréisseren. Wann ee scho vun Nationbranding schwätzt, dann ass d'Kultur e ganz weesentleche Bestanddeel dovunner. A mat Esch2022 wäerte mer do nees e gudde Schrëtt no vir maachen. Wa mer iwwert de Statut vum Kënschtler schwätzen an d'Gesetz iwwerschaffen, kréie mer sécherlech nach genuch Geleeënheet, fir Verbesserunge virzehuelen an Hëllefstellung unzebidden.

E weidere Volet vum Plang, dee mer besonnesch um Häerz läit, ass, Dir kënnt Iech et denken, de kulturelle Patrimoine. Wa mer gesinn, wéi vill wäertvolle Patrimoine an de leschte Joren d'Affer vun de Baggere ginn ass, da gouf et héich Zäit, hei e kohärente gesetzleche Kader ze schafen an dem Staat méi Mëttele ze ginn, fir ze erhalen, wat erhalenswäert ass.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Ettlech Gemengen hunn, an dat muss een ënnerstraichen, grouss Usträngungen op deem Plang gemaach. Si sinn e Beispill, un deem sech aner Gemengen inspiréiere kënnen. Aus Grënn vun der Transparenz an der Rechtssécherheet si mer op e modernt Denkmalschutzgesetz ugewisen. Et geet eeben ëm kloer a verständlech Reegelen, déi den Erhalt vum archeologeschen, architektoneschen an immateriellen Ierwe vun eisem Land garantéieren. Ech wëll och do nach eng Kéier dem Kolleeg Guy Arendt Merci soen, datt mer an der leschter Legislaturperiod, och wann dat vläicht net ëmmer grouss opgefall ass, internationalKonventiounen an deem Beräich vun 1985 bis un den Ufank vum 21. Joerhonnert ëmgesat hunn.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- International Konventioune wuelgemierkt, och europäesch Konventiounen, déi mer berécksiichtegt hu bei der Ausaarbechtung vum Denkmalschutzgesetz, wat mer jo a ganz ville Sitzungen am Wanter an der Kommissioun beschwat hunn.

Am Respekt vun internationale Normen a Reegelen also sollen d'Prozedure vereinfacht ginn, déi definéieren, wéi eng Bausubstanz ënner Denkmalschutz gestallt gëtt a wat fir eng net. Doduerjer gëtt d'Planifikatioun vu Bauprojeten däitlech verbessert. Meng Fraktioun ënnerstëtzt d'Madamm Ministesch an der Demarche, fir de Service vum Inventar weider ze stäerken, dat ass eng exzellent Initiativ, an eng digital Kaart mat alle geschützte Gebaier opzestellen.

Ech muss dann awer och hei ganz kuerz op e rezenten Arrêt vun der Cour administrative agoen, deen onmëssverständlech ee fir allemol festgehalen huet, datt d'Kierchen an d'Kapellen, déi am Besëtz vun de Gemenge sinn, eng breet kulturell Vocatioun hunn. An datt een dofir d'Gemengen als Proprietär net dovunner ofhale kann, zu engem Deel fir den Ënnerhalt vun dëse jo dacks national geschützte Gebaier opzekommen.

D'Geriicht seet a senger Sagesse ënner anerem Follgendes: « Dans une optique culturelle plurielle, la coexistence, à côté de manifestations culturelles dans le chef du culte catholique, d'activités culturelles ou autres organisées par le propriétaire, la commune, ne sauraient être considérées comme étant incompatible avec la destination historique des lieux, du moment que la dignité des lieux soit respectée. » An den Arrêt seet weider: « En tout cas, cette coexistence de plusieurs activités n'emporte en rien une nécessité de désacralisation, voire de dégrèvement, ces activités étant toujours entrevues dans une optique culturelle plurielle ». Eng villsäiteg kulturell Optik also, an där Kierchen a Kapelle stinn. Dat ass och en Deel vun där Diversitéit, déi op anere Plaze sou beschwuer gëtt. Deem Urteel ass also näischt méi bäizefügen, ausser, datt hei de Geescht vum Pragmatismus gesiegt huet. Op alle Fall e wichtegen Erfolleg, wann et ëm de Schutz vun eisem historesche Patrimoine geet. An dofir ee grousse Merci un eisen allsäits bekannten Éierendeputéierten, den Dokter Edy Mertens, deen als Buergermeeschter vun Ëlwen hei fir Klorheet gesuergt huet. Eng Jurisprudenz, géif ech soen, vun nationaler Portée.

Ma komme mer dann awer elo zréck zu de Mënschen. Schliisslech geet et net nëmmen duer, fir an de Steen ze investéieren, ze bauen, ze renovéieren an ze restauréieren, och a besonnesch geet et drëm, fir d'Mënschen, déi an der Kultur täteg a kreativ sinn, ze ënnerstëtzen. Sou goufen an deene leschte Joren zousätzlech Kënschtlerateliere zur Verfügung gestallt an et goufen nei Hëllefe geschaf, zum Beispill fir Weiderbildungsmoossnamen.

Et muss och iwwert d'Opportunitéit vun enger Plattform nogeduecht ginn, déi hëllefe soll, fir Kënschtler a Proprietäre vun deels eidele Raimlechkeete wéi Bürone a Commercen a Kontakt ze bréngen. Staat a Gemenge missten hei Hand an Hand zesummeschaffen an e finanziellen Apport bréngen. Esou kéinten d'Kënschtler zäitweis nei Ateliere zur Verfügung gestallt kréien, fir Konschtwierker ze schafen; och fir Konschtwierker auszestellen a Vitrinne vun eidele Butteker sënnvoll ze notzen, zumindest zäitweis.

Léif alleguer, eist Kulturierwen zitt net nëmmen all Joer eng grouss Zuel vun Touristen un, et gehéiert och zum Liewensraum vun eis all. De Begrëff vum kulturellen Ierwe steet am Mëttelpunkt vun eiser Eegenaart an eiser territorialer Zesummegehéieregkeet. Natierlech huet d'Kulturierwen eng historesch Dimensioun, ma et ass awer och eng Ressource. Iwwregens ass dat bemierkt, op Franséisch, mee et ass bemierkt am éischten Text vum Kulturentwécklungsplang.

D'Kulturierwen huet eng historesch Dimensioun, ma et ass awer och eng Ressource, hat ech gesot, reng kulturell, awer och a grad touristesch, gesellschaftlech souwéi och wirtschaftlech. Wie wéilt schonn, leider ass de Buergermeeschter elo net heibannen, mee wie wéilt schonn Al Dikrech tëschent prismenänleche Gebaier feieren? Do kéim jo kaum Stëmmung op. Et brauch eeben den Ambiente vum ale Stadkär, mat senge Gaassen, an deenen ee sech drécke kann a wou ee sech mënschlech méi no-kënnt. Nëmmen esou ...

(Hilarité)

... entsteet Ambiance, nëmmen esou fillt ee sech richteg wuel.

(Brouhaha)

An d'Stad Lëtzebuerg hätt nimools deen onvergläichleche Charme, wann et eeben net déi Unesco-geschützten Alstadvéirel géif ginn. Dat selwecht gëllt fir Diddeleng mam Quartier Italien a mat senger beandrockender Kierch, hire Fresken an hirer historescher Uergel, ...

(Brouahaha)

... déi och a grad dank de sozialistesche Kolleegen ëmmer nees restauréiert an opgewäert gouf.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Jo, dat kulturellt Ierwen ass eng Ressource, fir d'Zukunft ze gestalten an d'Leit zesummenzeféieren. Eist kulturellt Ierwe muss dofir onbedéngt fir déi zukünfteg Generatiounen erhale bleiwen! Wéi scho gesot, däerf net nëmmen an de Steen investéiert ginn, och Kulturlandschaften an historesch Gäert ...

(Brouhaha)

... musse kënne geschützt ginn, well si si wichteg natierlech a kulturell Zeien aus eiser Vergaangenheet an en Element vun eiser Liewensqualitéit, vun eisem Wuelsinn, vir eisem Bien-être - mir hunn de Moien jo vill vum PIB du bien-être an där anerer Debatt geschwat.

Begréissenswäert ass och, datt d'Wäertschätzung vum immateriellen Ierwen ofgeséchert gëtt. Zum kulturellen Ierwe vun eisem Land gehéieren nämlech net nëmme Monumenter oder Miwwelen, mee och dat Immateriellt, also Traditiounen a Gebräich. Och si verdéngen et, fir studéiert, dokumentéiert, geschützt a weidervermëttelt ze ginn. Dofir setzt sech meng Fraktioun fir eng méi staark Wäertschätzung vun dësem Vermiechtnes an der Kulturvermëttlung an.

Dat erkläert och, firwat d'Madamm Minister a leschter Zäit vu menger Säit gebiede gouf, fir iwwert de Schutz vu spezifeschen Traditiounen nozedenken, sief et weltlech Gebräicher oder Gebräicher, déi aus dem chrëschtlechen oder virchrëschtleche Glawen ervirginn - denke mer u Liichtmëssdag, u gewinnte Sonoritéite vun eise Stied an Dierfer oder un d'Buergbrennen, dat op réimesch a germanesch Wuerzelen zréckgeet. Hei gëtt et nach vill Spillraum no uewen.

An ech soen der Ministesch en häerzleche Merci, datt si net indifferent par rapport zu dëser Thematik ass. Just geet et drëm, fir net ze laang ze waarden an den Träger vun dësen Traditioune mat professioneller, qualifizéierter Hëllef, mat Rot an Dot hëllefräich a konsequent zur Säit ze stoen, si also net eleng ze loossen, ma se ze begleeden.

Léif alleguer, och d'Digitaliséierung kann eng wichteg Hëllef sinn, fir d'Vermëttlung vun der Kultur ze stäerken. D'DP wëllt d'Chance vun der Digitaliséierung zum Gudden notzen - och an der Kultur. Bekanntlech sinn d'Applikatiounen op dësem Feld äusserst diversifizéiert. Nieft der digitaler Konscht an der Kreativwirtschaft kann domadder besonnesch d'Vermëttlung vu kulturellem Schaffen a vun eisem kulturellen Ierwe gefërdert ginn. Et geet net nëmmen ëm d'Digitaliséierung vun de Bestänn an de Muséeën an an den Archiven an d'Numerisatioun vun der wëssenschaftlecher Grondlagefuerschung, et geet och drëm, fir e méi liichten Accès zu diversen Dokumenter a Reserven ze garantéieren, déi vläicht soss just zu extrae Geleeënheeten oder fir spezifesch Expoen erausgeholl ginn.

Doriwwer eraus erreechen a sensibiliséiere mer mat der Digitaliséierung e méi breede Public, dat ass och vu menge Virriednerinne gesot ginn. Ech denken do zum Beispill un eng exzellent digital Virstellung vun der Entwécklung vum Veianer Schlass vun der Réimerzäit iwwert d'Mëttelalter bis haut, dat an enger Expo 2018 am naturhistoresche Musée am Stadgronn. Ech war se eng Kéier nomëttes kucken, am Abrëll muss et gewiescht sinn, ëm dës Zäit, jo, dat an der Zäit an ënnert der Regie vum Kolleeg Guy Arendt.

Ech denken och un den digitale Lexikon, deen déi ganz Diversitéit vun eiser Konschtzeen presentéiert an dee reegelméisseg à jour gesat gëtt. A senger Ried zum 125. Gebuertsdag vum Cercle artistique de Luxembourg, vum CAL, sot deem säi President Follgendes, ech zitéieren: „Der Lëtzebuerger Konschtwelt feelt virun allem eng Plaz, en Archiv, eng Struktur, op där och d'Ierwe vun de Kënschtler kann erfaasst ginn. Doriwwer eraus misst e Kënschtlerlexikon opgebaut ginn. An d'Kënschtler an hir Wierker missten och an de Schoulen en Theema ginn. Mir brauchen och eng Plaz, wou eis jonk Kënschtler an déi confirméiert hir Wierker engem gréissere Publikum reegelméisseg zougänglech kënne maachen."

Jo, vill Chantiere stinn deemno nach op. A villes bleift nach unzeschwätzen, wat mer am Kader vum Kulturentwécklungsplang a senger weiderer Entwécklung am A behale mussen.

Am Fokus sti verschidde Chantieren, wéi zum Beispill mat Hëllef vun der Kultur d'Integratioun an déi sozial Kohäsioun fërderen a verdéiwen, well d'Multikulturalitéit ass spéitstens zanter dem spéide Mëttelalter, zanter d'Burgunder eis 1443 eruewert hunn, wann een dat esou soe kann, eng Stäerkt vu Lëtzebuerg an en Deel vun eiser Eegenaart an eiser Geschicht. Kultur hëlleft, Brécke queesch duerch d'Gesellschaft ze bauen. Dat geschitt duerch d'Digitaliséierung, awer och duerch Manifestatiounen, déi zum tëschemënschlechen Dialog bäidroen, och a grad duerch grouss Eventer wéi Esch2022, wou mer nees op der europäescher Landkaart als Kulturland, dat international vernetzt ass, ze gesi sinn an esou net nëmme Mënschen zesummebréngen, ma eist Land och als attraktive Standuert visibel maachen. Meng Fraktioun ass drun interesséiert, datt dat europäescht Kulturjoer och no 2022 Spueren am Süde vum Land hannerléisst, an datt d'Kultur- an d'Kreativwirtschaft laangfristeg vun dësem Highlight kënne profitéieren.

Ech wëll dofir gären herno dem honorabele Kolleeg Pim Knaff e puer Minutte vu menger Riedezäit iwwerloossen, ...

Une voix.- Nëmmen e puer?

M. André Bauler *(DP)*.- ... fir zousätzlech iwwer Esch2022 an déi kulturell Dezentraliséierung ze schwätzen. Et bleiwen der nach eng Rei, ech kann de Pim Knaff berouegen.

Eng aner Baustell, déi ech an deem Kader kuerz wéilt ervirbréngen, ass d'Verdéiwung vun der Zesummenaarbecht tëscht den ëffentleche Bibliothéiken - an ech soen dat hei ënnert dem Contrôle vum honorabele Gusty Graas, sengeszeechens landbekannte President vun der Union luxembourgeoise des bibliothèques ...

M. Gusty Graas *(DP)*.- ... publiques.

M. André Bauler *(DP)*.- ... publiques.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Déi ëffentlech Bibliothéike spillen eng wichteg Roll an der Fërderung vun der Kultur. An engem klenge Land wéi Lëtzebuerg ass et sënnvoll, fir Ressourcen ze bündelen an d'Zesummeschaffen tëscht de Bibliothéike weider ze verdéiwen. Mir sollen och studéieren, a wéi enge Beräicher den Déngscht un de Lieser verbessert ka ginn, denke mer nëmmen un Navetten tëschent Stad a Land, fir onnéideg Deplacementer vun den interesséierte Lieser ze vermeiden.

D'Bibliothéiksgesetz sollt eiser Meenung no vun Zäit zu Zäit enger kritescher Analys ënnerzu ginn, virun allem am Hibléck op déi administrativ Vereinfachung.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- E weideren Aspekt, deen een net dierf vernoléissegen, wann d'Zil soll sinn, d'Kultur als Ganzt ze stäerken, ass d'Sensibiliséierung, d'Educatioun an eng Formatioun duerch d'Kultur. Chancëgläichheet a Bildungschancë fir all Kand sinn der DP besonnesch wichteg, dat brauch een net extra ze betounen. An e Musée ze goen ass awer leider net fir all Kand selbstverständlech. Et muss een och bedenken, datt net all Kand vum Elterenhaus fir dat Kulturellt sensibiliséiert gëtt. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, fir am Schoulprogramm an och am Kader - an d'Octavie Modert hat dat och preziséiert - vu parascolairen Aktivitéiten, Kulturelles systematesch anzebréngen.

Da muss et och geléngen, deene Jonken déi eenzel Beruffer an Zukunftsperspektiven am Kultur- a Kreativberäich méi nozebréngen, grad wärend der Pandemie. Well soss riskéiere mer, eng ganz Generatioun vun zukünftege Kulturschaffenden ze verléieren.

Eng verstäerkt Zesummenaarbecht tëscht de Schoulen, de parascolairë Strukturen an den Acteuren aus der Kulturzeen droen derzou bäi, de Virwëtz weider ze stimuléieren a Loscht op Kulturelles ze maachen.

Datt eng Galerie fir zäitgenëssesch Lëtzebuerger Konscht entstoe soll, ka meng Fraktioun nëmmebegréissen. Dat war jo eng Iddi vu menger politescher Bluttgrupp.

Datt déi ugekënnegt Galerie fir zäitgenëssesch Lëtzebuerger Konscht oder Kënschtler net an dat fréiert Gebai vun der Nationalbibliothéik - den ale Kolléisch, wéi nach Eenzelner soen - soll kommen, dat muss ech esou akzeptéieren. Ech kann deenen Diddelenger dat och vergonnen, datt si mat dëser neier Institutioun ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Jo.

M. André Bauler *(DP)*.- ... begléckt solle ginn.

Ech wier awer méi wéi dankbar, wann d'Madamm Minister och un aner Géigende vum Land géif denken, wa mer iwwer nei kulturell Instituter a Gebaier schwätzen. Well am Kulturentwécklungsplang gëtt jo grad vun enger kultureller Dezentraliséierung geschwat. Firwat soll dann net ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här Bauler, ...

M. André Bauler *(DP)*.- ... och esou en Institut, firwat soll net ... Här Di Bartolomeo.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Ass et dréngend, Här Di Bartolomeo?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här Bauler, Dir kritt Filmstudioen!

M. André Bauler *(DP)*.- Mir loossen eis iwwerraschen, Här Di Bartolomeo. Mee mir si frou, datt mir awer elo schonn an Iech een Alliéierte fonnt hunn. Dat ass eng Solidaritéit tëscht Süden an Norden. Ech soen Iech Merci derfir.

(Hilarité)

Firwat soll dann net och en Institut an den Norde kommen? Wat schwätzt dergéint?, froen ech mech. Den Terrain aleng kann awer net de Problem sinn, fir datt esou en Institut net och an de ländleche Raum kéint kommen. Ech denke perséinlech dann och nees un e Musée, sidd mer net béis, Madamm Minister, mee un e Musée d'art religieux, deen een an Ofsprooch mat de Glawensgemeinschaften an de Gemenge kéint amenagéieren, ...

(Brouhaha)

... firwat net an engem Gebai, dat net méi kultuell - kultuell! - genotzt gëtt. An Zukunft wäerte mer där jo eng Rei kréien.

Léif alleguer, ...

M. Sven Clement *(Piraten)*.- ... Massendénger.

M. André Bauler *(DP)*.- Dir iert Iech all Kéier, Här Clement. Ech war a mengem Liewe weeder Massendéier, Massendénger, pardon, ...

(Hilarité)

... Massendénger, ...

(Hilarité)

... nach Chouerbouf, wéi Der dat déi leschte Kéier preconiséiert hutt.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Et wär och e komescht Massendéier ginn!

M. André Bauler *(DP)*.- Ech hat nach ni mat der Mass ze dinn.

Une voix.- E Massendéier!

(Hilarité)

M. André Bauler *(DP)*.- Léif alleguer, d'Pandemie ass net eriwwer! Souwéi a villen aneren Dossieren, musse mer och ...

(Brouhaha général)

... am Dossier KEP kontinuéierlech weiderschaffen. Kultur ass eppes Lieweges an d'Politik soll dat kulturellt Liewe fërderen, ënnerstëtzen, begleeden, ouni sech awer an d'Kreativitéit vun de kulturschafende Leit anzemëschen.

D'Pandemie huet eist Liewe verännert a leider wësse mer och nach net genau, wat déi nächst Méint a Joren eis brénge. Dofir ass et awer an der Kulturzen ëmsou méi wichteg, den engagéierten Dialog mat allen Acteure weiderzeféieren an op dëser Schinn och weider um Plang ze schaffen.

Datt dat, wat um Pabeier steet, och enges gudden Daags Wierklechkeet muss ginn, dat versteet sech vum selwen. Meng Fraktioun steet op jidde Fall zu 100 % hannert dësem Projet a wënscht vill Freed an Zefriddenheet beim Ëmsetzen. Well op d'Ëmsetze kënnt et leschten Enns un - ganz nom Motto: „Just do it, but do it!" An an deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här André Bauler. An deen nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech ufänken, wéilt ech direkt der Rapportrice, der Madamm Djuna Bernard, an décke Merci soe fir hir Rapporten. Hire schréftleche Rapport ass ganz flott opgebaut an iwwersiichtlech, soudass dat sech och ganz gutt liese léisst - merci derfir.

Merci och fir déi flott Entrevuen, déi mer an der Kommissioun haten a wou mer en Abléck an déi eenzel Institutioune kruten an awer och Gespréicher mat den eenzelnen Acteuren a Kulturschaffende konnte féieren. Dat huet engem wierklech gehollef, en allgemengt Bild vun der Situatioun, och speziell wärend der Covidkris, ze kréien.

Mäi Merci geet awer och un d'CSV-Fraktioun, déi u sech den Ustouss ginn huet, fir dës breet Diskussioun iwwert de KEP ze féieren.

Et ass natierlech praktesch onméiglech, hei op all eenzelne Punkt vum Kulturentwécklungsplang anzegoen, dee jo aus eelef Kapitele besteet an aus verschiddenen Domäne wéi Patrimoine, Recherche, Gouvernance oder Educatioun, fir nëmmen déi ze nennen, a wou jo och an engem Dokument 62 Recommandatioune festgehale gi sinn. Dëst alles ass jo opgrond vu ganz villen Entrevuen an och vun Assisen ausgeschafft ginn, wou vill Kulturschaffend konnten deelhuelen an hiren Input matdeelen.

Dëse Prozess ënnerstëtze mir als LSAP a fannen dee Wee richteg a wichteg. De Prozess ass jo natierlech och keen Ofschloss - an dat huet d'Presidentin och am Ufank gesot -, mee soll konsequent weidergeféiert ginn, am Zesummespill mat allen Acteuren. An esou ass dat jo och vum Kulturministère ugedeucht a geplangt. An ech wéilt elo hei op e puer spezifesch Punkten agoen.

Éischtens de Patrimoine culturel: D'Reform vum Gesetz vum Patrimoine ass jo amgaangen a wäert och geschwë finaliséiert ginn. Ech wëll och elo hei net ze vill dorop agoen, well mir wäerte jo nach sécherlech Geleeënheet kréien, hei am Haus doriwwer ze schwätzen. Op jidde Fall sinn awer néng Recommandatioune gemaach ginn am Kader vum Patrimoine culturel.

Eng gutt Initiativ ass, fir méi, soe mer, Stockageraum ze kréien, fir Kulturgutt, Kollektiounen opzebewaren. Mir brauchen onbedéngt en nationalen Depot. An zu Diddeleng um Site NeiSchmelz, dat hu jo och scho meng Virriedner gesot, kéint dat jo elo realiséiert ginn. Souguer de Finanzminister huet en Dënschdeg iwwert dëse Projet vun der NeiSchmelz zu Diddeleng geschwat a gesot, dass am PRR 24 Millioune kënne vun der Europäescher Kommissioun kommen, wat jo dann och der Kultur zeguttkënnt, net alleguer, mee op jidde Fall e Stéck dovunner.

Wéi gesot, d'Erhalen an d'Opbeware vun eisem nationale Kulturgutt ass immens wichteg a muss an Zukunft och weider ënnerstëtzt ginn.

Zweetens: de Statut vum Artist. Här President, den Artist steet am Mëttelpunkt vu villem, virun allem, wann een eng attraktiv an dynamesch Kulturzeen an engem Land wéi Lëtzebuerg huet. Den Artist ass keen Aarbechter am klassesche Sënn, mee den Artist ass den Ursprong vun enger gesellschaftlech immens wichteger Aarbecht. De Komponist Robert Schumann huet dat esou ausgedréckt: „Licht senden in die Tiefe des menschlichen Herzens - des Künstlers Beruf."

Den Debat vum Statut vum Artist handelt also net nëmme vun der Fro, wéi een d'Roll vum Kulturschaffenden als Source vun der Innovatioun an der Kreativitéit vun der Gesellschaft ka reaffirméieren, dësen Debat handelt och vun deem, wat d'Gesellschaft de Kulturschaffenden kann zréckginn, fir dass si och zum Beispill a Krisenzäite wéi deenen heiten duerch hir Aarbecht a mat hirer Aarbecht bestoe kënnen.

Fir eis ass d'Kultur net nëmmen e Käschtepunkt, neen, si ass e vitale Secteur vun enger diversifizéierter Ekonomie. Wann een eng Kéier e Bléck an d'Vergaangenheet wot, da mierkt een, wéi dynamesch d'Kulturproduktioun zu Lëtzebuerg ass: D'Zuel vun den Artistes professionnels indépendants huet sech an deene leschten 20 Joer vervéierfacht. Op den 1. September 2020 - ech hunn do e bësse méi al Zuele wéi d'Presidentin virdrun - ziele mer 85 Leit an deem Statut. Interessant ass och ze bemierken, dass mat 53 % Fraen a 47 % Männer u sech béid Geschlechter relativ equilibréiert vertruede sinn. Dëse leschte Constat, deen zielt och fir d'Intermittents du spectacle, där mer op den 1. September 2020 net manner wéi 202 zielen.

Ënner béide Statuten ass een natierlech permanent engem wirtschaftlechen a soziale Risiko fir seng eegen Existenz ausgesat. Mat der globaler Pandemie ass den Artist, wéi mer all wëssen, natierlech an engem besonneschen Mooss betraff; Prekaritéit ass méi dacks zur Realitéit vun Eenzelne ginn.

Ech wëll awer zu der Zuel vun den Artistes professionnels indépendants eppes bemierken: Mir hunn op 2018 gekuckt 12.200 Leit, déi am kulturelle Secteur schaffen. Dovunner schaffen 2.100 an den Activités artistiques an am Spectacle. Do stellt sech fir mech dann awer d'Fro, wéisou dann nëmme 85 Kulturschaffend de Statut vum Artist hunn. Do wier et jo awer eventuell ubruecht, eng méi fundéiert Analys ze maachen a gegeebenefalls dëse Statut ze promouvéieren an och méi spezifesch fir dëse Statut ze sensibiliséieren.

Wann de Staat d'Artisten an d'Createure wëllt ënnerstëtzen, da muss en och d'Konditioune fir d'Entwécklung an d'Entfalung vun de kulturellen an artistesche Beruffer schafen. Als LSAP ass et eis immens wichteg, dass et a Covidzäite grad wéi och an normalen Zäite fir Artisten eng sozial Stäip gëtt. Ouni hir Aarbecht wier eist Land dach e gudde Krack méi aarm: méi aarm un Originalitéit, méi aarm u kriteschem Geescht, méi aarm u gesellschaftlechem Austausch a Kohäsioun.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- An Zäiten, wou den Accès zur Kultur ageschränkt war, ass et vill méi Leit opgefall, wéi d'Kultur eis dach feelt. Wéi wichteg ass eis dach en Owend am Theater, am Kino oder am Concertssall. Eisen Alldag ass méi roueg, awer manner faarweg ginn.

Et geet awer net nëmmen drëms, fir d'Leit ze beschäftegen, ze ënnerhalen. Neen, Kultur ass eng Necessitéit fir eis Gesellschaft, well de gesellschaftlechen Debat an och den Austausch, deen hei stattfënnt, ass eeben och duerch eis villfälteg Kultur méiglech.

Ier ech bei mäin drëtte Punkt vun den Hëllefe kommen, wollt ech op déi nei Diffusioun vu Produktiounen a kulturelle Manifestatioune kommen. Dës nei Form vun Diffusioun vu Kulturevenementer geschitt jo haaptsächlech iwwert d'Internetplattformen. An hei ass et wichteg, dass mer déi EU-Direktiv iwwert d'Droits d'auteur séier an en nationaalt Recht ëmgesat kréien an dat op eng Aart a Weis, dass d'Suen net majoritär bei de Big Player vum Internet hänke bleiwen.

Fir un d'Aiden ze kommen, do ass et richteg, dass dat souwuel fir d'Artistes professionnels indépendants wéi och fir d'Intermittents du spectacle u Konditioune gebonnen ass: dass ee muss zënter méi wéi sechs Méint bei der Sécurité sociale ugemellt an an enger Pensiounskeess assuréiert sinn. D'Artisten däerfen ënner kengen Ëmstänn duerch d'Netz falen.

Et muss ee fairerweis awer och soen, dass d'Artiste besonnesch drënner leiden, dass d'sozial Cotisatiounen hei zu Lëtzebuerg fir déi Fräischaffend wierklech héich sinn. Et gouf awer gehollef an et gëtt och nach gehollef: 2019 si méi wéi 3 Millriounen Euro aus dem Fonds social culturel un Hëllefen ausbezuelt ginn. Dës Zuel weist jo ganz kloer a ganz konkreet, dass d'Regierung d'Kulturschaffend als wichtege Partner ugesäit.

2020 hunn 93 Artiste vun der Aide sociale Gebrauch gemaach. De Gesamtmontant vun den Aidë läit bei ronn 1.021.000 Euro. An am selwechte Joer hunn 214 Intermittents du spectacle ronn 3.113.000 Euro ausbezuelt kritt un Indemnitéite wéinst onfräiwëlleger Inaktivitéit.

Et ass fundamental, dass d'Politik sech reegelméisseg soll a muss a Fro stellen. D'Gesetz vum 19.12.2014, wat d'Hëllefe fir d'Artisten definéiert, ass am Kader vun enger breeder Consultation publique diskutéiert ginn. Vun Ufank u war d'Zil, dass déi concernéiert Acteuren hir Virstellung vun dem beschtméiglechsten Accompagnement matdeele kéinten. Dëst ass och kloer esou an der Recommandatioun 23 vum KEP festgehale ginn. D'Recommandatioun ass zu dësem Zäitpunkt zu 35 % ëmgesat ginn a mir hunn eis och de 24. September 2020 zu dësem Sujet an der Kulturkommissioun austauschen kënnen.

Dir Dammen an Dir Hären, fir eis ass et och kloer, dass d'Kënschtler déi néideg Raimlechkeete brauchen, fir ze schaffen a sech ze entwéckelen. Zum Beispill konnt d'Associatioun vun den Artistes plasticiens am Februar dëst Joer um Verluerekascht 30 Artiste Raimlechkeeten ubidden, insgesamt si 45 Atelieren op deem Site. Bei der Banannefabrick soll ee Container bäigesat ginn, fir d'Aarbechtskonditioune vun de Kënschtler ze verbesseren. De Centre national pour résidences d'artistes wäert am Neiménster ugesidelt ginn. An an enger mëttelfristeger Perspektiv wäert jo och d'Affektatioun vun der Villa Louvigny fir d'Kultur nei Raim bidden.

An deem Kontext ass et och wichteg, dass déi Raimlechkeeten am ganze Land solle verdeelt ginn an net nëmmen op enger Plaz konzentréiert solle bleiwen. Dezentraliséierung ass hei d'Wuert. D'Résidence-mission fir e Kollektiv vun Artisten an der Annex vum Schlass Buerglënster ass hei e gutt Beispill. A perséinlech kennen ech och nach e Schlass aus menger Gemeng, wat sech do och ganz gutt géif eegenen.

(Hilarité)

Dat passt elo heihinner.

De véierte Punkt ass d'Educatioun. Här President, wann ech virdru gesot hunn, dass de Kënschtler fundamental fir eis Gesellschaft ass, da musse mer eis awer och d'Fro stellen, wéi mer säi Rôle dann an enger breeder Gesellschaft vermëttelen. D'Sensibiliséierung vum Rôle vum Kënschtler a vun de Perspektiven am Secteur si virun allem bei deene Jonken essentiell - dat, wa mer och wëllen den Nowuess am Secteur garantéieren.

Konscht a Konschterzéiung sinn awer nach vill méi: An engem Bericht vun 2014 vum Här Paul Dell - dat ass e Chercheur an Unisdozent vun der visueller Konscht hei zu Lëtzebuerg -, hunn ech dat heite gelies, wou en zwee franséisch Politiker zitéiert: « L'éducation artistique et culturelle concourt à la formation intellectuelle et sensible des enfants et des jeunes. Elle vise à l'acquisition de compétences spécifiques dans les domaines artistiques enseignés ; elle joue un rôle essentiel en matière de valorisation de la diversité des cultures et des formes artistiques. Elle contribue à la formation de la personnalité et est un facteur déterminant de la construction de l'identité culturelle de chacun. L'éducation artistique et culturelle renforce la dimension culturelle dans l'ensemble des disciplines ; elle permet l'acquisition de compétences transversales mobilisables dans d'autres domaines d'apprentissage. Elle conforte la maîtrise des langages, [...] en développant les capacités d'analyse et d'expression. Elle prépare ainsi au choix et au jugement, participe à la formation d'un esprit lucide et éclairé, et concourt à l'apprentissage de la vie civique et sociale. Ainsi comprise, l'éducation artistique et culturelle englobe et dépasse le domaine des enseignements artistiques proprement dits qui sont, à l'école, de la responsabilité de l'éducation nationale. Elle s'étend à l'ensemble des domaines des arts et de la culture, entendu comme cet héritage commun, à la fois patrimonial et contemporain, qui participe pleinement de la culture humaniste. Elle concourt enfin au renouvellement des publics et des institutions culturelles ». Dat bestätegen och d'Recommandatiounen 41 bis 46 aus dem KEP.

D'Konschterzéiung an der Schoul an och d'Kollaboratioun tëscht dem Kultursecteur an de Schoule besteet, mee si ass natierlech staark ofhängeg vum gudde Wëlle vun den Enseignanten. Dofir ass et immens wichteg, den Akzent op d'Formatioun ze setzen. Et ass jo ugedeucht an der Recommandatioun 46, d'Offer vun der Formation culturelle vun der Uni.lu auszewäiten, an dat ass an eisen Aen och ganz wichteg.

Och d'Recommandatioun 44, d'Schafe vun enger Médiation culturelle - wou et jo gëllt, de Lien tëscht de kulturellen Associatiounen an dem IFEN ze kréie fir méi eng grouss Sensibiliséierung vun den Enseignanten an och de Kandidate fir Enseignanten -, ass wichteg. Kultur kann a villen Disziplinne matagebonne ginn a limitéiert sech net just op d'Éducation artistique.

Et hunn och am Kader vun der Recommandatioun 42 eng Rei Entrevuen tëscht dem Kulturministère an der Theaterfederatioun stattfonnt, fir e Plan de travail auszeschaffen. Dat kéint och nach méi breet diskutéiert ginn. D'Plattform kulturama.lu ass jo schonns eng flott Initiativ, déi hei entstanen ass a wou de SCRIPT, a Kooperatioun mam Kulturministère, d'Beräicher vun der kultureller Bildung a vun der Kulturvermëttlung an der Schoullandschaft weider fërdert an Initiativen ënnerstëtzt, déi kulturell Voleten an de Schoulen uviséieren - eng super Saach an eisen Aen.

Eng aner Iddi kéint och sinn, dass een zum Beispill eng Theateropféierung um obligatoresche Programm an de Lycéeë kéint hunn. Ech kéint Iech och elo vu menge perséinlechen Erfarungen erzielen, wéi ech am Lycée zu Esch Theater gespillt hunn. Dat huet mech wierklech gepräägt an ech hu ganz vill Iwwerleeungen do matgeholl an dat huet och ganz vill mäi Wiesen ausgemaach.

E klenge Bemoll ass awer hei, dass d'Iwwerleeung vun der Éducation artistique et culturelle nach net ganz richteg an der nonformaler Bildung ukomm ass. Fir eis ass dëse Beräich grad esou wichteg wéi de schouleschen, an hei kann een d'Kanner sougue nach eventuell méi um kulturelle Plang sensibiliséieren a kulturell erzéien.

D'Kanner léiere virun allem duerch hir eegen Aktivitéiten, dat gëllt och fir d'Uneegnung vu Kompetenzen am Beräich vun der Konscht a vun der Kultur. Dat huet wuel eppes mat Verstoen ze dinn, mat Wouerhuelen, awer och mat Erliewen a Gestalten, mat ästheeteschem Empfannen a mat Kreativitéit. Et geet dobäi net nëmmen ëm de Stellewäert vun der Kultur, mee vill méi ëm de Wonsch an d'Bestriewen, dass déi beräicherend fir Kanner a jonk Leit soll sinn.

Ech ginn et gären zou: A mengen Aen ass d'kulturell Bildung wierklech en Deel vun der Allgemengbildung, an dat muss ee schonn am fréien Alter ugoen. Keng Fro, et geet och vläicht ouni Konscht a Kultur bei Jonken an och soss, mee wann ee Konscht als e relevanten Deel vun eisem visuellen Ëmfeld gesäit, da fënnt een et nëmmen normal, si aus verschiddene Perspektiven ze betruechten: sief et aus akademescher Siicht, aus genësserlecher Siicht, aus kommerzieller Siicht, aus den Ae vun engem Laien oder engem Expert a firwat och net aus den Ae vun engem Kand!

Wuelverstanen ëmfaasst de Begrëff Kultur nieft Konscht, Literatur a Musek ganz villfälteg Beräicher wéi Medien, Theater, Muséespedagogik, Architektur, Danz, Film, bildend Konscht, Zirkusaarbecht, Video oder Fotografie. Villes leeft am Beräich vun der kultureller Bildung scho gutt bei eis hei am Land. Ech denke beispillsweis un déi vill Workshoppe fir Kanner an eisen nationale Muséeën oder un den nationale Kaderprogramm zur nonformaler Bildung am Kanner- a Jugendalter, wou et spezifesch Dispositioune gëtt an de Beräicher Ästheetik, Kreativitéit, Konscht a Kultur.

Mee, well et och net verbueden ass a souguer erwënscht ass, op anere Plazen no gudde Beispiller ze kucken, hunn ech hei e puer Pisten opgelëscht, déi och eng Inspiratioun an en Usporn fir eis kënne sinn.

Den internationale Kannerkonschtmusée zu Oslo an Norwegen, wou Konscht vu Kanner a Jugendlechen aus iwwer 180 Länner gewise gëtt a wou een d'Konschtwelt mat den Ae vun de Kanner kann erliewen, ass ee Beispill.

En anert Beispill ass de Museumscurriculum an Nordrhein-Westfalen, dat ass méi genee am däitsche Musée zu Bonn, mat deem fir all Grondschoulen, vun der éischter bis der véierter Klass, Muséesvisitten inklusiv Virbereedungsmaterial Partie intégrante vum Léierprogramm sinn. Muséeskompetenz deemno als Basis fir eng Participatioun vun alle Kanner un engem kulturelle Bildungskonzept. Dat Ganzt mam Zil, dass d'Kanner sech Kompetenzen am kulturelle Beräich uneegne sollen a bei hirer perséinlecher Entwécklung zu Notze maache kënnen.

An dann hunn ech nach ee Projet fonnt, dee „Jugend ins Museum" heescht, zu Lübeck, wou Muséeën als ausserschoulesch Plaz genotzt ginn, fir Kanner a Jonken am extrae Schoulfach „Kultur aktiv" Wëssen ze vermëttelen a si an hirer perséinlecher Entwécklung ze förderen. All d'Schoule maache mat, an déi Jonk si begeeschtert!

Fazit: Kulturell Bildung fërdert d'Participatioun um kulturelle Liewe vun eiser Gesellschaft. Si dréit bei jonke Mënschen derzou bäi, hir eege Perséinlechkeet ze entwéckelen an hir Kreativitéit ze förderen.

Mäi fënnefte Punkt ass méi allgemeng gehalen. Do wëll ech Iech soen, dass mer grondsätzlech musse vun enger total vereelzter Virstellung ewechkommen, dass eng staatlech Hëllef vum Artist als Aide sociale geféiert gëtt. An do si mer, mengen ech, eis och all eens, an dat hu mer och schonn esou beschwat. Eis Gesellschaft brauch Kultur op d'mannst esou staark wéi d'Kulturzeen d'Gesellschaft brauch.

Als LSAP begréisse mer dann och, dass de Kulturministère sech oppe weist, fir d'Période de référence bei den Artistes professionnels indépendants ouni entsprechendem Universitéitsstudium vun dräi op zwee Joer erofzesetzen.

Mir sinn, wat d'Intermittents du spectacle ubelaangt, der Iwwerzeegung, dass een d'Definitioun vun den Aktivitéiten, déi am Kader vum Calcul vun de Schaffdeeg als solch kënnen ugerechent ginn, an deem Sënn iwwerdenke sollt, dass méi Aktivitéite kënne mat ugerechent ginn.

Weider si mer als LSAP och der Meenung, dass et fir en Intermittent du spectacle ze restriktiv ass, de Genoss vu staatlecher Hëllef un d'Konditioun wëllen ze bannen, manner Deeg am Joer fir eng zweet Aktivitéit dierfen ze huele wéi fir déi kuklt
urell Aktiviéit. Well grad an dësen Zäite muss ee realistesch bleiwen an den Intermittenten déi néideg Flexibilitéit loossen.

Et gëtt och vusäite vun den Intermittenten zu Recht ëmmer erëm betount, wéi vereelzt den obligatoresche Carnet ass. Hei misst et am 21. Joerhonnert méiglech sinn, eng méi benotzerfrëndlech a wa méiglech digitaliséiert Léisung ze fannen. Heiansdo féiert de physesche Carnet doriwwer eraus a munche Fäll zu Problemer fir den Intermittent, dass hie scho laang ugefaangen huet mat schaffen, ier hien de Carnet kritt huet.

Begréissenswäert ass awer, dass ee mëttlerweil op guichet.lu d'Datume vun der Commission consultative fënnt; dës Kommissioun, déi iwwert d'Demande fir eng Indemnisatioun am Kader vun der Inaktivitéit vun den Intermittents du spectacle befënnt. Dat ass wichteg, fir dass déi Kulturschaffend eng méi transparent Vue op d'Prozedure kréien.

Mir begréissen als LSAP och ausdrécklech, dass d'Recommandatioun 15, fir d'Subventiounspolitik am Kultursecteur méi transparent no objektive Krittären ze gestalten, um gudde Wee ass, Realitéit ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kultur lieft natierlech och vu grenziwwerschreidenden Echangen tëscht de Leit. D'Schafung vun engem Établissement public nom Typ Arts Council ass d'lescht Joer gutt virukomm mat der Konventioun tëscht der ASBL Kultur:LX an dem Kulturministère am Oktober. A meng Virriedner hunn dat jo och schonn ervirgehuewen.

Et ass wichteg, dass d'Lëtzebuerger Kulturzeen mat hirer Diversitéit och am Ausland e gewëssene Rayonnement kritt. Mam Schafe vun dësem Établissement public suerge mer fir eng besser koordinéiert Promotioun am Ausland vun de verschiddene Kultursecteuren an Acteuren.

Ech wäert elo eng Kéier d'Aarbecht ervirhiewen, déi vun eisen Ambassaden am Ausland gemaach gëtt fir d'Promotioun vun de Lëtzebuerger Kënschtler.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Net manner wéi siwen Ambassaden hunn en Departement, wat der Kultur dediéiert ass. Den héije Stellewäert vun eisem Lëtzebuerger Patrimoine iwwer eis Grenzen eraus ze weisen an ze promouvéieren ass wichteg a gëtt jo och reegelméisseg gemaach. E Beispill, wéi räich eis Lëtzebuerger Konscht ass, konnt een och rezent gesinn an der Ausstellung zu Stroossen, wou honnert Joer Lëtzebuerger Konscht gewise ginn ass.

A „Let's make it happen" huet iwwregens och e ganz staarke Kulturvolet.

Här President, ech wëll awer op dëser Plaz och net mëssen, am Kader vum Kulturentwécklungsplang e puer Wierder iwwert d'Kulturhaaptstad Esch2022 ze verléieren. Säit 1995 an och 2007, do wou Lëtzebuerg och Kulturhaaptstad war, huet eist Land ee reegelrechte Boom erlieft. Eis Kënschtler, eis Konscht an och eis Infrastrukture konnte sech op enger internationaler Landkaart placéieren.

An dat erhoffe mer eis och elo all fir 2022, wou jo eelef Südgemengen zesumme mat aacht franséische Gemenge vum Pays Haut Val d'Alzette ee gemeinsame Projet realiséieren. Hei hu mer elo déi eenzegaarteg Geleeënheet, eise Potenzial, eis kulturell Landschaft, eise kulturelle Patrimoine no baussen ze weisen an als Instrument fir en nohaltege Boosting vun eiser Kulturzeen ze notzen. An als Suessemer freeën ech mech wierklech op dat nächst Joer!

(Interruption)

Net nëmmen als Suessemer, mee och, ech mengen, dee ganze Süden an d'ganzt Land wäert sech freeën. Mee ech sinn awer e bëssen houfreg op eis, well mer matmaachen.

Ier ech zum Schluss kommen, wéilt ech awer nach gären e Wuert zum Benevolat an zum Amateurberäich soen. Ech weess, dass de KEP 1.0 virun allem déi professionell Beräicher vun der Konscht a professionell Artisten ëmfaasst. Ech weess awer och, dass eng diversifiéiert Kulturzeen och Amateure brauch, déi sech kënnen a sollen ausdrécke kënnen an hir Konschtberäicher ausliewe sollen. All professionellen Acteur, Museker, Moler oder Kënschtler allgemeng huet eemol kleng - esi et doheem oder an engem Amateurveräin - ugefaangen.

Wéi gesot, ech wëll elo net alles hei an een Dëppe geheien, mee ech sinn iwwerzeegt, dass mer ganz vill Amateurkënschtler am Land hunn, déi hiren Deel derzou bäidroen, dass eist Land och um kulturelle Plang e ganz räicht Land ass. Déi professionell Kulturzeen an den Amateurberäich si keng Géigesätz, mee si ergänze sech. Virun allem ass et eis als LSAP wichteg, dass Kultur net als elitär verstane gëtt. Kultur soll jiddwerengem zougänglech bleiwen. Kultur ass eis keng Rechenschaft schëlleg, mee si muss verständlech si fir jiddwereen. Net alles an der Kultur muss der breeder Mass gefalen, mee d'Kultur soll déi ganz Gesellschaft kënnen integréieren, se zum Nodenke bréngen, hire kritesche Geescht erausfuerderen. An dofir ass et och wichteg, dass mir do, wou de Grand public mat der Kultur a Kontakt kënnt - ob am Musée, Theater oder anzwousch anescht -, eng diversifiéiert Offer vu verschiddene Genrë kënnen ubidden.

Vläicht ass et awer och noutwendeg, heiansdo e Schratt méi wäit ze goen, andeems een d'Kultur direkt bei d'Leit bréngt. Kultur soll och dierfen den Espace public anhuelen, fir dass d'Leit am Alldag mat Konscht kënnen a Beréierung kommen. Konkreet heescht dat also zum Beispill, op ëffentleche Plazen Konscht ausstellen. Dat gëtt jo och gemaach. An ech erënneren hei zum Beispill un e Lëtzebuerger Artist, deen e ganzt Duerf zu engem Konschtprojet gemaach huet - Koler, fir et net ze nennen. Hei gëtt et och nach ganz kloer aner Beispiller a Gemengen, wou am ëffentleche Raum Konscht gewise gëtt oder gemaach gëtt.

Dass d'Leit sech fir Konscht am Espace public begeeschtere kënnen, weisen zum Beispill d'Diskussiounen an déi Faszinatioun, déi de Banksy ausgeléist huet. Dëse brittesche Streetart-Kënschtler, dee seng Identitéit bewosst wëllt am Hannergrond loossen, thematiséiert mat senge Schablounen-Graffitie politesch Theeme wéi Ëmweltverschmotzung, de Brexit oder den Ëmgang mat Flüchtlingen. Säi Wierk „Baloon Girl" huet sécherlech eng Plaz am kollektive Gediechtnis vun der Kultur fonnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen eng Visioun vun der Kultur, déi de richtegen Equiliber fënnt tëscht enger emanzipativer Kultur - duerch eng kulturell Citoyennetéit, duerch Bildung an Inklusioun - an enger wirtschaftlecher Entwécklung - duerch Tourismus, duerch Kreativindustrie - an och enger rekreativer Kultur, déi zum Wuelbefanne vun eis alleguerte bäidroe kann.

Erlaabt mer, zum Schluss de Robert Krieps ze zitéieren: „Kultur macht frei. […] Damit hätte die Befreiung vom Konsumzwang, vom Berieselungsdasein, vom Objekt bereits begonnen. Mitgestalten, Verantwortung tragen, bewusstes Handeln bedeutet mehr Freiheit von den wirklichen oder angeblichen Zwängen. Es ist Aufbegehren gegen Treibenlassen und Manipulation. Kultur fördern heißt, den Menschen ehren. Kultur gestalten heißt, mehr Mensch sein".

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An den nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, national Strategiepabeiere vun enger Kulturministerin oder engem Kulturminister gouf et der zu Lëtzebuerg nach net vill. Mam KEP sinn et der am Ganzen dräi. Den Historique vun deene Pabeieren ass net oninteressant, virun allem, well e weist, wéi schwéier d'Kultur et huet, sech am ëffentlechen Debat ze behaapten.

An dofir wëll ech fir unzefänken e kuerzen Historique vun deene Pabeiere maachen. Den Ufank vun de strateegesche Pabeieren huet de fréieren Educatiouns- a Kulturminister Robert Krieps gemaach - dee jo och elo grad vum Simone Asselborn-Bintz zitéiert ginn ass -, dat war am Joer 1977 mat sengem Dokument „La vie culturelle au Grand-Duché" - Punkt, „Luxembourg" stoung net do.

De President vun der Associatioun vun de Lëtzebuerger Bibliothekären, Archivisten an Dokumentalisten huet dat Wierk opgedriwwen - ech weess awer net wou -, an et an engem Artikel vum „Lëtzebuerger Land" ernimmt, mee weider Spuere konnt ech net fannen, an dowéinst muss ee leider dervun ausgoen, datt et séier an den Archive verschwonne war. Op alle Fall feelt vun enger ëffentlecher Debatt vun där Zäit all Spuer.

Ganzer 21 Joer méi spéit, dat sinn zwee Joerzéngten an ee Joer, am Januar 1998, ass der Kulturministesch Erna Hennicot-Schoepges hiert „Wäissbuch" mam Numm „Livre blanc de l'infrastructure culturelle" erauskomm. Doran huet si sech net nëmmen op déi zukünfteg Besoine bei de kulturellen Infrastrukture konzentréiert, si huet sech och fir eng positiv Sträitkultur staark gemaach a wollt eng national Debatt iwwert d'Kultur lancéieren, nodeems se déi bis dohi vermësst hat.

Zanterhier sinn déi kulturell Infrastrukturen a kulturell Offeren zwar massiv gewuess - kommunal an national -, zu enger ëffentlecher Debatt iwwert d'Ausriichtung vun der nationaler Kulturpolitik, iwwert de Statut vun den Artisten, d'Bezeelung an déi sozial Ofsécherung an esou weider, iwwer méi eng equilibréiert Verdeelung vum Budget an aner relevant Theeme koum et awer net, obwuel dës Theemen och schonn déi Zäit esou brisant ware wéi haut.

Eréischt mam Kulturentwécklungsplang huet déi ëffentlech Diskussioun am Kader vun den éischten Assises culturelles am Joer 2016 ugefaangen an domat och d'Abezéiung vun iwwer 550 Partner aus dem Secteur. Dat war also nach eng Kéier 18 Joer méi spéit. Do kann ee just soen: „Gut Ding will Weile haben." Well ëmmerhi si ganzer 39 Joer nom éischte Strategiepabeier an d'Land gezunn, bis de Kultursecteur an der ëffentlecher Debatt gelant ass a bis de Secteur, mee och d'Zivilgesellschaft vun hirem Recht op Participatioun a Matsproocherecht Gebrauch konnte maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, „Die Kunst, eine andere Wirklichkeit zu denken und Veränderungen zu übersetzen, benötigt eine besondere Mischung aus Wissen, aus Haltung und konkreten Fähigkeiten zur Umsetzung", sot dee gréngen Politiker Uwe Schneidewind am Kader vun engem Kulturforum an Däitschland; hien ass Buergermeeschter vu Wuppertal. Déi besonnesch Mëschung aus Wëssen, Haltung a konkreete Fräiheeten a Fäegkeete kënnt an den Assises culturelles zesummen. Dat ass eng wichteg Konditioun, fir konstruktiv ze schaffen a weiderzekommen.

Kultur gehéiert awer och an d'Chamber! „Kultur ass Fräiheet, Kultur brécht Tabuen, si kann onbequeem sinn, mä se bréngt eis weider. Mir heibannen hunn d'Flicht, hir den néidege Kader ze ginn. Net méi, awer och net manner", sot déi fréier Deputéiert Sam Tanson am Juli 2018 an der Chamber.

A genee aus dësem Grond hat si deemools eng Resolutioun deposéiert an där si mat breeder Ënnerstëtzung virgeschloen hat, de Kulturentwécklungsplang an der Chamber ze debattéieren, an dat vun do un all zwee Joer. D'Zil war et, endlech Beweegung an den Dossier ze kréien an d'Positioun vun alle Parteien ze héieren. D'Demande vun der CSV, dës Orientéierungsdebatt an der Chamber ze féieren, geet ganz genee an déi selwecht Richtung, an och déi Demande hu mir vun Ufank un ënnerstëtzt.

An der Chamber iwwer Kulturpolitik ze schwätzen, dat bedeit ganz sécher net, datt d'Chamber sech dem Kultursecteur wëllt substituéieren oder sech de KEP wëllt zu eege maachen. Dës Initiativ, déi vun deene meeschte politesche Faarwen ënnerstëtzt ginn ass, heescht ganz einfach, datt d'Chamber d'Ëmsetzung vum KEP suivéiert an diskutéiere wëllt a soll, wuelwëssend, datt et och d'Chamber ass, déi de Kulturbudget stëmmt a matverantwortlech ass, datt d'Kulturkreditter gerecht verdeelt ginn.

Wichteg am Suivi ass och d'Transparenz op alle Pläng. A fir dës Transparenz sécherzestellen, gouf e spezielle Portail op d'Bee gestallt, deen déi verschidden Ëmsetzungsphase vum KEP dokumentéiert. De Virworf vun enger Black-Box-Politik an der Kultur kann een haut also net méi erhiewen.

Luewenswäert ass och d'Zesummenaarbecht tëscht dem Kulturministère an dem Kultursecteur, déi sech net op d'Assises culturelles limitéiert, mee op vill méi. Och am Alldag gëtt de Secteur méiglechst agebonnen am Kader vum legislative Prozess consultéiert. D'Reform vum Intermittent du spectacle liwwert e gutt Beispill. D'Konsultatioune si wichteg, mee se sinn net alles. Wourop et ukënnt, ass natierlech d'Ënnerstëtzung vum Kultursecteur a vun de Mënschen, déi dee Secteur mat Liewe fëllen.

No der weltwäiter Finanzkris vun 2008, iwwert där hir Konsequenze mir nach virgëschter hei op dëser Plaz geschwat hunn, war d'Kultur a ville Länner de Verléierer. Se war souzesoen „l'enfant pauvre" oder „dat schwaarzt Schof" vun der Politik. Déi Lëtzebuerger Regierung huet et anescht gemaach. Si huet d'Kultur net hänke gelooss, well se hir wichteg war, gesellschaftlech wéi och sozial, a well se dës Funktioun och unerkannt huet. Dat war d'CSV/LSAP-Regierung no der Kris vun 2008 mat der Kulturministesch Octavie Modert - wou ech hei just ka soen: „Ehre, wem Ehre gebührt."

An deem Geescht waren och scho virun der Pandemie wichteg Schrëtt gemaach ginn an d'Richtung vu méi enger equilibréierter Verdeelung vun de Gelder a méi enger grousser Ënnerstëtzung vun de Kulturschafenden, dëst mat der Kreatioun vum Statut vum Intermittent du spectacle ënnert der aktueller Regierung. A wann ech mech gutt erënneren, Här Bauler, da waart Dir de Rapporter vun deem Projet de loi.

Zanter dem Ausbroch vun der Pandemie ass d'Ënnerstëtzung nach gewuess - dat war och wichteg -, an dat an engem Mooss, vun deenen d'Artisten an anere Länner nëmme kënnen dreemen. Donieft war et och eng eedel Decisioun, d'Theateren an d'Kinoen als lescht Land zouzemaachen a se nom Confinement als éischt Land nees opzemaachen, emol ofgesinn dovun, datt en Deel vun de kulturellen Institutiounen, wéi Muséeën, Galerien, Bibliothéiken, nom Lockdown duerchgeeënd opbliwwe sinn.

An da si mer scho bei der Diskussioun, Dir Dammen an Dir Hären, déi och an den Debatten iwwert d'Covidgesetzer opgetaucht ass: Et ass déi vum Stellewäert vun der Kultur an eiser Gesellschaft a vun der Kultur als Mënscherecht.

Wie Kultur mat Ënnerhalung, Zerstreeung oder Fräizäitspaass gläichsetzt, deen zerstéiert grad déi Fundamenter, op där eis demokratesch oppe Gesellschaft opbaut. A wien d'Kultur ass iwwerflësseg ugesäit, bréngt e wichtegt Grondrecht a Gefor. Grad dowéinst ass de Kulturentwécklungsplang vill méi wéi just en Ënnerhalungsprogramm fir eng gesellschaftlech Uewerschicht.

Dir Dammen an Dir Hären, de Kulturentwécklungsplang ass e Plang, deen déi kulturell Fräiheet, dat kulturellt Liewen, déi kulturell Participatioun an d'Recht op kulturell Bildung nohalteg an transversal verankert, ouni ze vergiessen, datt Kënschtler, Artisten, Dänzer, Museker, ob männlech oder weiblech, normal Mënsche sinn, a keng Wonnermënschen, déi vun engem Apel an engem Stéck Brout kënne liewen - quitte datt Theaterspillen „die brotlose Kunst" genannt gëtt.

De Kultursecteur adequat ze ënnerstëtzen, heescht allerdéngs net, datt déi vill kulturell Acteuren aus

der Verantwortung sollen entlooss ginn. Et heescht och net, datt de Staat alles muss riichten, fir d'Grondfräiheet op Kultur a Pandemiezäiten an doriwwer eraus ze garantéieren. Wichteg ass och, datt d'Artisten hir Verantwortung iwwerhuelen, sech perséinlech abréngen, kreativ ginn an zesummeschaffen, amplaz sech géigesäiteg Konkurrenz ze maachen. Et ass wuel richteg: Konkurrenz belieft d'Geschäft an d'Kreativitéit gëtt geférdert. Konkurrenz an der Kultur ass awer kontraproduktiv, wa se den Zesummenhalt vum Secteur verhënnert oder zerrappt.

Mir si frou, Dir Dammen an Dir Hären, datt den Zesummenhalt sech besonnesch zanter dem Ausbroch vun der Pandemie duerchgesat huet - an domat och de Wëllen, de Kultursecteur gemeinsam ze retten. Engersäits hunn d'Haiser gutt Hygièneskonzepter op d'Bee gestallt, an déi sinn och iwwerall respektéiert ginn. Anerersäits sinn déi Kulturschafend och selwer a praktesch alle Sparten kreativ an innovativ ginn.

De Streaming huet e groussen Opschwong kritt, wat net heescht, datt kulturelle Streaming mat Komaglotze gläichzesetzen ass, wéi béis Zonge behaapten. Villméi besteet dee Streaming aus enger innovativer Method, déi et erlaabt, d'Kultur trotz physescher Distanz bei d'Mënschen an d'Haus ze bréngen.

Kreativitéit am Beräich vun de Streams, mee och d'Technike vun der virtueller Realitéit an der Pandemie si carrement explodéiert, bis hin zu deem Punkt, dass ganz Choralle vun doheem aus gesongen hunn, datt Theaterstécker digital inzenéiert gi sinn, datt Museker sech digital organiséiert hunn. An och d'Medien hu matgemaach. Ech schwätze vum „KUK", dem Kulturkanal vum 100,7, op deem vill originell Produktiounen ze fanne sinn.

Här President, ech sinn iwwerzeegt, datt dës digital Welt d'Kulturzeen nohalteg beaflosst huet an och de Kulturentwécklungsplang nohalteg beaflosse wäert.

Wéi wäerten d'Molerinnen an d'Sänger, d'Schrëftstellerinnen an d'Schauspiller, d'Musekerinnen an d'Regisseuren d'Erfarunge vun der Pandemie sënnvoll notzen? A wéi wäerte se déi nei Techniken an de kulturellen Alldag integréieren? Wéi wäerten d'Kulturhaiser mam Publikumsausfall ëmgoen, dee jo och en Ausfall vu Recettë bedeit? A wéi wäerte se mam Risiko ëmgoen, datt eng Rei Zuschauer vläicht guer net méi zréckkommen, well se sech ëmorientéiert hunn an aner Interessensgebidder entdeckt hunn an der Pandemie? Oder ganz einfach, well se sech wëlle schützen?

Alles dat si Froen, déi diskutéiert musse ginn an déi mer och wäerten diskutéieren. D'Kulturhaiser an d'Kinoen, déi nach laang no der Pandemie mat engem Minusgeschäft konfrontéiert sinn, riskéieren an deem Fall eng Schléissung.

Dowéinst ass et net verwonnerlech, Dir Dammen an Dir Hären, an et ass virun allem traureg, am Kader vun eise Gespréicher mat Vertriederinnen a Vertrieder vum Secteur ze héieren, datt jonk Artisten, Kënschtler, Beruffstäteger oder nach net Beruffstäteger, déi sech am Kulturberäich orientéiere wëllen a Fouss faasse wëllen oder schonn do aktiv sinn, neierdéngs un hirem couragéierte Choix zweifelen. De Problem läit ganz sécher net beim feelenden Talent oder der feelender Motivatioun. E läit eenzeg an eleng doran, datt dës jonk a manner jonk Mënsche sech d'Fro stellen, ob se sech an Zukunft iwwerhaapt nach mat engem kulturelle Beruff iwwer Waasser kënnen halen.

All dës Onsécherheeten, Befierchtungen an och finanziell Suerge mussen diskutéiert a méiglechst behuewe ginn, och bei der Ëmsetzung vum KEP, deen net als figéiert Dokument däerf gëllen. De Kulturentwécklungsplang ass vill méi e Prozess, dee stänneg mat neien Erausfuerderunge konfrontéiert wäert ginn, net nëmme mat dësen. An déi gëllt et, ëmmer nees zesumme mam Secteur ze meeschteren.

Eng grouss Erausfuerderung gesi mir als Gréng och an der kultureller Bildung - en Theema, wat mir perséinlech besonnesch um Häerz läit, an der grénger Fraktioun net manner.

Esou wéi d'Recht op Kultur ee Grondrecht vun all Mënsch ass, esou ass déi kulturell Bildung ee Grondrecht vun all Kand. An dowéinst muss all Kand a jonke Mënsch e gläichberechtegten Accès zu der Kultur kréien. Dëst Recht ass iwwregens am Artikel 27 vun der allgemenger Erklärung vun de Mënscherechter festgehalen, am Artikel 31 vun der Kannerrechtskonventioun an am Artikel 10 vun der Unesco-Konventioun zur fräier Entfalung vun der Perséinlechkeet.

D'Kultur ënnerstëtzt d'Kanner an déi Jugendlech reegelrecht an hirer Bildungsbiografie an an der Entwécklung vun hirer Perséinlechkeet. Se erschléisst jonke Mënschen d'Welt, hëlleft hinnen, d'Welt ze verstoen, a mécht se resistent géint Virurteeler a Stereotyppen. Duerch d'Kultur entwéckelen déi Jonk hir Identitéit a fannen hir eege Positioun, amplaz sech just un aneren ze orientéieren.

Am Alldag heescht dat, Dir Dammen an Dir Hären, datt déi jonk Mënschen d'Chance musse kréien, sech iwwer kulturell Aktivitéiten auszedrécken a matzemaachen, an op deem Wee net nëmmen d'Kultur, mee och de mënschlechen a kulturelle Räichtum vun anere Kulturen - ech schwätzen elo an der Mehrzahl - an Zivilisatioune kennen a respektéieren ze léieren.

Fir dës wichteg Ziler ze erreechen, ass déi kulturell Bildung a ville Länner schonn am Curriculum vun de Léierpläng verankert. Dat bedeit, datt d'Schüler schonn a jonke Joren un alle méigleche Forme vun altersgerechte Kulturprogrammer deelhuele kënnen, an dat reegelméisseg a konsequent wärend hirer ganzer Schoulzäit - sief et an de Kulturhaiser selwer, sief et awer och an der Schoul, am Fall, wou déi Kulturschafend an d'Schoulen invitéiert ginn.

An anere Wierder: Educatioun a Kultur däerfen net niewentenee funktionéieren, mee mateneen a mussen och zu Lëtzebuerg nach e wéineg méi no zesummewuessen, obschonn d'Synergien ëmmer méi grouss a villfälteg ginn - an dat ass ze begréissen. Et gëtt Programmer mam Numm „mimamu", „makedra" an anerer, déi och d'Madamm Bernard scho virdrun ernimmt huet.

Vu datt déi kulturell Bildung zu Lëtzebuerg net am Léierplang verankert ass, hänkt et bei eis vum gudde Wëllen a vum Interessi vum Schoulpersonal a vum educative Personal aus de Betreiungsstrukturen of, ob d'Kanner op kulturell Bildungsprogrammer kënnen zréckgräifen, drun deelhuele kënnen oder net. Et ass dat, wat d'Vertrieder vum Secteur eis an der Kommissioun och bestätegt hunn. Enseignanten, déi u Kultur interesséiert sinn, si reegelméisseg mat hire Klassen an de Kulturhaiser ënnerwee oder luede Kulturschafender an d'Schoulen an. Anerer sinn ni do unzetreffen. Schued fir d'Kanner.

En anere Phenomeen, op deen de Responsabele vum Schülerprogramm am Escher Theater mech higewisen huet, ass deen, datt d'Privatschoulen an déi international Schoule vill méi konsequent u kulturelle Bildungsprogrammer deelhuele wéi eis klassesch ëffentlech Schoulen. De Grond, mengen ech, misst emol analyséiert ginn. Woubäi d'Alterskategorien tëscht 3 an 12 Joer mat 3.000 bis 4.000 Kanner am Joer staark vertruede sinn, wärend déi 12- bis 18-Järeg manner staark vertruede sinn, mat knapp 1.000 Jonken am Joer. An da muss een dës Zuelen och nach relativéiere respektiv reduzéieren, vu datt et sech oft ëm déi selwecht Kanner a Jonk handelt, déi gezielt ginn - ganz einfach, well si et sinn, déi reegelméisseg un de Programmer deelhuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, trotz dësen Ongläichheeten um Niveau vun der Participatioun, ass et awer op alle Fall positiv festzestellen, datt déi bestoend Offer an eisem Land gutt genotzt gëtt - d'CarréRotondes och ernimmt - an och an der Fräizäit vun Eltere mat hire Kanner. Ech menge souguer, dass et oft d'Kanner sinn, déi deen éischte Schrëtt an den Theater maachen an hiren Elteren de Goût um Theater vermëttelen.

Eenzel Programmer vun de CarréRotondes, dem Escher Theater an awer och anere méi dezentrale Strukture sinn oft ausgebucht. An och dat ass e gutt Zeechen.

Et verhënnert awer net, datt et nach ëmmer ganz vill Kanner a Jonker gëtt, déi duerch dat kulturellt Netz falen an hiert Grondrecht op kulturell Bildung net wouer kënnen huelen. A genee dat ass de Grond, firwat et derwäert wier, iwwert d'Verankerung vun enger transversaler kultureller Bildung an eise Léierpläng nozedenken. Dat geet ganz sécher net vun haut op muer, well et multipel Efforte verlaangt, souwuel um Niveau vun den Infrastrukturen, wéi och um Niveau vun de professionellen a finanzielle Ressourcen an, net ze vergiessen, vun der Formation initiale vum Personal, souwuel am schoulesche wéi am ausserschoulesche Beräich.

Déi verstäerkt Zesummenaarbecht vum Kultursecteur mat Kulturpedagogen, Theaterpedagogen, Musekspedagogen, Konschtpedagogen an anere Kulturvermëttler, ass jiddwerfalls en éischte gudden Usaz, fir de Jonken den Zougang zu der kulturreller Bildung och zu Lëtzebuerg ze vereinfachen.

An da kommen ech bei d'Gemengen, déi och eng wichteg Roll an der kultureller Bildung spillen, mee och an der Kultur generell.

■ **M. André Bauler** *(DP)*.- Dat stëmmt.

■ **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)*.- Watgelift?

■ **M. André Bauler** *(DP)*.- Dat ass wouer!

■ **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)*.- Genau. Dir hutt et, mengen ech, och schonn ernimmt.

D'Gemenge kënnen a sollen den ëffentleche Raum fir Kultur a Konscht notzbar maachen. Dat muss net ëmmer deier sinn. An dofir schwätzen ech elo vun deene Projeten, déi eigentlech am Budget keng Lächer schloen.

Am Fong hunn d'Gemengen all Fräiheet, och wa se keng prestigiéis Kulturzentre bauen oder grouss Bibliothéiken hunn. Mat klenge geet et och duer. Se kënnen interkulturell Quartiersinitiativen entwéckelen, Sproochecaféen entwéckelen, theematesch Kulturwochen organiséieren, d'Jugendhaiser, d'Kulturveräiner abannen an op gesellschaftlech Randgruppen zougoen. An de Gemenge sinn d'Randgruppe méi séier ze fannen a méi no.

Ech denken un d'Flüchtlingsfamilljen, déi a ville Gemengen ënnerbruecht sinn, mee och u Randgruppe wéi d'LGBTI-Community a Jonker, déi a Sozialstrukture liewen, a vill anerer méi. Och Randgruppe brauche Raim, fir sech auszedrécken an auszetauschen. A se brauche Raim, fir Respekt ze erliewen.

A firwat net de Kanner d'Theaterstéck „Ein Känguru wie du" als Gemeng op engem Schoulfest presentéieren? Déijéineg, déi d'Stéck nach net kennen, wëssen dann net, ëm wat et geet. Ech soen et: Et geet ëm Toleranz, Akzeptanz a Fréndschaft am Kontext vun der Homosexualitéit. An d'Zil ass et, dass d'Homophobie verhënnert gëtt vu klengem Alter un.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)*.- Eng Inspiratioun liwweren awer och Programmer wéi „Kultur von, mit und für Geflüchtete(n)" vu Wiesbaden, wou Kulturprogrammer am Beräich vum Theater, der Musek, dem Film, dem kreative Schreiwen, der bildender Konscht an den digitale Medie regruppéiert ginn. „Kulturarbeit mit Geflüchteten - kein flüchtiger Gegenstand" nennt sech en anere Projet, deen derzou bäidréit, kulturell Brécken zu anere Mënschen ze schloen, amplaz Maueren opzeriichten. Maueren op de Grenzen a Maueren an de Käpp!

(Interruption)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an deem Sënn sinn d'Gemengen net nëmmen e wichtege Partner, wann et ëm d'Dezentraliséierung vun der Kultur am Allgemenge geet, se sinn och e wichtege Partner, fir d'Integratioun, d'Inklusioun an de sozialen Zesummenhalt duerch d'Kultur ze färderen.

Dat läit eis als Gréng staark um Häerz, och am Hibléck op d'Kulturjoer Esch2022, wou eelef Gemenge schonn elo massiv engagéiert sinn. An ech hunn héieren, den Här Knaff wäert herno nach méi am Detail drop agoen.

(Interruption par M. Pim Knaff)

A, Dir hutt nëmmen e puer Minutten iwwreg gelooss kritt?

■ **M. André Bauler** *(DP)*.- Nee, ech hu gekuckt. Et sinn der nach bal zéng.

(Hilarité)

■ **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)*.- Datt d'Gemengen als wichtege Partner vum Staat an d'Assises culturelles agebonne gi sinn, war dee richtege Wee. An och dat ass begréissenswäert. Och wann de KEP sech net direkt op de Gemengesecteur bezitt, esou féiert awer kee Wee laanscht d'Gemengen, fir eng ganz Rei Punkten op deem Plang ëmzesetzen.

Domat stellen ech déi grouss an zentral geleeë Konscht-, Musek- a Kulturhaiser awer kengesfalls a Fro, well och si si liewenswichteg fir eist klengt Land, wat am internationale Kulturkontext schonn eng gewësse Gréisst erobert huet - wuelwëssend, datt d'Filmbranche scho fir munch positiv Iwwerraschunge gesuergt huet, an net nëmme si. All déi Produktiounen, déi am Ausland bekannt sinn a Lëtzebuerg bekannt maachen, droen zum Nation Branding bäi.

Eng Erausfuerderung bleift allerdéngs bestoen, an dat ass keng kleng! Et ass déi, wéi déi méi bildungsfern a sozial schwaach Biergerinnen a Bierger och vun dësen Institutiounen erreecht kënne ginn. Onméiglech ass et net, an et gëtt och vill Efforten an déi Richtung gemaach. Virdrun ass de Kulturpass ernimmt ginn, „Kulturdag fir jiddwereen". Dat si sënnvoll Initiativen - nach musse se d'Leit erreechen.

Initiative kommen awer och vum Secteur selwer an duerfir soen ech nach eng Kéier: Et soll een net alles op de Staat schiben, och de Secteur huet seng Kreativitéit. Ech erënneren un d'Stéck „Les frontalières" vum Sophie Langevin, wat e Stéck ausgeschafft huet an enker Zesummenaarbecht mat der ASTI. Et begräift den Alldag vun 190.000 Grenzgängerinnen a Grenzgänger iwwert de Wee vun Temoignagen. An et huet déi Temoignagen am Escher Theater an am Studio vum Groussen Theater an der Stad op d'Bün bruecht.

Ech ka bezeien, datt dëst Stéck Mënschen an den Theater gezunn huet, déi nach ni virdrun am Theater waren an déi bestëmmt erëmkommen, well se sech verstane fillen, Empathie erliewen a matgeholl ginn.

Projete wéi dës verstäerken den Dialog an de Respekt tëscht de Kulturen, bekämpfen och Virurteeler a Stereotyppen an droen zum géigesäitege Verständnis bäi a se weisen deene sozial méi schwaache Mënschen, datt se an der Kultur wëllkomm sinn, grenziwwerschreidend.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)*.- An deem Sënn kann een de Kulturentwécklungsplang och als Plang verstoen, deen d'Kulturen an eisem multikulturelle Land nach méi matenee verbënnt an net un de Landesgrenze muss stoe bleiwen.

Dir Dammen an Dir Hären, jo, d'Kultur brauch Raim a kreativ Mënschen, déi se gestalten. Se brauch awer och engagéiert Politikerinnen a Politiker, déi dës Mënschen ënnerstëtzen. An deem Sënn soen ech der Kulturministesch Sam Tanson e grousse Merci fir hiren onermiddlechen Engagement op allen Ebene vun eiser kultureller Landschaft a wënschen hir eng glécklech Hand bei der Ëmsetzung vum KEP, awer zesumme mam Kultursecteur.

E weidere Merci geet natierlech u meng Fraktiounskolleegin Djuna Bernard, déi, als Presidentin vun der Kulturkommissioun, engagéiert zu Wierk geet an eis haut och e ganz gudden an opschlossräiche Rapport hei op dëser Plaz presentéiert huet.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss, mat engem Zitat vum August Everding, dee richtegerweis behaapt huet: „Wo Kultur wegbricht, wird Platz frei für Gewalt." Souwäit däerf et zu Lëtzebuerg net kommen, an dat ass e weidere Grond, fir d'Kultur an eisem Land héichzehalen a méi oft driwwer ze schwätze wéi an der Vergaangenheet.

Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Fred Keup** *(ADR)*.- Jo, merci. Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, am Ufank eng Kéier eng relativ subjektiv Vue ze ginn. Ech hu mech gefrot: U wat denks de spontan, wann s de dat Wuert „Kultur" héiers? A mir sinn zwou Saachen agefall. Déi éischt, dat sinn am Fong déi historesch Gebaier, Kierchen, Kathedralen, déi een also besiche geet. Wann een iergendwou an eng Stad geet an Europa, da mécht een dat jo normalerweis, well ee sech fir déi Kultur interesséiert.

(Hilarité)

An dat Zweet, dat ass den Hämmelsmarsch, eng joerhonnertenal Traditioun, e kulturellen Event, géif een haut soen, ...

(Interruptions)

... deen doriwwer eraus déi ganz Gemeinschaft mataschléisst. A jiddweree gëtt jo domat konfrontéiert, well si komme bei d'Haiser schellen a si spille Musek virun der Dier. Ech fannen dat eng fantastesch Saach.

Ech hu gesot, bei jiddweree komme se schellen. Leider ass dat awer haut och net méi de Fall, well mir hu mëttlerweil och hei am Land Plazen, Quartieren, Uertschaften, wou den Hämmelsmarsch net méi stattfënnt. An do gesi mer eppes, wourop ech nach wäert zréckkommen, eng Erausfuerderung, déi op eis waart, dat ass den Erhalt vun der Kultur.

Ech kommen dann och zum Numm „Kulturentwécklungsplang", an den Här Bauler hat et ugeschwat, en hat am Ufank souguer vu „Programm" geschwat, duerno vu „Plang". A fir d'éischt wëll ech emol einfach soen, dass, wéi ech deen Numm fir d'éischt héieren hunn, hunn ech mengen Ouere bal net getraut, dass do e lëtzebuergeschen Numm erausgesicht ginn ass. Ech soen dofir: all Respekt! Ech fannen dat eng ganz gutt Saach an ech géif mer wënschen, dass dat méi dacks géif gemaach ginn. Eis Sprooch huet jo och eng grouss Plaz souwuel an eisen Häerzer wéi och an eiser Kultur.

Ech bleiwe beim Numm, an effektiv déi dräi Wierder dann: Kultur, Entwécklung, Plang. A wat ech méi driwwer nogeduecht hunn, wat et mech am Fong och méi stéiert. Mir schwätzen hei vun engem Plang, fir Kultur ze entwéckelen. An do froen ech mech: Wier et net besser gewiescht, en einfach ze nenne „Kulturënnerstëtzungsprogramm"? Well „Ënnerstëtzung" ass dach awer méi neutral a bedeit einfach, dass mer d'Kultur, déi do ass oder déi gemaach gëtt, ënnerstëtzen, wärend „Entwécklung" jo awer méi wäit geet a bedeit, dass eppes sech weiderbilt, dass e Prozess stattfënnt, wou sech eppes verännert am Kontext vun engem Virgang, wou sech eppes Neies bilt, wou eppes Neies entsteet. Wou ech mech da froen: Soll hei eppes Neies geschaaft ginn, eng nei Kultur? Ech hoffen a mengen net. Grad dat kéint een awer bei deem Numm denken!

An dann och nach dat Wuert „Plang", vun engem Staat! Do si mer da bei der Planwirtschaft. An den Numm „Kulturentwécklungsplang", dee klëngt dann esou, wéi wann de Staat elo eng nei Kultur wéilt schafen. Dat klëngt zimmlech staark no Dirigismus an, wann ee wäit siche geet, no Kulturrevolutioun. Ech hoffe jo awer an ech mengen och net, dass hei nach vill Maoisten ënner eis sinn. Bon.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

D'Verhältnis vum Staat, vum Ministère zur Kultur huet sech natierlech an deene leschte Joren a Joerzéngte staark verännert. An déi Fro, déi dann awer kéint opkommen, dat ass: Kéint aus där Ënnerstëtzung ëmmer méi och eng Féierung ginn, och mat engem hierarchesche Charakter, wou vun uewen erof am Fong gesot gëtt oder verlaangt gëtt, wat Kultur, wat Konscht soll sinn?

Ech mengen, do wier den Numm „Kulturënnerstëtzungsplang“ méi moderat gewiescht a méi am Sënn vun eiser politescher Traditioun a méi am Sënn vum Inhalt vun dësem Dokument.

Wat mer nämlech Suerge mécht - an dat ass och elo bei där Ried vu mengem Virgänger hei e bëssen opkomm -, dat ass, wat neierdéngs op dëser Welt ëmmer méi geschitt a wat een och ënnert dem Wuert „Cancel Culture“ ka benennen. Ech kéint elo vill Beispiller opzielen, konzentréiere mech awer elo ganz kuerz op ee ganz rezent hei aus eisem Nopeschland déisäit der Musel, wou déi lescht Woch - an Dir krut dat jo mat - 52 Schauspiller e klenge satiresche Video iwwert de Lockdown op YouTube gesat hunn an domadder d'Regierung kritiséiert hunn, dorënner och eng Lëtzebuergerin, d'Vicky Krieps.

Kuerz drop ass verschiddene vun deene Schauspiller gedrot gi vu Verwaltungsréit vun ëffentlechrechtleche Sender, si géifen dowéinst hir Plaz verléieren. Et ass erëm eng Kéier e richtege Shitstorm lassgaange vun enger gewëssener Minoritéit, déi awer ganz haart ass. An déi bekannte Presseorganer wéi „Die Zeit“ a „Spiegel“, déi hunn déi Kënschtler an der Loft zerrappt. Schlussendlech hu sech eng ganz Partie vun deene Schauspiller missen entschëllegen, oder si hu sech fräiwëlleg entschëllegt, fir hir Participatioun. A virgëschter waren nach just 32 vun deenen am Ganzen 53 Videoen op der Plattform, déi aner si geläscht ginn.

Dat ass eng geféierlech Situatioun! Esou eppes dierft net entstoen! D'Kënschtler an d'Konschtgruppe musse fräi sinn. Si musse fräi sinn, fir hir Konscht ze maachen, ouni iergendwellech Repressioune vun der Säit vum Staat a vum Establishment ze fäerten, och wann et deenen net gefält! Et muss net dem Staat an der Regierung an deene Leit gefalen. Et muss dann awer kënnen toleréiert ginn.

An ech ka mech iwwregens erënneren, dass och zu Lëtzebuerg eng Kéier 50 Kënschtler eng Aktioun gestart haten, an dat war fir de Referendum 2015, wou 50 Kënschtler opgeruff hunn zum Jo, also zur Regierungslinn. Fir den Nee huet sech deemools quasi kee Kënschtler agesat, an dat verwonnert jo awer, well schliisslech waren duerno 80 % vun der Bevëlkerung fir den Nee. An dat Beispill ass dach awer interessant, fir ze kucken - an dat ass wierklech ëmmer an der Aktualitéit -: Wou stinn d'Kënschtler? Sti se wierklech op der Säit vum Staat, vun der Regierung, vun deenen, déi se ënnerstëtzen? Dat ass nämlech d'Gefor bei deem Ganzen.

Une voix.- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR)*.- An dat ass dach awer e groussen Ënnerscheed zu fréier, wou et dach esou war, dass vill Kënschtler och kritesch waren an d'Entwécklung an der Gesellschaft kritiséiert hunn a grad net am Mainstream, net am politesch Korrekte waren. Wou ass dann haut ee Kënschtler, dee sech traut, iergendwéi géint dee politesche Mainstream ze goen? Iergendwéi géint déi Politik ...

(Interruptions)

... ze goen, déi do ass ? Mee wou ass dann een?

Ech mengen, et ass schéin a gutt, ech si mat allem d'accord an tolerant. An ech fannen et och gutt, wa Saache gemaach gi wéi déi, déi d'Madamm Lorsché opgezielt huet, géint Homophobie, absolutt richteg! Ech fannen et och gutt, wa mengetweege Saache gemaach gi fir Flüchtlingen a mat der ASTI a géint Maueren. Mee wann e Kënschtler do ass, deen eppes mécht fir Maueren, wat sot Der dann? Dat ass awer d'Fro. Wann e Kënschtler do wier, et ass keen do, wat géift Der da soen? Géift Der deen awer ënnerstëtzen oder géift Der da soen: „Nee, du bass politesch net op eiser Linn, mir ginn dir näischt!“? A wann e Kënschtler do wier, deen zum Beispill ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Mat wiem streit Der?

M. Fred Keup *(ADR)*.- ... géif soen, ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Mat wiem streit Der?

M. Fred Keup *(ADR)*.- O!

(Hilarité générale)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, loosst den Här Keup ...!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Ech sinn an Emotioun hei, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Nee, nee!

M. Fred Keup *(ADR)*.- ... voll amgaang, ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Jo, mee ...

M. Fred Keup *(ADR)*.- Dir wëllt mech elo hei bremsen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Dat ass richteg a mir wëllen Iech alleguer nolauschteren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, da loosst den Här Keup och wannechgelift schwätzen!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ausserdeem Hämmelsmarsch geblosen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Selbstverständlech loossen ech hie schwätzen!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Nee.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Ech froe just, mat wiem e streit.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Nee. Mee et ass, et ass, jo, ...

(Brouhaha et hilarité)

... nee, Dir sot, d'Kënschtler wiere kritesch. Dat ass eppes, wat haut awer ganz vill, a mengen Ae, feelt a wat et fréier méi ginn ass. Maacht Iech emol Gedanken doriwwer!

(Interruption)

Da soen ech och ganz kloer hei: Kultur dierf net vum Staat ideologesch oder politesch benotzt ginn oder mëssbraucht ginn, fir politesch Messagen eriwwerzebréngen. En Theaterstéck zum Beispill, och fir Kanner, muss keng Moral hunn! Dat ass absolutt net wichteg. D'Konscht muss keng Moral hunn!

An ech wëll hei op ee Beispill agoen, wat mech verwonnert huet, d'Färderung vun engem Projet, déi hei u politesch Krittäre gebonnen ass. An ech ginn Iech hei e Beispill, dat ass eng Konventioun wéi et der vill gëtt, déi tëscht dem Staat a verschiddene Veräiner ënnerschriwwe ginn. Hei ass déi, déi tëscht dem Staat an Artcontemporain.lu am Joer 2018 ënnerschriwwe ginn ass, mee dat ass e Modell, deen a ville Konventioune virkënnt, an do steet Follgendes dran, an dat kléngt op den éischte Bléck am Fong ganz harmlos: « L'association s'engage à remplir les missions générales suivantes : participer à la diversité culturelle en reflétant les valeurs humanistes d'une société multiculturelle. »

Kléngt ganz gutt, dat sinn alles schéi Wäerter. Mir sinn alleguer Humanisten. Mee firwat schreiwe mer an eng Konventioun mat Artcontemporain.lu oder mat soss Kënschtler dran, dass déi sech musse fir Humanismus asetzen? Dat verstinn ech net. Dass déi sech musse fir Wäerter, fir Valeuren asetzen? Dat spillt dach guer keng Roll! Och wa mir eis derzou bekennen. Muss Kultur, muss Konscht Valeuren a Wäerter vertrieden? A muss dat an engem Kontrakt mam Staat stoen? Dat heescht jo, dass de Staat hei vun de Kënschtler verlaangt, gewësse Wäerter ze vertrieden. Och wann déi schéi sinn, mee et ass dach awer d'Fräiheet vun der Konscht, déi Wäerter ze vertrieden, déi se wëllt! An et ass dach absurd, fir vu Kënschtler d'Vertriede vu gewëssene Wäerter ze verlaangen!

Une voix.- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR)*.- An ze verlaangen, sech fir Humanismus anzesetzen! E Kënschtler kann och Konscht maachen ouni Humanismus. E Kënschtler ka souguer Konscht maachen, déi antihumanistesch ass. Kuckt emol eng Kéier de Lars von Trier, zum Beispill, oder de Quentin Tarantino an esou weider, ma déi maache jo total antihumanistesch Konscht. Géift Der déi dann elo net méi wëllen hunn? Géift Der mat deenen ...? Hei fuerdert Der awer, dass esou eppes an eng Konventioun ageschriwwe gëtt.

Konscht soll unecken. Konscht muss net moralesch sinn. Konscht muss net politesch korrekt sinn. A Konscht muss och net humanistesch sinn. Et ass fir mech eigentlech e Skandal, dass esou eppes an enger Konventioun steet! Firwat schreift een net einfach dran: „Maacht Kultur! Maacht Konscht! Sidd fräi, Konscht ze maachen ouni Ideologie, ouni Politik, ouni Wäerter, ouni Moral!“?

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Ë ...?!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Sou! Ech wollt hei dann awer och e puer positive Säiten uschwätzen zu deem KEP. D'Dokument ka mat Sécherheet dozou bäidroen, dass d'Kulturpolitik hei am Land, wat Subventiounen, Subsiden alles dat ugeet, méi transparent gëtt. Dat ass och schonn hei ugeschwat ginn.

Positiv ass och, dass duerch dëst Dokument e gewëssenen Drock op d'Regierung kann entstoen am Hibléck op d'Ofsécherung vum Beruff als Kënschtler, wat ech eng ganz gutt Saach fannen. D'Kulturacteuren hunn eppes an der Hand, un dat se d'Regierung kënnen erënneren.

Et ginn eng ganz Partie gutt Recommandatioune gemaach, zum Beispill iwwert de Congé culturel, dass d'Kënschtler och am Ausland besser zur Geltung kommen. Dat si ganz luewenswäert Saachen.

Luewenswäert fannen ech natierlech och, dass d'Lëtzebuerger Sprooch net ausgeklammert gëtt aus deem ambitiéise Projet. Dat ass dodran. Dat ass schonn emol net schlecht, och wann et e bëssen nuancéiert gëtt. Do steet zum Beispill och dee Saz dran - ass och interessant! -: « La société luxembourgeoise se caractérise avant tout par sa diversité culturelle et son plurilinguisme. » Jein! Ech géif alt emol soen, dass d'Lëtzebuerger Gesellschaft haaptsächlech duerch hir lëtzebuergesch Kultur an d'Lëtzebuerger Sprooch charakteriséiert ass, esou wéi dat och bei aneren Natiounen de Fall ass. Dofir brauch ee sech och net ze schummen.

Begréissenswäert dann och d'Recommandatiounen, déi sech mat der Preservéierung vum Patrimoine culturel befaassen, eisem architektoneschen, mat eiser Bausubstanz. An interessant ass jo do och, dass de Patrimoine immatériel do ernimmt gëtt, wat och eng ganz wichteg Saach ass. Allerdéngs - a mir haten d'Gesetz jo och diskutéiert iwwert den Denkmalschutz -: Theorie a Praxis si ganz gär zwee verschidde puer Schong. An ech wëll Iech hei elo ee Beispill soen. Den Här Bauler hat eng ganz Partie Gemenge genannt, déi ganz positiv virgaange sinn. Ech sinn dann ëmmer e bësse méi direkt an ech nennen dann eng, wou ech mengen, datt et elo e bësse méi negativ gaangen ass an deem Sënn, an dat ass Esch.

Zu Esch ass elo de PAG, mengen ech, am Februar - wann ech mech net ieren, hunn ech dat iergendwou gelies – erauskomm. An do gëtt et jo dann den Denkmalschutz, de Sites et monuments, … dee proposéiert jo dann, Gebaier ze schützen. Déi hunn der Gemeng Esch proposéiert, 2.584 Gebaier ze schützen. An d'Gemeng Esch huet der dovunner 424 dann effektiv an iergendenger Form geschützt, also 16,4 %. An ech mengen, dat kënnt jo awer net vun egal wéi engem, dat kënnt vun de gréisste Spezialisten, déi mer hei hunn, vu Sites et monuments, an déi Leit wësse jo awer, wat se maachen.

An do gesitt Der dann och e bëssen déi Diskrepanz, déi mech dann awer wonnert, fir sech dann op där enger Säit no baussen esou fir Kultur anzesetzen - Esch2022, alles schéin a gutt -, an op där anerer Säit dann awer d'Kultur ze vernoléissegen. Dat ass awer net nëmmen zu Esch de Fall, ech wëll hinnen och net eleng de Virworf maachen, mee dat ass op ville Plazen hei am Land ...

(Interruption)

... de Fall.

Voilà, da si mer och schonn erëm bei Saachen, déi vläicht nach feelen. Et ass iwwert d'Schoul rieds gaangen. Ech muss wierklech feststellen iwwer all déi Joren, dass an der Schoul dat, wat een nennt „culture générale“ - Culture générale, d'Allgemengwëssen -, ma d'Culture générale, déi ass am fräie Fall! Ech ginn Iech Beispiller. Zu Iechternach - do sinn ech op déi Iddi komm -, do si virun zwee Deeg Iwwerreschter fonnt ginn aus dem 7. Joerhonnert, aus der Zäit vum hellege Willibrord. Ma ech hat virun engem Joer nach meng Schüler einfach esou gefrot, wie vun hinnen de Willibrord géif kennen - dat ware quasi 0 %. Null! Dat ass jo awer eng wichteg Perséinlechkeet an der Geschicht vum Lëtzebuerger Land. Iechternach, Sprangpressessioun - kennt kee méi!

Lëtzebuergesch Vollekslidder, praktesch net méi ...

M. Sven Clement *(Piraten)*.- D'ACEL huet e schéint Lidderbuch.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Wat sot Der?

M. Sven Clement *(Piraten)*.- D'ACEL huet e schéint Lidderbuch. Also et kennen nach vill Leit d'Lëtzebuerger Lidder gutt.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Jo, ech schwätzen hei aus der Erfarung, déi ech elo ganz laang och an der Schoul hat, wou dat awer bei Jonken, soen ech elo emol, ënner 18 Joer trotzdeem ganz vill ze wënschen iwwreg léisst.

An ech soen Iech nach en anert Beispill - mee dat ass elo kee Witz, wat ech soen -: Ech hu mat menge Schüler reegelméisseg de Bus geholl, dann hu mer ganz banal Saache gemaach: Da si mer op d'Musel gefuer, op Wellesteen, hunn do en Tour gemaach, sinn d'Wéngerte kucke gaangen, si bis bei Vinsmoselle gaangen, e bëssen déi Saachen do kucken. Ma Dir kënnt Iech net virstellen, wéi vill Schüler hei am Land mat 16, 17 Joer net emol woussten, dass mir hei am Land Wéngerten hätten! Si woussten emol guer net, wat e Wéngert wier! Den Numm hu se net kannt. Mee déi woussten dat emol net. Déi woussten net, dass hei am Land géif Wäi produzéiert ginn!

Ech soen, dat ass einfach fir ze weisen: Mir liewen hei vläicht an enger Bulle, mee wann Der eng Kéier bis eraus bei d'Leit gitt, da gesitt Der, dass ganz vill feelt. An do soen ech einfach, do misste wierklech lëtzebuergesch Kultur, europäesch Kultur, Kultur allgemeng eng wierklech Offensiv an d'Schoul kréien, fir ze verhënneren, dass mer duerno dat kréien, wat een nennt „kulturell Analphabeten“.

(Interruption)

Ech ginn och do nach en anert Beispill, ech ginn nach e bësse méi wäit. Elo wäerten der nach e puer sech hei opreegen. Dat ass, ech hu virun e puer Joer eng Doku op der däitscher Tëlee iwwer China gesinn. An do war eng jonk chineesesch opstriewend, striefsam Fra an déi souz do, d'Bibel ze liesen, obwuel se awer net Chrëscht war. An dunn hu se dann - ech mengen, et war op der ARD - gefrot: „Ma firwat liest Dir dann d'Bibel?“ Du sot déi Fra - iwwerleet emol! -, du sot déi Fra: „Ech liesen d'Bibel, fir déi europäesch Kultur kënnen ze verstoen.“ Dat soll een einfach emol am Kapp behalen!

A wat maache mir? Mir schafen dat hei quasi of. Ech schwätzen net vun deem Spirituellen, vun deem Reliéisen, mee ech schwätzen iwwert dat kulturell Ierwen, wat mer trotzdeem säit 2.000 Joer hei hunn. Wéi wëllt Der, an ech hunn dat erlieft, de Schüler am Lycée d'Mëttelalter erklären, et gi grouss Wierker an der Renaissance, „Das Letzte Abendmahl“ an esou weider, de „Faust“, wa se guer keng Notioun hu vu Relioun a vu Bibel? Dat ass extreem schwéier!

(Interruption)

Dach, dat ass extreem schwéier! Wann Der Schüler hutt, déi dohinnerkommen, déi keng Anung hunn, wat e Mënch ass, wat e Paschtouer ass, wat e Bëschof ass an esou weider, da fänkt Der wierklech ganz, ganz, ganz banal un.

Une voix.- … Geschichtsbicher …

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Wannechgelift, Kolleegen, ...!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- A wie Wäibierger net kennt, hat e schlechte Geosproff!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Wéi wëllt Der an der Konschtgeschicht, op der Quatrième oder esou, d'Bild vum Leonardo da Vinci „Das Letzte Abendmahl“ verstoen, wann Der net wësst, ëm wat fir eng Zeen et sech handelt?

(Interruption)

Mee als Beispill! Dat ass jo awer eent vun de bekanntesten.

(Interruption)

Dir spillt dat erof. Dat spillt eng grouss Roll!

Sou! Da wollt ech och nach eppes hei soen iwwert dat, wat e bësse feelt, an dat ass dat, wou e bëssen ..., dat ass allgemeng esou dat, wat elo, soen ech elo emol, déi typesch, déi lëtzebuergesch Kultur ass, wou heiansdo, huet een d'Impressioun, e bëssen esou gefaart gëtt, fir déi no vir ze bréngen. Do steet zum Beispill iergendwou dran, am Kader vun der Notion de patrimoine culturel, « que cette dimension [...] ne soit pas usée à des fins de replis identitaires ».

Mee dat ass dach kee Repli identitaire, wann een déi lëtzebuergesch Kultur staark fërdert an an de Virdergrond stellt, au contraire! Au contraire! Et ass dach déi Kultur, déi mer hei liewen, déi mer am Häerz droen, déi mer weidergi kruten iwwer Generatiounen! Ma déi sollte mer dach an de Virdergrond stellen!

Den Här Bauler...

A grad wa mer se no bausse weisen, gi mer jo och deenen aneren d'Méiglechkeet, drun deelzehuelen. Da maache mer eis jo op, esou wäit et geet. An dat ass jo de Contraire vu Repli identitaire. Dat ass jo grad, fir Integratioun ze fërderen. Well deen, dee sech wëllt integréieren, dee freet sech jo: „Ma wat fir eng Kultur hutt Der dann? Ech wëll mech do iergendwéi uschléissen.“ Wann Der deem sot: „Jo, mee hei si mer einfach all d'Kulturen“, dat hëlleft deem jo an deem Integratiounswëllen absolutt net weider. An do ass et ganz wichteg, dass mer d'Repèren hunn an der Kultur. An dat kënne ganz banal Saache sinn. A mir sollen déi an d'Vitrinn stellen.

Mir hunn eng räichhalteg Geschicht. Ech hu geschwat vun Iechternach, Sprangpressessioun, mir hunn eng Stad hei, déi ass 1.000 Joer al, mir hunn eng Sprooch, déi ass iwwer 600 Joer al, mir hu Konscht, mir hunn Traditiounen, banal Saachen, Liichtmëssdag, d'Buergbrennen, Klibberen, d'Oktav am Moment, d'Schueberfouer, eis Literatur, Lidder, Architektur, kulinaresch Kultur, alles Méigleches - ma dat sollte mer dach an de Vierdergrond stellen!

Une voix.- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Et ass dach grad dat Eenzegaartegt, wat et ze erhalen an ze ënnerstëtze gëllt, well et eis esou eemoleg mécht. An dat ze weisen, erméiglecht dach Integratioun!

A grad och déi Traditiounen, déi um Terrain weidergi ginn, vun der UGDA, vun deenen Amateuren um Terrain, dat ass dach déi groussaarteg Aarbecht, wou dat gemaach gëtt, och mat der Integratioun. Grad déi sollte mer dach ënnerstëtzen. An an deem Kontext ass et dann effektiv e bësse schued, dass d'Amateuren hei dach awer e bëssen, soen ech elo emol, par rapport zu de Professionellen am Plang vernoléissegt ginn.

Ech kommen zur Konklusioun. Mir sollen d'Kultur ënnerstëtzen.

Plusieurs voix.- Oo!

(Brouhaha)

M. Fred Keup *(ADR)*.- Do bitt de KEP ganz vill interessant Pisten, ma mir sollte se net no Plang entwéckelen. Si muss fräi bleiwen. D'Kultur soll och net ideologesch-politesch agegrenzt ginn. Et ass onnëtz, drop hinzeweisen, dass et nach zu allen Zäite grad déi politesch net korrekt Komponisten, Schrëftsteller, Moler, Philosophen an esou weider waren, déi Generatiounen no hinne beaflosst an inspiréiert hunn. Dat politesch Onkorrekt mécht d'Konscht jo esou interessant.

An och an de Schoule muss Kultur méi geléiert ginn. Ech hu gesot: D'Culture générale ass am fräie Fall. D'Geschicht, d'Literatur, alles dat muss erëm

méi gemaach ginn. An och de Konschtunterrecht, wéi en am KEP steet, deen ass net do, fir Wäertevermëttlung ze maachen, esou schéin déi Wäerter och kënne sinn; deen ass einfach do, fir de Kanner d'Konscht méi no ze bréngen a se dorunner ze bedeelegen. Dat ass wichteg!

De Kulturentwécklungsplang ass da ganz staark fokusséiert op dee professionellen Deel. Mir géifen eis och méi freeën, wann en e bësse méi op d'Fanfaren, op d'Harmonien, op d'Chorallen, déi, déi um Terrain sinn an déi deelweis um Ausstierwe sinn, ... dat ass och e Fakt op ville Plazen, déi misst een och méi ënnerstëtzen.

An da musse mer och kloer d'Bekenntnis zur Lëtzebuerger Kultur hunn. Kulturell Diversitéit ass schéin a gutt, mee mir riskéieren, vu lauter Beem de Bësch net méi ze gesinn. Lëtzebuerg huet eng räichhalteg Kultur, a mir sollten déi och ouni schlecht Gewësse mat voller Energie förderen. Déi aner Kulturen, déi iwwerliewe schonn! Do këmmere sech déi aner drëm. Mee déi lëtzebuergesch, dat ass eis Verantwortung, well wa mir se net erhalen a schätzen an héichhalen, da mécht keen et fir eis. An hutt kee schlecht Gewëssen: Déi aner Natioune maachen dat och, et ass dat Normaalst vun der Welt. Sidd houfreg op déi Lëtzebuerger Kultur!

Ophale géif ech dann och, dat ass dann hei jo och e bëssen Usus, mat engem Zitat, an dat ass dann hei vum Jean-Paul II. vun 1980, ...

Plusieurs voix.- Oo!

M. Fred Keup *(ADR)*.- ... an ech iwwersetzen et op Lëtzebuergesch. Hien huet gesot: „Eng Natioun besteet duerch d'Kultur a fir d'Kultur." An dozou sti mir och.

Merci!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Jo. Ech hat Bedaueren am Sall héieren, dass Der scho bei der Konklusioun wäert. Dofir hunn ech Iech och zwou Minutte méi ginn.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Jo, da soen ech villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci dem Här Keup. An ...

(Brouhaha)

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- ... den Här Baum huet elo d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci. Merci, Här President. Den Här Keup denkt bei Kultur un den Hämmelsmarsch, u Kierchen a Kathedralen. Ech hunn em nogelauschtert. Seng Ried erënnert mech u Brach: al, ofgestane Mëllech, déi just gutt ass, fir d'Daarmflora unzereegen.

(Hilarité)

An dat, ...

(Brouhaha et hilarité)

... an dat ze soen, datt dat politesch Onkorrekt, déi politesch onkorrekt Kultur déi spannend Kultur wier, dat vun engem, deen e Kënschtler op d'Geriicht geholl huet wéinst där politescher Onkorrektheet, dat muss ee wierklech fäerdegbréngen! An dat ass eng Bigoterie, déi entre-temps wierklech just nach d'ADR drop huet!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, ...

M. Fred Keup *(ADR)*.- Kann ech ...

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- ... ech wéilt awer ufänken ...

Une voix.- ... elo, ...

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- ... mat ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Jo.

M. Fred Keup *(ADR)*.- ... herno?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Jo. Soss hätt ech Iech gefrot, mat wiem Der schwätzt.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- A! Ma, ech hunn et genannt, ech hu mech mam Här, mengem Virriedner senger Interventioun gehat.

Ech wollt awer eigentlech méi paisibel ufänke mat eppes, wat net ëmmer meng Gewunnecht ass, nämlech mat Mercie verdeelen. Als Alleréischt emol e Merci un d'Madamm Modert an un d'CSV, déi dës Debatt ugefrot hunn an opgrond vun där hirer Initiativ mer och an der Kommissioun ganz laang a ganz intensiv iwwert dee ganz wichtege Kulturentwécklungsplang diskutéiert hunn.

Awer och natierlech e Merci un d'Chamber als Ganzt, datt mer déi Debatt elo féiere kënnen an datt mer eis och déi néideg Zäit derfir ginn.

E Merci och un d'Presidentin vun der Kommissioun, déi, mengen ech, och déi ganz wichteg Aarbecht wierklech ganz gutt geleet huet, an e grousse Merci och un de Jo Kox a seng Ekipp, déi hannert deem Kulturentwécklungsplang stinn, e vun Ufank u matbegleet hunn.

Et ass en Dokument, wat mer 2018 eng éischte Kéier hei diskutéiert hunn. En Dokument, wat eis och weider beschäftege sollt a wäert.

Et ass, am Géigendeel zu deem, wat virdru gesot ginn ass, absolutt keen dirigistescht Instrument. Et ass eppes, wat an enger Abberzuel vu Workshoppen, vun Aarbechtsgruppe mat deene Leit um Terrain zesummen entwéckelt ginn ass, Dosenden an Dosenden Aarbechtsgruppen. An ech mengen, datt, wann een déi Leit alleguer zesummenzielt, déi un deenen Diskussiounen deelgeholl hunn, da si mer bei e puer Honnert. Dat ass de Contraire vun Top-down an et ass de Contraire vun Dirigismus, mee et ass e partizipative Prozess gewiescht.

De KEP ass, an dat ass schonn e puermol gesot ginn, eng Laangzäitstrategie, déi ee sech gëtt. Et ass awer keng Bibel. Et ass keng Bibel! Et kann ee se och net a China léieren. Et ass en Instrument. An et ass e Prozess, deen ëmgesat, evaluéiert a permanent adaptéiert muss ginn; och do de Contraire vun Dirigismus.

An d'Zil - an duerfir heescht et „Entwécklung" - ass, dee Prozess, deen zënter Joerzéngte schonn an eiser Gesellschaft amgaang ass, an der Kultur amgaang ass, weiderzedreiwen, ze förderen an eis Kulturlandschaft méi staark opzestellen. An ee vun den Haaptpiliere vun deem Förderen a vun deem Méi-staark-Opstellen ass - an dat ass de Schwéierpunkt vun deem Kulturentwécklungsplang -, d'Professionaliséierung vun dem Kultursecteur weiderzedreiwen.

De KEP ass an där Hisiicht eng Zort Jarnéier; dat heescht, eng Jarnéier tëschent deenen, déi en entwéckelt hunn, mat deene Leit aus dem Kultursecteur, vum Terrain, der Politik, der Zivillgesellschaft - doriwwer kann ee vläicht ee Moment herno nach schwätzen -, an natierlech och den Décideur-politiquen, an dat si mir alleguerten. An duerfir ass et och richteg a wichteg, datt mer hei an der Chamber doriwwer schwätzen.

Ech hu vläicht awer net ganz esou vill Zäit, fir op alles anzegoen. Duerfir wéilt ech vläicht just op verschidden Elementer agoen.

An der Kommissioun hu mer véier theematesch Schwéierpunkte gehat, ugefaange beim Patrimoine, beim Denkmalschutz. Do ass e Gesetz elo scho fir d'zweete Kéier beim Staatsrot. Mir wäerten nach genuch Zäit hunn, doriwwer ze diskutéieren. Ech wëll just eppes ervirhiewen, dat ass: Wat mat deem Denkmalschutzgesetz geschitt, dat ass wierklech e weesentleche Paradigmewiessel, well domadder kritt den Denkmalschutz en änlech héije Stellewäert wéi den Ëmweltschutz. A mer wëssen, och beim Ëmweltschutz huet et ganz laang gedauert, Joerzéngte gedauert, bis en déi Unerkennung kritt huet. Och an der Landesplanung, och am Urbanismus, och an de Stied an Dierfer an de Plan-d'aménagement-générallen, do wäert en elo eng Roll spillen. An ech mengen, datt dat e ganz wichtegt Element ass.

Wat de Volet vum Patrimoine ugeet, ass och de Centre national de la culture industrielle ervirzehiewen, wou mer eis eigentlech gewënscht hätten oder erhofft hätten, datt e scho vill éischter a vill méi intensiv géif funktionéieren, well besonnesch d'Industriekultur insgesamt den Enfant pauvre vum Denkmalschutz ass, dee selwer bis elo schonn net déi allerbeschte Basissen hat. Vill wichteg industriell Gebaier sinn an der Vergaangenheet schonn zerstéiert ginn, sinn och nach relativ rezent, leider, verschwonnen. An ech mengen, datt et duerfir wichteg ass, datt mer déi wëssenschaftlech Krittären entwéckelen, an datt de CNCI do wierklech opgestallt ass, fir dat ze maachen. Dat mer net nëmmen all Klackegelaut an enger Kapell am Éislek als immateriellt Ierwe schützen, mee och vläicht d'Kathedrale vun der industrieller Revolutioun. Dat ass eppes aneres wéi déi kulturell Revolutioun.

Zweetens: D'Konventiounen, mir hunn iwwert d'Konventioune geschwat. De konventionéierte Secteur ass e ganz wichtegen Acteur an deem Ganzen, an der Kulturentwécklung, an der Realitéit um Kulturterrain. An duerfir, mengen ech, ass et och richteg, datt déi Konventiounen insgesamt budgetär gehéicht gi sinn, datt neier derbäikomm sinn, déi och wichteg waren, datt se, mengen ech, och elo besser strukturéiert an organiséiert sinn, well déi Konventioune bréngе genau deenen Acteure Planungssécherheet a se sinn, op jidde Fall am Moment, och transparent novollzéibar. An alles dat sinn Elementer, déi, mengen ech, ganz wichteg sinn.

D'Fro stellt sech natierlech, datt mer och an der Sortie de crise no der Pandemie kucken, datt besonnesch déi Konventiounen net drënner leiden an datt se déi Entwécklung weiderginn. Positiv ass do sécher ervirzehiewen, datt se all Joer ëm 2,5 % gehuewe ginn, strukturell, dat heescht, datt se quasi den Inflatiounsausgläich duerstellen.

Eppes, wat d'Kulturministesch ugeschwat hat an enger Kommissiounssëtzung kuerz no der Presentatioun vum Koalitiounsprogramm, dat ass awer, mengen ech, nach ëmmer e Chantier, nämlech déi strukturell Ënnerfinanzéierung vun den Art-vivanten. An déi strukturell Ënnerfinanzéierung bedeit net nëmmen d'Konventiounen - do sinn der effektiv eng ganz Rëtsch bäikomm respektiv gehéicht ginn -, et muss een, mengen ech, och verschidde Secteuren an d'Institutiounen, déi an deem Secteur schaffen, konsequent weiderféieren. Ech mengen, datt do, notamment am Beräich vun den Art-vivanten, nach Sputt no uewen ass.

Drëttens: D'Reform vum Statut vum Artist respektiv vum Intermittent du spectacle - wou ee muss soen, datt et jo a Wierklechkeet eigentlech zwee verschidde Statute sinn, mat zwou ënnerschiddlechen Zougangsbedéngungen, fir kënnen drënnerzefalen. Positiv ass op jidde Fall, datt dee Charakter vu Sozialhëllef - zumindest no deem, wat ech héieren hunn, a wou mer eis, mengen ech, och an der Kommissioun eens sinn - soll ewechfalen an et éischter soll higoen an eng Ënnerstëtzung, e Soutien fir d'Artiste respektiv d'Intermittent-du-spectaclen. Well och an der Pandemie hu mer d'Schwächte vun deem aktuelle legislative Kader insgesamt, net nëmmen, wat de Statut ugeet, mee insgesamt vun deem legislative Kader gesinn. Eng ganz Rëtsch schlecht Erfarunge si gemaach ginn, wou Evenementer hu missen ofgesot ginn, wou Leit sech scho fest verflicht haten, déi net entschiedegt gi sinn. Do ass de Wee vum Deontologiekodex, mengen ech, sécher richteg. Méi wéi de Code de déontologie géif ee sech natierlech wënschen, et géif vläicht eng Kéier an de Code du travail drastoe kommen, datt esou Saachen net méi méiglech sinn.

An da si mer natierlech och, wann een iwwert de Statut schwätzt, bei der Fro vun der Bezuelung vun den Artisten. An ech mengen, et ass ganz wichteg, datt ee muss déi Tentativen ënnerstëtzen, wou Artiste sech organiséieren a quasi syndikalistesch Fuerderunge stellen, och par rapport zu deenen Institutiounen, bei deene se schaffen, well et däerf een net vergiessen, datt d'Prekariat eigentlech d'Reegel ass bei ganz villen Intermittenten oder bei ganz villen Artisten.

Positiv, mengen ech, ass och, datt d'Formatioun an d'Weiderbildung an Zukunft och staark verrechent solle ginn, bemooss ginn an de Krittären, wat de Statut ugeet.

An ech froen dann awer och d'Ministesch, wou déi Reform am Moment drun ass, wéini een ongeféier an der Chamber kéint domadder rechnen, datt se da kéint ukommen.

Véiertens: Kultur:LX, de fréieren Arts Council, wou jo elo déi ASBL gegrënnt ginn ass an och schonn déi éischt Leit ufänken, professionell op deem Dossier ze schaffen, mam Zil, datt doraus en Établissement public soll entstoen, wat ech och ausdrécklech begréissen. Déi Diskussioun ronderëm den Arts Council war am Ufank net einfach, well do waren eng ganz Rëtsch Inquietuden doranner, justement, ob doranner net eventuell ze vill Muecht kéint zentraliséiert gi beim Kulturministère. D'Missioune waren och net kloer. Ech mengen, dat leeft am Moment an eng ganz gutt Richtung, wou d'Missiounen engersäits weesentlech méi kloer solle sinn, an dass et resolutt orientéiert ass op d'Promotioun vun der Kultur, Här Keup, och der lëtzebuergescher, am Ausland.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Och d'Parcourse vun eenzelne Kënschtler, awer och Associatiounen, solle begleet ginn, sollen ënnerstëtzt ginn. An et geet och drëm, zesumme mat an an eisen Nopeschregiounen Netzwierker opzebauen an deenen ënnerschiddlechste Kulturberäicher.

An natierlech stellt sech dann och d'Fro net nëmme vun der Kreatioun mam Ausland, mee och vun der Kreatioun zu Lëtzebuerg. An och do hate mer an der Kommissioun, mengen ech, ganz wichteg Diskussioune mat den Acteuren, wou am Kulturberäich wierklech och Reflexioune lafen, ugestouss vun der Pandemie, och iwwert d'Produktiounsbedéngungen, iwwert d'Noutwendegkeet, eventuell anescht ze produzéieren, awer net, wéi ganz vill Leit dat am Moment maache mussen, am Hamsterrad, wou eng Produktioun direkt no där anerer muss kommen. Wat erëm eng Kéier domadder ze dinn huet, datt déi Produktioune ganz dacks net terribel gutt bezuelt sinn. Ech mengen, och dat ass eng ganz wichteg Reflexioun, déi mer och weider sollte suivéieren.

Institutionell: Mir haten och mat de Kulturinstituter en Austausch, dee ganz wichteg war. Vill Punkte si schonn opgeworf ginn a genannt ginn. Dat ass engersäits de Personalmanktem, deen et effektiv a ville kulturellen Institutioune gëtt, an ech mengen, datt een do wierklech derhannertgoe muss.

Et geet effektiv net duer, oder et fänkt vläicht domadder un, datt een an de Steen investéiert, an Institutiounen, d'Gebailechkeeten, d'Hülle schaaft, mee et muss een deenen Institutiounen och déi personell Moyene ginn, fir kënnen déi Aarbecht ze maachen, déi deelweis an hire Missiounen ass, respektiv och nei Missiounen, déi derbäikommen duerch d'Digitaliséierung an déi nei Erausfuerderungen, déi domadder bestinn. Och duerch nei Gesetzgeebunge wéi den RGPD oder d'Droit-d'auteuren ..., dat sinn alles Froen, déi duerchaus och musse personalintensiv vun eisen Institutiounen, Kulturinstitutioune begleet ginn.

An och do: Ech mengen, datt et wierklech wichteg ass, d'Fuerschung net nëmmen als Missioun ze verankeren, mee och d'Méiglechkeet ze ginn, datt innerhalb vum Fonds national de la recherche eng eege Filière entsteet, wou déi kulturell Institutioune kënne postuléieren, fir och déi Recherchemissiounen eventuell kënnen ze iwwerhuelen.

Dann, drëttens, oder dee leschte grousse Punkt, deen ech wollt uschneiden, ass: Natierlech huet d'Pandemie e groussen Aschnëtt bedeit, en Aschnëtt an dat kulturellt Liewen. An net nëmme fir déi Leit, déi selwer kulturell Acteure sinn, fir déi Professionell, mee awer och fir déi Leit, fir déi Kultur a kulturell Institutiounen an Theaterstécker kucken ze goen, Concerte lauschteren ze goen, eng Selbstverständlechkeet war. Dat war e ganz haarden Aschnëtt.

A wann ech ganz dacks hei stinn an iwwert d'Regierung hierfalen a polteren, muss ech soen, datt de Kulturministère hei, mengen ech, ganz gutt reagéiert huet an der Pandemie. Éischtens, an dat ass gesot ginn, waren eis Institutiounen déi lescht, mat déi lescht, déi an Europa zougemaach hunn, an et waren och erëm déi éischt, déi nees opgemaach hunn. Dat ass remarkabel. Dat ass wierklech remarkabel!

Dat Zweet, wat mer opgefall ass, dat war, datt eent vun deenen alleréischte Covidgesetzer vu virun engem Joer, wat hei an der Chamber votéiert ginn ass, e Gesetz aus dem Kulturministère war, wat notamment beim Schutz vun den Artisten intervenéiere sollt. Dat ass och absolutt remarkabel gewiescht. A wann aner Ministeren déi selwecht Verve an hire Ministèren un den Dag geluecht hätten, ech mengen, datt mer dann och schonn als Land eventuell anescht géifen dostoen.

Här President, mir hunn awer och Schwächte gesinn. D'Prekaritéit, vun där ech virdru geschwat hunn, awer och d'Fragilitéit vun deem Konstrukt, vun där Entwécklung, an där mer dra sinn, vun där Blimmchen, déi amgaang ass, sech ze entwéckelen, hu mer misse feststellen, a Schwieregkeeten, mengen ech, wäerte mer och nach an deenen nächste Méint a Joren hunn, well besonnesch déi jonk Generatioun, besonnesch déi, déi elo fäerdeg sinn, déi vun hire Konschtschoule kommen, ware virum kompletten Näischt. Eng Phas, wou een normalerweis ufänkt, Fouss ze faassen an enger Kulturlandschaft, an enger professionaliséierter Kulturlandschaft, do war einfach guer näischt méi. Ech mengen, datt dat wierklech eppes ass, wou mer musse ganz besonnesch drop oppassen.

Dann nach ee Wuert generell zu engem Kulturbegréff a kulturelle Praktiken, déi d'Pandemie natierlech och verännert huet. Mir wëssen net, ob mer eis an Zukunft nach vill wäerten d'Hand ginn, obwuel d'Hand-Ginn eng vun deene gréisste kulturelle Selbstverständlechkeete war, déi mer kannt hunn, fir een deen aneren ze begéinen. An et feelt, mengen ech, zu Lëtzebuerg un Donnéeën, fir dat kulturellt Liewen - dat professionellt, do si mer op engem gudde Wee -, mee fir dat kulturellt Liewen an engem méi vaste Sënn ze begräifen.

Am Kulturentwécklungsplang steet ee Punkt, dee sollt entwéckelt ginn, nämlech den Observatoire des politiques culturelles. Ech hätt mer gewënscht, mir hätten dee virun der Pandemie gehat, well dann hätte mer Saache kënne feststellen an och d'Kulturpolitik vläicht nei begräifen - wéi zum Beispill: Ass an der Pandemie, am Lockdown, méi gelies ginn? Ass manner gelies ginn? Dat si generell kulturell Praktiken, op déi een eventuell och als Politik kann agéieren a muss agéieren. An et ass dee ganz, ganz waarmen Appell: De Chantier Observatoire des politiques culturelles ass nach guer net ugaange ginn. Ech mengen, datt eng vun de Léiere vun der Pandemie muss sinn, datt mer ganz séier sollte kucken, an deem Beräich virunzekommen.

Här President, als Lénk hu mer natierlech e ganz anere Kulturbegréff wéi d'ADR. Dat ass relativ kloer.

(Interruptions)

Wärend d'ADR éischter eng Visioun vu Kultur huet, déi réckwäerts gewannt ass an de Mäntelchen vun der Volkstümelei undeet, wéilt ech dann ophale mat engem Zitat vum Bert Brecht: „Das Volk ist nicht tümlich."

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Här President, kann ech eppes soen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Jo.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Ech war jo ugeschwat ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Jo.

M. Fred Keup *(ADR).*- Fait personnel. Merci. Den Här Baum hat mech jo am Ufank do ugeschwat, Kënschtler viru Geriicht huelen an esou. Ech wéilt dozou awer dräi Saachen soen.

Dat Éischt, dat ass: Ech mengen, dass et awer trotzdeem nach ëmmer eng Nuance gëtt zwësche Konschtfräiheet an da richteg direkter perséinlecher Beleidegung. Dat ass déi éischt Saach, déi ech wëll soen.

Déi zweet Saach ass déi, wou ee ka soen, dass och iergendwann eng Kéier dee Moment kënnt, an dat war och keng einfach Decisioun, fir esou eppes ze maachen, mee et ass jo ganz villes hannendru gewiescht. Ech wëll mech och elo hei net bekloen, mee et ass extreem wäit gaangen. Ech mengen, dat, wat mir a menger Famill an där Zäit do geschitt ass, dat hunn déi meescht hei ni erlieft an déi wäerten dat ni erliewen. An ech sinn och frou, dass déi dat ni wäerten erliewen. Mee dat ass ganz wäit gaangen. Dat ass esou wäit gaangen, dass um Schoulwee vu mengem Meedchen op all Luuchtepotto deen Text stoung, deen do am Lidd war. Deen ass bei mir ... Also dat ass ganz wäit gaangen, mat Droungen an esou weider an esou fort - ech géif dat alles dofir net esou einfach hei benotzen -, an da mat Gegröölls hannendrun. Dat ass awer, mengen ech, net dee richtege Wee.

An et wonnert mech och e bëssen, ech wëll do och eppes soen, dat ass jo dann do gemaach gi géint mech, wéi ech emol kee politescht Mandat hat! Dat ass okay, ech war jo politesch engagéiert. Mee déi Leit, déi, dat fënnt ee rar, wierklech da géint déi, déi Entscheedungen treffen; et fënnt ee rar esou Beleidegungen esou géint wierklech ..., also dach, op Facebook an esou an déi Saachen, mee ech mengen elo an engem Lidd oder esou, wat jo da Konscht soll sinn, fënnt een dat e bësse méi rar.

An ech hätt gär gesinn … Ech wëll déi Wierder elo net widderhuelen, déi do am Lidd benotzt gi sinn, well dat passt net heihin, mee ech hätt gär gesinn, ...

(Interruption)

... wéi d'Reaktioune gewiescht wieren, wann net ech et gewiescht wier, mee zum Beispill d'Madamm Tanson oder d'Madamm Lorsché oder den Här ..., een aneren, wéi dann d'Reaktioune gewiescht wieren. Ech mengen, do wieren der och vill gewiescht, déi hätten dat och net esou à la légère geholl, mat all deene Konsequenzen, déi hannendru gewiescht wieren.

Ech wëll mech do elo hei net esou als Affer duerstellen, mee ech wëll dat awer just eng Kéier ze bedenke ginn, dass dat och net ëmmer einfach ass.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. Dann ...

(Interruption par M. Marc Baum)

Jo, selbstverständlech.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, ech mengen, datt ech virdru virun allem wollt op deen awer eklatante Widdersproch opmierksam maache vun engem Intervenant hei, dee seet, datt déi politesch inkorrekt Kultur dat ass, wat een elo erëm misst ënnerstëtzen a wat géif feelen, an dann awer gläichzäiteg, wann ee politesch inkorrekt Songtexter huet, viru Geriicht geet. Dat ass zumindest e Widdersproch.

An, Här Keup, „féck de Baum" hu scho vill Leit zu mir gesot.

(Hilarité)

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo. Kann ech nach eng Kéier, ...

(Brouhaha)

... Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. Nee. Nee. Pardon, pardon!

(Interruption)

M. Fred Keup *(ADR).*- Här President, ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Nee! Nee. Pardon.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Nee, Här President, ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Pardon, Här Kartheiser, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... Här President, dat do geet net! Den Här Keup ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- ... Här Kartheiser, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... hat e Fait personnel.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- ... Här Kartheiser, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Den Här Baum brauch do net méi drop ze äntwerten!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Bis op Weideres, Här Kartheiser, hu mer e Reglement hei! No enger Debatt intervenéiert kee méi wéi zweemol!

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Punkt! Punkt!

An elo huet den Här Clement d'Wuert, fir d'éischt.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. „D'Kënschtler musse fräi sinn", dat hu mer virdrun hei am Debat héiere vu genau där Persoun, déi elo hir Plainte nach eng Kéier verteidegt huet. Wat se awer vergiess huet ze soen ass, datt se viru Geriicht verluer huet. An zu Recht verluer huet! Well mir hunn hei zu Lëtzebuerg eppes, dat nennt ee Konschtfräiheet. A Kënschtler mussen net nëmme fräi sinn, d'Kënschtler sinn zu Lëtzebuerg fräi. A wie mengt, datt dat no ënne geriicht wär, d'Konschtfräiheet, dee verpasst, mengen ech, wat e Carlo Schneider u Karikature produzéiert, dee verpasst, wat an aneren Zeitungen u satiresche Wocheréckblécker produzéiert gëtt, an ech weess net. Ech mengen, ech deelen eppes mam Här Baum: vläicht net ëmmer d'politesch Meenung, mee „féck de Clement", dat hunn ech och schonn e puermol héieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Fräiheet, Individualitéit, Onofhängegkeet an eng gesond Portioun Courage, fir d'Gesellschaft ze hannerfroen, dat sinn alles Attributer, déi engem spontan afalen, wann een u Kulturschafender denkt. Dobäi feelt awer een zentraalt Attribut, fir enger heefeger Realitéit gerecht ze ginn, an dat ass Liewen a Prekaritéit.

Et war fir d'Leit aus dem Kultursecteur och schonns virun der Pandemie net einfach. Ouni séchert a fest Akommes ass et schwéier, op enger Bank e Prêt ze kréien oder eng Wunneng ze lounen. Et ass schwéier, wäit an d'Zukunft ze plangen, an ëmmer nees dominéiere finanziell Suergen an Onsécherheeten den Alldag. Mee säit d'Aschränkungen, déi mam neie Virus verbonne sinn, d'gesellschaftlecht Liewen dominéieren, ass et nach vill méi schlëmm ginn.

Dëse Kulturentwécklungsplang gouf zu engem Moment geschriwwen, wou nach kee sech virstelle konnt, a wat fir enger Situatioun mir eis e puer Joer méi spéit géifen erëmfannen. Dat däerf awer net heeschen, datt déi am KEP festgehalen Ziler elo net méi erreecht sollte ginn, mee dat muss bedeiten, datt d'Politik sech eng gewësse Flexibilitéit muss ginn, fir duerchaus och méi ambitiéis Aiden ze envisagéieren, wéi vläicht ursprénglech virgesinn.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- D'Banken an d'Proprietäre ware schonns virun der Pandemie skeptesch, wann ee Kulturschafenden ouni fest Akommes bei hinnen ugeklappt huet. Säit der Pandemie kréie vill Kënschtler awer emol guer kee Rendezvous méi, mee si kréien um Telefon scho gesot, datt weeder d'Bank nach de Proprietär wëllen de Risiko agoen, dee mat der onsécherer finanzieller Situatioun vun de Kulturschafende verbonnen ass.

Dat ass kee Problem, deen alleng Kulturschafender betrëfft, ech mengen, et gëtt eng ganz Rëtsch aner Leit, déi och dovunner betraff sinn, mee et ass awer an engem prekären, oder zu engem groussen Deel prekäre Secteur leider eng Realitéit. An dat läit net dorun, datt dës Leit net genuch Suen op der Säit hätten, mee eeben dorun, datt, wéi dat eebe vill Beruffer aus dem Kultursecteur mat sech bréngen, d'Akommes net stabill Mount fir Mount gläichméisseg um Kont ukënnt, mee et gëtt Méint mat méi an et gëtt Méint mat manner Akommes, jee nodeem wéi d'Projete fäerdeg ginn, wéini en Optrëtt ka geplangt gi respektiv wéini een erëm eng Vente huet.

An do hänkt et elo an der Pandemie natierlech ëmsou méi. Vill Projeten hu mussen ofgesot gi wéinst de Covidrestriktiounen hei am Land, mee och am Ausland. Verschidden Optrëtter sinn net méi finanziell drobar wéinst de Restriktiounen, déi mer hunn. Dat ass kee Reproche un de Restriktiounen, ëm Gottes Wëllen! Ech mengen, all déi Restriktiounen, oder de Gros vun hinnen, maache Sënn. An ech mengen, datt heibanne jo och nach ëmmer eng Majoritéit der Meenung ass, datt et eng Pandemie gëtt, déi Restriktioune verlaangt. Mee Fakt ass, et huet eis Kultur beaflosst! An ech freeë mech perséinlech och schonns drop ze gesinn, wéi eis Kënschtlerinnen a Kënschtler mat dëser Pandemie ëmginn an och d'Sortie aus dëser Pandemie kënschtleresch begleede wäerten.

Fir verschidde Kënschtler ass dann och d'Hausse vun de Präisser vun de Matière-premièren een net ze negligéierende Facteur, wann et dréms geet, ob hire Projet um Enn vum Mount nach opgaangen ass.

Jo, et gëtt Aiden an Ënnerstëtzungsmoossname fir Kulturschafender, mee trotzdeem sinn déi aktuell Zäiten net einfach fir Museker, Moler, Schrëftsteller, Sculpteuren, Schauspiller, Dänzer an esou weider an esou fort. Et mussen hinne Perspektive gebuede ginn. An dofir freeën ech mech, datt och d'Madamm Ministesch am KEP e Plan de route virgesäit, deen net statesch ass, mee deen ëmmer nees un déi aktuell Gegeebenheete muss ugepasst ginn. Bei aller Flexibilitéit, déi d'Regierung sech wëllt ginn, bleift an eisen Aen awer ee grousse Problem bestoen, an dat ass deen, datt de Kulturentwécklungsplang e Plang ass, deen eng Professionaliséierung viséiert an domat och eng Ekonomiséierung vun der Kultur.

Dat huet éischtens déi traureg Konsequenz, datt d'Konscht an d'Kultur am net professionelle Beräich, dat heescht am Beräich vun den Hobbymuseker oder Hobbymoler zum Beispill, hei wäitestgeeënd ënnert den Dësch falen, obwuel gewosst ass, wéi wichteg kreativ a schëpferesch Aktivitéite fir d'Santé mentale kënne sinn, an dat och grad a Krisenzäiten.

Zweetens ergëtt sech esou awer och de Risk, de Wäert vun enger kultureller Produktioun ze verzerren, andeems d'Valeur vun engem Wierk u senger Verkafbarkeet bemooss gëtt. Wat mat engem Wierk méi Profitt ka generéiert ginn, wat besser. Esou kënnen Iddien, Erliefnisser, Gedanken, Gefiller an Inspiratiounen, déi eigentlech onbezuelbar sinn, reduzéiert ginn op de Profitt, dee sech mat hinne generéiere léisst. An dat däerf a mengen Aen net sinn.

D'Kulturschafend sinn natierlech, wéi jiddwereen, Deel vun der Gesellschaft an der Natioun, an där se liewen. Mee an hirem Beruff huele se d'Roll vun engem kritesche Beobachter an a beweege sech esou an engem Kader, deen, jo, gläichzäiteg an der Gesellschaft, mee awer och deelweis ausserhalb vun der Gesellschaft ass, wann een e Bléck vu bausse op d'Mëssstänn werfe wëllt, well et nëmmen aus dëser hybrider Positioun eraus méiglech ass, der Gesellschaft e Spigel virzehalen.

Wa mer Ziler viséieren, déi d'Konscht méi verkafbar maache sollen, wa mer d'Weiderverwäertbarkeet vun enger Schëpfung favoriséieren, well esou aus enger Produktioun ëmmer nees Profitt ka gezu ginn ouni nei Ausgaben oder Zäitinvestissementer, wa mer d'Qualitéit vun engem Wierk duerch de Präis, deen et um Maart erzile kann, bemoossen, da verzerre mer de Kär vun der Kultur.

Selbstverständlech brauchen och Kulturschafender Suen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen an hiert Liewe gestalten ze kënnen. Hei stellt sech awer d'Fro, ob dat nëmmen iwwert de Wee vun enger Ekonomiséierung vun der Kultur ka goen. Ech weess, datt eis Regierung, wat d'Theema Grondakommes a Copyright ugeet, ëmmer e wéineg, et kann ee soen, retizent as, an dofir gesäit de Kulturentwécklungsplang jo och keng innovativ Neiusätz fir d'Kulturfinanzéierung vir, mee bleift bei de klasseschen Outilen an Aiden, déi een eeben esou aus der Maartwirtschaft kennt.

Mee dat ass u sech e bëssen traureg, well et an eisen Aen eng verpasste Chance ass, Kulturschafend vun hirer Maartofhängegkeet ze befreien. E Grondakommes hätt ville Kënschtlerinnen a Kënschtler an dëser Kris e weidert Sécherheetsnetz kënne bidden a géif de Kulturschafenden et erlaben, hirer Kreativitéit fräie Laf ze loossen, ouni permanent Angscht virun der Prekaritéit an den domat verbonnenen Iwwerleeungen, wat sech verkafe léisst a wat net. A virun allem och virun der Suerg, datt, wa se vu staatleche Subventiounen ofhängeg sinn, dann op eemol vläicht awer eng Partei kéint un d'Rudder kommen, déi zwar dervunner schwätzt, datt d'Kultur soll fräi sinn, mee a Wierklechkeet d'Kënschtler op d'Geriicht zitt. A wat géif als Éischt do gestrach ginn? Ma natierlech d'Subside vun deene Kënschtlerinnen a Kënschtler, déi hinnen net géife passen.

Gläichzäiteg kéint e modernt Copyright-Gesetz d'Rechter vun den Auteure schützen, se finanziell entlounen an hir Wierker fir d'Gesellschaft méi zougänglech maachen.

Ech begréissen do och explizitt, datt mer an der Reform vun den Droit-d'auteuren d'Bestseller-Klausel nach eng Kéier wäerten ukucken, well och do ass, mengen ech, op europäeschem Plang vill Aarbecht geleescht ginn, datt e Kënschtler, wa säi Wierk grousse Succès huet, net kann duerch Knebelverträg ausgebeut ginn.

Mir hunn haut nei Viraussetzungen, fir Texter, Musek, Biller a Filmer weltwäit ze verbreeden, ze consomméieren, awer och ze besëtzen. An do muss ee sech dann awer d'Fro stellen, wéi dat och mat deenen neien Technologien ass. An ech mengen, deen aktuellsten Hype si jo déi Non-Fungible Tokens oder kuerz NFTen. Wat sinn NFTen? Ma fir jiddwereen, dee sech fir Blockchain & Co. interesséiert, dat ass eng Aart a Weis, wéi ee kann e Stéck Konscht besëtzen, ouni de physeschen Objet ze besëtzen.

Esou gouf zum Beispill deen éischten Tweet rezent fir 3 Milliounen Dollar verkaaft. E GIF vum Nyan Cat - dat ass déi Kaz, déi e Reebou-Schwanz, Reebou-Fuerz, wéi een et dann och nennt, huet, an déi permanent duerch d'Géigend flitt - gouf fir e puer Dausenden Euro verkaaft; net de Fichier per se, mee d'Recht, sech als Eenzegen Eegentemer vun deem Fichier ze nennen. Dir gesitt, dat verlaangt scho mol en intellektuelle Sprong, fir iwwerhaapt als Eenzegen Eegentemer vun engem digitale Fichier kënnen ze sinn, dee gläichzäiteg nach fräi am Internet zirkuléiert. Mee nichtsdestotrotz hunn hei Leit Weeër fonnt, fir d'Kultur nach méi ze ekonomiséieren.

Et stellt sech also d'Fro, wéi mer an Zukunft mat esou Tendenzen ëmginn. Sinn dat nei Chancë fir Kënschtlerinnen a Kënschtler oder ass et eng Gefor? Ass et eng Gefor, datt hei aus eppes, wat fir jiddwereen als allgemeng Kulturgutt zougänglech misst sinn, op eemol e Spekulatiounsgutt gëtt? Datt mer hei also net nëmmen e Spekulatiounsgutt aus Kultur maachen, mee tout au contraire, fir déi Tokens ze „minen", also ze produzéieren, gëtt esou vill Stroum verbraucht, wéi Serbien an engem Joer als Land produzéiert. Dat ass en immense Klimaimpakt, fir digitalen Eegentum iergendwou ze transferéieren. An dann ass et nach net emol Eegentum, da sinn et op eemol nëmmen nach Rechter u Kultur!

Et muss ee sech also hei - bei esou technesche Froen, bei esou Froen, op déi Lëtzebuerg ganz wéineg Afloss huet -, d'Fro stellen, wéi mir als Politik, mee och, wéi dee ganze Secteur an Zukunft domadder ëmgeet.

Mir mussen engersäits jiddwerengem d'Chance ginn, fir eng finanziell Sécherheet ze hunn; mir mussen awer och jiddwerengem d'Chance ginn, fir weiderhi fräi kulturschafend ze sinn.

Déi ganz Ängschten an all déi Virwërf, déi een der Kultur heiansdo ka maachen, der Konscht heiansdo ka maachen, däerf een net dorop reduzéieren, sech nëmmen hei op de Kulturentwécklungsplang anzeschéissen. De Kulturentwécklungsplang ass e Plang. Dat huet de Meritt, datt mer eng Pist hunn, e Plan de route hunn, e bëssen eng Anung hunn, wou d'Entwécklung kéint higoen.

De Problem vun esou engem laangfristege Plang, wéi et hei de Fall ass, ass deen, datt e forcement e bësse konservativ ausfält. E fält e bësse konservativ aus, net well dat d'Intentioun war, mee einfach, well ganz vill - an ech mengen, ech hunn dat elo grad mat den NFTe bewisen - Verännerungen einfach en cours de route kommen a sech d'Fro stellt: Wéi reagéiere mer dorobber? An ze waarden, bis et e Kulturentwécklungsplang 2.0 gëtt, ass, mengen ech, ze laang gewaart, well bis dohin huet eis déi digital Revolutioun laang mat der Dampfwalz iwwerrullt.

Ech denken awer, datt et e gudde Plang ass. Ech denken, datt de Kulturentwécklungsplang a ville Punkten déi richteg Jalone setzt. Ech denken do zum Beispill un de Punkt 16 iwwert de Plan d'action fir d'Gläichstellung vun de Geschlechter an alle Beräicher vun der Kultur, un den Observatoire des politiques culturelles am Punkt 3 oder och un de Code de déontologie fir konventionéiert Strukturen, well hei mussen déi kommend Jore genotzt ginn, fir op dëse wichtege Punkte weiderzekommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend wëll ech nach festhalen, datt d'Piraten den Usaz, d'Kulturpolitik duerch en dynameschen a reegelméisseg evaluéierte Plang ze koordinéieren an ze organiséieren, ganz positiv fannen an absolut ënnerstëtzen. Wéi esou oft hätte mer eis just e wéineg méi Courage gewënscht beim Festleeë vun den Ziler, mee dat iwwerrascht no dësem Discours warscheinlech keen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Clement. Jo, den Här Kartheiser. Zu wat?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Zu engem Point d'ordre, Här President. Ech wollt Iech soen ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Entschëllegt, zu wat?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Point d'ordre. Ech wollt Iech soen, Här President, datt ech déi Decisioun, déi Dir virdru geholl hutt, fir dem Här Keup d'Wuert net ze ginn, formell contestéieren, an datt ech dee Punkt an där nächster Presidentekonferenz wäert bréngen.

Den Här Keup hat menger Meenung no d'Recht, sech nach eng Kéier ze verdeedegen als Fait personnel, ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Ma da maacht Dir dat, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... Dir hutt eng aner Decisioun geholl.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Maacht Dir dat. Den Artikel 39 seet ganz kloer, dass keen Deputéierten zu deem selwechte Punkt zweemol intervenéiert, an dat hunn ech applizéiert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir gesinn, ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- An den Här Baum huet och net méi wéi zweemol intervenéiert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... mir gesinn dat an der Presidentekonferenz, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo. Huelt dat an d'Presidentekonferenz, esou wéi Dir dat wëllt. An da bréngt Der d'Reglement mat!

Une voix.- Très bien, Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Sou, an dann huet als nächsten den Här Pim Knaff d'Wuert.

M. Pim Knaff *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hale mech ganz

kuerz. Ech soen awer nach dem André Bauler Merci, datt e mer e bëssen Zäit gelooss huet, fir e puer Wierder ze soen.

M. André Bauler *(DP).*- Ënner Kolleege mécht een dat gär, Här Knaff.

M. Pim Knaff *(DP).*- An als Kulturschäffe vun der Stad Esch, europäesch Kulturhaaptstad an aacht Méint, hunn ech mer erlaabt, d'Wuert hei ze froen. Net, fir iwwer Esch2022 ze schwätzen. Ech mengen, do wär et vläicht méi richteg an utile, wa mer an enger nächster Kulturkommissioun d'Directrice an de Staff nach eng Kéier géife komme loossen, fir eis ze soen, wéi wäit se elo komm sinn. Mir hunn dat am Conseil scho kënne gesinn a wëssen, datt se also e flotten, interessante Programm op d'Bee gestallt hunn, an dee kéinte mer, mengen ech, utilement der Chamberskommissioun presentéieren.

Déi Aarbecht, déi an esou kuerzer Zäit a puncto KEP geleescht ginn ass, ass einfach immens. Meng Felicitatiounen un d'Madamm Kulturministesch Sam Tanson an hir Ekipp am Ministère mat un hirer Spëtzt dem Jo Kox an dem Dany Kohn-Stoffels! Och e grousse Merci un den deemolegen zoustännege Kulturminister an un de Staatssekretär, de Xavier Bettel an de Guy Arendt, fir dës Initiativ!

Mir hunn eis 2017 zu Esch och e Kulturentwécklungsplang op zéng Joer ginn. Mir wëssen also e bëssen, vu wat mer schwätzen. Mir wëssen och e bëssen, wéi vill engagéiert Aarbecht derhannert stécht, fir aus esou engem Noutebuch Musek ze maachen.

A ganz Europa hu säit den 90er-Jore vill Stied, Regiounen, Communautéiten a ganz Länner op d'Kultur gesat, fir eng nohalteg Entwécklung ze garantéieren. Och zu Lëtzebuerg si mer op dee Wee gaangen an hunn de Retard op aner Länner opgeholl.

Zwee Joer vum Verspriechen bis zum Resultat: 2016 war den Ufank, 2018, Enn Juni, konnt deen éischten nationalen Entwécklungsplang virgestallt ginn. Bravo un all déi Implizéiert!

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Wéi wichteg et ass, en Entwécklungsplang ze hunn, weess och déi Europäesch Kommissioun. Si verlaangt dat nämlech, fir zum Beispill den Titel „Europäesch Kulturhaaptstad" ze verginn.

Madamm Ministesch, erlaabt mer, Iech hei e Merci ze soen am Numm vun der Stad Esch fir Är Ënnerstëtzung an deem Prozess vun Esch2022. Net nëmme fir déi generéis finanziell Ënnerstëtzung - 40 Millioune si vill Suen -, mee och fir d'Nominatioun vun zwee héije Beamten an eisem Gremium, der ASBL Esch2022.

Schéin ass och ze gesinn, dass, trotz engem politesche Wiessel un der Spëtzt vum Kulturministère, eng Kontinuitéit besteet an déi kulturell Evolutioun doduerch, wéi zu Esch, eng gewëssen iwwerpolitesch Dimensioun kritt.

Duerch d'Approbatioun vun eisem Kulturentwécklungsplang deemools 2017, respektiv 2018 national, hu mir eis all als Politiker zu eppes méi Grousses engagéiert: Der Kultur, onofhängeg vu politesche Wiesselen, eng iwwergeuerdent Plaz ze ginn. A mer hunn aus hir e wichtege Pilier vun der nohalteger Entwécklung gemaach.

Esch, 36.000 Awunner, e Brochdeel vun de Bierger vun eisem Land. Wann een awer d'Awunner vum Territoire 2022 zesummenzielt, da komme mer op iwwer 170.000 Leit. 2022 sinn Esch, de Minett an de PRO-SUD Kulturhaaptstad vum ganze Lëtzebuerger Land.

Wéi scho gesot ënnerstëtzt de Staat dëse Projet mat 40 Milliounen. Deen Invest ass enorm, awer justifiéiert. 2007 hat de Staat en equivalente Montant an d'Stad Lëtzebuerg investéiert.

Um Territoire vun Esch2022 si véier Stied - Déifferdeng, Diddeleng, Esch a Rëmeleng - a sechs Gemengen - Beetebuerg, Käerjeng, Keel, Monnerech, Suessem a Schëffleng - engagéiert.

Dass de Kulturministère vun Ufank u mat op de Wee gaangen ass, och anere Stied a Gemengen d'Chance ze ginn, hir kulturell Villfältegkeet ganz Europa an nach driwwer eraus ze weisen, ass e grousse Schratt an e wichtegt Zeechen an déi richteg Richtung. D'Richtung, vun där ech schwätzen, ass déi vun enger dezentraliséierter Kulturoffer, enger liicht zougänglecher Kulturoffer fir all Biergerinnen a Bierger hei am Land.

Wann ech de Bilan vum KEP kucken, fält mir op, dass am Beräich Culture en région nach vill ze maache bleift. Positiv ass awer ze gesinn, dass all d'kulturell Institutiounen duerch d'Land schonn eng liicht Augmentatioun vun dem Budget aus hire Konventioune kruten.

Sécher, et ass nach e jonke Prozess, an an där kuerzer Zäit ass effektiv scho villes geleescht ginn. Mir mussen awer oppassen, dass d'Kulturoffer sech duerch d'ganzt Land gläichméisseg verdeelt an net nëmmen op d'Haaptstad limitéiert ass. All Mënsch weess, wéi frou a wéi houfreg mer op eis schéin Haaptstad sinn an op hir wonnerschéin a bedeitend Kulturinstitutioune wéi de Mudam, d'Philharmonie, d'Theateren an d'Muséeën. Mee eis Regiounen, de Süden, den Osten an den Norden, sinn net d'Faubourge vun der Haaptstad an hunn hir eegen Iddien, Projeten, Visiounen an och hir eegen Haiser, Institutiounen, hir eege kulturell Offer. An déi meritéiert, no deene selwechte Schlësselen subventionéiert an ënnerstëtzt ze gi wéi den Zentrum.

All d'Biergerinnen a Bierger an eisem Land hunn d'Recht op eng divers a qualitativ héichwäerteg Kulturoffer, an dat an hirer noer Ëmgéigend. War fir vill Leit déi kulturell Offer virun der sanitärer Kris wéi e Waasserkrunn, deen een nëmmen huet mussen opdréien, esou gesäit een elo, datt mer frou si fir all Dréps, déi mer kënne kréien. Déi puer Evenementer, déi iwwerhaapt kënne stattfannen, sinn dacks a kuerzer Zäit ausverkaaft, an dat an all de Kulturinstitutiounen uechtert d'ganzt Land. De Public huet eng Verännerung matgemaach an deene leschte Méint an ass duuschtereg op Kultur, an am beschten net wäit vun him doheem.

E Kulturentwécklungsplang ass näischt Rigides. E muss adaptéiert ginn, a warscheinlech wäerten d'Prioritéiten no dëser sanitärer Kris anerer si wéi nach 2018.

Awer net nëmmen d'Offer soll iwwert dat ganzt Land gläichméisseg verdeelt ginn, och déi Kreativ sollen op engem méi wäiten Territoire Fouss faasse kënnen. Net all nationaalt Kulturinstrument, net all national kreativ Färderung muss am Zentrum implantéiert ginn. Eng europäesch Kulturhaaptstad ass keng Finalitéit, mee e Mëttel, fir eng Regioun duerch d'Kultur nohalteg ze veränneren.

Dofir ass et wichteg, och op nationalem Niveau, sech déi finanziell a strukturell Moyenen ze ginn, fir dëse Prozess weiderhi kënnen ze begleeden, och iwwer 2022 eraus. An dee Prozess, d'Kultur an all d'Regiounen ze bréngen, soll sech net nëmmen op den Zentrum oder de Süde limitéieren, mee d'Moyene sollen, wéi gesot, no kloren an transparente Schlësselen verdeelt ginn.

Esch2022 wäert e positiven Impakt hunn op eis Regioun an doriwwer eraus. Ech si gespaant, wéi d'Kultur an de Regiounen, egal ob Süden, Norden, Osten oder Zentrum, no Esch2022 wouergeholl gëtt. Ech wënschen dofir allen Acteure vum KEP Bonne chance an der Exekutioun vun hirer Missioun.

An ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Pim Knaff. An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Kulturministesch Sam Tanson.

M. Georges Mischo *(CSV).*- Här President, ...

(Brouhaha)

Här President, ech hat virdrun nach beim Här Scheeck d'Wuert gefrot.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo. Den Här Georges Mischo, wannechgelift.

M. Georges Mischo *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wäert mech och kuerz faassen. Ech hunn nach zéng Minutten ze rieden, mee dat wäert ech sécher net auskosten.

Ech muss awer hei elo éischtens emol alleguerten de Riedner virdru Merci soen, déi de Projet Esch2022 ënnerstëtzen, ob se aus dem Süde sinn oder ob se net aus dem Süde sinn. An ech mengen, den Här Bauler hat virdru richteg gesot, dass et net nëmmen e Projet ass fir de Süden oder fir d'Gemengen aus dem PRO-SUD, mee fir d'ganzt Land.

Aus deem Grond muss ech dann awer op d'Propose vum Fred Keup reagéieren an och op eng Rei vun Denkmalschützer, déi besser gehat hätten, sech besser ze informéieren, oder sech iwwer eis Prozeduren zu Esch ze informéieren, well do Informatiounen erausgeballert ginn, déi einfach esou net stëmmen.

Jo, et stëmmt, dass mer 400 Gebaier geschützt hunn ënner „constructions à conserver". Dann hu mer awer och nach Honnerte vu Gebaier zu Esch, déi sinn „avec éléments identitaires à conserver", an déi kënnen och deemno net ofgerappt ginn. Mir hunn den Text deementspriechend ugepasst.

Dann ass awer och net ze vergiessen, dass mir eis Secteur-protegéen hunn, wou zum Beispill och d'Aarbechtersidlungen et cetera protegéiert sinn. Och dee ganzen Zentrum vun Esch ass an enger Zon, wou eeben eng ganz Rei Elementer doduerch geschützt sinn, déi un den Haiser dru sinn. Et ass also einfach nëmme falsch ze behaapten, mir hätten nëmme 400 Haiser geschützt, well mer eebe ganz sensibel mat deem Theema ëmgaange sinn, eeben, dass mer déi zirka 2.000 net elo schützen, mee fir eng Modification ponctuelle vum PAG analyséieren, esou wéi mer dat am Gemengerot gesot hunn an och esou ofgestëmmt hunn. Also ass et ganz wichteg, déi Informatiounen och ze hunn.

Mir sinn enger europäescher Kulturhaaptstad wierdeg. A mir wäerte sécher den Denkmalschutz do net vergiessen, well mir jo och schonn oft op anere Plazen deementspriechend Saache schützе gelooss hunn, déi net ugefrot waren, fir geschützt ze ginn.

Dofir wollt ech mech do awer nach eng Kéier exprimiéieren, dass de Schäfferot, awer och de Gemengerot vun Esch enger europäescher Kulturhaaptstad wierdeg sinn an dass mer an enger zweeter Phas net nëmmen d'Industriekultur, mee awer och alleguerten eis Gebaier analyséiere wäerten, an déi Saache sécher net wäerten ofrappen, mee och ënner Denkmalschutz wäerte setzen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Georges Mischo.

An elo ass et awer un der Regierung, un der Madamm Kulturministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture.*- Jo. Merci, Här President, ech hat am Ufank vum Nomëtte geduecht: A, wéi schéin, wann iwwer Kultur geschwat gëtt, dann ass et hei esou harmonesch wéi seelen! Bon, dat huet sech dunn e bësse geännert.

Dat ass awer net schlëmm. Ech soen Iech awer e ganz grousse Merci, éischtens emol, dass déi Debatt hei méiglech gemaach gouf, op Demande hi vun der CSV, mat virop dem Octavie Modert. E grousse Merci un all d'Deputéiert aus der Kulturkommissioun, déi matdiskutéiert hunn ënnert der Leedung vun dem Djuna Bernard als Presidentin.

Natierlech awer och e ganz grousse Merci un all déi Acteuren, déi an d'Kommissioun komm sinn, fir Echangen ze hunn. Echangen, déi mir natierlech och reegelméisseg am Ministère hunn.

An och e grousse Merci natierlech un déi ganz Ekipp am Kulturministère, mat virop dem Jo Kox, déi sech och déi lescht Deeg nach immens Méi ginn hunn. De Jo huet nach vereenzelt Nuit-blanchë gemaach, fir d'Mesuren ze aktualiséieren, fir dass et wierklech esou gutt wéi um leschte Stand wär. En huet mer gesot, fënnef Fichë wären awer nach net aktualiséiert gewiescht. Ech mengen, dat huet elo gemaach, dass en dann nach eng Kéier eng Nuecht net geschlof huet. Mee ech si sécher, dat wäert awer elo deemnächst geschéien, soudass Der do au courant bleift.

Well dat, wat jo wichteg ass bei deem Instrument - ech kommen nach drop zréck, wat d'Instrument ass, well do hunn ech och e puer Saachen héieren, déi ech awer wollt e bësse recadréieren -, dat ass och, dass een transparent kann novollzéien, wou mer dru sinn. An duerfir hu mer jo och dee Site en place gesat, wou ee bei all Mesure - ech hunn dat och eng Kéier an der Kommissioun erkläert, oder bei den Assisen, ech weess et net méi - de Prozentsaz vun de Mesurë genau gesäit, wou mer dru sinn. Dat ass natierlech kee wëssenschaftleche Prozentsaz, dat ass eng Evaluatioun, déi mer gemaach hunn, mee wou ee genau gesäit: Wat sinn d'Etappen, déi bis elo an deem Prozess gemaach goufen?

Jo, wat ass de KEP? Do hunn ech elo ganz ënnerschiddlech Saachen héieren. D'Denominatioun ass u sech wierklech dat mannst wichtegt bei deem Ganzen, mee d'Instrument en tant que tel war schonn extreem wichteg. Duerfir och nach eng Kéier Felicitatiounen dem Guy Arendt, dass en dat ugestouss huet als Prozess. Et ass jorelaang doriwwer geschwat ginn, dass een de Secteur misst opschaffen. D'Josée Lorsché ass drop agaang an hirer Ried, dass dat eppes ass, wat immens vill a laang am Gespréich war, fir ze kucken: Wat hu mer a wat brauche mer? Wou wëlle mer hin?

An hei war d'Missioun ganz kloer virun allem op dat Professionellt an eisem Secteur axéiert. Dat anert ass net onwichteg - ech wäert och nach dorobber agoen -, loin de là! Et ass essenziell an eiser Gesellschaft, a wäit iwwert d'Kulturellt eraus. Mee wourëms et hei goung, dat war ze kucken: Mir hunn e Kultursecteur, deen huet sech mat deenen zwou Kéieren, wou mer zu Lëtzebuerg Kulturhaaptstad waren, developpéiert, deen ass ëmmer méi professionell ginn. Mee et feelen eeben nach Saachen, et feelen nach Bausteng, et kann een nach Saache besser maachen, nach Saache weiderdreiwen. An dorëms ass et gaang.

Dat heescht, et sinn eng Rëtsch Mesuren op d'Bee gestallt ginn, déi weisen, wat ee ka maachen. Dat muss net alles gemaach ginn. Et sinn och Saachen, wou mer en cours de route gesinn hunn: Ok, dat kann ee vläicht anescht maachen, muss ee vläicht anescht maachen. Och duerch d'Pandemie, mee net nëmmen. Et sinn och Saachen, déi dee Moment vergiess goufen, well se vläicht manner present waren.

Mee et ass en extreem wichtegt Element, an et geet op kee Fall - an do weess ech elo net, ob ech den Här Clement net richteg verstanen hunn oder wat en domadder wollt soen -, et geet hei net ëm d'Ekonomiséierung vun der Kultur. Dass d'Ekonomie en Element vun der Kultur ass, dat wëll ech awer och net niéieren. Ech fannen, dass dat och wichteg ass. All Artist ass houfreg, wann e bezuelt gëtt fir seng Aarbecht a wann dat e Wäert huet, net nëmmen e Wäert vun Appreciatioun, mee och en ekonomesche Wäert.

Dat ass awer net den Haaptobjet - loin de là! - vum Kulturentwécklungsplang oder vun deem, wat mer maachen, mee et geet an der Kulturpolitik drëm ze ënnersträichen, dass d'Kultur och en ekonomesche Wäert huet. Well mir liewen nun emol an enger Gesellschaft - an et ass interessant, ech hunn haut an där heiten Diskussioun vill iwwer ekonomesch Theorien an och politesch Theorien héieren, wat jo och de breede Spektrum vun der Kultur weist -, mir liewen an enger Welt, wou villes op d'Ekonomie berechent gëtt. Et soll een et op kee Fall dorop reduzéieren, mee et ass fir ze beleeën a fir ze weisen a fir ze soen an ze ënnersträichen, dass och d'Kultur en ekonomesche Facteur zu Lëtzebuerg ass, dass vill Leit dovunner liewen, dass eng 16.000 Leit an deem Secteur professionnell beschäftegt sinn, dass, wann hei Theaterproduktioune sinn, d'Hoteller dovunner profitéieren, dass, wann eng Art Week ass, och d'Hoteller an d'Gastronomie dovunner profitéieren. An dat sinn alles Facteuren, déi mer op kee Fall negligéiere sollten, well si ginn deem Ganzen nach méi Poids. Et dorop ze reduzéieren, ech mengen, dat mécht keen, ech op alle Fall net. An dat maache mer och net an eiser Politik.

Ech wollt op e puer Punkten agoen, just vläicht eng generell Remark am Ufank. Ech sinn immens frou, dass mer an der Regierung - an och mat Ärer Ënnerstëtzung hei, well ech hu keen héieren, deen dat kritiséiert huet - eng Virreiderroll op europäeschem Niveau konnte spillen a Saachen Ëffnung vun der Kultur, d'Kultur oppen halen. Mir sinn immens vill dofir gelueft ginn, och op internationaler Eebene. An et ass eng Zort Nationbranding, och wann ech dat Wuert iergendwann eng Kéier, mengen ech, net méi kann héieren. Mee et huet gewisen, wéi wichteg et de Leit ass. Ech war ganz vill an den Theater, ech sinn Expoe kucke gaang, ech si Concerte lauschtere gaang. An ech hu gesinn, wéi e Besoin do war vum Public, fir iergendwéi op aner Gedanken ze kommen, fir iergendwéi aner Saachen ze erliewen. An natierlech och e Besoin vun den Artisten - an dofir sinn ech ganz frou, dass de Marc Baum haut nach derbäi war als eisen eenzege Kulturschafenden hei an der Chamber -, fir kënnen op d'Bün ze klammen, fir dat alles kënnen ze deelen.

D'Kultur huet ëmmer eng extreem wichteg Roll ze spillen an eisem Liewen, mee an esou Momenter wéi elo, an esou Krisemomenter, huet se eng essenziell Roll ze spillen. Net nëmmen, well se eis op aner Gedanke bréngt, well se „food for your thought" ass, mee well se och a Fro stellt. Natierlech muss d'Kultur a Fro stellen. Eng Kultur, déi net a Fro stellt, déi erfëllt net hir Missioun. Net all kulturell Aktivitéit muss a Fro stellen, mee en substance stellt déi meescht Kultur a Fro. Si stellt alles a Fro. An ech gesinn och keng offiziell Kultur zu Lëtzebuerg. Ech fannen et eng Frechheet, fir eise Kënschtler ze soen, mir wieren an där Situatioun, well et ass iwwerhaapt net dat, wat ech feststellen. An ech si frou iwwert déi Afrostellung. An et ass och dat, wat een als Spectateur brauch: dass een och konfrontéiert gëtt mat aneren Iddien, mat anere Gedanken, grad eeben an deenen Zäiten, déi mer elo kannt hunn.

Ech wollt dann op e puer Punkten agoen, déi vun Iech ugeschwat goufen - dat sinn d'Kënschtler, d'Kulturinstituter, de Public an de Patrimoine.

De Kënschtler ass am Mëttelpunkt vun där Politik, déi mer am Kulturberäich maachen. Dat geet vun der Plaz aus. Mir hunn dëst Joer Ateliere fir plastesch Kënschtler an der aler Police-Schoul um Verluerekascht kënnen zur Verfügung stellen. Mir hunn d'Residenzen am Neimënster ausgebaut. Mir hunn e Collectif d'artistes zu Buerglënster en résidence oder de Programm vun den Artistes associés an de Kulturhaiser op d'Bee gestallt.

Deen 1 % vu „Kunst am Bau" gëtt reforméiert, eppes ganz Wichteges fir d'Artistes plasticiens, well et eng Visibilitéit gëtt, well et och eng Méiglechkeet gëtt, remuneréiert ze gi fir eng Aarbecht, déi gemaach gëtt. An et bréngt och den Utilisateure vun den ëffentleche Gebaier d'Konscht méi no.

Mir hunn awer och ganz vill am Dialog geschafft. An och do ass et immens wichteg, dass mer staark Federatiounen hunn, dat ass och ugeklonge vum Marc Baum, mengen ech. Déi Lobbyaarbecht, déi Gewerkschaftsaarbecht vun den Artiste fannen ech essenziell. Wat se sech méi zesummendinn, wat se hir Fuerderunge méi haart kënne kloermaachen. Wat et och ënnerenee méi déi Kontakter gëtt, wat et méi einfach gëtt, sech staark ze maache vis-à-vis vun dem méi staarke Vertragspartner a wat och mir politesch Decideure besser weiderkommen, well mer genau wëssen, wou de Secteur hiwëllt, a well mer och zum Beispill an de Konventioune kënnen drop hiweisen, dass et do ganz genau tarifär Opléschtungen an tarifär Fuerderunge gëtt.

An duerfir war eent vun den Uleiessen, wat mer schonn d'lescht Joer an d'Weeër geleet hunn, eeben, d'Federatiounen ze stäerken, d'Konven-

tioune vun de Federatiounen an d'Luucht ze setzen. An ech sinn immens frou, dass sech aus der Kris eraus och eng generell Federatioun gegrënnt hat, wou mer och en Echange haten. An duerfir war jo gesot ginn, wat och d'Madamm Modert virdru gesot huet: Mir haten en Echange och mat de Leit vum Buch. Well déi sinn och an der ULASC vertrueden, dat ass d'Union luxembourgeoise des associations du secteur culturel. Dat heescht, et gëtt eng nei Federatioun. An et gëtt och nach eng, déi an de Startlächer steet, dat ass de Reseau vu sämtlechen Acteuren am Musekberäich, wat och wierklech ganz, ganz wichteg ass.

Mir hunn an der Covidzäit natierlech - et ass ugeklongen, mir haten op, mee domat geet et net duer! - och vill Aiden ausbezuelt. Mir hunn 2020 1,1 Milliounen Euro zousätzlech Aiden ausbezuelt. An och 2021 hu mer elo deen exzeptionelle Regimm nach en vigueur; dee leeft elo nach bis Enn dëses Mounts. Ech wäert awer muer de Regierungsrot froe fir eng Verlängerung bis Enn Juni, well mer nach net an der Normalitéit ukomm sinn. An ech hoffen, dass ech do deen Accord kréien.

Am Kader vun „Neistart Lëtzebuerg" hu mer 5 Milliounen Euro fir d'Kultur an d'Kreatioun kënnen ausginn. Et sinn iwwer 220 Beneficiairen do dervu gewiescht, dat sinn d'Kulturschafend, d'Kënschtler, d'Institutiounen. An d'Zil wor et, dass keen duerch déi sozial Netzer fält. Mee d'Zil wor et awer och, d'Kreatioun ze ënnerstëtzen. Et ass net just drëm gaangen, Suen ze verdeelen, et ass ganz vill drëm gaangen, Projeten ze ënnerstëtzen, oder einfach nëmmen d'Kreatioun en tant que tel.

An duerfir ass déi zweetlescht Aide, déi mer an d'Liewe geruff haten - déi vun der Résidence à domicile -, u sech déi, wou ech perséinlech elo wierklech am glécklechsten driwwer sinn, dass mer dat gemaach hunn, an et ass eng, wou mer och kucken, wéi mer dat kënnen an den normale Betrib eranhuelen, wou mer den Artiste gesot hunn: „Mir brauche kee Produit final. Sot eis, u wat Der wëllt schaffen, mir ënnerstëtzen Iech, fir déi Aarbecht ze maachen." D'Madamm Modert hat dat jo och virdru gesot. Dat kann am Kreatiounsprozess sinn, dat ka just eng Preparatioun vun eppes sinn, dat kann einfach nëmmen d'Iwwerleeë sinn: Wéi kann een un eppes erugoen? Dat muss net herno verbonne si mat engem Buch, wat dobäi erauskënnt. Mir hoffen natierlech, dass dat dat ass, wat dobäi erauskënnt. Mee et geet eeben drëm, déi Fräiheet vun den Artisten ze ënnerstëtzen.

Déi aner Bourse, déi Lescht, déi mer elo an d'Liewe geruff haten, dat ass déi vun den Editeuren. Do war d'Fro opgeworf ginn, wat dat mat deem Équilibre financier op sech hätt. Dat ass eigentlech eng relativ traditionell Demande, déi mer hunn, dass mer Leit, Associatiounen oder, an deem hei Fall, Entreprisen ënnerstëtzen, déi awer viabel sinn, wou et elo net ze vill grouss Problemer gëtt.

Dir hat d'Fro gestallt vum Gesetz. Vläicht à titre d'explication, et ass esou: Mir kënnen, Stand haut, net einfach nëmme Sue verdeelen un Entreprises commerciales, dat ass wéinst den europäesche Reegelen esou. Mir kënnen awer bei engem Appel à projets Sue verdeelen. Mir haten dat d'lescht Joer gemaach fir d'Concertssäll, do hu mer eng Rëtsch kleng a gréisser Concertssäll kënnen iwwert dee Wee ënnerstëtze mat konkreete Projeten, déi se eis eraginn haten. A mir hunn dat déi dëst Joer gemaach fir d'Editeuren. An natierlech sinn dat Aiden, déi mer wëlle bäibehalen. A mir wëllen eis och zukünfteg eng Base légale ginn, fir dat nach méi breet opzestellen.

Dann hutt Der ganz vill geschwat iwwert d'Reform vum Gesetz iwwert d'Aides sociales. Mir haten 2019 eng Consultation publique iwwert dat Gesetz. D'Resultater sinn op den Assisen 2020 presentéiert ginn. Et sinn der vill vun Iech, déi drop agaange sinn, ech maachen dat elo net méi. Den Depot soll nach dëst Joer kommen, mee mir sinn nach a Consultatioun mam Secteur, fir eeben ze kucken, wat mer elo genau festhalen. Mir hate schonn eng Rëtsch Echangen, dat ass awer nach net fäerdeg.

Wat evident ass, dat ass, dass mer d'Konditioune méi einfach maache fir eran, dass mer och méi eng grouss Flexibilitéit virgesinn, well eeben effektiv, ëmmer erëm nei Demanden eraginn, ëmmer erëm vu vir ufänken, dat fannen ech och relativ penibel. En digitaalt Element - ech mengen, d'Madamm Asselborn-Bintz hat dovu geschwat - kënnt natierlech och mat eran. A mir wäerten och eng Aide au démarrage virgesi fir déi Jonk.

Mee vu dass et nach net ofgeschloss ass, erlaabt mer just ganz kuerz, dann e Wuert zu der Motioun op deem dote Punkt vun der Madamm Modert, also vun der CSV. Do wëll ech mech haut net festleeë loossen op deen een oder deen anere Punkt, well mer nach amgaange sinn, mam Secteur ze consultéieren. Et wäerte sécherlech Punkte sinn, déi Dir do schreift, déi sech wäerten doran erëmfannen, anerer eventuell net. Mir wäerten op verschiddene Punkte méi wäit goen, op anere manner wäit, soudass et ze fréi ass, fir elo haut eng Motioun dozou unzehuelen. Mee hei si jo elo kloer Är Positiounen, a mir wäerten an deenen nächste Méint d'Geleeënheet kréien, doriwwer ze diskutéieren, well de Projet de loi, dee gëtt dëst Joer nach deposéiert.

Da vläicht nach eppes, wou ech nach kuerz bei der Kreatioun bleiwen. Zu deem 1 % hunn ech Iech gesot, dass mer dorunner schaffen. Mir hunn och elo e Posten ausgeschriwwen - déi Ausschreiwung ass, mengen ech, nach amgaangen -, fir dass eng Persoun bei eis sech elo wierklech just doröms wäert bekëmmeren, an déi wäert och zouständeg si fir d'Revalorisatioun vun der Kollektioun vum Kulturministère, soudass mer do eng Artothèque am Kulturministère wäerte schafen. Ech hunn eng Kommissioun en place gesat, déi sech iwwert déi lescht Méint ëmmer consultéiert huet, do sinn och Vertrieder vun deenen eenzelne Muséeën dran, fir ze kucken, wat mer kafen, no verschiddene Krittären, Virgäng, fir dass net ze vill Widderhuelungen do sinn a fir dass mer eis wierklech breet opstellen. An ee vun den Appeller am Kader vum „Neistart" ass eeben och gewiescht, dass mer géifen eis Kollektioun erweideren.

Dann d'Unerkennung vun de Kënschtler. Mir hunn elo vill vum Schaffe geschwat, mir hunn de Mëtte vill vun de Sue geschwat, et gëtt awer nach eng aner Zort Unerkennung, an dat ass déi vun de Kulturpräisser. Dat ass e wichtege Moment an enger artistescher Karriär, wou ee vu senge Kolleege geéiert gëtt, an dat och virun engem Public. An dofir iwwerdenke mer dës Präisser a mir féieren och fir d'éischte Kéier national Theaterpräisser a véier Kategorien an, zesumme mat der Theaterfederatioun. An dat wäert de 17. Dezember (veuillez lire: 17. September) dëst Joer fir d'éischte Kéier stattfannen a wäert zesumme mam Danzpräis attribuéiert ginn.

Wa mer vu Kreatioun schwätzen, da schwätze mer natierlech vu Kultur:LX, och dat een Numm, deen haut oft gefall ass. Ech ginn elo net méi op alles an, wat Der scho gesot hutt. Mee dee Projet de loi wäerte mer nach virum Summer deposéieren. Ech si wierklech ganz houfreg - och wann ech kee Meritt un deenen zwou Dammen en tant que tel hunn - iwwert déi Aarbecht, déi si scho maachen. Si gi mat ganz vill Energie do erun. Si hu scho quasi dee ganze Secteur begéint. Si hu ganz, ganz, ganz vill Iddien, wat se alles kënne maachen. Mee d'Haaptmissioun ass natierlech déi vum Export, mol fir d'éischt no baussen, mee awer och vum Karriäropbau hei zu Lëtzebuerg - och dat ass eppes, wat sech nach an deene leschte Méint verstäerkt huet, dass dee Besoin wierklech do ass, a wou se ganz geziilt kënnen Artisten an hirem professionelle Werdegang ënnerstëtzen.

An de But ass nach ëmmer deen, dass Kultur:LX sech wäert an der Villa Louvigny etabléieren, wann de Santésministère net méi an der Villa Louvigny ass. Déi hunn am Moment och aner Prioritéiten, wéi Der wësst. Mee op alle Fall wäert do wierklech e Lieu geschafe ginn - do si mer mat den Architekten a mat Bâtiment public amgaangen, drun ze schaffen -, wou ee ka kreéieren, wou Raimlechkeeten zur Verfügung stinn, mee wou een och all déi néideg Informatioune kritt, wou och Büroen zur Verfügung sti fir déi Professionell aus dem Secteur, a wou dann och Concerten organiséiert kënne ginn an deem ganz historesche Plang.

Ee Punkt, deen ech elo, mengen ech, de Mëtteg net héieren hunn, dat ass dee vum Congé culturel. Ech wollt Iech awer do soen, dass mer och do amgaange sinn, drun ze schaffen. An deen neien Dispositif wäert sech virun allem u professionell Kënschtler riichten, oder eebe semi-professionell, wéi mer der jo och eng ganz Rëtsch hunn, déi u groussen a wichtege Manifestatiounen zu Lëtzebuerg an am Ausland deelhuele wëllen.

Bon, Stéchwuert Quoten - ech hunn do meng Meenung nach net geännert. Ech sinn nach ëmmer reservéiert, fir wierklech eppes Fixes virzegesinn. Mee et huet sech awer schonn esou munches gedoen. Zur Occasioun vun der Fête nationale hate mer mat deene grousse Radioe geschwat, an do war jo schonn eppes an d'Liewe geruff ginn. An de soziokulturelle Radio huet souwisou eng grouss Lëtzebuerger Programmatioun. Souwäit ech informéiert sinn, huet RTL mëttlerweil och eng Emissioun mat Lëtzebuerger Musek. An ech fannen dat natierlech wierklech eppes absolutt Begréissenswäertes, wou mer och nach weiderhin wäerte sensibiliséieren.

An dann ass d'Fro vun der Musekindustrie - d'Madamm Modert huet do déi Fuerderungen opgegraff, déi op den Assisë komm sinn, vun engem méi professionelle Kader, deen heiansdo feelt. Dat heescht, effektiv, dee ganze Mikrokosmos ronderëm vun den Agenten, vun allem, wat Technik ass, do si vill Leit, déi maache Multitasking. Dat hu mer natierlech och selwer ganz gutt héieren. A mir schaffen drun, fir ze kucken, wéi mer dee Secteur parallell nach besser kënne professionaliséieren. Mir hunn dat zum Beispill am Danzsecteur gemaach, andeems mer eng Aide à la structuration um d'Kompanië verginn hunn. Do hu mer en Appell gemaach, d'Kompanië konnte sech mellen an da kréie se iwwer e puer Joer en determinéierte Montant, deen hinnen eebe grad soll hëllefen, verschidde Chargen, wéi de Marketing, wéi d'Kommunikatioun, wéi den Agent, auszelageren.

Den Här Baum huet nach gefuerdert, dass d'Art-vivanten nach méi gestäerkt solle ginn. Ech sinn ëmmer derbäi, fir nach méi ze stäerken. Mee ech wollt awer drun erënneren, dass mer d'Theateren, virun allem déi kleng, konsequent gehéicht hate mat de Konventiounen an eeben och den Danzsecteur strukturéiert hunn.

Erlaabt mer just awer och ee Wuert zum Amateurberäich. Ech sinn och absolutt der Meenung, dass et fundamental ass, dass mer an eis Veräiner investéieren, dass mer d'Musekveräiner stäerken, d'Theaterklibb ënnerstëtzen. An natierlech och d'Kreatioun am Jugendberäich ënnerstëtzen, well mir wësse jo alleguerten, dass et vun do kënnt, dass, wann een net vu Klengem u Saache mécht, Musek mécht oder sech fir Konscht interesséiert, dass et dann herno vill méi schwiereg gëtt, fir do eranzekommen, zemools an der Musek, mee och bei deenen anere Konschtaarten. Duerfir ass dat eppes, wat eis ganz, ganz wichteg ass, wou mer och ganz vill Zäit an Energie dra setzen.

Mee et ass awer net nëmmen dat. Dat bal nach Essenziellt bei all deene Veräiner ass d'Zesummeliewen an de Gemengen, an den Dierfer, an de Quartieren, woufir et wierklech esou wichteg ass, dass mer déi Benevollen, déi do aktiv sinn, net verléieren an dass mer se och ënnerstëtzen. An dass mer hinnen déi néideg Konditioune ginn, wéi mer et elo mat deem leschte Covidtext gemaach hunn. Jo, et war e bësse méi spéit, mee et ass awer geschitt. A virun allem: Ech hat schonn eng Reunioun d'lescht Woch, oder dës Woch, mam Paulette Lenert, wou mer gekuckt hunn, wéi déi nächst Etappe kéinte sinn. A wann d'Zuelen elo ok bleiwen, da wäerte mer kënne kucken, am Bausseberäich nach méi Museker zesummen optrieden loossen ze kënnen.

Dann zu de Kulturinstituter. Do ass vill vun der Charte de déontologie geschwat ginn. Och do si mer scho ganz gutt weiderkomm. Ëm wat geet et? Et geet virun allem drëm, dass déi Kulturinstituter, déi vun eis finanzéiert ginn, en Ëmgang mat den Artisten hunn, deen där Iddi entsprécht, déi mir do dovunner hunn. Dat heescht eebe grad, dass Kontrakter geschriwwe ginn, an dass se net eréischt geschriwwe ginn den Dag vun der Presentatioun, wat nämlech och mat sech bréngt, dass, wann eppes ofgesot gëtt, deemno wéi dann näischt bezuelt gëtt, wa kee Kontrakt existéiert, och wann et am Programmheft steet. Dat heescht, dass mer Recommandatioune maachen. Et gëtt ëmmer méi Federatiounen, déi eebe grad soen: „Hei, dat do sinn déi Tariffer, déi mer awer minimal wëllen applizéieren." Mer hätte gär, dass dat consideréiert gëtt. Dat heescht och, dass d'Proufzäit consideréiert gëtt, bei den Honorairen zum Beispill. Alles dat si mer amgaangen, op d'Been ze stellen.

Parallell dozou ass de Projet de loi ënnerwee, also, en ass nach net deposéiert, mee d'Amendement, also d'Modifikatioune vum Gesetz vun 2004 iwwert d'Kulturinstituter, do wëlle mer si och stäerken. De Fonctionnement ass elo bal 20 Joer, wou d'Gesetz existéiert huet, do huet sech ganz vill gedoe säitdeem, a mir wëllen d'Gesetz natierlech upassen un d'Besoine vun haut, fir dass se sech besser kënnen opstellen, notamment um administrative Plang, wou op alle Fall déi grouss Haiser wierklech och en Directeur adjoint bräichten, mee awer och am Kader vun de Missiounen, et ass ugeklongen, mat der Recherche, mat der Digitaliséierung, wat ganz wichteg ass.

Dann de Punkt vum Public. Bon, ouni Public keng Konscht. An de Lockdown huet net nëmme gewisen, wéi néideg mir och als Public d'Konscht alleguerte brauchen, mee natierlech och, wéi wichteg et fir d'Artisten ass, dass se hire Public hunn. An et gëtt eng ganz Rëtsch Elementer, wou drop geschafft gëtt, fir eeben dee Public méi no bei d'Artisten ze bréngen, fir virun allem och méi en diversifiéierte Public bei d'Artisten ze bréngen.

E Modellbeispill ass dat, wou ech elo net méi drop wäert agoen, well ech mengen, den zouständege Schäffen huet dat am Detail gemaach, an och verschidde Virriedner: Esch2022 huet sech dat natierlech ganz grouss op de Fändel geschriwwe fir ze probéieren, esou en diversifiéierte Public wéi nëmme méiglech unzezéien an dann och verschidde Pratiques culturelles nohalteg an der Regioun ze etabléieren.

Et geet awer och drëm, dem Public d'Dieren opzemaachen. Dat heescht, bei der Ënnerstëtzung vun der Kulturvermëttlung an dem Accès zur Kultur konzentréiere mer eis haut op d'Opmaache vun den Diere fir jiddwereen. Wat heescht dat? Dat heescht, fir Leit, déi vläicht normalerweis net géife kommen, fir Leit, fir déi et duerch physesch Barriäre méi komplizéiert ass fir ze kommen, mee awer och d'Participatioun, d'zivill Participatioun. D'Iddi ass, d'Kultur an Zukunft och erëm bei déi ze bréngen, déi sech eeben net kënnen deplacéieren. An do dinn ech dann eng Kéier meng zwou Kapen un: Ee Projet, dee mer d'nächst Joer wëlle lancéieren, ass op alle Fall mat dem Centre pénitentiaire, wéi mer och do d'Kultur an de Prisong méi no beienee kënne bréngen.

Fir jiddwerengem ze garantéieren, vu sengem Recht op Kultur Gebrauch ze maachen, hu mer eis dräi Haaptobjektiver gesat: De Kultursecteur ze professionaliséieren um Kader vu senger Publikumsaarbecht, well dat ëmmer méi e wichtege Volet ass vun der Aarbecht vun de Kulturhaiser - dat sinn d'Formations continues „Formation en médiation culturelle" -; Projete finanziell ze ënnerstëtzen, déi geziilt e Publik uschwätzen, deen net bis seelen u Kulturevenementer deelhëlt - dat war en Appel à projets, dee mer virun e puer Woche presentéiert hunn -; an dann natierlech konstant de Reseautage ze stäerken an d'Acteuren aus Kultur, sozialem Beräich an Educatioun zesummenzebréngen.

Vläicht nach e Wuert zum Kulturpass - d'Madamm Modert hat dovunner geschwat. Cultur'all, do ass de Budget vun 2018 vu 47.000 Euro op 80.000 Euro 2019 eropgaangen, fir hinnen ze erlaben, eng Persoun weider anzestellen. An elo si mer op 102.000 eropgaangen, fir hinnen och nach e Computerprogramm ze erméiglechen, wat d'Saach méi einfach mécht.

Den Här Baum huet vum Observatoire des politiques culturelles geschwat. Et ass richteg, dass do am Kader vum Kulturentwécklungsplang 0 % steet. Ech estiméieren awer, dass mer schonn ugefaangen hunn, dans la mesure, wou mer de LISER chargéiert hunn, fir Etüden ze maachen, eebe grad fir ze wëssen: Wat sinn d'Pratiques culturelles? Dat ass a mengen Aen déi éischt Etapp, fir elo mol e bëssen e Gesamtbild ze kréien. Déi Etüd fir d'Muséesvisitten, déi geet den nächste Mount un. Do ass alles prett, do muss de CTE nach tëschent all den Impfinvitatiounen e Moment fannen, fir eis Ëmfro ze verschécken. Vläicht wäert jo och deen een oder deen anere vun Iech esou eppes kréien. An déi nächst wäert dann iwwert d'Literatur goen, well d'Analys dovunner vläicht awer manner covidbeaflosst ass wéi bei anere Secteuren, och wa vläicht méi gelies gouf.

Dir hutt alleguerte ganz vill vun der Schoul geschwat, eppes, wat ech och extreem wichteg fannen, well wann ee vu Klengem un u Kultur gewinnt ass, da benotzt een dat spéiderhin och vill méi fräi a mat vill manner Barriären. An, wéi d'Madamm Asselborn-Bintz och gesot huet, et hëlleft, et gëtt engem och Outile fir d'Zukunft, wann ee vu Jonkem un an engem Veräi Musek gespillt huet oder wann een Theater gespillt huet. Do léiert ee Saache fir d'Liewen, soudass dat natierlech eppes ass, wat eis op Regierungsniveau ganz vill um Häerz läit.

An do gëtt et och eng informell, awer ganz produktiv Zesummenaarbecht mam Educatiounsministère a mam SCRIPT, wou et och Formation-continuë gëtt, wou Kultur och als transversale Medium an anere Fächer agesat gëtt a wou den Zesummenhang tëschent kreativem Prozess a Kulturerliefnis mam Wuelbefannen an der Entwécklung vu wichtege Kompetenzen och eescht geholl gëtt. Et gëtt och Partnerschaften tëschent Schoulen a Kulturinstitutiounen, tëschent kulturellen Acteuren an de Responsabele vun der Kanner- a Jugendbetreiung, a virun allem ënnerhalb vun deene selwechte Lokalitéiten, Gemengen oder Regiounen.

Dann och vläicht nach e Wuert zu de Regiounen. Do si mer och amgaang, eng Bestandsopnam ze maache fir ze wëssen, genau eng Kéier wierklech eng Kartographie: Wat hu mer wou am Land?

Mir hu ganz vill. Et huet heiansdo esou geklongen, wéi wa verschidde Regiounen negligéiert wären. Och net den Norden, Här Bauler, well Clierf huet net nëmmen d'Edward-Steichen-Ausstellung, déi wierklech, mengen ech, hiresgläiche sicht a ganz Europa, mee kritt och elo nach d'Teutloff-Kollektioun mat derbäi, eng Acquisitioun vum CNA, déi e bëssen e Spigelbild an der Modern vun dem Edward Steichen senger „The Family of Man" ass.

Dat ass ee Beispill. Mee et gëtt keng Regioun vergiess, wat dat doten ubelaangt. Verschidden - ass den Här Kaes heibannen? Jo! - aner kulturell Institutioune kréien och nach Infrastrukturen, fir dass se kënne vill genotzt ginn.

Mee op ... Jo, jo!

(Hilarité)

Et ass e klengen Insiderjoke tëschent eis zwee.

Mee op alle Fall: Et ass wichteg - Dir hutt ganz Recht -, dass de Public muss kënnen nobäi Kultur kucke goen, Kultur erliewen. Well et geet een nun emol méi einfach op eng Plaz, déi ganz no bäi engem ass, dat ass evident. Mee mir hunn eng gutt Dicht vu kulturellen Infrastrukturen. Et kommen der nach derbäi, mir ënnerstëtze jo de Bau vu verschiddenen, queesch duerch d'Land. An do si mer eigentlech gutt ausgestatt.

Wat mir immens wichteg ass, dat ass, dass mer herno net eidel Hülsen hunn, mee dass, wa mer déi faramineis schéi Gebaier bauen, dass mer déi natierlech och mat Liewe gefëllt kréien. Zum Beispill ass mam Reseau vun de Centres culturels régionaux elo eng nei Institutioun bäikomm.

Mir haten do eng ganz Analys gemaach, wéi eng elo als nächst sollt derbäikommen. Dat ass Déifferdeng gewiescht. Do sinn awer nach anerer, déi och op der Schwell stinn, wou mer kucken, wéi d'Verdeelung an der Regioun ass, fir dass déi eeben och dohinner kommen.

Mir schaffen och elo …

(Interruption)

Genau, ech wousst, dass dat do elo géif kommen.

Mir schaffen och elo op Muséesniveau mat enger Labeliséierung, wou mer de Muséeë wierklech och wëllen eng Visibilitéit ginn. Mir hunn extreem vill Muséeën hei am Land. Dat sinn net just déi grouss hei an der Stad, mir hunn och, zemools am Norden, ganz vill léif kleng Muséeën, déi sech notamment mat der ruraler Kultur beschäftegen, a wou mer dat esou wëllen duerstellen, dass ee seet: „Dat doten ass en nationale Musée; do hu mer e regionale Musée; do hu mer e lokale Musée", soudass dat och déi néideg Visibilitéit souwuel de Residenten, wéi och den Touriste gëtt.

Da just nach e ganz kuerzt Wuert zum Patrimoine. Ech weess, Dir waart ganz gedëlleg haut, mee ech kann awer net net dovunner schwätzen. Well ech weess net wien, ech mengen, et war den Här Baum, dach, dee virdru gesot huet: „Jo, et geet dem Denkmalschutz e bësse wéi dem Ëmweltschutz." Dat ass net falsch. Ech gesinn do och ëmmer Parallelen, well et drëms geet, eppes ze erhalten, eppes, wat eis alleguerten awer extreem wichteg ass. Mir brauchen et vläicht net fir ze ootmen, wéi dat beim Ëmweltschutz de Fall ass, mee et gëtt awer e ganz anert Wunnegefill, wann een an enger Gemeng lieft, wou ee gesäit, wou déi Gemeng hierkënnt, wou ee gesäit, wat fréier wor, wou d'Geschicht do ass fir unzepaken a wat awer och oft e gewëssene Charme huet.

Ech mengen, mir ginn alleguerte gäre Plaze kucken, déi gutt erhale sinn. Dofir sinn ech och ganz frou, dem Här Mischo seng Interventioun vu virdrun héieren ze hunn, dass si och nach eng Kéier wäerten iwwer hire PAG kucken, och a Fonctioun vun deem, wat Sites et monuments eraginn huet.

D'Amendementer vun deem Projet leie beim Staatsrot. Ech hoffen, dass mer do gläich den Avis kréien, fir dass mer kënne weiderschaffen. Och do hate mer jo ganz gutt zesummegeschafft.

Ech erspueren Iech elo d'Detailer nach eng Kéier vun deem Gesetz, well Der alleguerte ganz gutt kennt, wou awer nach ee Volet ass, deen ech wierklech wichteg fannen, wou mer och vill an der Kommissioun driwwer diskutéiert haten: Dat ass d'Valoriséierung an d'Sensibiliséierung vun dem Kulturierwen, wou mer eis déi néideg Moyene musse ginn, fir dass och jiddweree sech der Wichtegkeet dovunner bewosst ass, an dat vu jéngstem Alter un.

Dowéinst ass nach en anere Projet, un deem mer schaffen, dee vun engem Centre pour les monuments historiques, dass mer verschidde vun eisen nationale wichtegen historesche Bauten och do an de Vierdergrond stellen.

An dann, last but not least: De CNCI ass och e puermol gefall. Déi schaffen och ganz, ganz emseg. Et ass och eng ganz gutt Zesummenaarbecht mat Sites et monuments.

An ech ginn Iech Recht, Här Baum, dass verschidde Saachen och nach rezent ofgerappt gi sinn, déi net ofgerappt gi wären, wann een dat vläicht schonn am Virfeld méi mat hinnen hätt kënne klären, oder dass een dat anescht gekuckt hätt. Mir hunn do och elo eng aner Virgoensweis, dass mer och Projeten, déi eebe grad nach net ofgeschloss sinn, elo mat hinnen zesummen analyséieren, an dass mer eis och Frichen, wou nach kee Projet drop besteet, mat hinnen zesummen ukucken.

Sou! Elo war ech vill méi laang, wéi ech gemengt hat, dass ech géif schwätzen. Ech soen Iech Merci fir Är Geduld.

Ech wollt just nach ee Wuert soen zu där anerer Motioun vun der CSV, déi generell Motioun. Also, ech fannen et ganz léif, well ech hunn eigentlech do all déi Punkten erëmfonnt, déi mer souwisou amgaange sinn ze maachen. Ech sinn net der Meenung, dass een eng Motioun verwerft, well se deem entsprécht, wat mer souwisou maachen. Ech wier da just frou, wann an der Motioun géif honoréiert ginn, dass dat eigentlech dat ass, wat mer och amgaange sinn ze maachen.

Mee wann ech déi Punkte kucken, all déi Projeten, déi opgezielt sinn, vun der Nationalgalerie - déi ech d'ailleurs nach ëmmer esou nennen - mat dem Centre de documentation, mat dem Stockage, iwwert d'Villa Louvigny, iwwer eng ganz Rei aner Saachen, déi en cours sinn ... Duerfir, ech hu guer kee Problem mat där Motioun, wann Der mer awer vläicht nach preziséiert, dass dat schonn dee Wee ass, op deem mer souwisou schaffen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Kulturministesch Sam Tanson. Da freet den Här Kartheiser Parole après ministre. An d'Madamm Modert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech soen och der Madamm Minister Merci fir hir Ausféierungen. An ech wëll ausdrécklech och honoréieren, wat och den Här Baum virdru scho gesot huet, datt si sech och an de Pandemiezäite ganz staark fir d'Kënschtler agesat huet an doduerch och mat derzou bäigedroen hunn, datt et deene Leit awer an der Pandemie net esou schlëmm ergaangen ass, wéi et hätt kënne sinn.

Dat gesot, ass awer en aneren Theemeberäich, deen d'Madamm Minister elo an hirer Ried just, soe mer emol, ganz iwwerflächlech ugeschwat huet, deen awer eng zentral Bedeitung huet - an den Här Keup huet dat a senger Ried erausgeschafft -, dat ass déi Fro: Wéi fräi ass d'Konscht? Dat ass, mengen ech, eng absolutt zentral Fro. Den Här Keup hat a sengen Ausféierunge jo gesot, datt a Konventiounen do och Formulë gebraucht ginn tëschent Ministère an eeben Associatiounen aus dem Konschtberäich, déi awer e gewëssene Kader setzen.

Elo ass et jo esou, datt mir net onbedéngt déi Wierder contestéieren oder a Fro stellen, och dat huet den Här Keup gesot. Mir stelle just fest, datt et dat gëtt! Also e gewëssene politesche Kader. Mir wëssen och nach net, wat an dee Code de déontologie erakënnt.

An zu deem Spannungsverhältnis tëschent de Formuléierungen, déi de Ministère awer an esou Schrëftstécker setzt - sief et eng Konventioun, sief et eventuell spéider de Code de déontologie - an dem Usproch vun der Fräiheet vun der Konscht, ass einfach e potenziellen Interessenskonflikt, e Spannungsfeld. Mir wären op jidde Fall ganz frou, wann d'Madamm Minister hir Positioun dozou méi prezis kéint duerstellen an och soen: Och wann iergendeppes eeben deene Saachen net entsprécht, zum Beispill net humanistesch ass, wär de Ministère dann och bereet, esou Konschtkreatiounen no deene selwechte Konditiounen ze ënnerstëtzen oder net? Wéi fräi ass d'Konscht? Do wäre mer frou, wann d'Madamm Minister eis et géif soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Ier ech der Madamm Modert d'Wuert ginn, ginn ech der Madamm Kulturministesch direkt d'Wuert zréck.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Culture.*- Ech weess net richteg, ob ech iwwerhaapt soll drop äntweren, mee, Här President, et gëtt a mengen Aen näischt, wat méi fräi ass wéi d'Konscht. An ech bieden dann deen, dee mengt, dass e Problem wär mat eise Konventiounen, eis dann ze weisen, awéifern dat jee eng Kéier ënner menger Egide oder och, mengen ech, där vu mengem Virgänger a Fro gestallt gouf. Ech hu mech bei der Interventioun virdrun och gefrot, ob d'Begrëfflechkeet vum Humanismus esou kloer wär fir jiddwereen, dee se do benotzt huet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ministesch. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Modert.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Jo, ech schwätzen awer zu de Motiounen, net Parole après ministre. Merci, Madamm Minister.

Motions

Zu der éischter, enfin zu där Motioun, déi Der wëllt unhuelen: Jo, sécher, ech hat jo gesot, dat si Saachen, déi am Rapport respektiv am KEP drastinn. Et ass dann och am Débat d'orientation, wou eng Motioun zu dem Rapport erauskënnt. Dofir mengen ech, wann een dat da gär ännert, wat Dir gesot hutt, fir e Wuert derbäizeschreiwen, et ass kee Problem, fir dat ze maachen. Selbstverständlech sinn ech domadder averstanen.

Dat Zweet ass: Mat där Motioun zu dem Statut, do hutt Der gesot, Dir wëllt se net unhuelen, well Der awer Saache géift matvirunhuelen, déi dra sinn, anerer net.

(Interruption)

Gutt! Dir hutt gesot, Dir géift se net wëllen unhuelen, well Der op där enger Säit awer Saache géift matvirunhuelen, déi drastinn, an op där anerer Säit awer och Saachen net wéilt unhuelen, déi do dra wieren.

Nun, wann Der Saache matvirunhuelt, wär et jo am Fong geholl logesch, Dir géift dee Moment och d'Motioun matënnerstëtzen. Dir kënnt se net unhuelen, Dir kënnt se nëmmen ënnerstëtzen. Dat wär jo am Fong geholl dann awer déi logesch Suite do dervunner. A wann iergendwellech Tireten do sinn, wou Der sot, wou een dann einfach soll „analyser" derbäi schreiwen, well Der sot: „Déi si méi schwiereg", dann ass och keng Schwieregkeet, fir dat ze maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Modert. Dat heescht, mir si scho bei der Diskussioun vun de Motiounen. Wëllt nach een zur Motioun Nummer 1 oder zur Motioun Nummer 2 Stellung huelen? D'Madamm ...

Une voix.- Djuna Bernard.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Et ass schonn e bësse méi spéit, Här President. Ech verstinn dat ganz gutt.

Jo, ech géif gäre Stellung huelen zur Motioun Nummer 1.

Fir d'alleréischt si mer ganz frou, dass d'Madamm Modert bereet ass, fir do effektiv da vläicht eng Ännerung ze maachen. Mir géife proposéieren, dass mer « invite le Gouvernement à poursuivre les efforts à » géifen derbäi setzen, fir am Fong deem gerecht ze ginn, dass effektiv vun deene genannten Tirete bei den Invitë ganz, ganz villes schonn um Lafen ass, ganz villes schonn ugestouss gouf.

Mir haten um leschten Tiret vun den Inviten e bëssen d'Schwieregkeet, ze verstoen, wat gemengt wier, a géifen do proposéieren, dass mer deen Tiret e bësse géifen ëmänneren, notamment den « explorer les possibilités d'encourager l'établissement au Luxembourg de professionnels de l'industrie culturelle pour encadrer et soutenir la professionnalisation des acteurs culturels au Luxembourg ».

Mat deenen zwou Ëmännerunge géif ech menger Fraktioun proposéieren, fir dann d'Motioun esou kënnen unzehuelen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard.

Ass den Auteur mat deenen dote Propositiounen d'accord?

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Jo. Wéi gesot, jo.

Une voix.- Très bien!

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- sachant que la culture joue un rôle essentiel pour la société ;

- notant que la culture représente un besoin vital en temps de crise ;

- considérant l'importance du soutien aux acteurs et créateurs culturels, afin de leur permettre d'exercer leur vocation et leur travail et d'améliorer leurs conditions sociales ;

- considérant la nécessité de développer le soutien et de stimuler la création culturelle au Luxembourg ;

invite le Gouvernement à poursuivre les efforts à

- veiller à l'expansion du développement culturel en association étroite avec Kultur:LX et ses acteurs (music:LX, Reading Luxembourg, Focuna, etc.), et à informer périodiquement la Commission de la Culture sur l'état d'avancement de ses missions ;

- créer davantage d'infrastructures (ateliers, lieux favorisant les répétitions et de manière générale l'expression et la créativité), ceci notamment en intensifiant la collaboration avec les communes ;

- élargir l'offre de résidences d'artistes financées ou soutenues par l'État afin de soutenir et faciliter le travail de recherche ou de création culturel ;

- combler la pénurie d'ateliers d'artistes constatée au Luxembourg en proposant des locaux adaptés aux besoins de ces derniers, et à veiller à la mise en place d'outils d'analyses permettant le suivi des besoins éventuels d'ateliers supplémentaires ;

- élargir la capacité de dépôts de musée et espace de stockage, et de mettre à disposition des salles de travail et « start-up » pour les métiers de la culture et les industries créatives ;

- mettre en place une aide au démarrage pour les jeunes créateurs professionnels, les nouvelles compagnies professionnelles ;

- renforcer les aides ponctuelles telles l'aide à la diffusion et l'aide à la mobilité des professionnels de la scène culturelle ;

- à améliorer la coordination de l'action culturelle internationale, mission du Kulturentwécklungsplang (KEP), notamment en établissant un inventaire de compétences provenant des divers acteurs impliqués tel que constaté dans le Rapport de la Commission de la Culture (22.04.2021) afin d'améliorer la visibilité pour les artistes et partenaires ;

- envisager la mise en place d'une Cité des Artistes, faisant office notamment de pépinière d'artistes, avec les services de conseil et d'encadrement pour accompagner projets et carrières professionnelles ;

- favoriser la professionnalisation et le développement des compétences et des carrières des artistes et des intermittents du spectacle en introduisant une nouvelle forme de subvention couvrant un projet intégralement du début de sa phase de conception à la réalisation et diffusion ;

- d'encourager l'établissement au Luxembourg de professionnels de l'industrie culturelle pour encadrer et soutenir la professionnalisation des acteurs culturels au Luxembourg.

(s.) Octavie Modert, Georges Mischo, Viviane Reding, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz.

Vote sur la motion 1 modifiée

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wie mat där ofgeännerter Motioun an där Form d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci nach eng Kéier, Här President. Jo, bei der Motioun Nummer 2 stellt sech d'Fro effektiv e bëssen anescht. Et gouf vun der Madamm Ministesch gesot, do ass e Consultatiounsprozess amgaangen, dee jo schonn am Summer 2019 ugefaang huet, wou elo lescht Récksproochen och mat den Acteuren aus dem Secteur geholl ginn, an dowéinst verstinn ech ganz gutt, dass mer do net elo schonn an dee Prozess Agrëff huelen an do scho Contrainten drasetzen oder e Kader virgi sollten, wou d'Diskussioun, mengen ech, nach net op deem Punkt ass.

Mir hu bis elo de Modus vivendi an der Kulturkommissioun, dass mer ganz vill a gutt an engem ganz respektvollen Ëmgang mateneen diskutéieren an och vill Awänn an den Diskussiounspunkte souwuel vun der Oppositioun wéi vun der Majoritéit afléisse loossen. Ech géif proposéieren, dass mer dee Prozess och sollte respektéieren, dass elo de Secteur do nach hir Remarke ka ginn an dass mer dann duerno, wa mer am Kader vun de Kommissiounsaarbechten driwwer diskutéieren, natierlech och do ganz Ouer sinn, fir déi verschidde Reflexiounen ze héieren.

Dowéinst deelen ech do d'Aschätzung, dass et e bëssen ze fréi ass. Dat soll awer net den Dialog ofschléissen, dee mer dann zu engem spéidere Moment iwwert dës Motioun respektiv iwwert dës Thematik am Kader vum Gesetzesprojet sollten hunn.

Dowéinst géif ech hei menger Fraktioun proposéieren, dass mer se net unhuelen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Bernard. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo. Merci, Här President. Mengersäits och ... Also et sinn zwielef Tirete bei den Inviten, et sinn der derbäi, déi ech ganz sënnvoll fannen, et sinn der derbäi, déi awer och ganz flou sinn, wou derbäisteet « sous certaines conditions », « dans certaines limites », « dans des conditions très précises », wou et awer wichteg wier ze wëssen, wat déi Konditioune sinn, ier een driwwer ofstëmmt, a wou ech awer net prinzipiell opposéiert sinn.

An et sinn awer Saachen, wou ech net weess, ob et déi richteg Approche ass, zum Beispill, fir bei den Artistes professionnels ze soen, de Maximum vu 50 % op 70 % ze hiewen. Do weess ech net, ob et net méi sënnvoll wier, iwwerhaapt de Plaffong, deen am Moment vum Salaire social minimum besteet, an d'Luucht ze setzen, ob dat net méi eng sënnvoll Mesure wier.

Duerfir, also, et si vill Saachen derbäi, déi eis och sympathesch sinn, mee ech géif et och éischter gär gesinn, datt mer dat entweeder eng Kéier seriö an der Kommissioun diskutéieren oder ... Also, an där Form hei kënne mer se, mengen ech, och net matdroen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum.

Vote sur la motion 2

Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 27 Jo-Stëmmen an 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves

Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

12. Motion de M. Jean-Paul Schaaf relative à la langue des signes

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 737 de ce compte rendu.)

Da kéime mer zu deenen zwou Motiounen, déi am Ufank vun der Sitzung deposéiert gi sinn.

Fir d'éischt déi Motioun, déi vum Här Jean-Paul Schaaf deposéiert ginn ass iwwert d'Gebäerdesprooch. Wie wëllt dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Max Hahn.

Discussion générale

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Ech hu mer déi Motioun ugekuckt, ech fannen déi ganz interessant. Esou interessant, dass ech ganz frou wier, wa mer déi doten an der zoustänneger Kommissioun, der Familljen- an Integratiounskommissioun, kéinten diskutéieren.

Dir wësst, den Dossier vun der Gebäerdesprooch ass een, deen och eiser zoustänneger Ministesch ganz staark um Häerz läit, ech mengen, déi lescht Legislaturperiod sécherlech mam Highlight, an et ass och an Ären Inviten opgelëscht, mat der Unerkennung vun der Gebäerdesprooch als offiziell Sprooch.

Doriwwer eraus, wéi gesot, géif ech mech freeën, wa mer dann dat heiten, wat awer e ganz wichtege politeschen Dossier ass, an der zoustänneger Chamberskommissioun esou kéinten diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Hahn. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo. Merci, Här President. Bon, ech kann domadder liewen, wa se an d'Kommissioun geet, ech hätt se awer och haut direkt gären matstëmmen.

Ech wollt just umierken, datt ech et vu menger Säit ganz schued fannen, datt mer am Chambersreglement am Moment keng Moossname virgesinn hunn, wa mer iwwer esou en Theema schwätzen, wat Betraffener direkt concernéiert, datt mer net d'Méiglechkeet hunn, fir da wéinstens fir déi Interventioun och eng Gebäerdedolmetscherin oder e Gebäerdedolmetscher ze engagéieren. Well ech sinn der Meenung, datt dat hei wierklech en Theema gewiescht wär, wou mer eng méi breet Visibilitéit hätte kënne schafen. An dat wär en Zeeche vun Inklusioun gewiescht. Esou hu mer alt als „able-bodied" driwwer diskutéiert, an déi Persounen, déi wierklech dervu betraff sinn, kruten et leider net direkt mat a mussen herno d'Ënnertitele kucken.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, fir hien ze froen, ob en d'accord ass, fir dës Motioun un d'Kommissioun ze verweisen.

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV), auteur*.- Jo. Merci. Merci, Här President. Merci och fir déi Suggestioun. Ech hat um Rand vun eiser Sitzung och eng Kéier kuerz en Echange mat der Madamm Minister. Mir waren eigentlech allen zwee och der Meenung, dass dat eis géif d'Geleeënheet ginn, fir nach eng Kéier méi am Detail an der Kommissioun driwwer ze schwätzen.

Also, dat trëfft meng Zoustëmmung. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Schaaf.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder geet dës Motioun an d'Kommissioun.

(La motion est renvoyée à la Commission de la Famille et de l'Intégration.)

13. Motion de Mme Martine Hansen relative à la neutralité climatique

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 739 de ce compte rendu.)

Da komme mer zur Motioun, déi vun der Madamm Martine Hansen deposéiert ginn ass. Wie wëllt zu där Motioun Stellung huelen? Den Här François Benoy.

Discussion générale

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Jo. Villmools merci, Här President. Et ass eng Motioun, déi d'Madamm Hansen deposéiert huet, wou et dréms geet, fir nach méi Klimaschutz ze maachen an der Administration publique mam Objectif, fir klimaneutral ze sinn um Horizont vun 2040. Et ginn an der Motioun dann eng ganz Rei Saachen opgelëscht, déi och alleguerten, denken ech, sënnvoll sinn, fir e Katalog mat Mesuren ze maachen, fir och Energie ze produzéieren, fir Energieeffizienz ze maachen an esou weider.

Ech wëll preziséieren, dass och haut scho beim Staat immens vill hei gemaach gëtt. Natierlech kann een dat nach ëmmer verbesseren a weider acceleréieren.

Ech wëll och drun erënneren, esou wéi d'Ministesch et och de Mëtteg scho gesot huet, dass mer e ganz interessant an e ganz wichtegt Aarbechtsdokument hunn: Dat ass den nationalen Energie- a Klimaplang. Ech hat der CSV deen och schonn eng Kéier hei an der Seance plenière am Print erausgedréckt a matbruecht. Do sti ganz vill gutt Saachen dran.

Ech huelen nach eng Kéier extra e puer Beispiller eraus, déi ech, wärenddeem ech de Mëtte kuerz derduerchgaange sinn, fonnt hunn: Nämlech, dass zum Beispill gekuckt gëtt, bis 2025 op all gëeegentem Gebai, wat dem Staat gehéiert, eng Photovoltaikanlag ze maachen; dass mer an den ëffentleche Gebaier wierklech ultra effizient wëlle sinn, mat engem spezielle Fokus op d'Schoulen; dass mer och bei der Renovatioun vum Härebierg wierklech a Richtung Klimaneutralitéit, souguer op Energie-Plus, wëlle goen an esou weider; dass mer wierklech e Management vum Parc automobile maache beim Staat; dass mer probéieren, ëmmer méi op den Teletravail an op digital Méiglechkeeten zréckzegräifen, fir hei eeben nach besser ze ginn. An esou weider an esou fort.

Eng Saach, op déi ech speziell wollt zréckkommen, well se mech impressionéiert huet, dat geet zréck op eng Travaux-publics-Kommissioun, also op eng Kommissioun vun den ëffentleche Bauten, an zwar am Februar d'lescht Joer, de 27. Februar 2020. An ech weess dat nach ganz genau, well ech eigentlech net Member vun där Kommissioun sinn an awer, well de Sujet mech interesséiert huet, extra dohinner gaange sinn. Do krute mer d'Stratégie d'assainissement énergétique des bâtiments de l'État presentéiert.

U sech gesäit een do, dass de Staat, virun allem d'Administration des bâtiments publics, sech e ganz ambitiéisen an e ganz gudden an detailléierte Plang ginn huet, fir eebe beim Staat energeetesch Renovatiounen ze maachen, an dat mat engem État des lieux, mat enger Strategie an esou weider.

Fir just ee Beispill erauszehuelen: Bis 2025 wëlle se 85.000 Tonnen CO_2 iwwert dee Wee spueren. Ech soe mer just: Ech weess e bëssen, wat verschidde Gemenge maache. An do soen ech einfach just: Et sollt emol all Gemeng sech un deem dote Plang e Beispill huelen! Da géife mer hei wierklech gutt weiderkommen.

Wat ech wëll soen: Mir kënnen trotzdeem ëmmer nach méi maachen. Dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi heite Motioun ze stëmmen, fir eeben nach eng Kéier e Renfort ze hu par rapport zu all deene villen Initiativen, déi et scho gëtt.

(Interruptions diverses)

Ech wëll vläicht just nach ee Wuert derzou soen: Wa mer hei soen, „de Staat soll seng Hausaufgabe maachen", da wëll ech vläicht och soen, dass mer dat och als Chamber an deem heite Beräich musse maachen an dorop sollen oppassen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Benoy. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Nee. Merci, Här President. Nee, meng Interventioun eriwwregt sech. Ech saluéieren de Wëlle vun der Regierung, fir déi Motioun unzehuelen.

Une voix.- Ha!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools. Dann den Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wollt hei just ganz kuerz zwou Saachen umierken, wou ech mer dann awer Froe stellen, mee ech kenne mech och vläicht net an allem esou aus.

Déi éischt Fro ass déi ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Hei, wannechgelift, e bësse méi roueg nach! An e puer Minutten hu mer et gepackt, awer nëmmen, wann Der roueg sidd.

(Exclamations et hilarité)

M. Fred Keup *(ADR)*.- Ech maachen et ganz kuerz. Ech ginn e ganz einfacht Beispill. Wa mer elo eppes ersetzen, wat am Moment vill Energie verbraucht an net gutt ass, a mir renovéieren eppes oder mir maachen eng Luucht, déi fréier normal Bieren hat, an elo huele mer eng, déi LED benotzt, dann ass jo awer och ëmmer eppes, wat een net dierf vergiessen, dat ass einfach de Käschtepunkt vun der Produktioun, déi dat Ganzt mat sech bréngt. Wa mer e Luuchtepotto ersetzen duerch en neien, dee vläicht vill, vill manner CO_2 produzéiert duerch säi Stroumverbrauch, mee d'Produktioun vun deem Luuchtepotto huet vläicht esou vill CO_2 kascht, dass dat sech ni wäert rentéieren. Dat ass déi eng Saach.

Déi zweet Saach ass, wou ech elo net weess, mir sinn 2021, bis 2040, mir hu grad e Fliger kaaft fir d'Arméi, mir hunn Helikopteren, mir hu Pompjeesween an all déi Saachen, wou ech net weess, wéi déi solle lafen, fir dass dat soll klimaneutral sinn. Mee bon, do kënnt da vläicht nach eng Ännerung bis 2040. Mir géifen eis op jidde Fall dann emol enthalen hei.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup.

Ech mengen da kënne mer zum Vott vun däser Motioun kommen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 56 Jo-Stëmme géint 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup).

14. Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten

Da ginn ech d'Wuert un den Här Yves Cruchten fir den Depot vun enger Motioun.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Här President, ech maachen et ganz kuerz. Mir sinn dës Woch net méi derzou komm, fir d'Motioun vum Kolleeg David Wagner ze diskutéieren, déi en agereecht hat iwwert d'Breveten. Ech hu mat him geschwat. Mir huelen dat da bei nächster Geleeënheet no.

Mee ech géif nach gären dervu profitéieren, fir hei och an deem selwechte Kader eng Motioun anzereechen, fir dass mer haut awer den Depot gemaach hätten.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Yves Cruchten, Dir hutt d'Wuert fir den Depot vun enger Motioun

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Ech maache just den Depot vun der Motioun. Eng Diskussioun féiere mer da bei der richteger Geleeënheet. Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- soulignant le rôle fondamental des vaccins pour endiguer le plus vite possible la pandémie de la Covid-19 en vaccinant la population non seulement dans les pays avancés, mais aussi dans les pays à moyen et à bas revenu ;

- rappelant dans ce contexte l'affirmation de la Présidente de la Commission européenne que « No one is safe until everyone is safe » ;

- rappelant la déclaration du directeur général de l'OMS qui souligne que « the longer we wait to provide vaccines, tests, and treatments to all countries, the faster the virus will take hold, the potential for more variants will emerge, the greater the chance today's vaccines could become ineffective, and the harder it will be for all countries to recover » ;

- considérant que le « British Medical Journal » a estimé qu'une à deux nouvelles mutations du virus surgissent chaque mois et que la recherche aurait besoin de plusieurs mois pour adapter leurs vaccins à une variante du virus qui s'avérerait plus résistante ;

- notant qu'une étude de la Fondation de recherche de la Chambre de Commerce internationale estime que « the global economy stands to lose as much as $ 9,2 trillion if governments fail to ensure developing economy access to Covid-19 vaccines, as much as half of which would fall on advanced economies », avec les pays « riches » risquant des dégâts économiques jusqu'à 3,9 % du PIB ;

- rappelant que le Ministre de l'Économie luxembourgeois a estimé le 10 février à la Chambre des Députés que les vaccins devraient être accessibles à tout le monde et qu'ils constituent un bien public mondial qui devrait être disponible en tant que tel ;

- saluant la déclaration du directeur général de l'OMS, du président du Conseil européen, et de plus de vingt dirigeants mondiaux du 30 mars 2021 sur le renforcement de l'architecture internationale de la santé qui souligne la nécessité d'« assurer un accès universel et équitable à des vaccins, des médicaments et des diagnostics sûrs, efficaces et abordables dans le contexte de la pandémie actuelle et des pandémies de demain » ;

- rappelant la solution intermédiaire (« third way ») avancée par la directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), visant à la fois à accélérer la mise à disposition de vaccins dans les pays en développement et à encourager la recherche et l'innovation ;

- considérant que nous sommes actuellement confrontés à une pénurie de vaccins au niveau mondial qui entraîne que surtout les pays les plus démunis ne peuvent même pas commencer des campagnes de vaccination qui en mériteraient le nom ;

- considérant que le Gavi - l'Alliance du vaccin - tiendra un sommet sur la garantie de marché COVAX (Covid-19 Vaccines Global Access) en juin 2021 ;

- saluant que le Luxembourg s'est engagé à participer à l'initiative COVAX à hauteur de 1 million d'euros et soutient le Gavi à travers un engagement pluriannuel à hauteur de 5 millions d'euros ;

- saluant également les efforts au niveau européen en matière de vaccins, y compris la mise en place du Mécanisme européen de partage des vaccins qui devra permettre aux 27 États membres de l'UE de partager les doses achetées par l'UE avec des pays hors UE,

invite le Gouvernement

- à soutenir, au niveau européen et international, les efforts visant à garantir un accès équitable aux vaccins, notamment à travers un appui continu au mécanisme COVAX et un soutien de ses partenaires majeurs de la santé (OMS - Organisation mondiale de la santé -, Unicef, Gavi - L'alliance du vaccin -, Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, notamment via la plateforme ACT-A - Access to Covid-19 Tools Accelerator) ;

- à soutenir ainsi l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et ses partenaires majeurs (ACT-A) dans le renforcement de l'accès à la santé, en particulier de l'accès aux vaccins à la Covid-19, en soutenant l'expansion de la fabrication et de la production des vaccins à l'échelle mondiale afin de mettre fin à la pandémie et de freiner l'émergence de nouveaux variants à la Covid-19, en particulier dans les pays les plus vulnérables ;

- à suivre de près les discussions au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) visant à augmenter les capacités de production de vaccins, et à soutenir toute position de l'Union européenne à prendre au sein de l'OMC, qui pourrait remédier à la situation actuelle et qui viserait à accélérer la mise à disposition de vaccins dans les pays en développement, notamment en facilitant le transfert de technologie et de savoir-faire dans le cadre de règles multilatérales, à encourager la recherche et l'innovation, deux piliers fondamentaux au renforcement de la production internationale des vaccins, ou encore à lever temporairement les brevets sur les vaccins Covid-19 ;

- à soutenir les pays à revenu faible et intermédiaire dans le développement des capacités institutionnelles, techniques et humaines, dans la consolidation des infrastructures sanitaires nationales et locales et dans la mise à disposition d'expertise adéquate et adaptée (experts de la santé publique, inclusion du secteur privé, des organisations de la société civile etc.), dans le but d'une accélération du déploiement de vaccins dans ces pays et, le plus rapidement possible, la mise en place d'une capacité de production locale ;

- à soutenir les initiatives européennes et internationales pour identifier, en dialogue avec toutes les parties concernées y inclus les acteurs privés, les

capacités de production pouvant être mises à disposition pour rapidement accroître la production globale de vaccins ;

- à soutenir les efforts de coordination et d'harmonisation au sein de l'UE dans le cadre des initiatives « Team Europe » afin de conjointement trouver les moyens adéquats et à fort impact pour renforcer le déploiement de médicaments et équipements médicaux essentiels, notamment via les initiatives européennes conjointes, aussi bien à échelle régionale que nationale ;

- à soutenir, en tant que membre de Team Europe, la préparation des campagnes de vaccination, en particulier en Afrique de l'Ouest où il est crucial de renforcer la préparation de ces campagnes pour une réponse durable.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Paul Galles, Gusty Graas.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

15. 7755 - Proposition de révision du chapitre II de la Constitution

Déclaration de recevabilité

D'Presidentekonferenz huet sech haut fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de révision vun der Constitutioun ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de révision vum Kapitel 2 vun der Constitutioun, déi haut am Ufank vun der Sitzung vun der Madamm Simone Beissel deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, fir d'Proposition de révision vun der Constitutioun 7755 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Den Här Fernand Kartheiser freet nach d'Wuert. Awer u sech froen ech mech, a wéi enger Prozedur mer hei sinn, well d'Chamber decidéiert huet, datt mer der Presidentekonferenz follegen, soudatt dat eeben einfach an där heiter Prozedur net virgesinn ass, fir een ...

Ech hätt Iech gären d'Wuert ginn, mee da musst Der mer scho soe firwat. Mee wann Der Iech awer vum Sujet ecartéiert, dann huelen ech Iech d'Wuert direkt zréck.

(Interruptions)

Ech mengen, domadder si mer um Enn vun der Sitzung ...

(Hilarité)

Da war et e Versuch, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wëll Iech awer wéinstens op Är Fro äntwerten, Här President. Dir hutt gefrot, ob mer eis der Saach uschléissen. Däerf een dann als Deputéierten net awer soen, ob ee sech wëllt uschléissen oder net?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Genau, dat däerft Dir just soen. Awer Dir musst dobäi bleiwen an Dir däerft Iech net vum Sujet ecartéieren, esou wéi dat am Artikel 39 oder 38 vun eisem Reglement virgesinn ass, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also, ech mengen, dat hei dat ass eng lieweg Lektioun a Saachen Demokratie. Mee ech wäert mech net ecartéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, Här Kartheiser, wann Der déi Lektioun néideg hutt!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech mengen net, datt ech se néideg hätt heibannen, Här President. Mee ech wëll Iech awer soen, well dat geet hei vläicht ganz séier ...

Mee d'Fro ass eis gestallt ginn: Ass déi Proposition de révision de la Constitution recevabel oder net? Ech wëll Iech just soen: Dat ass guer net esou einfach, fir dat elo esou ze soen. Et ass och fir eis e Problem, well normalerweis geet eng Proposition de loi an eng Proposition de révision ganz séier duerch.

Hei hu mer e bëssen en anere Fall, well hei gi Grondrechter, déi mer bis elo an der Verfassung hunn, a Fro gestallt. Dofir, et sinn natierlech Verbesserungen am Text, mee et sinn och eng ganz Rei Verschlechterungen. Dat heescht, mir sinn hei an enger Situatioun, wou d'Institutiounekommissioun eis konfrontéiert ...

(Interruptions)

... mat engem Text, dee verschidde Rechter, déi an eiser Demokratie wichteg sinn, a Fro stellt.

Ech wëll do just e puer Beispiller soen. Just e puer Beispiller.

(Exclamations)

Zum Beispill ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, ech hat Iech gesot: Ech ginn Iech d'Wuert. Mee ech huelen Iech et awer elo direkt erëm ewech, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... well u sech dat, wat Der am Fong geholl amgaange sidd ze developpéieren, diskutéiert gëtt, wa mer d'Proposition de loi, där hir Recevabilitéit mer ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... haut ugeholl hunn, diskutéieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also ... Gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass fir de 5. Mee virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 20.19 heures.)

SÉANCE 52

Présidence : M. Fernand Etgen, Président I M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Mercredi 5 Mai 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Question élargie n° 95 de M. Fernand Kartheiser relative au devoir de vigilance des entreprises**
   - M. Fernand Kartheiser - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes - M. Fernand Kartheiser - M. le Ministre Jean Asselborn
5. **Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz**
   - M. Marc Spautz
6. **Question élargie n° 94 de M. David Wagner relative aux salles de classe numériques**
   - M. David Wagner - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - M. David Wagner - M. le Ministre Claude Meisch (intervention de M. David Wagner)
7. **Question élargie n° 92 de M. André Bauler au sujet de la croissance démographique au Luxembourg, de ses déterminants majeurs et des effets de la pandémie en la matière**
   - M. André Bauler - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. André Bauler - M. le Ministre Franz Fayot
8. **Question élargie n° 96 de M. Laurent Mosar au sujet de l'avenir du site sidérurgique de Dudelange**
   - M. Laurent Mosar - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Franz Fayot
9. **Motion de M. Yves Cruchten concernant la garantie d'un accès équitable aux vaccins**

   Motion de M. David Wagner concernant le soutien de la proposition de dérogation temporaire introduite par l'Inde et l'Afrique du Sud à l'Organisation mondiale du commerce en matière de propriété intellectuelle
   - Exposé : M. Yves Cruchten
   - Discussion générale : M. David Wagner - Mme Stéphanie Empain - M. Sven Clement - M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas (interventions de M. Sven Clement et M. Marc Baum) - M. Sven Clement - M. Gusty Graas - M. Fernand Kartheiser
   - Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (intervention de M. Marc Baum)
   - M. David Wagner
   - Vote sur la motion de M. David Wagner (rejetée)
   - Vote sur la motion de M. Yves Cruchten (adoptée)
10. **Ordre du jour (suite)**
    - M. Fernand Etgen, Président (interventions de M. Sven Clement et M. Gilles Roth)
11. **Dépôt d'une motion par M. Serge Wilmes**
    - Exposé : M. Serge Wilmes
12. **7803 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19**
    - Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Max Hahn
    - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Simone Asselborn-Bintz - Mme Chantal Gary - M. Marc Baum - M. Fernand Kartheiser
    - Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
13. **7325 - Projet de loi portant modification :**

    1° de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales ;

    2° de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;

    3° de la loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires
    - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Carlo Back
    - Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf - M. Gusty Graas - Mme Lydia Mutsch - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Marc Goergen
    - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense (intervention de M. Marc Baum)
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
14. **Motion de M. Serge Wilmes relative à la notification au conseil d'administration de la Société luxembourgeoise de navigation aérienne de la révocation de la femme d'affaires luxembourgeoise de son mandat d'administrateur**
    - Discussion générale : Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Goergen (interventions de M. le Ministre François Bausch) - M. David Wagner
    - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (interventions de M. Michel Wolter et Mme Viviane Reding) - M. Serge Wilmes - M. le Ministre François Bausch - M. David Wagner (parole après ministre) - M. le Ministre François Bausch - M. Marc Goergen - M. le Ministre François Bausch
    - Vote sur la motion (rejetée)
15. **Dépôt d'une demande de convocation de la Commission des Finances et du Budget par M. Laurent Mosar**
    - M. Laurent Mosar

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Jean Asselborn, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 5 mai 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7812 *- Projet de loi concernant la participation du Luxembourg à l'augmentation spéciale temporaire du capital appelable de la banque africaine de développement*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.04.2021

7814 *- Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou sur le transfert d'avoirs saisis, fait à Luxembourg, le 25 novembre 2020, fait à Berne, le 4 décembre 2020 et fait à Lima, le 16 décembre 2020*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 29.04.2021

7815 *- Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 29.04.2021

7816 *- Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 29.04.2021

7817 *- Projet de loi relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la navigation intérieure et portant modification de la loi modifiée du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29.04.2021

7818 *- Projet de loi portant modification du Code de la consommation aux fins de transposition de :*

1. la directive (UE) 2019/770 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de fourniture de contenus numériques et de services numériques ;

2. la directive (UE) 2019/771 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de vente de biens, modifiant le règlement (UE) 2017/2394 et la directive 2009/22/CE et abrogeant la directive 1999/44/CE

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs, le 29.04.2021

7819 *- Projet de loi portant*

1° approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas en matière de coopération policière, signé à Bruxelles, le 23 juillet 2018 ;

2° modification de la loi modifiée du 21 novembre 2004 portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.05.2021

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

1866 *- Demande de pétition publique : Rechnung für die Tiere*

Dépôt : Cherrilyn Hofmann, le 24.04.2021

1867 *- Demande de pétition publique : Pour un assouplissement de l'obligation du port du masque pour les enfants dans les écoles et les structures*

d'accueil périscolaires. For a relaxation of the obligation for children to wear a mask in school and in after-school facilities. Fir eng Relaxatioun vun der Maskeflicht fir d'Kanner an de Schoulen an an den ausserschouleschen Betreiungsstrukturen

Dépôt : Perrine Pouget, le 26.04.2021

***1868** - Demande de pétition publique : Redonner le sourire aux enfants : éliminer l'obligation de port du masque à l'école, dans les foyers de jour et pour les activités extrascolaires à l'intérieur*

Dépôt : Gabriela-Andreea Praja, le 26.04.2021

***1870** - Demande de pétition publique : Déi ganz Pandemie mat Lockdown, Masken, Tester an Impfen ass iwwerdriwwen an et geet net ëm een esou schlëmme Virus, wéi et vun de Parlamenter duergestallt gëtt. Et géif Zäit ginn, dass déi Tyrannei ophält, ier alles futti ass, et ass schlëmm genuch an d'Leit kënnen net méi.*

Dépôt : Diane Fohl, le 28.04.2021

***1869** - Demande de pétition publique : Demande d'une plaque d'immatriculation/identification pour les vélos*

Dépôt : Anabel Ferreira, le 28.04.2021

***1871** - Demande de pétition publique : Portfolios und Arbeitsaufträge bringen uns Schülern mehr, als Arbeiten zu schreiben, bei denen wir oft im Nachhinein nichts mehr wissen.*

Dépôt : Julie Rein, le 29.04.2021

***1874** - Demande de pétition publique : Hëllef fir d'Beien an Insekten*

Dépôt : Claude Paquet, le 30.04.2021

***1873** - Demande de pétition publique : Hëllef fir d'Beien an Insekten*

Dépôt : Claude Paquet, le 30.04.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Question élargie n° 95 de M. Fernand Kartheiser relative au devoir de vigilance des entreprises

Den éischte Punkt vum Ordre du jour haut de Mëtten ass d'erweidert Fro Nummer 95 vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Suergfaltsflicht vun de Betriber. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Fernand Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Jo, et geet ëm d'Liwwerkettegesetz, dat heescht, dat ass u sech eng Flicht fir d'Entreprisen, fir an hirem ganze Geschäftsoflaf och bei den Zouliwwerer derfir ze suergen, datt sozial Krittären an ëmweltpolitesch Krittäre solle respektéiert ginn. An dat soll proaktiv gemaach ginn an dofir schwätzt ee jo och vun engem „Devoir de diligence" respektiv op Däitsch vun enger „Sorgfaltspflicht".

Dat ass natierlech eppes, wat vu ville gudden Intentioune gedroe gëtt an doduerch och an der Politik relativ vill Uklang fënnt, och hei an der Chamber. Et goufe viru Kuerzem nach Question-parlementairë gestallt an och den honorabele Kolleeg André Bauler huet hei viru Kuerzem nach eng Question élargie zu deem Theema gestallt.

Et ass och esou, datt mir bei der ADR jo och prinzipiell derfir sinn, datt do op Mënscherechter, Sozialrechter an der Ekonomie opgepasst gëtt. Et gëtt jo och dramatesch Beispiller wéi zum Beispill Mineralien aus de Kriseregiounen, wou dat eng Evidenz ass. Mee mir sinn awer och Pragmatiker. Mir froen eis: Wat ass iwwerhaapt ëmsetzbar a wat ass sënnvoll? An dofir wéilte mer och hei nach e puermol nofroen.

D'Regierung op jidde Fall verfollegt am Abléck eng europäesch Approche. Et gëtt och en neit Element, dat ass déi zweet Etüd vun der Uni Lëtzebuerg, déi elo de 14. Abrëll erauskoum, an den 21. Abrëll huet d'Regierung do eng interministeriell Aarbechtsgrupp agesat. Ech huelen hunn, Här Minister Asselborn, datt Dir déi dann och presidéiert, den Ausseminister? Jo.

Eis Froe sinn déi hei:

Éischtens: Hu mer et hei net ze di mat enger prinzipieller Verlagerung vu staatlechen Aufgaben op d'Ekonomie? Well et ass jo u sech eng staatlech Aufgab, fir an deene verschiddene Länner ze kucken, datt d'Aarbechtsrecht agehale gëtt, datt d'Ëmweltsrecht agehale gëtt. Gëtt hei net probéiert, eng staatlech Aufgab op d'Ekonomie eriwwerzebréngen?

Zweetens: Déi grouss multinational Entreprisen, déi hunn och déi Méiglechkeet, zum Deel wéinstens, fir kënnen nozevollzéien, wat iwwerall an hire Liwwerkette geschitt. Mee bei deene klengen a mëttelgrousse Entreprisen ass dat meeschtens net de Fall. Wou wëllt d'Regierung hei Grenzen zéien? A wann een zum Beispill an Däitschland kuckt, no deene Krittäre wär bei eis warscheinlech keng Entreprise betraff. Dat heescht, wivill Entreprisen zu Lëtzebuerg wären da betraff? Wat sinn do d'Krittären, déi sollen zréckbehale ginn?

Drëttens: Ass et net och e bëssen eng Politiséierung vun der Ekonomie, wéi mer se a leschter Zäit an e puer Beräicher hunn? Elo hei an deem Beräich vun de soziale Rechter wéi gesot, wat u sech vläicht un éischter Plaz staatlech Aufgaben sinn, mee och an anere Beräicher - Kultur, Chancëgläichheet an esou weider - gesi mer eng gewëssen Tendenz, fir d'Entreprisen a politesch Projete mat anzebauen. Ass dat hei net och esou eng Tendenz?

Véiertens: Wéi ass et mat der Rechtssécherheet vun den Entreprisen? Well wéi soll eng Entreprise wëssen, wéi an all deene Länner, wou eventuell Zouliwwerer sinn oder Virprodukter oder esou, do d'Situatioun och legislativ ass? Déi evoluéiert jo permanent. A wéi soll eng normal Entreprise dat iwwerhaapt kënne verfollegen? Also dat Element vun der Rechtssécherheet fir d'Entreprise ...

Fënneftens: Wéi eng finanziell an administrativ Laaschte kommen op eis Entreprisen duer doduerch, datt se deen Opwand musse maachen oder un anerer delegéieren, fir dat Wësse kënnen ze kréien? A wat huet dat fir Repercussiounen op d'Präisentwécklung? Ass dat och eng Consideratioun vun der Regierung, wéi déi entstoend Käschten - an déi si relativ grouss - dann herno op d'Consommateure repercutéiert ginn?

Sechstens: Wéi eng staatlech Kontrolle kommen op d'Entreprisen duer, wéi een Drock och vusäite vu Parteien oder Netregierungsorganisatiounen, déi dacks militant partikular Interesse vertrieden, fir Drock op verschidden Entreprisen auszeüben, a wou dann och, wéi gesot, partikular Interessen vertruede ginn? Wéi eng Sanktioune kënnen den Entreprisen doduerch entstoen?

Siwentens: Wat sinn d'Konsequenze fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg, och fir Europa, muss ee bal froen, well et wär vläicht ganz gutt, dat op engem OECD-Niveau unzepaken, emol net op europäeschem Niveau, wou mer jo a Konkurrenz si mat Firmen, déi haaptsächlech, och wat d'Lëtzebuerger Strukturen ugeet, warscheinlech op OECD-Niveau ganz present sinn? Mir hätte jo gär de Level-Playing-field am Finanzsecteur, hei misste mer en och vläicht hunn, fir datt eis Entreprisë konkurrenziell net benodeelegt ginn.

Aachtens: Ass eng Gefor do vun Delokalisatioun vun Entreprisen duerch esou Gesetzer, notamment an der Fongenindustrie, déi jo ganz séier kënnen delokaliséiert ginn a wou ganz vill Drock op d'SOPARFIen ausgeüübt gëtt, déi jo soen, an d'Regierung huet och bis elo zu Recht gesot, datt eng Holding eigentlech keng Méiglechkeet huet, d'Geschäftsféierung vun deenen eenzelnen Entreprisen ze kontrolléieren? Soll sech dat änneren? A wa jo, ass dann do net eng grouss Gefor fir eis Fongenindustrie zu Lëtzebuerg?

Néngtens: Wéi stellt sech d'Regierung zu relativ radikalen Usätz wéi zum Beispill deem Climate Reporting, deen elo an Neiseeland ageféiert ginn ass?

An zéngtens: Misst d'Lëtzebuerger Regierung, ier se vum Devoir de diligence vun den Entreprisë schwätzt, net mat guddem Beispill virgoen an näischt subventionéieren, wou Kannerrechter tangéiert sinn, wéi zum Beispill eeben d'Elektromobilitéit, wa mer wëssen, datt déi zum Deel op Kanneraarbecht am Kongo berout?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Här President, Dir léif Leit, also ech soen dem Här Kartheiser Merci fir déi Fro an ech géif mech och elo direkt entschëllegen, dass ech elo hei net d'zéng Geboter opsoen, déi hie gefrot huet, mee versichen, de Stand vun de Saachen esou ze soen, wéi se elo sinn. An dat wier fir d'éischt emol Follgendes: Mir hunn e Koalitiounsprogramm vun 2018 bis 2023 an do steet dran, dass mer d'Méiglechkeet vun enger nationaler Legislatioun iwwer en Devoir de diligence a Mënscherechtsfroe fir Betriber, déi zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn, dass mer dat am Kader vun enger Etüd oder no enger Etüd solle fixéieren.

Dir wësst - Dir hutt dat selwer gesot, Här Kartheiser -: Déi Etüd, déi gouf an Optrag ginn de 17. November 2020. Eng ganz grouss Expertin doranner, d'Dokter Baglayan, déi op der Uni schafft, huet eis eng Etüd geschriwwen an och iwwerreecht de 14. Abrëll elo, dat war kuerz no Ouschterdag.

A mir hunn net laang geschlof an der Regierung. Mir hunn dat dunn den 23. Abrëll direkt op den Ordre du jour geholl an ech hunn dann dunn d'Regierung gefrot, fir dass mer op de Wee ginn, deen Der kennt, nämlech e Comité interministériel opzebauen. An deem Comité, dat wëll ech Iech och soen, huet den Ausseministère de Lead a mécht eng Koordinatioun tëscht de Finanzen, der Ekonomie, der Justiz, dem Environnement, dem Travail, de Classes moyennes an och der Kooperatioun. Dat ass also keng einfach Geschicht. An dës Woch hu mer am Ausseministère gefrot, dass all déi do Ministèren eis sollen hir Delegéiert presentéieren, fir dass mer esou séier wéi méiglech mat den Aarbechten ukommen. Dat ass also de Stand vun de Saachen.

Ech géif mer haut an der Chamber erlaben, absolutt net an d'Detailer ze goen an an d'Substanz ze goen. Dat ass net mäi Rôle hei. Mäi Rôle hei ass ze kucken, dass mer et fäerdegbréngen, tëscht alleguerten deene Ministèren do zu enger Konklusioun ze kommen.

Här President, ech géif et ganz kuerz maachen. Ech mengen, den Här Kartheiser - dat ass d'Roll vun engem Deputéierten - huet alleguerten déi Problemer opgeworf, déi net einfach ze léise sinn. Do sinn ech mat em d'accord an dat wësse mer och. Mee wësst Der, mir hunn een Zil als Regierung, dat ass dat, dass mer et fäerdegbréngen, dass Lëtzebuerg dorunner matschafft, dass mer eng national an och eng europäesch Legislatioun kréien, an dass mer et fäerdegbréngen - dat ass jo och d'Zil an dat Zil ass zimmlech einfach -, dass déi Wueren, déi Kleeder, déi Rohstoffer, fir Beispiller ze ginn, déi vun Entreprisen zu Lëtzebuerg vermaart ginn, op de Maart bruecht ginn, dass déi net zum Beispill duerch Kanneraarbecht gemaach ginn oder duerch Zwangsaarbecht gemaach ginn. Esou einfach an och esou wichteg ass dat.

An duerfir, ech mengen, mir liewen hei zu Lëtzebuerg an enger Gesellschaft, wou d'Mënscherechter zielen. Mir hu ganz vill Leit an der Zivillgesellschaft, déi sech ganz staark do derfir asetzen. An, Här Kartheiser, ech kann Iech och berouegen, dat huet d'Madamm Baglayan och gemaach, mir hunn och mat Betriber geschwat. Et gëtt zu Lëtzebuerg och vill Betriber, déi absolutt d'accord sinn, déi d'Sensibilitéit hunn, fir dass mer am Devoir de vigilence virukommen.

Also, fir ofzeschléissen, mir maachen hei keng Politiséierung vun der Ekonomie. Mir hunn natierlech e Wee ze fannen, souwuel Multie wéi och méi kleng Entreprisen, fir do Krittären auszeschaffen, déi gräifen, och Sanktiounen, déi gräifen. An ech mengen, de Standuert Lëtzebuerg, dee kéint trotzdeem duerch esou eng Gesetzgeebung, déi positiv wier, och Europa an och der Welt weisen, dass mer et fäerdegbréngen, géint dat virzegoen, wat jo keen, mengen ech, heibanne wëllt a wat och d'Lëtzebuerger net wëllen: dass mer hei Produkter um Maart hunn, déi, wéi ech gesot hunn, zum Beispill duerch Zwangsaarbecht oder duerch Kanneraarbecht gemaach ginn.

Ech wëll ofschléissend zwou Saache soen. Mir hunn déi Etüd ..., den Här Reynders war hei, de Kommissär war jo och an der Chamber, an hie war ganz interesséiert un eiser Etüd. En huet déi Etüd och kritt. En ass frou doriwwer, well, ech soen dat hei ganz konkreet, an der Europäescher Unioun gëtt et kee Land, wat de Moment eng Legislatioun huet, déi gräift. D'Fransousen hunn e Gesetz, mee duerch Ëmstänn, déi elo hei ze wäit féieren, gräift et net. D'Engländer an d'Holländer hunn Usätz gemaach, mee si hunn nach kee Gesetz, wat effektiv eło, wéi ech gesot hunn, gräift. Duerfir ass et eng Aarbecht, déi mer ufänken, elo hei zu Lëtzebuerg ze maachen.

Et ass och esou, an ech hat dat schonn eng Kéier hei gesot, dass de Kommissär Reynders schonn am Juni wëllt versichen, fir, loosse mer soen embryonär op jidde Fall, ze probéieren, mam Europaparlament, wat do och mat drun hëlleft, mee och mat der Kommissioun, dann nach mam Conseil, ze kucken, ob een en europäesche Wee kéint goen. Dat wier natierlech formidabel, mee ech sinn och zur Konklusioun komm ..., an dat gesitt Der och an der Etüd.

Iwwregens: Déi Etüd ka vun all Mënsch ugeklickt ginn op gouvernement.lu an ënnert dem Ausseministère. Et ka jiddereen déi Etüd liesen a jiddereen ..., déi Etüd ass och op Franséisch iwwersat ginn. Mee déi original Etüd op Englesch ass drop an eng franséisch Iwwersetzung. A jiddereen, dee sech fir déi Etüd interesséiert, dee kann do Asiicht huelen.

Also, ech géif dat heite proposéieren, Här President: D'Regierung huet elo ze schaffen, ze schaffen, fir e Wee ze fannen. Mir wëssen alleguerten, dass dee Wee net einfach ass, mee de Wëllen ass do, fir ze schaffen an der Substanz. A wa mer eppes um Dësch hunn, an ech hoffen, dass dat séier geet, da kommen ech Iech dat wéi ëmmer presentéieren an d'Kommissioun respektiv hei an de Plenum, wann Der dat wëllt, a mir kucken dann och mat der Chamber, zesumme mat deene Ministèren, déi concernéiert sinn, mat der Zivillgesellschaft, ech soen dat nach eng Kéier, natierlech och mat de Betriber, well dat hei kann net géint d'Betriber goen, fir eng Léisung ze fannen.

Merci villmools.

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Ausseminister Jean Asselborn. An den Här Kartheiser huet nach eng Zousazfro.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President. Ech hunn dem Här Asselborn nogelauschtert. Ech verstinn, datt en elo vläicht net an déi Detailer geet, déi ech elo gefrot hunn, mee déi Froe bleiwe selbstverständlech um Dësch. Mee ee Punkt war mer net ganz kloer an Ären Ausféierungen, Här Minister, wou ech e bëssen duerjernee sinn, nodeem ech Iech nogelauschtert hunn, dat ass deen heiten: Schléisst Dir aus, datt mir en Alleingang maachen, datt Lëtzebuerg eng eegen national Reegelung huet ouni eng europäesch Léisung? Dat war mer net ganz kloer.

Dir hutt Iech referéiert op déi méi oder manner Echecken, déi et am Ausland gi sinn, a Frankräich, an Holland. An Däitschland si se och net ganz zefridde mat deem Gesetz, wat do ass. An der Schwäiz gouf et iwwer Referendum refuséiert. Mee Dir hutt gesot, um europäesche Plang wéilt den Här Reynders jo geschwë mat enger Initiativ kommen. Mee schléisst Dir aus, datt mir eppes eleng maachen? Et ass eigentlech dat, déi Fro, déi mer elo nach net kloer war.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Jo, Här President, ech schléissen näischt aus an och näischt an. Ech hunn elo gesot, mir mussen elo schaffen. Déi Däitsch hunn och nach keng Gesetzgeebung. Déi hunn diskutéiert, fir eng Gesetzgeebung ze kréien. Si si sech och eens, mee et ass nach keng Gesetzgeebung do.

Mir hei zu Lëtzebuerg sinn nach net esou wäit. Mir hunn natierlech scho wärend zwee Joer un engem Plan national geschafft. Ech géif dovunner ausgoen, Här President, dass dës Regierung, an ech géif esouguer soen, och eng breet Majoritéit an däser Chamber, wëllt, dass mer zu Lëtzebuerg net nokucken, wat an Europa geschitt - dat geet net duer -, dass mer eis elo mol hei zu Lëtzebuerg abréngen an eis natierlech och abréngen, wa mer eng Direktiv an der Diskussioun hunn an Europa, a versichen, zu enger Konklusioun ze kommen, zu enger Konklusioun, ech soen et nach eng Kéier, fir d'Leit alleguerten hei zu Lëtzebuerg. Ech mengen, déi si mat mer d'accord, dass mer musse Barriären opbauen a wierklech och soen, dass et net einfach akzeptabel ass, dass mer hei zu Lëtzebuerg Produiten um Maart hunn, déi duerch Kanneraarbecht oder duerch Zwangsaarbecht hiergestallt ginn. Dat ass de But dovunner an dorunner schaffe mer elo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Ausseminister.

5. Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz

Ier mer zu där nächster Fro kommen, géif ech dem Här Marc Spautz d'Wuert gi fir den Depot vun enger Motioun.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, opgrond vun de rezenten Evolutiounen an och vun den Éischte-Mee-Manifestatioune vun de Gewerkschaften, op e Punkt zréckzekommen, dee mer och schonn heibannen diskutéiert hunn, an opgrond dovun, wat mer jo wëssen, wat bei der Pandemie lass ass an dass et jo net auszeschléissen ass, dass mer nach wäerte wirtschaftlech a sozial Problemer kréien.

Mir hunn net méi spéit wéi d'lescht Woch heibanne beim PSC a beim PNR dovu geschwat, dass et wäert eng Baisse gi beim Chômage déi nächst Wochen a Méint an dass et dofir och wichteg wier, dass mer eis hei zu Lëtzebuerg géife preparéieren. An et ass heibanne gesot ginn, et wier e gudden Dialog gewiescht mat de Gewerkschaften. Ech hunn awer festgestallt, op deenen zwou Manifestatioune vun zwou Gewerkschaften, eemol vum OGB-L an och vum LCGB, dass do gefuerdert gëtt, dass d'Tripartite misst zesummekommen. Och d'CGFP huet sech deementspriechend geäussert. Do war ech e bësse paff, well ech hat dat d'lescht Woch heibannen nach méi positiv verstanen, wéi deen Dialog géif fonctionéieren. An dofir géif ech mer erlaben, eng Motioun ze hannerleeën, fir dass d'Tripartite schnellstméiglech géif zesummegeruff gi fir ze kucken, wat een alles vu Punkte muss festleeën, fir dass mer am Après-crise gutt dobäi erauskommen.

Ech wëll och dorun erënneren: Mir hunn am Mäerz 2020 unanime heibannen eng Motioun ugeholl, wou mer gesot hunn, dass et wichteg wier, dass mer och den Après-crise géife preparéieren. An duerfir géif ech am Numm vun der CSV déi Moitioun hanner-

leeën, wou mer géifen d'Chamber ëm Zoustëmmung bieden, dass mer schnellstméiglech eng national Tripartite zesummeruffen, fir dass och do de Plan de relance kann diskutéiert ginn, an dass et och duerno wichteg ass, dass no där Debatt do vun der Tripartite och heibannen an der Chamber iwwert déi Decisiounen an iwwert déi Moossnamen, déi do geholl ginn, diskutéiert gëtt.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que, selon la plupart des experts, la pandémie du Covid-19 ne se limitera pas à la seule crise sanitaire à court terme, mais aura aussi de graves conséquences économiques et sociales pour notre pays à moyen et à long terme ;

- considérant que, selon le Programme de stabilité et de croissance (PSC) de 2021, le taux de chômage « augmentera davantage en 2021 pour atteindre 6,8% » et « connaîtrait une légère baisse en 2022 (6,4%) avant de monter de façon continue jusqu'à un niveau de 7,5% de la population active » à l'horizon 2025 ;

- considérant que, selon les propos des principaux responsables syndicaux lors des manifestations du 1er mai 2021, le dialogue social au Luxembourg se trouve au plus bas depuis le début de la crise sanitaire en avril/mars 2020 ;

- considérant les demandes de nombreux syndicats en faveur d'une réunion dans un avenir proche du Comité de coordination tripartite (dit « tripartite ») relative à la sortie de crise ;

- rappelant les engagements du Comité de coordination tripartite (dit « tripartite ») du 3 juillet 2020 « avec focus sur le maintien dans l'emploi et la lutte contre le chômage » ;

- réaffirmant son attachement à l'importance de la « tripartite » comme pierre angulaire du modèle économique et social du Luxembourg ;

- réaffirmant l'importance d'une préparation rigoureuse et anticipative à la fois de la sortie de crise et de l'après-crise ;

- rappelant sa motion du 21 mars 2020 invitant unanimement le Gouvernement « à préparer d'ores et déjà les mesures nécessaires pour l'après-crise »,

invite le Gouvernement

- à convoquer dans les meilleurs délais - en accord avec les syndicats et les organisations patronales - une réunion du Comité de coordination tripartite (dit « tripartite ») pour préparer la sortie de crise et la relance économique et sociale durable de l'après-crise ;

- à poursuivre les travaux et les engagements de la « tripartite » du 3 juillet 2020 ;

- à préparer, si besoin est, la précitée « tripartite » sortie de crise et relance durable par des réunions bilatérales ;

- à informer régulièrement la Chambre des Députés des travaux et des résultats de la « tripartite » sortie de crise et relance durable.

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Martine Hansen, Aly Kaes, Gilles Roth.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz.

6. Question élargie n° 94 de M. David Wagner relative aux salles de classe numériques

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass déi erweidert Fro Nummer 94 vum Här David Wagner iwwert den digitalen Unterrecht. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an eventuell no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här David Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. Kann d'Maschinn den Enseignant ersetzen oder verbesseren? Dat ass d'Schlussfollgerung, déi ee kéint aus der Reportage vum 26. Mäerz op RTL zéien, wou et ëm de sougenannten „digital classroom" gaangen ass.

Wouräms geet et do? Majo et geet ëm dee Programm innerhalb vum „Digital 4 Education", deen de Klassesall soll mat digitale Mëttelen ausstatten, soudatt eng permanent Connectioun méiglech ass am Numm vun der Opwäertung vun de pedagogesche Mëttelen, déi et bis elo gouf, an natierlech am Numm vun der Verbesserung vun de Léierfäegkeeten an der Entwécklung vun neie Kompetenze fir den digitalen Aarbechtsmaart vun de Schülerinnen a Schüler.

Dat kléngt esou no enger gudder Intentioun. Iergendwéi muss déi Digitaliséierung vum Unterrecht jo bal am Numm vun der Pedagogik stattfannen, mee soss wier dat Ganzt jo just eng bonne Affär fir d'GAFAM-Firmen. Permanent Connectioun am Klassesall kléngt méi no virprogramméiertem Burn-out wéi no engem humanistesche Fortschrëtt. Net fir näischt fuerderen d'Gewerkschaften och den Droit à la déconnexion an der moderner Aarbechtswelt.

Här President, ech hat schonn e puermol d'Geleeënheet, d'Problematik vun der sougenannter Digitaliséierung als allgemenge gesellschaftleche Phenomeen kuerz unzeschwätzen. Do ginn et vill bedenklech Aspekter, déi mer hei natierlech net all kënne beliichten. Et geet ëm en ekonomeschen Aspekt, et geet ëm en demokrateschen Aspekt, et geet awer och ëm en anthropologeschen Aspekt an en neuronalen Aspekt. Dat sinn alles Aspekter, déi Impakter op d'Mënschen hunn, déi d'Mënschheet an deem Mooss nach net erlieft huet.

Aus all deene Grënn wier et farlässeg, sech an der ëffentlecher Schoul op de Sirenegesank vun de GAFAM, also deene grousse Multie vun der Digitaliséierung, anzeloossen. An eng Saach virewech, Här President: Déi techno- oder cyberkritesch Haltung kënnt grad vun deene Leit, déi sech am beschten auskennen. D'Elitt aus der Silicon Valley schéckt hir Kanner net fir näischt a Schoulen ouni Ecranen.

Lëtzebuerg riskéiert, sech elo lues a lues an d'Fäng vun de GAFAM ze beginn, an dat ëmsou méi, wann den Datacenter vu Google sech hei etabléiere wéilt, wat à long terme eist Land an enger geféierlecher Ofhängegkeet vun deene Konzerner aspäre wäert. Ëmsou méi ass et verfriemend, op der Tëlee mussen ze gesinn, datt e Vertrieder vu Microsoft d'Promotioun vu senge Produkter maache kann, déi an der ëffentlecher Schoul benotzt solle ginn.

Et geet do net nëmmen ëm Outilen, déi pedagogesch neutral wieren. Et besteet och de Problem, datt d'Schoul ëmmer méi zu engem Formateur vun Aarbechtskraaft fir déi grouss Konzerner mutéiert. D'Lobbyaarbecht vun de GAFAM ass nämlech ganz staark, wéi mer wëssen, a leider loosse sech ze vill Regierungen oder och d'Europäesch Kommissioun dovunner beafloossen. Esou gleite mer ëmmer méi an eng nei Zort vun Cyberfeudalismus, wou déi, déi sech et leeschte kënnen, eng gesond Distanz zu deene Konzerner bäibehalen an déi grouss Majoritéit sech dësen net entzéie kann.

Här President, Coding ze léieren ass wichteg. D'Fro ass awer déi, ob den Ëmgang mat der numeerescher Welt zu enger Inklusioun an der Welt vun de GAFAM soll bäidroen oder grad Kanner an esou déi zukünfteg Erwuesse mat hirem Wëssen dës Instrumenter a Fro stelle kënnen an hir Predominanz och bekämpfe kënnen.

En gros stellt sech d'Fro, ob mer eng „éducation au numérique" wëllen oder eng „éducation par le numérique" wëllen. Wien, d'Maschinn oder de Mënsch, iwwerhëlt d'Responsabilitéit vun der Bildung?

Här President, et si vill Etüden, déi hu scho längstens bewisen, datt d'Konfrontatioun mat den Outile vun der Digitaliséierung d'Kanner erhiefleche Schied aussetzt. Do gëtt et vill Etüden, déi och de Philippe Bihouix a sengem „Le désastre de l'école numérique" opzielt. Ech kann nëmmen e puer Problemer opzielen: Schlofstéierungen; Visiounsstéierungen; dee sougenannte Syndrom, an deen ass eis hei bestëmmt am Sall net onbekannt: d'„fear of missing out", also d'Angscht, datt een eppes kéint verpassen; Ofhängegkeetsstéierungen; allgemeng Konzentratiounsverloschter an och hormonell Stéierungen. An de Service national de la jeunesse, deen huet jo och eng Campagne gestart géint d'Surexpositioun duerch d'Ecranen am Familljeberäich. Et misst ee sech awer och d'Fro stellen, wéi dat dann duerno ausgesäit am schoulesche Beräich.

Dohier, Här President, hätt ech e puer Froen un den Här Minister. Kennt de Ministère déi Etüden, déi sech kritesch domadder auserneesetzen? Awéifern fléissen déi an d'Aarbechten oder Iwwerleeunge vum Ministère eran? An op wat fir enge wëssenschaftlech onofhängegen a vun de Pairen approuvéierten Etüde baséieren d'Aussoen, datt d'Maschinn, Computeren anscheinend d'Educatioun verbessere sollen? Kënne mer och déi Etüde kommuniziéiert kréien? A wat soll do iwwerhaapt verbessert ginn? Wat ass d'Finalitéit vun deem Ganzen?

Dat Ganzt huet jo och nach e Käschtepunkt, deen d'autant plus och net punktuell bleift, étant donné datt dës Instrumenter an och d'Softwarë reegelméisseg mussen upgedate ginn. Dofir wéilte mir och wëssen, ob mer kéinten déi verschidde Kontrakter kommunizéiert kréien, déi tëscht dem Ministère - falls et déi gëtt - an deene private Konzerner ofgeschloss goufen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci och fir dat Stéchwuert, wat den David Wagner mer ginn huet. An en huet et eigentlech schonn ugedeit a senger Introductioun vun dësem Sujet: Et gëtt hei kee Schwaarz a kee Wäiss, et gëtt ganz vill Nuancen a ganz vill Grotéin. An ech mengen, datt mer duerfir och mussen an den Detail kucke goen, wat wierklech gutt ass fir Jonker, fir Kanner a wou mer och kënne Benefiss draus zéien am Unterrecht, am Léierprozess a wou mer dann awer och Limitten zéien. An datt de Ministère sécherlech och sensibel ass fir déi Limitten a fir Bedenken, weist eebe grad och déi Campagne, déi de Service national de la jeunesse am Optrag vum Ministère gemaach huet.

Et ass iwwer e gutt Joer hier, datt déi lancéiert gouf, fir all d'Acteuren drop opmierksam ze maachen - sécherlech net nëmmen d'Elteren, mee all d'Acteuren -, datt een d'Bildschiermzäit, also déi aktiv Zäit, wou een um Ecran schafft, spillt, consomméiert, wat och ëmmer, datt een déi och soll dem Alter no upassen a limitéieren an datt dat net nëmme Guddes huet, mee och kann zu negative Konsequenze féieren.

Trotzdeem wësse mer, a grad wärend der Pandemie, datt déi digital Outilen eis immens gehollef hunn, den Apprentissage à distance sécherzestellen. A mir sinn eigentlech jo frou, datt mer, nieft dem Engagement vun den Enseignanten, vun den Elteren, vun de Kanner, selwer gutt ausgestatt waren, technesch gutt ausgestatt waren, mat digitalen Outilen, dat scho virun der Kris.

Dee ganzen Developpement „one2one", wou mer wëllen à moyen terme all Schüler am Secondaire och en digitalen Device ginn, huet dozou geféiert, datt mer 20.000 Schülerinnen a Schüler scho mat engem Tablet respektiv mat engem Laptop haten, déi all Dag an der Schoul gewinnt waren, domadder ze schaffen.

Mir hunn zousätzlech ganz schnell nach Materialie mobiliséiert, datt och déi Kanner, déi keen Outil haten an en awer gebraucht hunn, fir beim Distanzunterrecht kënnen deelzehuelen, dann dovunner kënne profitéieren. An ech mengen, d'Aussoe vun den Elteren an och de Schüler sinn awer ganz kloer gewiescht an der rezenter Etüd vun der Uni.lu. Do hu 94 % vun den Elteren an de Schüler gesot, datt mer gutt respektiv ganz gutt opgestallt waren, wat déi technesch Ausrüstung ubelaangt, fir eeben den Distanzunterrecht kënnen ze assuréieren. An dat huet, mengen ech, mat dozou geféiert, datt mer awer relativ gutt duerch déi Kris bis elo komm sinn.

Et geet awer net nëmmen hei ëm digital Hardware, et geet sécherlech och ëm dat, wat mer domadder maachen a wéi mer domadder schaffen. Mir hunn och scho virun der Kris an d'Entwécklung vun digitalen Outilen, digitale Léierplattformen, digitale Léiercontenuen investéiert. E ganz prominent Beispill ass de Programm „MathemaTIC", wou eebe Mathematik op eng méi spilleresch, ludique Manéier soll ënnerriicht ginn, déi der Liewensrealitéit vun de Kanner a ganz ville Jonken awer virun allem ganz no kënnt, wou de Spilldriff vum Kand a vum Jonke soll genotzt ginn, fir eeben déi komplex an heiansdo dréche Matière vun der Mathematik dach awer op eng aner Manéier kënnen ze léieren.

Wärend der Kris hunn 23.000 Schülerinnen a Schüler dovunner profitéiert. Si konnten op Distanz awer hire Mathematikunterrecht an hir Entwécklung vun de mathematesche Kompetenze weider poursuivéieren, och vun doheem aus. Dat ass e Programm, deen ass vun eis mat entwéckelt ginn, deen ass x-mol ausgezeechent ginn um internationale Plang a vu ganz ville Wëssenschaftler gelueft ginn. Mir hunn och aner änlech Programmer, zum Beispill am Sproocheléieren, déi mer zum Deel och emol selwer entwéckelt hunn, déi mer awer och akaf hunn, de „Sila" zum Beispill, awer och „Babbelbubble". Mir hu Contenuen, déi da ganz spezifesch op Lëtzebuergesch axéiert sinn, wéi zum Beispill beim „Lucilin", dee mer online zur Verfügung stellen, wou et ëischter ëm d'Kulturgeschicht hei vum Land geet.

Mir hunn och didaktesch Materialien akaf, fir se dann an digitaler Form de Schüler, den Enseignanten, de Schoulen zur Verfügung ze stellen. Ee prominent Beispill, dat ass déi arte-Léiermediathéik, déi disponibel ass fir all Enseignant, fir all Schüler. Ech denken, datt mer do ganz sënnvoll, héichqualitativ Contenuen zur Verfügung kënne stellen. Ech denken awer och un d'Onilo-Plattform, wou et éischter ëm d'Héierverstoe geet. Ech denken u meinunterricht.de, deen och do ganz flott Léier- an Übungsunitéiten zur Verfügung stellt, déi eis wärend der Kris gehollef hunn, déi awer och doriwwer eraus a virdru scho konnte ganz sënnvoll agesat ginn, sief et emol am Unterrecht, sief et fir deem engen oder anere Schüler nach zousätzlech eppes mat op de Wee ze ginn.

Sécherlech huet eis an der Kris och gehollef, datt mer den Office 365 haten, deen all Enseignant an all Schüler konnt notzen. Do hu mer mat Microsoft e Kontrakt, deen eis eeben erlaabt, esou vill Lizenze kënnen zur Verfügung ze stellen, datt all Schüler an all Enseignant déi Outile vum Office kann notzen. An hei huet virun allem den Teams eis gerett. Den Teams huet eis erméiglecht, datt mer donneschdes konnten decidéieren, d'Schoulen zouzemaachen, a se méindes awer online weidergaange sinn. Hätte mer deen Outil net gehat - do kann ee vu Microsoft halen, wat ee wëllt, do kann ee vun Teams halen, wat ee wëllt -, wär dat sécherlech net esou méiglech gewiescht an den Distanzunterrecht hätt vill, vill méi laang gebraucht, bis en dann iergendwann eng Kéier ukomm wär.

Ech wëll awer kloer ënnersträichen, datt mer net wëllen ofhängeg si vun engem Anbieter do an datt mer ëmmer eng kritesch Distanz zu den Anbieter hunn an och zu hire Produiten an datt mer eenzeg an eleng hei no pedagogeschen Iwwerleeungen a Capacitéite vun deene Programmer a vun deenen Outile jugéieren, wat mer brauchen.

Déi allermeescht didaktesch Materialien, déi online genotzt ginn an zum Asaz kommen, si webbaséiert, dat heescht duerfir och ganz breet asetzbar. Mir hu Kollaboratioune mat grousse Multinationallen op där enger Säit, awer och mat klenge Startuppen, och nationale Startuppen op där anerer Säit. „Didactic Innovations" zum Beispill ass eng Startup gedroe vu Fuerscher vun der Uni Saarbrécken a Paderborn, mat deene mer ganz enk an engem Domän zesummeschaffen. Et gëtt awer och Startuppen hei vu Lëtzebuerg, zum Beispill „LetzMath" - also „Letz" wéi „Lëtz" a „Mathematik" -, déi ganz flott Programmer, och digital Programmer, fir den Asaz vun der Mathematik am Cycle 1 huet. Déi Programmer fanne mer gutt an dann ass et eis eigentlech egal, wien hannendrustécht. A mir kucken dann, datt mer se kënnen asetzen an eise Schoulen.

Ech wëll awer ofschléissend nach e Wuert soen zum Saz, datt d'Maschinn an de Computer hei den Unterrecht oder den Enseignant nach verbesseren. Jiddereen ass sécherlech mat mer d'accord, wa mer bei den Dokter ginn, datt mer do da gären en Dokter hätten, datt mer da gären e Mënsch do hätten, deen eis mat senger Capacitéit a senger Erfarung seet, wat lass ass. Mee mir sinn awer frou, wann deen Dokter Zougréff op gutt Maschinnen an op gutt Computeren huet, déi e bei senger Aarbecht, bei senger Diagnos a bei senger Interventioun och kënnen ënnerstëtzen.

An ech denken, datt et grad esou och an der Schoul muss si beim Enseignant. An déi digital Outilen, och déi artifiziell Intelligenz mëttlerweil, wéi d'Entwécklung eis weist, kënnen dem Enseignant hëllefen, kënnen dem Enseignant virun allem hëllefen, fir vill méi differenzéiert ze schaffen, vill méi en differenzéierte Bléck op d'Entwécklung vum Schüler ze hunn an dementspriechend och säin Unterrecht do kënnen unzepassen. Dat ass eigentlech déi ganz grouss Plus-value vun digitale Léieroutilen, datt ee vill méi differenzéiert nach wéi bei engem Unterrecht, wou den Enseignant eleng, ouni Maschinn an ouni Computer, virun der Klass steet.

Hei kann een och emol individuell Aufgabe ginn, et kann een individuell den Entwécklungsniveau poursuivéieren. De Computer selwer erkennt den Entwécklungsniveau vum Kand a wéi wäit et Aufgabe scho gutt beherrscht a geet dann op den nächste Level, fir da méi schwiereg Aufgaben och kënnen unzebidden. A wann de Computer dann awer erkennt, datt dee Level nach net erreecht ass, da bleift en emol op deem Niveau, wou en ass, an da gëtt dat eeben nach geüübt. An e ka permanent och ëmmer dem Enseignant Informatiounen zur Verfügung stellen, wat den Entwécklungsniveau vum Kand ass.

Dat ass ee Beispill, wéi d'Maschinn, wéi de Computer den Enseignant a senger Aarbecht kann ënnerstëtzen a wéi och den Asaz vun digitalen Outilen den Unterrecht finalement ka besser maachen. A mir wëssen, datt grad den Unterrecht ze differenzéieren an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou mer esou eng grouss Heterogenitéit an eise Klassen hunn, eigentlech dat Wichtegst ass, wat mer kënne maachen. An do gräife mer dann och op digital Outilen zréck.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Educatiounsminister. An den Här David Wagner huet nach eng Zousazfro.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. Merci och dem Här Minister fir seng Erklärungen. Eng Saach virewech: Ech mengen, de Verglach, deen de Här Minister gemaach huet, tëscht engem Enseignant an engem Dokter, deen hinkt e bëssen. Wësst Der, wann Der eng Röntge musst gemaach kréien oder eng Operatioun, mee huele mer eng Röntgen: Et kritt een eng gemaach, well den Dokter an der physescher Incapacitéit ass, mat sengen Aen ze kucken, wat bannent Ärem Kierper virgeet, ausser e kéim vun engem frieme Planéit, wou esou Capacitéite méiglech wieren. Mee ech mengen, dat ass net méiglech zurzäit fir en normale Mënsch. Dat heescht, do sinn et Outilen an der Medezinn, déi natierlech engem Dokter hëllefen, fir Saachen ze maachen, déi en Dokter net ka maachen.

De Problem ass deen: Bei engem Enseignant, do geet et zum Beispill ëm pedagogesch Evaluatiounen, déi, wéi gesot, solle gemaach ginn duerch déi sougenannten Intelligence artificielle. De Problem ass deen, datt Enseignanten an der Mesure sinn - do ginn et jo och Studiegäng derfir -, fir eege

pedagogesch Evaluatiounen ze maachen. An da muss ee sech d'Fro wierklech stellen, awéifern eng artifiziell Intelligenz kapabel ass, réellement eng pedagogesch Evaluatioun ze maachen, fir ze wëssen, wat gutt ass fir e Kand a wat net, well et si soss näischt wéi Algorithmen, déi mat Donnéeë gespeist ginn an déi natierlech gewësse Krittären entsprangen. An ech mengen, datt do tatsächlech déi Intelligence artificielle op deem Niveau superfetatoire ass, étant donné datt Enseignanten dat kënne maachen.

Mee doriwwer eraus, ech hu gesot, ech hat jo eng Fro gestallt ... Et gëtt jo Etüden, déi ganz kritesch si mat der Numeriséierung vun der Schoul, notamment mat der Surexpositioun duerch d'Ecranen an esou weider, souwuel kognitiv Problemer kann dat mat sech bréngen ..., an ech weess, datt et immens vill Startuppe gëtt, Betriber gëtt, déi iergendeppes produzéieren. Et kann ee soen: „Et ass egal, wouhier et kënnt" - ech mengen net!

(Interruption par la présidence)

Mee duerno d'Fro ass: Wou ass déi wëssenschaftlech Evaluatioun, déi richteg onofhängeg wëssenschaftlech Evaluatioun, déi seet, datt mer eng pedagogesch Plus-value kréien domadder? An ech ginn dovunner aus ... Ech géif gäre wëssen, wou een déi kéint gesinn a wou de Ministère se och huet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, bei allem Respekt virun enger gudder Portioun Technologieskepsis, déi den David Wagner hei uféiert, ...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Kritik.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- ... déi ech zum Deel kann novollzéien, mee deen Horrorzenario, deen den Deputéierten hei skizzéiert huet, dat ass net dat, vun deem ech geschwat hunn. Et wäert keng Zensur an et wäert kee Bilan ausgestallt gi vun engem Computer an den Enseignant wäert dann do net méi interveniéieren. Mir schwätzen da vun zwou verschiddene Manéieren. An dat gëtt et haut net an eise Schoulen an dat wäert et och an eise Schoulen, esou wäit ech op jidde Fall derfir responsabel sinn, net ginn!

Awer den Asaz och vun artifizieller Intelligenz - well dat ass eng artifiziell Intelligenz, zwar keng ganz komplex, muss ech soen, mee awer -, dat kann awer emol zur Verbesserung vum Unterrecht bäidroen, zum Informatiounsfloss bäidroen - jo, Dir hutt d'Beispill vun de Röntge gesot -, zu enger besserer Erkenntnis vum Enseignant, wou dann de jeeweilege Schüler - an en huet do net nëmmen ee Schüler, en huet eng ganz Klass an en huet vläicht eng ganz Schoul voller Schüler - zu wat fir engem Moment do drun ass, dat kann den Enseignant ënnerstëtzen a senger Aarbecht. An do fanne mer et dann eng sënnvoll Interventioun och vun dem Computer. An duerfir mécht dat Zesummespill tëschent dem Mënsch an dem Computer ..., nëmmen dat kann derzou féieren, datt den Unterrecht och op Dauer gutt bleift respektiv esouguer nach ka verbessert ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch.

7. Question élargie n° 92 de M. André Bauler au sujet de la croissance démographique au Luxembourg, de ses déterminants majeurs et des effets de la pandémie en la matière

Da kéime mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten an dat ass déi erweidert Fro Nummer 92 vum honorabelen Här André Bauler iwwert déi ausschlaggeebend Facteuren an d'Auswierkunge vun der Pandemie op den demografesche Wuesstum. Här André Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Här Wirtschaftsminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif alleguer, an deene leschten 20 Joer ass d'Bevëlkerung vum Grand-Duché ëm méi wéi 200.000 Awunner geklommen. Wärend mer nach am Ufank vum neie Joerdausend bei ronn 434.000 Awunner louchen, si mer mëttlerweil bei bal 635.000 Leit ukomm. Mir liewen an engem polykulturellen Ëmfeld, wéi et esou néierens anescht an Europa ze fannen ass. Déi eenzegaarteg Diversitéit dréit sécherlech zur Attraktivitéit vum Grand-Duché bäi. D'Entwécklung vun der Awunnerzuel ass natierlech och wichteg, fir de gudde Fonctionnement vun eiser Ekonomie an de Räichtum vun eisem Land ze garantéieren. E gesonde Wuesstum ass noutwendeg, fir d'Liewensqualitéit vun eise Bierger laangfristeg ofzesécheren.

Nieft dëse positiven Aspekter bréngt de Bevëlkerungswuesstum awer och eng Rei Problemer mat sech. Un der Spëtzt stinn hei d'Wunnengsnout an d'Iwwerlaaschtung vun de Verkéiersinfrastrukturen. D'Politik muss also no Léisunge sichen, fir e Gläichgewiicht tëscht dem Wuesstum vun der Awunnerzuel an der Mise en place vun de jeeweilegen Infrastrukturen hierzestellen.

An deem Kader wollt ech dem Här Wirtschaftsminister follgend Froe stellen: Ech wéilt also éischtens gäre wëssen, wat d'Haaptursaache sinn, d'Determinanten, déi de Wuesstum vun eiser Bevëlkerung bestëmmen. Gëtt et eventuell eng Etüd, déi d'Gewiicht vun deene verschiddenen Ursaachen analyséiert an hiert Zesummespill ënnersicht?

Wat sinn d'Follge vum Wunnengsmangel op de Wuesstum vun eiser Bevëlkerung? A wéi huet sech d'Zesummestellung vun den Haushalter an deene leschten zéng Joer verännert?

Duerch d'Entwécklung vun der Stolindustrie koumen um Enn vum 19. Joerhonnert déi éischt Awanderer aus Däitschland an Italien op Lëtzebuerg. Nom Zweete Weltkrich war et virun allem de Bausecteur, deen auslännesch Mataarbechter an de Grand-Duché gezunn huet. An den 90er-Joren ass de Lëtzebuerger Finanz- a Bankesecteur a Magnéit fir auslännesch Talenter ginn.

De Wuesstum vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung ass virun allem op déi wirtschaftlech Attraktivitéit vun eisem Land zréckzeféieren. Duerfir meng zweet Fro: Wéi eng Branchen zéien am Moment déi meeschte Leit op Lëtzebuerg? Gëtt et eventuell eng Etüd, déi de Lien tëscht der Attraktivitéit vun eisem ekonomesche Standuert an dem Wuesstum vun eiser Awunnerzuel ënnersicht?

Ech wollt do opmierksam maachen op eng Etüd, déi de Statec 2005 gemaach hat, e Bulletin 4-2005, deen den Titel dréit „Potentiel de croissance économique et Démographie. Projections 2005-2055", wou also och Projektioune gemaach goufen.

Tëscht 2019 an 2020 sinn d'Immobiliepräisser zu Lëtzebuerg an der Moyenne ëm 15 % geklommen, an dat trotz der Pandemie. Den europäeschen Duerchschnëtt louch dobäi just bei 5,2 %, esou d'Zuele vun Eurostat. Et ass duerfir net verwonnerlech, datt ëmmer méi Lëtzebuerger iwwert d'Grenz wunne ginn, wou d'Präisser natierlech däitlech méi niddreg sinn, och wa se och do klammen.

A menger drëtter Fro wéilt ech also wëssen, wivill Lëtzebuerger den Ament an de Grenzgebidder vun eisen Nopeschlänner wunnen a wéi sech dës Zuel iwwert déi lescht Joren entwéckelt huet.

Et gëtt donieft och Leit, déi zwar wuel zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn, mee déi eigentlech guer net hei am Land wunnen. Wivill där Fäll sinn do den Ament dem Statec offiziell bekannt?

Meng véiert Fro betrëfft d'Auswierkunge vun der Pandemie op de Wuesstum vun eiser Bevëlkerung. Mat engem Taux de croissance vun 1,4 % ass d'Awunnerzuel 2020 méi lues geklomme wéi déi fënnef Joer virdrunner. Wat sinn do d'Previsioune fir déi kuerz- a mëttelfristeg Zukunft? Musse mer domadder rechnen, datt de Wuesstumstaux geschwënn nees eropgeet, oder wäerten d'Follge vun der Pandemie, och déi demografesch, nach eng Zäitchen undaueren?

A menger fënnefter a leschter Fro wéilt ech gären e Bléck an d'Zukunft riichten: Kéint den Taux de croissance vun eiser Bevëlkerung laangfristeg erofgoen, wann eis Wirtschaft méi intensiv op de Modell vum Teletravail géif oder kéint zréckgräifen? Sinn eis aktuell Previsiounen also, wat d'Entwécklung vun der Awunnerzuel bis 2050 betrëfft, nach realistesch, wa mer se am Liicht vun der Pandemie kucken?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci un den André Bauler fir déi Fro hei, fir déi Question élargie. Déi Froen, déi hie gestallt huet, sinn all pertinent, mee se sinn och alleguerte komplex. An et ass net einfach, op all Fro hei eng Äntwert ze fannen, a scho guer net an där limitéierter Zäit vun enger Question élargie.

Et sinn awer Froen, déi vill d'Zukunft vun dësem Land betreffen, an dat sinn alles Sujeten, déi och eppes mat Wuesstum ze dinn hunn, wéi den André Bauler dat gesot huet. An als Wirtschaftsminister sinn ech extreem sensibel op dat Theema, well et an eise strateegeschen, also laangfristegen Iwwerleeungen e Kärpunkt ass.

Fir hei Äntwerten ze preparéieren, hunn ech natierlech de Statec sollicitéiert, awer och den Echange mat der IGSS gesicht. Ech géif gäre meng Äntwert hei an dräi Punkten opglidderen. An ech mengen och, dass ech domat misst op all déi Froe vum Deputéierten op d'mannst agoen.

Fir d'éischt wëll ech kuerz drop agoen, wou mer haut en matière de démographie stinn. De leschte grousse Rapport vum Statec ass vun Enn 2017, wou Projektiounen iwwert déi makroekonomesch an demografesch Entwécklung vu Lëtzebuerg iwwert d'Joren 2017 bis 2060 beschriwwe gi sinn. Ee Constat ass, dass déi Lëtzebuerger Bevëlkerung net wiisst, well mer hei am Land ganz vill Kanner kréien. Haut läit den Taux de fécondité bei 1,37 Kanner pro Fra. Dat war virun der Kris. Wéi Covid-19 sech elo op d'Natalitéit auswierkt, dat steet e bëssen an de Stären. Et gëtt jo heiansdo gesot, dass mam Lockdown souwuel méi Bëbeeë wäerten op eis duerkommen, warscheinlech och méi Divorcen, awer méiglecherweis och d'Natalitéit wäert an d'Luucht goen. A voir, dat musse mer da kucken, wann nach e puer Méint eriwwer sinn.

Op alle Fall ass et esou, dass déi Lëtzebuerger Bevëlkerung doduerch wiisst, dass de Solde vu Leit, déi hei an d'Land wunne kommen, positiv ass. Et zéien also all Joer méi Leit heihinner, wéi der fortginn. 80 % vun der Croissance vun eiser Bevëlkerung kënnt duerch dee Phenomeen. 2019 koumen netto 11.075 Leit duerch d'Immigratioun bäi. Am Verglach waren dat der 1990 deemools 3.942. Wéi gesot, 2020 war e speziellt Joer duerch d'Pandemie. Mee nawell huet ee gesinn, dass nach 7.620 Leit och 2020 hei an d'Land gezu sinn.

Dobäi sollt een och soen, dass net all d'Awunner, déi heihinnerkommen, onbedéngt och heibleiwen, bien au contraire! Am Joer 2020 sinn 22.490 Persounen derbäikomm, et sinn der awer och an selwechte Joer 14.870 erëm fortgezunn. Dat ass e Phenomeen, deen net erstaunlech ass. Deen huet mat eisem internationalen Ëmfeld ze dinn. Mir hu ganz vill international Entreprisen hei, déi temporär Aarbechter, Mataarbechter heihinnerzéien, déi dann e puer Joer hei sinn an dann erëm fortginn. Ech mengen, dat explizéiert dans une large mesure deen dote Phenomeen.

Dir hutt och d'Fro gestallt, wivill Lëtzebuerger am Ausland wunnen. Wann ee sech op d'Donnéeë baséiert vum Registre national des personnes physiques, da liewen haut ronn 100.000 Lëtzebuerger am Ausland. Dat sinn der 27.000 a Frankräich, 24.000 an der Belsch a 17.000 an Däitschland. Do muss een awer direkt soen, dass déi Zuelen och déi Lëtzebuerger beinhalten, déi naturaliséiert gi sinn. Dobäi sinn och ganz vill Leit, déi natierlech ni zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, déi iergendwann eng Kéier naturaliséiert gi sinn, ëmmer am Ausland gelieft hunn an och nach weiderhin natierlech do wunnen.

D'Zuel vun de Lëtzebuerger - an dat ass jo oft déi spannend Zuel -, déi hei am Land schaffen an awer am Ausland, also an der Grenzregioun, wunnen, ass vill méi kleng. D'Iescht Joer waren dat 10.960 Persounen. Am Verglach waren dat der 1990 just 1.135. Dat ass awer schonn e Phenomeen, deen also an deene leschten 30 Joer staark zougeholl huet.

Dir hutt och gefrot, wivill Leit offiziell zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn an awer an der Grenzregioun wunnen. Dass et esou Situatioune gëtt, kann ech net ausschléissen. Dat ass awer eppes, wat mer net moossen. An dofir kann ech Iech do beim beschte Wëllen net soen, wivill där Fäll et effektiv och gëtt.

Dat ass eng Demografie, déi ganz kloer net typesch ass. Dat ass eng Demografie, déi och an direkter Verbindung mat eisem Wirtschaftsstandueurt Lëtzebuerg steet, dee, wéi gesot, ganz international ass, ganz oppen, awer och e gewëssene Flux à l'entrée an à la sortie mat sech bréngt.

Domat wéilt ech dann och op deen zweeten Deel kommen, nämlech, wéi d'Attraktivitéit vun der Lëtzebuerger Wirtschaft eis Demografie beaflosst. Déi zentral Fro, déi Der opwerft an Ärer Question élargie, ass déi, ob d'Deierecht vum Wunnen en Afloss huet op d'Attraktivitéit vun der Wirtschaft an ob duerch déi deier Wunnenge méi Leit, wa se dann op Lëtzebuerg schaffe kommen, hei am Land bleiwen oder au contraire sech an der Grenzregioun nidderloossen an dann als Frontalieren heihinner schaffe kommen.

Et ass kloer, dass d'Attraktivitéit vun eiser Wirtschaft eng ganz Rei Facetten huet. Dat ass engersäits d'Internationalitéit vun eisem Land an en internationaalt Ëmfeld. Et ass d'Sécherheetssituatioun. Et si Fuerschung an Innovatioun. Et si gutt Infrastrukturen, zum Beispill an de Beräicher Energie oder awer och Daten. Et ass den trotzdeem nach einfachen Ëmgang mat de Verwaltungen a Ministèren an évidemment och den Niveau vun de Salairen.

De Statec huet kuerz déi Fro, déi Der gestallt hutt, och schonns an enger Revue behandelt, viru Kuerzem, am Mee 2020. Dat ass eng Revue, déi heescht „Les cahiers de la Grande Région". Do soe se entre autres, dass eis Salairen attraktiv sinn, well entre autres de Staat een Drëttel vun de Sozialkäschten iwwerhëlt. Wann d'Präisser vun de Wunnengen natierlech esou staark an d'Luucht ginn, wéi mer alleguer wëssen, dass dat hei de Fall ass, dann ass et evident, dass natierlech e gudden Deel vum Avantage vum Salaire ewechbrécht. An d'Leit hu méi d'Tendenz an deem Fall, fir méi wäit ewech wunnen ze goen, also an d'Groussregioun.

Deem steet géigeniwwer, dass doduerch d'Zäit, fir op d'Aarbecht ze kommen, an d'Luucht geet an esou eng Aarbecht zu Lëtzebuerg manner attraktiv gëtt, e Phenomeen, deen een net nëmmen hei huet, deen een op ganz ville Plazen an der Welt huet, wou déi Leit, déi vu wäit hierkommen, sech iergendwann eng Kéier d'Fro stellen, ob et sech nach rentéiert au vu vum Salaire awer och au vu vun deenen Externalitéite vum Trajet, vun der Deierecht an esou weider, fir iwwerhaapt nach eng Aarbechtsplaz zu Lëtzebuerg nozehuelen, woubäi dat natierlech och ëmmer alles domadder zesummenhänkt, wou d'Leit effektiv och schaffen, ob se am Zentrum vum Land schaffen oder éischter laanscht d'Grenzen.

Dauerhaft deier Wunnengspräisser kënnen also ganz wuel e Facteur ginn, fir eise Wirtschaftswuesstum negativ ze beaflossen. Dat ass op alle Fall emol d'Konklusioun vum Statec. À l'inverse ass et natierlech och esou, dass d'Deierecht vun eise Wunnengen och doduerch ugeheizt gëtt, dass eng ganz Rei vun deene Leit, déi heihinner schaffe kommen, insbesonnesch, wat se méi zentral schaffe kommen, finanziell gutt gestallt sinn, dat heescht, éischter Leit sinn a Menagë si mat héije Revenuen. Dat ass natierlech och e Phenomeen, deen dann à l'inverse eis Präisser op eisem Wunnengsmaart nach unheizt.

Viru Kuerzem huet e Representant vun enger Patronatsfederatioun vun engem Monaco vum Norde geschwat, wann een effektiv haaptsächlech an dem Service Ekonomie Leit heihinnerzitt - d'Finanzplaz, dat sinn alles Leit mat héije Revenuen. An do ass ganz kloer och e Verdrängungsphenomeen vu Leit mat méi niddrege Revenuen, vu Jonken, vu Kreativen, déi sech dee Moment hei zu Lëtzebuerg net méi onbedéngt eng Wunneng kënne leeschten. Dat ass och en Effet vun eiser Wunnengsproblematik, deen een net soll negligéieren an deen och à long terme enger Wirtschaft an engem Land sécher net guttdéet.

Eng ofschléissend Äntwert ze ginn hei zu deem Problem ass natierlech nach net méiglech. Mee ech mengen, dass een déi Froe misst weider verdéiwen. Well Dir hutt ganz Recht, dat huet ganz staark mat eisem Wuesstum ze dinn, mat eisem qualitative Wuesstum. An ech mengen, dat sinn alles Froen, déi ee sech am Kader vum PIB du bien-être soll a muss stellen.

Ech denken och, dass een an Zukunft misst moosse kënnen, och en termes vun CO_2-Ausstouss, fir besser ze verstoen, wéi eng Situatiounen zu manner Energieverbrauch wéi zum Beispill och CO_2-Ausstouss féiere kéinten.

Fir ofzeschléisse wéilt ech ganz kuerz op Är lescht Fro agoen, a wéi wäit dann elo d'Pandemie wäert eis Demografie beaflossen. E Bléck an d'Zukunft ass natierlech net einfach. Ech hu virdru scho gesot: Dass d'Immigratioun an den Nettosolde tëscht neien Arrivéeën an Departen d'lescht Joer an der Kris erofgaange sinn, huet natierlech mat den Incertituden um Aarbechtsmarché ze dinn, mat all de Restriktioune fir ze reesen an esou weider. Mee trotzdeem sinn nach netto méi Leit heihinnerkomm, trotz engem Krisejoer.

Wäert den Teletravail en Afloss hunn op d'Demografie? Dat ass bal schonn, wéi an eng Kristallkugel ze kucken, an à ce stade schwéier ze beäntweren. Haut läit de Gebrauch vum Teletravail duerch déi sanitär Restriktioune relativ héich. Perséinlech sinn ech och iwwerzeegt, dass en Deel vun deem Teletravail wäert bleiwen. Mir wëssen alleguerten, wéi dat elo fonctionéiert mat Zoom, Webex, Skype et compagnie, mee dass dat de perséinleche Kontakt ganz kann ersetzen, dat mengen ech ganz sécher net. Ech mengen, dass et duerno wäert op e Modell higoen, wou mer zum Deel Teletravail wäerte maachen an zum Deel wäerten en présentiel op der Aarbecht sinn. An deem Fall wäert natierlech dann och d'Demografie manner impaktéiert ginn duerch den Teletravail.

Här Bauler, ech kann net all Är Froe beäntweren, mee mir wäerte villes eréischt an e puer Joer wëssen. Déi Froe vun der Demografie sinn awer effektiv wichteg an zentral. An ech mengen eigentlech, dass mer eis vill méi oft missten och mat deem Theema hei zu Lëtzebuerg beschäftegen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här André Bauler fir eng Zousazfro.

M. André Bauler *(DP).*- Jo, merci, Här President. A merci, Här Minister, fir all déi do Erklärungen an datt Der mech drop opmierksam gemaach hutt, wat fir eng rezent Publikatiounen et nach vum Statec gëtt. Ech hat déi vun 2005 hei evoquéiert. Et gouf och nach eng vun 2014: „La société luxembourgeoise dans le miroir du recensement de la population". An ech wëll och hei dem Statec a senge Beamten en häerzleche Merci soe fir déi vill Aarbecht, déi si hei maachen. Mee well Der et selwer elo gesot hutt a well d'Thematik komplex ass - si ass villschichteg -, wollt ech Iech just froen, ob an deem Sënn géif am Kader vum Statec a vläicht och doriwwer eraus a Kollaboratioun mat der Uni dru geduecht ginn, fir méi cibléiert op dësem Theema ze

schaffen a fir doduerjer vläicht déi verschidde Facetté méi reng nach kënnen ze nuancéieren oder ze „dissequéieren", wéi d'Chirurgen dat géifen nennen.

Merci, Här Minister.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Bauler. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Jo, ech hunn dat gesot. Ech mengen, dat soll een effektiv méi prezis studéieren. Dat huet mat deem PIBien-être ze dinn, iwwert dee mer jo reegelméisseg hei schwätzen, awéifern mer och effektiv nach en Nettogain hunn duerch déi Zort vu Croissance. An ech mengen, dass mer do effektiv all d'Facteure sollten mat eranzéien, sief et den Trafick, sief et d'Deierecht vun de Wunnengen, och wéi gesot déi Verdrängungseffekter, déi duerch dee Phenomeen do kommen. Dat ass eng komplex Analys, déi multifaktoriell ass. Mee ech mengen effektiv, dass de Statec souwisou schonn dorobber schafft, well se och am Kader vum PIBien-être an nächster Zäit vill méi detailléiert wäerten all déi verschidde Krittäre vun deem PIBien-être analyséieren an do gehéieren déi dote Saachen och allegueren derzou. An ech sinn iwwerzeegt, well ech de Statec a säin Direkter gutt kennen, dee sensibel ass op déi do Froen, dass déi nach vill méi no wäerten ënnert d'Lupp geholl ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot.

8. Question élargie n° 96 de M. Laurent Mosar au sujet de l'avenir du site sidérurgique de Dudelange

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 96 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Zukunft vun der Diddelenger Schmelz. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Wirtschaftsminister, ech hätt eigentlech léiwer déi ganz Thematik, déi komplizéiert ass, am Kader vun enger Wirtschaftskommissioun nach eng Kéier erläutert.

Allerdéngs muss ech Iech soen, datt ech extreem frustréiert war déi leschte Kéier, wéi mer gefrot haten, fir dee Punkt op den Ordre du jour vun der Wirtschaftskommissioun ze kréien. Deemools ass direkt am Ufank vun der Sitzung de Secret de délibération decidéiert ginn. An ech wëll och direkt soen: Ech hunn a sech kee Problem, datt e Secret de délibération kënnt, wann da prezis a punktuell Punkte sinn, déi wierklech musse confidentiel behandelt ginn. Ech hunn awer e Problem domat, datt, wann een dann herno déi ganz Sitzung Revue passéiere léisst, een d'Impressioun huet, datt een näischt Neies gewuer ginn ass ausser dat, wat ee virdrun an alméiglechen internationalen an nationalen Zeitunge konnt liesen. An duerfir huet meng Fraktioun, an ech och, decidéiert, datt mir an Zukunft kee Secret de délibération méi akzeptéieren, ausser mir kréien dat wierklech punktuell justifiéiert an et gëtt och gesot, firwat datt do d'Confidentialitéit muss spillen.

Et ass net esou, datt hei d'Chamber kann e Maulkuerf ugedoe kréien. Mir konnten duerno ..., an ech schwätzen net nëmmen a mengem Numm, mee och am Numm vun allen aneren Deputéierten, och allen aneren Oppositiounsdeputéierten. Mir konnten eis emol net an der Press artikuléieren, well de Secret de délibération do decidéiert ginn ass. Duerfir, dat akzeptéiere mer an Zukunft net méi an duerfir muss ech dann haut nach eng Kéier à charge kommen an eng Question élargie zu där ganzer Thematik stellen.

Ech mengen, ech wëll elo net méi op de Fong vun der Saach agoen. Deen ass schonn amplement kommentéiert ginn an deen ass och bekannt. Ech wollt eigentlech un den zoustännege Minister eelef Froe stellen, wou ech och frou wier, wann ech eng Äntwert géif kréien.

Den Här Fayot hat gesot, datt sech d'Situatioun all Dag géif änneren an deem Dossier. Duerfir wier ech frou, wann en eis da vläicht kéint e klengen Update maachen, wou mer dann haut ganz genau elo dru sinn.

Zweet Fro: Et lafen anscheinend och permanent Diskussioune mat GFG Alliance. Dat ass also dee Grupp, dee Proprietär ass. Do wier ech och frou, vum Här Fayot ze héieren: Wou ass d'Regierung an deenen Diskussiounen drun?

Eng drëtt ganz wichteg Fro: d'Diskussiounen, déi mat der Wallonie hei geféiert ginn. Mir wëssen, datt déi zwee Stolwierker Diddeleng a Léck nëmme kënnen zesumme fonctionéieren. An duerfir ass et wichteg, datt déi Gespréicher lafen, net nëmme mat der Wallonie, mee och mat de Responsabele vu Léck. An och do wollt ech wëssen: Wou si mer genau drun?

Eng véiert Fro: De Minister hat gesot, datt en d'SNCI chargéiert hätt, fir eng Rei Pisten a Weeër ze sichen. Och do géif ech mer wënschen, datt mer vläicht haut e puer Explikatioune méi géife kréien. Wou ass d'SNCI an hirer Resultatsfindung drun? A kann de Minister eis do vläicht schonn eng Rei méi Prezisioune ginn?

Eng fënneft Fro, déi huet mam Réckkaf vun Diddeleng ze dinn duerch ArcelorMittal. Ech mengen zwar net, datt dat geet, wollt awer trotzdeem och dozou nach eng Kéier d'Positioun vum Minister héieren.

E sechste Punkt: Et gëtt gesot, datt anscheinend d'Liwwerungen un d'Clienten alleguer gestoppt gi wieren. Ech wollt de Minister froen, ob en déi Informatioun ka confirméieren, an och froen, wat dat fir de gudde Fonctionnement vu LIBERTY Steel bedeit.

Dann eng siwent Fro, an dat ass vläicht mat déi wichtegst: Sinn d'Paie vun deenen iwwer 200 Leit, déi fir LIBERTY Steel schaffen, garantéiert, net nëmmen elo fir de Mount Mee, mee och fir déi nächst Méint?

Dann déi aacht Fro: Ech hu gelies, datt de Minister eng Nationaliséierung vu LIBERTY Steel, also hei zu Diddeleng, net total ausgeschloss huet. Ech wollt also nach eng Kéier froen: Ass dat le cas échéant eventuell eng Optioun, déi een an d'A faasst?

Dann eng néngt Fro: Ech hunn an der Press gelies, ech soen dat zwar mat aller Virsiicht, mee dat stoung op jidde Fall do nozeliesen, datt anscheinend am Kader vun de Covidmesuren hei 20 Milliounen Euro gefloss wieren. Ech wollt just froen: Ass dat richteg? Kann de Minister dee Montant bestätegen? A wa jo, wéi geet et dann eventuell mat der Recuperatioun vun deene Milliounen Euro virun, well dat dierft jo méi wéi schwéier ginn?

Dann eng zéngte Fro: Entre-temps ass e Liquidateur do bestëmmt ginn, d'Firma Grant Thornton. An déi huet anscheinend dozou opgefuerdert, datt all d'Rechungen direkt géifen un de Liquidateur, dat heescht net méi un d'Firma selwer, bezuelt ginn. An dorauser ergëtt sech natierlech dann och déi ganz Diskussioun iwwert de Site Diddeleng, deen eventuell do kéint als Gage oder als Faustpfand benotzt ginn. Ech mengen, dat ass eng vun deene gréisste Suergen, déi mer alleguerten hunn. Do wollt ech och nach eng Kéier d'Positioun vun der Regierung a vum Minister kréien.

An dann, lescht Fro, awer net onwichteg: De Minister hat zu Recht ënnerstrach, datt d'Konkurrenzrecht um Niveau vun der Europäescher Unioun onbedéngt misst iwwerschafft an iwwerholl ginn. An do war jo anscheinend gëschter den Här Thierry Breton hei, den zoustännege Kommissär, an ech wollt do wëssen, ob d'Regierung an den Här Fayot dee Sujet LIBERTY Steel och mam Här Breton erläutert hunn a wéi et konkreet och virugeet mat enger Reform vun deem Konkurrenzrecht.

Ech soen Iech schonn e grousse Merci fir Är Äntwerten.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Laurent Mosar villmools Merci a ginn d'Wuert un d'Regierung, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Merci och dem Laurent Mosar fir seng Fro oder éischter seng eelef Froen. Bon, hie stellt mer elo haut hei Froen en séance plénière, wou mer virun net allze laanger Zäit de Secret de la délibération haten an enger Chamberskommissioun, well mer et effektiv hei ze dinn hu mat engem Dossier, deen en cours ass, dee komplex ass, wou mer Negociatioune féieren, deen, wéi ech dat d'lescht Woch gesot hunn an enger Äntwert op d'Fro vum Dan Biancalana, ganz vill Ramifikatiounen huet, international Ramifikatiounen eran an déi Faillite vu Greensill, wou mer nach, muss een awer trotzdeem drun erënneren, e Proprietär hu vun deem Wierk, GFG Alliance, den Här Gupta, dee fir de Moment ëmmer nach Proprietär ass, mat deem een also muss schwätzen, quitte dass een hannendrun eng Situatioun huet vu Greensill, wou effektiv e Liquidateur ass, deen eng Rei Gagen huet an deen déi gegeebenefalls och à un certain moment kann zéien.

Dat heescht, et ass eng ganz delikat Situatioun, wou mir ëmmer nach a wou ech en continu mat mengen Ekippe ganz enk a Kontakt si souwuel mam Aktionär wéi och mat der Direktioun vu LIBERTY Steel Diddeleng a Léck, och an Diskussioun si mat der Région wallonne a mam Cabinet vum Willy Borsus, mat deem mer nach dës Woch geschwat hunn. Dir wësst, oder Dir wësst net, dass et an der Wallonie eng Procédure judiciaire gëtt, wou e Conciliateur genannt war oder en, ech weess net genee, wéi en heescht, mee am Kader vun dem belsche Faillitterecht, deen do no enger Léisung gesicht huet. Si sinn also nach an e bësse méi enger wackeleger Situatioun wéi mir hei zu Lëtzebuerg. Och do si mer am enke Kontakt fir ze kucken, wéi mer effektiv au vu vun deem Fonctionnement en binôme vun Diddeleng a Léck, wéi et jo, zanter dass LIBERTY Steel iwwerholl huet, fonctionéiert, kucke kënnen, dass déi zwee Wierker weiderfonctionéieren.

Dir wësst, dass dat fir de Moment alles au ralenti dréit. LIBERTY Léck ass nach op ongeféier 40 % vun hirer Capacité de production. Dat huet mat Approvisionnementsproblemer ze dinn. Dat ass sécher keng gutt Situatioun, huet och Repercussiounen op Diddeleng, well déi maachen den Travail à façon fir LIBERTY Léck. Ech hunn allerdéngs keng Kenntnis, muss ech Iech elo hei éierlech zouginn, dass de Liwwerunge gestoppt gi wäre vun Diddeleng. Dat géif mech e bësse wonneren. Dat ass awer eppes, wat ech sécher wäert nochecken.

Mir sinn och am enke Kontakt en continu mat deenen zwou Gewerkschaften, déi vertruede si bei LIBERTY Steel, déi natierlech och Informatiounen um Terrain hunn aus der Beleegschaft eraus, déi fir eis immens wäertvoll sinn an all deenen Diskussiounen.

D'Paie si garantéiert bis Enn des Mounts. Doriwwer eraus, effektiv, muss ee kucken, wéi déi Finanzementer wäerten ausgesinn, fir dat och weiderhin ze garantéieren. Dat heescht, mir sinn effektiv elo hei an entscheedende Wochen, wou sech erausstellt, ob LIBERTY Steel Diddeleng nach ënnert dem aktuellen Aktionär ka weiderexistéieren oder ob mer alternativ Léisunge musse fannen, alternativ Léisungen, un deene mer och ganz aktiv schaffen - ech hunn dat scho gesot -, fir dass mer dat Wierk och kënnen ënnerstëtzen duerch déi ëffentlech Hand op eng Aart a Weis oder eng aner.

Do gëtt et vill Méiglechkeeten. Et muss e Plan industriel do sinn. Et muss also eng, jo, et muss eng Zukunft bestoe fir déi Aktivitéit, soss, mengen ech, ass et ganz schwéier fir de Lëtzebuerger Staat, fir do einfach Suen dran ze investéieren, ouni ze wëssen, wou d'Rees och higeet.

Mir sinn, wéi gesot, op all deenen Aspekter, sief et déi finanziell Analys, sief et och déi juristesch Analys, ganz aktiv drop engagéiert, souwuel a mengem Ministère wéi och duerch eng SNCI, déi hei um Dossier drop ass. An dat ass dat, mengen ech, wat ech Iech kann à ce stade dozou soen. Ech realiséieren, dass dat nach net ganz vill méi ass wéi dat, wat ech d'lescht Woch hei dem Dan Biancalana geäntwert hunn. Mee et ass eng ganz evolutiv Situatioun.

Dir wësst, wann Der all Dag d'„Financial Times" liest oder aner international Press, dass natierlech deen Här Gupta no neie Finanzementssourcë sicht fir säi Grupp. Dir wësst och, dass d'Häerz vu sengem Grupp net an Europa onbedéngt ass a sécher net zu Lëtzebuerg oder an der Belsch, mee éischter an Australien, wou een elo liest, dass en e Finanzement fonnt hätt, fir déi Aktivitéit ofzesécheren. Mee dat anert, dat ass nach alles fir de Moment amgaangen, diskutéiert ze ginn, an do schaffen, wéi gesot, eng ganz Rei Consultanten, Leit drop fir ze kucken, ob et do e Way out gëtt.

Wat d'Konkurrenzrecht ugeet, esou hat ech effektiv e Méindeg d'Geleeënheet, mam Thierry Breton och dat heiten ze evoquéieren. Ech sot em ganz kloer, dass dat heite fir eis e Riseproblem wär, dass dat heiten eppes ze dinn hätt mat engem an eisen Aen obsoleete Konkurrenzrecht, engem obsoleete Contrôle des concentrations, deen et net erlaabt ..., haaptsächlech an deem aktuelle Kontext, wou mer jo ganz vill iwwert d'Reindustrialiséierung vun Europa schwätzen, wou mer iwwer „reshoring" vun der Industrie haaptsächlech a strateegesche Beräicher wéi am Stol schwätzen, dass dat eis wierklech e groussen ..., dass mer eis en fait domadder an de Fouss schéisse mat deem Konkurrenzrecht an dass sengerzäit, wéi déi Ilva-Transaktioun gemaach ginn ass, natierlech och do d'Kommissioun e Rôle gespillt hätt an och eng Responsabilitéit an deem Dossier hätt, an dass ech frou wär, wann d'Kommissioun géif mat där néideger Flexibilitéit deen Dossier do kucken an och all Solutioun, déi mer méiglecherweis hei zu Lëtzebuerg géife fannen an deem Dossier, fir aus deem Mëssel do erauszekommen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass dee Message gutt ukomm ass beim Thierry Breton, well et e Mann ass, deen d'Industrie gutt kennt, deen eng Sensibilitéit derfir huet, deen och scho sengerzäit, wéi e Minister war a Frankräich, ganz änlech Positioune vertrueden huet. Ech kann natierlech net verspriechen, dass dat iwwerall an der Kommissioun esou gesi gëtt, well mir wëssen, dass et och do aner Analyse gëtt zu deenen dote Froen, haaptsächlech vum Point de vue vum Konkurrenzrecht. Mee de Message ass op alle Fall duerchgaangen an ass, mengen ech, och gutt ukomm. A mir wäerten och do ganz kloer um Ball bleiwen, wéi och scho meng Virgänger dat gemaach hunn.

Dat ass, mengen ech, dat, wat ech Iech elo hei op Är Froen à ce stade kann äntweren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Vu datt de Minister hei ass, kéime mer dann elo zur Diskussioun vun deenen zwou ...

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Jo, Här Mosar, Dir hat schonn iwwer eng Minutt iwwerzunn, wéi Dir Är Froe gestallt hutt, soudatt Der keng Zäit méi hutt. Ech ginn Iech dann nach just d'Wuert fir eng kuerz Zousazfro. Dir stellt dann nach ëmmer fënnef Froen hannendrun. Dir däerft eng Minutt héchstens nach schwätzen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Nee, Här President ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee, Här Mosar, Dir musst probéieren, Iech ëmmer e bëssen an deem Reegelwierk, wat dat heiten Haus sech ginn huet, ze beweegen, an net probéieren, lénks a riets dat wëllen ze contournéieren.

Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Also, Här President, Dir kennt mech. Ech sinn e ganz räsonabele Mënsch. Ech muss allerdéngs soen: Ech hunn dem Här Fayot eelef Froe gestallt an en huet vun deenen eelef Froen op siwen oder aacht geäntwert, woufier ech em och Merci soen.

Ech mengen, ech hunn awer e Recht als Deputéierten, datt zumindest déi Froen, déi ech do um Riednerpult stellen, datt ech déi awer alleguerte beäntwert kréien. An duerfir wëll ech mer awer erlaben, der dräi nach eng Kéier ze stellen, déi awer net onwichteg sinn.

Déi éischt Fro ass iwwer en eventuellt Réckkafrecht vun ArcelorMittal. Perséinlech mengen ech och als Jurist, datt dat net geet. Ech wollt awer trotzdeem do och nach eng Kéier d'Gefill an d'Äntwert vum Wirtschaftsminister héieren.

Déi zweet Fro ass déi vun enger eventueller Nationaliséierung, déi de Minister an Interviewen zumindest net total ausgeschloss huet.

An déi drëtt, an dat ass vläicht awer wierklech déi wichtegst, Här Wirtschaftsminister, dat ass déi: Wann et wierklech zu enger Faillite géif kommen, och hei zu Lëtzebuerg, wär dat an deem Sënn dramatesch, an do si mer alleguerten d'accord, datt dat ganzt Wierk zu Diddeleng dee Moment an d'Mass vun der Faillite, vun der Liquidatioun géif falen. An do wär ech awer frou, wann Der mer wierklech nach eng Kéier kéint soen, ob mer och do amgaange sinn, Dir, de Ministère, awer och d'SNCI, eventuell no Weeër ze sichen, sollt dat geschéien, net datt mer do eng Stee kréien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. An da ginn ech nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Här Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Bon, fir d'éischt wollt ech dem Här Mosar soen, wann ech siwe vun eelef Froe beäntwert hunn, dass dat awer guer net schlecht ass.

(Hilarité)

Et kënnt alt emol vir, dass Der Froen hei stellt an dass Der guer keng Äntwert kritt. Dat heescht, siwe vun eelef ass kee schlechte Score. Dir stellt mer dann zwou Froen nach eng Kéier an Dir stellt mer nach eng nei Fro och derbäi. Dat heescht, dat sinn dann zwielef Froen.

Bon, de Réckkaf vun Diddeleng duerch ArcelorMittal, Dir wësst, dass dat eppes ass, wat erëm eng Kéier ze dinn huet mat deem Kontext, wéi deemools dat Wierk verkaf ginn ass, wat mat Konkurrenzrecht ze dinn huet, mat Oplage vu Bréissel. Dat ass eng relativ komplex juristesch Fro, op déi ech Iech à ce stade och nach keng definitiv Äntwert ka ginn.

Et wär natierlech op alle Fall de prime abord eng Léisung, déi jiddwerengem géif gutt gefalen, mee et muss ee préiwen, ob dat eng Méiglechkeet ass. Do gëtt et, wéi gesot, eng Partie juristesch Froen, déi nach net beäntwert sinn.

Eng Nationaliséierung? Bon, ech si jo ..., fir mech als en Nostalgiker vun der éischter Period vum François Mitterrand sengem éischte Septennat ass dat eng Mesure, déi mer net onsympathesch ass, mee et ass, mengen ech, eppes, wat mer elo à ce stade an deem Sënn net envisagéieren. Wat ëmmer méiglech ass a wat d'SNCI jo schonn des Ëftere gemaach huet an der Vergaangenheet, dat ass, dass se Participatioune geholl huet, strateegesch Participatiounen a Betriber, wou eng Participatioun huet misse cedéiert ginn a Krisekontexter.

Mir hate viru Kuerzem Diskussiounen iwwer Paul Wurth. Dat ass ee Beispill dovunner. Mir haten eng Rei Banken, déi hu misse gerett gi wärend der Finanzkris, dat ass en anert Beispill, soudass dat doten eppes ass, wat sécher eng Méiglechkeet ass, wat een Instrument ass, wat mer hunn a virun deem ech mech och sécher net verschléissen. An ech mengen, dass och de Rescht vun der Regierung sech absolutt net do virdru verschléisst.

Bei enger Faillite, bon, dat ass natierlech e bëssen de Worst-Case-Zenario. Dir hutt Recht an Ärer Analys: Wann eng Faillite ass, da kënnt e Curateur, da fält dat alles an d'Mass. An dann, voilà, dann huet een am Fong vun deem Point de vue en neit Spill, wou een da muss kucken, wat mat deenen Avoire geschitt, awer natierlech och mat deem Passif, deen een dann huet. Mee dat ass natierlech eng Situatioun, déi mer am allerléifste géife vermeiden. Voilà.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Fayot.

9. Motion de M. Yves Cruchten concernant la garantie d'un accès équitable aux vaccins

Motion de M. David Wagner concernant le soutien de la proposition de dérogation temporaire introduite par l'Inde et l'Afrique du Sud à l'Organisation mondiale du commerce en matière de propriété intellectuelle

(Motion de M. Yves Cruchten déposée en séance publique n° 51 du 29 avril 2021 - à consulter en page 755 de ce compte rendu)

(Motion de M. David Wagner déposée en séance publique n° 46 du 23 avril 2021 - à consulter au compte rendu n° 20/2020-2021 en page 672)

Da komme mer zu deenen zwou Motiounen, déi déi lescht Woch respektiv déi Woch virdrun deposéiert goufen, iwwert d'Vaccinen am internationale Kontext a wou et notamment och ëm d'Proposition de dérogation temporaire vun Indien geet. Ech géif dann direkt dem Här Yves Cruchten d'Wuert ginn.

Exposé

M. Yves Cruchten *(LSAP), auteur*.- Merci villmools, Här President. Ech muss virausschécken, dass mer effektiv elo haut iwwer zwou Motioune schwätzen, mee eigentlech sinn et der dräi, well ech géif gären d'Kolleegen nach eng Kéier drun erënneren, dass de Kolleeg Sven Clement schonn ugangs Mäerz eng Motioun eragereecht hat, wou en och déi Diskussioun lancéiert huet iwwer en temporäert Opmaache vun de Breveten op de Vaccinen.

Mir waren eis do ganz séier eens gi fir ze soen: „Kommt, mir diskutéieren dat an der Chamberskommissioun!" Dat hu mer och du gemaach. Mir hunn an der Chamberskommissioun doriwwer diskutéiert. Den Här Fayot a senger Capacitéit net nëmmen als Wirtschaftsminister, mee och als Kooperatiounsminister ass komm a mir konnten eis eng ganz Sitzung laang mat där Thematik, déi wierklech komplex ass, ausernanersetzen.

Mir sinn dunn zesummekomm, mir hunn du gesot, mir géife probéieren, eng gemeinsam Motioun dorauser ze maachen, déi mer elo haut um Ordre du jour hunn a iwwert déi mer wéilten ofstëmmen. Ech wéilt duerfir dem Sven Clement Merci soen, mee ech wëll awer och dem David Wagner Merci soen, deen huet elo zu deem selwechten Theema nach eng liicht ofgeännert Motioun eragereecht, déi mer elo zesummen traitéieren. An ech mengen awer, d'Thematik, déi mat der heite behandelt, déi betrëfft eis all an déi läit eis alleguerten um Häerz.

Ëm wat geet et, an ech mengen, do hu mer och an der Chamber hei e gemeinsaamt Zil? Et geet drëms, fir am Endeffekt iwwerall op der Welt e gudden a wa méiglech och e séieren Zougang zum Impfstoff ze garantéieren. Elo héieren ech dacks: „Dat ass jo an eisem eegenen Interessi, fir dat ze maachen, well et kéint jo sinn, dass soss nach iergendanzwousch anescht an der Welt och Mutatiounen entstinn an dann erëm zréck bei eis an Europa kommen." Dat si sécher Iwwerleeungen, déi ee ka féieren.

Ech géif awer mengen, dass virdrun eng vill méi wichteg Iwwerleeung muss kommen, dat ass, festzestellen, dass et eng Pandemie ass, dass et hei jiddwereen, all Mënsch op dësem Planéit, betrëfft an dass et eng Fro vu Mënschlechkeet ass, eng Fro vu Solidaritéit, dass mer eis een deem aneren hëllefen, wa mer aus där Situatioun wëllen erauskommen. Well et ass e globale Problem an net nëmmen en europäeschen oder en nationale Problem.

An ech wéilt an deem Kader och nach eng Kéier drun erënneren, dass d'Europäesch Unioun déi Solidaritéit weist. D'Europäesch Unioun exportéiert ongeféier d'Hallschent vun deene Vaccinen, déi hei op hirem Territoire produzéiert ginn, an d'Ausland. An dass dat net selbstverständlech ass, dat gesi mer, wa mer op déi aner Säit vum grousse Pull kucken, do gëtt näischt exportéiert, keng Dosis gëtt vun do aus an d'Welt exportéiert. A souguer ginn do elementar wichteg Bausteng, fir Vaccinen hierzestellen, zréckgehalen. Ech mengen, et ass awer wichteg, dat eng Kéier kloer hei ze soen.

D'Fro, wou mer eis vläicht ënnerscheeden ..., an ech schécke viraus: Déi gemeinsam Motioun, déi mer hei hunn, déi gëtt vun alle Parteie mat deposéiert, déi ass vun alle Parteien ënnerschriwwe mat Exceptioun vun de Kolleege vun déi Lénk, well déi jo dann an hirer Motioun nach e Schratt méi wäit wëlle goen. Mee duerfir ass d'Fro: Wéi maache mer dat? Geet et do duer fir ze soen: „Mir hiewen d'Rechter op de Patenter op, fir dass iwwerall kann Impfstoff produzéiert ginn"? Dat ass déi Fro, déi mer laang a breet diskutéiert hunn an der Kommissioun a wou mer och eigentlech festgestallt hunn, dass et méi wichteg ass - wéi just d'Patenter opzehiewen -, derfir ze suergen, dass den Technologietransfer an der Welt geschitt an dass och den Transfer vum Knowhow vun der Produktioun vun de Vaccinen doruechter an d'Welt kënnt.

Also kommt, mir mussen eis awer bewosst ginn: De Vaccin, dat ass net d'Rezept vu Coca-Cola, wat een iergendzwousch kann hischécken an da gëtt et op enger anerer Plaz agefëllt. Dat ass schonn awer e bësse méi komplex!

Ech weess, dass dat net ëmmer glécklech ass, fir Vergläicher ze maachen, ech traue mech dann elo awer. Mee wann ech elo mol einfach d'Beispill huelen, ech hätt en Dëmpel, wou ganz vill Fësch dra sinn, an et kënnt ee bei mech a seet: „Ech sinn nawell hongereg. Gëss de mir wannechgelift d'Lizenz, fir kënne bei dir am Dëmpel ze fëschen?", an ech sinn och nach esou gutt a soen: „Hei hues de d'Lizenz, du däerfs bei mir fëschen", dann hunn ech där gudder Persoun awer net gehollef, wann ech hir net zäitgläich och eng Aangel ginn an hir och nach weisen, wéi ee fëscht.

D'Motioun, déi mer duerfir haut proposéieren, ass e bësse méi breet wéi dat. Mir ënnerstëtzen d'Regierung, well mir hätte gären eng Ënnerstëtzung vun all den Initiativen a Programmer, déi op internationalem Niveau geholl ginn, déi hëllefen, fir d'Impfstoffer iwwerall an d'Welt ze kréien - et denkt een do besonnesch un d'Situatioun vun den ekonomesch méi schwaache Länner. Wichteg ass awer ze wëssen oder gutt ass ze wëssen, wann ee sech e bësse mam Theema ausernanersetzt, dass eigentlech schonn op alle Kontinenter Coronaimpfstoffer haut produzéiert ginn.

Mir ruffen awer och d'Regierung op, all Positioun vun der Europäescher Unioun bannent der Welthandelsorganisatioun ze ënnerstëtzen, fir d'Situatioun ze verbesseren, sief dat duerch dësen Transfer vun Technologië respektiv dem Wësse respektiv awer och, wann dat sech ergëtt, duerch en temporäert Ophiewe vun de Lizenzen.

Ech géif nach eng Kéier Merci soen all de Kolleege vun deenen anere Parteien, déi déi Motioun hei matdroen, den zwee éischten Auteure vun de Motioune Merci soe fir hir Initiativ. An ech géif awer och gären der Madamm Stéphanie Empain Merci soen, déi gehollef huet, déi gemeinsam Motioun hei textuell besser ze maachen, wéi se am Ufank war. Duerfir nach eng Kéier e grousse Merci. An ech ginn dann och direkt den Accord vun der LSAP zu där Motioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten.

An da ginn ech d'Wuert un den Här David Wagner.

Discussion générale

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur*.- Merci, Här President. Ech presentéieren eis Motioun net erëm eng Kéier, well dat gouf scho gemaach. Et ass richteg, datt d'Motioun vun der Majoritéit u sech enger Initiativ vun de Piraten entspréngt, wou et drëms gaangen ass, fir Licence-obligatoiren u sech méiglech ze maachen, wat eppes anescht wéi eng Levée temporaire ass vun de Breveten.

Allerdéngs wéilt ech awer och nach soen: Et gëtt nach eng aner Nuance. An eiser Motioun geet et net nëmmen ëm d'Vaccinen. Et geet och ëm all aneren Apparat, deen am Kampf vum Covid néideg ass. Et geet jo och net nëmmen ëm Entwécklungslänner. E Beispill: Virun engem Joer ongeféier haten an der Lombardei an Italien, wat jo net grad en Entwécklungsland ass, wat e Land ass, dat iwwer industriell Capacitéite verfüügt, zwee Ingenieuren ugefaangen, mat engem 3D-Printer Beootmungsinstrumenter ze drécken, fir déi de Spideeler ze ginn, fir datt se d'Leit méi séier kéinte beootme loossen. Si hunn awer missen ophalen, well se d'Breveten net hate vun deene verschiddene Pièces. Wivill Leit dowéinst gestuerwe sinn, wësse mer net. Mee dat ass awer eng Realitéit.

De Problem, Här President, dee mer hu mat der Motioun vun der Majoritéit, déi och vun der CSV a vun de Piraten ënnerschriwwe gouf, ass deen: Ob mer se stëmmen oder net stëmmen, ännert strictement näischt. Si ass u sech nëtzlos. Et gëtt geschwat: „Mir mussen alles ënnerstëtzen, fir den Transfert de technologie ze maachen." Et gëtt gesot: „Jo, Patenter, dat ass elo net dat, wat wichteg ass. Méi wichteg sinn d'Produktiounscapacitéiten, méi wichteg ass den Transfert de technologie." Mee dat ass eng absurd Logik, well éischtens: Wann d'Patenter net opgehuewe ginn, gëtt et keen Transfert de technologie. An da kanns de esouvill Produktiounscapacitéiten hunn - an et si vill Länner, déi hu Produktiounscapacitéiten, ech hat virdrun och Italie genannt, oder och nach anerer -, mee soulaang d'Brevete wierken, däerfs de net produzéieren, dat ass de Problem!

Dat heescht, mir sinn do an enger Situatioun ..., an et ass jo och net fir näischt, firwat quasi d'ganz Mënschheet, 120 Länner, bis op d'USA, bis op d'Europäesch Unioun, bis op dem Bolsonaro säi Brasilien, bis op Japan an Australien ..., déi räich Länner u sech, déi soen: „A nee, nee, nee, mir blockéieren." Dir musst Iech all déi Dokumenter uliesen an der Welthandelsorganisatioun. D'Südafrikaner an d'Inder, déi e bëssen dat leeden, déi demontéieren all Argument awer wierklech op eng chirurgesch Aart a Weis, firwat een net wéilt d'Breveten temporairement ophiewen. Dat ass d'ailleurs am Droit international virgesinn. An den Artikele vum Accord iwwert d'Propriété intellectuelle ass virgesinn am Fall vun enger Pandémie mondiale ..., ech ginn dovunner aus, datt mer eis eens sinn, datt et eng gëtt an datt mer an enger sinn an datt dat misst wierken. Et ass jo net fir näischt, firwat 120 Länner derfir sinn. A si soen: „Ma nee, déi Licence obligatoire fonctionéiert net esou séier an den Transfert de technologie kënnt Der vergiessen, esoulaang et Brevete ginn." Da muss ee sech awer och d'Fro stellen, firwat mer do blockéieren.

D'USA sinn amgaangen anscheinend, sech och e bëssen déi Fro ze stellen, ob se awer net an déi Richtung ginn, soudatt mer an der Situatioun sinn, an dorobber sinn ech net ganz stolz, datt d'Europäesch Unioun u sech de grousse Bremser ass an esou enger Situatioun.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Geschicht kuckt op eis. Wësst Der, iergendeng Kéier an 20 Joer wäerten awer och Historiker kucken, wie wat fir eng Positioun hat. Dat heescht, ech mengen, déi heite Motioun, déi elo presentéiert gëtt ..., et deet mer leed, et wier schéin, wann dat esou wier, mee mir liewen net an enger Dramwelt. Mir sinn net bei de Bisounoursen, esou fonctionéiert dat net. Dat heescht, et wäert guer näischt wierken. An ech zitéiere just de „Paperjam", éischte Saz aus sengem Artikel haut iwwer eis Debatt: « Deux motions concernant les brevets des vaccins seront soumises au vote mercredi en séance plénière. L'une, proposée par déi Lénk, réclame la levée des brevets. L'autre, soutenue par la majorité, décide que le Gouvernement soutiendra … ce que décidera de soutenir l'UE. »

Also, e bësse Courage, e bëssen ... Kommt, wat mir fuerderen, dat ass einfach ze soen: Lëtzebuerg soll sech - mir si jo Member vun der Union européenne - innerhalb vun der EU derfir engagéieren, datt d'EU seng Positioun ännert, an net einfach esou nodackelen an nokucken a soen: „Vläicht geet et an déi richteg Richtung oder vläicht och net." Et muss een iergendeng Kéier och e bësse Politik maachen, e bësse politesche Courage hu virun der Mënschheet. An et ass jo net fir näischt, datt iwwer 120 Länner dat fuerderen. Déi si jo net geckeg. D'Südafrikaner, d'Inder, déi hunn awer kompetent Leit.

Ech mengen, wat déi räich Länner maachen, dat ass einfach nëmmen, d'Interesse vun der Pharmaindustrie a vun e puer Leit ze protegéieren. Et deet mer leed, et ass tragesch. Et ass tragesch, well dowéinst wäert weiderhin de Kampf géint de Covid net esou richteg geféiert ginn an et wäerte warscheinlech méi Leit wéi néideg stierwen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. An dann huet d'Madamm Stéphanie Empain d'Wuert gefrot. Madamm Empain, wannechgelift.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt deene béiden, dem Här Cruchten an dem Här Wagner, Merci soe fir déi Motiounen, déi deposéiert gi sinn. Der Fairness halber, den Här Cruchten hat et zwar scho gesot, wollt ech awer och nach eng Kéier soen, dass d'Piraten eigentlech déi Diskussioun och schonn eng Kéier ugekuerbelt haten iwwer eng Motioun, déi se deposéiert haten, déi mer an der Kommissioun beschwat hunn, och mam Minister Fayot.

An der Kommissioun si mer wierklech op d'Komplexitéit vun der ganzer Matière agaangen. Mir sinn eis alleguerte bewosst gewiescht an der Kommissioun, dass et e ganz komplexe Sujet ass, fir deen et och kee Bouton magique gëtt, dee mer kéinten drécken an deen de Problem vun haut op muer géif léisen.

An ech mengen, dofir dierfe mer eis och net op eng eenzeg Pist konzentréieren, mee mir mussen allméiglech Pisten um Radar behalen, eebe fir derfir ze suergen, dass déi weltwäit Produktioun vun Impfstoffer ka schnellstméiglech ugekuerbelt ginn. A mir maachen alleguerten de Constat: Et ass natierlech eng Schan, dass et Deeler vun der Welt gëtt, wou mangels Impfstoff a bezuelbarem Impfstoff nach keng Impfcampagnë konnte lancéiert gi bis haut.

D'Beispill Indien ass de Moment jo all Dag erëm an de Schlagzeilen, eng dramatesch Situatioun, déi och dorobber zréckzeféieren ass, dass net genuch Leit geimpft sinn an net genuch Material do ass; Indien awer, wat mat Sécherheet den Knowhow huet an der Produktioun vun Impfungen, wou och ënnert der Lizenz vun AstraZeneca den Impfstoff Covishield produzéiert gëtt, wou awer, dat muss een och soen, d'Produktioun un d'Stocke kënnt, well et u Rohstoffer feelt fir d'Produktioun.

An hei ass op alle Fall ze begréissen, dass d'USA jo do ugekënnegt hunn, ze kucken, schnellstméiglech vill vun deene spezifesche Rohstoffer, déi do gebraucht ginn - wéi gesot, et ass kee Coca-Cola-Rezept, wat mer hei brauchen, mee dat ass e bësselche méi komplex wéi dat -, zur Verfügung ze stellen an ze liwweren. Domadder kënnt de President Biden op eng viregt Entscheedung zréck, deen nämlech gesot huet, dass US-Produzente prioritären Accès sollen hunn op déi Rohstoffer a medezinnescht Material.

Mee dee Problem, dee gëtt et net just elo speziell fir Indien, dee gëtt et och hei. Ech hunn elo rezent gelies, dass den däitschen Hiersteller CureVac och Problemer bei der Produktioun huet wéinst feelende Rohstoffer. A CureVac confirméiert och, dass verschidde Wueren de Wee net méi aus den USA heihinner fannen. Dat sinn effektiv dann och erëm Millioune vun Impfdosen, déi deemnächst sollte produzéiert ginn an déi dowéinster op der Kipp stinn.

An Dir gesitt domadder: Mat engem Ophiewe vun de Lizenzen eleng ass et einfach net gedoen, och wann dat ee wichtege Punkt ass. Mee do hannendru muss awer och dee ganze Rescht klappen, sief dat, et ass ugeschwat ginn, den Transfert de technologie, den Knowhow, d'Distributioun an d'Logistik, mee eeben och d'Rohmaterial, well d'Liwwerketten am Kader vun der Impfstoffhierstellung sinn immens komplex.

An dofir wollt ech nach eng Kéier, wéi gesot, och dem Här Cruchten Merci soen, dass en als Suivi vun der Diskussioun, déi mer haten op d'Motioun hi vun de Piraten an der Kommissioun, elo eeben eng Motioun hei virgeluecht huet, déi eeben dat mécht: de Sujet vill méi breet unzegoen, kee Maillon auszeklameren.

Dir wësst, an ech sinn deen Éischten, fir dat ze soen: Et ass eis Flicht, alles, wierklech alles ze maachen, dass och aarm Länner schnell un Impfstoff kommen. Mir mussen engersäits weisen, dass Solidaritéit net just en eidelt Wuert ass, mee mir mussen anerersäits och sécherstellen, dass natierlech keng geféierlech Mutatiounen entstinn. Dat ass och an eisem Interêt.

Wéi gesot, dat temporäert Ophiewe vun de Patenter wär och ee wichtegt Puzzlesteck, mee d'Behaapten haaptsächlech vun de Pharmakonzerter op hiert Recht op d'Patenter riskéiert, dass iwwer ee Joer Efforten an eist Liicht um Enn vum Tunnel, wat mer elo awer gesinn, dass dat alles a Gefor gesat gëtt.

Mir riskéieren nei Mutatiounen, déi eis Impfungen, déi mer bis elo och hunn, onwierksam kéinte maachen, an dat gëllt et natierlech ze evitéieren. A ganz besonnesch d'Tatsaach, dass eng Partie vun deenen Impfstoffer och staark iwwert d'ëffentlech Hand finanzéiert gi sinn - well et waren och d'Steierzueler, déi e groussen Effort gemaach hunn, fir dës Recherche an d'Entwécklung ze finanzéieren -, mécht, dass et eis schwéierfält, dass déi mat ëffentleche Gelder finanzéiert Impfstoffer herno just an den Hänn vu private Gesellschafte sinn.

A gëschter koum jo elo och d'Nouvelle eran, dass Pfizer eleng am éischte Quartal vun dësem Joer 3,5 Milliarden u sengem Covidimpfstoff verdéngt huet, an déi hunn domadder elo emol eeben hir Gewënnprognose fir dat lafend Joer ëm 10 Milliarden erhéicht.

Mir sinn hei matzen an enger Pandemie. Wann een elo net iwwer en temporäert Aussetze vun de Lizenze ka schwätzen, da froen ech, wéini een et da ka maachen. A mir sinn eis bewosst, dass d'Argument am Raum steet, dass et en Doute gëtt, ob en Ophiewe vun de Patenter vill géif bréngen an ob et net besser wär, op fräiwëlleg Accorden ze setzen, déi géifen de pair goe mat enger Flexibiliséierung vun der WTO. An an där selwechter Logik steet och am Raum, fir d'éischt op d'Fräiwëllegkeet ze setzen an op den Transfer of knowledge, well et wichteg ass, dass net einfach just e Patent opgemaach gëtt, mee dass den Transfer vun den Daten, de Materialien, der Software, dem technologesche Wëssen derhannert eeben och berücksichtegt gëtt. An dat alles hëlt och Zäit.

Mee mir zweifelen awer un, dass dat alles valid Argumenter sinn, fir ganz op en Ophiewe vun de Patenter ze verzichten, well mer eis eebe schwéier domadder dinn ze gleewen, dass en Ophiewe vun de Lizenzen net géif zu méi Produktioun féieren, ganz besonnesch wa mer bedenken, dass et awer Géigenden op dëser Welt gëtt, Indien, Südafrika zum Beispill, deenen et net un Knowhow an Ekipement feelt, mee eeben un der Lizenz an der Matière première.

Jiddefalls ass elo aus engem rezente Meeting vun der WTO, un deem och den EU-Kommissär Dombrovskis deelgeholl huet, ervirgaangen, dass et aktuell am Bangladesch, a Pakistan, a Südafrika, an Indien, an Indonesien an a Latäinamerika zousätzlech Produktiounscapacitéite gëtt. Déi kéinte relativ schnell lancéiert ginn.

Bis elo gouf et - dat ass och gesot ginn - haaptsächlech e Blocage säitens der EU, den USA, Kanada, also den Haaptproduzentelänner, iwwer en temporäert Aussetze vun de Lizenzen ze schwätzen. Mee do schéngt sech awer eppes ze doen. Aus der US-Administratioun héiert ee Signaler, dass et kéint zu engem Ëmdenke kommen. Ech hunn och esou héieren, wéi wa sech an der Belsch do eventuell eppes kéint beweegen, wat interessant ass,

well do och vill produzéiert gëtt. An de Sujet wäert och elo um Niveau vun der WTO beschwat ginn.

Wéi gesot, elo hunn ech mech awer relativ vill op d'Lizenze konzentréiert, well mer eeben unzweifelen, dass en Ophiewe vun de Lizenzen näischt géif bréngen um Niveau vun der Produktioun, mee mir sinn eis awer eens, dass et net dat eleng ass, wat en Ënnerscheed mécht, a mir sinn eis och eens, dass déi ganz Kompetenz eigentlech bei der Europäescher Unioun läit, net just bei de Memberstaaten.

An deementspriechend begréissen ech wierklech déi Approche, déi mer elo hunn am Kader vun där gemeinsamer Motioun, wou mer all Pist, wierklech all Pist suivéieren, déi mer brauchen, well et geet net duer mam Ophiewe vun de Lizenzen. Eis Motioun gesäit jo och ganz, ganz kloer vir, dass dat doten eng Pist ka sinn an dass mer déi och mat ënnerstëtzen a suivéieren, fir dass mer all Wee opmaachen, fir esou vill wéi méiglech kënne kuerzfristeg ze produzéieren.

An dofir proposéieren ech och menger Fraktioun, dës Motioun hei matzedroen, an ech soen nach eng Kéier dem Här Cruchten an heifir villmools Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. Da kritt den honorabelen Här Sven Clement d'Wuert.

■ **M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci och dem Yves Cruchten fir déi Aarbecht, déi an déi Motioun hei gefloss ass. Et ass net ëmmer einfach, op esou engem komplexen Theema herno eppes zesummenzekréien, wat e Kompromëss natierlech ëmmer ass, well et net zu 100 % dat ass, wat ee sech gewënscht huet, wat awer definitiv an déi richteg Richtung geet. An eleng duerfir, mengen ech, sinn ech ganz frou an ech soen och dem Yves duerfir e ganz grousse Merci.

Merci natierlech och dem David Wagner, deen dat e bëssen méi kritesch gesäit an eng Géigemotioun proposéiert huet. Ech perséinlech gesinn et net ganz esou negativ wéi de Kolleeg David Wagner. Ech sinn der Meenung, datt déi gemeinsam Motioun hei definitiv déi richteg Jalone setzt. Et ass eeben d'Fro herno, wéi se ëmgesat gëtt.

An dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass heiansdo e bëssen de Problem, datt mer hei am Haus zwar eestëmmeg Motiounen unhuelen, mee datt se da schleefen. Dat heescht, dat Wichtegst ass hei wierklech, datt herno déi Motiounen och ëmgesat ginn an datt dat, wat hei gefuerdert gëtt, nämlech ënner anerem, datt mer eis och asetzen, datt en Transfert de technologie et de savoir-faire méiglech gëtt, datt potenziell och eng Levée temporaire vu Brevete méiglech soll ginn, datt dat och ëmgesat gëtt. Well dat ass et, wat mer fuerderen. Mir mussen duerfir suergen als Chamber, andeem mer dat suivéieren, datt déi Motioun hei net nëmmen eng schéi Motioun ass, déi mer gestëmmt hunn, mee datt se dann och ëmgesat gëtt.

Well eppes ass kloer, dat huet d'Covidkris eis gewisen: Eist Patentrecht brauch Reformen! Mir brauchen dréngend Reformen, well et kann net sinn, datt mer op där enger Säit Milliarden ëffentlech Gelder a Fuerschung stiechen an herno privat Firmen domadder de Benefiss maachen!

An ech verstinn den Här Sahin, de Chef vu BioNTech, datt hie géint esou Mesuren ass. Ech verstinn, datt e Mann, deen an engem Joer 4,2 Milliarden Euro verdéngt huet, dergéint ass, datt en d'nächst Joer e bësse manner soll verdéngen. Dat heescht awer net, datt ech et richteg fannen! Ech sinn der Meenung, datt mer hei als Éischt eng Verantwortung virun der ganzer Welt hunn, virun der Gesondheet vu jiddwerengem, deen op dësem Planéit lieft, an eréischt duerno eng Responsabilitéit do virdrun hunn, fir privat Profitter nach iergendwéi ze schützen.

Et geet net, datt hei eenzel Leit Milliarden a Milliarde verdéngen, wärend ganz Länner nach net emol hiert medezinnescht Fachpersonal konnten impfen, ganz einfach, well se déi Dosen net erbäikréien. An dann hëlleft et natierlech och net, datt déi verschidde Betriber sech net un hir Liwwerverspriechen halen. A fir eebe genau esou Problemer ze ëmgoen, brauche mer méiglechs breet Outilen, fir deenen eenzelne Produzenten, déi et soss nach gëtt, d'Méiglechkeet ze ginn, méi ze produzéieren. Dat si Flicht-, Zwangslizenzen, well mir hu Pharmakonzerner, déi kapabel wären, haut ze produzéieren, déi et net kënnen, well se keng Lizenz kruten. A mir brauchen, wann et dann haart op haart kënnt, tatsächlech och eng Levée temporaire vun de Breveten. Mee dat ass dann deen nächste Schrëtt, wa mer mat den Zwangslizenzen net weiderkommen. Mee mir mussen op enger Plaz ufänken an duerfir wäerte mir déi Motioun hei och ënnerstëtzen.

■ **M. Marc Goergen** *(Piraten)*.- Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Ech gesi keng Wuertmeldung méi. Dach, den Här Claude Wiseler.

■ **M. Claude Wiseler** *(CSV)*.- Merci, Här President. Just ganz kuerz och eng Stellungnam vun eiser Säit, dat ass, datt et jo hei haaptsächlech ëm de generellen Zougang zu den Impfstoffer weltwäit geet. Ech hunn hei eng ganz Rei Kriticken un der Europäescher Unioun héieren. Deelweis mag dat och berechtegt sinn. Ech wëll op där anerer Säit awer och soen, datt d'Europäesch Unioun contrairement zu anere Länner eng ganz Rei Liwwerungen an d'Ausland vun deene Produktioune gemaach huet, déi hei an Europa stattfonnt hunn. Dat hunn aner Länner net gemaach. Ech wëll dat also och emol eng Kéier kloer an däitlech ënnerstraichen, datt awer eng aner Politik an Europa gemaach ginn ass an deene leschte Méint.

Ech fannen, déi Motioun, déi den Här Cruchten hei bruecht huet, ass eng Motioun, déi eis an deem Sënn gutt gefält. Dofir hu mer se och mat ënnerschriwwen, well se breet opstellt, well se eng ganz Rei Solutioune proposéiert, well se de Problem an enger Generalitéit upeekt. An dofir wëlle mer se och mat ënnerstëtzen.

Wat dem David Wagner seng Motioun ugeet, fanne mer dat extreem sympathesch, wat en do seet. Ech sinn awer der Meenung, datt de Problem esou, wéi en hei formuléiert ass, relativ kuerz gegraff ass an datt en net déi Problemer alleguer léist, déi awer mussen an deem hei Kontext ugeschwat ginn. Dofir wäerte mer eis bei där Motioun enthalen.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Wiseler. An dann ass d'Wuert fir den honorabelen Här Gusty Graas.

■ **M. Gusty Graas** *(DP)*.- Merci, Här President. Merci och deene verschiddenen Auteure fir déi ganz interessant Motiounen, iwwert déi een hei natierlech nach vill méi am Detail kéint diskutéieren. Ech wollt just zwou, dräi Bemierkunge maachen am Numm vun der Demokratescher Partei.

Fir d'éischt zu der Motioun, déi den David Wagner hei virgeluecht huet: Bon, mir sinn et jo gewinnt, datt den Här Wagner an déi Lénk insgesamt jo e bësse méi kritesch Téin hei verbreeden, munchmol och Téin verbreeden, déi awer net ëmmer onbedéngt der Realitéit entspriechen.

Ech fannen och, datt déi Attacken, déi awer hei elo géint d'Europäesch Unioun formuléiert gi sinn, awer trotzdeem net onbedéngt berechtegt sinn. Ech mengen, de Claude Wiseler huet elo schonn zu Recht drop higewisen, datt d'Europäesch Unioun, och wann et am Ufank vläicht e bëssen holpereg vir sech gaangen ass, trotzdeem awer insgesamt eng gutt Gestioun vun där ganzer Pandemie gemaach huet, och wat déi ganz Problematik vun de Vaccinen ubelaangt.

Ech mengen, mir sinn eis och alleguer eens, datt d'Vaccine mussen, well mer eeben un engem Niveau vun engem planetaresche Problem sinn, iwwert déi ganz Kontinenter verdeelt ginn, datt en Effort muss vun alle Länner gemaach ginn, fir eeben och virun allem deene Länner entgéintzekommen, déi eeben net déi Moyenen hunn, u Vaccinen erunzekommen. Ech mengen, dann ass déi ganz Diskussioun ëm d'Breveten, déi natierlech muss geféiert ginn.

Ech wëll awer och drop hiweisen: Et ass awer trotzdeem erstaunlech, ech mengen, an der Geschicht vun der Mënschheet ass et nach ni praktesch an esou engem kuerzen Zäitraum gelongen, esou e wichtege Vaccin ze entwéckelen. Mir sollen eis awer och emol dorobber baséieren an och eis bewosst sinn, wat do realiséiert ginn ass!

An et ass och ëmmer e bëssen einfach, fir dann iwwer Firmen hierzefalen, well déi eeben elo schrecklech vill Geld verdéngen. Jo, natierlech verdéngen déi elo vill Geld. Mee op där anerer Säit muss een awer och soen, datt hei eng gewësse Leeschtung vollbruecht ginn ass, an dat …

■ **M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Mat ëffentlecher Forschung!

■ **M. Gusty Graas** *(DP)*.- ... gëtt e bësse verdrängt hei.

■ **M. Marc Baum** *(déi Lénk)*.- Mat ëffentleche Suen, Här Graas!

(Interruption)

■ **M. Gusty Graas** *(DP)*.- Dach, dat gëtt hei an der Diskussioun verdrängt an da soll een och dat emol eng Kéier ënnerstraichen. Wien hätt da gesot viru sechs Méint, siwe Méint, datt mer esou séier an de Besëtz vun net nëmmen engem Vaccin kéimen, mee vu Vaccine vun e puer Firmen, déi der entwéckelen? Ech wollt dat einfach emol hei soen, och fir op dee Punkt hinzeweisen.

Wat déi Motioun vun der Majoritéit ubelaangt: Selbstverständlech wäerte mer déi als Demokratesch Partei mat ënnerstëtzen, well mer mengen, datt et zu dësem Zäitpunkt eng equilibréiert Motioun ass, déi eng Rei Pisten opzeechent, an déi mer eis och sollen investéieren, an déi och net eng Diskussioun verschléisst, déi mer an Zukunft vläicht sollten iwwert déi ganz Problematik vun den Zwangsbreveten, vun de Breveten insgesamt féieren.

Mee zu dësem Zäitpunkt fannen ech jiddefalls: Déi, déi den Här Cruchten hei am Numm vun der Majoritéit virgeluecht huet, ass déi, déi eigentlech och eisen Iwwerleeunge Rechnung dréit. An dowéinst wäerte mer se och ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Graas. Da ginn ech d'Wuert un den Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Pardon, Här President. Ech muss hei awer eppes richtegstellen, wat den Här Graas elo e puermol widderholl huet: datt dat heiten eng Motioun vun der Majoritéit wär. Den Här Cruchten huet dat, mengen ech, virdru ganz richteg erëmginn. Et ass keng Majoritéitspropos, mee et ass eng Propos, déi ënner anerem vun zwou Oppositiounsparteie matgedroe gëtt scho bei der Ënnerschrëft. An ech hoffen, datt se awer heibannen och eng méi breet Majoritéit nach herno beim Vott wäert fannen. Dat gesot ... Et ass sécherlech net reng eng Majoritéitspropositioun.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci, Här Clement. Da ginn ech nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Här Graas.

■ **M. Gusty Graas** *(DP)*.- Entschëllegt, Här President. Jo, den Här Clement huet och Recht. Dat ass, wéi gesot, Gewunnecht, datt een ëmmer mengt, et misst een am Numm vun enger Majoritéit schwätzen. Ech zéie meng Wierder an deem Sënn zréck. Dir hutt Recht, natierlech ass se vun Iech a vun anere Parteien och mat ënnerschriwwen, mat Ausnam vun deene Lénken, jo.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Domat ass dat kloergestallt. An dann ass d'Wuert fir den Här Fernand Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Jo, Här President, villmools merci. Ech wéilt och fir d'éischt dem Här Cruchten Merci soe fir déi Aarbecht, déi hie gemaach huet. Deen Text, deen hien hei presentéiert huet, deen ass effektiv och an eisem Numm redigéiert a presentéiert ginn, an dofir e grousse Merci. Mir droen och als ADR deen Usaz mat.

Ech mengen, do kéint een elo laang driwwer diskutéieren. Et ass eng ganz komplex Matière. Mee ech mengen, wat mir wëlle betounen, ass éischtens dee pragmateschen Usaz. Ech mengen, et ass dat an enger Kris, wat als Alleréischt zielt, net d'Theorie, mee: Wéi kënne mer esou séier wéi méiglech esou ville Leit wéi méiglech hëllefen?

An do ass den Usaz vun där Resolutioun, déi den Här Cruchten hei presentéiert huet, einfach dee richtegen. E schléisst näischt aus. Mir kucken, fir Material esou séier wéi méiglech ze liwweren. Mir kucken, fir den Knowhow ze transferéieren. Et ass alles dran. A wéi mer et ëmsetzen, mengen ech, dat ass do dat Wichtegst.

Mir mussen och wëssen, datt eigentlech déi Patentrechter, ëm déi et geet, do ass d'Europäesch Unioun ganz schwaach dran, well déi meescht Patenter sinn amerikanesch Patenter, brittesch Patenter, déi net méi an der Europäescher Unioun sinn, soudatt déi Emprise oder deen theoreeteschen Usaz ..., och wa mir géifen eng Initiativ ënnerstëtze vun iergendwellechen anere Länner, schlussendlech hu mer kee richtegen Afloss dorobber, well sech dat net an eisem Rechtsraum ofspillt. An och dat muss ee wëssen, datt dat e bëssen eng Diskussioun ass, déi awer wäit iwwert dat erausgeet, wat mir wierklech kënne leeschten.

Mir kënne Politik domat maachen, wéi den Här Wagner proposéiert huet. Mee et ass awer da wierklech Politik op engem Niveau, deen net vill ka bewierken. Dat ass net realistesch. Loosse mer eis op dat konzentréieren, wou mer wierklech eppes kënne maachen! An trotzdeem géif ech soen, musse mer Léieren zéie fir d'Zukunft.

Effektiv huet déi ëffentlech Hand - an do hunn den Här Wagner an aner Kolleegen, déi geschwat hunn, absolutt Recht - wierklech derzou bäigedroen, fir déi Impfstoffer méiglechst séier ze entwéckelen. A mir musse léieren, wéi mer dat an Zukunft maachen. Zum Beispill huet déi ëffentlech Hand jo och net all Resultater kritt an den Testphase vun deenen Impfstoffer. Dat muss een och gesinn. Mir haten zum Deel Diskussioune souwuel an Amerika wéi bei der Europäescher Medikamentenagentur an duerno bei der Pharmacovigilance. Mir haten einfach dee Problem, datt d'Industrie, déi awer ënnerstëtzt gouf, fir Impfstoffer ze entwéckelen, net all Testresultater an deene verschiddene Phasen transparent den ëffentleche Gesondheetsinstanzen direkt matgedeelt huet.

Also: Et si Problemer do. Mir maachen och d'Aen net zou virun de Problemer. Mir mussen doriwwer nodenken, wéi déi Zesummenaarbecht tëschent dem private pharmazeutesche Secteur an dem Staat ka besser organiséiert ginn. Awer wat am Abléck zielt, ass, de Leit ze hëllefen, séier ze hëllefen, effikass ze hëllefen, an do ass den Usaz vun deem gemeinsamen Text, dee mir hei hunn, dee richtegen.

An dem Här Wagner säin, dat ass e wäertvollen Text. E gëtt Ureegungen, fir weider driwwer nozedenken, mee et ass net dee Wee, dee mer haut sollen hei huelen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci, Här Kartheiser.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Kooperatiounsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Merci, Här President. Merci och dem Yves Cruchten an all den Orateuren. Merci och dem Sven Clement, deen d'Initiativ geholl huet vun dëser Motioun. Ech si frou, dass et hei awer e breede Konsens gëtt an där Fro ronderëm dës Motioun.

Ech weess, dass et eng komplex Problematik ass. Mir haten d'Diskussioun an der aussepolitescher Kommissioun en long et en large, wou mer op all d'Aspekter vun deem Problem agaange sinn. An ech weess, dass et do ganz vill divergent Meenungen dozou gëtt. Den David Wagner huet, mengen ech, och déi méi radikal Meenung dozou an d'Meenung, dass ee misst déi Breveten do levéieren oder Brevetforcéen asetzen, och relativ gutt dergeluecht.

Ech hat allerdéngs net gemengt, dass ech géif de Moment matkréien, wou den David Wagner géif de „Paperjam" hei an der Chamber zitéieren.

(Hilarité)

Mee bon, dat ass …

■ **M. Marc Baum** *(déi Lénk)*.- Esou wäit si mer schonn.

(Interruption)

■ **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Ben, esou e selektive Choix vun Zitater ...

Bon, op alle Fall, mengen ech, ass een Aspekt dovunner ..., et ass mer kloer ginn, wéi ech mam Seth Berkley, dem Direkter vum Gavi, iwwert dës Problematik diskutéiert hu virun enger Partie Wochen, wéi dee Problem vun de Brevete fir d'éischte Kéier en large diskutéiert ginn ass. Dunn hunn ech e gefrot, ob e géif mengen, dass en Ophiewe vun deene Breveten oder dass forcéiert Breveten d'Léisung wäre fir de Problem vum COVAX, fir méi schnell d'Breveten an d'Entwécklungslänner ze kréien. An e sot mer u sech: Fir esou e Vaccin ze fabrizéieren, dat sinn 1.000 Säite Protokoll. Dat heescht, dat ass en extreem komplexe Prozess. Dobäi kënnt natierlech déi ganz Problematik vun de Bestanddeeler vun de Vaccinen. Mee et ass komplex. Also huet dee Problem ganz vill mat Technologietransfer ze dinn. Dat hunn eng Partie Deputéiert gesot. D'Stéphanie Empain huet dat gesot, anerer hunn et och gesot. Et huet also ganz vill mat Technologietransfer ze dinn, et huet och ganz vill mat Opbaue vu Capacitéiten ze dinn an deenen Entwécklungslänner, fir Vaccinen ze fabrizéieren, sief et um mënschlechen, sief et um technesche Plang, natierlech och vun deene ganze sanitären Infrastrukturen, déi a ganz ville vun deene Länner ganz schwaach sinn.

Den Team Europe ass, mengen ech, och hei attackéiert ginn. Ech mengen effektiv, dass et esou ass, wéi de Gusty Graas och sot, dass Europa engersäits wierklech den Haaptdonnateur ass vu Gavi, den Haaptpromoteur vum COVAX-Mechanismus, dee jo u sech sollt d'Léisung si fir ganz staark ze vaccinéieren am Süden.

À ce stade ass et natierlech esou, dass de COVAX ... Ufangs der Woch war e bei 50 Milliounen Dosen an 120 Länner - effektiv nach wäit vum Zil entfernt.

Mee ech mengen, dass do déi europäesch Solidaritéit, déi weltwäit Solidaritéit wierklech soll hëllefen, fir dat doten an de Grëff ze kréien.

Wou ech komplett beim Sven Clement sinn an och bei anere Kolleegen, déi dat gesot hunn, dat ass, dass mer awer trotzdeem - an et ass richteg, dass déi Pandemie hei vläicht eng gutt Occasioun gewiescht wär, fir dat ze maachen - mussen nodenken iwwert déi Privatiséierung vun der ëffentlecher Recherche duerch privat Entreprisen. Insbesonnesch am Pharmaberäich ass dat e Problem. Wa BioNTech, wann anerer Vaccinen an esou kuerzer Zäit entwéckelen, huet dat och ganz vill mat Recherche fondamentale ze dinn. Déi gëtt finanzéiert mat ëffentleche Gelder an dat ass effektiv e Riseproblem.

An ech mengen och effektiv, dass déi Positioun vun deem Chercheur, dem Fondateur vu BioNTech, fir net op seng Rechter ze renoncéieren, weltwäit schockéiert huet. An dat huet effektiv mat deem System vun de Breveten ze di vun der Pharmaindustrie, dee, mengen ech, wierklech fundamental problematesch ass.

Nichtsdestotrotz ass dat hei, mengen ech, eng Motioun, déi e pragmateschen Usaz huet, deen ech och gäre mathuelen. An ech engagéiere mech och, all déi heite Motioune wierklech ganz enk mat ze verfollegen. Ech kommen och gären eng Kéier zréck bei Iech an d'Kommissioun oder zréck an d'Chamber, fir hei de Point ze maachen, wat d'Regierung op deene Punkten hei gemaach huet.

All déi Saachen do si Saachen, déi mer maachen, sief et an der Kooperatioun oder och op aneren Niveauen, a wou ech mech wierklech engagéieren, fir se ganz gewëssenhaft ze verfollegen an den nächste Wochen a Méint.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Minister Franz Fayot. Da freet den Här David Wagner nach eng Kéier d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Fayot fir seng Äntwert, déi och déifgrënneg ass. Also, et mierkt een, datt den Här Fayot sech och mat der Fro auserneesetzt. Dat ass ze begréissen.

Eng Saach: Eis Motioun ass guer net radikal. Also, mir deposéiere gäre radikal Saachen. Mee pour le coup hu mer eng Motioun deposéiert, déi sech ganz einfach am internationale Recht, dat bei Wäitem net radikal ass, mee einfach normal ass, aschreift. Well dat Ophiewen, déi temporär Ophiewung vun de Breveten, net nëmmen op Vaccinen, dat ass immens wichteg. Net nëmmen op Vaccinen, mee och op Apparater ass dat virgesinn am Accord ADPIC am Kader vun enger Pandemie. Et ass eng radikal Meenung, je le répète, déi vun 120 Länner op der Welt gedeelt gëtt. An dat si keng radikal Länner, déi allermeescht, an déi meescht Regierunge sinn en plus vläicht net onbedéngt eis Couleur, wollt ech just soen.

Da gëtt nach erëm eng Kéier behaapt, datt, wann een d'Brevete levéiert temporairement, d'Produktioun net wäert eropgoen, well gewësse Länner déi Produktiounscapacitéiten net hunn. Ben, wéi gesot, gewësse Länner hu se tatsächlech net, anerer hu se oder hu se deelweis fir gewësse Saachen. An den Déngens ass jo och deen: Mat der Levée vun de Brevete kéinte gewësse Länner fir anerer matproduzéieren. Da kéinte se en Accord maachen, wat zurzäit net méiglech ass. Also dach, d'Levée vun de Brevete géif d'Produktioun augmentéieren. An ech géif gäre wëssen, wat elo d'EU geplangt huet, wa geschwat gëtt vun Transferts de technologies, wéi dat soll goen ouni Levée vun de Breveten. Ech hunn dat nach ëmmer net verstanen. Ech mengen, dat wäert ganz einfach net goen - dat geet jo net!

Dat heescht, ech hunn der Madamm Empain gutt nogelauschtert. Hir Argumentatioun konnt ech mat zwou Hänn ënnerschreiwen. An duerno um Enn hunn ech net verstanen, firwat dann d'Majoritéit eis Motioun net géif unhuelen, well et ass quasiment déi Argumentatioun, déi mir och ginn hunn.

An ze soen: „Dat ass elo net den Haaptpunkt, mee mir mussen aner Weeër goen" - ma neen, zemools wann d'USA justement an och d'Belsch amgaangen sinn, dat ze iwwerleeën innerhalb vun der EU! An ech weess, datt et jo natierlech d'EU ass, déi dat mécht. Mee mir si jo Member vun der EU a mir kënnen innerhalb vun der EU éischtens soen: „Mir ënnerstëtzen dat", zweetens antrieden innerhalb vun der EU, fir datt d'EU déi Positioun verträtt. Dat kascht guer näischt. A wann aner Länner ufänken, dat ze maachen, firwat solle mir dat dann net maachen?

Voilà, et war just dat! Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Ech mengen, elo kënne mer zum Vott vun deenen zwou Motioune kommen.

Fir d'éischt d'Motioun, déi vun der Sensibilité politique déi Lénk den 23. Abrëll deposéiert ginn ass.

Vote sur la motion de M. David Wagner

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 2 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Da kéime mer zu där Motioun, déi den 29. Abrëll vum Här Yves Cruchten deposéiert ginn ass.

Vote sur la motion de M. Yves Cruchten

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

10. Ordre du jour (suite)

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 7803 iwwert de Congé …

(Interruption par M. Gilles Roth)

Här Roth, mir haten en Ordre du jour festgeluecht gehat haut. An do hate mir am Fong geholl nach näischt geschwat, datt mer géifen haut zum Vott vun där Motioun kommen.

Une voix.- Et ass en Depot.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Déi Motioun, iwwert déi elo ofgestëmmt ginn ass, do hat d'Chamber gesot gehat déi lescht Woch, …

M. Sven Clement *(Piraten).*- Et ass en Depot, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- … datt mer géifen haut doriwwer ofstëmmen.

Une voix.- En Depot!

M. Fernand Etgen, *Président.*- A mir hunn en Ordre du jour festgeluecht gehat. An do steet als nächste Punkt de Projet de loi 7803 drop.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Et geet ëm en Depot.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir ginn zum nächste Punkt, ...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... esou wéi en um Ordre du jour festgeluecht ginn ass. Mir géifen haut dann net iwwert déi Motioun ofstëmmen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, ier een iwwert eng Motioun ofstëmmt, muss se emol deposéiert ginn. An den Här Wilmes hëlt sech d'Recht, fir déi Motioun ze deposéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- A, ze deposéieren, ech hat gemengt, Dir wéilt dem Här Spautz seng Motioun diskutéieren, ...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... Dir wéilt déi diskutéieren. Dee Punkt maache mer net haut. Da ginn ech dem Här Wilmes d'Wuert, fir eng Motioun ze deposéieren.

11. Dépôt d'une motion par M. Serge Wilmes

Exposé

M. Serge Wilmes *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Ech wéilt gär am Numm vun der CSV, déi Lénk an de Piraten eng Motioun deposéieren, fir d'Regierung ze froen, drop anzewierken, fir der Madamm Wickler hir Nominatioun als Administrateur vun der Cargolux nees zréckzezéien. An ech wéilt dës Motioun och kuerz heimadder begrënnen.

Fir d'éischt der Madamm Wickler hir Haltung par rapport zur Pandemie an der Bekämpfung dovuner: Si ass kritesch, jo ganz skeptesch dozou. Dat huet se och op enger Plattform, enger Onlineplattform, déi se extra dofir gegrënnt huet, „Expressis-Verbis", jo gesot a geschriwwen, ënner anerem an engem Artikel, dee se zesumme mat hire Kolleegen als „Expressis-Verbis"-Team ënnerschriwwen huet a fir dee se also direkt verantwortlech ass.

An deem Artikel ginn déi offiziell Infektiounszuele kritiséiert an et gëtt d'Behaaptung gemaach, d'Infektiounswell géif sech vum selwe briechen an datt also Mesuré wéi zum Beispill Masken oder Large-Scale-Testing net berechtegt wieren, datt also ouni Mesuren déi Pandemie vum selwen nees géif vergoen.

Dat ass net nëmmen eng gewoten Thees, et ass souguer eng frontal Kritik un der Pandemiepolitik vun dëser Regierung, vun dëser Majoritéit. Vun engem Journalist gefrot, wat dann d'Regierung hätt sollen anescht maachen, kommen awer vun der Madamm Wickler keng konkreet Äntwerten, just allgemeng Aussoe wéi: d'Angscht ewechhuelen, d'Immunsystem stäerken duerch zum Beispill ganz vill Laachen.

Ville Leit dobaussen awer, besonnesch aus dem Gesondheetssecteur, wéi den Dokteren oder dem Direkter vun der Santé, dem Här Schmit, deenen ass et awer net fir ze laachen, zu Recht, an et ass fir si e Schlag an d'Gesiicht. An dat selwecht misst och fir dës Regierung gëllen, well déi Aussoe vun der Madamm Wickler, déi riichte sech ganz kloer géint si.

Mee neen, dat schéngt awer fir d'Regierung alles guer kee Problem ze sinn, mat Verweis op d'Meenungsfräiheet. Jo, d'Madamm Wickler, déi huet als Bierger d'Recht, hir Meenung ze soen an eng Meenung ze hunn. Mee geneesou fräi ass awer d'Regierung, fir dës Meenung net ze deelen an dann, opgrond dovunner, d'Madamm Wickler net och nach un d'Spëtzt vun der Cargolux stellen ze loossen. Dat hätt missen d'Haltung vun der Regierung sinn, wa se sech selwer, hir Pandemiepolitik, d'Leit dobaussen an och d'Cargolux als Entreprise iwwerhaapt eescht hëlt. Well d'Cargolux ass net iergendeng Entreprise, et ass déi weltwäit véiertgréisste Cargo-Airline an et ass fir d'Lëtzebuerger Ekonomie eng relevant Entreprise. Et ass e Fleuron vun eiser Ekonomie. Dofir ass et och net egal, wien un der Spëtzt steet vun esou enger Entreprise.

A grad d'lescht Joer, matzen an der Pandemie, ass nach eng Kéier d'Bedeitung vun der Cargolux fir onst Land ganz kloer gemaach ginn, wéi se Millioune vu Masken, medezinnescht Material, souguer e ganzt Militärspidol op direktem Wee op Lëtzebuerg bruecht huet. An dofir si mer och erstaunt iwwert déi Ausso, déi den Här Bausch nach haut de Moien um Radio gemaach huet, wou e gesot huet, jo, éierlech zouginn huet, hien hätt net gewosst, datt d'Madamm Wickler esou Positioune géif vertrieden.

Dat ass awer net seriö, datt hei bei esou engem wichtege Posten net méi nogekuckt ginn ass, net ganz genee gekuckt ginn ass, wien een do un d'Spëtzt stellt, an datt een domadder liichtfankeg gehandelt huet an och akzeptéiert huet, datt d'Cargolux elo an déi doten Turbulenze geroden ass.

Kohärenz a Kredibilitéit waren also an dësem Fall net d'Ambitioun vum Transportminister. Vill méi wichteg ware fir hien, sengen Aussoen no, ekonomesch Kompetenz an hire grénge Profill. Rezent Aussoe vun der Madamm Wickler loossen awer u béidem zweifelen, andeems si zum Beispill behaapt, datt déi Kleeder, déi mer alleguerten droen, misste vu wäit ageflu ginn, well mer an Europa weeder Schoulen nach Fabricken hätten, fir dat kënnen ze produzéieren. Jo, domadder weist se u sech als Gréng, datt se weeder de massive Konsum vu Kleeder a Fro stellt, Kleeder, déi fir d'Ëmwelt a fir de Mënsch ..., an déi Konditiounen an deene meeschten asiatesche Länner, wou se produzéiert ginn, ënner katastrophale Konditioune produzéiert ginn. A si verkennt als Geschäftsfra och déi ekonomesch Realitéit hei an Europa, well selbstverständlech gëtt et hei Schoulen, déi ausbilden, a selbstverständlech gëtt et och nach eng Textilindustrie, déi Gott sei Dank ëmmer nees elo an de leschte Jore méi an Europa produzéiert.

Dofir, Här President, de Choix vun der Regierung, fir un d'Spëtzt vun der Cargolux eng Coronaskeptikerin sëtzen ze loossen, déi a kompletter Kontradiktioun ass mat der Regierungspolitik an déi en plus fir dee Posten net wierklech dat néidegt wirtschaftlecht Wëssen, mee éischter eng ekologesch Duebelmoral huet, ass net nëmmen net kredibel an inkohärent, mee dat ass e ganz grousse Feeler, et ass inakzeptabel, e Feeler net nëmme fir ons, mee fir de Gros vun onse Matbierger dobaussen a fir d'Medien, e Feeler, deen dës Regierung nees riichtbiege muss. An dofir fuerdere mer mat onser Motioun, datt d'Regierung sech selwer, d'Cargolux respektiv ons Matbierger soll eescht huelen an der Luxair Bescheed seet, datt d'Nominatioun vun der Madamm Wickler als Administrateur an der Cargolux nees zréckgezu gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant la nomination récente d'une femme d'affaires luxembourgeoise (i) au conseil d'administration de la Société luxembourgeoise de navigation aérienne, sur initiative du Ministre des Transports et consécutivement (ii) au conseil d'administration de la compagnie nationale de fret aérien ;

- considérant que même si ladite personne a fait ses preuves dans le monde des affaires luxembourgeois, elle a plus récemment fait parler d'elle en raison du lancement d'une plateforme d'information via l'association « Expressis-Verbis » dont elle est membre fondatrice ;

- notant que

• sur ladite plateforme sont diffusées, du moins en partie, des théories complotistes en rapport avec la pandémie actuelle ;

• confrontée auxdits reproches, la femme d'affaires met en exergue sa position critique à l'égard de la politique gouvernementale de gestion de crise en explicitant (i) qu'il ne faut pas jouer avec l'angoisse de la population et (ii) que le système de santé luxembourgeois a été et est suffisamment performant pour gérer la crise ;

- déplorant que

• à travers ses déclarations, l'entrepreneuse conteste, de manière générale, les mesures gouvernementales d'endiguement de la pandémie et nie en quelque sorte le bilan mortifère de la pandémie du Covid-19, les moments critiques auxquels ont dû faire face les établissements hospitaliers avec la fermeture temporaire de diverses unités, le report d'interventions médicales etc. ;

• à travers son action, la femme d'affaires s'est par ailleurs mise, de manière flagrante, en porte-à-faux avec la politique gouvernementale de lutte contre la crise du Covid-19,

- notant au demeurant que

• dans une interview accordée à la radio 100,7, la femme d'affaires s'est exprimée comme suit :

« [Den Transportminister] weess och, datt ech op déi eng Manéier ganz karéiert sinn, op déi aner Manéier awer och incontrôlable, dat weess all Mënsch. »

• il résulte toutefois de la loi modifiée du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme dispose sans équivoque que « les personnes qui, sur la proposition de l'État (...), sont appelées aux fonctions d'administrateur (...) représentent (...) l'État qui les a fait désigner et exécutent leurs instructions » ;

• au vu de tout ce qui précède, on peut réellement douter (i) de la capacité de jugement de la femme nommée au poste d'administrateur et (ii) de sa volonté d'exécuter les instructions gouvernementales ;

- rappelant au final que, d'après la loi modifiée du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme, les administrateurs désignés par le Gouvernement sont révocables ad nutum,

invite le Gouvernement

- à notifier au conseil d'administration de la Société luxembourgeoise de navigation aérienne la révocation de la femme d'affaires susmentionnée de son mandat d'administrateur et à provoquer sa démission voire sa révocation de son poste d'administrateur de la compagnie nationale de fret aérien.

(s.) Serge Wilmes, Sven Clement, Martine Hansen, Gilles Roth, David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Serge Wilmes.

12. 7803 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Da kënne mer elo zum Projet de loi 7803 kommen. Dat ass de Projet iwwert de Congé pour soutien familial am Kader vun der Covid-19-Pandemie. An ech géif direkt d'Wuert un den honorabelen Här Max Hahn ginn als Rapporter vun dësem Projet de loi. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- Jo, merci, Här President. D'Zuele vun de Covid-19-Infizéierte si weider héich a besonnesch déi verschidde Variante maachen engem Suergen.

An den Dagesstrukture fir eeler Leit a Persoune mat enger Behënnerung bestinn nach ëmmer eng Rei Problemer, dorënner natierlech an éischter Linn ze kleng Raim, fir déi selwecht Zuel u Leit opzehuelen,

wéi dat virun der Pandemie de Fall war. Aus deem Grond schwätze mer haut jo nach eng Kéier iwwert de Congé pour soutien familial.

De Gesetzesprojet 7803 ass eng Ännerung vum Gesetz vum 23. November 2020 iwwert de Congé pour soutien familial am Kader vun der Covid-19-Kris. Vill Dagesstrukturen, déi sech ëm eeler Leit a Persoune mat enger Behënnerung këmmeren, hunn am Fréijoer d'lescht Joer aus bekannte Grënn hir Diere missen temporär zoumaachen. D'Familljen, an deene jiddweree schafft, hu sech du selwer ëm hir Familljemembere këmmere missen an dat huet si viru grouss Erausfuerderunge gestallt. Fir d'Leit an dëser Situatioun ze ënnerstëtzen, huet de Familljeministère de Congé pour soutien familial als Noutfallmesure ageféiert gehat.

Mir stëmmen haut déi zweet Verlängerung vun dësem Congé, deen da bis de 25. November 2021 geet. Duerch déi vill Neiinfektiounen, notamment am Zesummenhang mat deene verschiddene Variante vum Virus, kënne verschidde Strukture fir eeler Leit a Persoune mat enger Behënnerung nach ëmmer nëmmen eng begrenzten Zuel u Leit ophuelen, sief dat duerch coronabedéngten Ausfäll beim Personal oder duerch ze kleng Raimlechkeeten, fir eebe justement déi wichteg Geste-barrièrë kënnen anzehalen.

Dobäi kënnt natierlech déi besonnesch Vulnerabilitéit vu verschiddene Persounen, déi et oft onméiglech mécht, dass déi Leit sech un d'Geste-barrièren halen. Ech denken do u Leit, déi duerch eng bestëmmte Krankheet oder Behënnerung de Mask eeben net kënnen unhalen.

Aktuell gëtt dëse Congé vun zwielef Persoune genotzt. E puer Demanden, fir de Congé pour soutien familial verlängert ze kréien, sinn och schonn um Ministère erakomm. Dofir ass et eiser Meenung no immens wichteg, dat bestoend Gesetz eeben nach eng Kéier ze verlängeren, an dat nach eng Kéier ëm sechs Méint, wéi scho gesot, bis de 25. November.

Här President, de Kader vum Gesetz bleift deen nämmlechten. De Congé pour soutien familial kann ugefrot ginn, wann eng autoriséiert Struktur temporär, am Kader vun der Covid-19-Pandemie, hir Aktivitéiten deelweis oder komplett astelle muss. De Congé ka souwuel vu Residente wéi och vu Frontalieren ugefrot ginn. Eng autoriséiert Struktur muss sech deemno eeben net onbedéngt hei zu Lëtzebuerg befannen, mee kann och am EU-Ausland leien.

D'Demande fir de Congé pour soutien familial muss wéi gewinnt un de Familljeministère geschéckt ginn an ass natierlech och u gewësse Konditioune gebonnen. Och déi Konditioune sinn déi selwecht wéi am ale Gesetz an dofir ginn ech op dëser Plaz och net nach eng Kéier dorop an.

Wann d'Demande akzeptéiert gëtt, da stellt de Familljeministère e Certificat an duebeler Ausféierung aus, deen un den Employeur an un d'Krankekeess geschéckt muss ginn. De Congé hält dann op, wann déi autoriséiert Struktur de Minister informéiert, dass hir Aktivitéit erëm deelweis oder komplett opgeholl gëtt, an doduerch och erëm Plaz fir déi eeler oder behënnert Persoun fräi ginn ass.

D'Zäit am Congé pour soutien familial ass gläichgestallt mat enger Incapacité de travail, déi am Fall vun enger Krankheet oder engem Accident ugefrot ka ginn. Dowéinst profitéieren d'Salariéen hei och vun deene selwechte Rechter, wat d'Sécurité sociale an den Aarbechtsschutz betrëfft. Fir dass et zu kenger finanzieller Benodeelegung kënnt, wäert dëse Congé och weider remuneréiert ginn. D'Sécurité sociale iwwerhëlt zu 100 % d'Bäihëllefen, op déi Salariéen en Urecht hunn.

D'Mutualitéit vun den Employeure rembourséiert dem Patron dann och de komplette Salaire mat de Charges patronnales, déi hien u seng Salariéen am Congé pour soutien familial ausbezuelt huet, an iwwerhëlt och d'Indemnité pécunière fir d'Independanten. Do dernieft genéisst de Salarié natierlech och Kënnegungsschutz, soulaang den Employeur virschrëftsméisseg vun der Absence informéiert gouf.

Betoune wëll ech dann hei och nach eng Kéier, dass hei ausschliisslech erwuesse Persoune viséiert sinn, déi e groussen Deel vun hirer Autonomie verluer hunn an dowéinst an hirem Alldag op d'Hëllef vun enger drëtter Persoun ugewise sinn.

An esoulaang de Virus net mat Sécherheet verschwonnen ass, musse mir och weider de Familljen ënnert d'Äerm gräifen, fir dass si sech ëm hir Léifste këmmere kënnen.

Fir weider Detailer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an ech géif dann hei och vun der Geleeënheet profitieren, lech villmools Merci ze soe fir dat opmierksaamt Nolauschteren, an och den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Max Hahn villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Am Fong geet et ëm eng Verlängerung bis de 25. November. Opgrond vun den Ausféierunge vum Här Hahn brennt et mer e bëssen ënnert de Fanger, fir nach verschidde Sujete kënnen do mat unzedeiten, wat insgesamt dat ubelaangt, déi Problematik, déi mer kenne bei den eelere Leit, mee dat ass net de Sujet vum Projet de loi. Ech wëll just soen: D'CSV ass averstane mat der Verlängerung vum Projet de loi bis de 25. November. A mir wäerten op déi aner Punkten eng aner Kéier zréckkommen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Merci, Här President, an och merci dem honorabelen Deputéierte Max Hahn. Hien huet ausféierlech alles gesot, wat ze soe war, an ech wëll deem och net ganz vill bäifügen. Et ass eng Verlängerung a mir ënnerstëtzen dat natierlech, selbstverständlech, well mer dat eng gutt Saach fannen. An dofir ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Chantal Gary.

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Merci dem Här Hahn fir säi Rapport an d'Explikatiounen. Natierlech begréisse mer eng weider Verlängerung vum Congé pour soutien familial, well heimat d'Familljen eeben dann och weiderhin d'Chance hunn, fir doheem op hir Léifst kënnen opzepassen. A wéi ech och e puermol widderholl hunn, ass et wierklech immens wichteg, an Zäite wéi dësen och kënnen doheem eng Stäip ze hunn an op eng Ënnerstëtzung zielen ze kënnen. An ech widderhuele mech och heimadder, dass ech soen, dass mer natierlech och d'Iddi ënnerstëtzen, dass esou e Congé, esou eng familiär Hëllef och no Covid vläicht kann eng Ënnerstëtzung doheem sinn. An domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gary. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech ka mech eigentlech menge Virriedner nëmmen uschléissen. Déi Verlängerung, mengen ech, déi mer hei votéieren dann à l'unanimité, ass e wichtegt Instrument, quitte datt et „just", ënner Gänseféisercher, eng Dose Leit sinn, déi aktuell direkt dovunner profitéieren. A grad well et elo net e Massephenomeen ass an awer gläichzäiteg eng wichteg Hëllef ass, mengen ech, datt et och interessant kéint sinn, sech Gedanken ze maachen, wéi een no der Covidkris esou Instrumenter wéi dat hei eventuell pereniséiere kann.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, och vun eiser Säit aus Merci un den Här Hahn. Mee ech géif och direkt d'Interventioun vum Kolleeg Marc Baum ënnerstëtzen. Ech mengen, et ass wierklech derwäert, och wann net vill Leit betraff sinn, fir no der Covidkris - genau dat, wat den Här Baum gesot huet - driwwer nozedenken, wéi mer déi Instrumenter an Zukunft kënne gestalten, fir Leit ze hëllefen, déi déi Hëllef brauchen, och wann et der net vill sinn. An an deem Sënn wéilt ech souwuel dem Här Hahn Merci soe wéi och dem Här Baum fir déi Suggestioun a gär och den Accord vun der ADR ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools merci, Här President. Merci och alle Riedner. Merci dem Rapporter fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Merci fir Är Ënnerstëtzung, Är breet Ënnerstëtzung heibannen. Et geet effektiv, wéi elo grad gesot ginn ass, just ëm eng Dose Leit am Moment, mee fir déi ass et besonnesch wichteg.

An der Pandemie ass et eeben esou, dass net alleguerten d'Plazen, déi virgesi sinn an de Foyere fir eeler Leit oder fir behënnert Erwuessener, kënnen occupéiert ginn, well een eebe méi Distanz muss halen. An et ginn eebe Leit, déi kënnen net eleng doheem bleiwen duerch hir Behënnerung oder hiren Alter, wou dann eng Behënnerung eeben derbäikënnt. An dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass dann een aneren Erwuessene ka bei hinne bleiwen an dass dee sech dann ëm si këmmere kann, bis dass se nees kënnen an hire Foyer de jour zum Beispill goen.

Well dat awer elo zweemol ugeschwat ginn ass, sinn ech elo bis hei op d'Riednerpult komm: Mir wäerte kuerzfristeg e Projet de loi op den Instanzewee ginn, mat deem mir de Congé wëllen iwwert d'Zäit vun der Pandemie eraus eebe pereniséieren. Déi aktuell Konditiounen a Prozedure mussen dofir awer ugepasst ginn.

Et ass virgesinn, dass den Haaptkrittär, fir dee Congé kënnen unzefroen, e Cas de force majeure dee Moment wäert sinn. Ech denken zum Beispill un e Feier oder un eng nei Pandemie, wou ech jo hoffen, dass se ni wäert kommen, eeben iergendwéi e Cas de force majeure, deen dann eng Fermeture oder eng Deelfermeture vun engem agreéierte Service mat sech bréngt.

Et geet, wéi gesot, hei ëm agreéiert Servicer zu Lëtzebuerg oder an engem EU-Land, wou dann eng erwuesse Persoun am Moment net kann higoen, am Moment da wéinst der Pandemie, an dann, wa mer et pereniséieren, vläicht wéinst engem Cas de force majeure, dass e Foyer mol muss zougoen oder deelweis zougoen. An dofir si mer amgaangen, och dorunner ze schaffen. An ech soen lech alleguerte villmools Merci fir déi breet Zoustëmmung.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Familljeministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7803. Den Text steet am Document parlementaire 7803[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7803 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

13. 7325 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales ;

2° de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;

3° de la loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires

De leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7325 iwwert de Bäitrag vu Lëtzebuerg bei Friddensmissiounen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur*.- Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 7325 modifizéiert dräi Gesetzer.

D'Gesetz vum 27. Juli 1992 iwwert d'Bedeelegung vum Grand-Duché bei Opérations de maintien de la paix, déi ech OMP nennen, déi am Kader vun internationalen Organisatioune stattfannen, gëtt an der Déift modifizéiert an och un déi aktuell Realitéit ugepasst.

Des Weidere geet et drëm, nei Modalitéiten ze fannen, fir d'Attributioune vu Primes de vol ze definéieren. Dëst soll d'Gesetz vum 23. Juli 1952 iwwert d'Militärorganisatioun änneren.

(Brouhaha)

Dann drëttens de Champ d'application vun dem militäreschen Ekipementsfong am Gesetz …

(Brouhaha)

Här President, kënnt Der mer …

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo, wa mer géifen déi kleng Reunioune virun d'Dier verleeën, oder wann déi et géife fäerdegbréngen, wat ech zwar selwer och net fäerdegbréngen, fir lues ze schwätzen. An doduerch, datt ech et net fäerdegbréngen, maachen ech et net. Déi, déi et net sollte fäerdegbréngen, déi sollen dann hir kleng Reunioune am beschte virun d'Dier verleeë goen. Merci villmools.

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur*.- Richteg!

Une voix.- Très bien!

M. Carlo Back *(déi gréng), rapporteur*.- Jo, merci, Här President, well wéi gesot, et ass e Sujet, wou ech elo net den Expert sinn, wou ech mech awer wëll voll konzentréieren op dat, wat ech lech hei wëll virdroen. An dofir, wéi gesot, wann et roueg ass, e bësse méi roueg ass, dat ass ëmmer scho gutt.

Wéi gesot, dëst soll d'Gesetz vum 23. Juli 1952 iwwert d'Militärorganisatioun änneren.

Drëttens, de Champ d'application vun dem militäreschen Ekipementsfong am Gesetz vum 21. Dezember 2007, deen d'Investitiounsausgaben a militäresch Capacitéiten a Mëttelen definéiert, soll erweidert ginn.

Zënter 1992 huet den internationale Kontext vu Konflikter, déi och reegelméisseg eng militäresch Dimensioun unhuelen, sech weesentlech geännert. Dëst bedéngt en Ajustement vun dësem Gesetz iwwert d'Bedeelegung vu Lëtzebuerg un Opérations de maintien de la paix, wéi gesot, OMPen.

An dësem internationale Kontext, dee komplex an net previsibel ass, huelen dës international Missioune Formen un, déi verschidde si vun deenen, déi initialement am Text vun 1992 festgehale goufen.

Dës Missioune brauchen dofir och nei Äntwerten an nei Verdeedegungsmëttelen. Lëtzebuerg bedeelegt sech zum Beispill am Kader vun der NATO u Missioune wéi „Enhanced Forward Presence" a Litauen. Dës Missioune si schwéier an d'Definitioune vun enger dach méi restriktiver Opération de maintien de la paix ënnerzebréngen.

D'Gesetz vun 1992 erlaabt also net méi, all déi international Operatiounen, wou Lëtzebuerg sech am Ausland elo schonns bedeelegt, mam Begrëff OMP ofzedecken. An där Prespektiv baséiert dëse Projet de loi sech op follgend zwou Considératiounen.

Éischtens: Et geet drëms, eis Reaktiounscapacitéiten an de Champ d'action ze vergréisseren, dëst fir datt eis Arméi méi schnell operationell gëtt an domat hir Fiabilitéit géigeniwwer den alliéierte Partner vergréissert. D'Ausdeenung vum Begrëff Operatiounen op aner Typpe vun Aktivitéite soll zu dësem Objektiv bäidroen.

All d'Persounen, déi un dëse Missioune participéieren, sollen dëst an engem legale Kader maachen, wou déi juristesch, sozial a finanziell Komponenten un dës beschriwwe Situatiounen ugepasst sinn. Heizou gehéieren och d'Missioune vun de Walbeobachter.

Fir eng Äntwert op den éischte Punkt ze ginn, gëtt de Champ d'application vum Gesetz vum 27. Juli 1992 erweidert, an d'Prozedur, fir esou eng Bedeelegung am Ausland ze erlaben, soll der Realitéit vun deene Konflikter ugepasst ginn.

Op d'Propositioun vun der Kommissioun ass den Titel vum Projet de loi dofir follgendermoosse geännert ginn: OMP gëtt ersat duerch: „opérations pour le maintien de la paix et des opérations de prévention, ainsi que de gestion de crise". Et gouf och festgehalen, datt d'Parlament seng Kontrollrechter an esou engem Konfliktfall ausübe kann.

Wat ass d'Prozedur, fir eng lëtzebuergesch Participatioun un esou Operatiounen am Ausland ze erlaben? Dëse Projet de loi huet als Zil, d'Transparenz ze verstäerken an d'parlamentaresch Kontroll esou gutt beim Ufank vun der Missioun, souwéi och wärend der Missioun an och no der Missioun ze garantéieren.

An dësem Kontext erënneren ech drun, datt et 2004 schonns e Projet de loi gouf, de Projet de loi 5400, fir dës Autorisatiounsprozedur ze änneren. Dëse Projet de loi ass awer net bis zum Enn geféiert ginn.

Haaptelement vun der haiteger Approche ass, datt en Débat public an dem Parlement soll stattfannen, fir Missioune vum Typ wéi zum Beispill Peace Enforcement. Dat fannt Der erëm ënner - voir -: „limitation, modération ou cessation d'hostilités".

Dëst sinn och Missiounen, déi e méi héije Risiko droen. Een ëffentlechen Debat an der Chamber soll och alle Missioune virausgoen, déi am Kader vun engem Groupement multinational geschéien, wou Lëtzebuerg Member ass, a fir deen et en internationaalt Mandat gëtt. Consultatioune vun der zoustänneger Kommissioun, ofhängeg vum Typ vum Konflikt, bleiwen nach ëmmer bestoen. Dës Kommissioun soll och reegelméisseg - wa méiglech all dräi Méint - iwwert de Verlaf vun den Operatiounen informéiert ginn.

Den Avis vum Staatsrot ass net méi verlaangt an d'Urgence kann domat och invoquéiert ginn, wann all Elementer dofir present sinn. An och d'Conférence des Présidents brauch net méi saiséiert ze ginn, esou wéi dat bis elo de Fall war.

Wat ass d'Prozedur am Fall vu Forces de déploiement rapide? D'Participatioun vu Lëtzebuerg am Dispositif vu Forces de déploiement rapide ass e spezifesche Fall. Ëm wat geet et hei genau? All Land gëtt invitéiert, dëst am Kader vun de Forces de réaction rapide vun der NATO oder der EU, e puer Unitéiten zur Verfügung ze stellen, déi dann am Fall vun enger Kris ganz schnell an den Asaz komme kënnen. De Moment heescht den NATO-Dispositif „Very High Readiness Joint Task Force", an dee vun der EU „EU Battlegroups". Dës Unitéite sinn an engem permanenten Alert-Zoustand a solle ganz schnell an den Asaz kommen. Wéi Dir verstitt, sinn esou Asätz guer net vun dem aktuellen OMP-Gesetz vun 1992 ofgedeckt. Dëse Projet de loi soll dofir och hei bäidroen, dëse Missiounen eng zolidd legal Basis ze ginn.

Den Decisiounsprozess fir dës Forces de réaction rapide ass zweestufeg.

Déi éischt Stuf ass déi, datt d'Decisioun muss prinzipiell geholl gi fir lëtzebuergesch Unitéiten - dëst an engem Rotatiounsmodus - dëse Forces mulitnationales de réaction rapide zur Verfügung ze stellen. Dëst geschitt iwwer e Règlement grand-ducal, wou een natierlech net weess, wou zum Beispill esou eng Interventioun vläicht an der Zukunft stattfënnt.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Déi zweet Stuf ass déi, wou e Konflikt optrëtt a wou dës Truppe musse ganz schnell um Terrain an den Asaz kommen. D'Decisioun, fir dës Gruppen anzesetzen, muss dann och an enger gewësser Urgence geholl ginn a geschitt en concertation an en accord mat der kompetenter Chamberskommissioun. Hei ass och en Debat innerhalb vun dräi Deeg an der Chamber virgesinn.

Deen zweete Volet vun eisem Projet de loi geet ëm Primes de vol. Et geet drëms, e legale Kader ze schafen, fir d'Attributioun vun de Primes de vol.

Dës Aféierung vu Primme geschitt och am Kader vun de Lignes directrices vun der Lëtzebuerger Verteidegungspolitik „Horizon 2025", déi Follgendes virgesäit: „développement conséquent de la composante aérienne, avec l'acquisition de nouvelles capacités et plateformes de transport stratégique". Dëst verlaangt natierlech, dat noutwendeg Personal ze rekrutéieren, ze forméieren an ze fideliséieren, fir dës nei Capacitéiten operationell ze gestalten. Lëtzebuerg wëllt a Fluchtransportcapacitéiten investéieren, déi souwuel fir militäresch wéi fir zivill Zwecker kënnen agesat ginn.

D'Personnel navigant, also haaptsächlech d'Pilote vun de Fligeren, déi zum Asaz kommen, droen en erhéichte Risiko an hire Missiounen. Des Weidere sinn dës Missioune verbonne mat schwieregen Aarbechtskonditiounen, wou d'Zäitzone reegelméisseg wiesselen, Missiounen, déi et net erlaben, bei der Famill ze sinn, a speziell Responsabilitéiten an der Exekutioun vun hiren Aufgabe wärend de Missiounen.

Esou eng Prime de vol erlaabt et och, d'Personnel navigant un d'Arméi ze fideliséieren. D'Arméi bezilt och déi néideg Formatioune vun de Piloten. D'Käschte vun dëse Formatioune sinn net onweesentlech. An et ass ganz wichteg, dëst Personal mat senger Experienz bei der Arméi ze behalen, dëst och, well dësen Transportsecteur vun der Arméi a Konkurrenz zu dem private Fligersecteur steet, deen och versicht, mat Avantagë Personal unzelackelen, unzezéien.

Dëse Projet de loi huet sech do bei der belscher Arméi, wéi och bei aneren NATO-Länner, inspiréiert, déi och esou Primme bezilt. Dës Primme sinn och degressiv a versteierbar; Sozialcotisatioune mussen dorop bezuelt ginn a si pensionabel. Dës Primm ass net un den aktive Status vum Personnel navigant gebonnen.

Dës Primmen an hir Montanten an Indexpunkte sinn déi selwecht wéi vum belsche Personnel navigant. Dëst och, well eist lëtzebuergescht Personal de Moment integréiert gëtt an eng Unité binationale belgo-luxembourgeoise, déi an der Belsch stationéiert ass.

Den drëtte Volet vum Gesetz betrëfft de Fonds d'équipement militaire. Fir schlussendlech och e verlässleche Partner an deenen internationalen Organisatiounen ze sinn, muss eist Land dann och déi noutwendeg finanziell Moyenen opbréngen, fir all dës Missiounen ze erfëllen.

Och déi international Verträg, déi Lëtzebuerg an dësem Kontext ënnerschriwwen huet, gesinn Dispositiounen an dës Richtung vir; esou zum Beispill den Artikel 3 vum NATO-Vertrag vu Washington. An deem Kontext huet Lëtzebuerg, wéi gesot, d'Lignes directrices de la politique de défense à l'horizon 2025 (veuillez lire: Lignes directrices de la défense luxembourgeoise à l'horizon 2025) publizéiert an huet sech engagéiert, fir seng finanziell Efforten ze erhéijen, déi et eisem Land erlaben, déi international Engagementer ze ënnerstëtzen, wann et ëm d'Erhale vu Fridden, Sécherheet a Stabilitéit geet.

An der initialer Definitioun vum Fonds d'équipement militaire goung et haaptsächlech ëm déi national Besoine vun eiser Arméi. Dës restriktiv Terminologie ass natierlech en Hindernis fir d'Ëmsetze vun der Politique de défense à l'horizon 2025. Et geet also zum Beispill drëms, déi europäesch communautaire Capacitéiten eropzesetzen a finanziell ofzesécheren.

Dëst geschitt zum Beispill duerch den europäesche Projet MRTT - „Multi Role Tanker Transport"-Aircraft. Dësen Transportflieger soll esou gutt fir militäresch wéi och zivill Applikatioune benotzt ginn.

Éischten Avis vum Staatsrot: Am éischten Avis vun dësem Projet de loi mécht de Conseil d'État eng Rei Remarken a Verbindung mat eiser Constitutioun. Dovun ass eng Remark interessant am Sënn, datt de Conseil d'État et géif inconcevabel fannen, datt eng Interventioun vun eiser Arméi am Ausland kéint stattfannen, ouni datt de Legislateur, also d'Parlament, eng Kontroll doriwwer hätt. Dobäi zitéiert de Staatsrot d'Artikelen 51 an 32 vun eiser Constitutioun. Mee de Staatsrot schreift dann awer och, datt Aussepolitik gréisstendeels an der Hand vun der Exekutiv läit an datt Aussepolitik aner Reegelen huet wéi Innepolitik. Dat héicht Haus mengt dann och, datt déi aktuell Constitutioun deen heite Problem net géif léisen. Den Artikel 81 vun der Revisiounspropositioun fir eis Constitutioun kéint awer do eng Äntwert liwweren.

De Staatsrot notéiert och, datt eis Nopeschlänner ganz verschidden Approchen hunn, fir dëse Sujet unzegoen. An Däitschland muss d'Parlament säin Accord ginn, wärend a Frankräich d'Parlament säin Accord muss gi fir all Interventioun, déi iwwer véier Méint erausgeet. An der Belsch ass den Accord vum Parlament net onbedéngt noutwendeg, an d'Decisioun iwwer esou Interventioune läit eleng bei der Regierung.

De Staatsrot mécht och zwou Oppositions formelles, déi awer duerch Amendementer opgeléist konnte ginn.

Da gëtt et en Avis complémentaire vum Staatsrot. Am Kontext vun de Forces de déploiement rapide dréckt de Staatsrot seng Verwonnerung doriwwer aus, datt e Règlement grand-ducal produzéiert gëtt, wou keng Informatiounen iwwert den Objet précis - wéi zum Beispill d'Plaz, d'Zuel vun de Lëtzebuerger Participanten, d'Durée vum Asaz - preziséiert ginn. De Staatsrot mécht awer keng Opposition formelle heizou.

An deenen zwee Avisen huet de Staatsrot eng Rei legistesch Remarke gemaach.

Dann den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics: Allgemeng gëtt dës Chambre professionnelle hiren Accord zu dësem Projet de loi, ënnerstëtzt an deem Sënn och déi Erhéijung vun den Ausgaben, déi virgesi sinn am Fonds d'équipement, fir déi international an national Missioune kënnen ze erfëllen. Dës Chamber gesäit nach Potenzial, fir eng Rei Passagen am Text ze verbesseren, notamment wat d'Aarbechtsrechter a -flichte vun deenen hei engagéierte Persounen betrëfft.

Dëse Projet de loi ass den 19. Juli 2018 (veuillez lire: de 25. Juni 2018) vum viregten Arméiminister, dem Här Étienne Schneider, agereecht ginn. De Conseil d'État huet den éischten Avis de 5. Abrëll 2019 agereecht. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet säin Avis den 12. Dezember 2018 ofginn. D'Chamberskommissioun huet duerno hir Aarbechten opgeholl an de Projet a véier Sitzungen ëmgeännert. De Staatsrot krut den 22. Juni 2020 en amendéierte Projet de loi zougestallt. Den Avis complémentaire vum Staatsrot ass vum 19. Januar 2021.

Fir méi Detailer iwwert dëse Projet de loi invitéieren ech Iech, mäi schrëftleche Rapport ze liesen an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci villmools och dem Här Rapporter.

Den éischten ageschriwwene Rieder ass den Här Jean-Marie Halsdorf. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, dass ech e klasseschen Ufank fir dës Ried wielen, well déi geet iwwer klassesch Missiounen, déi an engem Gesetz dann anescht verpaakt ginn. Duerfir awer als Alleréischt merci un de Rapporter fir säi gudde mëndlechen an och säin exhaustive schrëftleche Rapport. Ech mengen, hien huet vill Detailer bruecht, wou ee gesäit, wat d'Finalitéit vun dësem - ech nennen et emol, oder mir nennen et all esou - OMP-Gesetz, Opérations pour le maintien de la paix, am Fong geholl soll bréngen.

D'Friddensmissiounen, dat wësse mer, sinn e Kärstéck an dësem Gesetz. Do huet Lëtzebuerg och, mengen ech, säit der Suezkris am Joer 1956 - well do ass et déi éischt richteg Maintien-de-la-paix-Missioun ginn - e gudde Match gemaach. A mir wëllen deen och weider maachen.

Eis Arméi huet sech och deementspriechend an de leschte Joerzéngten opgestallt a spezialiséiert, fir eebe kënnen a Friddensmissiounen, a Krisemissiounen an och dann an humanitäre Missiounen eng Hand mat unzepaken. Et ass net Zoufall, dass mer Deminage hunn, dass mer Waasseropbereedung maachen oder sougenannten ISR - Intelligence, Surveillance and Recognition (veuillez lire: Intelligence, Surveillance and Reconnaissance).

A wann ech dat dote soen, dann erënneren ech mech gären un d'FINUL-Missioun am Libanon, wou mer aacht Joer laang waren, wou mer am Fong op der Ligne bleu - dat ass déi Ligne, déi gezu ginn ass vun de United Nations am Joer 2000, wéi d'Israeli de Libanon nees verluer hunn -, wou mer do den Deminage gemaach hunn. Oder ech erënnere mech och gär un déi Missioun, déi mer am féiere Jugoslawien haten, prezis a Kroatien, wou Lëtzebuerg, zesumme mat der Belsch, en Checkpoint gemaach huet an och humanitär Hëllef bruecht huet.

Wéi gesot, de Rapporter huet et gesot: D'Gesetz ass am Joer 2018 am Juni deposéiert ginn. Dat sinn elo bal dräi Joer hier. D'Vocatioun ass effektiv, d'Prozeduren ze vereinfache bei Asätz a Krisemissiounen. Ech nennen dat emol esou. Et muss een objektiv soen: Dat ass gelongen! Et gouf u verschiddene Schrauwe gedréit. Et muss een awer och soen, dass de Staatsrot sech gutt abruecht huet. An dat Resultat, wat mer haut hei virleien hunn, mengen ech, wäert e grousse Konsensus hei fannen, och beim Vott, a warscheinlech wäert déi ganz Chamber dëst Gesetz droen.

Mee e Fakt ass awer och, dass dës nei Prozedur, an dat ass scho gesot ginn, effektiv d'Saisine vum Staatsrot a vun der Presidentekonferenz vun der Chamber net méi brauch, besonnesch wann en internationaalt Mandat do ass, mee d'Chamber muss awer ëmmerhin nach consultéiert ginn. An et ass dann e Prinzip ageféiert gi vun der Plenière, an dat besonnesch dann, wéi de Rapporter et och gesot huet, bei Peace Enforcement, also Missiounen, wou de Fridde soll erbäigefouert ginn, an och bei multinationale Missiounen.

A wann ech mech widderhuelen a soen: Friddensmissioune sinn de Kär vun der UNO. An och fir Staate wéi eise Staat an och fir déi aner westlech Staaten ass d'Fundament vun enger multinationaler, internationaler Uerdnung notamment dann eeben d'United Nations. A well Europa och do eng Vermëttlerroll spillt, eng wichteg, ass et wichteg, dass mer eng zolidd Basis kréien. An ech mengen, déi kréie mer hei mat dësem Gesetz.

Et ass och problematesch - et ass ugeschwat gi vum Rapporter - bei de Schnellreaktiounsmissioune vun der NATO oder vun der EU, do muss jo d'Plenière saiséiert ginn an dräi Deeg no der Convocatioun. Dat ass relativ kuerzfristeg. Mee als Deputéiert si mer alleguerten, mengen ech, frou, wa mer richteg agebonne ginn. Dat ass jo hei de Fall. Mee d'Problematik wäert kommen an den nächste Méint a Joren, wa Krise kommen, déi net previsibel sinn. An d'Reaktioun, dat ass gewosst, däerf net ze laang daueren. Da musse mer dann emol kucken, wat dat neit Gesetz hei dann an de chronologeschen Ofleef bréngt, ob mer do am Fong geholl d'Richtung behalen.

Dëse Projet war noutwendeg. De Rapporter, ech wëll dat och nach gär eng Kéier widderhuelen, huet gesot: „Zënter 1992 huet sech den internationale Kontext déifgräifend geännert", an dat justement am Kontext vun der Bedeelegung u Friddensmissiounen. Dat stëmmt.

Duerfir hat och schonn deemools - an dat ass och elo ugeschwat ginn am Rapport vun dem Rapporter - den deemolegen Arméiminister, de Luc Frieden, effektiv eng Initiativ geholl, fir d'Prozedure bei dësem OMP-Gesetz oder bei eisen OMP-Asätz ze vereinfachen. Deemools hat de Staatsrot och effektiv säin Accord ginn. Mee de Projet ass net ukomm. Firwat? Majo, well den deemolegen Deputéierten, de Félix Braz war et, sech am Numm vun der gréngen Partei am Fong geholl opposéiert huet. Hie war der Meenung, d'Chamber misst net nëmme consultéiert ginn, mee se misst e bindenden Avis ofginn. Dat war seng Meenung.

Da muss ech soen, dann ass et effektiv keck - esou soe se op der Musel -, dass e gréngen Minister elo dat mécht, wat en anere gréngen Deputéierten am Numm vu senger Partei ofgewisen huet, an zwar eebe justement d'Abanne vun der Chamber, mee ouni bindenden Avis.

Mir als CSV fannen dës Prozedur natierlech ok. Mir hu se 2004 gutt fonnt, da fanne mer se haut och gutt.

A mir kréien effektiv mat dësem Gesetz eng ausgeweite parlamentaresch Kontroll an och méi Transparenz. A besonnesch och, mengen ech, déi trimestriell obligatoresch Informatioune vun de Kommissiounen, ob dat elo d'aussepolitesch Kommissioun ass oder d'Defensekommissioun. Dat ass och Neiland. An hei musse jo dann de Verteidegungsminister an den Ausseminister informéieren. An ech mengen och, heiduerch, duerch dës Neierung, gëtt effektiv d'Bild vun der Missioun an der Chamber an och no baussen en anert.

Mee trotzdeem wäerte Problemer kommen, besonnesch, mengen ech, bei deene Schnellmissiounen, wou mer an dräi Deeg mussen an d'Chamber goen. Do ass dann och an der Chamber driwwer diskutéiert ginn - do ass et méiglech, dass dann eventuell verschidde Motioune kommen. A wat dann do derbäi erauskënnt, dat wäert d'Zukunft eis weisen. Mee kloer ass: Et ass problematesch, well schnell muss reagéiert ginn. Et ass ganz schwéier, dat mat deenen aktuelle Moyenen, déi eis d'Gesetzer hei zu Lëtzebuerg ginn, hinzekréien.

Wat awer ganz wichteg ass, dat wollt ech och ervirhiewen, dat ass, dass mat dësem Gesetz de Kader vun de Missioune juristesch, sozial a finanziell gestäerkt gëtt. Dat ass a mengen Ae ganz wichteg.

Mee d'Gesetz, wéi gesot, ass net nëmmen ee Gesetz vun OMP oder vu Missiounen a Krisen, et ass och e Gesetz, wou de Fonds d'équipement militaire effektiv erweidert a flexibiliséiert gëtt. Dat mécht an engem Aen och Sënn, justement mat Referenz op d'Ligne-directricen. Wann een déi liest, da gesäit een, dass mer an eng aner Richtung ginn. An ech erwaarde mer och dann, wat déi Ligne-directricen ugeet, dass de Minister vun Zäit zu Zäit an d'Chamber kënnt a vläicht de Bilan mécht an eis seet, wou mer dann do dru si beim Ëmsetze vun deene Ligne-directricen.

Fakt ass, dass mer nei Elementer hunn an der Verteidegungspolitik. Déi heeschen - ech widderhuele se gär nach eng Kéier -: Smart Defense, Pooling and Sharing. D'Capacitéiten also bündelen - dat war virdrun net onbedéngt de Fall. Dat sinn nei Realitéiten an nei Objektiver. Et ass jo dann normal, dass dee Fong - deen am Fong geholl éischter esou opgestallt war, dass e sech un nationalen Obligatiounen orientéiert huet - muss anescht opgestallt ginn, well mer aner Aktivitéiten hu wéi am Satellittewiesen, an der Hightech.

Mir schreiwe jo, am Rapport steet et och dran, den Ausbau vun der Composante aérienne. An déi modern Capacitéite sinn eeben anescht wéi déi vu fréier. Mir kréien en anere Mix, mir kréien aner Projeten, mir kréien aner Investissementer. Duerfir ass et noutwendeg, fir hei effizient ze fonctionéieren, dëse Wee ze goe vum Fonds d'équipement - dee méi flexibiliséieren a méi erweideren. D'CSV dréit dat dann och.

Deen drëtte Punkt ass dann d'Prime de vol, déi och ugeschwat ginn ass. Dat ass och Neiland. Mee dat ass och noutwendeg, net nëmmen eleng, well mer Pilote brauchen, well mer och nach wëllen déi Composante aérienne ausbauen. Dat heescht, mir wëllen och an Zukunft nach weider Piloten astellen. Dës Iddi ass jo nach net esou al, se ass nach net groussjäreg. Duerfir wäerte mer och hei mussen an deene Prozesser léieren, wéi mer sollen do weidergoen, well et jo anscheinend, dat hu mer emol esou gesot kritt, net einfach wär, fir Piloten ze fannen an och Piloten ze forméieren, déi militäresch déngen.

Et weess een: Esou Pilote kritt een net zum Nulltariff. Dat ass eng deier Geschicht. Duerfir ass et scho wichteg, dass ee se da fideliséiert, dass ee se an der Arméi behält. Eis belsch Kolleegen hunn do Erfarungswäerter - mir schaffe jo mat deenen zesummen am Projet A400M -, dass si am Fong geholl och esou eng Primm ageféiert hunn.

Duerfir fannen ech et dann normal, dass mir eng änlech Primm hei zu Lëtzebuerg bréngen, déi och änlech opgestallt ass, wëssend awer och, dass eng gewëssen Diskriminéierung do ass fir déi Lëtzebuerger Leit. D'Lëtzebuerger Pilote kënnen net an der Ancienneitéit oder am Grad besser gi wéi déi belsch Piloten an och bei de Kommandoe vun de belsche Kolleegen ass dat net méiglech.

Mee dee Wee ass richteg. A wann de Staatsrot opgeworf huet, déi Primm kéint een net „Prime de

vol" nennen, well se effektiv och nach weider degressiv bezuelt gëtt, wann een net méi aktiv flitt, da sinn ech awer der Meenung, dass et gutt ass, dass ee just bei deem Term bleift. Well wann een elo géif soen: „Am Ufank ass et eng Prime de vol an herno eng Gratifikatioun." - dat ass e bëssen dat, wat de Staatsrot proposéiert huet -, dat géif, mengen ech, zu Konfusioune féieren.

Duerfir ass déi Iddi an och déi Symbolik, fir dann eebe just bei der Primm ze bleiwen, mengen ech, richteg. Effektiv sollt een am Fong geholl dat, wat am Gesetz steet ..., dass mir dat dann och ënnerstëtzen an dat och gutt fannen, dass dat dann dee Wee gaangen ass.

Eng weider Symbolik ass déi, dass mer effektiv ëmmer och vun OMP-Missioune schwätzen, och well aner Missiounen derbäi waren. Dat fannen ech och wichteg an der Symbolik, well effektiv ass de Fridden dat, wat fir eis am wichtegsten ass. An eng total Namensännerung, déi da vum Staatsrot proposéiert ginn ass, géif och näischt bréngen. Wat zielt, ass d'Qualitéit vum Asaz. An déi bleift ëmmer déi selwecht. Mir nenne just eeben d'Kand e bëssen anescht.

Wat och gutt ass mat dësem Gesetz, dat ass, dass iwwert dëst Gesetz zivill a militäresch Asätz kënnen autoriséiert ginn. Dat fannen ech och ganz richteg. Et läit och am Geescht vun der Zäit. Am Geescht vun der Zäit ass jo, dass mer haut d'Defense net méi gesi wéi fréier. Mir gesi se mat deenen dräi „D"en, dann eeben: „Défense" steet fir Verteidegung am klassesche Sënn vum Wuert; dat Zweet ass den „Développement", dorënner versti mer d'Kooperatioun, wou Lëtzebuerg jo ganz present ass; an dat Drëtt ass „Diplomatie", dat ass dann deen aussepolitesche Volet vun der Verteidegungspolitik. Duerfir, mengen ech, ass et gutt, dass een dat gemaach huet. Et gëtt vill Parallelismen a militäresche Missiounen an an zivile Missiounen. An et ass gutt, dass een déi an dee selwechte Kontext setzt an an dësem Gesetz da reegelt.

Wou ech e Bemoll gesinn a wat net gutt ass, dat ass, dass mer déi bilateral Missiounen erausgeholl hunn an dass mer do keng Léisung fonnt hunn. Do huet de Staatsrot jo och gesot: Bilateral Missiounen hunn net deen internationale Kontext, an doduerch misst am Fong geholl d'Kontrollfonctioun vun der Chamber gestäerkt ginn. Da géif et net duergoen, dass mir elo einfach géife consultéiert ginn. An deem Fall misst een och d'Zesummenaarbecht méi preziséieren. Dat ass net geschitt hei. Duerfir, mengen ech, ass et wichteg, dass een hei eng Léisung sicht an dass een dës Problematik net op déi laang Bänk schiibt, och wann een effektiv weess, dass Asätz, déi bilateral sinn, éischter Seltenheetswäert hunn.

Wéi gesot, ech bréngе fir dëse Projet de loi den Accord vun der CSV, well, ech mengen, grad eis Arméi brauch eise volle Support, an dat och hei an der Chamber, an dat grad eebe justement a schwierege Friddensmissiounen.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och deem Här Halsdorf. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Et war am Juni 1991, wéi Slowenien a Kroatien sech onofhängeg erkläert hunn. Mir kennen d'Konsequenz. Et koum e ganz brutale mäerderesche Krich an Exjugoslawien. Den 21. Februar 1992 huet d'UNO dunn eng Friddensmissioun gestart, an dat och mat Lëtzebuerger Participatioun. Et ass deemools och e Peloton vun 41 Zaldoten dorower a fréier Jugoslawie gaange fir ze hëllefen, datt dee Krich do sollt op en Enn kommen. Dat ass natierlech net vun haut op muer geschitt.

Elo kann ee sech natierlech d'Fro stellen, firwat datt ech dat doten alles hei soen. Mee aus deem ganz einfache Grond, well déi Evenementer do u sech d'Ursaach waren, datt mer iwwerhaapt en OMP-Gesetz kruten. Well déi Missioun am fréiere Jugoslawien baséiert um deemolege Militärgesetz. An net méi spéit wéi dräi Méint duerno - wéi gesot 1992, et war de 14. Juli 1992 genee - ass dunn d'OMP-Gesetz hei an der Chamber gestëmmt ginn. Den deemolege Rapporter, géif ech mengen, ass och nach deen eenzegen aktiven Deputéierten haut ënner eis, dee sëtzt och hannert mer. Ech weess net, ob e sech nach kann drun erënneren.

Jiddefalls an deem Gesetz ass du ganz kloer definéiert ginn: Wat ass OMP? Et ass jo engersäits ëm militäresch Asätz gaangen, anerersäits awer och ëm zivill Asätz. Och Ziviliste konnten also do mat impliz éiert ginn. Éischt OMP-Missioune sinn et natierlech scho virdru ginn. Ech denken u Kaschmir, Pakistan a Palästina. Wat och interessant war: datt eeben och Leit aus dem Privatsecteur konnte mat hei engagéiert ginn. Datt och deene Leit gewësse Privileegien zouerkannt gi sinn, ass aus eiser Siicht net méi wéi normal. Ech wëll just drun erënneren, datt zum Beispill déi Zäit, wéi déi Leit op där Missioun waren, fir hir Pensioun duebel ugerechent ginn ass. Deemools sinn et och scho Spezialprimme ginn. A Lëtzebuerger Frang: Déi hu variéiert tëschent 64.000 a 77.000 Frang.

Här President, Lëtzebuerg ass natierlech e Land, wat sech a senger Geschicht ëmmer no baussen opgemaach huet. Dat ass och ganz richteg a ganz wichteg. A besonnesch, mengen ech, nom Zweete Weltkrich hu mer de Kontakt no internationalen Organisatioune gesicht - wéi d'NATO, wéi d'Europäesch Unioun, wéi d'OSZE, wéi de Conseil de l'Europe. An ech mengen, et ass just dat, wat och d'Stäerkt vun dësem klenge Land ausmécht. Mir sinn entre-temps ganz gutt duerch d'Welt vernetzt a mir mussen dat och an Zukunft weiderhi gutt fleegen.

Dat gëllt natierlech och besonnesch fir eis Zesummenaarbecht um militäresche Plang. Natierlech stellt sech dann och direkt d'Fro: Brauch e Land wéi Lëtzebuerg mat 620.000 Awunner iwwerhaapt eng Arméi? Aus der Siicht vun der Demokratescher Partei ass déi Fro ganz séier beäntwert, an zwar mat engem klore Jo. Natierlech brauche mir keng Arméi, fir Kricher ze féieren. Natierlech stelle mir keng Hegemonie-Uspréch. Mir brauchen awer eng Arméi aus solidaresche Grënn, an och virun allem aus humanitäre Grënn.

Et gëtt jo ee Schlësselelement an der Geschicht vun der Lëtzebuerger Arméi: Dat war 1967, wéi dann - et kann ee bal haut soen - an engem Hauruckverfahren d'Obligation militaire, also den obligatoresche Militärdéngscht, ofgeschaaft ginn ass. Dat war duerch d'Gesetz vum 29. Juni.

Haut befanne mer eis natierlech an engem ganz aneren Ëmfeld. Et kann een 2021 net méi mat 1967 vergläichen. D'Konflikter hunn zum Deel eng ganz aner Dimensioun kritt, woubäi d'Ursaachen nach ëmmer oft déi selwecht sinn, sief et datt d'Ethnien ënner sech net eens ginn, sief et datt et religiéis Iwwerzeegunge sinn, déi zu Konflikter féieren, oder sief et eeben och aner Ursaachen.

Dat kënnen natierlech laang Konflikter sinn - Stéchwuert „Syrien". Dat kënnen natierlech awer och ganz kuerz brutal Ugrëffer sinn, terroristesch Attacke virun allem. Jiddefalls ass et esou, datt mer bal keen Dag erliewen, wou net iergendwou eng nei Konfliktsituatioun op der Welt entsteet.

Dat bréngt also mat sech, datt mer mussen nei Iwwerleeunge féieren, neien Erausfuerderungen eis stellen, wat d'Sécherheetspolitik insgesamt ubelaangt. An da gëtt natierlech déi international Zesummenaarbecht ëmmer vill méi wichteg. Deem däerf sech och net e kleng Land wéi Lëtzebuerg verschléissen. Dowéinst ass et och ganz ënnerstëtzenswäert, datt mer eis an deem Sënn an déi Richtung engagéieren.

Ech wëll drop hiweisen, datt mir eis zum Beispill um Niveau vun der NATO net onbedéngt musse bretze mat eisem Bäitrag. Dee läit de Moment bei plus ou moins 0,7 % vun de PIB. Do leie mer wäit ënnert der Moyenne, kann ee scho bal soen. Mir däerfen also och an Zukunft net de Luusspätter spillen, au contraire. Och mir mussen eise Bäitrag leeschten. An do si mer ouni Zweifel dann och gefuerdert.

Et gëtt natierlech eng Rei aner Ursaachen, firwat datt an Zukunft vläicht nei Momenter wäerten entstoen, wou d'Sécherheet dann eeben och a Fro gestallt ass. Ech denken u d'Ëmweltproblematik. Ech denken u Cyberattacken. Ech denken natierlech un déi permanent terroristesch Ugrëff insgesamt.

An deem Gesetz hei sinn natierlech eng Rei wichteg Saachen elo, déi änneren. Dowéinst ass et och gutt, datt d'Gesetz vun 1992 iwwerschafft ginn ass, well mer jiddefalls haut net méi kënne reng vun enger Opération pour le maintien de la paix schwätzen, mee mir musse vun enger Gestion de crise schwätzen. An deen Term „crise" muss een och vill méi breet gesinn. Dee limitéiert sech net nëmmen op déi reng klassesch Krisen, mee deen huet haut, wéi gesot, bedéngt eeben och duerch aner Ursaachen, eng vill méi vast Bedeitung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kärstéck vun dësem Gesetz ass natierlech eng verstäerkten Abannung vum dem Parlament an den Entscheedungsprozess vun esou Missiounen. Ech mengen, dat ass och ganz gutt esou. Dat kann een als Parlamentarier nëmme begréissen.

Et ass eng Stäerkung vun dem Lëtzebuerger Parlament, virun allem, wéi gesot, wat en internationaalt Mandat ubelaangt um Niveau vun der NATO, Peace Enforcement oder Battlegroups um Niveau vun der Europäescher Unioun. Do muss jo souguer bannent dräi Deeg en Debat geféiert ginn.

Elo kann een natierlech a priori soen: Ass dat logistesch iwwerhaapt méiglech? Stellt Iech emol vir: Mëtt August kënnt iergendwéi eng gréisser Kris op der Welt op a bannent dräi Deeg muss d'Chamber zesummekommen, fir doriwwer ze diskutéieren.

Ech gesinn dat awer a priori elo net als e grousse Problem un. An, ech mengen, grad déi Zäit, an där mer elo liewen, beweist jo awer, wéi flexibel d'Chamber ka sinn an och muss sinn! Mir sinn net méi spéit wéi deen Dag viru Chrëschtdag hei moies zesummekomm, also dierft et och kee gréissere Problem sinn, fir eng Kéier mëtten an der Vakanz zesummenzekommen - wa sech dann, wéi gesot, déi Situatioun géif stellen.

Op där anerer Säit ass et natierlech och esou, datt déi Missiounen awer och net kënnen eleng vun dem Pouvoir exécutif decidéiert ginn. Ech mengen, dat muss een och ganz däitlech, ganz kloer hei soen. An et gëtt jo Länner, déi eis dat virmaachen. Ech denken natierlech un Däitschland, obwuel et elo schwiereg vläicht ass, Däitschland a Lëtzebuerg mateneen ze vergläichen, well Däitschland jo awer eng aner historesch Vergaangenheet huet.

Wat och interessant ass an och wichteg ass: datt, wéi gesot, déi zoustänneg Ministere musse spéitstens all dräi Méint hei an d'Chamber komme respektiv an déi zoustänneg Kommissioun an dann och Rapport maachen iwwert d'Entwécklung vun den eenzele Missiounen. Dat gëllt natierlech net fir d'Trainingsunitéiten. Ech mengen, dat ass ganz evident.

Wann, wéi gesot, Situatiounen antrieden, wou muss schnell gehandelt ginn, dann ass et kloer, datt mer eng Prozedur mussen hunn, déi och effikass ass. An do war jo bis dato am Fong dat awer e bësse méi holpereg, fir et emol esou auszedrécken. Engersäits huet missen den Avis vum Conseil d'État virleien, anerersäits ass och nach d'Conférence des Présidents consultéiert ginn. Ech wëll elo weeder deem engen Organ nach deem aneren Organ ze no trieden, mee an där ganzer Problematik hei muss awer eeschthaft hannerfrot ginn, ob souwuel de Conseil d'État wéi och d'Conférence des Présidents nach ëmmer muss an deen Entscheedungsprozess mat agebonne ginn. An dat gëtt jo och dann elo hei u sech domadder ofgeschaaft.

Et ass och diskutéiert ginn hei - a mäi Virriedner huet dat scho gemaach - iwwert déi bilateral Kooperatioun. Ech mengen, mir hunn dat op déi Manéier elo richteg gesinn, datt déi Iddi fir de Moment, wéi gesot, elo emol fale gelooss ginn ass.

Dann zu deem weesentleche Punkt och vun dësem Gesetz, dat ass natierlech déi sougenannte Fluchprimm. Ech gi ganz éierlech zou, an ech mengen, et ass mer net eleng esou gaangen, wéi een erkläert kritt huet, datt eng Primm accordéiert gëtt ... Dat ass net méi wéi verständlech. Ech mengen, ech wëll dat net am Detail hei erëm opléschten, dat geet bis 106 Punkten. Dat ass och meritéiert, datt natierlech déi Primm och nach weiderhin zouerkannt gëtt fir eng Aktivitéit, déi een net méi ausüübt. A priori ass et awer, mengen ech, ubruecht, datt ee sech doriwwer och e puer Gedanke mécht. An ech kucken nach, och wann de Sall elo net grad esou voll hei ass, mee et sëtzen eng Rei Kolleegen aus de Gemengen hei, déi wëssen awer och, wou reegelméisseg zum Beispill Leit, déi an de Genoss vun enger Primm komm sinn, well se déi an déi Fonctioun haten, op eemol déi Fonctioun net méi ausgeüübt hunn, wou een deene Leit huet missen déi Primm ewechhuelen. Mir wëssen, wat dat ëmmer fir Kämpf duergestallt huet. Also vum Prinzip hier ass et natierlech zumindest awer berechtegt, datt ee sech doriwwer Gedanke mécht.

Elo si mer natierlech hei an enger anerer Situatioun. Mir kruten dat jo och vum Minister plausibel erkläert an der Kommissioun. Mir wëssen, datt et engersäits schwéier ass, Leit ze rekrutéiere fir eeben d'Fonctioun vum Kommandant, vum Pilot vun de Fligeren, sief et den A400M oder sief dat aner Fligeren, déi, wéi gesot, am Déngscht vun der Arméi stinn.

Zweetens muss een och wëssen, datt mer natierlech och a Konkurrenz sti mam Privatsecteur, wann et och gewosst ass, datt jo am Privatsecteur op verschiddenen Airlinen natierlech ganz aner Gehälter bezuelt ginn.

Vun deem Standpunkt hier gekuckt ass et also berechtegt, datt déi Primm u sech och nach ausbezuelt gëtt, wann déi betraffe Persoun eeben eng aner Fonctioun oder net méi déi Fonctioun huet, déi se berechtegt hätt, déi Primmen nach ze kréien. Dat ass jo dann ..., de Stéchpunkt, kann ee soen, ass zwielef Joer. Ech mengen, déi Leit, déi manner wéi zwielef Joer geflu sinn, déi kréien natierlech net méi déi Héicht vun där Primm. Déi, déi méi laang geflu sinn, kréien natierlech e gewëssene Montant. An dat geet jo dann degressiv vun 100 %, mengen ech, bis op 60 % erof. Mee et ass natierlech, fir awer och déi Leit ze fideliséieren, et ass awer och, fir deene Leit nach zousätzlech awer e gewëssenen Ureiz ze ginn, fir sech op deem Niveau do ze engagéieren, soudatt mer natierlech als Demokratesch Partei dat dann och matdroen.

Vläicht zum Schluss nach eng Remark: Mir fannen et och richteg, datt mer e separat Gesetz hunn, wat eeben déi ganz OMPen ubelaangt. An et si jo och Leit, déi gemengt hunn, dat kéint een an d'Militärgesetz matabannen. Dat ass haut méi wéi jee net richteg. Et ass gutt, datt een dat separat gesäit. Et ass gutt, datt mer och elo en extrat Gesetz, wat mer schonn zënter 1992 hunn, wat mer elo nach méi detailléiert ausweisen. Dat ass och, wéi gesot, gutt esou. Dat garantéiert méi Transparenz.

Voilà! Ech wëll ofschléissend awer och nach dem Kolleeg Carlo Back e ganz grousse Merci ausspriechen, deen dat och op eng ganz kompetent Manéier hei virgestallt huet. An ech wäert selbstverständlech och den Accord vun der Demokratescher Partei bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Graas. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als klengt Land sinn eis Méiglechkeeten, fir déi global Sécherheets- a Verdeedegungspolitik matzebestëmmen, natierlech éischter begrenzt. An awer oder vläicht grad dowéinst si mir en engagéierten a fiabele Partner an internationale Bündnisser an hunn historesch gewuessen Allianzen opgebaut als Member vun der UNO, als Member vun der EU, vun der NATO, fir eis eege Sécherheet ze garantéieren, awer och fir en aktive Rôle ze spillen am gemeinsame Bestriewe fir méi eng sécher a méi eng friddlech Welt.

Derzou gehéieren och Friddensmissiounen an aner Operatiounen, déi a Konflikter a Krisen zum Asaz kommen. Et ass a mengen Aen eng Saach vu Solidaritéit, fir eisen Deel derzou bäizedroen, och wann eis Interventiounsméiglechkeete begrenzt sinn.

A well sech dat internationaalt Ëmfeld, d'Erausfuerderungen an d'Menacen an domat och d'Natur vun deenen Asätz an deene leschte Joerzéngte massiv verännert hunn, war et wichteg, fir d'Gesetz vun 1992, wou dës Asätz gereegelt sinn, un d'Realitéite vum Terrain unzepassen.

Mir begréissen et als LSAP ausdrécklech, dass mat dësem Gesetz de Kader aktualiséiert gëtt, fir d'Participatioun u verschiddenen Typpe vun Operatiounen ze erméiglechen a richteg ze kadréieren. Mir begréissen et awer och, dass d'Chamber a generell d'Diskussiounskultur an de Suivi ronderëm déi Asätz a ronderëm esou Missioune substanziell gestäerkt ginn.

Et ass wichteg, och ëffentlech iwwert de Bien-fondé vun internationale Missiounen an Operatiounen ze diskutéieren an domat och sécherzestellen, dass mir als Chamber en informéierte Suivi dovunner kënne maachen.

Kommt, mir soen et, wéi et ass: A verschiddene Fäll schécke mer Lëtzebuerger Zaldoten, Polizisten oder Ziviliste op Plazen, wou et wierklech geféierlech ass a wou natierlech och eppes geschéie kann. Dofir dierfen esou Entscheedungen net liichthäerzeg geholl ginn, et muss transparent kënnen diskutéiert ginn a duerno anstänneg suivéiert a kontrolléiert ginn. Déi Prinzippie gi mat dësem Gesetzesprojet nach weider gestäerkt, an dat fanne mir gutt esou.

Här President, de Fridden ass eng Idealvirstellung, déi mir weltwäit alleguer deelen, eng Illusioun fir déi eng an eng Grondphilosophie fir déi aner. An der UNO-Charta bekennt sech déi international Communautéit zu enger friddlecher Welt an och den Nordatlantik-Vertrag, deen d'NATO begrënnt, déi mir natierlech zum Deel och richtegerweis haaptsächlech als Militärorganisatioun gesinn, baséiert op dësem Prinzip an ënnersträicht a sengem éischten Artikel, dass d'Memberstaaten eng friddlech Léisung vu Konflikter ustriewe sollen. Mee, dat wësse mer heibannen alleguerten, Fridde schafen ass eng ganz komplex Affär. Krisen a Konflikter schéngen an deene leschte Joren Iwwerhand ze huelen a se ginn ëmmer méi villschichteg a se resistéieren och einfache Léisungen an oft resistéiere se och allen diplomateschen Efforten.

A wa mer uechtert d'Welt kucken, da gesi mer, dass op ganz villen, vill ze ville Plaze kee Fridden ass an och keen an Aussiicht ass, dass en do, wou en ass, deels ganz fragill ass oder just e Provisorium, eng Paus oder eng Absence vu bewaffnetem Konflikt, en attendant dass et erëm weidergeet.

Mir gesinn, dass mer trotz villen Erfarungen an trotz allen Déja-vuen - an et gëtt der vill - keng Gebrauchsanleitung hu mat engem Step-by-step-Guide Richtung Fridden. Dat hätte mer gären. An awer hu mer als international Communautéit eng ganz Rëtsch Outilen, fir an dëse Situatiounen trotzdeem ze agéieren.

Déi diplomatesch Léisung vu Konflikter muss dobäi natierlech ëmmer den alleréischte Choix sinn. Am Fong si mer eis jo alleguerte bewosst, dass mer nach vill méi a Preventioun missten investéieren, déi ënnert dem Stréch ëmmer méi gënschteg ass wéi all Militärasaz oder wéi all laangjäreg Missiounen.

A grad dofir setze mir eis jo als Land staark fir d'Diplomatie an d'Entwécklungszesummenaarbecht an. Meng Virriedner si schonn op d'Strategie vun den dräi „D"en agaangen. Ma wann d'Preventioun an d'Diplomatie awer eleng net duerginn, da brauche mer awer Instrumenter, fir Konflikter a Krisen ze geréieren, fir Leit ze schützen an heiansdo och Länner zréck op eng Trajectoire vum Fridden ze bréngen.

Et gëtt eng ganz Palett vu verschiddenen Operatiounen a Missioune vu ganz ënnerschiddlechen Acteuren, vun der Preventioun bis hin zum Peacebuilding, oft mat Interventiounen, déi all Efforte gläichzäiteg entaméieren. Dat geet vun Observatiounsmissioune vu Wale bei der OSZE, Dissuasiounsefforte vun der NATO iwwert d'Trainingsmissioune vun der EU bis hin zu Friddensmissioune vun der UNO.

Am Kader vun dësem Gesetz hate mer jo am Ufank Diskussiounen ëm d'Terminologie an der Kommissioun, wou och mir als LSAP drop gehalen hunn, d'Notioun vun de Friddensmissiounen explizitt am Titel ze behalen, dat souwuel vun der Symbolik hier, mee och well d'Opérations de maintien de la paix, notamment déi vun der UNO, eng ganz speziell Positioun anhuelen.

A well dëst mer wichteg ass, wëll ech kuerz op d'Evolutioun vun de Friddensmissiounen agoen. Mat der Charta vun der UNO huet déi international Communautéit eng Architektur opgebaut, fir den internationale Fridden an déi international Sécherheet oprechtzeerhalen. Dat ass virun allem den UNO-Sécherheetsrot, dee responsabel ass, fir sech ze concertéieren, fir Menacë fir den internationale Fridden ze erkennen an doropshin och déi noutwendeg Mesuren ze proposéieren an ze huelen.

An dem Kapitel 6 vun der UNO-Charta geet et spezifesch ëm déi friddlech Reegelung vu Konflikter, wou Sträit als Alleréischt natierlech duerch Negociatioun, Mediatioun, Conciliatioun a mat Hëllef vu regionalen Organisatioune geléist soll ginn. Et gouf sech awer och en zousätzlecht Instrument ginn, fir a spezifesche Situatiounen anzegräifen, an zwar grad dat vun de Friddensmissiounen. Si sinn zwar net explizitt elo an der UNO-Charta festgehalen, si hu sech awer mat de Joren iwwert déi sougenannte Blohelmer, déi jiddweree kennt, zu engem vun hire charakteristeschste Symboler entwéckelt, dëst och dowéinst, well dës Missiounen och haut nach op deenen dräi Grondprinzippie baséieren, wéi se an de 50er-Jore schonn am Kader vun der UNO-Missioun an der Suez-Kris definéiert goufen: dem Consentement vun allen involvéierten Acteuren, der Impartialitéit an der Gewaltenuwendung nëmmen a Situatioune vun Autodéfense.

Natierlech hu sech dës Missiounen am Laf vun de Jore weiderentwéckelt. Am Ufank waren et haaptsächlech Force d'interposition tëscht zwee Länner an herno ass et haaptsächlech drëm gaangen, e villsäitegt Instrument draus ze maachen, fir Konflikter ze geréieren an ze léisen, a si hu virun allem nom Kale Krich ëmmer méi komplex Aufgaben iwwerholl.

Wa mer eis beispillsweis d'Missiounen am Mali ukucken, wou jo och Lëtzebuerg um Terrain present ass, dann huet dat net méi vill mat der ursprénglecher Konzeptioun vun deene Friddensmissiounen ze dinn. Effektiv sinn et ganz villsäiteg Mandater an Aufgaben, déi mussen iwwerholl ginn: zum Beispill déi humanitär Hëllef ënnerstëtzen; Friddensprozesser ofsécheren; Wafferouen iwwerwaachen; Gouvernance stäerken; Mënscherechter, Rechtsstaatlechkeet fërderen; Desarmementer, Demobilisatiounen, Reintegratioune begleeden; an net ze vergiessen, d'Protektioun vun den Zivilisten.

Iewescht Zil vun allen Interventioune muss et sinn, fir politesch Léisungen ze fannen, dat ass kloer, fir nei Konflikter ze verhënneren, déi negativ Auswierkunge vum Konflikt op Populatiounen ze limitéieren an d'Weechen ze stelle fir eng méi resilient an nohalteg Gesellschaft.

Här President, mir hunn an deene leschte Joerzéngte ganz vill Lektioune musse léieren, deels tragescher, wann et ëm Auslandsoperatioune gaangen ass. Ech denken elo zum Beispill u Somalia, u Ruanda, den Irak, Libyen, d'Demokratesch Republik Kongo oder de Südsudan. Och d'Missioun am Afghanistan, déi jo an noer Zukunft op en Enn komme wäert, ass allerhéchstens eng ambigu Victoire.

Mir hu misse léieren, dass mer als Outsider nëmmen e limitéierten Afloss op d'Trajectoire vun anere Länner hunn. Et wier vermiessen ze mengen, mir kéinten oder dierften aner Länner no eise Virstellungen ëmgestalten. A mir hu begraff - déi eng vläicht méi wéi déi aner -, dass och militäresch Pouvoire ganz limitéiert sinn, wa se net strateegesch a mat engem spezifesche politeschen Zil agesat ginn. Wann do hannendru keng politesch Léisung prett ass, da si se souguer oft carrement kontraproduktiv, do wou se agesat ginn. Awer wann d'Preventioun an d'Diplomatie eleng net duerginn, dann hu mer mat dësen Operatiounen a Missiounen eng Handhabung, fir Sécherheet ze assuréieren a Fridden eebe méi no ze kommen.

A kommt, mir vergiessen net, dass och der NATO eng politesch Visioun zugronn läit mat demokratesche Grondwäerter an dem ausdréckleche Bestriewen, zu enger pazifistescher Reegelung vu Konflikter bäizedroen.

Mir hunn net zulescht am Kader vun der Pandemie gesinn, dass d'NATO duerchaus zousätzlech Vokatiounen an der Krisegestioun kann iwwerhuelen. Si huet déi zivill Krisegestioun ënnerstëtzt, medezinescht Material a Patienten transportéiert, Militärspideeler opgeriicht a Rekordzäit an e Pandemic Response Plan lancéiert. D'NATO kann also och an Zukunft wäit iwwer militäresch Operatiounen eraus e ganz wichtegen Acteur sinn.

Well dat awer alles elo e bësse ganz héich flitt, wollt ech trotzdeem op dëser Plaz mat Hëllef vu véier Beispiller drop agoen, wat fir spezifesch Aufgabe Lëtzebuerg am internationale Sécherheetskontext iwwerhëlt.

Éischtens: Am Mali participéiere mir am Moment an der MINUSMA, wou eis Leit virun allem satellitär Ekipementer vu GovSat installéieren an astandhalen, fir verschidde Regioune vum Mali mat deenen aneren a mam Quartier général ze verbannen, ënnereneen ze connectéieren. Lëtzebuerg mécht awer och mat bei der Trainingsmissioun vun der Europäescher Unioun, wou mer mat derzou bäidroen, fir déi territorial Integritéit vum Mali erëm hierzestellen an d'Populatioun virum Terrorismus ze protegéieren.

Zweetens wäerten deemnächst Lëtzebuerger Poliziste bei der EU-Police-Missioun an de palästinenseschen Territoiren an den Asaz kommen, wou si hiren Deel derzou bäidroen, fir der palästinensescher Autoritéit a Saache Police an État de droit zur Säit ze stoen.

Drëttens: Am Afghanistan huet Lëtzebuerg zur NATO-Missioun Resolute Support bäigedroen, déi jo spéitstens am September op en Enn goe wäert. Zwee Membere vun der Lëtzebuerger Arméi sinn hei zu Masar-e Scharif deployéiert a ginn Ënnerstëtzung a Saache Formatioun an Assistance vun der afghanescher Arméi. An deem Zesummenhang war Lëtzebuerg och un der viregter NATO-Missioun bedeelegt, wou eis Zaldote mat derzou bäigedroen hunn, fir d'Sécherheet vun de Flughäfen zu Kabul an zu Kandahar ze assuréieren.

A véiertens: Lëtzebuerger Zaldote sinn och an engem Battlegroup vun der NATO Enhanced Forward Presence a Litauen am Asaz, wou et sech virun allem ëm eng defensiv an dissuasiv Operatioun handelt.

Et kéint een nach vill weider Beispiller hei nennen, well Lëtzebuerg huet an der Vergaangenheet schonn un enger ganzer Rei vun Operatioune participéiert.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn eis alleguer eens, dass souwuel d'Ausriichtung wéi och d'Konzeptioun an de Stellewäert vun dëse Missiounen iwwert déi lescht Joerzéngte fundamental changéiert hunn. A wann d'Erausfuerderungen an d'Ufuerderunge sech änneren, da musse mir oppassen, da musse mir nozéien.

An deem Kontext ass et an den Ae vun der LSAP essenziell, fir eisen nationale Kader, deen eis Participatiounen un esou Missiounen encadréiert, reegelméisseg ze iwwerpréiwen. A mir sinn der Meenung, dass mer mat dësem Gesetz dee richtegen Equiliber fonnt hunn tëscht enger gudder Reaktivitéit, déi a Krisesituatiounen natierlech zentral ass, an transparenten, robuste Prozeduren, ouni déi et an eisen Aen net geet. Dofir och e Merci un de Minister, dee sech ganz oppe gewisen huet fir d'Propositioune vun der Kommissioun an och bereet war, d'Chamber an der ganzer Prozedur zousätzlech ze stäerken.

Dem Rapporter op dëser Plaz awer och e grousse Merci, dee ganz am Detail op all d'Facetten agaangen ass an eis professionell an déi Matière hei ageféiert huet. Dat ass natierlech eng wonnerbar Viraussetzung fir all Riedner, deen duerno kënnt.

E puer Saachen nach zum Schluss: Mir waren als Chamber Demandeur, fir souwuel beim Lancement vun de Missioune wéi och duerno beim Suivi eng kloer a prezis definéiert Responsabilitéit ze iwwerhuelen. Déi Responsabilitéit, déi musse mer natierlech och elo ganz eescht huelen. Eng Neierung, déi mer ausdrécklech begréissen, ass d'Obligatioun, fir en Débat public ze organiséieren, am Fall wou et sech ëm eng Peace-Enforcement-Missioun handelt oder ëm eng Operatioun, déi am Kader vu multilaterale Gruppementer an internationale Mandater duerchgeféiert gëtt.

Virun allem beim Peace Enforcement, wou et jo bekanntlech zum Asaz vu militärescher Gewalt komme kann an de Risiko deementspriechend och méi héich ass, ass eng ëffentlech Debatt iwwert d'Participatioun vu Lëtzebuerg méi wéi ubruecht.

Gutt fanne mir och als LSAP, dass de Suivi vun de Missioune verstäerkt an dësem Gesetz verankert gëtt, andeems den zoustännege Minister d'Chamberskommissioun all véier Méint iwwert den État des lieux informéiert. Och dat stäerkt déi ganz Prozedur an erlaabt gläichzäiteg e bessere politesche Contrôle. Och déi reglementaire Modalitéite ronderëm den Asaz vun de Forces de réaction rapide, a meng Virspriecher hunn och schonn dovunner geschwat, dat si jo speziell Fäll mat ganz spezifeschen Exigenzen, déi un déi Leit gestallt ginn, fannen eis Zoustëmmung. Hei schwätze mer vun der Very High Readiness Joint Task Force vun der NATO oder den EU Battlegroups, bei deenen d'Delaie fir hiren Asaz oft extreem enk sinn a wou opgrond vun der kritescher Situatioun ganz schnell muss gehandelt ginn.

Obwuel dëst wéinst der Natur vun deenen Operatiounen net evident ass, gouf och fir dee spezifesche Fall eng gesetzlech Grondlag festgehalen. An dat begréisse mir ausdrécklech.

Mir stinn och zur degressiver Prime de vol, déi mer an der Kommissioun laang duerchdiskutéiert hunn an déi an dësem Gesetz verankert ass. Mir deelen hei d'Meenung, wéi se och an aneren NATO-Länner besteet, dass mer all Efforte maache sollen, dass déi héich spezialiséiert Persounen, ëm déi et hei geet an déi mer och mat ëffentleche Moyene gutt forméiert hunn, mat hirem Knowhow an hirer Expertis dem Secteur erhale bleiwe mussen.

Här President, ech wëll zum Schluss nach eemol ënnersträichen, dass mir och als klengt Land mat begrenzte Méiglechkeeten eng entscheedend Roll kënne spillen an e konstruktive Bäitrag an deene Strukture kënne leeschten, vun deene mir en Deel an och e Beneficiaire sinn. Dëst Gesetz ass e ganz gutt Beispill dofir, dass mer reaktiv sinn a bereet, eis kontinuéierlech un déi nei Begeebenheeten unzepassen.

Mee et ass net dat eenzegt Beispill. An Zukunft wëlle mer weider versichen, nei Impulser ze setzen. Deemnächst wäerte mer en neit Arméigesetz kréien, wéi mer dat jo am Regierungsprogramm virgesinn hunn. Da gi wichteg Informatioune vehiculéiert an et kommen interessant Diskussiounen op eist Land zou, och am internationale Kontext. An dat bitt och eng Chance fir eis als Lëtzebuerg, eis fir d'Zukunft ze positionéieren, och an dem internationalen Ëmfeld an an den internationalen Diskussioune matzemaachen.

Mëttelfristeg plange mer d'Konstruktioun vun engem Militärspidol, dat eis nei Expertis bréngе wäert an eng Valeur ajoutée wäert si fir eis a fir eis Partner, souwuel am militäresche wéi och am zivile Beräich. Och dat ass eng proaktiv Demarche, déi mir als LSAP begréissen. Ech sinn iwwerzeegt dovunner, dass mer och op deene Projeten esou konstruktiv zesummeschaffe wäerten, wéi dat bei dësem Projet de loi de Fall war.

An domat ginn ech den Accord vun der LSAP zu dësem Gesetz a soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och. An domat ass den Tour un der Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke géif ech natierlech gären dem Här Carlo Back villmools Merci soe fir säin exzellente Rapport. Ech weess, dass et net ganz einfach ass, fir e gréngen Netexpert en la matière dat ze maachen, mee Dir hutt Iech hei awer ganz gutt erageschafft gehat.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir gesitt, et muss e groussen Dag haut sinn, wann direkt zwee Grénger op d'Pult kommen, fir zu engem Defensesujet Stellung ze huelen. Mee dat hei ass eeben e wichtege Moment fir eis. Dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, ass nämlech e wichtegt Puzzlestéck an der gréngen Defensepolitik a soumat och en Deel vun der Äntwert op d'Fro: Wat mécht e grénge Minister als Defenseminister?

Gréng Politik, wann een an der Verantwortung ass, ass eeben net just op de Kärtheemen Ëmwelt a Klima, mee gréng Politik bedeit, dass een natierlech och an anere Beräicher kann a soll Paradigmewiesselen alauden an deemno natierlech och an der Verdeedegungspolitik. An der Verantwortung sinn, bedeit eeben och, dat kënnen ëmzesetzen, wat ee jorelaang an der Oppositioun gefuerdert huet.

An do hunn ech mech dann awer elo e bësselche gewonnert, wéi ech héieren hunn, wéi den Här Halsdorf gesot huet, mir géifen haut eppes realiséieren, wou den Här Braz sech deemools opposéiert hätt. Bon, Dir wësst, ech sinn elo nach net esou laang dobäi. Ech hunn deen Debat deemools och net mat verfollegt. Et schéngt mer awer trotzdeem, well ech hunn e puer Saachen nogelies, och déi den Här Braz gesot huet, do schéngt dat mir awer e bësselchen eng kreativ Aart a Weis ze sinn, mam Historique vun dësem Dossier ëmzegoen.

Här President, am Dezember 2007 stoung de Félix Braz nämlech als verdeedegungspolitesche Spriecher vun der nach e bësse méi klenger gréngen Fraktioun hei op menger Plaz an huet sech zu der Thematik follgendermoosse geäussert. Hie sot zur Fro vum Entscheedungsprozess an de Prozeduren am Fall vun enger Missioun oder engem Asaz, an ech zitéieren hien: „Wou mir Gréng [...] awer insistéieren, ass, dass d'Parlament muss agebonne ginn, an zwar net nëmmen op eng konsultativ Aart a Weis, mee mir sinn der Meenung, dass d'Regierung do gutt berode wär, sech op e Wee ze beweegen, dee kloermécht, dass d'Regierung a kengem Fall envisagéiert, Leit a Konflikter ze schécken, ouni den Assentiment vun der Chamber oder zumindest vun der Majoritéit vun der Chamber ze hunn", fir herno ofschléissend dann ze soen, dass mer mussen op e Konsens kommen, dee kloermécht, dass, an ech zitéieren erëm: „ouni demokratesch Legitimatioun an Ënnerstëtzung duerch d'Parlament a keng Engagementer vun der Regierung soll ginn."

Dëst am Fong fir ze illustréieren, firwat mir eis haut esou kënnen driwwer freeën, d'Friichte vun eisem Engagement hei ze gesinn. Natierlech, an dat ass jo och esou am Rapport erëmzefannen, ass dëse Projet de loi schonn am Juni 2018 deposéiert ginn. Do war also scho vill Viraarbecht vum viregten Defenseminister Étienne Schneider geleescht ginn. Par contre war et fir eis an am Endeffekt och fir d'Kommissioun relativ schnell kloer, dass mir mat dësem Projet de loi kéinten e gudde Krack méi wäit goen an tatsächlech kéinten eng Partie vun eise laangjärege Fuerderungen ëmsetzen, soudass mer schonn am Februar 2019 zesummen an der Kommissioun d'Entscheedung getraff hunn, dem Projet e ganz neien Twist ze ginn.

Am Januar 2020 hu mir dunn eng ganz nei iwwerschaffte Versioun an der Kommissioun presentéiert kritt, déi wierklech e Meilesteen a Saachen Transparenz an demokratescher Kontroll am Beräich vun der Verdeedegungspolitik duerstellt.

Bon, esou wéi de Rapporter Iech et am Detail erklärt huet, gi mer mat dësem Projet de loi hin an änneren dräi Gesetzer of. D'Detailer heizou hutt Der jo scho kritt an och meng Virriedner a Virriednerin hu sech schonn am Detail domat befaasst. Dofir géif ech elo vun der Geleeënheet profitéieren, fir op dee spezifesche Volet anzegoen, deen eis Gréngen hei am meeschten um Häerz läit, nämlech dee vum Kader vun den internationale Missiounen, der Transparenzflicht, dem Abanne vum Parlament als reellt Kontrollorgan an dat Ganzt ouni op Käschte vun der Reaktivitéit vun eiser Arméi ze goen, well mir wëlle jo och an Zukunft en zouverlässege Partner sinn.

Aktuell ass et jo esou, dass d'Prozedur virgesäit, dass nom Conseil de Gouvernement nach déi zoustänneg Kommissiounen, de Conseil d'État an d'Conférence des Présidents musse consultéiert ginn. An dat féiert dozou, dass mer do eng relativ laangwiereg Prozedur hunn, déi net en accord ass mat den Ufuerderungen, déi een zum Beispill vun der NATO oder der EU gestallt kritt.

Dat ass eng laangwiereg Prozedur, déi zwar vill Acteuren impliziéiert, dofir awer net onbedéngt eng effikass demokratesch Kontroll zouléisst.

Wat genee gesinn eis Amendementer also elo vir? Et geet drëm, d'Roll vun der Chamber ze stäerken.

Éischtens geet et drëm, déi zoustänneg Chamberskommissioun weiderhi fir all Missioun ze consultéieren.

Zweetens, an dat ass e ganz wichtege Punkt, den Débat public an der Chamber, dee virgesi gëtt fir méi sensibel Missioune vum Typ Peace Enforcement oder fir Missiounen am Kader vu multinationalen Truppen, déi am Kader vun engem Mandat deployéiert ginn, zum Beispill Schnellagräiftruppe vun der EU oder vun der NATO. An hei kann natierlech dann och all politesch Sensibilitéit sech äusseren a sech positionéieren.

An drëttens geet et dann ëm déi reegelméisseg trimestriell Informatiounsflicht an der Chamberskommissioun, wou d'Deputéiert also musse reegelméisseg iwwert déi jeeweileg Missiounen um Lafende gehale ginn.

Den Avis vum Staatsrot ass dann elo en contrepartie net méi obligatoresch, wouduerch och d'Prozedure kënnen acceleréiert ginn en cas de besoin, wat awer net enger Schwächung vun der Kontroll gläichkënnt, vu dass de Conseil d'État sech an dëse Fäll net um Fong prononcéiert huet. An dat selwecht gëllt fir d'Conférence des Présidents, déi bis elo huet misse saiséiert ginn, wat eigentlech doppelt gemoppelt war, well gläichzäiteg eeben déi zoustänneg Chamberskommissioun och huet misse saiséiert ginn. A par contre gëtt dat heiten awer wettgemaach duerch de Fait engersäits, dass natierlech déi zoustänneg Chamberskommissioun weiderhi muss saiséiert ginn, mee virun allem duerch de Fait, dass et zu engem ëffentlechen Debat an der Chamber muss kommen.

Am Fall vun de Rapid Reaction Forces gesäit dës Prozedur allerdéngs anescht aus, well mer hei ëmmer am Cas de figure vun der Urgence sinn. Hei gesäit den Text jo vir, dass d'Prozedur via Règlement grand-ducal lancéiert gëtt dee Moment, wou Lëtzebuerg sech engagéiert, un esou enger Rotatioun deelzehuelen, an dass, sollt den Eeschtfall antrieden an eng Missioun sollt stattfannen an deem Zäitraum, wou mir en alerte sinn, dass dann d'Entscheedung vun der Regierung wäert geholl ginn, nodeems déi zoustänneg Chamberskommissioun consultéiert ginn ass a jee nodeem déi ëffentlech Debatt an der Plenière stattfonnt huet. Dësen Debat muss dann och innerhalb vun dräi Deeg stattfannen.

Mir verbannen also heimadder Reaktivitéit, also Verlässlechkeet als internationale Partner mat demokratescher Kontroll. An aus all deem ergëtt

sech, dass dëse Projet de loi kloer den Usproch huet, eisem Land den néidege Kader ze ginn, fir de sécherheetspoliteschen Erausfuerderunge vum 21. Joerhonnert gerecht ze ginn.

Lëtzebuerg huet sech engagéiert, eng méi aktiv Roll op der internationaler Bün anzehuelen, notamment well mer der Iwwerzeegung sinn, dass d'Verdeedegung vu Mënscherechter eis all eppes ugeet an dass mir als Deel vun engem multilaterale System eis eiser Verantwortung net entzéie kënnen.

Dëse Projet de loi beweist och, dass d'Transparenz an d'Rechenschaftsflicht och oder grad an der Defense méiglech a wichteg sinn an dass Missioune mussen kënnen demokratesch kontrolléiert an duerch eng ëffentlech Debatt legitiméiert ginn.

Mat dësem Projet de loi hu mir op alle Fall e wichtege Schratt gemaach, fir dëst ze garantéieren. Dat Ganzt füügt sech dann natierlech och an e méi generelle Kader vu grénger Sécherheets- a Friddenspolitik an, well déi beschte Missioun ass nach ëmmer déi, déi net muss stattfannen. Well all Missioun biergt natierlech hir Risiken.

Leider ass et illusoresch ze mengen, dass ee sech zréckleenen an nokucke kann. An natierlech mussen och mir eis solidaresch mat eise Partner weisen an eis un internationale Missioune bedeelegen.

Op där enger Säit huet Lëtzebuerg an de leschte Joren dofir och staark um capacitairen Niveau investéiert. Mee et ass awer gutt, dass et net dobäi bleift, mee dass dëst eebe begleet gëtt duerchengersäits déi Iwwerleeungen, déi zu dësem Projet de loi geféiert hunn, nämlech méi Transparenz a méi Abannung vun der Chamber, wann et ëm Deploiementer geet, an anerersäits duerch déi méi breet ugeluechte Politik vun den „3D" - Diplomacy, Development and Defense -, wou mer och aktiv dru schaffen, Aussen-, Kooperatiouns- a Verdeedegungspolitik zesummen ze betruechten. Awer och d'zivill Missioune mussen hir Roll spille kënnen.

Mee mir mussen och un de Klimawandel denken, u Waasserknappheet, de Verloscht vun der Biodiversitéit an d'zouhuelend Verwüstung, well grad dës hu staark negativ Impakter op Gebidder, déi oft instabill sinn a wou Konflikter ëm Ressourcë ganz schnell am Klenge wéi och am Grousse ganz problematesch kënne ginn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Hei ginn Naturkatastrophen ëmmer méi heefeg an dës maachen hirersäits och erëm oft d'Hëllef vu baussen noutwendeg. Ressourcëknappheet ass en plus och en Närbode fir den Terrorismus a léist staark Migratiounswellen aus; Migratioun net just Richtung Europa, mee virun allem emol Landflucht Richtung Stied, oft iwwerbevëlkert Stied, wou et dann erëm un Infrastruktur an un Aarbechtsméiglechkeete feelt, wou d'Leit also finalement allze oft an der Perspektivlosegkeet sëtzen.

An natierlech setzen och grad do d'Dschihadisten u fir ze rekrutéieren. Grad an de vernoléissegte Milieuen ass d'Chance grouss, dass si Jonker fannen, déi keng aner Perspektiv gesinn, wéi sech hinnen unzeschléissen. Zum Gléck gëtt ëmmer méi an op all Niveau unerkannt, wat fir e risegen negativen Impakt déi global Ëmweltverännerungen provozéieren a wat fir schlëmm Auswierkungen dës op d'Sécherheetslag vu ganze Regiounen hunn - justement, well se och en Närbuedem fir den Terrorismus sinn -, op d'Sécherheet a Regioune wéi zum Beispill dem Sahel, wou eis Leit jo och am Mali present sinn.

Géint de Klimawandel virzegoen, op Good Governance vu Land an natierlech Ressourcen ze setzen, op zivill Capacitéiten ze setzen, all dat hëlleft, Konfliktursaache virzebeugen. An dofir mussen dës Considératiounen an eis Analysen zur Sécherheetspolitik matafléissen, dëst fir ze soen: Sécherheetsa Verdeedegungspolitik dierfen net méi esou rigid gekuckt ginn an et dierf net just den Hiewel bei den Investitiounen a militäresch Capacitéiten ugesat ginn.

Leider huet dee Paradigmewiessel weltwäit nach net iwwerall agesat, well eréischt rezent si mer gewuer ginn, dass d'Depensen an d'Defense weltwäit 2020 hiren héchsten Niveau bis elo erreecht hunn, an dat trotz Pandemie.

Natierlech brauche mer Capacitéiten, déi mer eis och amgaange sinn ze ginn. An natierlech bedeelege mer eis och u Missiounen, fir déi mer eis heimadder och een dem Zäitgeescht ugepasste Kader ginn hunn. Mee mir mussen dat Ganzt eeben och am Sënn vun der gréisstméiglecher Konfliktpreventioun gesinn an do hunn ech de Sujet natierlech och elo just konnten uräissen, esou vill Zäit hunn ech haut leider net. Mee et wäert Iech op alle Fall net verwonneren, wann ech Iech soen, dass mer och hei der Meenung sinn, dass besonnesch op europäeschem Plang nach kann eng ganz Schëpp bäigeluecht ginn.

Ech denken do natierlech och un d'zivill Capacitéiten, iwwert déi zënter Joren immens vill geschwat gëtt a wou mer eis awer relativ schwéierdinn. All Joer ginn enorm Zommen op EU-Niveau verpolvert - carrement verpolvert! -, well mer eis an der Defense net koordinéieren an x Programmer parallell lafen hunn. Wann do vill méi konsequent géif op Pooling and Sharing gesat ginn, wann um Niveau vum Research and Development nach vill méi konsequent géif zesummegeschafft ginn, da géife vill Gelder fräi ginn, déi an zivill Capacitéite kéinte fléissen, fir vill méi proaktiv kënne virzegoen.

Dir gesitt also, et ass och an aneren EU-Länner nach vill Potenzial fir gréng Verdeedegungsministeren.

Op alle Fall: All de Memberen aus der Kommissioun géif ech gären hei als Presidentin vun der Kommissioun e ganz, ganz grousse Merci soe fir déi ganz konstruktiv Diskussioun an Zesummenaarbecht, déi mer am Kader vun dësem Projet de loi haten. Ech wollt awer natierlech och dem Minister senge Leit Merci soe fir hir Approche an dësem Dossier a fir déi vill Viraarbecht, déi hei geleescht ginn ass, net zulescht awer och eiser Kommissiounssekretärin an eisem Fraktiounsmataarbechter e ganz grousse Merci fir déi enorm Aarbecht, déi an dëse Projet gefloss ass.

Ech weess, dat ass eppes, wat een no baussen net gesäit. Ech hat dat och selwer net geduecht, mee et ass wierklech bei dësem Projet de loi, wou ech gesinn hunn, wat et an der Praxis bedeit, eng Lettre d'amendement ze schreiwen, déi et wierklech a sech huet. An ech kann Iech confirméieren: Dat ass wierklech kee Kaddo! Dofir hinnen nach eng Kéier e grousse Merci.

Ech ginn heimadden och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wéilt dann och ufänke mat e puer Mercien, deen éischten un den Här Back fir e wierklech ganz komplette Rapport. An ech wëll awer och dem Här Minister Merci soen, well dat maachen ech jo elo net dacks, mee et kënnt vun Häerzen, well ech muss soen, et ass schonn aussergewéinlech, datt e Minister an d'Kommissioun kënnt an esou op d'Kommissioun lauschtert, wéi den Här Minister et hei gemaach huet. An dat wëll ech awer och extra ervirsträichen!

Ech muss awer och deene gréngе Kolleege soen, datt ech mat hirem Räsonement insgesamt awer Problemer hunn. D'Madamm Empain seet, déi gréng Verantwortung an déi gréng Politik, déi géifen och de Paradigmewiessel alauden, dat wär en Ausdrock vu grénger Verantwortung. Jo gutt, da muss awer e Wieler wëssen, deen déi gréng wielt, datt e riskéiert, eng 180-Grad-Kéier matzestëmmen, well dat ass et jo u sech. Well wann ech d'Walprogrammer vun deene Gréngen - an ech hunn déi ëmmer ganz genee gelies, dat huet mech ëmmer interesséiert - an de leschte Joren kucken, do war net rieds vun all deenen Operatiounen, déi elo hei gemaach ginn.

Mir musse wëssen, wat mer hei maachen. Hei maache mer u sech eng Porte op, also eng Dier op, fir all Operatioune bis hin, awer net bis dohinner, zum Niveau vun der Krichserklärung. Mee mir hunn hei eng ganz Panoplie vun Operatiounen, déi bedeiten, datt mer déidlech Gewalt asetzen an och mussen erleiden, eis Zaldoten. An dat muss een einfach kloer soen. Dat geet ganz wäit! Dat si Peace-Enforcement-Missions an dat heescht dann alles ganz schéin. Mee et heescht, datt mer och a Situatioune vu militärescher Gewalt operéieren.

Dat Gesetz huet dräi Voleten, wéi gesot: Missiounen am Ausland, Primes de vol, Fonds d'équipement militaire. Mir sinn domadder d'accord, mee mir mussen awer eng ganz Rei Iwwerleeungen ustellen.

Eng éischt Iwwerleeung, déi ech Iech wéilt proposéieren, ass de rechtleche Kader, an zwar, deen net nëmmen national ze kucken, well den nationale Kader reegele mer haut, mee déi Interventiounen, fir et emol esou ze soen, och emol international ze kucken.

Mir hunn do eng Lacune internationale, eng Grozon. Et ass esou, datt mer am Militärrecht, fir et emol esou ze soen, dräi relativ kloer Domänen hunn: de „jus ad bellum" - wéini däerf ech Krich féieren? -, de „jus in bello" - wat maachen ech am Krich? - an dat humanitäert Recht, de Schutz vun Zivilisten, vun Netcombattanten an esou weider. Mee u sech hu mer an der Praxis ëmmer méi - zënter dem Enn vum Kale Krich - Interventioune, bei deene just par analogie Militärrecht applizéiert gëtt. Mee mir missten eis eng Kéier - net mir eleng als Lëtzebuerg, mee och op internationalem Niveau - derfir asetzen, datt mer d'Interventiounsrecht an deem Sënn oder d'Recht an Interventioune preziséieren.

Dat Gesetz hei stëmmt an der Richtung. Et kéint ee munches nach kritiséieren. DVirriedner hunn dat gemaach, wat d'Terminologie ugeet, wat d'Prozeduren ugeet an esou weider. Mee wat geschitt hei? Mir passen eis den Zäiten un a mir passen eis den neie Realitéiten un. Dat ass komplizéiert, et ass divers, et ass och dacks geféierlech. An dowéinst gëllt et, pragmatesch ze sinn, flexibel, gutt ekipéiert a gutt trainéiert, fir déi Leit, déi dohiginn.

An ech wéilt och d'Geleeënheet notzen, fir all deene Merci ze soen, déi schonn an esou Operatioune gedéngt hunn, hinnen, hire Familljen, hire Frënn, well si hu villes op sech geholl an och an Zukunft wäerte mer nach dacks Leit brauchen, déi dee Courage hunn, fir sech an esou Missiounen ze engagéieren.

Wat war de Kontext 1992 beim éischte Gesetz? Ech mengen, den Här Graas hat och schonn e bëssen dovunner gezielt. Et muss ee wëssen, um Enn vun der Sowjetunioun, dem Zesummebroch vun der Sowjetunioun no der Opléisung vum Warschauer Pakt, war och hei am Land eng Diskussioun: Brauche mer eng Arméi oder brauche mer keng?

An dat heite war eng vun deenen Initiativen, déi deemools geholl goufen, well a verschiddene politesche Parteien, notamment bei de Sozialisten, eng ganz kloer Tendenz war, fir ze soen: Mir brauche keng Arméi méi. An dat heite war och mat sozialistescher Regierungsbedeelegung deen Abléck eng vun den Initiativen, déi geholl goufen niewent e puer aneren, fir der Arméi eng Raison d'être ze assuréieren. An dat war eigentlech de Kontext, wéi dat Gesetz hei koum. Dat erkläert och, firwat d'Prozedure relativ schwéierfälleg waren. Et gouf keng Erfarungswäerter. Et goung drëm, deene Leit, déi Zweifel haten, méiglechst vill Assurancen ze ginn. An doduerch ass e Präis bezuelt ginn. Dat ware relativ schwéierfälleg Prozeduren. An et gouf och bal keng Erfarunge vun esou Auslandsasätz ausser dem Koreakrich, wou d'Lëtzebuerger Arméi eeben och derbäi war.

Elo e puer Kommentare vläicht, wat d'Militärescht, d'Politesch an de Bilan ugeet. Militäresch musse mer soen, datt mer mussen oppasse bei all deenen Operatiounen. Mir hunn net vill Moyenen. Mir mussen oppassen bei deem, wat een nennt an der Arméi den „Overstretching", datt mer net ze vill matenee maachen. Mir hunn déi Mëttelen net. Mir mussen och oppassen, datt mer eis Leit am Militär - mir hunn der net vill - net ze vill belaaschten an datt mer och net ze vill vun hinne verlaangen. Mir sollen e puer cibléiert Saache maachen an net ze vill mateneen.

D'Strukture vun der Arméi mussen iwwerduecht ginn, well mer eis eebe mussen upassen. Mir mussen och déi Ligne directrice an esou weider periodesch iwwerpréiwen. Mir hunn d'Ekipementer. Mir musse verschidde Saache vläicht an d'Arméi integréieren, Här Minister, fir d'Loftopklärung. Dat ass eng Saach, mir hunn eis ëmmer do op zivill Firme verlooss, fir dat ze maachen. Dat ass rechtlech net gutt, wa mer dat maachen. Och wann deene Piloten eppes géif geschéien an enger Operatioun, wär dat net kloer, wéi ee Statut déi hätten. A wann Der an der Zukunft iwwerleet, wéi Der d'Arméi wëllt fir déi Admissiounen ariichten, da musse mer d'Loftopklärung vläicht integréieren an d'Arméi.

Mir mussen och kucken, datt mer vläicht déi Asätz vun der Police professionaliséieren an eng Unitéit vu Militärpolizei maachen, e Genre Gendarmerie, fir kënne verschidden Operatiounen ze maachen. A Friddensoperatioune brauchen eng Reform vun der Militärjustiz. Déi ass net méi op der Héicht vun der Zäit. Awer si muss kënnen och am Ausland operéieren. Do referéieren ech mech och op d'Iwwerleeunge vu virdrun am Bezuch op d'Rechtssituatioun. A mir brauchen och deployabel medezinnesch Strukturen, en Hôpital militaire de campagne, dat kann een am Kader vum Militärspidol mat undenken, wat eis bei humanitären Operatioune ganz vill géif hëllefen.

Mir hunn och politesch Considératiounen ze maachen, och interner Natur. D'Kontroll vun der Chamber ass hei ugeschwat ginn. Ech kann dem Här Minister nëmme roden, och dann, wann et net esou an dësem Gesetz virgesinn ass, ëmmer d'Chamber ëm Rot ze froen. Ech mengen, wa mer esou Operatioune maachen, och wann et am Ufank vläicht net esou ausgesäit, si Geforen domat verbonnen. Et ass gutt, datt hei a verschiddene Situatiounen an der Pleniėre driwwer diskutéiert gëtt. Mee et soll een dat esou vill wéi méiglech maachen. Och wann et net explizitt am Gesetz virgesinn ass, hënnert näischt d'Regierung drun oder respektiv d'Chamber drun, fir esou eng Debatt ze lancéieren iwwer eng Operatioun. Ech mengen, domadder ass d'Regierung ëmmer besser ofgeséchert, wéi wa se sech nëmmen op hir Prerogative berifft an dat dann net mécht.

Extern musse mer och oppassen - dat ass jo och gesot gi vum Här Back an aneren -, datt mer en zouverlässege solidareschen Alliéierte sinn. Jo, si mer! Awer d'NATO ass komplizéiert hautzudaags. Mir erënneren eis u Kommentare vum President Macron, vun aneren, déi keng ganz positiv Bilanz vun der NATO gezunn hunn.

Mir mussen och kucken: Si ass ëmmer méi grouss, méi komplizéiert an déi strateegesch Interesse vu Verschiddenen an der NATO sinn net onbedéngt déi selwecht wéi eis. Och dat muss ee gesinn a mir brauchen eng Differenziatioun och an der NATO, wa se soll eng Zukunft hunn. Net nëmme mir, Lëtzebuerg, mee och aner Länner brauchen dat, fir eng nei Iwwerleeung ze féieren, och politesch, wéi een dat kann definéieren tëschent Solidaritéit op där enger Säit an Netengagement, méi Neutralitéit bei verschiddenen Operatiounen op där anerer Säit.

NATO muss ..., wann et eng politesch Struktur soll si mat enger Zukunft - et gëtt jo och Iwwerleeungsgruppen, déi e bëssen dat undenken -, brauche mer eng intellektuell Flexibilitéit, fir d'Solidaritéit am Kader vun der NATO ze definéieren. Dat ass eng grouss Aufgab.

Mir brauche sécher déi Flexibilitéit. Mir däerfen eis net a Konflikter eranzéie loossen, an deene mer u sech näischt verluer hunn. An do gëtt et eng Rei Iwwerleeungen an och Enseignementer, déi mer aus der Vergaangenheet mussen zéien, leider mussen zéien, muss ee soen. Ech erënnere just un den Irak-Krich, wou kloer e grousse Partner vun eis falsch Behaaptungen opgestallt huet am Sécherheetsrot vun der UNO, fir kënnen an dee Krich ze zéien. Dat ass inakzeptabel!

Mir mussen oppassen, datt mer eis net an esou Situatiounen eranzéie loossen. Mir brauchen eng aner Approche zu Russland. Mir si komplett an der Sakgaass an der Russland-Politik. Dat ass e politescht Versoen, wou déi zwou Säiten eng Verantwortung drun hunn. Mir mussen erauskommen aus där Sakgaass a mir mussen och eng aner Approche hu géintiwwer der arabescher Welt, well och do waren déi verschidden Operatiounen, déi vum Weste lancéiert goufen, u sech e Fiasko a Syrien an a Libyen. Klassescht Beispill: d'Affär Gaddafi am Irak-Krich. Mir hunn eigentlech eng Serie vun Echecken am arabesche Raum a mir mussen iwwerleeën, wéi mer elo do eis Positiounen nei iwwerdenken.

De Bilan vun den Operatiounen, fir vläicht dozou e Wuert ze soen, deen ass ganz ënnerschiddlech. A wa mer kucken, wéi eng Operatioune mer sollen an Zukunft maachen, musse mer jo och zréckkucken op dat, wat gutt geklappt huet oder net gutt geklappt. Gutt geklappt am Allgemengen hunn Deminage, Trainingsmissiounen, u sech Low-Level-Intervention. Humanitär musse mer onbedéngt méi maachen a mir mussen eis méi Capacitéite ginn, fir humanitär ze intervenéieren.

Ganz gutt geklappt huet och de Kampf géint d'Kriminalitéit am Kosovo-Asaz vun Intelligence, Surveillance, Reconnaissance. Dat si Missiounen, déi mer relativ gutt kënne maîtriséieren a wou mer als Lëtzebuerg och eng grouss Plus-value hunn.

Wou mer eis musse Froe stellen, dat ass, ob mer effektiv do a Litauen solle matmaachen oder net. Mir hunn do vläicht och Ursaachen, fir eis do net onbedéngt an éischter Rei ze engagéieren, notamment well mer och musse grondsätzlech iwwerleeën, wéi e Verhältnis mer mat Russland an der Zukunft sollen hunn, net nëmme mir Lëtzebuerger, mee allgemeng de Westen. An ech mengen, datt mer do wierklech musse grouss Efforte maachen op deenen zwou Säiten, fir en neien Ufank ze fannen.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier hei soen, datt mir als ADR dat Gesetz begréissen. Et ass wichteg, datt mer op dëse Wee ginn. Et ass wichteg, datt mer eiser Arméi nei Perspektive ginn, fir och dat heiten unzefänken. Mir waarden elo op dat neit Militärgesetz. Mir si gespaant, wat d'Regierung eis do wierklech presentéiert. A mir op jidde Fall als ADR stinn zu eiser Arméi, stinn och zu deene Missiounen, déi hëllefen, dës Welt zu enger e bësse besserer Plaz ze maachen.

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech wéilt dann och entgéint menge Gewunnechten, wann et ëm Militärprojete geet, domadder ufänken, op déi positiv Aspekter vun dësem Gesetz anzegoen, well et gi positiv Aspekter.

An et ass virdru schonn ugeschwat ginn: Elo soll et, jee no Modell, op jidde Fall spéitstens no dräi Deeg no enger Decisioun fir en Auslandsasaz vun der Arméi, zu enger Debatt hei an der Chamber kommen, wou dann och all Partei sech positionéiere kann a wou d'Parlament dann eventuell gegeebenefalls, dat ass jo dann d'Fräiheet vum Parlament, via eng Motioun ka seng Approbatioun oder säin Desaccord matdeelen. Wéi rechtlech verbindlech dat ass, dat ass eng aner Fro. Zumindest ass et awer e politeschen Drock, deen immens grouss ass, deen d'Parlament hei kann ausüben.

An dat ass insofern fir eis natierlech och wichteg, well dës Debatt am Parlament jo da warscheinlech och zu enger Debatt an der Ëffentlechkeet féiert. An do dernieft, an dat ass och e grousse Fortschrëtt, schreift d'Gesetz elo vir, datt déi zoustänneg Kommissioun da reegelméisseg mussen iwwert de Verlaf vun eventuelle Missiounen informéiert ginn.

D'Parlament gëtt also méi agebonnen an d'Decisioune gi méi transparent. Domat si mer natierlech nach ëmmer net bei engem däitsche Modell, déi jo eigentlech bal eng parlamentaresch Arméi hunn, mee mir hunn e wichtege Schrëtt gemaach, fir d'demokratesch Prozeduren ze legitiméieren, an dat ass och gutt esou.

Gläichzäiteg bedeit dat natierlech och fir d'Parlament eng weider oder erweidert Responsabilitéit, wat jo wichteg ass. Et ass och esou, datt dëse Punkt - an den Här Back, deen e ganz gudde Rapport gemaach huet, huet dat net erwäänt - net am ursprénglechen Text dra war, mee eréischt drakomm ass, nodeem d'Kommissioun a Consultatioun mam Minister virun allem dorobber insistéiert huet. An ech mengen, dat ware ganz fruchtbar Diskussiounen an d'Gesetz huet sech op där Ausgangsbasis och weesentlech verbessert, well de Minister Bausch huet dat hei Gesetz geierft. An et war zum Deel e Guckucksee vu sengem Virgänger, wéi den Här Schneider esou bal jiddwerengem vu sengen Nofollger eng ganz Rëtsch Guckuckseeër an deenen ënnerschiddlechsten Domänen hannerlooss huet.

Här President, et ass dann och wierklech e Luef, dat ech wéilt dem Minister Bausch ausschwätzen, datt en op de Wee gaangen ass, déi doten awer fundamental Verännerung um Gesetz ze maachen. An dat kënnt jo och net esou dacks vir, datt ech den Här Bausch als Militärminister luewen. Da kann e sech dat dann och dës Kéier iwwert d'Bett hänken, dat Luef.

(Hilarité)

Mee dann ass et awer och schonn eriwwer mam „eizi, eizi", well mir sinn trotzdeem net mat dësem Gesetzesprojet als Ganzt averstanen.

Dëse Projet de loi mécht d'Méiglechkeeten, ënnert deenen déi Lëtzebuerger Arméi kann am Ausland agesat ginn, vill méi breet op. De Rapporter, den Här Back, huet et genannt d'Ouverture oder d'Vergréisserung vum Champ d'action.

Aktuell däerf d'Arméi am Ausland nëmmen u Friddensmissiounen deelhuelen an och nëmmen am Kader vun enger internationaler Organisatioun. Elo gëtt dëst Feld erweidert op Opérations de prévention an op Opérations de gestion de crise, wat jo awer zimmlech deenbar Begrëffer sinn. An zemools gëtt och d'Méiglechkeet geschafen, fir ausserhalb vun enger internationaler Organisatioun militäresch ze intervenéieren, dat am Kader vu multilaterale Gruppementer, déi sech deemno wéi och eréischt kënnen ad hoc bilden.

Fir ze illustréieren, wat dat an der Praxis konkreet bedeit, kann een den Irak-Krich vun 2003 nennen. Deemools huet sech eng Koalitioun vu Länner ënner Féierung vun den USA d'Recht erausgeholl, ouni UN-Mandat an ouni wierkleche Grond en anert Land ze attackéieren an ze besetzen.

Dat aktuellt Gesetz hätt eng Bedeelegung vun der Lëtzebuerger Arméi un engem eventuellen Auslandsasaz net zougelooss. Mat deem heite Gesetzestext, deen haut soll votéiert ginn, gëtt dat zumindest theoreetesch méiglech gemaach. Hei am Gesetz gëtt zwar vun engem internationale Mandat geschwat, dat ee brauch fir esou en Auslandsasaz, also wat misst eng Viraussetzung si fir esou en Auslandsasaz, mee de Begrëff selwer ass néierens definéiert. Eiser Liesaart no kann dat och e Mandat sinn, dat sech déi Koalitioun, déi deemno wéi multilateral zesummegestallt ass, och selwer gëtt.

Här President, wéi d'Gesetz 1992 geschriwwe gouf, hunn d'Auteure ganz bewosst d'Auslandsasätz vun der Lëtzebuerger Arméi op Friddensmissiounen am Kader vun internationalen Organisatioune begrenzt, virun allem am Kader vu klassesche Blohelm-Missiounen.

Elo, knapp 30 Joer duerno, gëtt gesot, datt déi Approche vun deemools net méi zäitgeméiss wier. Souguer ausserhalb vun iergendwellecher internationaler Organisatioun misst ee kënnen intervenéieren einfach mat Ad-hoc-Koalitioune vu Länner. Dat gëtt dann domadder begrënnt - an och eng ganz Rëtsch Virriedner hunn dat gesot -, datt d'Erausfuerderungen haut an der Sécherheetspolitik ganz anerer sinn. Mee ech mengen, datt ee bei deem Punkt awer vläicht ee Moment stoe bleiwe muss, well dat schéngt mer awer eng relativ iwwerflächlech Betruechtung ze sinn.

Och am leschte Joerhonnert, an de 70er- an 80er-Jore gouf et Terrorismus, wéi haut d'ailleurs och. Och deemools gouf et politesch Krisen, asymmeetresch Krichsféierung, Warlords, Biergerkricher an humanitär Krisen. Duerfir ass d'Fro, ob d'Situatioun elo wierklech fundamental anescht ass, mengen ech, awer berechtegt.

Dat, wat sech awer verännert huet, dat ass virun allem d'Astellung vun de westleche Länner zum Vëlkerrecht an zur UN-Charta. Mat enger Rei vu Prezedenzfäll - Jugoslawien, Irak, Libyen, fir nëmmen déi bekanntsten ze nennen - hunn déi westlech Länner hir Hemmungen ofgeluecht, fir direkt vëlkerrechtswiddreg an anere Weltgéigenden ze intervenéieren. An niewebäi gesot huet dat als Kollateralschued, fir an der Begrëfflechkeet ze bleiwen, och dozou geféiert, datt sech ugeféiert oder inspiréiert vun där doter Praxis och aner Länner entre-temps guer net méi ëm d'Vëlkerrecht këmmeren, wéi mer et och bei der vëlkerrechtswiddreger Annexioun vun der Krim gesinn hunn.

Et ass an eisen Ae virun allem dës dekomplexéiert Haltung par rapport zur UN-Charta, déi de militäreschen Auslandsasätz haut eng aner Nues gëtt a firwat elo soll dat Gesetz hei ugepasst ginn. Op anere Kontinenter ze intervenéieren, fir eegen Interessien ze verteidegen, war bis elo virun allem eng Spezialitéit vun den USA. Elo wëllen d'Europäer do och gäre matmëschen. An domadder kënne mir net averstane sinn.

Mir sinn eis scho bewosst, datt den aktuellen Ausseminister an och den aktuellen Arméiminister alle béid keng Krichsdreiwer sinn, déi just drop waarden, fir sech an doutéis militäresch Abenteuer ze stierzen. An ech gleewen dem Här Bausch och, wann e seet, datt et him virun allem drëms geet, den Traitement vun den Zaldoten an dem ziville Personal rechtlech ofzeséchere bei den aktuelle Missiounen, well dat ass e grousse Problem gewiescht an der Vergaangenheet, wa ganz dacks op déi positiv Erfarungen zréckgekuckt ginn ass wéi zum Beispill bei Deminageaktiounen am Cambodge. Do muss ee soen, datt déi awer quasi keng rechtlech Grondlag haten, fir dat ze maachen. An déi Decisioune misst een och vläicht eng Kéier historesch opschaffen, firwat dat iwwerhaapt deemools esou gaangen ass.

D'Gesetzestexter, mengen ech, gëllen awer onofhängeg vu jeeweilege Persounen an och onofhängeg vu Koalitiounen, déi am Moment responsabel sinn. Mir wäerte mat Sécherheet - an alles deit drop hin - och an Zukunft an esou Situatioune gerode wéi 2003, wou Partnerlänner oder Alliéierter en immensen Drock op eis ausüben, fir bei enger militärescher Interventioun matzezéien. A wie weess, wéi eng Persoun dann als zouständege Minister op der Regierungsbänk sëtzt!

An duerfir ass dee ganzen Discours ronderëm, datt mer onbedéngt mat eiser Arméi esou e fiabele Partner wëlle sinn an datt mer duerfir all déi Upassunge maachen, fir mech awer en Discours mat engem ganz falen Nogeschmaach an deen eng ganz grouss Geféierlechkeet huet.

Duerfir gëtt an eisen Aen hei eng ganz geféierlech Dier opgemaach, déi et zumindest rechtlech méiglech mécht, datt eist Land sech un allgemenge Kricher bedeelegt. Mir hätten eis au contraire gewënscht, datt een déi heite Gesetzesännerung dozou genotzt hätt, fir staark gesetzlech Garde-fouen anzebauen, déi den Asaz vun der Lëtzebuerger Arméi an zweifelhaften Operatiounen onméiglech maachen.

D'Viraussetzung dofir wier allerdéngs gewiescht, datt een eng strikt Trennung tëschent zivillen a militäreschen Operatioune gemaach hätt. An dat ass an eisen Aen och eng fundamental Schwächt vun dësem Text. Et kann een zivill Missiounen, zum Beispill eng Walbeobachtermissioun, net mat engem militäreschen Asaz gläichsetzen. An trotzdeem ass et dat, wat awer an dësem engen Text gemaach gëtt.

A konsequent gouf, fir gewëssen zivill Missiounen ze couvréieren, d'Dier wäit opgemaach - an domadder och automatesch fir Militärasätz mat.

Här President, Dir verstitt sécher, datt mir als Lénk Militärasätz am Ausland just ënner ganz strikten a restriktive Bedéngunge kënnen zoustëmmen an datt mer och duerfir net wëllen op dëse Wee matgoen.

1992, an ech weess elo net méi, wie vun de Virriedner dat gesot huet, war de Mars Di Bartolomeo Rapporter vun deem originalen - ech mengen, den Här Graas war et - OMP-Gesetz. An 1992 ass dat Gesetz och net unanime vun der Chamber ugeholl ginn; déi gréng hunn et net matgestëmmt. An ee vun deenen, déi et net matgestëmmt hunn, dat war den aktuelle Verdeedegungsminister, notamment well schonn 1992 de Champ d'action dem deemolegen Deputéierte vun deene Gréngen ze wäit gaangen ass.

Eh ben, elo gesi mer eng Erweiderung vun deem Champ d'action an duerfir wäerten zumindest mir als Lénk dat hei net matstëmmen, mee mir wäerten dergéint stëmmen.

Merci.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Baum. De leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Goergen** *(Piraten)*.- Här President, wann haut d'Parlament iwwert d'Gesetz ronderëm d'Missioune vun eiser Arméi ofstëmmt, da muss een och e méi breede Bléck op Fridden a besonnesch och op den Asaz vu Waffe werfen.

Besonnesch musse mer eis d'Fro stellen, ob mir net ënnert dem Virwand vu Fridden de Fridden als Excuse notzen, fir Waffen ze benotzen, Waffen, déi an deene meeschte Fäll awer net zu méi Fridde wäerte féieren, mee am Géigendeel.

A menger Ried wäert ech méi genau op déi friddlech Astellung vun eis Piraten agoen, eis pazifistesch Haltung, also eis eethesch Grondastellung, wou een den Aggressiounskrich ofleent, an dass mir dozou stinn, fir bewaffnet Konflikter ze vermeiden.

Dëse Gesetzesprojet haut huet zwee Gesiichter. Dëst Gesetz kann och dozou agesat ginn, méi Schlechtes ze bewierke wéi Guddes. Wa mir iwwer international Krisemissiounen, bei deenen eis Arméi matmécht, fir an anere Länner anzegräifen, schwätzen: An dësem Gesetz ass de Projet ufangs higaange mat e puer Aktualiséierungen, fir dass eis Truppe méi einfach kënnen un internationale Friddensmissiounen deelhuelen. Am Ufank war et och nach ouni eng parlamentaresch Kontroll. Do gesäit een also, wat d'Meenung vun der Regierung deemools war.

D'Begrëffer am ale Gesetz waren net méi aktuell, wat natierlech fir e puer Problemer gesuergt huet bei de Missiounen, déi net ënnert de Begrëff „Opérations pour le maintien de la paix" gepasst hunn, dat oft berechtegt, well et eeben net fir de Fridde war.

Eng grouss Ännerung, déi mir Piraten begréisse bei dësem Gesetz, ass allerdéngs, bevir d'Regierung decidéiert, eis Zaldoten an aner Länner ze entsenden, et an Zukunft op der ëffentlecher Plaz debattéiert muss ginn, hei am Parlament. Do muss een och e grousse Merci un d'Kolleege vun déi Lénk soen, well et ware si, déi den ëffentlechen Drock oprechterhalen hunn am Ufank, an et war eng kritesch Press, déi ondemokratesch Praktiken hannerfrot hat, dat alles mam Resultat, dass mer elo e bessert Gesetz kruten, dat och duerch eng aktiv Chamberskommissioun. Mir huelen d'Diskussiounen eraus aus den Hannerzëmmer vun der Regierung, well bekanntlech kritiséiere mir Piraten och de Regierungsrot, dass deen net transparent genuch ass. D'Informatiounen an den ëffentleche Rapporte si ganz oft op de Minimum reduzéiert.

Elo mam Gesetz wäert d'Chamber doriwwer diskutéieren, ier mir esou eng wichteg Entscheedung huelen, Zaldoten an Zivilisten an aner Länner ze schécken. Et ass an eisen Aen eng Stäerkung vum Parlament an deemno begréisse mir Piraten dëse Schrëtt hin zu méi Transparenz. Allerdéngs musse mer awer och soen, dass de Projet hei awer och net vill méi wäit geet wéi nëmmen en Debat an der Chamber. En obligatoresche Vott vun enger Majoritéit a - wéisou net? - souguer vun enger Dréivéierelsmajoritéit wär sécherlech eng weider Verbesserung gewiescht. Elo muss een op d'Instrument vun enger Motioun zréckgräifen, fir e Vott ze kréien an engem Debat, eng Motioun, wou eng einfach Majoritéit duergeet.

Dat hei ass e Gesetz, dat eist Land dozou berechtegt, an aner Länner hinzegoen an duerno mat Waffen aktiv ze ginn. Dat dierft an eisen Aen net ouni e klore Vott am Parlament geschéien. Wéi oft geschitt: Eng Missioun, déi en UNO-Mandat huet, ass am akzeptabelsten. D'Vereente Natioune sinn déi wichtegst Institutioun fir eng friddlech Verstännegung tëscht de Staaten op dësem Planéit. Mee d'Schwächt vun der UNO ass nun emol, dass et eng Organisatioun ass, déi, soubal et ëm Militär geet, d'Interesse vun de Membersstaaten am Sécherheetsrot erëmspigelt. UN-Friddensmissioune bleiwen deemo, och wa se a verschiddene Regiounen néideg wären, eng Raritéit a ginn nëmmen da Realitéit, wa sech an der UNO endlech emol d'Länner am UN-Sécherheetsrot eens ginn, dass se keng geopolitesch Interessen an der Regioun hunn. Mee zur Reform vun der UNO, do diskutéiere mir en aneren Dag driwwer.

Wéisou mir den Terme vu „Friddensmissioun" ouni UNO-Mandat kritesch gesinn: Et ass fir e Minister ëmmer en einfacht Argument, eng Interventioun ze begrënne mat: „Mir suerge fir Fridden an Demokratie an anere Länner". Do sinn d'USA Spezialist dran. Et gouf nach kee Krich, deen se ugefaangen hunn ouni d'Excuse, et wär fir „Fridden" oder „hir Sécherheet". An oft konnten d'Geschichtsbicher duerno eng aner Versioun beleeën. De Schued - Mënscheleed, vill Doudeger, ganz Länner destabiliséiert - war awer ugeriicht a wäert ni kënne réckgängeg gemaach ginn.

D'Fro, déi ee sech einfach an éierlech stelle muss, ass: Sinn dës sougenannte Friddensmissiounen ëmmer wierklech fir de Fridden? Festzehalen ass, dass et eng komplizéiert Situatioun ass, Truppen an aner Länner ze schécken, wat och ëmmer de Grond dofir ass. Eethesch ass et souwisou méi wéi zweifelhaft, ob d'Regierungen duerch Amëschen mat Waffegewalt eppes zum Gudde beweegen, an et freet ee sech, ob en diplomateschen oder ekonomesche Wee net dee bessere gewiescht wär, well a ville Konflikter ass een eréischt a schwiereg Situatioune geroden, well eeben déi europäesch Regierungen an hirem Kapitalismus déi Länner iwwer Joerzéngten ausgenotzt hunn.

Eng EU-Politik huet vill schwaarz Flecken an ass net ëmmer esou friddlech, wéi se duergestallt gëtt. An déi Analys deelen ech als iwwerzeegten Europäer. Mir hunn eis Zweifel a bleiwen dofir skeptesch géigeniwwer enger Erweiderung vun esou Missiounen, bei deenen och Lëtzebuerg matmaache soll.

Ee weidere Punkt, deen eis bei dësem Gesetz opstéisst, ass dee vun der ëmmer erëm weiderer Oprüstung vum Militärbudget. All Investitioun a Waffen ass fir eis Piraten de falsche Wee. Mir Piraten gesinn eis do bei de Friddensdemonstranten, virun 30 Joer wéi och nach haut. Zwar ass och Lëtzebuerg hei betraff, mee mir mussen awer soen, dass et net ka sinn, dass et duerch dem Trump seng Aschüchterungspolitik gelongen ass, dass EU-Länner alles drusetzen, hir Militärausgaben ze erhéijen, wärend d'Budgete fir Entwécklungshëllef zréckbleiwen.

Hei fanne mer, dass de falsche Wee ageschloe gëtt an dass et grad misst ëmgedréint sinn, dass d'Sue fir d'Entwécklungshëllef massiv opgestockt misste ginn, fir de méi aarme Krichsregiounen op dëser Welt den Uschloss ze erméiglechen.

An net nëmmen dat; wie Friddensbeméiunge wierklech eescht hëlt, misst och derfir suergen, dass déi aner Länner vun engem fairen Handel op dëser Welt profitéiere kënnen. An hei si souwuel d'EU wéi och Lëtzebuerg mat u villem Schold a vill gefuerdert.

Dës Mënschen an anere Länner kenne keng Perspektiven an der Landwirtschaft, well mir Europäer ze vill Fräihandelsaccorden an iwwersubventionéiert Produite liwweren an doduerch deene Länner all Perspektive fir den Handel huelen. Och dovunner misst een u sech schwätzen, wa mer iwwer Budgetserhéijunge beim Militär schwätzen. Well d'Erhéijunge beim Militär wäerten d'Problemer op dësem Planéit net léisen, dovunner si mir Piraten iwwerzeegt.

Alles an allem ass dëse Projet also eng Weiderféierung vun enger Waffepolitik, jo, souguer eng Ouverture, fir nach méi aktiv ze ginn. An domadder kënne mir Piraten net averstane sinn. Et gi Besserunge bei dësem Projet, well op d'mannst esou d'Interventioun, deen Theema, emol eng Kéier an der Chamber beschwat gëtt. Eis pazifistesch Astellung, eis kritesch Siicht op Waffen ... Den Ausbau vun de Missiounen an dësem Projet an och aner Beräicher gi fir eis Piraten ze vill an déi falsch Richtung a setzen net do un, wou een usetze sollt, nämlech bei de Moossnamen, ier et zu engem Krich kënnt. Dofir wäerte mir haut bei deem Vott vum Gesetz dergéint stëmmen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Verdeedegungsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense*.- Merci, Här President, a vir un alleréischter Stell natierlech dem Carlo Back fir säi gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport a selbstverständlech och allen Deputéierte fir hir Interventiounen.

Här President, ech war laang am Parlament als Deputéierten an ech hunn och oft am Parlament als Deputéierten zu aussepoliteschen Theeme geschwat an och oft zur Verteidegungspolitik. An et war mer ëmmer ee Punkt en Uleies, dat ass, datt virun allem, wann et ëm Konflikter geet, a virun allem, wann et ëm bewaffnet Konflikter geet, de parlamentareschen an demokrateschen Debat éischtens onbedéngt muss stattfannen, mee virun allem datt d'Parlament ganz enk agebonne gëtt.

A wann ech kucken, dat, wat mer haut virleien hunn, an déi Aart a Weis, wéi d'Diskussioun geféiert ginn ass an den 90er-Joren - ech sinn 1989 fir d'éischte Kéier an d'Chamber gewielt ginn -, an och am Ufank vun de 2000er-Joren, wou mer jo eng Rei Konflikter haten, da stellen ech fest, datt do villes sech geännert huet, villes sech an der Sensibilitéit geännert huet, an dat, géif ech soen, bei alle Fraktiounen. An doriwwer sinn ech immens frou.

Well wann ech esou Sätz héiere wéi een, deen ech elo just héieren hunn, wou gesot gëtt, eng Regierung, virun allem eng Regierung aus engem demokratesche Land, déi géif esou quasi mat Liichtegkeet dann Decisiounen huelen, fir eng Arméi an e bewaffnete Konflikt ze schécken oder sech an iergendenger Form un engem bewaffnete Konflikt ze bedeelegen, da kann ech mech wierklech nëmme wonneren!

Eng Decisioun, mindestens an Demokratien, ginn ech dovun aus - an ech ginn net dovun aus, ech si sécher, datt dat esou ass ... An ech sinn och sécher, egal, wat fir eng politesch Faarf datt deejéinegen huet, deen dee Moment Verteidegungsminister ass, oder wéi d'Regierung ausgesäit, do ass keen an deene Regierungen dran, menger Meenung no, wann en nach fir zwee Su bei Verstand ass, dee mat Liichtegkeet decidéiert, bewaffnet Konflikter lasszeléisen.

Bewaffnet Konflikter, déi mussen dat allerleschte Mëttel sinn. An ech wëll och do iwwregens dem Här Kartheiser soen: Mir hu keng 180-Grad-Kéier gemaach! Ech hunn do séier e bësse gekuckt hei, de Walprogramm vun deene Grénge vun de leschte

Walen, do steet ganz kloer dran, datt fir eis bewaffnet Konflikter dat allerleschte Mëttel nëmme kënne sinn, wat een asetzt am Kader vun enger Defensepolitik. An et steet och kloer geschriwwen, ënner wéi enge Konditioune mir dat gesinn, an och, wéi mer zum Beispill d'Abanne vum Parlament géingen do gesinn. Mee ganz kloer steet net an eisem Walprogramm vun deene leschte Walen, an dat war och schonn déi virdrun esou, datt mir der Meenung wären, datt et ni kéint zu engem bewaffnete Konflikt kommen oder datt et quasi onméiglech wär, datt Lëtzebuerg sech an iergendenger Form dorunner kéint bedeelegen.

Dat muss dat allerlescht Mëttel sinn an et kann nëmmen duerfir do sinn, fir Schued ze bewaren, fir Vëlkermord zum Beispill ze evitéieren. Mir haten ee Fall an der rezenter moderner Geschicht, dat war Srebrenica, wou intervenéiert ginn ass mat engem UNO-Mandat vun der NATO ënner anerem och. Dat war, fir e Vëlkermord ze evitéieren, wat menger Meenung no en absolutt justifizéierte Grond ass, wéini ee kann doriwwer diskutéieren oder muss agéieren, fir zum Beispill militäresch ze intervenéieren.

Et gëtt nach eng Rei aner Ursaachen, mee se si ganz limitéiert an et muss ee sech se virun allem extreem gutt iwwerleeën a virun allem muss ee se demokratesch diskutéieren an d'Parlament muss do hiert Wiertche matzeschwätze kréien an iwwert d'Parlament natierlech och d'Ëffentlechkeet, well, ech mengen, den Här Baum huet et zu Recht gesot: Mir hunn natierlech elo hei keng gesetzlech Basis, wéi et se an Däitschland vläicht gëtt, wou carrement iwwer e Gesetz d'Arméi entsendet gëtt.

Mee ech mengen, ech geséich awer déi Regierung gär, déi, wa se sech dann der Diskussioun am Parlament muss stellen an da jo mat Sécherheet enger Motioun - dat awer och, och wann et kee Gesetzescharakter huet, e ganz staarke Moment ass, wann d'Parlament mat enger Motioun eng Decisioun hëlt -, wou dann eng Majoritéit géif decidéieren, liichtfankeg, ech soen elo emol, wann et dës Majoritéit wär, mat 31 géint 29, fir iergendwou an de Krich ze zéien. Ech mengen net, datt dat ganz probabel ass an datt eng Regierung dat wéilt maachen. Ech wéilt op alle Fall där net ugehéieren, muss ech Iech direkt soen. Ech mengen, datt et wichteg ass, datt och déi Leit, déi mer an e Konflikt schécken, wëssen, datt d'Land an deementspriechend d'Parlament an d'Parlamentarier, déi jo gewielt si vum Vollek an donc am Fong geholl och den Ausdrock musse gi vum Vollek, dat net kéinte mat esou enger knapper Majoritéit decidéieren.

Dat kann ech mer éierlech gesot net virstellen, wann et ëm e bewaffnete Konflikt geet, wou mir eis géife mat eisen Zaldoten engagéieren. An dat wär och irresponsabel, mengen ech, par rapport zu de Leit, déi mer géife schécken. Déi Leit, déi sech duerfir hierginn, déi d'Arméi zu hirem Beruff gewielt hunn oder Zaldot zu hirem Beruff gewielt hunn, dat wär wierklech net immens, wann déi missten an esou e Konflikt goe mat enger extreem dënner Majoritéit oder wann et am Parlament carrement nach en negative Vott ginn hätt. Dat kéint ech mer souwisou schonn iwwerhaapt net virstellen.

Duerfir mir sinn eigentlech an eiser Traditioun als Gréng, wa mer soen, datt dat heite fir eis e Meilesteen ass, als gréng Partei wuelverstanen. An ech muss Iech soen, an Dir erlaabt mer dat haut also vläicht och, wann ech hei am Numm vun der Regierung schwätzen, well ech hunn hei vill op deem Dossier an der Vergaangenheet geschafft, datt ech dat e bësse vermësche vläicht mat der politescher Kap, mee dat musst Der mer verzeien, wann ech dat haut maachen, ech mengen, déi demokratesch Participatioun vum Parlament, déi ass mir effektiv immens wichteg gewiescht.

Et ass allerdéngs richteg, wat den Här Baum an och anerer gesot hunn: D'Gesetz a senger Ursprungsform war net dat. Et ass richteg an et ass och richteg, datt d'Chamber, an ech fannen, vëlleg zu Recht, wéi ech déi éischte Kéier mat deem Gesetz komm sinn, wéi den éischten Staatsrot-Avis do war, gesot huet: „Dat do kann et net sinn." Mee mir hunn ... an effektiv an do hu mer eng 180-Grad-Kéier gemaach, Här Kartheiser, wann Der da kuckt, wat am ursprénglechen Text drastoung a wat mer hei dragesat hunn, dann ass dat eppes ganz aneres.

An da mengen ech, datt duerfir och vu mir aus gesinn e ganz grousse Merci hei fälleg ass un d'Parlament, un d'Kommissioun, un all déi Deputéiert, déi do matgeschafft hunn, déi dorop higewisen, déi sensibiliséiert hunn. Mir haten eng wierklech kontrovers Diskussioun doriwwer. Déi war extreem sënnvoll an nëtzlech an déi huet sech och am Text, mengen ech, niddergeschloen - an deenen Amendementer, déi gemaach gi sinn, an an deem Text, dee mer haut hei virleien hunn.

Ech kann natierlech verstoen, datt et nach ëmmer Leit gëtt, déi soen: „Mir hu prinzipiell, esou laang, wéi um Niveau vum internationale Recht villes net méi gekläert ass, nach ëmmer Bauchwéi, egal wéi, fir an engem bewaffnete Konflikt matzemaache respektiv esou engem zouzestëmmen."

An datt da gesot gëtt: „Dat Gesetz hei, dat mécht dat nach ëmmer", an et gëtt gesot, dat géif dat erweideren, ech wëll dozou awer emol Follgendes soen: Ech hunn den Text vun 1992 jo och nach eng Kéier gekuckt a wann Der kuckt, wat am Text vun 1992 steet, dat ass ..., soen ech, well den Här Baum an, ech mengen, och nach anerer, gesot hunn, hei géife mer eigentlech d'Situatioun an där Hisiicht verschäerfen, well mer zum Beispill elo Peace Enforcement dran hätten a beim ale Gesetz wär dat an där Form net méiglech gewiescht.

Et stoung an deem Gesetz dran, datt Missioune mat als But „cessation d'hostilités" méiglech wären, a „cessation d'hostilités", wann Der dat vum Franséischen op Englesch iwwersetzt, da kommt Der bei „peace enforcement". Dat ass genau dat. Also ech mengen net, datt et am Gesetz vun 1992 net méiglech war. Bon, just dat zur Prezisioun.

Da komme mer zu der Fro vum internationale Recht. An natierlech, dat wëll ech direkt virausschécken, d'internationaalt Recht, wéi et haut ass, gefält mir och net perséinlech. Ech mengen net, datt d'UNO … Här President, ech mengen, den Här Baum wéilt eng Fro stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, genau. Här Bausch, erlaabt Der, datt den Här Baum Iech eng Fro stellt?

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Jo, selbstverständlech.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President, merci och dem Här Bausch. En huet vëlleg Recht mat deem, wat en elo gesot huet, datt d'„cessation d'hostilités" och schonn am 92er-Text drastoung. Mee et stoung awer och dran, an dat war awer e Garde-fou, deen elo net méi dran ass, datt et mam Accord vun deenen zwou hostille Parteie misst geschéien. Dat war awer e ganz wichtege Garde-fou. Ech menge just, datt een dat als Complement awer och vläicht misst erwänen. Quitte datt dat komplett onrealistesch war.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Jo. Ech wollt awer och soen, fir dann zréckzekommen op déi Fro vum internationale Recht vun der UNO a vun UNO-Mandater, iwwerhaapt internationale Mandater: Dat, wat mer de Moment kennen, dat ass net dat, dat stellt mech net zefridde perséinlech. Ech mengen och, datt mer am internationale Recht an och, wéi d'Decisioune vu Konflikter geholl ginn, eng Reform bräichten. Mee - ech mengen, do si mer eis awer och eens -: Dat ass net eleng vu Lëtzebuerg ofhängeg. Do si mir warscheinlech dee Klengsten, deen do deen néidegen Afloss hätt, fir datt mer zum Beispill eng Reform kréie vum UNO-Sécherheetsrot, déi mer jo bräichten, fir zum Beispill d'Rechtssituatioun ze verbesseren, wéi se haut ass.

Dat Zweet ass: Et gëtt awer eng Rei rechtlech Mechanismen, op déi mer eis kënne beruffen, an eng Rei international oder multinational Mandater, op déi mer eis kënne beruffen, wëssend natierlech, datt dat net den Optimum ass. Do si mer eis eens. Ech mengen awer net, wa mer an enger Situatioun wäre vu gréissere Konflikter, datt ee sech et da kéint erlaben, an esou e Konflikt ze zéien, ouni datt ee mindestens awer gutt motivéiert en internationaalt oder multinationaalt Mandat hätt.

A kuckt emol, Dir hutt d'Beispill genannt, wat e gutt Beispill effektiv ass, vum Irak-Krich mat der sougenannter Koalitioun vun de Wëllegen. Do huet Lëtzebuerg jo och net matgemaach, do war et ganz ënnerschiddlech an Europa, wien do matgemaach huet a wie sech do ugeschloss huet a wien net. An dat war eng Risendiskussioun. Den Här Kartheiser huet zu Recht och nach drop higewisen, datt och do versicht ginn ass, mat falsche Biller an der UNO virzegoen, fir dat ze justifizéieren. Mee et hunn nach laang net all Länner matgemaach, och Däitschland zum Beispill huet sech dee Moment, zu deem Zäitpunkt, iwwregens mat gerénger Regierungsbedeelegung, Här Baum, net dorunner bedeelegt.

Duerfir, ech mengen dat gëtt souwisou ..., wann Der e Konflikt hutt, natierlech, wéi gesot, hätt ech am léifsten och eng international Rechtssituatioun, déi vill besser wär wéi déi, déi mer haut hunn. Mee wann Der e Konflikt hutt, kritt Der egal wéi eng international Diskussioun. Dir kritt eng Diskussioun, op d'mannst an den demokratesche Länner an de Parlamenter. An ech mengen net, datt et méiglech wär, wann et net zu 100 % justifizéiert wär, op d'mannst net an den EU-Länner, fir einfach esou matzezéien an e Konflikt eran, wou d'Situatioun net justifizéiert wär.

Da sot Der: „D'Welt huet sech net geännert." Dach, ech mengen, datt d'Welt haut vill méi komplex ginn ass, wéi se war. Et hätt ee kënne mengen no 1989, nom Fall vun der Mauer, et géif séier an eng Richtung goen, wou et méi ziviliséiert géif an der Welt ëmgoen, wou et manner komplex wär. Mee et ass just de Contraire geschitt!

Éischtens emol hu mer haut méi Atommuechten op der Welt wéi jee, vill méi wéi zu där Zäit, an et riskéieren der nach ëmmer derbäizekommen. Zweetens hu mer och nei Muechtzenteren iwwerall op der Welt. Déi sinn och ganz ënnerschiddlech, wéi soll ech soen, déi setze sech ganz ënnerschiddlech zesummen, wann een einfach elo emol philosophesch kuckt. An der Zäit virun 1989, fannen ech perséinlech, do hat Der esou alles, wat dann zu dem sougenannten - entre guillemets - „kommunistesche" Bord gezielt huet, an da plus ou moins all de Rescht.

Haut ass et vill méi komplizéiert. Haut hutt Der ganz ënnerschiddlech Situatiounen, ganz ënnerschiddlech Muechtzenteren. An et ass och esou, datt déi Muechtzenteren natierlech net ëmmer demokratesch sinn, ganz oft net demokratesch sinn. Et ass zwar esou, datt d'Welt insgesamt méi demokratesch ginn ass wéi virun 1989. Dat géif een zwar heiansdo net mengen, mee wann Der emol international Studie kuckt, do kënnt Der dat awer erëmfannen, datt dat de Fall ass. Mee insgesamt ass et méi komplex ginn an da sinn och d'Problemer méi komplex ginn.

Dir hutt haut Bedroungen, déi sinn et déizäit net ginn. Ech wëll der nëmmen e puer opzielen. Haut hutt Der, dat gëtt genannt „the hybrid threats", also hybrid Bedroungen. Dat ass Propaganda zum Beispill. Natierlech ass et och déizäit scho Propaganda ginn, mee erënnert Iech drun, am Vietnamkrich, do ass Propaganda gemaach ginn, do sinn d'Amerikaner mat Fligeren iwwert de Vietnam geflunn an do hu se Tracten erofgepucht fir Propaganda.

Ech mengen, haut brauche mer dat net méi. Haut hunn ech ganz aner Méiglechkeeten. Haut kann ech Wale beaflossen op eng Aart a Weis, dat hu mer jo an de leschte Joren erlieft, déi ganz aneschters ass, wéi dat nach zu där Zäit war. Dat heescht, et si ganz nei Bedrounge bäikomm, déi sinn et déizäit net ginn. Duerfir wäerten och vill Konflikter sech ausdroen oder et wäert vill versicht ginn ze destabiliséieren op eng Aart a Weis, déi net onbedéngt am Sënn ass, wéi mer eis dat virstellen. Do fueren da Panzeren a Fligeren direkt hin an hier. Mee et gëtt ganz aner Méiglechkeeten haut, fir e Land ze destabiliséieren, wéi dat nach virun enger Zäit de Fall war.

Et gëtt nei Bedroungen, zum Beispill de Klimawandel. Dir hutt d'Sahelzon; dee Konflikt, deen do stattfënnt, den Hannergrond vun deem Konflikt an der Sahelzon ass zu engem ganz groussen Deel de Klimawandel, well do geet et ëm den Zougang zum Waasser, Zougang zu fruchtbarem Land an esou weider. Dat heescht, déi ganz Klimawandeldiskussioun musse mer och an d'Preventioun kréie vun der Defense. Dat ass eppes, woufir ech mech vun Ufank un agesat hunn a wou ech och elo frou sinn, datt dat innerhalb vun der EU e grousst Theema ginn ass, innerhalb vun der NATO neierdéngs e grousst Theema ginn ass, natierlech och elo dank dem Wiessel an de Vereenegte Staaten och méi oppe gekuckt gëtt wéi nach virun zwee Joer, wou ech dann e bësse wéi en Exot gekuckt gi sinn, wann ech an enger NATO-Sëtzung esou eppes opgeworf hunn.

Cyberattacken zum Beispill gëtt et haut, déi sinn et och déizäit net ginn. Also dat heescht, d'Bedrounge si vill méi komplex ginn, d'Welt ass méi komplizéiert ginn. An duerfir mengen ech net, datt ee ka soen, et wär haut éischter manner dramatesch. Ech fannen éischter, datt et méi dramatesch ass. An dann ass natierlech och eppes, wat derbäikënnt: Den Zerstéierungspotenzial ass kolossal ginn. Also ech mengen, och dowéinst kann einfach e militäreschen Agrëff nëmmen ëmmer dat allerleschte Mëttel sinn, well mir sëtzen ëmmer op - Wéi soll ech soen? - engem Polverfaass iwwerall, well d'Zerstéierungspotenzial extreem grouss ginn ass an der Welt.

An duerfir ass et jo och esou wichteg, an dat wëll ech awer och derbäi soen ... Mir maache jo e bëssen hei, wéi wa mer hei e Gesetz géife stëmmen iwwer Asätz vun der Arméi, wéi wann dat esou en Alleinstellungsmerkmal wär an eiser Verteidegungspolitik. Ech mengen, et waren d'Madamm Mutsch an och nach anerer, déi dorop higewisen hunn, an ech mengen, den Här Halsdorf och, datt mer eng „3D"-Politik zu Lëtzebuerg hunn. An dat hei bett sech jo och doranner an. Mir kucken dat hei jo ëmmer am Geescht vum Developpement, vu Kooperatioun, d'Diplomatie spillt eng Roll, dat heescht also, déi ganz Palett vun der Verteidegungspolitik, déi ass agebett an deen „3D". An duerfir muss een dat och esou gesinn an deem Kontext, an et kann een net dat Gesetz, wat mer hei stëmmen, lassgeléist vun deem ganze Rescht gesinn.

Natierlech, ech hu kee Problem, ech verstinn d'Positioun vum Här Baum. An ech soen ëmmer, ech respektéieren déi ganz kloer, well ech mengen, dat ass eng konsequent Positioun. Déi kann een hunn. Ech mengen awer net, datt se am Endeffekt realistesch ass, datt se d'Strooss ëmmer hält. Mee bon! Ech mengen, mir hunn dat oft ausdiskutéiert. An ech muss awer soen, Här Baum, Dir sidd jo, mengen ech, wann ech dat elo gutt am Kapp hunn, elo gläich net méi an dëser Chamber derbäi, ech soen Iech op alle Fall Merci fir déi flott Ausenanersetzungen, déi mer haten, an duerfir sinn ech awer frou, datt Der mech haut wéinstens awer och eng Kéier gelueft hutt an enger vun Äre leschte Rieden. Dat huet mech wierklech gefreet.

Dann hunn ech nach e puer Froen, op déi ech wëll agoen. Dat Éischt: Et ass geschwat gi vun de Coopérations bilatérales. D'Coopérations bilatérales, den Här Kartheiser hat dat opgeworf, well mer dat jo am Text hei net hikritt hunn, de Gros vun de Coopérations bilatérales, déi mer wäerte maachen, ech mengen, dat weess den Här Kartheiser och, déi sinn awer iergendwou agebett a multinational Mandater oder international Mandater; et gëtt et eigentlech ganz wéineg. Mee ech ginn Iech awer Recht, et wär gutt gewiescht, wa mer och hei nach bis an de leschten Detail eng Definitioun fonnt hätten. Dat hu mer leider net hikritt.

Dann zu senger Remark mat der Loftopklärung, do ginn ech ëm och Recht. Mee do maache mer och vill. Ech mengen, d'Arméi geet jo ganz vill an den Droneberäich eran, an am Droneberäich haaptsächlech Opklärungsdronen a soss näischt, an och nach aner Elementer, déi mer do wäerten asetzen.

An dann zu deem, wat gesot ginn ass, datt jo am Gesetz de Minister, also d'Regierung, sech verflicht, fir reegelméisseg iwwert d'Asätz och an d'Chamber ze kommen an ze berichten. An ech wëll natierlech wäit doriwwer erausgoen. Ech mengen, Dir wësst, ech hunn déi éischte Kéier d'Parlament agebonnen an den NATO Defence Planning Process. Ech kann Iech och soen: Et wäerten zwee Gesetzer nach virum Summer kommen, déi wäert ech an de Regierungsrot bréngen. Dat eent ass natierlech d'Militärgesetz, dat neit Militärgesetz. Dat ass an de leschten Zich, de leschten Negociatiounszich. An dann dat Zweet, dat wësst Der natierlech, well ech Iech dat virgestallt hat deemools hei, wéi mer déi Sëtzung am Huis clos haten, dat sinn déi nei Gefierer fir d'Arméi. Och do wäert d'Gesetz da virum Summer kommen an da wäerte mer dat selbstverständlech och an der Chamber deposéieren.

An dann, fir op déi Fro awer och anzegoen, wou gesot ginn ass, mir sollen eis net nëmme beschränken op dat, wat elo déi Missiounen ubelaangt. Och d'Ligne-directricë si mer amgaangen ze iwwerschaffen an déi wäerte mer dann och, wann ech se duerch de Regierungsrot bruecht hunn, selbstverständlech eng Kéier an der Kommissioun zur Debatt bréngen, also virstelle kommen, an da kënne mer déi och kontrovers zesummen diskutéieren.

Här President, dat wär et gewiescht vu menger Säit. Wéi gesot, nach eng Kéier allen Deputéierte merci fir déi gutt Zesummenaarbecht a virun allem och merci fir déi breet Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Verdeedegungsminister François Bausch villmools Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7325. Den Text steet am Document parlementaire 7325[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7325 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 56 Jo-Stëmme géint 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Hansen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

14. Motion de M. Serge Wilmes relative à la notification au conseil d'administration de la Société luxembourgeoise de navigation aérienne de la révocation de la femme d'affaires luxembourgeoise de son mandat d'administrateur

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 763 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Diskussioun respektiv dem Vott vun där Motioun, déi haut de Mëtteg deposéiert ginn ass vum Här Serge Wilmes. Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Josée Lorsché an dann den Här Fernand Kartheiser. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech hätt ni geduecht, datt ech eng Kéier iwwert d'Cargolux misst schwätzen, mee et gëtt fir alles eng éischte Kéier.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir huelen alleguer hei d'Motioun vum Serge Wilmes zur Kenntnis an och seng Aussoen, déi e gemaach huet. An ech sinn och frou, datt ech d'Chance kréien, eppes dozou ze soen an eppes kloerzestellen virun allem.

Ech wëll am Numm vun der grénger Fraktioun kloerstellen, an ech wëll dat och kloer ënnersträichen, datt mir eis als Fraktioun formell vun allen Aussoen an Tendenzen distanzéieren, déi d'Pandemie verharmlosen oder verneinen, déi d'Wichtegkeet an d'Necessitéit vun der Impfung a Fro stellen, a mir distanzéieren eis och vun alle Stréimungen, déi géint de Schutz virun der Pandemie ginn. Dat heescht, mir distanzéieren eis vun allen Aussoen an Tendenzen, egal vu wiem se kommen, egal wou se ze liesen oder ze héiere sinn an egal wéi eng Plattformen et sinn, déi déi Messagë vun deene Leit verbreeden an op deene se zirkuléieren. Dat ass dat eent.

Dat anert, wat ech wëll soen, ass dat, datt eis Positioun sech bis haut net geännert huet. Ech mengen, ech hunn iwwer 15-mol hei Stellung bezunn zu der Pandemie an zu der Gestioun vun der Pandemie, wou mer d'Regierung vun Ufank un ënnerstëtzt hunn, heiansdo méi konstruktiv-kritesch, mee de Wee hu mer vun Ufank un ënnerstëtzt a mir wäerten deen och weiderhin ënnerstëtzen, wann en an d'Richtung vum Gesondheetsschutz geet.

Falls Der eis Positioun net kennt, da kann ech Iech och gären d'Riede vum Här Marc Hansen a vu mir selwer zoukomme loossen, da wësst Der, wat eis Meenung dozou ass.

Ech kommen dann zu der Motioun, wou ech just zwee Punkte wëll soen. Deen éischten ass deen, datt d'Nominatioun vun der Madamm Christiane Wickler als Presidentin vum Verwaltungsrot vu Cargolux net zréckgeet op eng Decisioun vum Regierungsrot, souwäit ech dat verstanen hunn. Ech sinn do net Member. Ech weess awer, datt et net de Regierungsrot ass, deen déi Decisioun geholl huet, well en net kompetent ass, fir dee Posten ze besetzen. Se geet zréck op eng Propos vun der Assemblée générale vun der Cargolux mat all hiren Aktionären, wou jo ënner anerem och d'Luxair a chineesesch Aktionären dra vertruede sinn, an natierlech och op d'Propos vum Mobilitéitsminister, deen do och d'Recht huet, eng Propos ze maachen an dee seng Grënn och schonn an de Medien erkläert huet. Ech mengen net, datt ech déi muss widderhuelen, well Dir hutt him gutt nogelauschtert, soss hätt Der dat hei jo och net esou geschriwwen.

Ech wëll just festhalen, datt d'Argumenter, déi den Här Minister do virbruecht huet, näischt mat der Gestioun vun der Pandemie ze dinn hunn an och net mat der Regierungspolitik, mee mat de Kompetenzen, déi d'Madamm Wickler aus der Privatwirtschaft matbréngt, déi Dir och selwer an Ärer Motioun beschreift. Dir schreift: « [elle] a fait ses preuves dans le monde des affaires luxembourgeois ». Dat war d'Argument vum Här Minister, fir déi Propos ze maachen. An duerfir gesinn ech elo kee Grond, fir déi Motioun unzehuelen. Ech gesinn éischter e Grond, fir se ofzeleenen, an déi Propos maachen ech jiddefalls menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An dann hat den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss soen, ech hu seelen eng Motioun gesinn, déi mech esou erféiert huet wéi déi, déi ech elo vun der CSV, vun de Piraten a vun deene Lénken hei virgeluecht krut. An ech wëll Iech soe firwat.

Hei ass eng Damm, d'Madamm Wickler, déi ass elo do genannt ginn als Administrateur an de Verwaltungsrot vun der Cargolux, an ech wëll emol als Alleréischt soen, datt mir als ADR net un der Kompetenz vun der Madamm Wickler zweifelen. Hir berufflech Kompetenz steet fir eis net a Fro. Et kann een diskutéieren, dat weess ech elo net, ob déi Ernennungsprozedur hätt sollen iwwer eng Ausschreiwung oder wat weess ech goen. Mee dat ass elo eng aner Diskussioun. Dorëm geet et net. Dat Éischt, wat ech wëll zréckbehalen: Mir contestéieren hir Kompetenz net!

Dat Zweet, wat ech wëll zréckbehalen, ass: Mir stinn als ADR onageschränkt fir Meenungsfräiheet! Dat ass hei eise Grondprinzip. Ob een elo mat der Pandemie esou oder esou ëmgeet, dat soll de Leit iwwerlooss sinn. Mir hunn och eng Meenung zu där Saach als Partei, déi mer konsequent vertrueden hunn. Mir ënnerstëtzen d'Impfungen, hei an do.

Mee dorëm geet et net. Et geet drëms, datt Leit, déi eng aner Meenung hunn an dësem Land, dat fräit an onbestriddent Recht hunn, hir Meenung solle matzedeelen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- A wann d'Madamm Wickler eng aner Meenung huet, ma dann ass dat hiert Recht, hir Meenung ze äusseren. Dofir geet et net drëm, hir berufflech Kompetenz an der Cargolux a Fro ze stellen, wéi dat hei vun e puer Parteie probéiert gëtt, oder eng Form - a loosst mech et kloer soen! -, eng Form vu Beruffsverbuet hei wëllen anzeféieren. Well een eng aner Meenung huet an der Gesondheetspolitik, da soll deen op eemol net kapabel sinn, an enger Fluchgesellschaft eng verantwortlech Positioun ze huelen! Ma mir sinn dach net méi an der DDR oder an iergendengem Regimm, deen d'Leit ënnerdréckt, well se eng aner Meenung hunn.

Hei gëtt kloer gesot: D'Madamm Wickler huet net d'Meenung vun der Regierung, an dofir ass se netkapabel, déi Politik ëmzesetzen oder op d'Interessie vun der Regierung opzepassen. Ma wou si mer dann?

Sidd Dir Iech eigentlech als CSV, als Lénk an als Piraten bewosst, wéi wäit Dir hei gitt? An engem fräie Land, an engem Land, dat sech awer derzou bekennt an houfreg drop ass, datt mer Wäerter hu wéi d'Meenungsfräiheet, eis Grondrechter an esou weider. Wéi déif sidd Der gefall? Dat muss ech Iech froen als CSV. Wéi déif sidd Dir gefall - sot eis dat -, wann der e Beruffsverbuet aféiert, well eng Persoun, déi berufflech kompetent ass, net soll kënnen eng Fonctioun ausüben, well se eng aner Meenung huet iwwer e politesche Beräich? Et ass vläicht e wichtege politesche Beräich, mee esou wäit kann een dach net goen.

Ech géif Iech wierklech opfuerderen ...! Dir waart eng staatstragend Partei ganz laang. Wéi kënnt Der elo higoen a Grondrechter wëllen op déi Manéier aschränken? Dorëm geet et. Et geet ëm d'Meenungsfräiheet! Et geet net ëm eng Appreciatioun vun de Moossname vun der Pandemie oder Gott weess wat. Et kann een a ville Beräicher vun der Politik eng aner Meenung hu wéi d'Regierung an awer e ganz gudde Vertrieder vun de Regierungsinteresse sinn, e ganz verantwortungsvolle Gestionnaire an enger Entreprise. Awer et kann een dach net higoen an d'Meenungsfräiheet a Fro stellen an d'Integritéit vun enger Persoun, d'Éierlechkeet géintiwwer dem Staat, oder iergendwéi wëllen higoen an e Beruffsverbuet ausschwätzen.

Dat heiten ass e schockanten Akt vun de Piraten, deene Lénken an der CSV, deen un d'Grondrechter vun de Mënschen an dësem Land erugeet. Mir refuséieren, mir refuséieren als ADR dës Motioun! A gleeft mer et, mir maachen dat aus vollstem Häerz, mir maachen et mat Iwwerzeegung a mir stinn als ADR op der Säit vun der Fräiheet, déi mir wëlle verdeedegen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Dann huet den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Also, ech hu vollst Verständnis dofir, dass de Minister hei an enger schwiereger Situatioun ass. Eng Kéier op RTL hate mer héieren, dass Der zwar d'Artikele vun deem Expressis-Verbis kannt hätt, an duerno an Interviewen hutt Der awer gesot, Dir hätt se net gelies gehat. Dir hätt eréischt duerno, no der Prozedur, wou d'Madamm ernannt ginn ass, …

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Här Goergen, erzielt keng Ligen, dat steet op RTL och net um Site!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Dat heescht, Dir sidd eréischt duerno …

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Och um Site bei RTL steet, datt ech näischt vun deem Site wousst. Duerfir zielt keng Ligen!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ok. Dat heescht, Dir sidd deen Dag selwer, wéi dat dann an d'Press komm ass duerch d'„Tageblatt", dat eréischt gewuer ginn? Ok, dann huelen ech dat esou zur Kenntnis. Am RTL-Interview koum dat nämlech anescht eriwwer, wéi wann Dir Connaissance vun den Artikele gehat hätt an Dir hätt déi och schonn eng Kéier gekuckt gehat, esou hat Der nämlech gesot bei RTL. Dat kann een da falsch verstoen.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Wéi et bei RTL stoung, Här Goergen, wéi ech do gefrot gi sinn, do war et jo schonn an der Ëffentlechkeet!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ok.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Do hunn ech et natierlech kannt.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ok. An Zwëschenzäit si jo och déi betreffend Videoe geläscht ginn. Do kann een elo dervun halen, wat ee wëllt, déi sinn nämlech net méi online, wou d'Madamm Wickler deementspriechend deen …

(Interruption)

Gelift?

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Si huet sech zréckgezunn.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Jo, also d'Interviewe si geläscht ginn. Déi kann een net méi kucken. Mee Gott sei Dank, den Internet vergësst näischt.

Firwat ass dat heiten iwwerhaapt eng Diskussioun, déi op der Place publique grouss opkomm ass? Ma well dat hei kee Privatbetrib ass. Hei ass eng Persoun, déi duerch eng Nominatioun gaangen ass, an dem Minister seng Suergfalt ass et nun emol, déi Persounen ze préiwen, déi de Staat dohinner setzt. Déi Persoun vertrëtt nämlech d'Aktionären, an d'Aktionäre sinn d'Bierger an deem Fall. An de Minister huet fir eng kuerz Dauer d'Funktioun, fir …

(Interruption)

Ma sécher! Wien ass dann den Aktionär, wann net de Bierger den Aktionär ass? Dir vertrëtt d'Bierger fir den Aktionär herno an deene sëllege Firmen, ob dat LuxTram, Luxair oder Cargolux ass. Et ass jo net der Regierung hir Firma, dat ass de Bierger hir Firma. Et ass jo awer normal, dass d'Bierger sech do opreegen.

Well wat war ze liesen op esou Portaler? An dat ass jo dat, wat ee kritesch stëmmt. D'ADR ka vu Meenungsfräiheet schwätzen. Ech weess och, dass si heiansdo eppes anescht duerstellen, wéi et ass. Mee et muss een oppasse bei enger Meenungsfräiheet, dass awer Fakte bleiwen. Dat heescht, Fakte verdréien a Saachen an d'Welt setzen, déi net stëmmen, ass keng Meenungsfräiheet.

Huele mer een Auszuch aus deenen Internetsäiten Expressis-Verbis, wat do stoung: „Fast alle der positiv Getesteten des Large-Scale waren falsche Positive." Ech weess net, wéi ee Vertrieder vum Staat, an dat ass een nun emol als President beim Cargolux-Verwaltungsrot, esou eppes kann an d'Welt setzen. Dat ass jo de Problem. De Problem ass jo, dass hei iwwer e Prozess, dee fragwierdeg ass - dat ass nach, en anert Theema, wéi déi Prozesser lafen -, Leit ernannt gi sinn, déi vläicht net d'Interesse vum Bierger, vun deem, dee se eigentlech vertriede sollen, dohinnerstellen. Dat ass eeben de Problem, dass hei iergendwellech ...

Bon, et ka jo elo keen heibannen zielen, dass dat, wat op Expressis-Verbis ass - bon d'ADR vläicht -, Meenungsfräiheet war. Ech huele jo net un, dass och déi lénks Säit hei seet, dass dat Meenungsfräiheet war. Mee dat war einfach d'Fakte verdréit. An do ass eeben de Problem, ob mir esou Persounen herno duerch en Nominatiounsverfaren, wat kritesch ka gekuckt ginn, op Plaze vun engem Verwaltungsrot setzen, déi eigentlech de Bierger vertriede sollen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et soll ee jo net an der Angscht liewen, mee trotzdeem, dee Virus gëtt et.

Bon, Här President, ech war elo sechs Joer laang an der Chamber a leschter Zäit. Et ass déi zweete Kéier, wou ech souzesoen eng Demissioun froen. Dat ass deen Exercice, dee mir net gefält, dee kengem gefält.

Meng Felicitatiounen och fir dem Här Wilmes seng Ried. Déi war wierklech komplett, muss ech soen. Ech hätt se kënnen halen.

(Hilarité)

Ech weess net, ob dat elo e Kompliment ass, ob ech him elo net méi schuede wéi soss eppes, mee se war ganz gutt.

Une voix.- O!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Bon! Jo, esou Riede kennt Dir och an der LSAP. Nee, zwou Saachen: Ech kennen d'Madamm Wickler net. Ech hunn näischt géint d'Madamm Wickler. Natierlech däerf d'Madamm Wickler hir perséinlech Meenung hunn, a mir mierke jo och, datt esou eng Meenung u sech keen Ulass ass, fir verfollegt ze ginn. Au contraire, et kann een e trotzdeem nach eng Karriär maachen.

Ech versti genausou wéineg vu Virologie an esou weider wéi d'Madamm Wickler. De Problem ass deen: Wann ee vun eppes näischt versteet, da versicht een e trotzdeem, e bëssen ze kucken, wat d'Leit soen, déi eppes dovunner verstinn an déi hiert Liewen der Bekämpfung vun enger Krankheet, vun enger Pandemie dediéiert hunn. Dat huet sech jo erëmgespigelt an enger Stellungnam op Twitter vun engem Dokter.

Et kann een natierlech soen: „Dat heiten huet näischt domadder ze dinn!" Ech mengen net, datt dat näischt domadder ze dinn huet, well mer grad justement an esou enger Situatioun sinn. Ech gleewen dat ganz gären, datt den Här Bausch net wousst, datt d'Madamm Wickler déi Meenung géif vertrieden. Et kann een awer Feeler erëm réckgängeg maachen.

Mee ech hunn awer och den Androck, datt gewësse Leit, vläicht och an esou enger gewëssener gesellschaftlecher Stellung, sech vläicht och erlaben ze soen: „Et ass mir egal an dëser Gesellschaft. Meng Fräiheet, Saachen ze mengen, déi u sech kee Fundus hunn, ass méi wichteg, wéi innerhalb enger Gesellschaf musse solidaresch ze sinn." A wou aner Leit dorënner leiden, y compris u solchen Aussoen. Well de Problem ass: Déi Aussoen, déi hu jo en Impakt! Et si jo ëffentlech Persounen, déi esou Aussoe maachen, an déi en plus Promotioune kréien. Déi hunn en Impakt op d'Gesellschaft!

Duerno ginn et Leit, déi hunn Angscht, sech richteg traitéieren ze loossen. Déi hunn zum Beispill och Angscht, e Vaccin ze huelen. Ech kennen der perséinlech och. Si missten een huelen, si wëllen net, well se duerno e bësse kritesch ginn, well se esou Saachen och am ëffentleche Discours héieren. Ech mengen, mir hunn do e Problem.

Zweetens d'Kompetenz. D'Madamm Wickler dirigéiert e Betrib vun 300 Leit. Et gëtt gesot: „Si huet eng grouss Kompetenz an der Ekonomie." Bon, ech weess net, ob dat automatesch de Krittär ass, mee op jidde Fall, mengen ech, ass dat e bësse problematesch.

Eng aner Fro: Ech géif gären e Salarié gesinn, deen an engem Entretien seet: „Wësst Der, ech si stur an incontrôlabel." Ech weess och net, ob een am Pallcenter géif einfach esou agestallt ginn, eng Caissière, déi seet: „Nee, ech si stur an ech sinn incontrôlabel."

Dir gesitt, datt et awer och e bëssen esou eng Approche gëtt. Mir schwätze vu Kompetenz, dat heescht, mir schwätze vun der Kompetenz vun engem Patron, vun enger ekonomescher Kompetenz, mee vläicht och vun enger sozialer Kompetenz, wou ee gesäit, wou ee sech awer wierklech freet, wéi ee seng Roll aschätzt an esou engem Betrib, an esou engem wichtege Betrib.

Dofir menge mer wierklech, datt mer elo mat enger Situatioun konfrontéiert sinn, déi eis et net erlaabt, einfach esou nozekucken. A mir mengen, datt een awer - an dat ass keng Hexejuegd! - misst déi Nominatioun réckgängeg maachen, souguer wann d'Madamm Wickler déi Kompetenz hätt, wat mer nach ëmmer net ganz genau wëssen.

Well dat eenzegt ass deen Interview um 100,7. An éierlech gesot, dat war net déck, wat do komm ass. Dat war wierklech net déck! Ech weess nach ëmmer net, wat fir eng konkreet Kompetenz d'Madamm Wickler huet, fir d'Cargolux kënnen ze leeden. Souguer wann d'Madamm Wickler déi Kompetenz ge-

hat hätt, mengen ech, wier et gutt gewiescht, étant donné datt si jo e politesche Parcours huet, deen deen ass, deen en ass, datt et vläicht méi intelligent gewiescht wier, se trotzdeem net ze nominéieren. Ech mengen, mir mussen op esou Saachen esou lues verzichten. Dat gesäit, och wann et net onbedéngt esou gewollt war, duerno aus. An éierlech gesot, ech géif et och net ausschléissen an ech géif mer d'Fro stellen, ob, wann d'Madamm Wickler net Deputéiert vun der grénger Partei gewiescht wier, e Mandat, wou si d'ailleurs och net genuch Zäit hat, fir et auszeféllen, ob si och nominéiert gi wier. Ech weess et net.

Mee op jidde Fall, vun der Kompetenz hier hunn ech net vill héieren. E Betrib vun 300 Leit ze geréieren heescht nach ëmmer net, datt een d'Cargolux ka presidéieren. Do gëtt et vill Leit, déi déi Kompetenz warscheinlech hunn. An ech mengen och, datt et wierklech e falschen Zoch war, fir d'Madamm Wickler ze nominéieren, déi eng Meenung huet, mee eng Meenung, déi net op Fakte baséiert an déi net op Wëssenschaft baséiert. Dat ass ganz kloer esou, dat ass ganz kloer esou!

An ech géif och d'Madamm Wickler invitéieren, vu datt si jo gäre fléie wäert, a Brasilien ze fléien an deene Leit dohannen ze soen: „Dir däerft net an der Angscht liewen!" Haut de Moien huet meng Fra mir nach eng Kéier gesot, datt se nach, fir d'zweete Kéier, - meng Fra ass aus Brasilien - eng Frëndin verluer huet. A virdrun hunn ech gesinn, datt de Paulo Gustavo, e grousse Humorist aus Brasilien, gëschter gestuerwen ass - 42 Joer al, esou al wéi ech. Jo, et muss een net an der Angscht liewen, mee et muss een awer Realitéiten erkennen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Wagner, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci. Dir hutt Recht, Här President, jo, ech hunn ze vill geschwat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier a Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wéilt vläicht mat eppes ufänken, wat den Här Wagner relativ vill beschäftegt huet elo a senger kuerzer Interventioun, nämlech den Impakt, deen eppes huet, wann eppes iergendwou geschriwwe steet. Op alle Fall kann ech lech soen, Här Wagner, dat huet elo ganz vill Impakt kritt, net well et iergendwou geschriwwe stoung, mee well vill doriwwer diskutéiert ginn ass. Ech mengen, dat si mer eis emol eens. Mee enfin, dat ass awer elo net relevant.

Ech wëll vläicht fir d'éischt ufänken - well dat jo och vum Här Wilmes gesot ginn ass an och e bëssen an der Motioun drasteet -, iwwert d'Cargolux selwer e puer Wuert ze soen, well ech dat ganz interessant fonnt hunn, wat den Här Wilmes hei gesot huet. En huet geschwat vum Fleuron vun der Lëtzebuerger Ekonomie, vun enger vun de wichtegsten internationale Frachtgesellschaften an der Loftfaart. An ech wëll ëm soen: Ech si frou, datt dat haut esou gesi gëtt! An ech stelle fest, datt dat kräiz a quier och e bëssen esou kommentéiert ginn ass, privat oder och geschriwwen. An ech kann lech awer soen, wéi ech 2013 am Dezember dee Fleuron do iwwerholl hunn, do war dat kee Fleuron, mee do stoung dee Betrib um Bord vun der Faillite - um Bord vun der Faillite.

An ech kann lech och soen, datt déi éischt zwee Joer - ech wëll jo drun erënneren, zu deem Zäitpunkt war de Staat net wéi haut mat 10 % an der Cargolux - mir vill méi e groussen Undeel haten, well mir hate jo e Portage iwwerholl vun enger Situatioun vu virdrun, an déi d'Cargolux sech net selwer eramanövréiert hat, oder mindestens net eleng. A wa mer elo méi Zäit hätten, da kéinte mer en Debat féieren driwwer, wat deemools geschitt ass, wéi d'Cargolux an déi Situatioun komm ass, an där se do war. Mee dat wëll ech awer net maachen.

Ech si frou, datt den Här Wilmes mer haut unerkennt, datt no 2013 déi Regierung hei matgehollef huet, datt d'Cargolux erëm zu engem Fleuron vun der Lëtzebuerger Ekonomie ginn ass an effektiv déi lescht dräi, véier Joer hei zu Lëtzebuerg d'Cargolux net nëmmen déi bescht Resultater an hirer Geschicht hat, mee de loin déi beschte Resultater an der Geschicht, an och net nëmmen an der Pandemie.

An der Pandemie kënnt Dir soen, an ech krut eng Question parlementaire vum Här Goergen gestallt, ech wäert lech déi och nach beäntwerten, wou Der dat sot, d'Cargolux wär e Gewënner vun der Kris, a wéi mer se dann elo wéilte besteieren an Zukunft. Mir wäerten lech nach eng Äntwert selbstverständlech dorobber ginn. Mee ech wëll lech just soen: D'Cargolux hat och schonn 2019 schonn e super Joer gemaach an dat hat mat der Pandemie a mat der Kris guer näischt ze dinn. Dat war en normal erwirtschaftet Joer. An dat koum gréisstendeels dohier, well natierlech d'Cargolux sech an deene Jore virdrun aneschters konnt opstellen, d'Méiglechkeet kritt huet, fir sech aneschters opzestellen, haaptsächlech a Richtung vun engem neie Partner, engem neien Aktionär - et ass e chineeseschen, Dir wësst et -, an eleng déi Operatioun huet gemaach, datt effektiv d'Cargolux dohinner komm ass, wou se komm ass. An dat war och net jiddwerengem zum Pleséier, well ech weess, wat ech matgemaach hunn déi éischt zwee Joer vun Diskussiounen a wou jiddwereen alles besser wousst, wat aus der Cargolux géif ginn. Zumindestens sinn ech frou driwwer, datt dat haut eng Unerkennung ass, datt dat esou war.

Mee ech wär frou gewiescht, och ier ee liichtfankeg Saache seet a schreift, datt ee sech e bëssen erënnert hätt och un d'Geschicht vun der Cargolux an un dat, wat virun 2013 stattfonnt huet, wat fir eng Evenementer do passéiert sinn, an da wär ee vläicht e bësse méi bescheide gewiescht, wann een hei diskutéiert hätt. Op alle Fall wär dat net esou schlecht gewiescht, géif ech soen, par rapport zu der Vergaangenheet.

Elo awer zu dem Punkt, zu der Propositioun, déi hei gemaach gëtt. Ech wëll éischtens soen: Déi Nominatioun vum President oder der Presidentin - virdru war et e President, iwwregens, dat war den Här Paul Helminger, deen hat ech zweemol verlängert a virdru war et mäi Virgänger, de Claude Wiseler, dee vëlleg zu Recht déi gutt Iddi hat, fir de Paul Helminger ze proposéieren an en och dohinner ze nennen - déi Propositioun, do ass et esou, datt de Minister vum Transport an der Reegel do e Virschlagrecht huet. Mee d'Decisioun gëtt jo net vum Minister geholl a scho guer net vum Regierungsrot.

Et ass eng Privatentreprise, an de Paul Helminger, dee war President gi vun der Cargolux um Ticket, wéi een dat nennt, vun der Luxair, dat heescht, vun den Aktionäre vun der Luxair. An d'Aktionäre vun der Luxair, dat ass och net nëmmen de Staat. Do ass de Staat zwar natierlech och e wichtegen dran, mee Dir hutt an der Luxair haut zwee Privataktionären. Dat eent ass eng Bank, d'Spuerkeess ass och privat, mee ech wëll net esou vermesse sinn ze soen, d'Spuerkeess wier och nach e privaten Aktionär am Sënn wéi d'BIL op där anerer Säit, respektiv den Delfin-Fund op där anerer Säit.

D'Spuerkeess ass natierlech eng Privatbank, Dir hutt Recht, oder en Établissement public, jo, mee se agéiert um Marché normal wéi eng Bank. Mee soit. Ech wëll jo net esou vermesse sinn, déi elo mat eranzezéien. Ech soen awer, datt et zwee aner Aktionäre gëtt. Dat ass d'BIL an dat ass den Delfin-Fund. An dann ass et natierlech esou: D'Luxair ass jo dee gréissten Aktionär an der Cargolux, an an der Reegel steet et deem gréissten Aktionär zou, eng Propos ze maachen, wien de President soll ginn. An iwwregens wëll ech och soen, datt dat iwwerhaapt näischt ze dinn huet, fir datt dat awer och kloer ass, mat dem trageschen Doud vu mengem Frënd Paul Helminger, wat mir richteg déck deet. Mee de Paul Helminger huet mat mir schonn doriwwer diskutéiert, scho laang virdrun, an och de Paul Helminger wollt ophalen. En huet gesot: „Wann ech bis eng Kéier 80 Joer hunn, da wëll ech mech zréckzéien." Et war ëm leider net gegonnt. Bon. Ech mengen, mir sinn alleguer traureg doriwwer. Mee dat war awer scho virdrun alles kloer. An duerfir sinn och vill Virdiskussioune gelaf mat anere potenzielle Leit an esou weider an esou fort.

Mee fir mech waren ëmmer an deem Virschlagsrecht - e Virschlag, deen de Minister soll den Aktionäre maachen - zwee Krittäre wichteg. Ech mengen, dat war an der Vergaangenheet net anescht. Entweeder ass et een, deen am Secteur selwer den Dossier gutt kennt, dat heescht am Transport. Oder et ass een, deen am Privatsecteur ekonomesch Erfarung huet. Ech mengen, de Paul Helminger ass deemools och vill dowéinst genannt ginn. Et waren nach eng Rei aner Leit scho virdrun do. Déi koumen och éischter aus der Privatindustrie, aus dem Finanzsecteur an esou weider. Also, se koumen nach laang net alleguer aus dem Transport. An dann ass et esou, datt natierlech dee fir d'éischt emol nominéiert gëtt an de Verwaltungsrot vun der Cargolux. An dann ass et de Verwaltungsrot vun der Cargolux, deen op Propositioun vum Haaptaktionär Luxair ...

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Wolter freet d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech maachen lech e Rappell, well Der den Här Wagner ënnerbrach hutt, dass den Här Minister fënnef Minutten huet ...

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, ech hunn, Här Wolter, elo 1 Minutt 49 iwwerzunn. Den Här Wagner hat 4 Minutten iwwerzunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Wagner hat zwou an eng hallef Minutten, an en hat fënnef Minutte geschwat.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Ech hat dat extra gekuckt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat ass méi wéi dat Duebelt.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- An ech wär awer frou, well et ass jo dat …

M. Fernand Etgen, *Président.*- An den Här Bausch ass awer nach wäit dovunner ewech.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, virdrun, Här President, hutt Der e Rappel à l'ordre gemaach bei engem Deputéierte vun der CSV. An den Här Bausch huet exakt 3 Minutte 40 geschwat zu engem Sujet, deen näischt mat dëser Motioun ze dinn huet, ...

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Bon, wann Dir fannt, also, Här Wolter, wann Dir …

M. Michel Wolter *(CSV).*- … nämlech iwwert d'Fro, wéi et der Cargolux géif goen.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Dat huet schonn eppes domadder ze dinn.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech géif lech just, Här President, bieden, ...

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Här President, ...

M. Michel Wolter *(CSV).*- ... an dëser Chamber déi selwecht Moossen unzewenden, ob een en Deputéierten ass vun der Oppositioun oder en Deputéierte vun der Majoritéit oder e Member vun der Regierung. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President. Wéi gesot, déi Prozedur, déi ass ganz kloer. D'Luxair nennt hir dräi Vertrieder fir den Aktionariat vun der Luxair an der Cargolux, an normalerweis ass et dann ëmmer dee gréissten Aktionär an der Cargolux, deen e Virschlagsrecht huet. Mee do sëtzt bekanntlecherweis jo e chineeseschen Aktionär, dat muss mat deem ofgekläert ginn, an da gëtt an der Assemblée générale déi Persoun, déi do virgeschloe gëtt, genannt.

Dat heescht, et ass eng komplett normal Prozedur, wéi dat sech gehéiert. An da muss een och soen: De President oder d'Presidentin, dee vertrëtt jo net seng eege Meenung an enger Gesellschaft! Wou si mer dann? Also, ech ka mech jo nëmme wonneren, wéi dat hei beliicht gëtt. Deen ass gebieden, wannechgelift d'Meenung vun den Aktionären a vun den Decisioune vun der Assemblée générale ze vertrieden an net seng perséinlech Meenung ze vertrieden. Dee muss natierlech an der Assemblée générale presidéieren a moderéieren, mee deen huet eng Stëmm, also d'Madamm Wickler huet dann herno eng Stëmm selbstverständlech, well se jo och Member ass, mee mat enger Stëmm kann ee keng Decisiounen huelen an engem Verwaltungsrot. Et ass de Verwaltungsrot, dee mat der Majoritéit vun de Stëmmen oder am beschte souguer unanime dat decidéiert. An iwwregens ass d'Madamm Wickler an der Assemblée générale à l'unanimité gestëmmt ginn.

Zwee Sätz nach, Här President, dann halen ech op, da ploen ech och den Här Wolter net méi, da kann deen och dann heemgoen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, et geet net ëm d'Fro vum Ploen, et geet ëm d'Fro, dass ee seng Riedezäit dozou benotzt, fir dat ze soen, ëm wat et geet.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, dach, Här Wolter. Här Wolter, ech hätt jo och kënnen esou klenglech si wéi Dir an ech hätt dem Här Wilmes seng Riedezäit kënne kucken. Well ech weess och, wéi d'Reglement vun der Chamber ass. Dat ass och net virgesinn, bei dem Depot vun der Motioun schonn esou laang ze schwätzen. Do sidd Der jo mat mir d'accord. Mir kënnen dat gär zesummen eng Kéier am Reglement och nokucken, ech war laang Deputéierten.

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Dann äntwert dach endlech op d'Fro, déi gestallt gouf!

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Just nach zwee Sätz als Ofschloss, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Beim Depot war hien awer a senger Zäitrumm bliwwen, dat muss ech awer wierklech soen.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, mee d'Regierung, Här President, da kann ech mech och op dee berüümten Artikel referéieren a soen, datt d'Regierung deen Artikel kann invoquéieren, fir Explikatiounen ze ginn.

Éischten Äntwert, déi ech nach wollt ginn ... Ech wëll lech just soen: Dee Site a wat deen duerstellt a wat dee seet, dee Site hunn ech effektiv net kannt. Éischtens sinn ech net bekannt als een, dee vill kann ufänke mat esoteereschen Theorien, zweetens kucken ech net all d'Sitten, déi et doruechter gëtt, an drëttens wëll ech soen, datt op deem Site Saachen drop stinn, déi ech wierklech iwwerhaapt net deelen. Mee bon, dat ass awer elo meng privat Meenung.

Wat awer wichteg ass: Ech hunn näischt fonnt, zum Beispill op deem Site, wou d'Madamm Wickler gesot hätt: „De Coronavirus gëtt et net an ech leegnen deen!" Dat hunn ech net fonnt, ausser et bréngt nach ee mer esou en Artikel, ech hu keen esou fonnt. An iwwregens och deen Interview, deen erofgeholl ginn ass, ech hunn …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Minister, Dir misst awer elo zum Schluss kommen.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Ech kommen zum Schluss, Här President. Donc, wéi gesot, ass dat fir mech net wichteg.

Ech wär just frou, Här President, an dat wëll ech awer hei ze bedenke ginn, datt, wa mer hei an der Chamber op der Tribün schwätzen iwwer Leit vu baussen, déi kee politescht Mandat hunn - an dat ass eng generell Remark, déi ech wëll maachen - datt mer solle bedenken, datt mer iwwer Leit, Privatleit schwätzen, déi sech net hei kënne wieren. An duerfir wär et net schlecht, wa mer dat eng Kéier géife bedenken.

An zweetens wëll ech lech just soen, an domadder halen ech dann op: Den Ëmgang mat Leit, déi an där heiter Fro vun der Coronakris eng aner Meenung hunn, respektiv souguer, wann ech perséinlech d'Meenung komplett dernieft fannen, den Ëmgang domadder ..., et bréngt näischt, fir déi Leit a gewëssen Ecker ze drécken. Ech si géint eng Spaltung vun der Gesellschaft. Ech wëll mech ausernanersetze mat Leit, déi do aner Meenungen hunn. Ech wëll net spalten, ech wëll unifiéieren. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. Et ass keng weider Wuertmeldung do. Dach, den Här Serge Wilmes freet nach d'Wuert als Auteur vun der Motioun. Här Wilmes, wannechgelift.

M. Serge Wilmes *(CSV), auteur.*- Jo, ech wollt einfach Parole après ministre nach eng Kéier froen, well zemools och fir dee leschte Punkt, deen den Här Bausch do gesot huet. D'Madamm Wickler ass hei net eng reng Privatpersoun. Déi huet hei Interviewe ginn. Alles, wat ech a menger Ried gesot hunn, baséiert sech op Interviewen, déi si entweeder um Radio ginn huet oder Aussoen, déi se an der Zeitung gemaach huet. Et ass ëffentlech.

Stellt et also net esou duer, wéi wann ech elo géif hei ongerecht eng Privatpersoun ugräifen, déi sech net kéint wieren. Dat huet si ëffentlech gemaach, a si kënnt op e Posten, wou si och exposéiert ass an der Ëffentlechkeet. Dat ass also nëmmen normal, datt een dat däerf maachen.

Da wëll ech och ganz kloer eng Kéier deen Androck zréckweisen, deen Der ëmmer oder dacks bei Interventioune vun Ärer Säit hei entstoe loosst, wéi wann alles, wat virun 2013 war - et ass komesch, ëmmer gëtt 2013 genannt als Referenzwäert -, net gutt war. Eist gëtt dat d'Gefill, datt dat mat der CSV ze dinn huet, well mir an der Regierung do waren, well mir an der Verantwortung do waren.

Da kommt Der mat der Cargolux. Dir stellt dat esou duer, datt ab 2013, wou Dir Transportminister gi sidd, dat besser gaange wier, do emol eppes geschitt wier. Dir hutt et jo selwer erwäänt, den Här Wiseler, Äre Virgänger, CSV-Minister, wou mir och houfreg drop sinn, datt en dat war, huet den Här Helminger nominéiert, ass d'chineesesch Aktionäre siche gaangen. Dat ass also net esou, datt eréischt ab 2013 eppes do geschitt ass. Mir haten 2008 eng weltwäit Wirtschafts- a Finanzkris, déi eebe selbstverständlech och d'Aviatioun extreem a Matleedenschaft gezunn huet a wou och leider Gottes d'Cargolux drënner gelidden huet. Mee dat war net de Wëllen an net d'Ambitioun vun där deemoleger CSV/LSAP-Regierung, zu där mir och voll a ganz stinn, op jidde Fall emol mir fir eisen Deel.

Dat wollt ech elo och emol ganz kloermaachen. Dat ass net déi éischte Kéier, datt Der dat sot, dat bréngt Der ëmmer erëm, och op ganz villen anere Punkten!

Da wëll ech just soen de Kolleege vun der ADR: Hiren Asaz fir d'Meenungsfräiheet deele mer alleguerten, ech hunn et selwer nach eng Kéier a menger Ried gesot gehat. Hei ass keen, dee seet, datt si net däerf hir Meenung hunn als Bierger. Natierlech däerf se dat do hunn. Nach ass och dann een an enger Demokratie fräi, déi Meenung ze deelen oder net, a souguer op Basis vun där Meenung ze soen: „Deen do ass fir mech awer net qualifizéiert fir dee Posten." Et kann een awer net einfach alles soen an da mengen, datt deen aneren alles géif akzeptéieren. Och dat ass e Grondprinzip vun der Demokratie.

A mir kënnen hei net vun engem Beruffsverbuet schwätzen. Éischtens huet déi Madamm e Beruff! Mee zweetens awer postuléiert si quasi, also ass se proposéiert gi fir e Posten, wou et normal ass, datt ee muss eng Kéier kucken, ob een dofir qualifizéiert ass oder net. An do muss een och kënne mat deenen e Gespréich féieren. Dat ass iwwerall an all

normalem Interview esou. Och wa Leit sech bei eis an d'Gemeng virstelle kommen, gi se Saache gefrot. Et gëtt gekuckt: Kenne se déi Gemeng? Hu se sech domat auserneegesat? An ech hu jo och net nëmme vun hirer Meenung geschwat, déi se ausdréckt, déi se däerf hunn als Privatpersoun par rapport zur Pandemie, wou se gewoten Theese gemaach huet. Mee ech hunn och dervu geschwat, datt déi Aussoen, déi se um Radio gemaach huet par rapport zu hire wirtschaftleche Kenntnisser, makroekonomesche Kenntnisser vun der Weltwirtschaft, alles, wat se do gesot huet, awer héchst douteux ass. Datt se net d'Situatioun vun der europäescher Wirtschaft kennt, wat mer hei nach alles produzéieren. Datt se Behaaptungen an d'Welt setzt, déi einfach grondsätzlech falsch sinn. An datt se och net kritesch hannerfreet, wéi de Wuerenaustausch fonctionéiert, an Europa an an der Welt virun allem, besonnesch wann déi awer e grénge Profill huet. A si huet gesot an engem Interview, si hätt net nëmmen e gréngt Häerz, si wier eng duerch an duerch gréng Persoun.

An op Basis vun deem a well effektiv déi Entreprise nun emol d'Aushängeschëld vun eiser Wirtschaft ass, ass et net egal, wien een un d'Spëtzt stellt, besonnesch wann déi Propos vun Iech kënnt. A si ass vun Iech komm. Dir verstoppt Iech hannert den aneren Aktionären, mee d'Madamm huet selwer gesot, si hätt en Telefon kritt gehat vum François - si war beim Coiffer - an en hätt gesot: „Fal elo net vum Stull,"- wat jo net konnt geschéien, well se souz jo eréischt um Stull -, „well ech schloen Dech vir, fir an d'Cargolux nominéiert ze ginn."

Dir stiecht hei hannendrun, Dir sidd à l'initiative dovunner, also wier et och un Iech gewiescht, fir dat ze préiwen, fir nozehaken. A well dat awer trotzdeem schonn déi x-te Kéier ass, wou mer iwwert déi Prozedur diskutéieren, mengen ech, misste mer eng Kéier fundamental driwwer diskutéieren, wéi dat an Zukunft soll geschéien. An dowéinst wäerte mer och nach eng Initiativ dozou huelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wilmes. D'Regierung freet nach eng Kéier d'Wuert a kritt et och.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, Här President. Ech ka mech wierklech nëmme wonneren. Hei gëtt et elo duergestallt, wéi wann ech elo gemaach hätt, wéi wann ech näischt domat ze di gehat hätt. Dat hunn ech jo net gesot! Ech hu just erkläert, wéi et zur Decisioun komm ass, datt d'Madamm Wickler dat ginn ass, wat se ginn ass. Mee natierlech stinn ech dozou. Wéi gesot, ech hu jo och nach aner Leit am Virfeld consultéiert an et waren och anerer an der Diskussioun. Mee dat ass awer elo emol egal. Mee d'Madamm Wickler ass net dohinnerkomm, well se gréng, oder wat weess ech, war, mee wéinst hirem ekonomesche Sachverstand am Alldagsliewen - an do geet et net ëm eng Radiossendung, déi ee kann esou oder esou kommentéieren, wou se Ried an Äntwert eng Kéier stoung zwee Deeg duerno -, hirem Sachverstand, dee se, mengen ech, um Terrain bewisen huet.

An ech hunn do, muss ech Iech soen, souguer bei deene kriteschsten Artikele kee gesinn, Här Wilmes, deen dat bis elo contestéiert huet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da Parole après ministre fir den Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Mir kruten nach ëmmer keng Äntwert, éierlech gesot. „Ekonomesche Sachverstand, dee se um Terrain bewisen huet." Jo, warscheinlech aus engem Beräich. Mee wéi den Här Wilmes virdru gesot huet, krut si ugeruff am Coiffersalon a seet: „Ok, da maache mer dat esou." An da gëtt einfach behaapt: „Si huet en ekonomesche Sachverstand!" A wann een dat vläicht a Fro stellt, dann ass een e béise Jong oder e béist Meedchen.

Nee, éierlech gesot, fir esou e Posten, ech war jo ni Minister, ech duecht, datt een normalerweis e Gespréich géif féieren, et géif een déi Persoun an de Büro alueden, vläicht wieren och aner héich Beamten derbäi, an da géif een eeben iwwer Strategie schwätzen: „Wat mengs de, a wat fir eng Richtung et geet?" Ech wousst net, datt esou Nominatiounen am Coiffersalon géife virgoen.

An éierlech gesot, dofir komme mer net dervunner ewech, datt mer nach ëmmer net verstinn - ausser datt d'Madamm Wickler Member war oder ass vun deene Gréngen -, wat fir en anert Argument et gëtt, fir se ze nominéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Regierung.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Här President, mir si jo elo definitiv am Kabarettisteschen ukomm, wéi ech dat gesinn.

(Brouhaha)

Mee ech mengen, also …

(Coups de cloche de la présidence)

Här President, et ass eng Spezialisatioun, datt den Här Wagner ka soen, wat e wëllt, a wann ech dat dann och mat enger Pris Humor wëll erabréngen, da gëtt: „O!" gemaach. Mee dat kenne mer jo hei an der Chamber.

Ech wëll Iech just nach eng Kéier soen: Natierlech ass déi Decisioun net esou gefall, wéi den Här Wagner gesot huet, an natierlech ware Virgespréicher. Natierlech hunn och d'Aktionären alleguerten, inklusiv déi privat, déi Madamm virdru gesinn. Déi hu sech jo hir Meenung selwer gemaach. An natierlech ass dat en due forme ofgelaf, wéi och am Fong d'Statute vun der Gesellschaft et virgesinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Da freet nach eng Kéier den Här Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. No deene ganzen Erklärunge vum Här Minister hunn ech just nach eng Fro: Haten och aner Kandidaten, wou Der d'Nummer vläicht net hat, d'Chance, fir op dee Posten ze kommen? Oder hutt Dir direkt nëmmen eng Persoun kontaktéiert? Merci.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, an ech hat e ganz anere Favoritt, mee dee wëll ech Iech awer hei net soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir sinn net an enger Froestonn. Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott vun der Motioun kommen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 24 Jo-Stëmmen a 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Hansen), MM. Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 12. ...

15. Dépôt d'une demande de convocation de la Commission des Finances et du Budget par M. Laurent Mosar

Den Här Laurent Mosar freet nach d'Wuert. Zu wat?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Eng Demande, Här President, ganz schnell. Ech wëll hei am Numm vu menger Fraktioun eng Demande de convocation ofgi fir d'Finanzkommissioun. Mir froen, datt de Staatsminister Xavier Bettel an d'Finanzkommissioun kënnt, fir eis am Detail ze erklären, wéi generell d'Nominatioun vun Administrateuren, staatlechen Administrateuren, an déi verschidde Conseile geregelt ass.

Mir hunn hei e Froekatalog vun 20 Froen zesummegestallt. Et ass eng wichteg Diskussioun, déi wäit iwwert d'Fro vun der Madamm Wickler erausgeet. A mir wiere frou, wann Dir och géift intervenéieren, Här President, datt déi Reunioun esou schnell wéi méiglech wäert zustane kommen.

Ech soen Iech Merci.

(M. Laurent Mosar dépose une demande de convocation de la Commission des Finances et du Budget.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 12. an de 14. Mee virgesinn. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.54 heures.)

Sommaire des séances publiques n^os^ 51 et 52

51e séance

Ouverture de la séance publique ... p. 737

7813 - Proposition de loi portant modification de l'article 62 de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours (déclaration de recevabilité) ... p. 737

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par Mme Simone Beissel ... p. 737

Question élargie n° 87 de M. Jean-Paul Schaaf au sujet de la langue des signes ... p. 737

Dépôt d'une motion par M. Jean-Paul Schaaf ... p. 737-738

Question élargie n° 87 de M. Jean-Paul Schaaf au sujet de la langue des signes (suite) ... p. 738

Question élargie n° 86 de Mme Martine Hansen au sujet de la protection du climat dans la Fonction publique ... p. 738-739

Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen ... p. 739

Question élargie n° 86 de Mme Martine Hansen au sujet de la protection du climat dans la Fonction publique (suite) ... p. 739

Question élargie n° 88 de M. Pim Knaff au sujet de la digitalisation et numérisation de la procédure et des dossiers judiciaires ... p. 739-740

7449 - Débat d'orientation sur le plan de développement culturel « KEP 1.0 » ... p. 740-755

Motion de M. Jean-Paul Schaaf relative à la langue des signes ... p. 755

Motion de Mme Martine Hansen relative à la neutralité climatique ... p. 755

Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten ... p. 755-756

7755 - Proposition de révision du chapitre II de la Constitution (déclaration de recevabilité) ... p. 756

52e séance

Ouverture de la séance publique ... p. 756

Communications ... p. 756-757

Ordre du jour ... p. 757

Question élargie n° 95 de M. Fernand Kartheiser relative au devoir de vigilance des entreprises ... p. 757

Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz ... p. 757-758

Question élargie n° 94 de M. David Wagner relative aux salles de classe numériques ... p. 758-759

Question élargie n° 92 de M. André Bauler au sujet de la croissance démographique au Luxembourg, de ses déterminants majeurs et des effets de la pandémie en la matière ... p. 759-760

Question élargie n° 96 de M. Laurent Mosar au sujet de l'avenir du site sidérurgique de Dudelange ... p. 760-761

Motion de M. Yves Cruchten concernant la garantie d'un accès équitable aux vaccins

et

Motion de M. David Wagner concernant le soutien de la proposition de dérogation temporaire introduite par l'Inde et l'Afrique du Sud à l'Organisation mondiale du commerce en matière de propriété intellectuelle ... p. 761-763

Ordre du jour (suite) ... p. 763

Dépôt d'une motion par M. Serge Wilmes ... p. 763

7803 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 ... p. 763-764

7325 - Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales ;
2° de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;
3° de la loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires ... p. 764-771

Motion de M. Serge Wilmes relative à la notification au conseil d'administration de la Société luxembourgeoise de navigation aérienne de la révocation de la femme d'affaires luxembourgeoise de son mandat d'administrateur ... p. 771-773

Dépôt d'une demande de convocation de la Commission des Finances et du Budget par M. Laurent Mosar ... p. 773

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
4568	Marc Spautz	Recrutement actuel de journalistes par une maison d'édition de journaux
4640	Fred Keup	Demandes privées de classification d'objets
4655	Jeff Engelen	Formulaire de traçage distribué par une compagnie aérienne étrangère
4667	Nathalie Oberweis	Options d'accouchement
4672	Paul Galles	Système d'alerte par SMS
4678	Cécile Hemmen, Mars Di Bartolomeo	Passeport de défibrillateur
4690	Fred Keup	Nouveau hall sportif à Echternach
4696	Fred Keup	Impact des inondations sur les sites classés
4702	Fernand Kartheiser	Intervention de l'armée dans le cadre des inondations
4704	Mars Di Bartolomeo, Tess Burton	Assurance contre les pertes d'exploitation
4712	Gilles Roth, Laurent Mosar	Logiciel Pegasus
4713	Lydia Mutsch	Demande d'une licence par une chaîne de télévision publique russe
4715	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	Carburant durable pour avions
4718	Jeff Engelen	Personnes ne pouvant pas être vaccinées contre la Covid-19
4719	Jeff Engelen	Effets secondaires du vaccin Johnson & Johnson
4720	Jeff Engelen	Vaccination obligatoire
4721	Fred Keup	European Flood Awareness System (EFAS)
4724	Mars Di Bartolomeo	Remboursement immédiat par chèque par la CNS
4725	Gusty Graas	Exposition de la population à des métaux lourds
4726	Georges Engel, Cécile Hemmen	Reconstruction d'infrastructures en zone verte
4727	Fred Keup, Jeff Engelen	Groupes électrogènes de secours
4728	Fred Keup, Jeff Engelen	Impact des inondations sur l'électromobilité
4729	Fred Keup, Jeff Engelen	Système d'information pour les transports en commun
4730	Françoise Hetto-Gaasch	Fermetures de crèches
4731	François Benoy	Avantages fiscaux lors de la location d'un bien immobilier
4732	Sven Clement	Cell Broadcast
4733 cf. 4738	Marc Goergen	Installations sanitaires dans les maisons de retraite et de soins
4734	Martine Hansen, Gilles Roth, Paul Galles	Objectifs climatiques sectoriels
4736	Nathalie Oberweis	Affaire Pegasus - NSO Group
4737	Michel Wolter	Infections à la Covid-19 de personnes vaccinées
4738 cf. 4733	Fernand Kartheiser	Installations sanitaires dans les maisons de retraite et de soins
4739	Myriam Cecchetti	European Flood Awareness System (EFAS)
4740	Martine Hansen, Marc Spautz	Aides pour les agriculteurs victimes d'inondations
4741	Martine Hansen	Installation d'un évacuateur de crue additionnel au barrage du lac de la Haute-Sûre
4742	Jeff Engelen	Sécurité des ponts
4745	Laurent Mosar, Viviane Reding	Communications électroniques des ministres et hauts fonctionnaires
4746	Nathalie Oberweis	Contrôle médical
4747	Marc Hansen	Dossier de soins partagé
4748	Marc Goergen	Trains de nuit
4753	André Bauler	Anciens bâtiments de l'Athénée de Luxembourg
4755	Viviane Reding, Laurent Mosar	Révision des accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers
4756	Nathalie Oberweis	Violences obstétricales
4757	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	Application de la circulaire n° 3324
4758	Fred Keup	Annonces à l'Aéroport de Luxembourg
4759	Paul Galles, Gilles Roth	Application GouvAlert
4760	Jeff Engelen	Problématique des trains supprimés
4761	Marc Hansen	Incident de sécurité informatique concernant un laboratoire luxembourgeois d'analyses médicales
4762	Fernand Kartheiser	Indexation du barème de l'impôt sur le revenu
4763	Marc Goergen	Discrimination dans le sport
4764	Fred Keup	Application renseignant sur le niveau des eaux
4767	Guy Arendt, Claude Lamberty	Courrier non distribué
4768	Marc Goergen	Recommandation concernant la consommation des légumes de jardin suite aux inondations
4779	Françoise Hetto-Gaasch	Harcèlement sexuel
4782	Fred Keup	Rénovation du bâtiment Robert Schuman
4783	Fred Keup	Formation de bibliothécaires et archivistes
4785	Léon Gloden, Laurent Mosar, Marc Spautz, Gilles Roth	Intervention policière à Ettelbruck le 31 juillet 2021
4787	Fred Keup	Lutte contre le changement climatique
4792	Fred Keup	Langue luxembourgeoise sur le marché du travail
4794	Jeff Engelen	Administration d'une troisième dose du vaccin contre la Covid-19
4796	Fred Keup	Anciens bâtiments de l'Athénée de Luxembourg
4797	Sven Clement	Nouveau fournisseur de cannabis médical
4800	Sven Clement	Accessibilité des sites Internet du Gouvernement
4801	Diane Adehm	Pluralisme des médias
4802	Fernand Kartheiser	Inauguration du nouveau président iranien
4804	Fernand Kartheiser	Aggressions contre la Police grand-ducale
4805	Fred Keup	Aide humanitaire pour le Liban
4806	Georges Mischo	Problèmes informatiques des centres de vaccination
4809	Laurent Mosar, Viviane Reding	Amende contre Amazon prononcée par la CNPD
4811	Max Hahn	Moratoire sur chemins forestiers
4813	Chantal Gary	Nouveau radar « Stäreplaz »
4815	Gusty Graas	Élections législatives en Russie
4816	Sven Clement	Campagne de recrutement de volontaires pour le CGDIS
4817	Viviane Reding	Institutions européennes au Luxembourg
4818	Jeff Engelen	Vaccination de personnes soignées à domicile
4819	Sven Clement	Prime à la publication d'une création littéraire
4825	Fernand Kartheiser	Répartition des compétences des ministères
4829	Marc Goergen	Première classe dans les trains des CFL
4830	Fernand Kartheiser	Divorce de ressortissants érythréens
4832	Viviane Reding, Léon Gloden	Restrictions territoriales de l'offre
4835	Marc Goergen	Ventes de tabac
4837	Gusty Graas, Max Hahn	Projet de marquages fluorescents sur les autoroutes
4847	Léon Gloden	Prise en charge de la famille de policiers grièvement blessés ou tués en service
4858	Paul Galles, Marc Lies	Gestion des déchets des cigarettes
4865	Jeff Engelen	Rôle du Syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI) dans le processus de digitalisation de l'État
4868	Martine Hansen	Données sur la vaccination contre la Covid-19
4872	Laurent Mosar	« Stolen Asset Recovery Initiative »
4879	Marc Spautz	Cybermobbing
4880	Gusty Graas, Max Hahn	Suppression du tunnel sur la ligne Rumelange–Langengrund
4881	Sven Clement	Matériel militaire de l'armée afghane
4882	Fernand Kartheiser	Communications du Ministère de la Défense
4888	Fred Keup	Protection et conservation des gares historiques
4895	Fernand Kartheiser	Gaspillage alimentaire
4900	Jeff Engelen	Délais d'accès à la tomoscintigraphie
4910	Marc Goergen	Nouveau système de contrôle d'Apple
4915	Sven Clement	Vaccination du personnel enseignant
4917	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Promotion de l'électromobilité
4918	Marc Goergen	Émissions de CO_2 sur le billet d'avion
4925	Fred Keup	Château de Septfontaines
		Session ordinaire 2021-2022
5533 urgente	Max Hengel, Félix Eischen, Martine Hansen	Vaccination avec le vaccin Janssen contre la Covid-19
5549 urgente	Max Hengel, Martine Hansen	Covid-19 chez les bébés et jeunes enfants
5584 urgente	Stéphanie Empain, François Benoy	Sanctions économiques et financières à l'égard de la Russie

Question 4568 (29.06.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **recrutement actuel de journalistes par une maison d'édition de journaux :**

Après l'échec des négociations d'un plan social et la suppression de quelque 74 emplois au sein de la maison d'édition en question en fin d'année 2020, notamment pour de soi-disant raisons économiques liées à la pandémie du Covid-19, il ressort de deux annonces récemment publiées sur le site Internet www.jobfinder.lu que la société en question recherche des « journalistes francophones (h/f) », respectivement, des « Journalisten (m/w) », afin de renforcer, en tant que rédacteurs du « Luxemburger Wort », l'équipe éditoriale du site francophone « wort.lu/fr » et les domaines « Politik, Lokales, Kultur, Wirtschaft, Sport sowie Lifestyle, TV und Magazin » de la rédaction.

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le recrutement de nouveaux (anciens) journalistes s'analyse comme réaction de la maison d'édition aux recours pendants devant les juridictions luxembourgeoises ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'une partie au moins des salariés pourront faire valoir la priorité de réembauchage inscrite à l'article L. 125-9 du Code du travail ? Sur base des informations à disposition du Gouvernement, combien de salariés pourraient en bénéficier ?

3) Le Gouvernement n'est-il pas d'avis que la législation en matière de licenciements collectifs devrait être réformée ? Quels seraient les points saillants d'une telle réforme ?

4) Sachant que la maison d'édition susmentionnée n'a pas respecté les termes de la convention collective à laquelle elle était liée, quels pourraient être

www.chd.lu

les instruments/mécanismes à mettre en place pour garantir à l'avenir l'effectivité des conventions collectives ?

Réponse (01.09.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Une interprétation des évènements telle qu'elle est faite par l'honorable Député ne saurait être confirmée ou partagée par le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

ad 2) L'article L. 125-9 du Code du travail prévoit ce qui suit: « Le salarié licencié pour motifs fondés sur les nécessités du fonctionnement de l'entreprise peut faire valoir une priorité de réembauchage durant un délai d'un an à compter de la date de son départ de l'entreprise. Si le salarié manifeste par écrit le souhait d'user de cette priorité, l'employeur est obligé de l'informer de tout emploi devenu disponible dans sa qualification. »

Vu l'absence des informations particulières à ce stade, il y a lieu de noter que tous les salariés qui remplissent les conditions légales susmentionnées peuvent a priori profiter de la priorité de réembauchage, sous réserve évidemment que leurs qualifications respectives correspondent à celles listées dans les annonces en question.

ad 3) L'accord de coalition 2018-2023 ne prévoit pas une réforme de la législation actuelle en matière de licenciements collectifs. Or, le Gouvernement reste ouvert à des discussions avec les partenaires sociaux concernant ce sujet.

En outre, il y a lieu de noter que lors de ses dernières séances en 2020 le Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTE) a entamé les discussions visant à réformer la législation relative aux plans sociaux. Les résultats de ces discussions seront communiqués à la Chambre des Députés en temps utile.

ad 4) En ce qui concerne les conventions collectives de travail, le programme de coalition prévoit que :

« Le droit du travail joue un rôle important, mais il ne peut pas régler tout. Un rôle important doit revenir aux négociations entre partenaires sociaux dans le cadre de conventions collectives ou d'accords interprofessionnels. La législation afférente, qui date de 2003, sera soumise à une évaluation dont les résultats seront présentés au Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTE) en vue d'éventuelles adaptations en prenant en compte les législations qui confèrent un rôle important aux conventions collectives (autonomie tarifaire). »

Question 4640 (08.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **demandes privées de classification d'objets :**

Privatpersounen hunn zu Lëtzebuerg d'Méiglechkeet, een Objet ënner Denkmalschutz stellen ze loossen. Si mussen eng Demande un de Kulturministère adresséieren, deen dann entscheet, ob der Ufro zougestëmmt gëtt oder net.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Wéi vill esou Ufroe sinn iwwert déi lescht Joren un de Kulturministère adresséiert ginn? Wéi vill waren dat der am Schnëtt pro Joer?

2. Wéi vill Ufroe kruten eng positiv, wéi vill eng negativ Äntwert?

3. Wéi laang dauert et an der Reegel, bis eng Entscheedung getraff ass?

Réponse (23.08.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Zanter dem Joer 2016 gouf fir ronn 600 Objeten eng Ufro vu Privatleit beim Kulturministère gemaach, fir eng Denkmalschutzprozedur unzefänken. Am Joer 2016 waren et 80, an am Joer 2020 eng 180 Ufroen. All Joer ass d'Zuel vun den Ufroe geklommen.

Iwwer 90 % vun den Ufroe goufe positiv aviséiert an hunn zu engem Denkmalschutz gefouert.

D'Dauer fir d'Prozedur ass ënnerschiddlech a ka vun Dossier zu Dossier variéieren. Et gi vill Facteuren déi matspillen, ënnert anerem d'Urgence, d'Reaktioun vun de Proprietären an d'Unzuel vun den Demanden, déi grad virleien. An der Moyenne dauert eng Prozedur fir eng Aschreiwung op den Inventaire supplémentaire eng fënnef bis sechs Méint. E Klassement als Monument national dauert tëscht 14 a 24 Méint.

Question 4655 (13.07.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **formulaire de traçage distribué par une compagnie aérienne étrangère :**

Ech kréie gesot, datt op engem Fluch vun der gréisster däitscher Fluchgesellschaft vu Frankfurt op Lëtzebuerg dat däitscht Bordpersonal um Numm vun der Lëtzebuerger Regierung e Blat fir auszefëllen ausgedeelt huet. Gefrot gëtt do ausféierlech no Kontakter, déi de Fluchpassagéier hat, dee jo nëmme mat engem negativen Test konnt an dee Fliger klammen, an och no enger Persoun, fir am Noutfall ze kontaktéieren. Dozou wëll ech der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen, well bei 25 Minutte renger Fluchzäit esou en Ziedel och net ganz ka studéiert ginn:

1. Wat fir en Zweck huet dee Genre Contacttracing bei Leit mat engem negativen Test?

2. Wien huet dee Formulaire an Optrag ginn?

3. Ass d'Ausfälle vun deem Formulaire obligatoresch an ass an deem Fall d'Fluchpersonal instruéiert, fir op d'Fräiwëllegkeet hinzeweisen?

4. Ass aus deem Formulaire ersiichtlech, u wien déi Informatioune weidergeleet ginn?

5. Gëtt op deem Formulaire op d'Rechter vum Fluchpassagéier higewisen, fir seng perséinlech Daten an déi vu sengen eventuelle Kontakter ze schützen a ginn d'Ufuerderunge vum Dateschutzgesetz respektéiert?

6. Huet dat Lufthansa-Bordpersonal iergendee Recht, esou perséinlech Passagéierdaten ze gesinn?

7. Denkt d'Regierung am anere Fall drun, aus evidente Grënn vum Dateschutz a vun der Diskretioun, fir esou Donnéeën, sollte si da korrekt erfrot gi sinn, nom Ausfëllen an en Ëmschlag kënnen ze maachen, ier si agesammelt ginn?

Réponse (23.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et handelt sech bei dem Formular ëm de sougenannte „Passenger Locator Form" (Formulaire de localisation des passagers), wéi en am Covidgesetz (Artikel 5, 2 bis) definéiert ass. Et ass absolutt kee Contacttracing-Formular, well net no de Kontakter, déi de Passagéier hat, gefrot gëtt, mee just verschidden Donnéeë vum Passagéier selwer enregistréiert ginn.

De Contenu vun deem Formular ass am Gesetz definéiert, an de Formular ass obligatoresch dem Gesetz no, an all Passagéier, dee Lëtzebuerg via de Flughafe betrëtt, muss de Formular ausfëllen. De Formular baséiert sech op eng Uwendung vum „Règlement sanitaire international" vun der Weltgesondheetsbehörde, dee wéi schonns gesot am Lëtzebuerger Recht iwwerholl ginn ass.

Et ass dem Gesetz no d'Responsabilitéit vun der Fluchgesellschaft, dass dëst gemaach gëtt. De Volet Dateschutz ass duerch den Artikel 10 vum Covidgesetz ofgedeckt. Um Formular gëtt de Passagéier op seng Rechter a puncto Dateschutz higewisen. All Donnéeën, déi esou gesammelt ginn, gi 14 Deeg méi spéit zerstéiert.

Question 4667 (15.07.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **options d'accouchement :**

Tout en vous remerciant de votre réponse du 14 juillet 2021 à ma question parlementaire n° 4477 du 14 juin 2021, Madame la Ministre de la Santé, je voudrais néanmoins revenir sur mes questions :

1) Concernant ma première question, je vous demandais si vous êtes d'accord que la future mère a le droit de choisir les circonstances dans lesquelles elle peut accoucher. J'avais bien précisé que cette question se réfère aux accouchements lors desquels ni la vie de la maman ni celle du bébé sont en danger. C'est donc une question de principe. Madame la Ministre, je vous réitère ma question.

2) Ma deuxième question se référait par rapport à la tierce personne. Je vous demandais une clarification s'il s'agit bien d'une troisième personne donc au-delà de la mère et du père/partenaire. Dans l'absence d'une réponse claire, je comprends de votre réponse qu'il s'agit d'un accompagnateur qui est « autant que possible intégré dans la prise en charge du patient ». Je comprends donc que cette personne peut être une troisième personne si tel est le choix de la maman et si cette personne est « autant que possible intégrée dans la prise en charge du patient ». Je vous prie de bien vouloir me dire si j'ai bien compris/interprété votre réponse.

Réponse (23.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Le droit de choisir les circonstances de l'accouchement doit bien être respecté, dans la mesure du possible et sans mettre en danger la santé de la mère et de son enfant.

La loi du 24 juillet 2014 précise le droit à l'assistance par une tierce personne. L'accès aux salles d'accouchement étant habituellement réservé à une seule personne accompagnante pour des raisons de sécurité et de confidentialité, il s'avère que la parturiente choisit dans la majorité des cas de se faire accompagner par le père de l'enfant. L'accompagnement de la mère par une autre personne que le père de l'enfant n'est certainement pas exclu.

Question 4672 (16.07.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **système d'alerte par SMS :**

Zanter dem 1. Mäerz 2021 verschécken déi däitsch Mobilfunkbedreiwer eng sougenannte Corona-SMS mat Informatiounen, ënnert anerem, mee net nëmmen, iwwer déi aktuell Coronareegelen u Leit, déi an Däitschland areesen.

Aus aktuellem Ulass wéilt ech duerfir follgend Froen un den Här Premier- a Staatsminister, den Här Minister fir Kommunikatioun a Medien an un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

- Wier et net sënnvoll, en änleche System zu Lëtzebuerg op d'Been ze stellen? Lafen eventuell schonn deementspriechend Virbereedungen?

- Land a Leit haten déi lescht Deeg mat uergen Iwwerschwemmungen ze kämpfe mat Repercussiounen op eist ganzt Verkéiersnetz. Aner Katastrophe kënnen eng änlech Envergure erreechen. Kéint esou een nationalen SMS-System net och als Fréiwarnsystem fir d'Leit hei am Land - eventuell dann och fir Leit, déi sech op Lëtzebuerg deplacéieren, benotzt ginn, änlech wéi den „sms2citizen" fir d'Bierger op Gemengenniveau, respektiv als Complement zur App „gouvalert.lu"?

- Och gouf an der Vergaangenheet annoncéiert, dass d'App „gouvalert.lu" géif weiderentwéckelt ginn.
• Wou sinn déi Aarbechten drun?
• Goufen d'Leit wärend de leschten Deeg iwwer d'App am Virfeld alertéiert, an och iwwert Zäit um Lafende gehalen iwwer déi lescht Entwécklungen?

Réponse commune (23.08.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Am Hierscht 2020 ass en interministeriellen Aarbechtsgrupp agesat ginn, deen opgrond vun enger Decisioun vun der Regierung domat beoptraagt gouf, de System vun der GouvAlert ze reforméieren. Heibäi geet et souwuel ëm d'App en tant que telle, ëm d'Notzer vun der App, wéi och ëm digital Alternativen, déi dozou sollen déngen, d'Bevëlkerung an Noutfäll an a Krisesituatiounen ze alertéieren an si iwwert d'Situatioun an d'Bild ze setzen.

Opgrond vun de Konklusioune vun deem Aarbechtsgrupp gouf zesumme mam Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) en éischte konkreete Projet ausgeschafft, dee bis Mëtt 2022 zu enger Reform vum gesamte System vun den Alertë soll féieren.

Zwee wichteg Punkte sinn ervirzehiewen: D'Alerte vun der Populatioun muss éischtens iwwer méi Kanäl gemaach ginn, souwéi dat och haut schonn de Fall ass. Dëst sinn ënnerschiddlech Internetsitten an Appen, d'Medien (Radio, Télee) souwéi d'sozial Medien. Zweetens geschitt d'Alerte duerch staatlech Produite wéi d'GouvAlert-App, awer och duerch SMS-Systemer oder de Cell Broadcast. Dës Systemer erlaben et, all Handysbenotzer (och auslännesch Handyen) an engem definéierte Gebitt duerch Push-Notifikatiounen oder SMS ze erreechen. De Cell Broadcast huet de grousse Virdeel, datt d'Biergerinnen an d'Bierger näischt mussen eroflueden an d'Couverture vill méi grouss ass wéi bei enger App. An déi Richtung soll och de Warnsystem zu Lëtzebuerg evoluéieren, mam Fokus op eng multikanal Warnung, a konform zu den Dispositioune vun der Direktiv 2018/1972 vum 11. Dezember 2018 établissant le code des communications électroniques européen sinn.

Am Virfeld vun den Iwwerschwemmunge Mëtt Juli hu MeteoLux an d'Administration de la gestion de l'eau (AGE) Warnungen (Alerte orange/rouge) iwwer verschidde Kanäl un d'Populatioun erausgeschéckt. De CGDIS huet e Message iwwert d'GouvAlert verschéckt, wärend d'Buergermeeschteschen an d'Buergermeeschtere mëttwochsmëttes per SMS iwwert d'Phase de préalerte alertéiert gi sinn. Zousätzlech gouf d'Populatioun och op lokalem Niveau vun de kommunalen Autoritéiten an dem CGDIS iwwer verschidde Kanäl (z. B. SMS to Citizen) alertéiert. Wann een d'Alertéierung op een eenzege Kanal wéi d'GouvAlert géif reduzéieren, wiere verschidden Deeler vun der Populatioun net erreecht ginn. Aus deem Grond war an ass et wichteg, d'Alerten iwwer souvill wéi méiglech Niveauen ze diffuséieren.

D'Richtung, déi d'Regierung ageschloen huet, fir d'Alerte vun der Populatioun ze reforméieren an ze verbesseren, gouf bestätegt. D'Erfarunge vun de rezenten Iwwerschwemmunge wäerten an de Projet mat afléissen, fir d'Diffusioun vun den Alertë weider ze verstäerken.

Le saviez-vous ?

RAPPORTEUR

Le rapporteur est le membre d'une commission de la Chambre des Députés chargé de présenter devant celle-ci en séance publique le rapport de la commission sur un texte.

Question 4678 (19.07.2021) de **Mme Cécile Hemmen** et **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **passeport de défibrillateur :**

Les patients souffrant de problèmes cardiaques et d'arythmies se voient implanter un défibrillateur cardiaque afin de combattre les troubles du rythme ventriculaire. Il s'agit d'une intervention chirurgicale couramment utilisée et après laquelle les patients peuvent quasiment reprendre une vie normale. Afin d'être protégé en cas d'une hospitalisation imprévue, par exemple lors d'un voyage, le patient se voit délivrer de la part de son cardiologue un passeport de défibrillateur, indiquant la date d'implantation, le nom du défibrillateur et les sondes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre peut-elle nous informer s'il existe un registre national centralisé pour assurer la gestion et le suivi des passeports de stimulateurs cardiaques ? Dans la négative, Madame la Ministre juge-t-elle utile et/ou intéressant l'idée de créer un tel registre ?

- De même, dans la négative à notre première question, Madame la Ministre envisage-t-elle un passeport national uniforme délivré par le ministère au lieu que chaque cardiologue émette un passeport différent ?

- Madame la Ministre juge-t-elle utile la mise en place d'un passeport européen de stimulateur cardiaque afin de faciliter le déplacement des patients, par exemple lors de voyages en avion ? Des initiatives en ce sens existent-elles ?

Réponse (20.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Actuellement, il n'existe pas de registre national centralisé, auquel se réfèrent les honorables Parlementaires, et qui vise à assurer la gestion et le suivi des passeports de stimulateurs cardiaques. Toujours est-il que le Ministère de la Santé envisage l'introduction d'un registre des dispositifs médicaux implantés au Luxembourg ; ceci dans le cadre des mesures d'application du règlement (UE) 2017/745 relatif au dispositifs médicaux qui sont en cours d'élaboration.

Le règlement européen précité prévoit que le fabricant est obligé de fournir au patient avec un dispositif implantable des informations pertinentes, y compris une carte d'implant, dont le contenu et le format sont définis par des lignes directrices au niveau de l'Union européenne. En raison de l'existence de procédures au niveau communautaire, l'introduction de procédures nationales dédiées à l'uniformisation d'un passeport de stimulateurs cardiaques n'est pas envisagée.

Question 4690 (20.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **nouveau hall sportif à Echternach :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3985 zum Bau vun der neier Sportshal vum Iechternacher Lycée huet d'Regierung ënner anerem Follgendes geschriwwen: „Zum Volet Héichwaasserschutz gouf et am Kader vum Gesamtprojet ‚Campus Echternach' eng Etüd (Plan directeur Eau), déi vun engem lëtzebuergeschen Ingenieursbüro ausgeschafft gouf. An déser Etüd ass festgeleucht ginn, wéi den Ëmbau vum Site héichwaasserneutral ka realiséiert ginn, an dat wärend der Bauphas vun deenen eenzele Gebaier an Infrastrukturen, wéi och no der Fäerdegstellung vum Gesamtprojet.

Konkreet zu der Sportshal war 2019 eng waasserrechtlech Geneemegung vun der Administration des bâtiments publics bei der Administration de la gestion de l'eau ugefrot ginn. An dëser ass ënnert anerem den Héichwaasservolet gekuckt an den Dossier autoriséiert ginn. Deementspriechend entsprécht d'Planung vun der Sportshal den aktuelle gesetzlechen Ufuerderunge vum Waassergesetz an den Ziler vum Héichwaasserrisikomanagement."

Wéi déi rezent Wiederkatastroph gewisen huet, bleift dës Plaz awer ufälleg fir Iwwerschwemmungen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Ëmweltminister an dem Här Schoulminister nach gär dës Nofroe stellen:

1. Gëtt de Projet op Basis vun deene rezenten Erfarungen nei evaluéiert?

2. Hunn d'Bauaarbechte fir déi nei Sportshal vum Iechternacher Lycée schonn ugefaangen? Wa jo, wéi eng Schied sinn entstanen a wéi laang verzögert sech de Bau vis-à-vis vum ursprénglech geplangten Eréffnungsdatum?

3. Och d'Sportshal vun der Iechternacher Gemeng, déi am Kader vum Sportsunterrecht bis lo vum Lycée matbenotzt gouf, gouf duerch d'Iwwerschwemmunge staark beschiedegt. Des Weidere stoungen och déi baussenzeg Sportsinfrastrukture vun der Schoul, notamment de Fussballsterrain an d'Käfeger, énner Waasser. Kann den Här Schoulminister elaboréieren, wéi déi rezent Wiederkatastroph sech no der Rentrée insgesamt op de Sportsunterrecht vum Iechternacher Lycée wäert auswierken?

Réponse commune (12.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. De Projet ass konform zu der Geneemegung vum Waasserwirtschaftsamt vum 26. August 2020 geplangt, déi op engem honnertjärege Héichwaasser baséiert; deementspriechend hält d'Hal ouni Schied engem Waasserstand vun 162,25 m iwwert Normalnull stand (ongeféier 6 m iwwert dem normale Waasserstand vun der Sauer respektiv bis 70 cm iwwert dem Foussbuedemniveau vun der Hal).

No de rezenten Iwwerschwemmunge gëtt de Projet an deem Sënn ugepasst, dass de peripheren Héichwaasserschutz nach eng Kéier ëm 30 cm no uewen erhéicht gëtt an d'Gebai duerch zousätzlecht Gewiicht am Buedemberäich géint Opschwemme geséchert gëtt. Dëst ass nach méiglech, well de Bau eréischt an der Phas vum Gros-œuvre ass.

ad 2. D'Bauaarbechten hu leschten Hierscht ugefaangen a si momentan am Réibau.

Et si keng direkt Schied entstanen an d'Botzaarbechte vun e puer Deeg op de Site hu weider keen Afloss op de geplangten Eréffnungsdatum.

ad 3. Et lafen intensiv Gespréicher tëscht der Stad Iechternach, allen Iechternacher Schoulen an de staatlechen Instanzen, wat de Sportsunterrecht fir déi nächst Schouljore betréfft. D'Schwämm an déi grouss Sportshal wäerte warscheinlech abandonnéiert ginn. De Schwammunterrecht wäert deemno eng Zäit duerch dréchene Sportsunterrecht ersat ginn. Et gëllt elo, gewësse Perioden ze iwwerbrécken. Esou ass énner anerem geplangt, datt d'Stad Iechternach eng provisoresch Sportshal opriicht, déi am Laf vum nächste Joer soll a Betrib geholl kënne ginn.

Souwuel déi zwee bestoend Turnsäll ewéi och déi baussenzeg Sportsinfrastrukture vum Iechternacher Lycée kënne weiderhi benotzt ginn. Et ginn nach zousätzlech Sportsequipementer kaf, déi temporairement a bestoende Raimlechkeete vum Lycée kënne fir de Sportsunterrecht genotzt ginn. Domat ass deemno de Sportsunterrecht vum Iechternacher Lycée assuréiert. De Bau vun der neier Hal fir de Lycée ass an den Delaien a wäert Ufank 2023 fäerdeg ginn. Da kënnen déi ugeschaaften Equipementer och duer transferéiert ginn.

Question 4696 (20.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**impact des inondations sur les sites classés :**

D'Iwwerschwemmunge vum 15. Juli 2021 hunn d'Bevëlkerung vun eisem Land schockéiert a viru grouss Erausfuerderunge gestallt. All d'Beräicher vum ëffentleche Liewe sinn duerch dës Katastroph impaktéiert ginn. Dozou gehéieren och déi denkmalgeschützt Sitten a Bauten.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Wéi ee Schued ass duerch d'Iwwerschwemmungen un den denkmalgeschützte Bauten, Sitten an Objeten entstanen, zum Beispill an der Basilika an an der Abtei zu Iechternach?

2. Ginn et scho Schätzungen, wéi héich de Schued an deem Zesummenhang ass?

3. Ass ee spezielle Budget vum Kulturministère virgesinn, fir deen entstanene Schued ze behiewen?

Réponse (23.08.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Ausser de Schued an der aler Abtei Neiménster am Gronn huet de Service des sites et monuments nationaux (SSMN) nach kee Schued gemellt kritt, deen opgrond vum leschten Héichwaasser an engem denkmalgeschützte Gebai soll entstane sinn. No éischte Kontakter, déi den SSMN selwer opgeholl huet, notamment zu Iechternach an zu Rouspert, wësse mer, datt d'Waasser kee gréissere Schued un der historescher Substanz vu geschützte Gebaier ugeriicht huet. Eng Schätzung gëtt et nach keng. Reparaturen, déi de Kulturministère ka matfinanzéieren, ginn iwwert de Fonds pour les monuments historiques bezuelt.

Question 4702 (21.07.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**intervention de l'armée dans le cadre des inondations :**

D'Iwwerschwemmunge vum 15. Juli 2021 hunn d'Bevëlkerung vun eisem Land schockéiert a viru grouss Erausfuerderunge gestallt. All d'Beräicher vum ëffentleche Liewe sinn duerch dës Katastroph impaktéiert ginn. Wärend an Däitschland d'Bundeswehr Dosende vu Gemenge mat Panzeren, Helikopteren, Camionen, Ambulanzen an Drénkwaasseropbereedungsanlagen, virun allem awer mat iwwer 1.000 Zaldote gehollef huet, fir d'Katastroph ënner Kontroll ze bréngen, ginn et hei am Land nach keng kloer Donnéeën, wat d'Hëllef vun eiser Arméi an dëser Situatioun ugeet.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Arméiminister:

1. Hunn déi kommunal a staatlech Autoritéite konkreet Hëllef bei der Arméi ugefrot? Wa jo, a wéi enge Beräicher (z. B. Waasser- a Stroumversuergung, Kommunikatioun, Evakuéierung) ass Hëllef ugefrot ginn?

2. Kann den Här Minister preziséieren, wat fir Arméimaterial benotzt ginn ass?

3. Wéi vill Militär ass bei dësen Hëllefsaktiounen zum Asaz komm?

Réponse (23.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. - 3. Vum Donneschdeg 15. Juli bis zum Mëttwoch 21. Juli sinn 270 Leit zum Asaz komm. Dës Zuel begräift net déi Leit, déi intern oder extern d'Koordinatioun an d'Preparatioun gemaach hunn, mee just déi Leit, déi physesch um Terrain am Asaz waren.

Bei der Hëllef zu Ahrweiler an Däitschland sinn des Weideren zéng Leit aus dem Service de santé vun der Arméi zum Asaz komm. Dës Leit, déi iwwert eng Konventioun mam CGDIS op den Ambulanze matfueren, goufen dem CGDIS zur Verfügung gestallt a ware jeeweils dräi Deeg op der Plaz am Asaz.

De Mechanismus, fir dass d'Arméi hëlleft, ass Follgenden: Am Aklang mam Artikel 2.1.c. vum Militärgesetz kann d'Arméi geruff ginn, fir am Kader vun de Plans d'intervention d'urgence, déi vum HCPN (Héije Kommissariat fir national Sécherheet) ausgeschafft gi sinn, „assistance aux autres administrations publiques et à la population, en cas d'intérêt public majeur et de catastrophe" ze leeschten. D'Arméi gouf direkt mat agebonnen, wéi d'Cellule de crise ënnert dem Virsëtz vun der Inneministesch zesummegeruff ginn ass. Bei der Aktivéierung vum CGO (Centre de gestion des opérations) vum CGDIS war d'Arméi duerch e Liaisounsoffizéier vertrueden, fir ze kucken, wat fir Moyene vun der Arméi zum Asaz komme kéinten, fir ze hëllefen. All Asaz vun der Arméi gëtt zentral iwwert d'Gestiounsorganer vun der Kris (hei konkreet koordinéiert vum CGDIS) decidéiert, fir dass d'Prioritéite festgeluecht ginn an dass eng effikass Koordinatioun tëschent de verschiddene Servicer garantéiert gëtt, fir sécherzestellen, wien wou a mat wat intervenéiert.

Konkreet ass d'Arméi gebraucht ginn, fir d'Evakuéierung vu Leit, d'Bereetstelle vu Sandsäck (5.000 Säck goufe gefëllt), d'Auspompele vu Raim a Garagen, d'Hëllef beim Opraumen an d'Evakuatioun vu Material, dat duerch d'Waasser beschiedegt gouf. Den Haaptdeel vun der Hëllef war zu Iechternach, mee et ass awer och z. B. zu Miersch an zu Gilsdref Hëllef geleescht ginn.

ad 2. Beim Material, dat benotzt ginn ass, handelt et sech haaptsächlech ëm:

- Gefierer:
• Bussen, Scania- an Unimog-Camionen, souwuel fir Leit, wéi fir Material ze transportéieren;
• Ween vum Typ „Transit", fir Leit ze evakuéieren;
• en Teleskoplader vum Typ JCB, fir den Offall opzeluedеn;
- Pompelen an elektresch Gruppen;
- Sandsäckféllmaschinnen.

Obwuel ee Moment geplangt, si schlussendlech keng Schlauchbooter zum Asaz komm.

Question 4704 (21.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant les **assurance contre les pertes d'exploitation :**

Compte tenu des dégâts résultant des inondations survenues le 14 et le 15 juillet 2021, se pose la question des assurances contre les catastrophes naturelles telles que les inondations.

Lors du Conseil de Gouvernement extraordinaire du 15 juillet 2021, le Gouvernement a déclaré que les intempéries récentes et leurs conséquences sont à considérer comme catastrophe et calamité naturelles.

Comme les compagnies d'assurance avaient proposé une meilleure prise en charge des sinistres liés aux inondations depuis le 1er juin 2017, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

- Les pertes d'exploitation subies notamment par le secteur de l'Horeca et du commerce sont-elles actuellement couvertes par les assurances ?

- Le Gouvernement envisage-t-il de réaliser une estimation chiffrée des pertes d'exploitation engendrées par les dommages liés aux inondations ?

- Le Gouvernement a-t-il connaissance d'assureurs qui refusent de prendre en charge les pertes d'exploitation même si elles font partie des contrats d'assurance ?

Réponse (01.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

La loi du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises constitue la base légale pour les aides débloquées par l'État aux entreprises dans le contexte des pluies diluviennes des 14 et 15 juillet 2021. Sont couverts des « dommages matériels causés aux actifs tels que les bâtiments, les équipements, les machines ou les stocks » et non pas des pertes éventuelles d'exploitation.

Il existe des couvertures « inondations » et « pertes d'exploitation » qui peuvent être souscrites par le secteur professionnel. Ces garanties sont optionnelles.

Le Gouvernement n'a pas connaissance d'assureurs ayant refusé de prendre en charge des engagements contractuellement dus. Le Commissariat aux assurances n'a pas été saisi d'une plainte en ce sens.

Question 4712 (22.07.2021) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **logiciel Pegasus :**

Den Här Ausseminister huet mëttlerweil op d'Affär Pegasus reagéiert an déi Verantwortlech vum Grupp NSO un hir Verflichtungen zu Lëtzebuerg erënnert.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Premier- a Staatsminister, den Här Aussen- an Europaminister, un den Här Medien- a Kommunikatiounsminister, un den Här Minister fir d'Defense an un d'Madamm Justizminister stellen:

1. Hat d'Regierung Kenntnis iwwert d'Spionagesoftware, déi hei en cause ass, éier et zu de Revelatiounen an der internationaler Press komm ass? Wa jo, hunn d'Autoritéite schonn am Hannergrond géigegesteiert gehat?

2. Wéi eng Méiglechkeeten hunn d'Autoritéite fir de Fall, dass sech net un déi lëtzebuergesch an international Gesetzestexter gehale gouf? Misst d'Gesetzeslag op deem Punkt net verschäerft ginn, fir den Autoritéite méi Mëttelen ze ginn? Wier den Ausseminister d'accord, fir den Deputéierten de Bréif un d'Entitéite vum Grupp NSO weiderzeleeden?

3. Erginn sech, laut Regierung, aus den Informatiounen, déi aktuell virleien, eventuell Elementer, déi missten un de Parquet weidergeleet ginn?

4. Kënnen d'Ministeren ausschléissen, dass déi lëtzebuergesch Autoritéite respektiv staatlech Servicer op iergendeng Aart a Weis an dës Affär impliżéiert sinn, geschweige denn op d'Servicer vun där Firma zeréckgegraff hunn?

Réponse commune (12.08.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. + 3. D'Regierung huet keng Kenntnis vun enger eventueller Illegalitéit vun den Aktivitéite vun den Entitéite vum NSO Group zu Lëtzebuerg.

ad 2. Wann d'Regierung Kenntnis kritt vun engem Verstouss géint d'Gesetz, saiséiert se de Parquet.

De Bréif vum Aussen- an Europaminister Jean Asselborn un d'Entitéite vum NSO Group zu Lëtzebuerg gouf den 21. Juli um Site vum Ausseministère publizéiert (https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2021/07-juillet/21-asselborn-lettre-nsogroup/Lettre-aux-dirigeants-des-societes-affiliees-au-NSO-Group.pdf).

ad 4. Zur Fro 4 verweist d'Regierung op hir Äntwert op déi dréngend parlamentaresch Fro N° 4685 vum 20. Juli 2021.

Question 4713 (22.07.2021) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant la **demande d'une licence par une chaîne de télévision publique russe :**

Dans ses réponses aux questions parlementaires nos 4527 et 4532 concernant la demande d'une licence par une chaîne de télévision russe, Monsieur le Ministre a indiqué que l'organisation non lucrative russe « TV Novosti » a envoyé une notification au Service des médias et des communications en se basant sur les critères dits « techniques » de la directive européenne sur les services de médias audiovisuels. Cette démarche vise à obtenir l'autorisation d'émettre une version allemande de la chaîne russe « RT » depuis le Luxembourg. Dans sa réponse n° 4532 le Ministre indique que, contrairement à la législation allemande, la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques ne comprend pas de critère équivalent à la « Staatsferne ». Cette notion a pour conséquence que la chaîne « RT » ne peut obtenir d'autorisation en Allemagne étant donné sa proximité avec le pouvoir de l'État russe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Le Gouvernement réfléchit-il à la possibilité d'amender la loi modifiée du 27 juillet 1991, de sorte à y intégrer une notion similaire à la « Staatsferne » ?

- Dans un reportage du 26 juin 2021 sur la chaîne de radio 100,7, le professeur Mark Cole estime qu'au cas où le Luxembourg accorderait une autorisation à « RT », cela reviendrait à esquiver le droit allemand. Une action en justice ne serait dès lors pas à exclure de la part des autorités allemandes. Est-ce que Monsieur le Ministre partage cette analyse ?

- Quelles sont les futures étapes concernant la notification envoyée par l'organisation non lucrative russe « TV Novosti » ? Quand est-ce que l'analyse de cette notification par le Ministère sera-t-elle terminée ?

Réponse (24.08.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

- Le principe de Staatsferne n'est pas ancré dans la législation allemande, mais il s'agit d'un principe jurisprudentiel développé par la Cour constitutionnelle allemande dans le contexte historique de l'après-guerre.

Selon une jurisprudence constante, ce principe, qui se déduit de la liberté de radiodiffusion inscrite à l'article 5, paragraphe 1, deuxième phrase[1] du Grundgesetz, oblige l'organisation de la radiodiffusion publique à assurer la diversité et, par conséquent, à maintenir une distance suffisante par rapport à l'État (« verpflichtet die Organisation des öffentlich-rechtlichen Rundfunks auf die Sicherung von Vielfalt sowie, als deren Ausfluss, auf die Wahrung einer hinreichenden Staatsferne ».[2]). Selon ce principe, l'État ne peut exercer aucune influence décisive sur le programme d'un radiodiffuseur et la Cour constitutionnelle interdit « toute instrumentalisation politique de la radiodiffusion »[3].

Au Luxembourg, il n'existe pas de jurisprudence portant sur ce principe jurisprudentiel. Le droit à la communication libre et pluraliste et l'assurance de l'indépendance et du pluralisme de l'information sont, par contre, des objectifs expressément mentionnés à l'article 1er de la loi modifiée du 27 juillet sur les médias électroniques. De plus, la Cour européenne des droits de l'homme a développé une jurisprudence assez étendue sur l'indépendance des radiodiffuseurs publics et considère notamment que l'exercice réel et effectif de la liberté d'expression, consacrée par l'article 10, paragraphe 1, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, « ne dépend pas simplement du devoir de l'État de s'abstenir de toute ingérence, mais peut exiger qu'il prenne, en droit ou en pratique, des mesures positives de protection»[4].

Dans le droit fil de cette jurisprudence, le principe de Staatsferne trouve une application concrète dans le projet de loi n° 7749 qui propose de renforcer l'indépendance et l'autonomie du média de service public 100,7, en limitant par exemple le nombre des représentants de l'État dans le conseil d'administration de l'établissement public. Cette réforme s'inspire également d'un arrêt de la Cour constitutionnelle allemande que celle-ci a rendu, le 25 mars 2014, en se basant sur ce principe jurisprudentiel.

À l'heure actuelle, il n'existe pas de projet visant à codifier davantage la jurisprudence de la Cour constitutionnelle allemande et à légiférer plus spécifiquement dans ce domaine.

- Le principe du pays d'origine est un des principes directeurs de la directive européenne sur les services de médias audiovisuels (ci-après la « directive SMA »). Ce principe implique qu'un fournisseur de services de médias audiovisuels ne relève de la compétence que d'un seul État membre. La directive détermine une série de critères matériels de rattachement, permettant de déterminer quel État

[1] „Die Pressefreiheit und die Freiheit der Berichterstattung durch Rundfunk und Film werden gewährleistet."

[2] BverfGE 136, Urteil vom 25. März 2014, 16/45

[3] BverfGE 121, Urteil des Zweiten Senats vom 12. März 2008, point 96

[4] CEDH, Affaire Manole et autres c. Moldova, requête n° 13936/02, point 99

membre est compétent vis-à-vis d'un fournisseur de services de médias audiovisuels.

En vertu du principe de l'échange d'informations prévu par la directive SMA, du principe de coopération loyale entre les États membres figurant à l'article 4, paragraphe 3, du Traité sur l'Union européenne, et de la nécessité d'éviter des résultats contradictoires, le Service des médias et communications est en étroit contact avec les autorités allemandes afin d'assurer l'application cohérente de la directive SMA dans ce dossier. Comme relayé par les médias, l'analyse de cette notification a conclu que le service de médias audiovisuels notifié ne relève pas de la compétence du Luxembourg. En effet, sur la base des informations et de l'analyse des autorités allemandes dans le cadre de la procédure de l'échange d'informations prévue à l'article 34 ter de la loi luxembourgeoise, notamment relatives aux effectifs employés en Allemagne, il est apparu que le prestataire du service de médias audiovisuels en question est réputé être établi en République fédérale d'Allemagne, et plus précisément à Berlin, et relève de la compétence de cet État, conformément aux critères de rattachement prévus à l'article 2, paragraphe 3, lettre c) de la directive SMA.

Le service de médias audiovisuels susmentionné ne relève donc pas du champ d'application de l'article 23 quater de la loi luxembourgeoise, mettant en œuvre les critères dits « techniques » de la directive SMA. Ces derniers ne s'appliquent, en effet, qu'aux fournisseurs de services de médias audiovisuels qui ne sont pas établis dans un État membre de l'Espace économique européen.

Compte tenu des considérations qui précèdent, le Service des médias et des communications a indiqué au demandeur que leur demande ne devait pas être adressée au Luxembourg, mais à l'organisme de régulation de l'État membre compétent, à savoir la Medienanstalt Berlin-Brandenburg allemande.

Question 4715 (22.07.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Georges Engel** *(LSAP)* concernant le **carburant durable pour avions :**

La compagnie aérienne « Swiss » a pris la décision de ravitailler ses avions en partance de Zurich en carburant durable (SAF) produit par une compagnie finnoise. Ce carburant contenant 60 % de kérosène et 40 % de carburant durable permet de réduire les émissions de CO_2 de 80 %.

- Nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics si un projet analogue est envisageable avec la flotte de notre compagnie nationale.

- Les avions luxembourgeois atterrissant à Zurich seront-ils aussi ravitaillés avec le même carburant ? Le cas échéant, quel en est le surcoût et comment sera-t-il réparti ?

- Quels sont les objectifs de notre compagnie nationale en matière d'émissions de CO_2 pour les années à venir ?

Réponse (23.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Toute initiative visant à réduire la consommation de CO_2 du transport en général est à saluer. Cette affirmation étant valide non seulement pour le transport aérien mais aussi pour le transport routier, où des percées en biodiesel et la taxation y afférente sont à prévoir.

Aujourd'hui déjà les réacteurs des avions permettent l'utilisation de carburants alternatifs, mais il faudra investir également dans les infrastructures de production, de transport et de stockage nécessaires. Il échet de relever qu'un mix de carburant 60/40 avec 40 % de carburant sur base d'huiles usagées ne permettra pas de réduire la consommation de CO_2 de 80 % mais d'environ 30 %, en considérant que 80 % de la partie de carburant traitée soient d'origine d'hydrocarbures à effet CO_2 neutre. Ce n'est qu'en utilisant du carburant durable à 100 % que l'on peut atteindre une réduction des émissions de CO_2 jusqu'à 80 %, suivant le type de carburant utilisé.

En ce qui concerne le projet mentionné de la compagnie « Swiss » il s'agit à ce stade d'un projet pilote sur un nombre très limité de vols. Les volumes de carburant pour l'aviation durable actuellement disponibles sont extrêmement limités et ne constituent qu'une infime fraction (moins de 0,5 %) de l'ensemble des besoins de carburant pour l'aviation au sein de l'Union européenne. Actuellement les quantités produites par la firme à la source du carburant utilisé par Swiss ne sont pas suffisantes pour un déroulement à large échelle.

Compte tenu de la situation de l'aviation post-Covid il importe que la transition vers des carburants à charge CO_2 réduite soit faite de manière concertée et uniforme pour tout le secteur de l'aviation. Ceci afin d'éviter de pénaliser d'avantage les compagnies socialement et écologiquement responsables dans un environnement concurrentiel déjà très tendu.

C'est pourquoi la Commission européenne a proposé récemment de rendre obligatoire l'inclusion de carburant durable dans le kérosène vendu dans l'Union européenne, commençant par un mélange à hauteur de 2 % en 2025 et augmentant progressivement jusqu'à atteindre 63 % d'ici 2050[5]. La proposition européenne prévoit des obligations non seulement pour les compagnies aériennes, mais également pour les aéroports et les fournisseurs de kérosène. Le coût actuel du carburant pour l'aviation durable est encore quatre à cinq fois plus élevé que le coût du kérosène d'origine fossile. Son utilisation aura ainsi un impact significatif sur les coûts opérationnels des compagnies aériennes, qui devront être couverts par les consommateurs.

En ce qui concerne la compagnie Luxair, celle-ci envisage de réduire son empreinte de carbone et considérera ces éléments lors du remplacement d'une partie de sa flotte. Cependant, la situation actuelle ne permet pas de porter des investissements d'une telle envergure.

Il devra également être possible de fournir du kérosène incluant du carburant durable par le pipeline qui alimente l'aéroport du Findel, ce qui n'est actuellement pas encore possible. À l'heure actuelle, le seul moyen d'acheminer du carburant pour l'aviation durable à l'aéroport du Findel serait par camion. Mais le camionnage n'est pas une solution viable en vue des volumes de carburants requis. En conséquence, Cargolux étudie la possibilité de se fournir en carburant durable à certaines escales, par exemple Amsterdam, où ce type de carburant est disponible, en route vers Luxembourg.

Question 4718 (22.07.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **personnes ne pouvant pas être vaccinées contre la Covid-19 :**

Nieft deene Leit, déi sech bewosst géint d'Covidimpfung entscheeden, ginn et och Leit, déi sech net kënnen impfe loossen. Déi Leit däerfen net geimpft ginn, well si eng bestëmmte Krankheet hunn, respektiv Medikamenter oder Behandlunge kréien, déi net mat der Impfung kënne kombinéiert ginn.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister soen, wat fir Leit respektiv wat fir Gesondheetsprofiller net zougelooss si fir d'Covidimpfung?

2. Huet d'Madamm Minister Kenntnisser doriwwer, wéi vill Leit zu Lëtzebuerg an där Situatioun sinn, datt si net kënne geimpft ginn?

Réponse (02.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Konterindicatioune fir d'Impfungen, déi de Moment zu Lëtzebuerg verfügbar sinn, si follgend:

- Fir all Impfstoffer:

Iwwerempfindlechkeet géintiwwer der aktiver Substanz oder engem vun den Hëllefsstoffer

- Fir de Vaxzevria- an Janssen-Impfstoff:

Leit, déi an der Vergaangenheet en Episod vun engem Syndrom vu „fuite capillaire" haten

- Fir de Vaxzevria-Impfstoff:

Leit déi e Syndrom vun enger Thrombos mat Thrombozytopenie (TTS) entwéckelt hunn no enger Impfung mam Vaxzevria.

Wat den Alter ugeet, sinn zwee Impfstoffer zougelooss fir Kanner tëscht zwielef an 18 Joer (Comirnaty, Moderna). Fir de Moment ass nach keen Impfstoff zougelooss fir Kanner ënner zwielef Joer.

Dës Informatiounen a weider Detailer sinn all an der Zesummefaassung vun de Produktcharakteristike vun de respektiven Impfstoffer abegraff an online disponibel um Site vun der EMA[6].

ad 2. De Gesondheetsministère huet keng Informatiounen, wéi vill Leit hei zu Lëtzebuerg an enger vun den uewe genannte Kategorië falen an sech deemno net kënnen impfe loossen.

Question 4719 (22.07.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **effets secondaires du vaccin Johnson & Johnson :**

An der Online-Ausgab vun der „Frankfurter Allgemeine" gouf den 13. Juli 2021 en Artikel publizéiert, deen op d'Gefore vun enger Impfung mat Johnson & Johnson hiweist. Do heescht et, d'Verwaltung fir d'Zouloosse vu Liewensmëttelen a Medikamenter an Amerika, kuerz FDA (Food and Drug Administration), hätt gewarnt virun engem „erhéichte Risiko" vun enger seelener Nervenerkrankung bei enger Impfung mam Coronaimpfstoff vum Pharmakonzern Johnson & Johnson.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Minister a Kenntnis vun dësem Warnhiweis vu Säite vun der FDA?

2. Gesäit d'Madamm Minister en Handlungsbedarf fir Lëtzebuerg? Wëll si op nationalem Niveau eng Warnung erausginn oder eventuell esouguer op d'Impfe mat Johnson & Johnson verzichten?

3. Kann d'Madamm Minister soen, ob zu Lëtzebuerg och schonn esou Reaktiounen op d'Impfung mat Johnson & Johnson festgestallt gi sinn?

Réponse (02.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Informatioun, op déi sech den honorabelen Deputéierte referéiert, ass um Site vun der FDA publizéiert ginn:

https://www.fda.gov/news-events/press-announcements/coronavirus-covid-19-update-july-13-2021

Dës Informatioun ass iwweregens och um Site vun der EMA disponibel:

https://www.ema.europa.eu/en/news/covid-19-vaccine-janssen-guillain-barre-syndrome-listed-very-rare-side-effect

Bei der Nervenerkrankung, op déi souwuel d'FDA wéi och d'EMA hiweisen, handelt et sech ëm de „Guillain-Barré-Syndrom" (GBS), e Syndrom, deen als ganz seelen Niewewierkung beim Johnson & Johnson Impfstoff observéiert gouf.

De GBS ass eng rar neurologesch Stéierung, bei där d'Immunsystem Nervenzelle beschiedegt, wat zu Péng, Muskelschwächt an an de schlëmmste Fäll zu Lämunge féiere kann. Déi meescht Leit erhuelen sech komplett vun der Stéierung, och an de seriööste Fäll. De GBS ass bekannt an d'Ursaache si verschidden. E gëtt dacks duerch eng Infektioun ausgeléist, bakteriell oder viral, a méi seelen och duerch Impfung oder Chirurgie. De GBS ass och mat der Grippeimpfung a mat verschiddene Medikamenter a Verbindung bruecht ginn.

Wéi fir all Medikamenter an Impfstoffer dénge Kommunikatioune vun de Gesondheetsbehörden dozou, fir d'Gesondheetsspezialisten an d'Leit, déi geimpft ginn, doriwwer ze informéieren, datt nei Sécherheetsdaten zu der Produktinformatioun (Notiz) vun der Impfung bäigefüügt goufen a fir si op déi méiglech Symptomer opmierksam ze maachen, fir eng optimal Prise en charge vum Patient assuréieren ze kënnen.

Dës Nervenerkrankung ass ganz seelen an d'EMA bestätegt, datt d'Virdeeler vum Covid-19-Johnson & Johnson-Impfstoff weider d'Risike vun der Impfung iwwerweien.

ad 2. Déi Publikatioun, op déi sech den honorabelen Deputéierte referéiert, ass um Site vun der EMA ëffentlech zougänglech a souwuel Gesondheetsspezialiste wéi och d'Leit, déi geimpft ginn, fannen dës Informatioun an der Notiz. De Rapport Benefice-Risiko vun dësem Impfstoff bleift positiv. Iwweregens mentionéiert d'Notiz vum Vaxzevria-Impfstoff och de Guillain-Barré-Syndrom.

ad 3. Bis haut gouf nach kee Fall vu GBS fir den Johnson & Johnson-Impfstoff zu Lëtzebuerg gemellt. Et ass ee Fall bekannt no enger Impfung mam Vaxzevria Impfstoff.

Question 4720 (22.07.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination obligatoire :**

Viru ronn enger Woch huet de franséische President matgedeelt, datt Frankräich eng partiell Impfflicht aféiert. Bis Mëtt September soll d'Personal an de Spideeler an a Fleegeheemer, grad ewéi Aarbechtskraaft, déi a Kontakt mat Risikopatiente steet, Zäit hunn, fir sech impfen ze loossen. Duerno géif d'Impfflicht kontrolléiert an d'Verstéiss bestrooft ginn.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Ass d'Regierung a Kenntnis vun dëse rezenten Entwécklungen? Wéi steet si dozou?

2. Wéi steet d'Regierung haut, ronn sechs Méint no der éischter Covidimpfung zu Lëtzebuerg, zur allgemenger Impfflicht an zu enger Impfflicht am Gesondheets- a Fleegesecteur?

3. Lëtzebuerg huet e groussen Undeel u franséische Frontalieren, déi am Gesondheets- a Fleegesecteur schaffen. Wat bedeit dës Impfflicht a Frankräich also fir Lëtzebuerg?

4. Sinn d'Leit aus deem Secteur, déi a Frankräich wunnen, awer zu Lëtzebuerg schaffen, och un déi Impfflicht gebonnen?

Réponse (26.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Déi national Impfcampagne setzt à ce stade op eng fräiwëlleg Impfung vum Gesondheetspersonal aus de Spideeler an den Altersheemer. Oft ass d'Verweigerung, fir sech impfen ze loossen, op e Manktem un Informatiounen oder souguer op falsch Informatiounen zeréckzeféieren. An deem Sënn soll d'Campagne ronnderëm d'Impfen d'Leit iwwert d'Virdeeler vun enger Impfung informéieren an opklären a soumat d'Leit selwer dovunner iwwerzeegen, datt d'Impfen onëmgänglech ass an de beschte Schutz fir si selwer a fir déi vulnerabel Leit, mat deene si a Kontakt stinn, bitt.

Déi partiell Impfflicht, déi Frankräich ab Mëtt September aféiere wëll, gëllt fir d'Gesondheets- a Fleegepersonal, dat a Frankräich ugestallt ass. Déi franséisch Frontalieren, déi am lëtzebuergesche Gesondheets- a Fleegesecteur ugestallt sinn, ënnerleien dëser Impfflicht net.

Question 4721 (22.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **European Flood Awareness System (EFAS) :**

Vill Lëtzebuerger goufe vun den Iwwerschwemmunge vum 15. Juli haart getraff, och well se am Virfeld kengerlee Warnung vun offizieller Säit erhalen hunn. Änlech presentéiert d'Situatioun sech an Däitschland, wou awer notamment déi engleschsproocheg Press drop hiweist, datt déi däitsch Regierung am Géigesaz zu eegenen Aussoen duerchaus gewarnt war. Och an der nationaler Press weist de Site moien.lu a sengem Artikel „Wien huet Schold um Desaster?" drop hin, datt déi zouständeg EU-Agence „European Flood Awareness System" (EFAS) scho vum 10. Juli u Warnungen un déi zouständeg national a regional Autoritéite weidergin an dës reegelméisseg aktualiséiert hunn. Doriwwer eraus huet och e private Meteoservice hei am Land seng Abonnenten am Virfeld, noweislech, dozou opgeruff, sech ze preparéieren.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng Warnungen duerch ëffentlech Instanze si wärend dem ganzen Dag vum 15. Juli 2021 erausgaangen? Wien huet se erausginn? U wie ware se adresséiert? Iwwert wéi eng Kommunikatiounsmëttel- a Kanäl si se verdeelt ginn?

2. Ass am Virfeld oder den Dag selwer eng Warnung vun enger auslännescher Institutioun erakomm? Souwuel vun dem uewen zitéierter EFAS wéi och aneren?

3. Dee besoten Dag sinn iwwert de ganzen Dag, besonnesch am Nomëtteg, grouss Massen u Reen erofgaangen. Vu wéi enger Auerzäit u war de Verantwortleche vum Waasserwirtschaftsamt, respektiv de grousserzogleche Rettungsdéngschter (CGDIS), respektiv anere staatlechen Acteure bewosst, datt et zu Iwwerschwemmunge géif kommen, wéi se nëmmen all zwee bis zéng Joer virkommen?

4. Sinn deen Dag, a wa jo um wéi vill Auer, a wou a wéi vill, Persounen, déi op gefäerdete Plazen wunnen, och perséinlech gewarnt ginn? Sinn d'Leit op de gefäerdete Plazen iwwer Lautsprecher vun de Rettungsdéngschter oder anere staatlechen oder kommunalen Acteure gewarnt ginn?

5. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi wäit de Staat am Kader vun Onwiederwarnungen a Preparatioune mat privaten Acteure kooperéiert?

6. Iwwer wéi vill Wiedersatellitte verfüügt de Lëtzebuerger Staat aktuell? Iwwer wéi eng Konventioune mam Ausland verfüügt de Staat aktuell, fir auslännesch Wiedersatellitte mat ze benotzen, respektiv op déi entspriechend Donnéeë kënnen zeréckzegräifen? Wéi eng Roll hunn dës Satellitten an der aktueller Kris gespillt a wéi eng Konsequenzen zitt d'Regierung doraus?

Réponse commune (24.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Mir verweisen an dësem Kontext op d'Äntwert op d'Fro Nr. 4675.

ad 2. Mir verweisen an dësem Kontext op d'Äntwert op d'Fro Nr. 4675.

ad 3. Schonn am zweeten Héichwaassermeldeberischt, deen am Kader vun der Aktivéierung vun der Phase de préalerte de 14. Juli 2021 um 12.00 Auer publizéiert gouf, gouf drop higewisen, dass d'Iwwerschreidung vun der Meldestuf 2 e puer Stonnen nom Iwwerschreide vun der Meldestuf 1 ze erwaarde wier. Dëst ass am drëtten Héichwaassermeldeberischt vum 14. Juli 2021 ëm 17.00 Auer (mat der Aktivéierung vun der Phase d'alerte) konfirméiert ginn. Doraus goung kloer ervir, datt et zu Iwwerschwemmunge géif kommen.

[5] COM (2021) 521 Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council on ensuring a level playing field for sustainable air transport, du 14 juillet 2021. Cargolux étudie la possibilité d'offrir durablement un produit neutre en carbone à ses clients. Ses moteurs d'avion utilisés actuellement peuvent fonctionner avec un mélange incluant jusqu'à 10 % à 50 % de carburant durable, suivant le type de carburant utilisé.

[6] https://www.ema.europa.eu/en/human-regulatory/overview/public-health-threats/coronavirus-disease-covid-19/treatments-vaccines/vaccines-covid-19/covid-19-vaccines-authorised#authorised-covid-19-vaccines-section

Opgrond vum Ausléise vun dëser Informatioun huet de CGDIS um 14.23 Auer un all d'Asazzentren eng Préalerte „Crue" erausgeschéckt.

ad 4. Ab deem Moment, wou d'Préalerte „Crue" un déi lokal Asazzentren erausgaangen ass, sinn um lokale Plang an Zesummenaarbecht tëschent dem CGDIS an de Gemenge Persounen, déi sech op potenziell concernéierte Plazen opgehalen hunn, och perséinlech gewarnt ginn. Esou huet dës Mesure ënner anerem dozou gefouert, datt d'Campinger laanscht d'Waasserleef mat Zäit konnten evakuéiert ginn.

Vu datt all dës Moossnamen autonom vun de lokalen Unitéite vum CGDIS zesumme mat de Gemengen duerchgefouert goufen, huet d'Regierung keng genee Oplëschtung, wou, um wéi vill Auer a mat wéi enge Moyene gewarnt gouf.

En interministeriellen Aarbechtsgrupp befaasst sech säit Enn vum leschte Joer mat der Reform vun der GouvAlert an der Alertéierung vun der Populatioun, déi an Zukunft iwwer verschidde Kanäl informéiert soll ginn. Hei wëlle mer och op d'Äntwert op d'Fro Nr. 4672 verweisen.

ad 5. + 6. De Lëtzebuerger Staat ass Member bei EUMETSAT a bedreift iwwer dës Organisatioun zur Zäit déi heite Wiedersatellitten:

- 4 geostationär Meteosatellitten (Meteosat);
- 3 polarëmlafend Satellitten (Metop);
- 2 Sentinel Satellitten;
- 1 Sentinel-6 Michael Freilich Satellitt (Jason-CS-A).

All Memberland huet Accès op dës Donnéeën, déi hëllefen, fir europawäit Wiederprevisiounen ze maachen.

Dës Satellitten hunn et erlaabt, fir virun der Kris Previsioune vum Wieder ze maachen an notamment vun der Reenintensitéit an der Dauer. Ouni dës Satellitte wieren eis Wiedermodeller däitlech manner prezis an zouverléisseg.

D'Waasserverwaltung huet de 15. Juli 2021 de CGDIS ëm d'Aktivéierung vum Copernicus Emergency Management Service-Mapping gefrot, fir eventuell Satellittenopname vun den Iwwerschwemmungen zu Lëtzebuerg ze kréien. De Service decidéiert, wéi enger Demande fir Opnamen aus wéi engem Krisegebitt een nokënnt a wéi enger net. Dës Opname kënne ganz interessant sinn, fir d'Evenement ze dokumentéieren an d'Héichwaassergeforekaarte plausibel ze erklären. Den Zäitpunkt, zu deem d'Biller geschoss ginn, verbonne mam Stand vum Héichwaasser dee Moment, ass ausschlaggebend fir de Wäert vun de Biller. Dat sinn allerdéngs ex-post-Evaluatiounen. An der rezenter Kris hunn dës Satellitten awer keng Roll gespillt.

Question 4724 (22.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **remboursement immédiat par chèque par la CNS :**

Selon l'article 163 des statuts de la Caisse nationale de santé (CNS), l'assuré qui a fait l'avance des frais pour prestations en nature dépassant le montant par ménage de 100 euros a le droit de demander le remboursement immédiat par chèque et ceci sans frais.

Pour profiter de cette procédure, l'assuré doit s'adresser à un guichet de la CNS de son choix et, en cas d'accord, le chèque émis par la CNS pourra être encaissé à un bureau de la poste luxembourgeoise.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale dans quelle mesure les assurés ont profité de cette offre pendant la crise du Covid-19 et suite aux délais plus longs des remboursements par la CNS.

2) Est-ce que la pérennisation de la formule « chèques » est assurée ?

3) Quels sont les montants déboursés annuellement par le biais de cette formule ?

Réponse (25.08.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Tout d'abord, il y a lieu de préciser que le remboursement par chèque est uniquement possible pour les mémoires d'honoraires qui atteignent un montant d'au moins 100 euros.

L'IGSS n'est pas en mesure d'isoler l'effet des délais plus longs de remboursement sur l'utilisation de l'offre de remboursement par chèque[7]. Cependant, l'IGSS peut analyser dans quelle mesure le recours au remboursement par chèque a évolué au fil du temps. Les chiffres montrent une baisse conséquente pour la période allant de février 2020 à janvier 2021.

En ce qui concerne les remboursements d'honoraires médicaux et médico-dentaires, le pourcentage de remboursement par chèque par rapport au total des remboursements est passé d'environ 11,5 % pour les périodes allant de 2017 à 2018, de 2018 à 2019, et de 2019 à 2020, à 4,2 % pour la période allant de 2020 à 2021. La même tendance s'observe pour les remboursements de prestations autres que celles des médecins et médecins-dentistes, notamment des opticiens, des orthopédistes, et les remboursements en lien avec les cures.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

L'évolution du nombre de bénéficiaires ayant obtenu un remboursement par chèque, le montant remboursé ainsi que l'évolution du nombre de patients concernés confirment ces observations. Actuellement, les chiffres indiquent d'ores et déjà une relance du volume des remboursements par chèque.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

La baisse observée pour la période allant de février 2020 à janvier 2021 pourrait s'expliquer par de multiples facteurs, dont notamment une baisse de l'activité médicale pendant la première vague des infections à la Covid-19, l'accès restreint aux guichets ou encore l'introduction du forfait « FC45 - Forfait horaire en cas de consultation et de traitement dans le cadre de l'épidémie Covid-19 selon les recommandations de la Direction de la santé, y compris, le cas échéant, la téléconsultation et l'établissement des prescriptions médicales » prenant directement en charge les consultations et téléconsultations dans le cadre de l'épidémie Covid-19.

ad 2) + 3) Le tableau ci-dessous reprend les montants remboursés par chèque pour les années 2015-2021, tout type de prestation confondu.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

La pérennisation de la formule « chèques » continuera à être assurée. Il se peut cependant qu'avec l'introduction du paiement immédiat direct qui est prévu pour 2023 que moins d'assurés vont recourir à cette méthode. En effet, avec le paiement immédiat direct, l'assuré n'aura plus besoin d'avancer le montant qui lui est remboursé par la CNS. Lorsqu'il paie sa part personnelle du mémoire d'honoraires chez le médecin, le paiement électronique au médecin, pour la partie prise en charge par la CNS, se fera simultanément.

Question 4725 (23.07.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**exposition de la population à des métaux lourds :**

En juillet 2021, la Santé publique France a présenté une étude sur l'exposition de la population française à des métaux lourds. Ce rapport conclut entre autres que la consommation fréquente de légumes issus de l'agriculture biologique est associée chez les enfants à une augmentation des concentrations urinaires en cuivre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Une étude pareille a-t-elle déjà été effectuée au Luxembourg ? Dans l'affirmative, quels en sont les résultats ?

2) Dans la négative, une telle étude est-elle prévue ? Le cas échéant, Madame la Ministre pourrait-elle donner des précisions à ce sujet ?

3) À la connaissance de Madame la Ministre, quels sont les principaux facteurs exposant la population luxembourgeoise à des métaux lourds ?

Réponse (10.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Protection des consommateurs :*

ad 1) L'étude française nommée Esteban (Étude de santé sur l'environnement, la biosurveillance, l'activité physique et la nutrition) a été conçue pour estimer l'exposition de la population générale âgée de six à 74 ans aux métaux lourds pour améliorer la compréhension des déterminants de l'exposition. La phase de collecte des données de l'étude Esteban a eu lieu d'avril 2014 à mars 2016.

Une étude d'une envergure à celle réalisée en France, et qui vise à analyser les concentrations urinaires en métaux lourds, n'a pas été réalisée au Luxembourg.

ad 2) Si une telle étude n'est actuellement pas prévue, force est cependant de souligner que l'exposition de la population résidente aux métaux lourds est surveillée indirectement par les programmes de surveillance nationaux. En effet, les échantillons prélevés dans le cadre de ces programmes par la Division de la sécurité alimentaire de la Direction de la santé sont examinés à la recherche de substances indésirables du point de vue de la santé afin d'évaluer l'exposition des consommateurs. Ainsi, des tendances peuvent être identifiées et des risques potentiels pour la santé rapidement reconnus. La surveillance est donc un instrument important pour améliorer la protection préventive de la santé des consommateurs grâce à des mesures ciblées.

Les métaux lourds les plus fréquemment associés à l'empoisonnement des êtres humains sont le plomb, le mercure, l'arsenic, le cadmium et l'étain. De ce fait, la Commission européenne a fixé des teneurs maximales pour ces contaminants dans les denrées alimentaires dans le règlement (CE) 1881/2006. Ainsi, depuis 2009, 4.827 analyses ont été analysées au niveau national sur des boissons et denrées alimentaires afin de déterminer leur concentration en métaux lourds.

ad 3) Les métaux lourds peuvent être naturellement présents dans l'environnement (éruption volcanique, érosion des roches) ou suite à l'activité humaine (fonderies, exploitation minière, production d'énergies fossiles, agriculture). Ils sont présents dans l'air, l'eau et le sol. Ils peuvent s'accumuler dans les plantes et être ingérés par les animaux.

Les métaux se retrouvent également dans les écosystèmes, notamment les boues d'épuration, les produits agrochimiques (fertilisants, ...) ou les émissions du trafic routier.

Question 4726 (23.07.2021) de **M. Georges Engel** et **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **reconstruction d'infrastructures en zone verte :**

Bien que l'impact des inondations ait été moindre au Luxembourg que dans certaines régions allemandes et belges avoisinantes, les dommages aux infrastructures ont été considérables. Un bon nombre de maisons devront être substantiellement rénovées ou même reconstruites.

Or, la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles prévoit dans son article 7, paragraphe (6), que les constructions en zone verte qui ont été démolies ou démontées ne peuvent être reconstruites à moins qu'elles aient un lien certain et durable avec des activités d'exploitation qui sont agricoles, horticoles, maraîchères, sylvicoles, viticoles, piscicoles, apicoles ou cynégétiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, à Madame la Ministre de l'Intérieur, à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

- Combien de maisons d'habitation, résidences secondaires et cabanes existent légalement en zone verte et ne pourront être reconstruites si elles sont démolies par un sinistre ?

- Est-ce qu'il existe des campings en zone verte qui risquent de se trouver dans une situation similaire à la suite d'inondations ou de calamités similaires ?

- Combien de maisons ou autres constructions légalement construites se trouvent actuellement en zone verte après un reclassement dans le contexte de la refonte des PAG « nouvelle génération » ? Est-ce que les personnes concernées sont systématiquement et individuellement informées d'un tel reclassement ou est-ce qu'elles ne se rendent compte de ce changement qu'au moment où elles veulent rénover ou transformer leur maison ?

La loi précitée dispose encore que « [l]es constructions légalement existantes situées dans la zone verte ne peuvent être rénovées ou transformées matériellement qu'avec l'autorisation du ministre ». Ceci concerne également les travaux de petite envergure.

- Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable n'est-elle pas d'avis qu'il devrait être permis de réaliser des travaux de moindre envergure qui n'ont pas d'impact sur l'environnement sans une telle autorisation, notamment pour permettre aux personnes concernées de réparer dans les meilleurs délais des dommages moins importants ?

Une autorisation préalable du Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable est également requise en zone verte pour les installations de transport, de communication et de télécommunication, ainsi que les conduites d'énergie, de liquide ou de gaz.

- Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et Monsieur le Ministre de l'Énergie peuvent-ils nous dire si une telle autorisation est également requise lorsqu'il s'agit de la reconstruction d'infrastructures détruites par les inondations ? Dans l'affirmative, est-ce que cette procédure retardera les travaux de réfection d'infrastructures essentielles ?

Réponse commune (28.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Toute nouvelle construction en zone verte doit répondre au cadre légal déterminé par les articles 6 et 8 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Les constructions existantes en zone verte ne sont pas inventoriées dans un répertoire national. Il n'est dès lors pas possible de se prononcer sur le nombre exact de constructions érigées sans autorisation en zone verte ou ne répondant plus aux exigences définies par la législation en vigueur.

En cas de démolition d'une construction par un sinistre, il y a lieu d'apprécier la situation concrète au cas par cas. L'article 7, paragraphe 6, de la loi précitée du 18 juillet 2018 dispose que « les constructions en zone verte qui ont été démolies ou démontées ne peuvent être reconstruites qu'en vertu des dispositions de la présente loi ». En d'autres termes, la nouvelle construction (la reconstruction en cas d'une démolition par un sinistre) doit impérativement respecter les dispositions respectivement de l'article 6 ou de l'article 8 de ladite loi. Cette condition s'applique à tous les types de constructions, privées ou publiques.

La loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ne prévoit pas de système d'information individualisé quant au reclassement des terrains alors que le plan d'aménagement général, qui a la forme d'un règlement communal, est librement consultable dans les maisons communales en vertu de l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988. Les cas concrets où un conseil communal aurait reclassé un fonds bâti de la zone constructible en zone verte sont d'ailleurs extrêmement rares.

Tous les travaux de réparation à l'intérieur d'une construction existante, et ne constituant ni une rénovation, ni une transformation au sens de l'article 7, paragraphe 5 de la loi précitée du 18 juillet 2018 ne sont pas soumis à l'autorisation du Ministre de l'Environnement.

L'article 8 de la loi précitée du 18 juillet 2018 dispose que « [d]ans la zone verte, les installations de transport, de communication et de télécommunication, ainsi que les conduites d'énergie, de liquide ou de gaz sont soumises à autorisation du ministre ».

Une autorisation du Ministre de l'Environnement est donc requise pour la reconstruction des infrastructures détruites par les inondations.

Suivant l'article 60, paragraphe 1er, de la prédite loi, le ministre délivre l'autorisation sollicitée dans les trois mois à partir du moment où le dossier est complet ou réputé complet.

En termes de procédure d'autorisation, la loi ne prévoit actuellement pas de dérogation pour des cas exceptionnels, tels que les inondations ou d'autres catastrophes naturelles.

En présence d'ouvrages sinistrés, les infrastructures détruites ne peuvent souvent pas être reconstruites telles quelles, sans impacter les alentours directs des ouvrages, et la préparation des travaux de génie civil nécessite des études techniques détaillées. Dans ces cas exceptionnels, et contrairement aux projets courants, l'autorité compétente est saisie des dossiers d'autorisation avant l'achèvement complet des études de génie civil.

Ainsi l'autorité compétente dispose de suffisamment de temps pour analyser le dossier d'autorisation, comme notamment démontré lors des travaux de reconstruction suite aux inondations du 1er juin 2018 au Mullerthal.

Les CFL n'ont pas connaissance de bâtiments dont la gestion leur incombe qui se situent en zone verte, à part quelques petites guérites techniques et antennes GSM-R. Comme ces installations contribuent au bon fonctionnement du système ferroviaire, elles devraient être reconstruites le cas échéant après une destruction par des catastrophes naturelles, comme p. ex. les récentes inondations.

Dans le cadre des procédures publiques de refonte de PAG entamées par les communes, les CFL essayent de veiller à ce que toutes les emprises au sol de l'infrastructure ferroviaire soient classées dans les deux zones spécialement défiées à cet effet par le législateur, à savoir les zones ferroviaire « FER » et de gare « GARE ».

Les infrastructures publiques d'énergie n'avaient que peu de dommages à signaler et, d'après les informations parvenues par Creos, des travaux né-

[7] Art. 84 du Code de la sécurité sociale et Art. 163 des statuts de la CNS.

cessitant une autorisation du MECDD n'ont à ce stade pas été nécessaires.

Question 4727 (23.07.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **groupes électrogènes de secours :**

Wärend der rezenter Héichwaasserkatastroph ass a villen Uertschaften uechtert d'Land de Stroum ausgefall. An esou Krisesituatioune kënne virun allem mat Diesel bedriwwen Noutstroumaggregater, séier an iwwert e längeren Zäitraum, zouverlässeg Ofhëllef leeschten.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung eng Opstellung vum Inventaire vun den Dieselnoutstroumaggregater, iwwer déi d'ëffentlech Hand (Arméi, CGDIS, Verwaltungen, ëffentlech Ariichtungen, Spideeler asw.) am Moment verfüügt, presentéieren? Kann d'Regierung preziséieren, iwwer wéi eng Asazdauer déi eenzel Apparater verfügen?

2. Kann d'Regierung eng Opstellung presentéieren, wéi vill Dieselnoutstroumaggregater wärend der Héichwaasserkatastroph, op wéi enge Plazen aktivéiert gi sinn?

3. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi eng Erfarungen aus der rezenter Héichwaasserkatastroph fir de Fonctionnement vum Gesamtinventaire en vue vun änlechen, zukünftege Krisen zeréckbehale ginn?

4. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi eng Roll den Diesel och en vue vun de rezenten Erfarungen zukünfteg an eiser Energiepolitik soll spillen?

Réponse commune (24.08.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie*, et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Noutstroumaggregater sinn e Moyen, fir temporär d'Stroumversuergung amplaz vum ëffentleche Reseau ze iwwerhuelen. Si loosse sech a stationär a mobill Anlagen andeelen.

Fir d'Arméi, de CGDIS an d'Stroumnetzbedreiwer spille mobill Noutstroumaggregater eng besonnesch wichteg Roll, fir am Bedarfsfall d'Stroumversuergung sur place kënnen ze assuréieren. Well all dës Noutstroumaggregater mat Bensinn oder Diesel bedriwwe ginn, ass d'Asazdauer zäitlech onbeschränkt, esoulaang genügend Diesel zur Verfügung steet, respektiv nogeliwwert ka ginn. D'Consommatioun hänkt staark vun der Stroumbelaaschtung of.

D'Majoritéit vum CGDIS sengen Asazgefierer ass mat mobille Stroumaggregater ekipéiert, déi an éischter Linn fir d'Stroumversuergung bei Interventioune genotzt ginn (zum Beispill fir d'Beliichtung vun der Asazplaz). Dës wäit iwwer 150 Aggregater ginn an der Reegel mat Bensinn bedriwwen an hunn eng Leeschtung, déi un d'Asazmaterial aus dem jeeweilege Gefier ugepasst ass.

Ausserdeem huet de CGDIS, verdeelt op e puer Sitten am Land, e puer méi staark mobill Stroumaggregater, déi geziilt agesat ginn, wa méi Stroum gebraucht gëtt wéi deen, deen d'Generatricen aus den Asazgefierer kënne produzéieren. De CGDIS setzt dës Stroumaggregater haaptsächlech an, fir seng eegen technesch Moyenen op Plazen unzedreiwen, wou kee Stroum zur Verfügung steet. Schlussendlech verfüügt de CGDIS op senge kritesche Sitten (z. B. um CSU-112) iwwer fest installéiert Noutstroumaggregater. Lues a lues ginn och aner wichteg Sitten domat ekipéiert.

D'Arméi huet eng 30 Dieselnoutstroumaggregater, vun deenen déi Gréisst eng Leeschtung vun 41 kVA hunn. Dës gi wärend enger Interventioun ausschliisslech fir d'Operatioun vun den eegene Moyene vun der Arméi benotzt.

D'Stroumnetzbedreiwer verfügen insgesamt iwwer 21 mobill Noutstroumaggregater, fir séier a sécher eng punktuell an temporär Noutstroumversuergung kënnen ze garantéieren, falls hiren ëffentleche Reseau net disponibel sollt sinn. Vun deenen 21 Aggregater hunn der 7 eng Leeschtung, déi gläich oder iwwer 200 kVA ass, a 14 eng Leeschtung, déi ënner 200 kVA läit.

Well zu Lëtzebuerg jidderee sech dierf en Noutstroumaggregat zouleeën, an d'Beschafe respektiv d'Installatioun vun esou engem Aggregat ënnert enger gewëssener Gréisst net muss ugemellt ginn, gëtt et kee vollstännege Regëster vun Noutstroumaggregater.

ad 2. Fir d'Gebaier mat stationären Noutstroumaggregater ass op Nofro bei de verschiddenen Acteuren hi kee Fall bekannt, wou dës Aggregater opgrond vum Héichwaasser zum Asaz koumen.

Wat déi mobill Noutstroumaggregater betrëfft, gouf den Asaz follgendermoossen dokumentéiert:

De CGDIS hat bei der genannter Héichwaasserkatastroph seng Stroumaggregater just am Asaz, fir säin eegent technescht Material (virun allem Pompelen) ze bedreiwen.

D'Arméi hat dräi Gruppen Noutstroumaggregater de 17. an 18. Juli zu Iechternach benotzt, fir hir Interventioun ze ënnerstëtzen.

D'Stroumnetzbedreiwer hu wärend der Kris keng Noutstroumaggregater missen asetzen, a kruten och keng Demande vun Drëtten, fir sech esou e Gerät auszeléinen. Vill beschiedegt Haiser konnte mat Hëllef vu provisoresche Raccordementer - sougenannte „Baustelleverdeeler" - séier erëm un dat ëffentlecht Stroumnetz ugeschloss ginn, soudass den Asaz vun Noutstroumaggregater weeder sënnvoll nach noutwenneg war.

ad 3. Aus enger Stroumversuergungssiicht kann een d'Evenementer wärend engem Héichwaasser a verschidde Phasen andeelen.

An enger éischter Phas, wou d'Waasserpeegele séier klammen, ass et kruzial, déi Beräicher, déi riskéieren inondéiert ze ginn, respektiv schonn iwwerschwemmt sinn, stroumfräi ze schalten, d. h. ze assuréieren, dass weeder duerch d'ëffentlecht Netz, nach duerch e Noutstroumaggregat oder aner Quelle Stroum fléisst.

Soubal d'Héichwaasser bis fort ass, ass d'Zil, d'Versuergung iwwer d'ëffentlecht Netz nees séier ze retabléieren. No enger Kontroll duerch d'Netzbedreiwer an hire Mëttelspannungsposten an Nidderspannungsschaltschief kann den ëffentleche Reseau nees a Betrib geholl ginn, wa kee Schued konstatéiert gouf, an dat bis bei d'Schalttafel vum Client. Als nächst Etapp gëtt all eenzel Hausinstallatioun kontrolléiert, iert den Uschloss ka bäigeschalt ginn. Falls d'Hausinstallatioun opgrond vum Waasser defekt ass, muss en Elektriker op d'Plaz kommen, fir d'Installatioun ze flécken. A verschiddene Fäll ka sech an der Tëschenzäit mat enger provisorescher Aspeisung (engem „Baustelleverdeeler") oder engem mobillen Noutstroumaggregat gehollef ginn, esoulaang keng Schied an der Hausinstallatioun dat verhënneren.

Bei de rezenten Evenementer war et op ville Plazen esou, dass den Asaz vun Noutstroumaggregater entweeder net méiglech (opgrond vun inondéierte Beräicher) oder net néideg war (opgrond vum retabléierten ëffentleche Reseau).

Trotzdeem koumen eng Rei Aggregater, sou wéi an der Äntwert zur zweeter Fro duergestallt, op verschiddene Plazen zum Asaz a konnten do och eng wichteg Contributioun zur Krisegestioun leeschten. D'Zuel vun Noutstroumaggregater ass dobäi fir déi rezent Evenementer gutt duergaangen.

ad 4. Opgrond vun der Wichtegkeet vum Stroum fir vill Aktivitéiten a Servicer ass eng héich Versuergungssécherheet en zentraalt Element vun der Lëtzebuerger Energiepolitik. Den ëffentlechen, interconnectéierte Reseau bitt dofir déi bescht Méiglechkeeten an ass esou ausgeluecht, dass och a Krisefäll d'Versuergung kann esou wäit wéi méiglech assuréiert ginn. Zum Beispill huet de Fait, dass de Mëttel- a Nidderspannungsreseau gréisstendeels ënnerierdesch verkabelt an ausfallsécher ass, am konkreete Fall dofir gesuergt, dass d'Versuergung just punktuell op e puer wéinege Plazen ausgefall ass. De Lëtzebuerger Stroumsystem ass „n-1 sécher" ausgeluecht. Dat heescht, dass d'Versuergung och da garantéiert ass, wann eng Komponent ausfält. Wann zum Beispill een Traffo ausfält, kann d'Netz esou ëmgeschalt ginn, dass d'Clienten, déi dorun ugeschloss waren, iwwert een aneren Traffo weider gespeist ginn.

Komplementar dozou ass a bleift den Dieselaggregat e wichtegt Hëllefsmëttel, fir séier a sécher eng punktuell Noutstroumversuergung temporär kënnen ze garantéieren, wann den ëffentleche Reseau awer ausfält. Den Diesel bitt an dësem (exzeptionelle) Kontext verschidde Virdeeler a léisst sech do kuerzfristeg aktuell och net onmëttelbar ersetzen. Solutiounen op der Basis vu Brennstoffzellen oder Batterië kënnen awer Alternative bidden, déi vu verschiddenen Acteure schonn haut analyséiert a genotzt ginn.

Question 4728 (23.07.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**impact des inondations sur l'électromobilité :**

Duerch déi rezent Iwwerschwemmungen ass a ville Regioune vum Land fir länger Zäit de Stroum ausgefall, ënner anerem, well eng Rei Transformatoren duerch d'Héichwaasser beschiedegt goufen. Ëmsou méi mir eis ëffentlech a privat Transportinfrastruktur op Elektromobilitéit ëmstellen, ëmsou méi ufälleg géif se deementspriechend an änleche Krisesituatiounen.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill ëffentlech Bornen, fir Elektroautoen ze lueden, sinn duerch déi rezent Héichwaasserkatastroph ausgefall?

2. Ganz vill Leit a Regiounen hei am Land goufe vun der aktueller Héichwaasserkatastroph um falsche Fouss erwëscht a vill Leit hunn hir Autoe ganz plëtzlech misse réckelen. Wéi presentéiert sech sou eng Situatioun fir Elektroautoen, déi nach amgaange sinn, ze lueden?

3. Plangt d'Regierung, d'Sécherheet vun der Elektromobilitéit op Basis vun den aktuellen Erfarungen nei ze evaluéieren?

4. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi d'Elektromobilitéit beim CGDIS sech an den nächste Jore soll entwéckelen, wuel wëssend, datt d'EU de Verbrennungsmotor ab 2035 ganz wëll verbidden?

Réponse commune (24.08.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Wéinst dem rezenten Héichwaasser waren zäitweis bal 40 Luetborne vun deenen aktuell ronn 600 ëffentleche Bornen aus ënnerschiddleche Grënn kuerzzäiteg net operationell. Dëst ass dorop zeréckzeféieren, dass verschidden Traffoen, déi d'Luetbornë mat Stroum versuergen, entweeder duerch d'Waasser beschiedegt oder vum Netzbedreiwer selwer virsiichtshallwer ofgeschalt goufen, fir e Schued ze vermeiden. Nodeems d'Héichwaasser ofgezu war, konnten op deene meeschte Plazen d'Traffoen an d'Bornen nees regulär a Betrib geholl ginn. Nëmme wéineg Bornë goufen direkt duerch d'Héichwaasser beschiedegt. Esou war ronn d'Hallschent vun de concernéierte Bornen de 16. Juli, also een Dag nom Héichwaasser, erëm operationell. Zum haitegen Zäitpunkt si just nach véier Luetbornen ausser Betrib a musse komplett ersat ginn.

ad 2. Genau wéi bei all Autoen ass et ugeroden, bei Elektroauto bei steigendem Waasser aus dem Héichwaassergebitt erauszeféieren. Wann en Elektroauto amgaangen ass ze lueden, muss een de Luetvirgang ofbriechen, ier een den Auto ka réckelen, wat zäitlech kee weesentlechen Impakt op d'Situatioun huet.

Et geet zudeem och keng Gefor dervun aus, wann et wärend dem Luetvirgang vun engem Elektroauto zu enger Iwwerschwemmung sollt kommen. D'Luetbornen, wéi och all normal Steckdous, si geäert, sou-dass am Fall vun engem Kontakt mat Waasser de Feelerstroumschutzschalter (FI-Schalter) ausgeléist an den elektresche Stroumkontakt doduerch ënnerbrach gëtt.

ad 3. D'Regierung gesäit aktuell kee Besoin, fir eng nei Evaluatioun vun der Sécherheet vun der Elektromobilitéit ze maachen. Den däitschen ADAC ewéi och de lëtzebuergeschen ACL hunn an engem rezenten Interview bestätegt, dass et a puncto Impakt duerch Héichwaasser kee signifikanten Ënnerscheed tëschent engem konventionellen Auto mat Verbrennungsmotor an engem Elektroauto gëtt. Bei béiden Aarte vu Gefierer besteet e Risiko, dass d'Gefier duerch d'Héichwaasser beschiedegt gëtt. Allerdéngs geet vu kengem vun de Gefierer no engem Héichwaasser eng méi oder manner héich Gefor aus. Ënnert anerem ënnerscheet sech dowéinst och d'Biergung vun de Gefierer nom Héichwaasser net weesentlech jee no Undriffsaart.

Am Géigesaz zu elektresch ugedriwwene Gefierer besteet bei Gefierer mat engem Verbrennungsmotor allerdéngs eng zousätzlech Gefor, dass ënner bestëmmten Ëmstänn Kraaftstoff aus dem Tank austrieden an d'Ëmwelt polluéiere kann, wann d'Gefier komplett ënner Waasser steet.

Bei Elektroautoe sinn alleguer d'Héichvoltkomponenten (HV-Komponenten) elektresch isoléiert an esou ausgeluecht, dass a kengem Fall elektresch Spannungen un de Gehaiser vu Baudeeler a Komponenten uleien, soudass een zu kengem Moment riskéiert, e Stroumschlag ze kréien. Des Weidere sinn d'HV-Komponente géint Andrénge vu Waasser protegéiert. Am Fall, wou trotzdeem sollt Waasser oder Fiichtegkeet an d'HV-Komponenten andréngen (z. B. duerch eng Beschiedegung vun der Dichtung duerch en Impakt), suerge Sécherungen derfir, dass den elektresche Stroumkrees direkt ënnerbrach gëtt a keng Spannung méi um Gesamtsystem uläit. Doduerch ass och séchergestallt, dass d'Waasser ronderëm dës Komponenten net kann elektrifizéiert ginn, am Fall, wou sollt Waasser un d'HV-Komponente kommen.

An enger rezenter Publikatioun (Safety and electric passenger cars - Update to fact sheet, 2020) vu Mäerz 2021 vun der CE Delft iwwert d'Sécherheet vun elektresch ugedriwwene Persounegefierer ass och eng Recherche gemaach ginn, wat geschitt, wann en elektresch ugedriwwenen Auto deels oder komplett ënner Waasser steet. Och an dëser Etüd ass d'Konklusioun, dass et keng gréisser Ënnerscheeder ginn, wann en Elektroauto oder e konventionellt Gefier Héichwaasser ausgesat ass. An dëser Etüd gëtt nach en Ënnerscheed vun der Zort vu Waasser gemaach. Sou huet Salzwaasser oder verknaschte Waasser, wéi am Fall vun enger Iwwerschwemmung, méi eng héich Leetfäegkeet. Duerch d'Ofdichtung vun den HV-Komponenten, wéi uewe beschriwwen, huet dëst awer keen Afloss op d'elektresch Sécherheet vum Gefier. Sollt duerch eng Beschiedegung un den Dichtunge Waasser un d'HV-Komponenten erukommen, da gëtt, wéi uewe beschriwwen, den elektresche Stroumkrees direkt ënnerbrach, soudass keng Gefor fir e Stroumschlag bestoe kann.

Wat déi reschtlech Elektronik an engem Auto ugeet (ausserhalb vun den HV-Komponente vum Undriffsystem vun engem Elektroauto), sou gëtt et keen Ënnerscheed vun engem Auto mat engem Verbrennermotor oder engem elektresche Motor. Soubal Waasser an en Auto andréngt an d'Waasser u Steckerverbindunge kënnt (am Motorraum oder och am Banneraum), da riskéiert ee Beschiedegungen un der Elektronik, onofhängeg vun der Undriffsaart.

Déi meeschten Hiersteller recommandéieren iwwerdeems, fir mam Auto (Verbrenner- an Elektroauto, an och fir SUV-Modeller) just duerch Waasser durchzefueren, wat maximal sou héich ass, wéi de Buedem vum Auto, an dat och just mat Schrëtttempo. Bei Waasserdéiften iwwert dëser Recommandatioun ouni speziell Ausrëschtung riskéiert een e Schued um Auto, onofhängeg vun der Undriffsaart.

ad 4. Wärend de Marché vun elektresch ugedriwwenen Autoen, Camionnetten an zum Deel och Camione sech séier entwéckelt, ass dat am Beräich vun de Spezialgefierer, déi beim CGDIS zum Asaz kommen, aktuell nach net de Fall.

D'Offer vun elektresch ugedriwwene Pompjeesgefierer ass de Moment nach zimmlech limitéiert. De CGDIS plangt awer, d'nächst Joer éischt Tester mat diversen Asazgefierer ze maachen. Opgrond vun dësen éischten Erfarunge wäert de CGDIS seng Strategie am Beräich Elektromobilitéit kënne festleeën. Et ass kloer, dass d'Zouverlässegkeet an d'Betribssécherheet vum CGDIS sengem Fuerpark zu all Moment, a virun allem am Katastrophefall, musse garantéiert sinn.

Question 4729 (23.07.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **système d'information pour les transports en commun :**

Am Kader vun de rezenten Iwwerschwemmunge sinn och kuerzfristeg eng Rei Bus- an Zuchlinnen ausgefall. Op der Mobilitéitsapp gouf de Leit awer weiderhin de ganz normale Fuerplang ugewisen, dee se jo och anescht kënne consultéieren, zum Beispill op den Affichen, déi op de Busarrêten aushänken. Och déi elektronesch Affichen an de Busse selwer hunn oft weiderhi just iwwer de reguläre Fuerplang informéiert. An der Konsequenz hunn d'Passagéier sech gudde Gewëssens op déi entspriechend Servicer vum ëffentlechen Transport verlooss, an der Unnam, hiert Zil wéi gewinnt ze erreechen, ouni sech op Schwieregkeeten anzestellen.

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Transportminister gär dës Froe stellen:

1. Op wéi eng Ursaachen ass dëst eklatant Versoe vun den elektroneschen Informatiounssystemer am ëffentlechen Transport zeréckzeféieren? Wéi eng Konsequenze ginn aus dësem Virfall gezunn?

2. Ass dru geduecht, fir d'Chaufferen an déi Verantwortlech op den entspriechende Koordinatiouns- respektiv Kommandoposten an deem Sënn weider ze forméieren, datt si de Leit an esou enger Situatioun zukünfteg eegestänneg kënne weiderhëllefen?

3. Falls d'Äntwert op d'Fro virdrun nee ass, ass dann ersatzweis virgesinn, den ëffentlechen Transport flächendeckend mat entspriechender Bandopname mat engem allgemenge Warnhiweis ze ekipéieren, déi d'Chaufferen no all Arrêt kënnen ofspillen, fir d'Leit op d'mannst grondsätzlech op d'Méiglechkeet vu Probleemer hinzeweisen?

4. Wéi schonn an der Fro Nummer 4442, wou et ëm d'Probleemer vum Tram bei Donnerwiedere goung, géife mir den Här Transportminister froen, ob hien et fir ubruecht hält, de Leit ze roden, am Fall vu schwéiere Wiederonrouen, generell sou wäit wéi méiglech Eegeverantwortung ze iwwerhuelen, andeems si op déi individuell Mobilitéit zeréckgräifen? Dëst wuel wëssend, datt déi Méiglechkeet et de Leit och erlaabt, kuerzfristeg Verantwortung fir, en vue vun der Mobilitéit vulnerabele Persounen aus hirem noen Ëmfeld, notamment eeler Leit, awer och zum Beispill Schoulkanner, ze iwwerhuelen?

Réponse (23.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Déi elektronesch Moyenen hunn duerchaus am Fall vun der Iwwerschwemmunge fonctionéiert. Et ass esou, dass de System et net erlaabt, Deelstrecken ze annuléieren a just de Rescht vun der Buslinn unzeweisen. Esou eng Mesure ass just méiglech, wann et sech ëm längerfristeg Ännerungen am Reseau handelt, well an esou engem Fall muss de Sollfuerplang ofgeännert ginn, dee laangfristeg geplangt an agespeist gëtt. Et ass net méiglech, fir dat direkt an der Leetstell ze maachen, déi engersäits dofir guer net „en charge" ass, an anerersäits well an dësem Fall besonnesch vill Linnen a

kierzester Zäit betraff waren. Dass an dëser parlamentarescher Fro suggeréiert gëtt, et wier en „eklatant Versoe vun den elektroneschen Informatiounssystemer am ëffentlechen Transport" ginn, ass absurd a beweist, dass vill Leit net wëssen, wat hannert dësen Instrumenter un Aarbecht stécht.

D'Mataarbechter vu mobilitéit.lu, déi am Callcenter Ried an Äntwert stinn, hate véiermol méi Uriff vu Clientë kritt ewéi op engem normalen Dag. Dës Steigerung war exklusiv der Krisesituatioun geschëlt. Wat de Site mobiliteit.lu betrëfft, waren och bei de betraffene Linne Meldungen ugewise ginn, dass dës Linnen duerch d'Héichwaasser gestéiert wieren. Souwuel widderhuelt um Radio wéi och iwwer extra Usoen an de Busse gouf op d'Stéierungen higewisen.

Wat d'Kommunikatioun mat de Busbetriber ubelaangt, sou kann ee feststellen, dass d'Leetstell vum RGTR an dëser Kris ganz gutt fonctionéiert huet. Och hei si véiermol esou vill Telefonater a Funkspréch gemaach gi wéi op enger normaler Schicht. D'Agente vun der Leetstell an d'Chauffere si geschoult an d'Reegelwierk vun der Leetstell gesäit och d'Verhalen a Krisesituatioune vir. D'Ausmoossen an d'Vitess, an där d'Situatioun sech vu Stonn zu Stonn verännert huet, ware méi wéi exzeptionell; an d'Mataarbechter hunn Enormes geleescht, fir iwwerhaapt aktuell Informatiounen ze hunn an domat d'Buschaufferen ze guidéieren.

Heizou géif ech och gären e puer Chiffere presentéieren:

De 14. Juli si knapp 5.200 Textmeldungen op d'Konsol vun de Buschaufferen erausgaangen, wou mir bei engem normalen Dag bei knapp 100 (!) sinn. Och bei de Sproochnoriichten hu mir der iwwer 1.050 registréiert, wou een op engem normalen Dag bei knapp 100 läit.

Allgemeng ass den ëffentlechen Transport am Fall vun enger Kris net méi oder manner sécher wéi de privaten Auto. Dobäi ass och nach ze soen, dass am Fall vun enger Krisesituatioun souwisou soll gutt iwwerluecht ginn, ob ee sech iwwerhaapt nach muss deplacéieren. Wann dat de Fall ass, muss ee kucken, wat fir säi Wee dat bescht Transportmëttel ass. Allgemeng gëtt natierlech weiderhi gekuckt, fir d'Prozesser kontinuéierlech ze verbesseren an och d'Informatiounen nach besser un d'Clienten ze bréngen.

Ech wëll heimat och de Mataarbechter an der Leetstell an dem Callcenter souwéi all de Buschaufferen an de Mataarbechter an den RGTR-Busbetriber e grousse Merci ausschwätze fir hir gutt Aarbecht an der Kris.

Question 4730 (23.07.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **fermetures de crèches :**

Laut eines Artikels auf essentiel.lu wurden den Kinderkrippen Butzestuff Gasperich, Belair und Babillou ihre Zulassung entzogen. Auf Nachfrage beim Bildungsministerium hin wurde bestätigt, dass seit 2017 elf Bildungs- und Betreuungseinrichtungen (SEA) in Luxemburg die Zulassung verloren haben, davon fünf seit Jahresbeginn.

In diesem Zusammenhang möchte Ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Bildung, Kinder, Jugend, Hochschule und Forschung stellen:

1. Herr Minister, um welche elf Strukturen handelt es sich genau, die seit 2017 ihre Zulassung verloren haben (private oder staatliche Strukturen)?

2. In welcher Region des Landes mussten die betroffenen Strukturen schließen?

3. Wie viele Kinder verloren durch die Schließung der elf Strukturen ihren Kitaplatz?

4. Welche genauen Kriterien erfüllten die Strukturen nicht (mehr)?

Réponse (18.08.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Bei den elf Bildungs- und Betreuungsstrukturen, welchen seit 2017 die Zulassung entzogen wurde, handelt es sich ausschließlich um privat verwaltete Strukturen.

ad 2. Die betroffenen Strukturen befanden sich hauptsächlich im Zentrum des Landes, jeweils eine im Süden und eine im Osten.

ad 3. Die Bildungs- und Betreuungsstrukturen werden von externen Betreibern geführt, welche die Einschreibungen und Anmeldungen verwalten.

Durch die Schließungen gingen um die 300 Betreuungsplätze verloren, wobei ein Betreuungsplatz von mehreren Kindern belegt werden kann. Hinzu kommt, dass in mehreren Fällen die erlaubte Kapazität nicht respektiert wurde und daher zusätzliche Kinder von den Schließungen betroffen waren. Insgesamt waren von den Schließungen mehr als 300 Kinder betroffen. In fünf Fällen wurde die Mehrzahl der Kinder durch den jeweiligen Betreiber in anderen Strukturen untergebracht.

ad 4. Der Entzug der Zulassungen ist auf unterschiedliche Gründe zurückzuführen. In allen Fällen wurden eine oder mehrere der Zulassungsbedingungen nicht erfüllt. Es handelte sich unter anderem um infrastrukturelle Probleme, welche hauptsächlich die Sicherheits- und/oder Hygienevorschriften betrafen. In anderen Fällen hatte die wiederholte Verletzung mehrerer Zulassungsbestimmungen wie zum Beispiel die Qualifikationen des Personals, die Überschreitung der zugelassenen Kapazität, der Personalmangel, die Nutzung von nicht zugelassenen Räumen oder die Betreuung nicht genehmigter Altersgruppen zum Entzug geführt. Eine Zulassung wurde auf Anfrage der Staatsanwaltschaft entzogen.

Question 4731 (23.07.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **avantages fiscaux lors de la location d'un bien immobilier :**

Les prix des logements ont continué à augmenter au Luxembourg en 2020, la cause principale étant un déséquilibre entre offre et demande sur le marché immobilier. Or, une partie de la demande n'est pas liée aux personnes cherchant un logement pour eux-mêmes, mais aux investisseurs, donc aux personnes physiques ou morales qui cherchent des biens immobiliers à des fins de placement d'argent.

Plusieurs facteurs encouragent l'investissement dans l'immobilier, dont notamment le niveau très bas des taux d'intérêt depuis plusieurs années et le fait que l'immobilier est considéré comme un investissement sûr avec un rendement assuré. À cela s'ajoutent des avantages fiscaux qui rendent l'investissement dans l'immobilier particulièrement intéressant. Il s'agit notamment de déductions fiscales sur les revenus locatifs, comme l'amortissement pour usure et en particulier l'amortissement accéléré, la déduction des intérêts payés en lien avec le crédit immobilier ou encore la déduction des frais d'entretien et de réparation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir un tableau détaillé renseignant le déchet fiscal de chaque déduction fiscale existante (amortissement pour usure, déduction des dépenses d'entretien, des intérêts de dettes, des taxes et impôts communaux, etc.) applicable aux revenus provenant de la location d'un bien ?

2) Sachant qu'une partie de la demande de logements au Luxembourg est liée aux investisseurs, Monsieur le Ministre peut-il aussi fournir des informations sur l'effet des différents avantages fiscaux en relation avec la location d'un bien immobilier sur la demande de logements par des investisseurs et par extension sur l'évolution des prix de l'immobilier ?

Le régime de l'amortissement pour usure permet d'amortir le prix d'acquisition ou le prix de revient d'un bien immobilier hors terrain à un taux allant de 2 % à 4 % en fonction de l'âge de l'immeuble. Notons dans ce contexte que le prix du terrain ne doit expressément pas être amorti puisqu'un terrain n'est pas sujet à dépréciation dans le temps.

Or, assez souvent, lors de l'achat d'un bien immobilier, l'acte notarié ne spécifie ni la valeur du terrain ni celle de l'immeuble, mais seulement le prix global. Dans ces situations, la circulaire L.I.R. n° 106/2 du 7 février 2000 stipule que « sauf situation spéciale (situation géographique particulière, petit immeuble érigé sur un grand terrain, etc.), il est permis d'évaluer la quote-part du terrain à 20 % du prix d'acquisition global ».

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

3) Tenant en compte l'augmentation des prix des terrains au cours des dernières années, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'évaluation forfaitaire de la quote-part du terrain à 20 % du prix d'acquisition global n'est plus en phase avec la situation actuelle sur le marché immobilier ? La réglementation actuellement en vigueur ne permet-elle pas à des propriétaires d'amortir de facto une partie de la valeur du terrain, ce qui constituerait le cas échéant un avantage fiscal qui n'est pas prévu par la législation ? Monsieur le Ministre peut-il établir une estimation du déchet fiscal engendré par cette disposition ?

4) Comment et endéans quel délai Monsieur le Ministre envisage-t-il adapter l'évaluation forfaitaire de la quote-part du terrain à 20 % du prix d'acquisition global ?

Depuis la réforme entrée en vigueur au début de cette année, l'amortissement accéléré de 4 % s'applique aux constructions dont l'achèvement remonte à moins de cinq ans, contrairement à six ans en vigueur avant la réforme. En même temps, le taux de l'amortissement accéléré a été abaissé de 6 % à 4 %. En revanche, un abattement immobilier spécial allant jusqu'à 10.000 euros a été introduit pour les constructions dont l'achèvement remonte à moins de cinq ans et qui sont affectées au logement locatif.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes :

5) Monsieur le Ministre peut-il déjà fournir une estimation quant à l'impact budgétaire de la réforme précitée de l'amortissement accéléré et de l'introduction de l'abattement immobilier spécial ? Quel est le déchet fiscal approximatif de l'amortissement accéléré et de l'abattement immobilier spécial ?

6) Quel est selon Monsieur le Ministre l'effet de l'amortissement accéléré et de l'abattement immobilier spécial sur la demande de logements neufs par des investisseurs et par extension sur l'évolution des prix sur le marché immobilier ?

Finalement, notons encore que la circulaire L.I.R. n° 105/8 du 31 octobre 2017 permet la déduction des frais d'obtention lors de la location d'un bien immobilier même si les revenus issus de cette location font défaut pendant moins de deux ans. Ainsi, le revenu net provenant de la location d'un bien peut le cas échéant être négatif et donc réduire la charge fiscale du contribuable.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes :

7) Dans le cas où un contribuable a pu profiter d'une déduction des frais d'obtention en lien avec un logement destiné à la location, mais qu'au bout de deux ans ce bien n'est toujours pas mis en location, est-ce que l'Administration des contributions directes réclame le montant de l'avantage fiscal perçu à tort par le contribuable en question ? Dans l'affirmative, combien de tels cas l'administration traite-t-elle en moyenne par année ? Dans la négative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'AED devrait réclamer le montant de l'avantage fiscal perçu à tort ?

8) Tenant en compte la problématique des logements inoccupés au Luxembourg, Monsieur le Ministre envisage-t-il adapter la disposition selon laquelle il est possible de déduire les frais d'obtention même si les revenus issus de la location font défaut pendant moins de deux ans, par exemple en raccourcissant ce délai d'un an ou en abolissant tout simplement cette disposition qui risque de favoriser le phénomène des logements vides ?

Réponse (01.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

De prime abord, il y a lieu de préciser qu'une déduction fiscale n'est pas nécessairement à assimiler à un « avantage fiscal ». En effet la loi de l'impôt sur le revenu (L.I.R.) repose sur le principe que seul un revenu net est imposé, c'est-à-dire que les dépenses en relation économique avec la réalisation d'un revenu sont déduites de la base imposable, étant donné que seul le revenu net est à disposition du contribuable, et ne peut, pour cette raison, être soumis à l'impôt sur le revenu.

Ensuite, comme déjà mentionné par l'honorable Député dans sa question parlementaire, les raisons de l'augmentation du prix de l'immobilier sont multiples. Dans ce contexte, il est difficile d'isoler les éventuels facteurs de nature fiscale d'autres facteurs déclencheurs, tel que par exemple l'évolution des taux d'intérêts, et de calculer les effets de ceux-ci sur l'évolution des prix immobiliers au Luxembourg.

Par rapport à l'évaluation forfaitaire de la quote-part du prix d'acquisition relative au terrain prévue dans la circulaire L.I.R. n° 106/2 du février 2000, il y a lieu de noter que celle-ci ne peut s'appliquer que dans les cas où l'immeuble a été acquis dans un état déjà construit, et qu'un prix global a été payé pour l'ensemble du bien immobilier, de sorte que le prix d'acquisition du terrain n'est pas connu. Pour les cas précis où une estimation du prix d'acquisition du terrain s'avère nécessaire, le fonctionnaire procédant à l'estimation est tenu de respecter les dispositions du paragraphe 217 de la loi générale des impôts. En l'occurrence, toutes les circonstances importantes permettant d'influer le montant à estimer sont à prendre en compte lors de cette estimation. C'est dans un souci d'équité et de simplification que la circulaire mentionnée prévoit la possibilité, et non pas l'obligation, de recourir à une telle évaluation forfaitaire du prix du terrain.

En ce qui concerne le déchet fiscal des frais d'obtention des revenus immobiliers, il y a lieu de noter que ces données ne sont pas saisies automatiquement et ne sont donc pas disponibles à des fins de statistiques. Étant donné que les nouveaux dispositifs de l'amortissement accéléré réduit et de l'abattement immobilier spécial ne sont entrés en application qu'à partir de l'année d'imposition 2021, les données y relatives ne sont pas encore disponibles.

Dernièrement, il y a lieu de remarquer que le revenu net provenant de la location est légalement défini comme l'excédent des recettes sur les frais d'obtention. D'après une jurisprudence bien établie et plus que cinquantenaire, les dépenses répondant à la définition de frais d'obtention sont fiscalement déductibles, même en l'absence de recettes, lorsqu'il existe un lien de cause à effet entre les dépenses effectuées et les recettes à naître. Il appartient donc au bureau d'imposition d'établir dans chaque cas si ce lien de cause existe ou non, et ce, en raison de l'annualité de l'impôt, année par année. Lorsqu'il ressort de l'examen de la situation de fait que le propriétaire n'a nullement l'intention de donner l'immeuble en location, les dépenses ne sont pas déductibles et ce dès la première année au cours de laquelle les loyers commencent à faire défaut. En raison du décalage entre l'année d'imposition au cours de laquelle les dépenses sont effectuées et l'année au cours de laquelle l'examen de la déclaration relative à ladite année d'imposition se fait, et sachant que le bureau d'imposition a la possibilité de recourir à une imposition provisoire conformément au paragraphe 100 de la loi générale des impôts, le délai de deux ans semble justifié d'un point de vue de la simplification administrative.

Question 4732 (23.07.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **Cell Broadcast :**

No de massiven Iwwerschwemmungen an der leschter Woch huet d'Inneministesch ugekënnegt, dass d'Warn-App GouvAlert wärend den Onwiederen un hir Grenze gestouss ass. Wéi d'Ministesch op lessentiel.lu (21. Juli 2021) zitéiert gëtt, wäert d'App eleng net duergoen an et wëll een de Wee goen, an Zukunft d'Handysbenotzer iwwert SMS ze warnen. Kommunikatiounsexperten an Däitschland rode schonn zënter den Nonzegerjoren, fir Warnunge per Cell Broadcast un d'Leit ze schécken. Een Artikel op tagesschau.de vum 20. Juli 2021 erklärt de Cell Broadcast a kuerze Wierder esou:

„Das ist wie ein Streuschuss an alle Geräte im Empfangsbereich eines Mobilfunkmastes.' Auf diese Weise können Menschen in einer bestimmten Region zielgenau mit Warnhinweisen versorgt werden. "

Firwat de Cell Broadcast eng nëtzlech an effektiv Informatiounsmethod an Alternativ zu de Warn-Apps ass, kritt een och am Artikel „Notfallwarnung im Mobilfunknetz + Cell Broadcast" ganz gutt erklärt:

„Fakt ist, dass alle digitalen Mobilfunkstandards seit GSM/2G, d. h. seit 1991, die Möglichkeit mitbringen, effizient, schnell und datensparsam alle Nutzer (einer bestimmten geografischen Region) mit sogenannten broadcast Nachrichten zu informieren. Diese Technik, in GSM/2G genannt Cell Broacast (oder auch _SMSCB_), unterscheidet sich grundlegend von allen anderen Kommunikationsformen im Mobilfunknetz, wie Anrufe und herkömmliche SMS (offiziell SMS-PP). Anrufe, SMS und auch mobile Paketdaten (Internet) werden immer für jeden Teilnehmer individuell auf ihm zugewiesenen Funkressourcen übermittelt. Diese Ressourcen sind beschränkt. Es können in keinem Mobilfunknetz der Welt alle Teilnehmer gleichzeitig telefonieren oder gleichzeitig SMS empfangen.

Stattdessen benutzt Cell Broadcast - wie der Name bereits unmissverständlich klar macht - einen broadcast, d. h. Rundsendemechanismus. Eine Nachricht wird einmal gesendet, benötigt also nur eine geteilte Ressource auf der Luftschnittstelle, und wird dann von allen Geräten im Empfangsbereich zeitgleich empfangen und dekodiert. Das ist wie UKW-Radio oder klassisches terrestrisches Fernsehen."

(Quell: https://laforge.gnumonks.org/blog/20210719-smscb/)

Wann et ëm den Dateschutz geet, ass de Cell Broadcast de Warn-Apps souguer virzezéien:

„Da die Warnnachrichten pauschal an alle in einer Funkzelle eingewählten Geräte geschickt werden, müssten diese dafür ‚weder adressiert oder anhand ihrer Telefonnummer identifiziert werden', heißt es von der Telekom. Datenschutzbedenken könnten somit ausgeräumt werden. Auch aus Sicht von IT-Sicherheitsexperte Atug fallen keine personenbezogenen Daten an: ‚Es ist die datenärmste und damit empfehlenswerteste Umsetzung einer Warnmeldung.'" (tagesschau.de, 20. Juli 2021)

Dëst natierlech ënnert der Bedéngung, dass den Zougrëff op Cell Broadcast géint bëiswëlleg Ugrëffer geschützt gëtt, wat awer mat der entspriechender Authentifizéierung technesch méiglech ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wäert d'Regierung de Cell Broadcast an noer Zukunft implementéieren? Falls nee, firwat net?

2. Firwat gouf de Cell Broadcast bis elo nach net hei am Land implementéiert?

3. Wéi laang schätzt d'Regierung, dass d'Mise en place vun esou engem System géif daueren?

4. Wat wär den eventuelle Käschtepunkt? Wéi vergläiche sech d'Käschte vun esou engem System mat de Käschte vu GouvAlert?

5. Sinn d'Ministeren der Meenung, dass de Cell Broadcast an Apps wéi GouvAlert sech ergänze kënnen?

Réponse commune (23.08.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre de la Digitalisation :*

Am Hierscht 2020 ass en interministeriellen Aarbechtsgrupp agesat ginn, deen opgrond vun enger Decisioun vun der Regierung domat beoptraagt gouf, de System vun der GouvAlert ze reforméieren. Heibäi geet et souwuel ëm d'App en tant que telle, ëm d'Notzer vun der App, wéi och ëm digital Alternativen, déi dozou sollen déngen, d'Bevëlkerung an Noutfäll a Krisesituatiounen ze alertéieren a si iwwert d'Situatioun an d'Bild ze setzen.

Opgrond vun de Konklusioune vun deem Aarbechtsgrupp gouf zesumme mam Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) an éischte konkreete Projet ausgeschafft, dee bis Mëtt 2022 zu enger Reform vum gesamte System vun den Alertë soll féieren. Fir de Moment ass et nach ze fréi, fir de Käschtepunkt vum Projet ze chiffréieren.

D'Aféiere vun der GouvAlert-App war zu Lëtzebuerg en éischte Schrëtt, deen dem HCPN an dem CGDIS erméiglecht huet, Warnungen direkt iwwert den digitale Wee un d'Biergerinnen an d'Bierger ze schécken.

Zwee wichteg Punkte sinn ervirzehiewen: D'Alerte vun der Populatioun muss éischtens iwwer méi Kanäl gemaach ginn, sou wéi dat och haut schonn de Fall ass. Dëst sinn ënnerschiddlech Internetsitten an Appen, d'Medien (Radio, Tëlee) souwéi d'sozial Medien. Zweetens geschitt d'Alerte duerch staatlech Produite wéi d'GouvAlert-App, awer och duerch SMS-Systemer oder de Cell Broadcast. Dës Systemer erlaben et, all Handynotzer (och auslännesch Handyen) an engem definéierte Gebitt duerch Push-Notificatiounen oder SMS ze erreechen. De Cell Broadcast huet de grousse Virdeel, datt d'Biergerinnen an d'Bierger näischt mussen eroflueden an d'Couverture vill méi grouss ass wéi bei enger App. An déi Richtung soll och de Warnsystem zu Lëtzebuerg evoluéieren, mam Fokus op eng Multikanalwarnung, a konform zu den Dispositioune vun der Direktiv 2018/1972 vum 11. Dezember 2018 établissant le code des communications électroniques européen sinn.

Question 4733 (23.07.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **installations sanitaires dans les maisons de retraite et de soins :**

A verschiddenen Alters- a Fleegeheemer ass et nach Usus, dass d'Bewunner sech d'Buedzëmmer an/oder d'Toilette deele mussen. Op servior.lu zum Beispill liest ee bei den Zëmmerbeschreiwunge Follgendes:

„Alle Einzelzimmer sind mit einem Bett und einem Nachttisch ausgestattet und verfügen über eine eigene Toilette und einem Waschbecken. Noch nicht alle Zimmer ein privates Duschzimmer."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill vun de Bewunner an de lëtzebuergesche Fleegeheemer hu keng eegen Dusch, déi ausschliisslech fir hire Privatgebrauch reservéiert ass?
A wéi enge Fleegeheemer ass dëst de Fall?

2. Wéi vill vun de Bewunner an de lëtzebuergesche Fleegeheemer hu keng eegen Toilette, déi ausschliisslech fir hire Privatgebrauch reservéiert ass?
A wéi enge Fleegeheemer ass dëst de Fall?

3. Wéi vill vun de Bewunner an de lëtzebuergesche Fleegeheemer hu keen eegent Buedzëmmer mat Toilette, Lavabo an Dusch, dat ausschliisslech fir hire Privatgebrauch reservéiert ass?
A wéi enge Fleegeheemer ass dëst de Fall?

Question 4738 (26.07.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **installations sanitaires dans les maisons de retraite et de soins :**

En Artikel am „Luxemburger Wort" vum 13. Juli („Eine Bestandsaufnahme") huet rezent fir vill Opreegung gesuergt. Et geet drëms, datt et am Altersheem zu Nidderkuer 60 Zëmmer ginn, déi net iwwert eng eegen Toilette verfügen. Eeler Leit, dacks och mat ageschränkter Mobilitéit, sinn also gezwongen, op eng Gemeinschaftstoiletten ze goen, an dat och nuets.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Familljeminister:

1. Wéi vill Altersheemer gëtt et zu Lëtzebuerg, wou d'Bewunner net iwwert eng eegen Toilette verfügen - souwuel staatlech/kommunal Altersheemer ewéi och privat gefouert Altersheemer?

2. Gëtt et eng Direktiv, respektiv, e Reglement, wat hygieenesch Mindeststandarde fir Altersheemer virgesäit? Wa jo, wéi gesinn dës hygieenesch Mindeststandarde konkreet aus, och am Hibléck op den Zougank vun de Bewunner op d'Toiletten?

3. Ass séchergestallt, datt sech an alle Fäll och un déi Reegele gehale gëtt? Wéi gëtt dëst iwwerpréift?

4. Ass d'Regierung gewëllt, an den Altersheemer iwwerall do, wou d'Bewunner keng eegen Toilette hunn, op sanitärem Plang esou nozeëschten, datt all Bewunner Zougank op eng eegen Toilette huet, respektiv d'Unzuel vun den Toilettë substanziell ze erhéijen, fir esou den eelere Leit, déi mat Dignitéit behandelt musse ginn, entgéintzekommen?

Réponse (16.08.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

De Sujet vun dësen zwou parlamentaresche Froen ass identesch. Ech erlabe mir eng gemeinsam a koordinéiert Äntwert op dës Froen ze ginn.

ad 1. Déi sanitär Ariichtungen an de Logementer vun Alters- a Fleegeheemer

Betreffend d'Unzuel un Alters- a Fleegeheemer an d'Unzuel u Logementer, déi keng eegen Toilette, keng eegen Dusch oder keen eegent Buedzëmmer mat Toilette, Lavabo an Dusch fir de Privatgebrauch zur Verfügung hunn, kann ech Iech follgend Donnéeë matdeelen:

Vun den 52 Alters- a Fleegeheemer, déi am Ganze 5.935 Logementer a 6.422 Better ubidden, dovu 475 Duebelzëmmer an zwou Oasen (chambres à lits multiples) (cf. rapport d'activité 2020 vum Familljeministère[8]), ass d'Situatioun follgend:

- 495 Logementer an 10 verschiddenen Alters- a Fleegeheemer hu keen direkten Accès an e Buedzëmmer mat Toilette, Lavabo an Dusch.

Dovun hunn:

• 271 Logementer a 7 verschiddenen Alters- a Fleegeheemer keng eegen Toilette;

• 495 Logementer an 10 verschiddenen Alters- a Fleegeheemer keng eegen Dusch.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Et ass ze bemierken, datt 779 weider Logementer een direkten Accès op e Buedzëmmer hunn, dat 2 Persoune sech deelen. Dëst sinn entweeder Duebelzëmmer mat zwee Better[9] oder Eenzelzëmmer mat engem Buedzëmmer de type „communicant". An deenen 2 Logementer de type „Oasis" deele sech 5 bis 9 Bewunner e Buedzëmmer.

Am Kader vum Projet de loi N° 7524 portant sur la qualité des services pour personnes âgées ass geplangt, datt um Regëster vun de Servicer fir eeler Leit déi sanitär Ariichtunge pro Typ vu Logement fir all Alters- a Fleegeheem affichéiert solle ginn.

ad 2. Dat modifizéiert groussherzoglecht Reglement vum 8. Dezember 1999 (règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées[10]) gesäit a sengem Kapitel 5 verschidden Dispositioune betreffend d'Infrastrukture vun Alters- a Fleegeheemer („centres intégrés pour personnes âgées" a „maisons de soins") vir. Laut dem Artikel 28 vun dësem Reglement dierfen all Logementer mat maximal zwou Persoune beluecht sinn.[11]

Déi Logementer vun den Alters- a Fleegeheemer, déi no dem 1. Januar 2010 gebaut gi sinn, musse laut dësem Artikel mat engem Buedzëmmer vun op d'mannst 5 m^2, enger Dusch, déi plain-pied accessibel ass, enger Toilette an engem Lavabo ausgestatt sinn.

Déi Logementer, déi virun der Aféierung vun dësem Reglement gebaut gi sinn, mussen op d'mannst e Lavabo mat waarmem a kalem Waasser hunn. Dës Dispositioun gëtt duerch den Artikel 29, deen Dispositioune fir déi gemeinschaftlech Sanitäre virgesäit, komplettéiert. Den Alinea 1 Tiret 3 Punkt a), deen all déi Infrastrukturen, wou d'Logementer net mat enger individueller Toilette, Bidden an Dusch equipéiert sinn, betrëfft, gesäit vir, dass dës Infrastrukturen zwou gemeinschaftlech Toilette pro zéng Bewunner an e Buedzëmmer mat enger Bidden oder enger „plain-pied" accessibeler Dusch, engem Lavabo an enger Toilette pro 20 Bewunner brauchen.[12]

ad 3. D'ASFT-Gesetz vum 8. September 1998 definéiert a sengem Kapitel 1, dass en Agrement obligatoresch ass fir d'Aktivitéite vun Alters- a Fleegeheemer.[13]

Am Kader vun dësem Agrement ginn ënner anerem déi verschidden Dispositiounen, déi d'Infrastruktur garantéiere muss, vun Agente vum Familljeministère kontrolléiert. Dës Dispositioune sinn definéiert am Kapitel 5 vum modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 8 Dezember 1999.

Am Artikel 3 ass d'Prozedur vun enger „demande d'accord de principe" vum Gestionnaire fir d'Realisatioun vun engem Projet definéiert. An dëser Prozedur ginn d'Pläng no den Dispositioune vum Kapitel 5 kontrolléiert an de Gestionnaire kritt eng schrëftlech Äntwert zu der Konformitéit vun de Pläng.

ad 4. All Logement vun engem Alters- a Fleegeheem, dat no dem 1. Januar 2010 gebaut ginn ass, muss laut dem Artikel 28 vum Reglement mat engem Buedzëmmer vun op d'mannst 5 m^2, enger Dusch, déi plain-pied accessibel ass, enger Toilette an engem Lavabo ausgestatt sinn.

Bei den Alters- a Fleegeheemer, déi virun der Aféierung vum Reglement gebaut gi sinn, ass dëst net ëmmer de Fall; laut dem Artikel 28 mussen d'Logementer mat engem Lavabo mat waarmem a kalem Waasser equipéiert sinn.

Fir all déi Haiser mat individuelle Buedzëmmeren ze amenagéieren ass an deene meeschte Fäll technesch net méiglech. D'Pläng lafen, fir dës Haiser kuerz- a mëttelfristeg duerch nei Konstruktiounen ze ersetzen, déi de Standarde vun haut entspriechen.

Wat d'Alters- a Fleegeheemer vu Servior ugeet, do wäert d'Maison de soins „Thillebierg" 2022 duerch e neit Gebai, och zu Déifferdeng, ersat ginn, de CIPA „um Lauterbann" gëtt 2023 duerch e neit Gebai zu Bascharage ersat an de CIPA „Roude Fiels" gëtt 2025 duerch e neit Gebai um selwechte Site zu Rëmeleng ersat. Dobäi ass et virgesinn, datt d'Bewunner vum CIPA „Roude Fiels" vu Rëmeleng schonn d'nächst Joer kënne plënneren an déi nei Maison de soins vun Déifferdeng.

D'Maison de soins „Sanatorium" zu Veianen, d'Maison de soins „am Schléeschen » zu Iechternach an de CIPA „Am Park" zu Boufer si Gebaier, déi de Staat Servior affektéiert huet; dës Gebaier ginn an de nächste Jore renovéiert, fir op de neiste Stand vum Equipement bruecht ze ginn; d'Regierung huet de Finanzement fir dës Aarbechten arrêtéiert an am Budget virgesinn.

Des Weidere ginn et Projete fir d'Maison de soins „Les Parcs du Troisième Âge" zu Bartreng, d'Maison de soins „Hôpital intercommunal Steinfort" zu Stengefort ewéi den alen Deel vun der Maison de soins „Seniorie St Joseph" vun Zitha Senior zu Péiteng duerch nei Gebaier ze ersetzen. Fir dës Projeten hunn d'Gestionnairen en „accord de principe" fir eng finanziell Participatioun vum Familljeministère kritt.

Question 4734 (23.07.2021) de **Mme Martine Hansen, MM. Gilles Roth** et **Paul Galles** *(CSV)* concernant les **objectifs climatiques sectoriels :**

De leschte Freideg gouf am Regierungsrot e Projet de règlement grand-ducal ugeholl, deen déi sektoriell Objektiver festhält, fir eis Klimaziler ze erreechen. Bei der Presentatioun sot d'Ministesch an engem Interview mat RTL Tëlee (22.07.2021) Follgendes: „Wann et ëm Klimaschutz geet, geet et ëm d'Ëmsetzung vu konkreete Mesuren. A wa mer an engem Beräich gesinn, dass et net duergeet, ma da musse mer méi Mesurë maachen an net einfach bestrofen…"

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wat sinn déi konkreet Mesuren, op déi d'Ministesch sech referenzéiert? Wuel wëssend, dass am PNEC d'Mesurë grob skizzéiert sinn, kéint d'Ministesch déi eenzel Mesurë pro Secteur detailléiert opléschten?

- Kann d'Ministesch d'Aspuerpotenzial fir all Mesurë pro Secteur opléschten?

- Wéi eng weider Mesurë si pro Secteur geplangt, wa mat dësen d'Ziler net erreecht ginn?

- Op wéi enger Basis (zum Beispill mat wéi engen Donnéeën) goufen déi sektoriell Ziler u CO_2-Emissioune pro Joer berechent?

- Op wéi enger Basis gouf entscheet, wéi eng Kontributioun all Secteur muss leeschten, bzw. wéi ass déi ënnerschiddlech Gewiichtung pro Secteur zestane komm?

Réponse (08.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

De Projet vum groussherzogleche Reglement, deen déi sektoriell Klimaziler fir d'Joren 2021 bis 2030 festhält, gesäit vir, datt Joer fir Joer ee Bilan gezu gëtt, fir genee festzestellen, wéi d'Emissiounen an deenen eenzele Secteuren evoluéiert hunn. Den interministerielle Comité („Comité interministériel pour l'action climat"), deen d'Regierung duerch eng Decisioun vum 14. August 2020 instauréiert huet, wäert dëse Bilan analyséieren a bei Bedarf innerhalb vun dräi Méint zousätzlech Moossname proposéieren, fir esou sécherzestellen, dass déi sektoriell Ziler erreecht ginn. Déi zwee nei Gremien, déi duerch d'Klimagesetz vum 15. Dezember 2020 geschafe goufen, déi breet opgestallte „plateforme pour l'action climat et la transition énergétique" an de wëssenschaftlechen „Observatoire de la politique climatique", kënnen och zousätzlech oder verstäerkte Moossname proposéieren.

Déi sektoriell Emissiounsallokatioune goufen unhand vun den am Klimagesetz definéierte Krittäre festgeluecht. Se baséieren op den am Kader vum integréierten Energie- a Klimaplang (PNEC) identifizéierte Reduktiounspotenzialer, souwéi se am Tableau 20 vum PNEC resuméiert sinn. Fir d'Erstelle vun de sektoriellen Klimaziler goufen dës Reduktiounspotenzialer konform zum EU-Reglement 2018/1999 punktuell aktualiséiert, an unhand vun den Treibhauspotenzialwäerter aus dem 5. Sachstandsbericht vum Weltklimarot ëmgerechent, souwéi d'Reglement (EU) 2020/2126 vun der Kommissioun et virgesäit.

Question 4736 (26.07.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant l'**affaire Pegasus - NSO Group :**

Suite aux révélations des organisations Forbidden Stories et Amnesty international en lien avec le logiciel Pegasus, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a adressé le 21 juillet un courrier à neuf sociétés luxembourgeoises affiliées au NSO Group leur rappelant les obligations en matière de contrôle des exportations. Dans un communiqué diffusé le même jour, le Ministère des Affaires étrangères a aussi déclaré que: « Aucune demande des entités liées au groupe NSO au Luxembourg pour une licence d'exportation de produits de cybersurveillance n'a été reçue à ce jour. »

Cependant, en consultant les rapports annuels du Registre de commerce et des sociétés, on constate qu'au moins une des sociétés liées déclare tirer des revenus de la commercialisation de produits informatiques. En effet, le rapport 2019 d'une des sociétés, déposé le 19 novembre 2020 au LBR, indique notamment que : « The Company's purpose shall also be selling and reselling computer software and related physical equipment together with associated consulting, training and the provision of support and other services" et plus loin "The Company derives and reports its revenue in two categories: (a) product revenue, including sale of hardware products (which include software that works together with the hardware to deliver the product's essential functionality) and licensing of software products [...]. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Quelles démarches, mis à part l'envoi de la lettre susmentionnée, Monsieur le Ministre a-t-il entreprises pour s'assurer que les dispositions de la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations n'ont pas été violées par lesdites entreprises ?

[8] https://mfamigr.gouvernement.lu/de/publications

[9] Wann e Logement vun enger Koppel beluecht ass, vun der d'Buedzëmmer privatif.

[10] Règlement grand-ducal du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées : http://data.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/1999/12/08/n1/jo

Règlement grand-ducal du 10 décembre 2009 modifiant le règlement grand-ducal du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées : http://data.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2009/12/10/n2/jo

[11] Art. 28 Logements (rgd modifié du 8 décembre 1999) : « Les logements construits ou aménagés avant l'entrée en vigueur du présent règlement doivent répondre aux critères suivants : […]

- occupation maximale de deux usagers par logement

- équipement d'au moins un lavabo à eau chaude et froide par logement.

« La construction, l'aménagement substantiel, la transformation ou la location de bâtiments hébergeant un service exerçant les activités énumérées à l'alinéa 1er, entamés ou effectués après le 1er janvier 2010, ainsi que le changement d'affectation de locaux entraînent pour le gestionnaire l'obligation de respecter les critères suivants au niveau du logement des usagers :

- équipement d'une salle d'eau qui communique avec le logement d'une surface supplémentaire d'au moins 5 m² avec douche accessible de plein-pied, WC et lavabo […] - occupation maximale de deux usagers par logement […] »

[12] Art. 29 Installations sanitaires communes (rgd modifié du 8 décembre 1999) :

[…] a) au cas où les logements des usagers ne sont pas équipés de WC, de baignoire ou de douche : deux WC avec lavabo par dix usagers ; une salle de bain équipée d'une baignoire ou d'une douche accessible de plain-pied, d'un lavabo et d'un WC par 20 usagers ; une salle de bain équipée d'une baignoire à hauteur variable ou d'un dispositif pourtsuivant le même objectif, d'un lavabo et d'un WC par 50 usagers nécessitant des prestations hebdomadaires d'assistance, d'aide et de soins d'au moins 3,5 heures ; […]

[13] Art. 1er (loi modifiée du 8 septembre 1998) :

Nul ne peut, à titre principal ou accessoire et contre rémunération, entreprendre ou exercer d'une manière non-occasionnelle l'une des activités ci-après énumérées, dans le domaine social, socio-éducatif, médico-social ou thérapeutique s'il n'est en possession d'un agrément écrit, suivant leurs compétences respectives, soit du Ministre de la Famille, soit du Ministre de la Promotion féminine, soit du Ministre de la Jeunesse, soit du Ministre de la Santé. Sont soumises à un agrément, pour autant qu'elles ne font pas l'objet d'une autre disposition légale, les activités suivantes en faveur de toutes les catégories de personnes :

- l'accueil et l'hébergement de jour et/ou de nuit de plus de trois personnes simultanément ;

- l'offre de services de consultation, d'aide, de prestation de soins, d'assistance, de guidance, de formation sociale, d'animation ou d'orientation professionnelle. […]

Est-ce que les possibilités offertes par ladite loi en matière de surveillance, de recherche et de constatation des infractions, respectivement par d'autres dispositifs législatifs, ont été pleinement épuisées ?

2) Est-ce qu'une infraction à ladite loi ou à d'autres lois a pu être constatée ? Dans l'affirmative, quelles suites sont envisagées ?

3) Quelles conclusions Monsieur le Ministre tire-t-il de cette affaire en relation avec la mise en œuvre au Luxembourg des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ?

Réponse commune (03.09.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Dans le cas présent d'entités n'ayant pas effectué de demande d'exportation, tous les instruments juridiques pertinents ont été utilisés.

ad 2) Au moment où cette réponse est transmise, aucune infraction à la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations n'a été constatée.

ad 3) En date du 11 décembre 2019, le Gouvernement a adopté la deuxième édition du Plan d'action national « Entreprises et droits de l'homme » (PAN 2). Ce document a été élaboré par consensus entre toutes les parties prenantes représentées au groupe de travail « Entreprises et droits de l'homme » et comprend une vingtaine d'actions concrètes pour mettre en œuvre les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Parmi ces 20 actions figure le Pacte national « Entreprises et droits de l'homme ».

L'adoption et la mise en œuvre du Pacte national sur le respect des droits de l'homme dans les activités des entreprises permet de formaliser le partenariat et l'engagement conjoint entre l'État et les entreprises d'être à la hauteur des obligations qui leur incombent en vertu des principes directeurs des Nations Unies.

Cet engagement volontaire s'adresse aux dirigeants d'entreprise souhaitant mettre en œuvre les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. C'est un premier élément important, dans le contexte luxembourgeois, pour la mise en œuvre concrète d'un devoir de diligence raisonnable dans les entreprises. Au-delà, le Conseil de Gouvernement, en ligne avec l'accord de coalition 2018-2023 qui prévoit l'étude de la possibilité de légiférer en la matière, a chargé, en date du 23 avril 2021, un comité interministériel, sous la coordination du Ministère des Affaires étrangères et européennes, d'examiner les questions prioritaires soulevées dans le rapport d'étude de la Dr. Basak Baglayan, experte de l'Université du Luxembourg, en vue de définir les grandes orientations soit d'une future législation nationale, soit de la position du Luxembourg pour la négociation d'une future directive européenne en la matière, et de tenir le Conseil de Gouvernement informé de l'état d'avancement de ses travaux.

Question 4737 (26.07.2021) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant les **infections à la Covid-19 de personnes vaccinées :**

An engem RTL-Artikel steet haut ze liesen, dass sech an Däitschland vu 36 Millioune Leit, déi komplett geimpft waren, just 0,015 % mam Coronavirus infizéiert hätten.

Och wann een zu Lëtzebuerg an de wéchentleche Rapporte vum Santésministère Informatioune fënnt, iwwert d'Unzuel vun Infizéierten, vu Leit an de Klinicken an op der Intensivstatioun, vu verstuerwene Leit, sou gëtt kee Bezuch op den Impfzoustand vun de betraffene Persoune gemaach, i. e. ob déi betraffe Persoune scho geimpft waren oder net.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

- Wier et méiglech, Informatiounen iwwert den Impfzoustand vun uewegenannte Persoune réckwierkend iwwert déi lescht Wochen ze kréien (ugefaange mat der Woch vum 28. Juni 2021)?

- Kéint d'Madamm Ministesch dofir suergen, dass dës Informatiounen an déi nächst Wocherapporten direkt mat integréiert ginn?

Réponse (31.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Zënter dem 28. Juli publizéiert de Gesondheetsministère an sengem wéchentleche Rapport den Impfstatut (net geimpft oder kompletten Impfscheema) vun de Leit, déi positiv op de Covid-19 getest gi sinn, nodeems si komplett geimpft waren, an zënter dem 18. August och d'Donnéeë vun de Leit, déi wéinst Covid-19 hospitaliséiert sinn, trotz komplettem Impfscheema.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4739 (26.07.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant le **European Flood Awareness System (EFAS) :**

Selon des informations relayées par la presse nationale et internationale, le programme européen European Flood Awareness System (EFAS) aurait émis un premier avertissement pour annoncer l'imminence d'inondations pour les bassins versants du Rhin et de la Meuse dont fait partie le Luxembourg. Entre les 10 et 14 juillet, dates du début des inondations dans notre région, au moins 25 alertes de l'EFAS auraient ainsi été émises aux autorités dans les régions concernées potentiellement par des inondations. Ces alertes annonçaient des phénomènes météorologiques extrêmes avec des risques immédiats pour la vie et la santé de la population.

Même si le programme EFAS mis en place suite aux inondations intervenues en 2002 en Europe centrale a permis de repérer le danger de manière précoce et d'en alerter les autorités, des expert.e.s cité.e.s dans les médias ont constaté l'échec du système du fait que les autorités nationales et/ou régionales n'auraient pas averti les résident.e.s concerné.e.s ou pris des mesures de protection adéquates.

Ainsi, au Luxembourg, la phase d'alerte n'a été déclenchée que le 14 juillet à 17.00 heures à un moment où il était déjà trop tard pour éviter les pires dégâts. De plus, cette alerte n'aurait été transmise que tardivement à une partie de la population via l'application GouvAlert tandis que la majorité des résident.e.s ignoraient le risque qui s'annonçait. Le Gouvernement explique sa réserve d'avertissement par l'imprécision des modèles météorologiques qui n'auraient pas laissé prévoir avec certitude des phénomènes météorologiques extrêmes.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Mesdames les Ministres de l'Environnement et de l'Intérieur :

1) Quelles instances au Luxembourg sont les destinatrices des alertes émises par l'EFAS ?

2) Ces instances ont-elles bien reçu les alertes émises à partir du 10 juillet 2021 annonçant des dangers potentiels d'inondations dus à des précipitations extrêmes ?

3) Combien d'alertes de l'EFAS les autorités luxembourgeoises ont-elles reçu entre le 10 et le 14 juillet ? À partir de quel moment l'EFAS annonçait-elle un danger extrême pour notre région ?

4) Y a-t-il déjà eu dans le passé des alertes pour cause de dangers extrêmes émises par l'EFAS et destinées aux autorités luxembourgeoises ? Dans l'affirmative, de quelles alertes s'agissait-il et de quelle manière ces alertes ont-elles été prises en compte par les autorités ?

5) Les services luxembourgeois étaient-ils en mesure d'analyser la multitude de modèles météorologiques à leur disposition et d'en tirer les bonnes conclusions sur les scénarios météorologiques envisageables pour les 14 et 15 juillet ?

6) Mesdames les Ministres sont-elles d'avis qu'il aurait fallu agir avec plus de précaution pour éviter un maximum de risques potentiellement graves dus aux inondations au lieu de spéculer sur base d'un modèle météorologique plus favorable selon lequel le Luxembourg aurait pu être épargné par des précipitations extrêmes ?

7) Comment Mesdames les Ministres expliquent-elles qu'une alerte aux usagers de l'application GouvAlert n'a été envoyée que vers 23.00 heures le 14 juillet ? Combien de personnes ont reçu cette alerte en tant qu'usagers de l'application en question ?

8) Était-il envisagé à un moment d'utiliser d'autres moyens pour avertir la population du danger imminent potentiel dû aux inondations tels que des annonces à la radio, des SMS multilingues aux résident.e.s, le déclenchement de sirènes ou des prises de contacts directs en concertation avec les autorités communales avec les populations les plus directement menacées par les inondations ?

9) Dans l'affirmative, pourquoi de telles mesures n'ont-elles pas été prises ?

Réponse commune (09.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) L'Administration de la gestion de l'eau (AGE), partenaire de l'EFAS depuis 2019, est le destinataire des alertes émises par l'EFAS, dans sa fonction d'autorité nationale compétente pour la prévision des crues. Dans ce cadre, l'AGE échange également ses données mesurées avec l'EFAS.

La liste des partenaires de l'EFAS peut être consultée sur le site Internet de l'EFAS.

ad 2) L'AGE, notamment son service de prévision des crues, a reçu des alertes spécifiques de l'EFAS pour les bassins versants du Rhin et de la Meuse au préalable des inondations, et ceci à partir du 10 juillet 2021.

Cependant, les alertes concernaient soit des tronçons de cours d'eau éloignés de Luxembourg et sans effet direct sur l'hydrologie des cours d'eau luxembourgeois (Rhin suisse, Rhin néerlandais, Meuse), soit des cours d'eau sans connexion à des cours d'eau luxembourgeois (Ourthe, Rour, Nahe). Comme les alertes sont diffusées à l'ensemble des pays situés dans les bassins versants des cours d'eau concernés par une alerte, l'AGE a également reçu ces alertes sans que le système fluvial luxembourgeois n'ait été concerné. La première alerte concernant la Moselle allemande en aval du Luxembourg n'a été communiquée qu'en date du 14 juillet 2021.

La seule alerte pour le territoire luxembourgeois a été émise par l'EFAS le 14 juillet à 11.30 heures pour la Sûre et indiquait un début des inondations le 14 juillet à 18.00 heures avec des valeurs maximales pour le 14 juillet à minuit. L'alerte de l'EFAS indiquait une probabilité de 50 % pour un dépassement d'une crue de période de retour de cinq ans et une probabilité de 35 % pour un dépassement d'une crue de période de retour de 20 ans. Ladite alerte était une alerte informelle et constituait l'unique alerte de l'EFAS pour le Luxembourg concernant l'évènement en question. Son caractère informel est dû à la grande incertitude associée à la prévision. En effet, l'EFAS distingue entre des alertes informelles et des alertes formelles. Les critères de classification peuvent être consultés sur le site de l'EFAS. Une alerte informelle ne réunit pas tous les critères pour être qualifiée d'alerte formelle et demeure plus incertaine par ce fait.

Indépendamment de l'alerte informelle de l'EFAS pour la Sûre, le Service de prévision des crues avait déjà déclenché la phase de vigilance de crue dès le mardi 13 juillet à 14.00 heures. Un message d'activation de cette phase a été publié sur le site Internet www.inondations.lu et a été envoyé par mail aux administrations concernées (CGDIS et HCPN) ainsi qu'aux organismes de presse et aux gestionnaires des barrages hydroélectriques. Beaucoup d'activités ayant lieu à proximité des cours d'eau en période estivale, le message d'alerte a explicitement mentionné de porter une attention particulière aux campings et chantiers longeant les cours d'eau afin d'y évacuer les installations mobiles. En raison des simulations hydrologiques plus précises avec le modèle hydrologique du service de prévision des crues, un message d'ouverture de la phase de préalerte de crue a été déclenché le 14 juillet à 12.00 heures avec l'indication du dépassement des cotes d'alerte en début de soirée. Ceci a été confirmé avec le déclenchement de la phase d'alerte le 14 juillet à 17.00 heures.

Il est important à préciser que les notifications de l'EFAS ont un degré de détail moins élevé que celles du modèle hydrologique utilisé pour les prévisions des crues au Luxembourg. Le modèle de l'EFAS se base sur une maille géographique de 5 x 5 km^2 alors que le modèle utilisé au Luxembourg dispose d'un maillage de 1 x 1 km^2. L'alerte de l'EFAS pour la Sûre n'indiquait que très tard une probabilité très faible de dépassement du seuil d'une crue plus rare et n'indiquait en aucun cas une crue centennale.

Les alertes de l'EFAS constituent des indications, des informations supplémentaires pour supporter les autorités nationales lors de situations de crues et sont par ce fait uniquement destinées aux autorités compétentes. Les alertes non publiques peuvent être consultées par le public 30 jours après les événements sur le site de l'EFAS.

ad 3) Entre le 10 et le 14 juillet 2021, l'AGE a reçu douze alertes de l'EFAS. De ces douze alertes, seulement une était adressée directement au Luxembourg, en l'occurrence celle datée du 14 juillet à 11.30 heures. Les autres alertes étaient adressées aux autorités néerlandaises, suisses, belges et allemandes. Des douze alertes reçues, six étaient informelles et six étaient formelles. L'alerte concernant la Sûre était informelle.

Contrairement aux alertes du Service de prévision des crues, les alertes de l'EFAS ne renseignent pas sur le danger potentiel des inondations.

ad 4) Dans le cadre de sa mission, le Service de prévision des crues de l'AGE surveille en permanence les niveaux d'eau des cours d'eau de surface et en publie des prévisions. Le Service de prévision des crues considère différentes alertes d'autres autorités nationales et internationales. En plus des produits et alertes officielles nationales de MeteoLux, le Service de prévision des crues reçoit les produits et alertes météorologiques du Deutscher Wetterdienst et de Météo France. Les alertes officielles des autorités en charge de la prévision des crues des pays voisins sont échangées depuis 1987 conformément à l'accord de coopération transfrontalière en matière d'annonce des crues dans le bassin versant de la Moselle. L'AGE, partenaire de l'EFAS et destinataire des alertes émises par ce système, prend en compte ces alertes et les met en relation avec l'ensemble des informations reçues et modélisations réalisées pour évaluer une situation qui se présente. L'EFAS souligne sur son site Internet que les notifications émises par leur système sont à considérer comme des indications dont le but est de donner des informations complémentaires aux autorités en charge des prévisions des crues.

Depuis 2019, l'AGE n'a reçu que peu d'alertes concernant le territoire luxembourgeois. L'EFAS distingue entre trois différents types de notifications :

- EFAS Flash Flood Notification : 3

- EFAS Informal Flood Notification : 1 (le 14 juillet 2021)

- EFAS Formal Flood Notification : 0

Il est important de noter que les notifications de l'EFAS ne constituent que des indications et sont soumises à de grandes incertitudes. À elles seules, ces notifications ne pourraient suffire pour présenter une base de décision. En aucun cas, les notifications de l'EFAS renseignent sur un danger potentiel.

ad 5) Les modèles de simulation de l'atmosphère peuvent présenter de grandes incertitudes et diverger considérablement l'un de l'autre, ceci aussi bien entre les différents produits que pour le même produit, d'un calcul publié à 6.00 heures du matin à celui publié à midi par exemple. L'importance des incertitudes des produits météorologiques dépend largement de la stabilité de la situation météorologique et se présente donc souvent lors de situations météorologiques potentiellement dangereuses.

L'analyse d'une multitude de modèles et produits météorologiques et hydrologiques constitue la base de l'évaluation du potentiel d'inondation réalisée par le Service de prévision des crues à chaque fois qu'une situation météorologique laisse présumer une situation de crue. Le Service de prévision des crues analyse l'ensemble de données météorologiques qu'elle reçoit et se concerte avec MeteoLux afin de pouvoir apprécier au mieux les situations qui se présentent. Il s'agit de décider du modèle météorologique le plus fiable à considérer pour simuler la réaction hydrologique de nos cours d'eau et définir le scénario de crue le plus probable ainsi que de décider de la nécessité de publier des informations ou non, déclencher une phase de vigilance/préalerte/alerte ou non.

L'analyse de la situation du Service de prévision des crues au préalable des inondations des 14 et 15 juillet 2021 a permis de prendre les mesures de précaution nécessaires avec l'activation de la phase de vigilance le 13 juillet à 14.00 heures et la publication du 1er bulletin de crue indiquant un risque de crue pour le 14 juillet et une attention spécifique aux activités saisonnières à proximité des cours d'eau. La phase de préalerte a été déclenchée le 14 juillet à 12.00 heures avec un bulletin de crue indiquant l'évolution rapide de la situation et une atteinte probable des cotes d'alerte lors des heures à venir. Le bulletin de crue publié lors du déclenchent de la phase d'alerte à 17.00 heures le 14 juillet 2021 confirme cette information avec un dépassement des cotes d'alerte annoncé pendant la soirée, voire la nuit du 14 au 15 juillet 2021.

ad 6) Il faut clarifier qu'il ne s'agit aucunement d'une spéculation, ni d'une préférence d'un modèle vis-à-vis d'un autre. Comme indiqué dans les réponses ci-dessus, toutes les décisions sont prises en considérant l'ensemble des informations disponibles. Il faut souligner que des alertes émises sur base de prévisions incertaines engendrent une multitude de fausses alertes avec un risque considérable que les alertes fondées soient sous-estimées par la population, voire tout simplement ignorées.

ad 7) - 9) Les alertes relatives respectivement aux inondations et aux fortes précipitations ont été transmises par les services concernés à la presse. Les différents médias ont repris ces alertes avec un degré de précision assez élevé. L'évolution de la situation des cours d'eau a pu être suivie en permanence sur le site www.inondations.lu depuis le déclenchement de la phase de vigilance.

Le 14 juillet à midi, environ 30 minutes après le déclenchement de l'alerte orange par le service de prévision des crues de l'AGE, le CGDIS a diffusé un message sur les réseaux sociaux en vue de sensibiliser la population sur le risque potentiel d'inondations qui contenait également des conseils de comportement officiels.

Vers 14.20 heures, un SMS a été envoyé aux bourgmestres les informant du risque d'inondations et de fortes pluies, notamment au long des rivières (camping, etc.). Les bourgmestres ont aussi été informés que les chefs des centres d'incendie et de secours locaux se tenaient à leur disposition. À partir de ce moment, les populations les plus directement menacées par les inondations ont pu être directement averties par les autorités locales et les centres d'incendie et de secours.

L'utilisation des sirènes est réservée à l'alerte nucléaire et n'est actuellement pas prévue dans les plans d'intervention d'urgence en cas d'inondations. Pour plus d'informations, nous tenons à faire

référence à la réponse à la question parlementaire n° 4698.

Par ailleurs, il y a lieu d'informer qu'un groupe de travail interministériel a été mis en place, chargé de réformer l'application GouvAlert, mais aussi de revoir l'alerte à la population, qui devra, à l'avenir, avoir lieu par le biais de plusieurs canaux d'information. Pour plus d'informations, nous tenons à faire référence à la réponse à la question parlementaire n° 4672.

Question 4740 (26.07.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **aides pour les agriculteurs victimes d'inondations :**

Vill Bauere goufen an der leschter Woch duerch d'Héichwaasser iwwerrascht, wouduerch et zu diverse Schied komm ass. De Landwirtschaftsminister hat awer schnell op d'Iwwerschwemmunge reagéiert, wat och vu ville Bauere begréisst ginn ass. Bis ewell ass awer nach näischt iwwert déi konkreet Montante bekannt, déi sollen ausbezuelt ginn. Weider kënnen d'Baueren och d'Véi mellen, déi am Héichwaasser ëmkomm sinn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi sinn d'Bauere virun dem Héichwaasser gewarnt ginn?

2. Kann den Här Landwirtschaftsminister schonn d'Montante fir d'Entschiedegungen, déi d'Bauere kënnen ufroen, ofschätzen?

3. Si Béischten ëmkomm? Wa jo, wéi vill a wéi vill Sue sollen pro Véi ausbezuelt ginn?

Réponse (02.09.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Hei wëll ech op d'Äntwert op d'Fro Nr. 4675 verweisen.

ad 2. No dem schlechte Wieder an den Iwwerschwemmungen, déi de 14. a 15. Juli 2021 opgetruede sinn, konnte Baueren, Wënzer a Gäertner, déi u Schued gelidden hunn, eng Demande fir Hëllef via en Online Formulaire op der „MyGuichet"-Plattform bis den 20. August ofginn.

Bis elo huet de Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung 153 Ufroe fir finanziell Hëllef vun de betraffene Leit kritt, dorënner:

- 17 betreffend Schied un de Gebaier
- 44 fir materielle Schued, wéi landwirtschaftlech Maschinnen an Ausrëschtung
- 629 Botte Fudder
- 134 betreffend beschiedegt Kulturen:

Wisen a Weeden (723 ha)
Getreide (16 ha)
Mais (77 ha)
Geméis (2,5 ha)
Wéngerten (2 ha).

Bis haut gëtt de Gesamtbetrag vum Schued op 1.650.000 Euro geschat.

ad 3. Laut den Informatiounen, déi dem Landwirtschaftsministère virleien, ass ee Béischt ëmkomm. Eng Demande fir eng Entschiedegung läit menge Server net fir, soudass dovun auszegoen ass, dass d'Assurance fir de Schued opkënnt.

Question 4741 (26.07.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**installation d'un évacuateur de crue additionnel au barrage du lac de la Haute-Sûre :**

Je fais suite à la question parlementaire n° 1713 du 20 février 2016 concernant le barrage du lac de la Haute-Sûre. Dans leur réponse commune, Madame la Ministre de l'Environnement et Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics précisent :

« L'état du barrage est actuellement toujours jugé satisfaisant sur base de ces contrôles et des mesures de réfection d'envergure ne sont pas encore à envisager. Les travaux effectués début des années 1990 à savoir les travaux d'étanchement et de drainage et le renforcement de la culée droite ont été concluants. Il est cependant prévu d'ajouter un évacuateur de crue additionnel pour les crues extrêmes. Celui-ci permettra également d'augmenter considérablement la capacité de rétention et d'écrêter des crues de moindre importance. Ces travaux sont prévus pour être exécutés sur une durée d'à peu près deux années. S'agissant d'un évacuateur de crues en crête de type libre à seuil fixe, une vidange du lac ne sera pas nécessaire. »

Au vu des inondations qui ont eu lieu la semaine dernière, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Les travaux entourant l'installation d'un évacuateur de crue additionnel pour les crues extrêmes n'ayant manifestement pas été effectués dans les délais prévus initialement, où en est la planification desdits travaux ?

2) Quelles sont les raisons expliquant le retard du projet ?

3) Comment vont s'organiser concrètement les travaux ?

4) Quand est-ce que les travaux pourront être commencés ?

Réponse (16.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Vu l'envergure du projet, une loi pour le financement des travaux, des études, de la surveillance et du monitoring s'avère être nécessaire, ainsi l'avant-projet de loi afférent est actuellement en cours d'élaboration.

ad 2) Dans le cadre du processus de planification, de l'approfondissement des études et dans un souci de prendre en compte l'ensemble des prérogatives liées au projet de l'évacuateur de crues, l'envergure de ce dernier a fortement évolué par rapport au projet initial.

ad 3) Dans le cadre des études détaillées visant le projet de l'évacuateur de crues, celui-ci a été structuré en cinq éléments constructifs distincts :

- l'évacuateur de crues au droit du barrage principal,
- la galerie de déviation à l'entrée du village d'Esch-sur-Sûre,
- les mesures anti-crues dans la localité d'Esch-sur-Sûre,
- la digue et les mesures anti-crues dans la localité de Bavigne,
- les mesures constructives de renforcement du barrage principal (OA1166).

Le phasage n'est à l'heure actuelle pas déterminé de manière définitive. Il devra être précisé dans le cadre de l'élaboration des documents servant à la procédure de marchés publics. Toutefois, il est envisagé de réaliser les éléments consécutivement et selon un regroupement géographique et typologique. Ce regroupement devra permettre de réduire l'impact sur le réseau routier limitrophe ainsi que sur les localités de Bavigne et d'Esch-sur-Sûre. Le regroupement ainsi défini se présente comme suit :

- travaux hors agglomérations,
- travaux dans la localité de Bavigne respectivement dans sa proche périphérie,
- travaux au droit de la localité d'Esch-sur-Sûre.

ad 4) Le début des travaux est tributaire de la procédure législative, de la procédure administrative et des autorisations nécessaires à la mise en œuvre des cinq éléments constructifs du projet. Une date pour le début des travaux ne peut à l'heure actuelle pas être déterminée de manière précise. Néanmoins, il peut pour le moment être envisagé que les travaux ne commenceront vraisemblablement pas avant 2024.

Question 4742 (26.07.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **sécurité des ponts :**

D'Iwwerschwemmunge vum 15. Juli 2021 hunn d'Bevëlkerung vun eisem Land schockéiert a viru grouss Erausfuerderunge gestallt. Wärend alles ënnerholl gëtt, fir d'Konsequenze vun der Katastroph ënner Kontroll ze bréngen, ginn et hei am Land nach keng kloer Informatiounen driwwer, wat de Schued duerch dës Iwwerschwemmungen un eise Brécken ugeet.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Bauteminister:

1. Wéi ass et generell bestallt ëm d'Sécherheet vun eise Brécken, am Hibléck op eventuell zukünfteg Naturkatastrophe wéi Tornadoen asw.?

2. Gëtt et ee Gesamtbild, wat de Schued ugeet, deen d'Iwwerschwemmunge vum 15. Juli un eise Brécken ugeriicht hunn?

3. Wat elo am Speziellen déi zwou Brécken op der E421 (Angelduerf/Ierpeldeng) an am Zentrum vu Veianen ugeet: Sinn dës zwou Brécken duerch d'Iwwerschwemmunge beschiedegt ginn? Wa jo, wéi grouss ass deen entstanene Schued?

Réponse (31.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Bréckе vum nationale Stroossereseau ginn no den aktuellen Normen, souwéi den unerkannte Reegele vun der Technik, geplangt a gebaut, soudass dës dem virgesinnene Sécherheetsuspröch entspriechen. All dës Bréckе ginn och a reegelméissegen Intervalle kontrolléiert, an et gëtt den noutwendegen Entretien gemaach.

ad 2. Ee Gesamtbild, wat de Schued ugeet, deen d'Iwwerschwemmunge vum 15. Juli un de Bréckеn ugeriicht hunn, a wéi an an deenen zwou follgende Wochen ersiichtlech war, ass an der follgender Tabell resuméiert:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Vun 217 Bréckе waren der 47, déi vun deem duerch d'Héichwaasser entstanenen Dreck a Schlamm befreit gi sinn, 24, bei deene geréng Entretiensaarbechten néideg sinn, a 6 Bréckеn, bei deene kleng Reparaturaarbechte musse gemaach ginn.

ad 3. Aus renger Virsiicht sinn Ouvragen, ewéi zu Veianen, gespaart ginn. Dëst fir kënnen d'Offléisse vum Waasser ofzewaarden an duerno eng Bestandsopnam ze maachen.

Déi zwou ugeschwate Bréckе goufe vun den Agente vun der Stroossebauverwaltung inspizéiert an et konnt kee Schued festgestallt ginn.

Question 4745 (26.07.2021) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant les **communications électroniques des ministres et hauts fonctionnaires :**

Dans un sujet publié sur paperjam.lu intitulé « Les communications électroniques des ministres, ce sujet tabou », il est question de la protection des communications électroniques des ministres et hauts fonctionnaires luxembourgeois. L'auteur soulève un certain nombre de questions à ce sujet, auxquelles il nous semble important d'obtenir des réponses.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Est-ce qu'il existe un protocole particulier concernant les communications électroniques des ministres et hauts fonctionnaires luxembourgeois ?

2) Est-ce qu'il existe certaines règles concernant l'utilisation des réseaux sociaux par les ministres et hauts fonctionnaires luxembourgeois ?

3) De quelle manière les communications électroniques des ministres et hauts fonctionnaires luxembourgeois sont-elles protégées ? Est-ce que les téléphones ont des fonctionnalités spéciales ou les applications utilisées sont-elles équipées d'une messagerie instantanée chiffrée ?

4) Il a été révélé plus tôt dans l'année que les données personnelles de plus de 188.000 comptes Facebook luxembourgeois avaient été mises à disposition gratuitement sur un forum de piratage informatique. Est-ce que ces révélations ont eu un impact sur la protection des communications des ministres et hauts fonctionnaires luxembourgeois ?

5) Les révélations récentes concernant le logiciel espion Pegasus, qui ont remis la protection des données personnelles au centre de l'attention médiale, ont-elles mené à une vérification de la sécurité des modes de communications électroniques des ministres et hauts fonctionnaires luxembourgeois ?

Réponse commune (09.09.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

ad 1) + 2) Le statut général des fonctionnaires de l'État ne prévoit pas de dispositions spécifiques concernant les communications électroniques des hauts fonctionnaires luxembourgeois.

Cependant, chaque fonctionnaire est soumis aux obligations statutaires dont notamment le devoir de bonne conduite (devoir de réserve) prévue à l'article 10, paragraphe 1er du statut général ainsi que le devoir de confidentialité (discrétion professionnelle) résultant de l'article 11 dudit statut.

Les obligations des membres du Gouvernement résultent de l'arrêté grand-ducal du 14 novembre 2014 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement et leurs devoirs et droits dans l'exercice de la fonction.

L'article 22 de l'arrêté grand-ducal précité prévoit que : « L'État met à disposition de chaque membre du Gouvernement les moyens techniques et logistiques nécessaires pour l'exercice de sa fonction », sans autre précision quant à l'utilisation de ces moyens.

Le Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l'État ainsi que la Charte de bonne conduite en matière de sécurité de l'information numérique de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ne recommande l'utilisation de services en ligne commerciaux qu'avec précaution et retenue et favorise l'utilisation des solutions choisies par le Centre de technologies de l'information de l'État (CTIE).

Le CTIE propose des outils de communication modernes pour tous les services et administrations qui utilisent ses services, mais ne couvre pas l'utilisation de service de communication tel que WhatsApp ou l'utilisation des réseaux sociaux.

ad 3) - 5) Tous les téléphones portables et tablettes qui sont mis à disposition par le CTIE aux membres du Gouvernement et aux hauts fonctionnaires fonctionnent et sont gérés via une infrastructure centrale de management (MDM), ce qui permet d'implémenter un niveau de sécurité adapté. La sécurité implémentée par la MDM comprend notamment le chiffrement des informations et l'application de règles de sécurité spécifiques.

Toutes les communications impliquant des informations internes qui ont lieu entre les outils de communication et les infrastructures informatiques de l'État, sont chiffrées et liées à une authentification de la personne. Un outil de communication perdu ou volé peut se faire effacer via la MDM.

Le piratage de comptes Facebook et les révélations récentes concernant le logiciel Pegasus n'ont pas eu d'impact particulier sur l'architecture de sécurité décrite ci-dessus.

Question 4746 (26.07.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant le **contrôle médical :**

Tout en remerciant Madame la Ministre de la Santé de ses réponses à ma question parlementaire n° 4639 du 8 juillet 2021, je me permets de poser par la présente encore quelques questions supplémentaires à ce même sujet qui me sont apparues à la lecture de la réponse de Madame la Ministre.

Dans sa réponse à ma question parlementaire, Madame la Ministre écrit que « la définition précise de ce qu'est une erreur de diagnostic » n'existe pas à ce jour. J'aimerais donc poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

1) Ne faudrait-il pas que l'État, en tant que garant du bien public et de la santé publique, se munisse d'une telle définition afin de protéger la population contre de telles erreurs et les problèmes liés ?

Concernant ma question relative à une instance de contrôle des prestations médicales, Madame la Ministre note que « concernant le secteur extrahospitalier, une telle instance serait à instaurer ».

2) Est-ce que Madame la Ministre compte (ou est en train de) étudier la possibilité de mettre en place une instance de contrôle des prestations médicales dans le secteur extrahospitalier ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me donner plus de détails ?

Madame la Ministre explique également dans sa réponse qu'il « n'y a pas d'évaluation individuelle des prestataires de santé », que « la mise en place d'un tel système est complexe » et que « compte tenu de la taille du pays, le volume critique nécessaire de données ne sera peut-être pas atteint et d'autres modalités que celles utilisées dans d'autres pays seront alors à imaginer ».

3) Est-ce que Madame la Ministre est en train d'étudier d'autres possibilités pour assurer un contrôle de qualité des prestations médicales ? Dans l'affirmative, quelles sont les pistes qui sont actuellement explorées ?

En réponse à une autre question, Madame la Ministre a expliqué que « le Comité de gestion interhospitalière travaillera à la mise en place d'un système d'analyse qualitative des soins ».

4) Pouvez-vous me renseigner sur le calendrier précis de ces travaux ? À quelle date peut-on attendre des premiers résultats ? Pouvez-vous nous donner plus d'amples informations sur ce système d'analyse qualitative des soins ?

Réponse (31.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Comme déjà annoncé au cours de la question parlementaire n° 4639, il n'existe à ce jour aucune définition précise de ce qui est une « erreur de diagnostic ». La difficulté en ce sens, ne réside pas tant dans une définition claire et précise mais plutôt dans l'impact de la mise en pratique de ladite définition. Le fait d'avoir une définition à ce sujet aurait comme conséquence de limiter « l'erreur de diagnostic » à une liste de cas de figure restreinte, empêchant tout nouveau cas de figure.

L'erreur diagnostique peut être identifiée après étude des circonstances, dans le cas où le médecin n'a pas posé le bon diagnostic alors même que celui-ci s'imposait au regard des règles de l'art de sa profession. En ce sens tout diagnostic erroné n'est malheureusement pas évitable et un diagnostic erroné peut être non fautif si l'erreur est légitime. La mise à disposition des médecins des moyens nécessaires pour prévenir les erreurs diagnostiques est une action efficace pour protéger la population des répercussions de telles erreurs.

ad 2) L'évolution en cours du secteur extrahospitalier est à préciser suite aux travaux du « Gesondheetsdësch ». Dans ce contexte, il faudra attendre la reconfiguration de ce secteur pour envisager les

moyens de contrôle à mettre en place et surtout les exigences attendues en matière de qualité et sécurité des soins.

ad 3) De façon générale, l'analyse des données issues de la documentation et classification des séjours hospitaliers permettra d'avoir une meilleure description de l'activité. Ainsi des mesures ciblées d'amélioration de la qualité des prises en charge pourront être mises en place (cf. projet DCSH https://www.dcsh.lu/).

De plus, chaque établissement hospitalier a mis en place un système de gestion des plaintes et doléances et de recueil des événements indésirables qui permettra un suivi de la qualité et de la sécurité des prestations hospitalières (cf. article 25 de la loi du 8 mars 2018).

ad 4) La loi hospitalière du 8 mars 2018 définit à l'article 28, paragraphes 5 à 7, le comité de gestion interhospitalière et précise au paragraphe 7, point 6, sa mission en termes de système d'assurance qualité, à savoir : « de définir le système d'assurance qualité des prestations hospitalières, d'assurer la coordination nationale de la politique de promotion de la qualité des prestations hospitalières dans les établissements hospitaliers et d'en dresser un état dans un rapport annuel ».

Les travaux du comité de gestion interhospitalière ont été interrompus suite à la crise Covid-19. Les travaux reprendront, sauf imprévus, fin septembre 2021. Il n'existe actuellement pas de calendrier précis pour les conclusions des travaux du comité.

Question 4747 (26.07.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **dossier de soins partagé :**

Suite à la réponse à ma question n° 4109 relative à la généralisation de l'usage du DSP, j'aimerais revenir sur l'alimentation des DSP par le secteur hospitalier. Selon la réponse commune de Madame la Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, les quatre centres hospitaliers participent à l'alimentation des DSP, ainsi que quatre établissements hospitaliers spécialisés.

Or selon nombre de témoignages que j'ai pu recueillir, les passages dans une structure hospitalière ne se traduisent pas toujours par un versement de la documentation afférente au DSP du patient concerné, parfois même en cas de demande explicite de la part du patient. Ceci malgré le règlement grand-ducal du 6 novembre 2019 qui prévoit un délai de maximum 15 jours après la prise en charge et le versement des documents au DSP.

J'aimerais donc avoir les précisions suivantes de Madame la Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quel est le pourcentage :

- des actes répertoriés par la CNS versés aux DSP ?
- des documents versés aux DSP provenant d'une structure hospitalière ?
- des actes posés dans une structure hospitalière versés aux DSP ?
- des résultats d'analyses biologiques médicales réalisées dans une structure hospitalière et versés aux DSP ? Quel est ce même pourcentage pour les laboratoires d'analyses médicales privés ?
- des médecins pratiquant dans les hôpitaux ayant activé le DSP professionnel ?
- des médecins pratiquant dans les hôpitaux ayant déposé des documents dans les DSP des patients ?
- des examens d'imagerie médicale versés aux DSP ? Dans ce contexte, ne serait-il pas utile de renoncer à la copie sur support numérique à destination du patient ?

2) Les patients admis dans une structure hospitalière sont-ils systématiquement informés sur la possibilité de faire verser leur documentation au DSP, et leur accord demandé ? Existe-t-il une obligation d'informer le patient ?

3) Dans ce contexte, existe-t-il des procédures harmonisées pour toutes les structures hospitalières, relatives aux modalités d'information du patient et au versement de la documentation au DSP ? Dans l'affirmative, quelles sont ces procédures ? Dans la négative, est-ce que ces procédures sont en cours d'élaboration et quel est le délai estimé de finalisation ?

Réponse commune (04.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Le dossier de soins partagé regroupe les données médicales et autres informations concernant le patient, utiles et pertinentes afin de favoriser la sécurité, la continuité des soins et la coordination des soins. À ce jour, environ 98 % des 3,54 millions de documents figurant au sein des plus de 925.000 DSP actifs (situation début août 2021) représentent de la documentation relative à des actes médicaux répertoriés par la CNS, les 2 % restants constituent des résumés de prestations ainsi que des documents versés par le patient lui-même.

Les quatre établissements hospitaliers versent actuellement 100 % de leurs résultats d'analyses biologiques extrahospitalières dans le DSP. Les résultats d'analyses de biologie intrahospitalière sont dématérialisés dans les dossiers patients informatisés (DPI) des hôpitaux et intégrés à ce titre, pour certains établissements hospitaliers, également les DSP respectifs de ces patients. Sauf opposition du patient, les trois laboratoires d'analyses médicales privés versent 100 % de leurs résultats d'analyses biologiques dans le DSP de leur patientèle.

Il n'existe pas de DSP professionnel, mais uniquement des comptes pour professionnels de santé sur la plateforme eSanté, c'est-à-dire qui permettent d'identifier des professionnels de santé lorsqu'ils se connectent au DSP soit à partir d'un cabinet individuel, soit à partir d'une collectivité de santé. Ces comptes sont activés par les professionnels de la santé eux-mêmes en vue d'utiliser les DSP soit à partir d'un cabinet individuel, soit à partir d'une collectivité de santé. L'agence eSanté a recensé 311 comptes de médecins généralistes, 272 comptes de médecins-spécialistes et 33 comptes de médecins dentistes.

À ce jour, les médecins radiologues et les biologistes exerçant en milieu hospitalier versent des documents dans les DSP de leurs patients qui ne s'y sont pas opposés. Les cas d'usage des DSP dans les hôpitaux se développent progressivement avec l'envoi des comptes rendus d'analyses médicales, les documents en lien avec l'imagerie médicale (comptes rendus et images) et, par la suite, les lettres de sortie. D'autres cas d'usage sont prévus et concerneront l'ePrescription extrahospitalière ainsi que les résumés de passage aux urgences.

Bien que les quatre établissements hospitaliers envoient depuis juin 2021 les informations concernant l'imagerie médicale de leur patientèle dans le DSP, le DSP n'est à ce jour pas encore systématique dans les usages par les patients, de sorte qu'il n'est actuellement pas possible de renoncer de manière généralisée à la copie sur support numérique.

ad 2) Le règlement grand-ducal précisant les modalités du DSP prévoit qu'un professionnel de santé, intervenant dans la prise en charge médicale du titulaire, détenteur d'une donnée qu'il estime utile et pertinente pour la continuité des soins, verse celle-ci au dossier de soins partagé dans un délai raisonnable après la prise de connaissance de cette donnée ou après son premier accès au dossier de soins partagé si cette donnée est antérieure à son activation. Cette disposition s'applique sans préjudice du droit d'opposition du patient. En cas de demande du titulaire de verser une donnée au dossier de soins partagé, le professionnel de santé l'introduit, conformément à ses droits d'accès et d'écriture.

En vue d'informer tant les professionnels de santé que les patients des dispositions relatives au DSP, une campagne d'information pour le grand public a accompagné la généralisation du DSP en 2020. Outre des réunions d'information dans les hôpitaux, les affiches et les informations relatives au fonctionnement du DSP communiquées aux titulaires au moment de la création du DSP, les patients sont informés au moment de l'admission dans l'établissement de la possibilité de partager respectivement de s'opposer au partage de leurs données médicales au sein du DSP.

ad 3) Le règlement grand-ducal du 6 décembre 2019 précise les modalités et conditions de mise en place du dossier de soins partagé. Il revient à chaque établissement de se conformer à ces dispositions selon son organisation et ses procédures internes.

Question 4748 (26.07.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **trains de nuit :**

Wéi „Der Spiegel" an engem Artikel vum 23. Juli 2021 bericht, wäert d'Deutsche Bahn a Kooperatioun mat aneren europäeschen Eisebunnen ab Dezember nei europäesch Verbindunge fir Nuetszich ubidden. De Spriecher vun der Deutsche Bahn sot zu dëser Approche Follgendes:

„Wenn in Europa jeder ein bisschen Nachtzug macht, dann ist damit der Zukunft des Nachtzugs wenig gedient."

A fréiere parlamentaresche Froen (N° 0900 an 1388) hat ech de Minister ëm d'Erëmaféiere vun Nuetszuchverbindungen zu Lëtzebuerg befrot. Op dës Froen hat de Minister mir allerdéngs kloer ze verstoe ginn, dass Lëtzebuerg wéineg Potenzial fir esou Zich hätt. Eng änlech Äntwert huet de Minister an der Äntwert op d'Fro N° 3519 ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Kéint een d'Potenzial fir Nuetszich verbesseren, andeems d'lëtzebuergesch Regierung dës Form vu Reese méi géif promouvéieren an ënnerstëtzen?

2. Goufen d'CFL vun aneren europäeschen Eisebunne kontaktéiert, fir un europäeschen Nuetsverbindungen deelzehuelen?

3. Kéint d'Regierung sech virstellen, d'Tickete fir Nuetszich ze subventionéieren, wann domadder Kuerzstreckeflich kéinten ersat ginn?

Réponse (09.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Lëtzebuerg huet leider wéineg Potenzial fir Nuetszich an d'Äntwerten op déi viregt parlamentaresch Froen (N° 0900, 1388 an 3519) zu dem Sujet behale weiderhin hir Gültegkeet.

ad 2. D'CFL goufe bis elo nach net vun aneren europäeschen Eisebunne kontaktéiert, fir un europäeschen Nuetszich deelzehuelen. Si wäerten awer proaktiv op déi eng oder aner Eisebunn zougoen, fir konkreet Opportunitéiten op hir Ëmsetzbarkeet hin ze testen.

ad 3. Opgrond vun der Tatsaach, dass Nuetszich mat Hierkonft vun bzw. Terminus zu Lëtzebuerg wéineg Potenzial hunn (cf. Äntwert op d'Fro 1) an d'Regierung keng Aschränkunge vu bestoende Fluchverbindunge vum Findel aus envisagéiert, vu dass déi kierzte Strecke mat Destinatioun Paräis oder Frankfurt wichteg si fir Konnexiounsflich an d'ganz Welt ze assuréieren, presentéiert sech eng Subventionéierung vun Nuetszich an deem Kontext als net opportun.

D'Regierung engagéiert sech op europäeschem Niveau, fir datt d'Eisebunn méi attraktiv gemaach gëtt, dëst fir à moyen terme och Ubannungen u grouss Fluchhäfen a Stied fir Passagéier méi interessant ze maachen, esou datt d'Offer vun diversen Zuchverbindunge vu Lëtzebuerg an d'Ausland et de Passagéier erlaabt, déi grouss Fluchhäfen a Stied och mat der Bunn ze erreechen.

Question 4753 (27.07.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **anciens bâtiments de l'Athénée de Luxembourg :**

Les anciens bâtiments de l'Athénée de Luxembourg ont été vidés suite au déménagement de la Bibliothèque nationale de Luxembourg au Kirchberg. Initialement il avait été prévu d'y aménager des locaux pour la Galerie nationale. Un avant-projet en la matière avait d'ailleurs été présenté aux membres de la Commission de la culture, il y a quelques années. Entre-temps, il a été envisagé d'y accueillir des services de la Cité judiciaire.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et de la Justice et à Monsieur le Ministre des Travaux publics :

1) Les ministres peuvent-ils fournir des détails concernant la nouvelle destination des anciens bâtiments de l'Athénée de Luxembourg ?

2) Un avant-projet de rénovation et de réaménagement a-t-il déjà pu être mis en œuvre ?

3) Est-il encore prévu de réserver quelques locaux de ce bâtiment historique, situé au centre de la ville de Luxembourg, à des fins purement culturelles ?

Réponse commune (23.08.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture, Ministre de la Justice,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) L'Administration judiciaire occupera les étages de l'ancienne bibliothèque nationale avec les trois chambres commerciales du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, étant donné que leurs locaux actuels sont trop exigus. L'entrée et l'accueil de ces services de la Justice seront aménagés au niveau rez-de-chaussée. L'espace du rez-de-chaussée sera également accessible au public ; il est prévu d'y aménager des surfaces dédiées à la gastronomie et à des fins culturelles, notamment en intégrant les deux cours intérieures.

ad 2) L'établissement de l'avant-projet détaillé est en cours, sa finalisation étant prévue pour début 2022.

ad 3) Oui, une partie du rez-de-chaussée sera réservée à des fins purement culturelles. Suite à une demande du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, l'aménagement d'une exposition permanente sur la langue luxembourgeoise est à l'étude dans la phase de l'avant-projet détaillé du projet. La conception de cet espace, basée sur un descriptif précis des besoins, sera élaborée en concertation avec un muséographe.

Le saviez-vous ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

Question 4755 (27.07.2021) de **Mme Viviane Reding** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **révision des accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers :**

Nous faisons suite à la question parlementaire n° 4115 du 19 avril 2021 concernant la révision des accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel vers de pays tiers. Dans leur réponse commune, Monsieur le Ministre des Finances et Monsieur le Ministre des Communications et des Médias expliquent que :

« Le Gouvernement a pris connaissance de la déclaration de l'EDPB [Comité européen de la protection des données] et procède à une analyse approfondie, en considérant notamment les lignes directrices 2/2020 émises en décembre 2020 et relatives à l'article 46, paragraphe 2, point a), et paragraphe 3, point b), du règlement (UE) 2016/679 pour les transferts de données à caractère personnel entre les autorités et organismes publics établis dans l'Espace économique européen (EEE) et ceux établis hors de l'EEE. Il est aussi à noter que des discussions au niveau européen ont été initiées en ce qui concerne les éventuelles implications des règles en matière de protection des données sur les accords existants en matière d'échange d'informations à des fins fiscales. »

Par ailleurs, Messieurs les Ministres précisent que :

« Des contacts ont été pris avec la CNPD [Commission nationale pour la protection des données] afin d'évaluer plus précisément la portée de cette déclaration et les conséquences qu'elle pourrait le cas échéant avoir sur les accords internationaux conclus par le Luxembourg, en particulier en matière fiscale. »

Par ailleurs, dans un courrier adressé à la députée européenne Sophie In't Veld par Andrea Jelinek de l'EDPB le 7 juillet 2021, l'EDPB invite à nouveau les États membres à mettre en conformité les accords internationaux impliquant le transfert de données à caractère personnel vers des pays des tiers avec les exigences du Règlement général sur la protection des données (RGPD) et de la Directive en matière de protection des données dans le domaine répressif. Il faut mentionner dans ce contexte l'accord FATCA qui prévoit l'échange automatique d'informations entre administrations fiscales luxembourgeoise et américaine et qui fait l'objet de critiques récurrentes.

L'EDPB rappelle aussi que le Comité européen de la protection des données n'a pas les mêmes compétences, tâches et pouvoirs que les autorités nationales et qu'il appartient donc à ces dernières - au Luxembourg : la CNPD - de surveiller et faire respecter la protection des données personnelles dans leurs juridictions.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Quelles sont les conclusions de l'analyse approfondie que le Gouvernement est en train de mener au sujet de la déclaration de l'EDPB ? Quand est-ce que cette analyse sera achevée ?

- Où en sont les discussions au niveau européen au sujet des éventuelles implications des règles en matière de protection des données sur les accords existants en matière d'échange d'informations à des fins fiscales ?

- Quelles sont les conclusions de la CNPD au sujet de la portée de la déclaration de l'EDPB, notamment par rapport à l'accord FATCA précité ?

- Quand est-ce que les mesures juridiques nécessaires vont être prises pour assurer la conformité des accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers, notamment au niveau de l'accord FATCA précité ?

Réponse commune (01.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4115 du 19 avril 2021, le Gouvernement a pris acte de la déclaration politique du Comité européen de la protection des données (EDPB) du 13 avril 2021 au sujet des accords internationaux qui impliquent un transfert de données personnelles hors de l'Union européenne.

Les conclusions de l'analyse interne effectuée de ladite déclaration politique de l'EDPB sont que, conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et de la Directive (UE) 2016/680 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, les accords internationaux impliquant le transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers ou à des organisations internationales qui ont été conclus par les États membres antérieurement à l'entrée en vigueur de ces deux derniers textes européens et qui respectent le droit de l'Union tel qu'il était applicable avant cette date, restent en vigueur jusqu'à leur modification, leur remplacement ou leur révocation.

Toutefois, comme également indiqué en réponse à la question parlementaire n° 4115, les discussions au niveau européen en lien avec les accords existants en matière d'échange à des fins fiscales ont été initiées et visent à vérifier dans quelle mesure des adaptations des accords internationaux qui impliquent un transfert de données personnelles hors de l'Union européenne seraient devenues nécessaires à la lumière du RGPD, des autres règles en matière de protection des données ainsi que des lignes directrices 2/2020 de l'EDPB. Les discussions entamées au niveau européen reflètent par ailleurs la volonté des États membres de l'UE d'identifier une possible approche commune quant aux démarches le cas échéant à entreprendre dans ce contexte.

Dans la mesure où les accords bilatéraux du type FATCA conclus par les États membres de l'UE sont basés sur les mêmes principes et poursuivent un but identique, une approche coordonnée au niveau européen est considérée comme la plus adaptée afin de pleinement tenir compte du contexte ayant présidé à la mise en place des accords FATCA. Une approche unilatérale, qui ne tiendrait pas compte des éventuelles démarches entreprises au niveau européen, risquerait d'être peu efficace. À cet égard, et en ce qui concerne la dernière question des honorables Députés, il conviendra aussi de tenir compte des implications éventuelles d'une affaire juridictionnelle actuellement pendante devant le tribunal administratif à Luxembourg, et dans le cadre de laquelle les parties requérantes contestent la validité de l'échange d'informations en application de l'accord FATCA par rapport aux règles applicables en matière de protection des données personnelles.

Question 4756 (27.07.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **violences obstétricales :**

Tout en remerciant Madame la Ministre de la Santé de ses réponses à ma question parlementaire n° 4478 du 14 juin 2021, je me permets de poser par la présente encore quelques questions supplémentaires à ce même sujet en réaction à la réponse de Madame la Ministre.

Dans sa réponse à ma question parlementaire, Madame la Ministre écrit qu'« il n'existe pas de définition unique de ce que sont les violences obstétricales ». J'attire pourtant l'attention de Madame la Ministre sur le fait qu'il faille une définition claire des violences obstétricales pour pouvoir efficacement lutter contre cette problématique.

S'il est vrai qu'il n'existe pas de définition unique du phénomène en question, il n'en est pas moins vrai que des références scientifiques venant de la part de l'Organisation mondiale de la santé, des études et rapports précis provenant de pays voisins (https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/hce_les_actes_sexistes_durant_le_suivi_gynecologique_et_obstetrical_20180629.pdf) ne manquent pas pour pouvoir élaborer une définition claire des violences obstétricales au Luxembourg. L'élaboration d'une définition cadrant le phénomène en question me semble une question de volonté politique.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

1) Est-ce que Madame la Ministre est d'accord qu'il faille élaborer une définition claire des violences obstétricales ?

2) Des efforts ont-ils déjà été entrepris afin d'élaborer une telle définition ?

3) Est-ce que Madame la Ministre est prête à commanditer des enquêtes nationales basées sur la collection de témoignages et informations empiriques sur les violences obstétricales dont les résultats pourront être quantifiés afin de pouvoir efficacement évaluer et cerner le phénomène tout en améliorant les soins obstétricaux pour le bien de la santé publique ?

Réponse (03.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Tel qu'indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4478 posée par l'honorable Députée, bien qu'il n'existe à ce jour pas de définition unique de ce que constituent les violences obstétricales, il s'agit là bien d'un sujet qui mérite d'être adressé au sein du corps médical. C'est dans ce sens que le Conseil scientifique du domaine de la santé publiera sous peu de premières recommandations concernant les violences obstétricales.

Par ailleurs, un premier échange au sujet des violences obstétricales et leurs conséquences est prévu entre le Ministère de la Santé, la Société luxembourgeoise des gynécologues et obstétriciens ainsi que l'Association luxembourgeoise des sages-femmes d'ici la fin du mois. Cette entrevue est censée dresser un premier état des lieux de la situation au Luxembourg et de mieux cerner l'étendue de cette problématique. La question d'un éventuel rapport établi sur base d'enquêtes menées au niveau national pourra également être adressée à cette occasion.

Question 4757 (27.07.2021) de **Mmes Nathalie Oberweis** et **Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant l'**application de la circulaire n° 3324 :**

En date du 24 novembre 2015 le Ministère de l'Intérieur a émis la circulaire n° 3324 demandant aux administrations communales de mettre à disposition des logements paritairement aux personnes bénéficiaires d'une protection internationale et aux personnes éligibles à des aides au logement locatif à la recherche d'un logement.

Cette mesure faisait partie d'un paquet de mesures en matière d'accueil et d'intégration des bénéficiaires de protection internationale dont la transposition était censée intervenir par la conclusion d'une convention entre l'État et les communes. Cette convention prévoyait un engagement chiffré des communes pour la mise à disposition à parts égales de logements à des bénéficiaires de protection internationale et à des personnes éligibles à des aides au logement locatif. Les communes avaient le choix entre la mise à disposition soit de logements dont elles étaient propriétaires, soit de logements qu'elles louaient auprès de propriétaires-bailleurs privés.

Il est dans ce contexte que nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Combien de communes ont conclu depuis 2015 la convention précitée avec l'État ? Quelles sont les communes ayant signé une telle convention ?

2) À la mise à disposition de combien de logements pour bénéficiaires de protection internationale et pour personnes éligibles à des aides au logement locatif les communes ayant signé depuis 2015 une telle convention se sont-elles engagées ?

3) Combien de logements ayant fait l'objet d'une telle convention entre l'État et les communes ont été loués auprès de propriétaires-bailleurs privés depuis 2015 ?

4) Combien de logements loués auprès de propriétaires-bailleurs privés dans le cadre d'une telle convention le sont actuellement encore et sont mis à disposition à des bénéficiaires de protection internationale ou à des personnes éligibles à des aides au logement locatif ?

5) Quel est le montant déboursé par le Ministère de l'Intérieur pour le volet « logement » desdites conventions entre l'État et les communes depuis 2015 ? Quel montant est prévu pour ce volet pour l'exercice budgétaire 2021 ?

6) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils satisfait des engagements pris par les communes en matière de mise à disposition de logements dans le cadre desdites conventions ? Quels sont les éléments pouvant expliquer aux yeux de Madame et Monsieur les Ministres les réticences des administrations communales à mettre à disposition davantage de logements ?

7) Vos ministères effectuent-ils des mesures de sensibilisation à destination des administrations communales concernant le dispositif en question ? Si oui, lesquelles ?

Réponse commune (31.08.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Depuis fin 2015, 19 conventions ont été signées entre le Ministère de l'Intérieur et les communes en vue de la mise à disposition de logements à des Bénéficiaires d'une protection internationale (BPI) ou à des personnes éligibles à des aides au logement locatif. Il s'agit notamment des communes suivantes : Bertrange, Betzdorf, Colmar-Berg, Contern, Ell, Garnich, Grevenmacher, Grosbous, Habscht, Kayl, Mamer, Mompach, Remich, Reckange-sur-Mess, Rosport, Sanem, Schuttrange, Walferdange et Winseler.

Les conventions signées entre le Ministère de l'Intérieur et les communes mentionnées ci-dessus ont été conclues pour une durée de trois ans. Les conventions des communes Ell, Grosbous, Mamer et Walferdange n'ont pas été prolongées.

Depuis 2015, 30 logements ont été mis à disposition par les communes moyennant une convention de mise à disposition.

Parmi ces derniers, neufs logements ont été loués par les administrations communales à des propriétaires privés moyennant un contrat de bail et quatre logements sont actuellement loués par les communes auprès de propriétaires privés.

Concernant le montant déboursé par le Ministère de l'Intérieur pour le volet « logement » depuis 2015 et celui prévu pour 2021, les députées sont priées de se référer au tableau annexé à la présente réponse. Ce dernier reprend les communes qui ont loué des logements auprès de propriétaires-bailleurs privés pour les mettre ensuite à la disposition des BPI moyennant un contrat de mise à disposition.

Le Gouvernement a mis en place un paquet de mesures pour soutenir les communes dans l'accueil et l'intégration de BPI. Il nous revient que bien des communes ont entrepris des efforts dans ce sens, mais se sont souvent heurtées à la réticence de propriétaires de mettre à disposition des logements locatifs selon les modalités proposées aussi bien aux BPI qu'aux personnes éligibles à des aides au logement locatif.

Les communes ont connaissance des mesures en faveur du logement de BPI depuis la circulaire n° 3324 du 24 novembre 2015.

Préalablement à l'envoi de la circulaire n° 3324, une réunion d'information a été organisée par le Ministère de l'Intérieur en date du 27 octobre 2015 afin d'informer les responsables politiques sur le paquet de mesures financières élaboré par le Gouvernement en cas de mise à disposition de logements aux BPI par les administrations communales.

Au cours du premier semestre 2016, le service en charge du dossier au Ministère de l'Intérieur a également contacté par voie téléphonique toutes les communes du Grand-Duché qui n'avaient pas répondu à la circulaire n° 3324 afin de leur rappeler l'urgence de la situation.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4758 (27.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **annonces à l'Aéroport de Luxembourg :**

Um Findel waren d'Lautsprecherannoncen ëmmer op Lëtzebuergesch. Dat ass awer net méi de Fall. D'Tutelle iwwert de Fluchhafen an d'Firma lux-Airport läit beim Transportministère.

Duerfir géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi ass déi Decisioun begrënnt, fir Lëtzebuergesch als Informatiounssprooch bei Lautsprecherannoncen um Findel ofzeschafen? Aus wéi enge Grënn ass sech géint d'Lëtzebuerger Sprooch entscheet ginn?

2. Gesäit d'Regierung an dëser Decisioun eng Diskriminéierung géint d'Lëtzebuerger, well et de Lëtzebuerger hir Nationalsprooch ass, déi hei betraff ass?

3. Ass d'Regierung am Hibléck op d'Politik vum „Nation Branding" der Meenung, datt et sënnvoll ass, eent vun eise wichtegste Kulturgidder, nämlech eis Sprooch, op enger Plaz vun esou enger intensiver, internationaler Begéinung, wéi dem Findel, ze sträichen? Wier et net grad op esou enger Plaz flott an interessant, fir eis Sprooch an d'Vitrinn ze setzen?

4. D'Annoncë sinn engersäits schonn net ëmmer einfach ze verstoen, anerersäits ginn et jo och Leit, déi kee Franséisch an Englesch verstinn, z. B. Kanner oder Leit mat Sproocheproblemer. Wier et dowéinst net hëllefräich an ubruecht, och d'Annoncen, wéinstens um Lëtzebuerger Fluchhafen, och op Lëtzebuergesch ze maachen an och déi elektronesch Ukënnegungen ëm eng lëtzebuergesch Komponent ze erweideren?

Réponse commune (30.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Als éischt wier kloerzestellen, dass lux-Airport SA eng privatrechtlech Firma ass, déi net ënnert „der Tutelle" vun der Regierung oder engem Ministère steet.

D'Direktioun vu lux-Airport huet dëst Joer missen déi elektronesch Systemer fir d'automatiséiert Ukënnegungen um Lëtzebuerger Fluchhafen erneieren, well déi al Systemer um Enn vun hirer Liewensdauer ukomm waren.

Déi nei automatiséiert Ukënnegunge ginn an der offizieller Lëtzebuerger Amtssprooch Franséisch souwéi an der internationaler Sprooch op Englesch gemaach. Dës Ëmsetzung entsprécht dem Standard op internationale Fluchhäfen a geet Hand an Hand mat der héijer Unzuel vun internationale Passagéier op dëser Plaz. D'Zil vun den Duerchsoe muss sinn, dass se vun de meeschte Passagéier verstane ginn.

Zousätzlech hunn déi automatiséiert Ukënnegungssystemer, déi hautdesdaags weltwäit vu Fluchhäfe benotzt ginn, integréiert Standardsproochen. E personaliséiert Produkt an der Lëtzebuerger Sprooch géif zu bedeitenden zousätzleche Käschte féieren. Deemno sinn dës Käschten därzäit net kompatibel mat der aktueller Kris an der Loftfaart an den domat verbonnenen noutwendege Käschtereduktiounen.

Ausser dësen automatiséierten Annoncë ginn et awer och nach „ad hoc"-Annoncen, wann eng spezifesch Duerchso am Terminal oder um Gate gemaach gëtt. Dës gi gréisstendeels och op Lëtzebuergesch duerchgefouert.

Wat „Kanner oder Leit mat Sproocheproblemer" ugeet, esou gëtt et fir dës Fäll speziell Assistancen, wéi „Unaccompanied Minor" oder „PMR"-Assistance, déi kënne beim Fluchhafen ugefrot ginn, fir de betraffene Leit bei hirem Passage am Fluchhafen ze hëllefen.

Question 4759 (27.07.2021) de **MM. Paul Galles** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**application GouvAlert :**

Rezent war an engem Zeitungsartikel ze liesen, dass d'Regierung am Hierscht 2020 en interministeriellen Aarbechtsgrupp agesat hat, fir d'App gouvAlert.lu ze iwwerschaffen. D'Konklusiounen vun deem Aarbechtsgrupp géifen an ee konkreete Projet erafléissen, mam Zil, bis 2022 ofgeschloss ze sinn.

Mir wéilten duerfir follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Sinn d'Konklusioune vum uewe genannten Aarbechtsgrupp publizéiert ginn?

- Wa jo, op wéi engem Internetsite fënnt een dës Konklusiounen?

- Wann net, plangt d'Regierung, dësen „Oubli" ze redresséieren?

- Sollt dat net de Fall sinn, ass d'Regierung bereet, der Chamber d'Konklusioune vum uewe genannten Aarbechtsgrupp zur Verfügung ze stellen?

Réponse commune (23.08.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

D'Konklusioune vum Aarbechtsgrupp sinn zur Zäit net publizéiert, well d'Aarbechten nach amgaange sinn.

An de graffen Zich kënne mir awer follgend Aussoen, déi am Aarbechtsgrupp zeréckbehale goufen, maachen:

De Staat muss kënnen an Nout- a Katastrophesituatioune via multipel direkt an indirekt Kanäl systematesch warnen, fir sou vill wéi méiglech Leit, déi sech permanent oder eng Zäit um Lëtzebuerger Territoire ophalen, ze erreechen. Um indirekte Wee sinn d'Medien (Noriichten-Internetsäiten, Radio, Tëlee) wichteg Partner, iwwerdeems um direkte Wee staatlech Appen an änlech Technologien, wéi de Cell Broadcast oder den SMS zonal, wichteg Moyene sinn. Zousätzlech spillt d'Kommunikatioun iwwert d'sozial Medien eng ëmmer méi wichteg Roll. Panneauen op den Autobunne souwéi an de Garen an op de Bus- an Tramstatioune ginn och als méiglech Kanäl analyséiert. Nieft den digitalen a visuelle Méiglechkeeten ass et awer och wichteg, traditionell Moyene wéi z. B. d'Sireenen ze consideréieren.

D'GouvAlert-App muss am Kader vun engem Gesamtkommunikatiounskonzept (Punkt 1) duerch weider Systemer wéi dem Cell Broadcast oder dem SMS zonal erweidert ginn. De Lancement vun der haiteger GouvAlert am Joer 2018 war en éischte Schrëtt, deen zu Lëtzebuerg gemaach gouf, fir dem HCPN an dem CGDIS, zousätzlech zu de Warnungen, déi iwwert d'Medien an d'staatlech Internetsitten diffuséiert ginn, ze erlaben, direkt mat de Biergerinnen a Bierger ze kommunizéieren. De Choix fir eng App war zum Zäitpunkt vun der Entwécklung dee richtege Choix, well direkt zwee Besoinen ofzedecke waren: engersäits d'Warnung vun der Populatioun, anerersäits eng Funktioun, déi dem Bierger erlaabt, den 112 iwwert d'App unzeruffen an dobäi geolokaliséiert ze ginn. Besonnesch déi lescht Funktioun ass e grousse Succès a gouf vill benotzt. Duerch déi national an international (z. B. Däitschland, Frankräich) Erfarung mat Appen huet sech gewisen, dass een Haaptproblem vun der App deen ass, dass de Bierger sech d'App als éischt aktiv eroflueden an installéiere

muss, fir kënne gewarnt ze ginn. Doduerch ass d'Unzuel u Leit, déi momentan gewarnt kënne ginn, begrenzt. Mam Cell Broadcast oder dem SMS zonal kënnen all déi mobil Geräter (Smartphone an och eeler Modeller) erreecht ginn, déi sech an engem gewëssene Beräich ophalen oder dësen erreechen, wärend d'Alerte aktiv ass. D'Zil vun der Reform ass et, sou vill Leit wéi méiglech ze erreechen.

Déi staatlech Servicer mussen hir Warnungen all iwwert dee selwechte System verschécken, fir ze verhënneren, dass de Bierger sech verschidde Produiten installéiere muss. Fir eng koordinéiert Kommunikatioun tëscht de verschiddene Verwaltungen ze garantéieren, soll e „Common Alerting Protocol" en place gesat ginn. Sou kann eng Warnung iwwer eng eenzeg Plattform via multipel Kanäl un de Bierger geschéckt ginn.

Den Inneministère huet zesumme mam Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) en éischte konkreete Projet ausgeschafft, dee bis Mëtt 2022 zu enger Reform vum gesamte System vun den Alertë soll féieren. Den neie Warnsystem soll mat europäesche Systemer kompatibel sinn.

Question 4760 (27.07.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **problématique des trains supprimés :**

Laut dem Joresbericht vun den CFL vun dësem Joer sinn am Joer 2019 3.800 Linnen an am Joer 2020 1.852 Linnen ausgefall, ënner anerem, well et un asazbereetem Rullmaterial gefeelt huet. Des Weidere si bei den CFL jee no Auerzäiten eenzel Zich iwwerfëllt an d'Streckennetz iwwerlaascht. Sou kuum et virun der Eréffnung vun den zousätzleche Gleiser op der Stater Gare zum Beispill oft vir, datt Zich Verspéidung kruten, well se, wéinst Iwwerlaaschtung vun der Gare selwer, kuerz virdrun „am Stau" hu missen hale bleiwen. Et ass gewosst, datt den Infrastrukturausbau vun eenzelen, betraffene Linnen un natierlech Grenze stéisst, wärend sech an anere Fäll awer nach Spillraum misst erginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Mobilitéitsminister gär dës Froe stellen:

1. Iwwer wéi vill asazbereet Lokomotive verfügen d'CFL am Persounentransport? Iwwer wéi vill asazbereet Waggone verfügen d'CFL am Persounentransport? Kann den Här Minister an deem Sënn eng Tabell mat de follgenden Donnéeë presentéieren: Ëm wéi eng Modeller vu Lokomotiven handelt et sech, iwwer wéi eng Energieform ginn se bedriwwen a wéi vill Waggone kënnen se maximal zéien, respektiv drécken? Iwwer wéi eng Modeller an Unzuel vu Waggone verfügen d'CFL a wéi presentéiert sech d'Kapazitéit vun deenen eenzele Modeller?

2. Iwwer wéi eng Reserven un asazbereetem Rullmaterial verfügen d'CFL, wann all d'Linne fuerplangméisseg gefuer ginn?

3. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi eng Erweiderunge respektiv Reduktioune vu Rullmaterial am Persounentransport bis 2030 bei den CFL virgesi sinn?

4. Kann den Här Minister preziséieren, wéi sech d'Ursaache fir déi uewen zitéiert Ausfäll wärend de leschten zwee Joer am Eenzelen duergestallt hunn?

5. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi eng Zuchlinnen a Garë bis 2030 ausgebaut, moderniséiert oder stëllgeluecht solle ginn?

6. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi vill zousätzlech Zuchverbindunge mam Ausland bis 2030 sollen dobäikommen an eng Opstellung vun deenen eenzelen Zildestinatiounen am Ausland souwéi den allgemengen Destinatiounen hei am Land presentéieren?

Réponse (31.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. De Park u Rullmaterial vun den CFL besteet engersäits aus klassesche Lokomotive mat Voituren, anerersäits aus Automotricen. Déi aktuell CFL-Automotricë besti jeeweils aus zwou oder dräi souganennte Këschten. Fir e méiglechst komplett Bild ofzeginn, sinn am follgenden Tableau souwuel d'Lokomotive mat Voiturë wéi och d'Automotricen opgefouert:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Déi reversibel Zich ginn entweeder vu Lokomotive vun der Baurei 3000 vum Constructeur Alstom oder vun der Baurei 4000 vum Constructeur Bombardier assuréiert.

Wat d'maximal Zuel u Voituren, déi kënne gezunn, respektiv gedréckt ginn, ugeet, ass ze preziséieren, dass den Tableau déi technesch Grenz duerstellt. Allerdéngs si Kompositioune vun den Zich duerch d'Längte vun de Quaie begrenzt. Projete sinn um Lafen, fir Quaien ze verlängeren an doduerch méi laang Kompositioune bei verschiddenen Zich asetzen ze kënnen.

ad 2. D'Reserven un asazbereetem Rullmaterial, wann all d'Linne fuerplangméisseg gefuer ginn, presentéiere sech follgendermoossen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. D'CFL hunn aktuell 22 Automotricë vun der Baurei 2400 an 12 Automotrice vun der Baurei 2450 vum Constructeur Alstom a Bestellung. Mat der Liwwerung vun dësen neien Automotricë ginn d'Gefierer vum Typ Z2 - Baurei 2000 progressiv ausser Betrib geholl.

Laut dem aktuelle Planning sollen d'Automotricë vun de Baureien 2400 a 2450 tëschent Februar 2023 an Abrëll 2025 geliwwert ginn:

am Joer 2023: 16 Automotricë vun der Baurei 2400;
am Joer 2024: 4 Automotricë vun der Baurei 2400 an 9 Automotricë vun der Baurei 2450;
am Joer 2025: 2 Automotricë vun der Baurei 2400 an 3 Automotricë vun der Baurei 2450.

D'CFL hunn d'Méiglechkeet, eng Optioun op d'Bestellung vun 20 weideren Automotricë vun de Baureien 2400 (11 Stéck) an 2450 (9 Stéck) anzeléisen. Am Laf vum Joer 2023 gëtt decidéiert, ob weider Automotricë vun dëse Baureie bestallt ginn.

Laut aktuellem Planning entwéckelt d'Zuel vun den disponibele Sëtzplaze sech bis zum Joer 2030 follgendermoossen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4. Bei Zuchausfäll, déi ënnert d'Kategorie „Non-disponibilité du matériel roulant" falen, ënnerscheeden d'CFL tëschent follgenden Ënnerkategorien:

planification des roulements de service/nouvelle planification;
formation des trains par les EF/UI;
problèmes concernant les voitures;
problèmes concernant les engins de traction;
autres causes liées au matériel roulant.

Am Joer 2019 huet d'Kategorie „Non-disponibilité du matériel roulant" mat effektiv 3.800 Suppressiounen, 35 % vun der Gesamtzuel vu den Zuchausfäll op eisem Reseau ausgemaach, a fir d'Joer 2020 waren et mat 1.852 Suppressiounen, 33 %.

Dobäi hunn d'Ënnerkategorië „Problèmes concernant les voitures" a „Problèmes concernant les engins de traction", 22 % duergestallt an d'Ënnerkategorië „Planification des roulements de service/nouvelle planification", „Formation de trains par les EF/UI" an „Autres causes liées au matériel roulant" hunn zesummen 13 % vun der Gesamtzuel vun den Zuchausfäll am Joer 2019 ausgemaach.

Am Joer 2020 hunn d'Ënnerkategorië „Problèmes concernant les voitures" a „Problèmes concernant les engins de traction" 30 %, an d'Ënnerkategorië „Planification des roulements de service/nouvelle planification", „Formation de trains par les EF/UI" an „Autres causes liées au matériel roulant" 3 % vun der Gesamtzuel vun den Zuchausfäll ausgemaach.

Et sief awer an deem Zesummenhang ze bemierken, datt d'Gesamtzuel vun de Suppressiounen an der Kategorie „Non-disponibilité du matériel roulant" tëschent 2019 an 2020 ëm ronn 2.000 Ausfäll erofgaangen ass. Dës signifikativ Senkung ass op d'Tatsaach zeréckzeféieren, datt duerch d'Onverfügbarkeet vum „Tour en fosse", wat d'Maschinn ass, fir d'Rieder vun den Zich ze reprofiléieren, vill Zich hu missen am Joer 2019 ausfale gelooss ginn. Wärend dem Ausfall vum „Tour en fosse" konnten nämlech d'Rieder, deenen hire Profil ausserhalb vun der Toleranz war, net ofgedréint ginn. Doduerch waren d'CFL tëschenzäitlech mat engem Materialenkpass konfrontéiert, soudatt verschidden Zuchfaarten hu missen annuléiert ginn. D'CFL hunn dës onzouverlässeg Maschinn an Tëschenzäit ersat a sech eng Reservmaschinn ugeluecht.

ad 5. Wat den Ausbau vum Streckennetz betrëfft, ass et déi zweegleiseg Neibaustreck Lëtzebuerg–Beetebuerg laanscht d'A3, déi bis 2030 fäerdeg gëtt.

Bis 2030 ginn eng Partie Garë moderniséiert, ausgebaut oder komme derbäi. Hei eng Opléschtung den Zuchlinnen no:

Linn 10: Dummeldeng, Walfer, Luerenzweiler, Miersch, Schieren, Ettelbréck, Kautebaach, Kierf, Ëlwen;
Linn 10a: Dikrech;
Linn 10b: Wolz;
Linn 30: Wecker, Mäertert, Waasserbëlleg;
Linn 50: Capellen;
Linn 60: Beetebuerg (Voyageurs-gare), Beetebuerg (Marchandise-gare), Bierchem, Houwald, Lëtzebuerg);
Linn 60a: Esch-Uelzecht (nei Gare Quartier Alzette);
Linn 60b: Diddeleng-Biereng, Diddeleng-Usines;
Linn 60f: Péiteng;
Linn 60g: Rodange;
Linn 70: Hollerech.

Doriwwer eraus wäerten Enn 2021 am Kader vum Plan national de mobilité 2035 (PNM 2035) zousätzlech Upassungen am Sënn vun enger nach méi attraktiver Offer vum ëffentlechen Transport am Allgemengen, an der Eisebunn am Speziellen, presentéiert ginn. De PNM 2035 ass zurzäit nach an Ausaarbechtung.

ad 6. De Moment si bis 2030 keng zousätzlech Zuchverbindunge mam Ausland geplangt. Et wäerten awer mat den Autoritéiten an den Nopeschlänner op politeschem an op techneschem Niveau Gespréicher gefouert ginn, mam Zil, zousätzlech international Direktverbindungen am Dag, grad ewéi Nuetszich, unzebidden.

Aktuell kann een ab Lëtzebuerg-Gare follgend Zildestinatiounen ufueren:

Am Ausland:

Däitschland:

Koblenz, Düsseldorf a Saarbrécken (iwwert de Lëtzebuerg-Saarbrécken-Express mat Korrespondenz op eng Rei vun ICE-Zich a Richtung Mannheim–München).

Frankräich:

Metz, Nanzeg, Paräis, Montpellier, Marseille a Gare Lorraine TGV (iwwert de Gare-Lorraine-Express mat Korrespondenz op eng Rei vun TGVen a Richtung Rennes, Bordeaux a Lille).

Belsch:

Liers a Bréissel.

Am Inland a Grenzgebitt:
Linn 10: Lëtzebuerg–Dikrech–Wolz–Ëlwen–Gouvy;
Linn 30: Lëtzebuerg–Waasserbëlleg–Tréier;
Linn 50: Lëtzebuerg–Klengbetten–Arel;
Linn 60: Lëtzebuerg–Esch–Rodange;
Linn 60a: Lëtzebuerg–Beetebuerg–Diddeleng–Wuelmereng;
Linn 60b: Lëtzebuerg–Beetebuerg–Näerzeng–Rëmeleng;
Linn 60c: Lëtzebuerg–Beetebuerg–Esch–Däitsch-Oth;
Linn 70: Lëtzebuerg–Péiteng–Rodange–Lonkech–Attem;
Linn 90: Sillon Lorrain–Lëtzebuerg–Nanzeg.

Question 4761 (28.07.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant l'**incident de sécurité informatique concernant un laboratoire luxembourgeois d'analyses médicales :**

En date du 23 juillet 2021, un laboratoire luxembourgeois d'analyses médicales a publié un communiqué portant sur un incident de sécurité informatique auprès d'un laboratoire français, auquel le premier avait confié certaines données relatives à des actes d'analyses biologiques effectuées entre 2016 et 2021. Du côté luxembourgeois, la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) a été avertie.[14]

Outre le Ministère de la Communication et des Médias chargé des relations avec la CNPD, l'incident a vocation à intéresser le Ministère de la Santé ainsi que celui de la Sécurité sociale, en raison de la convention qui relie la Caisse nationale de santé et la Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales.[15]

Vu le caractère sensible des données compromises, il échet d'assurer un suivi étroit dans l'immédiat ainsi qu'une analyse approfondie par le futur.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Communication et des Médias, à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale ainsi qu'à Madame la Ministre de la Santé :

1) Comment le suivi de l'incident de sécurité susvisé sera-t-il assuré au niveau gouvernemental ?

2) Quelles sont les démarches que la CNPD entreprendra ou a déjà entreprises suite à la déclaration de l'incident ? Existe-t-il des procédures dédiées aux données hautement sensibles ou, au contraire, tous les incidents de sécurité sont-ils traités de la même manière ?

3) Les ministres sont-ils en mesure de fournir de plus amples informations sur le déroulement de la cyberattaque, concernant par exemple le ou les attaquants, le lieu de stockage des données, etc. ?

4) Les personnes concernées par les données volées seront-elles informées individuellement de l'incident ainsi que de ses suites éventuelles ?

5) Quelle est l'incidence de la convention liant la CNS et la Fédération luxembourgeoise des laboratoires médicales sur le niveau de sécurité informatique de ces derniers ? La norme ISO 15189 telle que mentionnée dans les articles 30 et 39 de la convention couvre-t-elle également les différents aspects de la sécurité informatique ? Dans l'affirmative, cette norme publiée en 2012 est-elle toujours suffisante dans ce domaine ?

6) De manière générale, Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale n'estime-t-il pas qu'au vu des cyberattaques de plus en plus fréquentes visant les données de santé, et vu l'éventail de services de plus en plus large offert par les laboratoires, une précision voire un approfondissement des dispositions relatives à la sécurité informatique s'impose dans le cadre d'une prochaine convention avec les laboratoires d'analyses médicales ?

Réponse commune (03.09.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Il appartient à la Commission nationale pour la protection des données (« CNPD »), établissement public indépendant doté de la personnalité juridique, de contrôler la conformité à la législation sur la protection des données à caractère personnel et les mesures de sécurité y relatives.

ad 2) S'agissant de la première sous-question, après avoir été notifiée de l'incident, la CNPD nous a indiqué avoir entrepris les démarches suivantes :

Suite à la notification de la violation de données par le laboratoire luxembourgeois d'analyses médicales concerné, la CNPD a pris contact avec le délégué à la protection des données de cette société.

Dès réception de la notification, la CNPD a procédé à une analyse de l'incident (type et volume de données, causes, conséquences, etc.) s'étant produit auprès du sous-traitant français du laboratoire. La CNPD a validé, avec le laboratoire concerné, les éléments d'évaluation du risque et la structuration des données, la typologie et le volume.

La CNPD a ensuite convenu d'un mode d'information des personnes concernées. Ainsi, dans les cas où la société disposait des coordonnées téléphoniques des personnes concernées, cette dernière leur a envoyé un SMS contenant un lien vers une page web répondant aux exigences du règlement général sur la protection des données (RGPD). À défaut de numéro de téléphone, la société a envoyé un courrier postal.

S'agissant de la seconde sous-question, il peut être noté que lorsque la CNPD reçoit une notification, elle procède systématiquement à une analyse détaillée. Elle vérifie plus particulièrement la conformité du traitement au regard des exigences du RGPD avant l'incident, ainsi que les mesures correctrices mises en œuvre après l'incident. Si la CNPD estime que les mesures techniques et organisationnelles ne sont pas adaptées au niveau de risque, elle peut exiger la mise en œuvre de mesures adaptées.

Un risque élevé nécessite une analyse plus poussée de la part de la CNPD, pour évaluer précisément le niveau de risque et les mesures correctrices, qui peuvent parfois relever d'un haut niveau de technicité.

ad 3) La cyberattaque ayant visé une société privée, les ministres ne disposent pas, ni ne sont en mesure de donner de plus amples informations à cet égard.

ad 4) Oui, les personnes concernées ont bien été informées (pour plus de détails, merci de vous référer à la réponse à la deuxième question).

ad 5) Concernant la norme ISO 15189, celle-ci est destinée aux laboratoires qui veulent mettre en place un système de gestion de la qualité via une approche processus associée à une démarche de gestion des risques. Elle leur permet d'améliorer leur organisation, d'apporter la preuve de leur compétence technique et d'assurer la fiabilité de leurs résultats.

Se basant sur la norme ISO 9001 relative à la qualité, elle invite uniquement les laboratoires à répondre à un ensemble d'exigences en termes de management de la qualité : gestion des sous-traitants et de l'approvisionnement, prestations de conseils, traitement des réclamations, actions correctives et préventives, etc.

Pour ce faire, elle définit des exigences techniques en ce qui concerne la gestion du personnel (compétences, formations, sécurité, information, etc.), la configuration des locaux, la performance du matériel, les procédures liées aux analyses (identification du patient, échantillonnage, contrôles qualité, données métrologiques, etc.) et la délivrance des résultats.

L'aspect sécurité de l'informatique, respectivement sécurité de l'information, est quant à elle reprise dans l'article 32 de la convention liant la CNS et la Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'ana-

[14] https://www.ketterthill.lu/fr/autres/actualites/incident-de-securite.html

[15] https://cns.public.lu/en/legislations/slbc/cns-fllam-convention.html

lyses médicales. Celle-ci traite spécifiquement du secret professionnel et de la protection des données.

En cet article est rappelé que chaque laboratoire « veille à ce que les salariés du laboratoire soient instruits des impératifs du secret professionnel et qu'ils s'y conforment ». Chaque laboratoire « veillera pareillement à conformer ses pratiques de travail aux impératifs de la législation sur la protection des données à caractère personnel […] ». Cette législation reprend pour les responsables de traitements de données un ensemble de mesures contraignantes et obligatoires en termes de sécurité de l'information[16], pouvant notamment faire l'objet de contrôles de la part de régulateurs nationaux (CNPD pour le Luxembourg, CNIL pour la France).

ad 6) Si des démarches nationales et européennes vont effectivement déjà en ce sens, des actions nationales sont bien évidemment menées.

Dans le cadre de la contractualisation avec l'ensemble des corporations de santé au Luxembourg et de la revue régulière de ces contractualisations, il est convenu que les points de sécurité de l'information, et donc de sécurité informatique, soient, à chaque fois que cela s'avère nécessaire, précisés à travers la documentation dédiée. Cela se traduit par une documentation dédiée au sein même des conventions, mais aussi au sein des annexes à ces conventions comme par exemple, le cas échéant, les cahiers des charges qui permettent de définir les nécessités et obligations techniques et organisationnelles des différents acteurs concernés.

Qui plus est, ces actions répondent aux exigences de la législation sur la protection des données à caractère personnel applicable aux responsables de traitements de données personnelles. En effet, il y a obligation de documentation de l'ensemble des mesures prises pour satisfaire à des minima requis en termes de sécurité de l'information, et ce, pour chaque responsable de traitements de données personnelles.

Question 4762 (28.07.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**indexation du barème de l'impôt sur le revenu :**

Et schéngt esou ze sinn, datt de Barème vun der Akommessteier säit 2009 net méi un déi allgemeng Präisdeierecht ugepasst gouf. Domat si mir scho méi laang mat dem Phenomeen vun där sougenannter „kaler Progressioun" vun der Steierlaascht konfrontéiert.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi dës feelend Upassung motivéiert ass?

2. Ass an dëser Legislaturperiod nach eng Upassung geplangt? Wann net, firwat net?

Réponse (25.08.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Den honorabelen Deputéierte verweist a senger parlamentarescher Ufro op de Barème vun der Akommessteier, dee säit 2009 net méi un déi allgemeng Präisdeierecht ugepasst gi wär. An dësem Kontext si follgend Punkten ze erwänen.

Fir d'éischt ass ze soen, datt déi allgemeng Upassung vum Barème un d'Inflatioun, deen am Artikel 125 vum Akommessteiergesetz virgesi war, duerch d'Gesetz vum 21. Dezember 2012 ofgeschaaft ginn ass. D'Regierung Juncker huet deemools am Gesetzesprojet drop higewisen, datt dee Schrëtt néideg war, opgrond vun den deemolege budgetäre Contrainten.

Et ass des Weideren drop hinzeweisen, datt d'Regierung am Kader vun der Steierreform 2017 de Steierbarème substanziell ugepasst huet. Duerch d'Upassung vun den ënneschten Tranchen an duerch d'Aféierung vun zwee weidere Steiertauxe vun 41 respektiv 42 Prozent ass de Steierbarème sozial méi gerecht gemaach ginn. Derbäi kënnt, datt d'Steierreform 2017 d'Steierkreditter (CIS, CIP, CII) komplett nei modeléiert huet, fir déi Leit mat déiwe Revenue steierlech nach weider ze entlaaschten. All déi Mesurë sinn aus steierlecher Siicht méi sozialgerecht a méi adequat, wéi wann d'Regierung eng allgemeng Upassung vum Barème vun der Akommessteier un déi allgemeng Präisdeierecht ënnerholl hätt, déi virun allem Leit mat héije Revenue favoriséiert hätt.

Des Weideren, wéi an der rezenter Vergaangenheet méi wéi eng Kéier vun der Regierung erwäänt, erlaabt déi aktuell budgetär Lag, déi besonnesch duerch d'Pandemie gezeechent ass, keng allgemeng a grouss Steierreform zu dësem Zäitpunkt ze ënnerhuelen.

Question 4763 (28.07.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **discrimination dans le sport :**

D'Kleederuerdnunge vu verschiddene Sportverbänn schreiwe fir d'Frae méi enk a kuerz geschnidden Trainingskleedung vir, wéi fir d'Männer. Obwuel et kee Vir- oder Nodeel fir d'Ausübung vum Sport huet, gesi vill Reglementer vir, dass Frae wärend Kompetitioune musse Kleeder droen, déi méi Haut weisen, wéi déi vun de männleche Sportler. Verstéiss géint dës Reegele kënne mat engem Ausschloss aus der Kompetitioun, oder - wéi et rezent bei enger Frae-Beachhandballsekipp de Fall war - mat enger Geldstrof anhiergoen.

Dës Ënnerscheeder bei de Kleederuerdnungen têscht de Männer an de Fraen am Sport werfen d'Fro op, ob dës Ongläichheeten net als eng Form vu Sexismus bzw. souguer als Diskriminéierung am Sënn vun enger Ongläichbehandlung opgrond vum Geschlecht nom Artikel 454 vum Code pénal verstane kéinte ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sport a fir Gläichheet têscht Fraen a Männer dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, dass Kleederuerdnungen, déi Fraen am Sport Tenuë virschreiwen, déi méi Haut weise wéi déi vun de Männer, sexistesch sinn?
Falls jo: Wéi wëll d'Regierung d'Problematik vum Sexismus bei de Kleederuerdnungen ugoen?
Falls nee: Wéi begrënnt d'Regierung hir Astellung?

2. Ass d'Regierung der Meenung, dass Kleederuerdnungen, déi Fraen am Sport Tenuë virschreiwen, déi ouni funktionell Grënn anescht ausgesi wéi déi vun de Männer, diskriminéierend sinn, well fir Persounen ënnerschiddlech Reegele gëlle jee nodeem, wéi ee Geschlecht se hunn?
Falls jo: Wéi wëll d'Regierung d'Problematik vun den diskriminéierende Kleederuerdnungen ugoen?
Falls nee: Wéi rechtfäerdegt d'Regierung d'Ënnerscheeder têscht de Reegelen, déi fir déi verschidde Geschlechter gëllen?

3. Am Abschnitt „Der Kampf gegen Doping, Respekt und Fairplay im Sport" aus dem aktuelle Koalitiounsaccord ass ze liesen:

Es wird eine Nulltoleranz-Politik gegenüber Doping im Sport verfolgt werden. [...]

In gleicher Weise werden fremdenfeindliche, homophobe, sexistische oder diskriminierende Einstellungen nicht akzeptiert, und es wird auf gutes Verhalten, Respekt und Fairplay der Sportakteure auf allen Ebenen geachtet werden.
Wat gouf am Kontext vum Sexismus an der Diskriminéierung bis elo gemaach?
Goufe konkreet „sexistesch oder diskriminéierend Astellungen" um Terrain festgestallt a falls jo, wéi goufen d'Acteure sensibiliséiert?

Réponse commune (09.09.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes*, et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert déi ënnerschiddlech Kleederuerdnung têschent Fraen a Männer, déi verschidde Sportverbänn virschreiwen. Dozou ass emol prinzipiell ze soen, dass dës Virschrëften, am Prinzip, vun den internationale Verbänn virgeschriwwe ginn, a gemäss dem Prinzip vun der Autonomie vum Fonctionnement vum sougenannte „mouvement sportif", deen iwweregens och am Sportsgesetz verankert ass, dëst absolutt net an d'Kompetenz vun der Lëtzebuerger Regierung fält.

Ee konkreet Beispill dofir ass de Beachhandball, wou den internationale Verband (IHF) Tenuë fir Frae virschreift, verschidden europäesch Nationalverbänn, dorënner och déi Lëtzebuerger Handballfederatioun (FLH) trotz ville Beméiungen, et bis elo allerdéngs nach net duerchbruecht huet, fir dës Reegelen ze änneren. Eng deementspriechend Motioun ass och nees an Ausaarbechtung fir de Kongress vun der IHF Ufanks November zu Antalya. Zu Lëtzebuerg kann allerdéngs Beachhandball an de gewinnten Handballstenuë gespillt ginn.

Am Beachvolleyball sinn dës Reegelen iwweregens, och international, scho säit den Olympesche Spiller 2012 ugepasst ginn.

Am Konschtturnen dann, ginn d'Reegelen och vun der internationaler Federatioun (FIG) virgeschriwwen. Hei gëtt et awer fir Fraen, wéi rezent vun den däitschen Turnerinne bei den Olympesche Spiller zu Tokyo gewisen, d'Méiglechkeet, op méi kierperbedeckend Tenuen zeréckzegräifen. Dëst ass an de Reegele verankert an zitt dowéinst keng Strof an iergendenger Form mat sech. Dës Optioun besteet selbstverständlech och um nationalen Niveau zu Lëtzebuerg.

Generell ass fir déi Lëtzebuerger Regierung, an absënns fir de Ministère fir Gläichstellung têschent Fraen a Männer, d'Bekämpfung vu Geschlechterstereotyppe fir d'Gläichstellung têschent Fraen a Männer ner eng wichteg Prioritéit. Den Nationalen Aktiounsplang fir d'Egalitéit têschent Fraen a Männer, deen d'Regierung am Juli 2020 adoptéiert huet, setzt do e wichtegt Zeechen am Kapitel 2 - Lutter contre les stéréotypes et le sexisme. D'Schwéierpunkte leien op deenen eenzele Moossnamen, déi sech ënnert anerem op follgend Punkte konzentréieren:

- déi wëssenschaftlech Analys vu geschlechtsspezifesche Stereotyppen,
- d'Sensibiliséierung vun de Kanner a Jugendlechen,
- d'Bekämpfung vu sexistescher Publicitéit an dem sougenannten Gender Marketing,
- d'Representatioun vun de Geschlechter an de Medien,
- an op d'Aféierung vun enger gendergerechter Sprooch.

Question 4764 (29.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**application renseignant sur le niveau des eaux :**

Op der App „Meine Pegel" vum Hochwasserportal, enger Initiativ vun den däitsche Bundesländer, kann een iwwer 2.500 Peegelstänn aus Däitschland an Holland nokucken. Bis elo war aus Lëtzebuerg just de Stand vun der Sauer zu Bollendauerf ze kucken an elo rezent, op Nofro hin och d'Sauer zu Rouspert.

Wéi déi feelend Virwarnungen am Kader vun der rezenter Héichwaasserkatastroph gewisen hunn, ass et awer wichteg, datt d'Leit sech méiglechst séier iwwer sämtlech, si betreffend Peegelstänn kënnen informéieren. Hei könnt dës App nëtzlech sinn.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

- Kéint d'Regierung sech virstellen, eng zäitno Initiativ ze huelen, fir sämtlech national Peegelstänn an dës App ze integréieren? Wa jo, a wéi engen Delaien? Wann net, firwat net?

Réponse (23.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Déi aktuell Waasserstänn vu 37 Peegelen zu Lëtzebuerg, mat Previsioune bis zu 24 Stonnen am Viraus fir eelef Peegelen, sinn zu all Moment um Site www.inondations.lu accessibel. Dëse Site ass och fir eng iwwersiichtlech mobill Notzung um Smartphone oder Tablett optimiséiert an op dësen Apparate gutt siichtbar.

Am Fall vun engem Héichwaasser ginn um Site www.inondations.lu Héichwaasserlageberichter (bulletins de crue) mat geneeën Informatiounen zur Situatioun an Informatiounen zum weidere Verlaf veröffentlecht, wéi och bei dësem Héichwaasser. Dëst geschitt schonn am Virfeld vun engem Héichwaasser mat enger Eröffnungsmeldung. D'Phase de vigilance (giel) gëtt heimat ausgeruff, de Service de prévision des crues geet a Bereetschaft an analyséiert, ob déi meteorologesch Situatioun een Héichwaasser ukënnegt. Falls ofzegesinn ass, dass d'Gewässer iwwert hir Ufer goe wäerten a lokal Iwwerschwemmunge méiglech sinn, gëtt d'Phase de préalerte (orange) ausgeruff. Weider Lageberichter gi veröffentlecht, fir iwwer d'Situatioun an hir Evolutioun ze kommunizéieren. Falls ofzegesinn ass, dass d'Waasserstänn nach méi héich klamme sollten a gréisser a generaliséiert Iwwerschwemmunge méiglech sinn, gëtt d'Phase d'alerte (rout) ausgeruff. Weider Lageberichter gi veröffentlecht, fir iwwer d'Situatioun an d'Evolutioun ze berichten. Wann d'Situatioun sech berouegt huet an d'Waasserstänn ënnert déi jeeweileg Cotten (Meldestuf 1 an 2) gefall sinn, gëtt d'Bereetschaft vum Service de prévision des crues duerch ee Schlussbericht ofgeschloss, deen déi maximal erreechte Peegelstänn matdeelt. Sou kënnen sech d'Leit séier iwwer sämtlech Peegelstänn, Previsiounen a Meldungen informéieren.

Als Ergänzung zu den Informatiounen a Meldungen um Site www.inondations.lu, ass sco länger geplangt, dëse Service och iwwert eng eegen oder eng gemeinsam Applikatioun mat eisen europäesche Partner an den Nopeschlänner unzebidden. Opgrond vum iwwerzeegende Konzept vun der App „Meine Pegel", ass decidéiert ginn, sech dëser Applikatioun unzeschléissen. Dës Decisioun ass onofhängeg vun dem aktuellen Héichwaasser geholl ginn. An enger éischter Phas ginn zanter 2015 d'Peegelstänn an d'Previsioune op dem „Länderübergreifendem Hochwasserportal" www.hochwasserzentralen.de ugewisen. Dëst ass eng Initiativ vun den däitsche Bundeslänner, wou och d'Nopeschlänner hir Peegele kënnen uweisen. Den Ament gëtt un der Programmatioun vun der App „Meine Pegel" fir Lëtzebuerg geschafft. Geplangt ass eng Notzung ab 2022, mat de selwechte Peegelstänn a Previsiounen, déi och schonn um Site www.inondations.lu verfügbar sinn a weidere Funktiounen, wéi zum Beispill ee Link op d'Héichwaassergeforekaarten um Geoportal. Nieft de bekannte Funktiounen, wéi enger méiglecher Personaliséierung vun der App mat Meldungen (Push-Noriicht) ab engem bestëmmte Peegelstand op de Statiounen, déi den Notzer selwer auswiele kann, ginn och déi offiziell Meldungen a Berichter vum Service de prévision des crues mat der App verlinkt. Am Fall vun enger Héichwaassermeldung kritt den Notzer eng Noriicht a kann sech iwwert ee Link an der App „Meine Pegel" déi offiziell Informatioune wéi gewinnt um Site www.inondations.lu uweise loossen. Aktuell kann een esou Noriichten schonn iwwert d'App vun dem kinneklechen hollännesche meteorologeschen Institut (KNMI) a Meteolux kréien an/oder iwwer E-Mail (un d'Abonnenten) vum Site www.inondations.lu, wou een sech aschreiwe kann, fir am Fall vun Héichwaasser eng Noriicht ze kréien.

Et ass awer wichteg, d'Notzung vun dëser Applikatioun als Ergänzung zum offizielle Site ze gesinn. Eng Applikatioun huet sécherlech Virdeeler a praktesch Funktiounen, ee klassesche Site funktionéiert awer onofhängeg vum Betribssystem, ouni méiglech Problemer no engem Update, an ass iwwerall a fir jiddereen accessibel.

Question 4767 (29.07.2021) de **MM. Guy Arendt** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **courrier non distribué :**

Nombreux sont les habitants, associations ou clubs qui adressent des courriers aux responsables de leur commune, qu'il s'agisse d'une doléance, d'une information, d'une invitation ou d'une demande de renseignements. Ils adressent souvent leur courrier au collège échevinal et aux membres du conseil communal. Par facilité ils utilisent pour cela ou bien l'adresse e-mail ou postale officielle de leur commune.

Or, il nous a été rapporté que dans certaines communes de tels courriers n'ont jamais été continués aux membres du conseil communal, bien qu'ils figuraient comme destinataires.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Est-ce que le fait de ne pas distribuer un courrier (e-mail ou lettre) aux destinataires souhaités est légal ? Ne s'agit-il pas d'un cas de rétention illégal de courrier ?

2) Dans la négative, est-ce que des sanctions sont prévues ?

3) Dans l'affirmative, les responsables d'une commune ne devraient-ils pas informer l'expéditeur d'un courrier que celui-ci n'a pas été distribué à tous les destinataires figurant comme destinataires ?

4) Que compte entreprendre Madame la Ministre afin que les personnes qui réceptionnent un courrier destiné aux membres du conseil communal transmettent celui-ci aux destinataires ?

5) Que peuvent faire les expéditeurs d'un courrier adressé aux responsables communaux pour que leur courrier arrive effectivement à tous les destinataires souhaités ?

Réponse (08.09.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Selon les honorables Députés, de nombreuses correspondances sont adressées au collège des bourgmestre et échevins et au conseil communal par e-mail ou par la voie postale traditionnelle, et il leur a été reporté que dans certaines communes les envois n'arrivent pas au(x) destinataire(s).

La correspondance communale est réglementée de manière très sommaire à l'article 74 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, lequel dispose que « … les publications, les actes et la correspondance de la commune sont signés par le bourgmestre ou celui qui le remplace et contresignés par le secrétaire. La signature de la correspondance de la commune peut être déléguée par le bourgmestre à un ou plusieurs échevins. »

L'article précité est identique à l'article 101 de l'ancienne législation communale belge dont la doctrine avait déduit qu'il appartient aussi au bourgmestre, par une conséquence naturelle du pouvoir de signer la correspondance, de recevoir la correspondance adressée à la commune et que ce droit lui appartient à plus forte raison en considérant sa fonction de président du collège des bourgmestre et échevins et du conseil communal. Il en est autrement si un courrier est adressé à un membre du conseil communal en nom personnel. Dans ces conditions, le courrier doit être considéré comme ayant un caractère personnel et seul son destinataire est en droit de le recevoir et de l'ouvrir.

Si le courrier est adressé au conseil communal, la doctrine fait la distinction entre les courriers selon qu'ils rentrent ou non dans la compétence du conseil. Dans le premier cas, le bourgmestre ne peut pas retenir le courrier et dans le deuxième cas, il lui est loisible de procéder à la communication.

[16] Article 32 du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE dit règlement général sur la protection des données (RGPD, ou encore GDPR, de l'anglais General Data Protection Regulation).

Il est considéré par ailleurs que le droit du bourgmestre en matière de réception du courrier n'exclut pas le droit des échevins d'en prendre connaissance.[17]

En l'état actuel de la législation au Luxembourg, il semble qu'aucune infraction qualifiée de « rétention illégale de courrier » n'existe, ni d'autres infractions ou sanctions pénales qui pourraient couvrir des faits pareils.

Au regard des difficultés de transmission du courrier qui semblent exister au sein de certaines communes, je me chargerai de leur rappeler ce qui précède par voie de circulaire. Par ailleurs, et considérant le texte actuel lacunaire, je tiens à informer qu'il sera mis à l'examen dans le cadre de la refonte de la loi communale.

Question 4768 (29.07.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **recommandation concernant la consommation des légumes de jardin suite aux inondations :**

De Gesondheetsministère huet de 27. Juli ee Communiqué erausginn, an deem en d'Leit warnt, kee Geméis an Uebst aus dem eegene Gaart ze consomméieren, well no den Iwwerschwemmunge Mëtt Juli vill gesondheetsschiedlech Chemikalien a Bakterien d'Uebst an d'Geméis an de Gäert kéinte kontaminéiert hunn.

Wärend den Iwwerschwemmunge goufen awer net nëmme Gäert, mee och eng Rëtsch Geméis- an Uebstfelder souwéi Gréngland iwwerschwemmt. D'Zeitung „De Lëtzebuerger Bauer" schreift an hirem Leitartikel vum 23. Juli 2021:

„Wegen der Verschmutzung durch Schlamm und Geröll, in schlimmeren Fällen durch Heizöl aus geborstenen Tanks, Müll oder Frachten aus überschwemmten Kläranlagen, kann das Futter (Grégland) nun nicht mehr benutzt werden."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft a Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Konnt de Landwirtschaftsministère scho feststellen, ob och d'Geméis- an Uebstfelder hei am Land vun esou Kontaminéierunge betraff sinn?

2. Goufe schonns Liewensmëttel aus dem Verkéier gezunn, déi am Zesummenhang mat den Iwwerschwemmunge kontaminéiert gi sinn?

3. Wäerten an nächster Zäit verstäerkt Liewensmëttelkontrollen duerchgefouert ginn, fir Risike fir de Konsument kënnen ze minimiséieren?

Réponse commune (27.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs, Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Geméis- an Uebstfelder ware betraff vun den Iwwerschwemmunge bei de Privatleit an och bei de Produzenten, trotzdeem sinn d'Resultater vun den Analyse berouegend.

ad 2. En Deel vun de Liewensmëttele gouf direkt vun de Felder aus dem Verkéier gezunn a parallell dozou goufen Analysen op Bakterien a cheemesch Kontaminanten op Uebst a Geméis gemaach, fir d'Kontaminatiounsniveauen ze bewäerten. Buedemanalyse sinn och ausgewäert ginn.

ad 3. Kontrollen um Feld goufen duerchgefouert, fir d'Liewensmëttelsécherheet ze garantéieren a Kontrollpläng goufen an Zesummenaarbecht mat den Acteuren, déi um Feld schaffen, opgestallt, fir d'Evolutioun vun der Kontaminatioun ze iwwerwaachen. Fir de Moment gouf keng Kontaminatioun op Uebst a Geméis observéiert. Dëst bestätegt d'Informatioun, déi mir an der wëssenschaftlecher Literatur fanne konnten.

Am Sënn vun der Vereinfachung sinn all offiziell Informatiounen, déi aus verschiddenen Administratioune kommen, op follgendem Site gruppéiert: https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2021/07-juillet/30-inondations-pollution-sols.html.

Question 4779 (30.07.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **harcèlement sexuel :**

An engem rezenten Artikel aus dem „Lëtzebuerger Wort" kann een de couragéisen Temoignage vun enger jonker Fra noliesen, déi vun engem Museksdirigent sexuell mëssbraucht gouf. Si huet elo decidéiert, fir hiert Erlieftent public ze maachen, fir esou och aner Affer ze encouragéieren, fir doriwwer ze schwätzen, an esou anerer ze sensibiliséieren an ze warnen.

Si war net déi Eenzeg, déi Affer vun dësem Museksdirigent gouf, an esou koum et, datt den Täter ugeklot gouf wéinst sexuellem Mëssbrauch, sexueller Nötegung a Vergewaltegung.

D'Strofmooss war aacht Joer op Sursis an eng Geldstrof. Fir déi betraffe Fraen ass dëst Jugement eng weider Demütegung.

D'Unzuel vu sexuellen Iwwergréffer geet all Joer an d'Luucht, mee vill Affer maache keng Plainte, dëst well se Angscht hunn, datt den Täter duerch déi aktuell Gesetzer awer weiderhin op fräiem Fouss bleift.

An dësem Kontext wëll ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, datt dat aktuellt Strofmooss bei sexuellem Mëssbrauch streng genuch ass?

2. Gedenkt d'Madamm Ministesch, um penale Plang Adaptatioune virzehuelen, fir d'Strofmooss bei sexuellem Mëssbrauch méi streng ze maachen?

3. Wa jo, wat genau ass virgesinn?

Réponse (26.08.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Opgrond vun der Gravitéit vun de Strofdote wäerten um legislativen Niveau d'Strofen am Fall vu sexuellem Mëssbrauch verstäerkt ginn.

ad 2. + 3. Jo, d'Strofen am Fall vu sexuellem Mëssbrauch gi verstäerkt.

Aktuell gëtt un engem Projet geschafft, deen net nëmmen d'Strofmooss ännert, mee och nei Strofdoten am Code pénal schaaft. Follgend Ännerunge ginn dobäi virgeholl:

1. Et gëtt an dësem Projet eng onofhängeg Strofdot vum Inzest geschaaft, wou d'Strofmooss nach emol méi héich ass wéi an all deenen anere Fäll vu sexueller Gewalt. Mam Gesetzesprojet ginn also zwee separat nei Artikele geschaaft, déi de „viol/attentat à la pudeur incestueux" bestrofen.

2. Den Inzest gëtt kloer definéiert, souwuel am Kader vum Attentat à la pudeur wéi och vum Viol.

3. D'Notioune vun Attentat à la pudeur a vu Viol, esou wéi se aktuell an den Artikelen 372 an 375 vum Code pénal stinn, gi kloer definéiert, fir datt esou mann wéi méiglech Interpretatiounsbedarf besteet.

4. Verschidde Strofdote géintiwwer Mannerjäreger gi verschäerft, andeems den Alter vun der Victime als Circonstance aggravante eropgesat gëtt a sech doropshi méi streng Strofen op den Auteur applizéieren.

5. Ausserdeem kann nach preziséiert ginn, datt d'Verjärungsfriste fir verschidde sexuell Iwwergréffer op Mannerjäreger no uewen ajustéiert gi jee no Strofdot.

Question 4782 (30.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **rénovation du bâtiment Robert Schuman :**

Am Schuman-Gebai um Kierchbierg goufe bis 1979 déi éischt Sitzunge vum Europäesche Parlament ofgehalen. Dëst Gebai, dat am Besëtz vum Lëtzebuerger Staat ass, entsprécht säit Joren net méi den internationalen Normen, beispillsweis am Hibléck op d'Energieeffizienz. Well dëst Gebai awer ee wichtegen historesche Symbolwäert huet, wier et ee Verloscht fir eise Patrimoine, wann et géif ofgerappt ginn.

An deem Kontext hunn ech follgend Fro un d'Madamm Kulturminister:

- Kann d'Madamm Minister preziséieren, wéi et mat dësem Gebai weidergeet?

Réponse (03.09.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Déi zukünfteg Notzung vum Gebai Robert Schuman gëtt aktuell analyséiert, och am Kontext vum Reamenagement vun der Place de l'Europe. Fir dës zentral Plaz an Zukunft ze beliewen, gëtt am Kader vun engem Concours gekuckt, wéi de Programm, déi historesch Valeur vum Gebai, den urbanistesche Kontext an all d'Ufuederungen, ënner anerem déi energeetesch Sanéierung, kënnen am beschten ëmgesat ginn.

Question 4783 (30.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **formation de bibliothécaires et archivistes :**

De Beruffsverband ALBAD, deem Bibliothecairen, Archivisten an Dokumentalisten ugehéieren, beschwéiert sech säit Joren iwwer ee Manktem u qualifizéierten Archivisten. Studenten, déi am Ausland wëlle studéieren, fir kënnen hei am Land Archivist ze ginn, kréie vum CEDIES (Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur) gesot, si sollten eppes anescht studéieren, well Archiviste géifen net zu Lëtzebuerg gebraucht ginn. D'Gemenge gi bei der Sicht no qualifizéierte Kommunalarchivisten oft eleng gelooss. De Gemengesekretär ass fir d'„archives courantes", awer net fir d'„archives historiques" zoustänneg. Oft lande wäertvoll Kommunalarchiven an der Nationalbibliothéik, mee do gëtt sech oft net drëm gekëmmert. No zéng Joer gi vill Dokumenter do zerstéiert.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister an un den Här Schoulminister:

1. Wéi schätzt de Staat säi Besoin an u Bibliothecairen an Archivisten, wat déi nächst zéng Joer betrëfft?

2. Wéi ginn déi zukünfteg Archiviste rekrutéiert? Wéi laang dauert hir Stagezäit? Ënnerhëlt d'Regierung Efforten, fir dëse Beruffswee ze promouvéieren? Wat fir eng Roll spillt an dësem Zesummenhank de CEDIES?

3. Wéi vill Leit ginn am Moment als Archivist gefouert?

4. Wéi vill vun dëse Leit hunn am Ausland studéiert, wéi vill um INAP (Institut national d'administration publique)?

5. Ween assuréiert d'Coursen um INAP, fir dës Leit als Archivisten auszebilden?

Réponse commune (14.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Et sief eis am Virfeld erlaabt, den honorabelen Deputéierten op falsch Behaaptungen a senger parlamentarescher Fro opmierksam ze maachen. Et ass net virgesinn, datt Kommunalarchive sollen oder kënnen an der Nationalbibliothéik deposéiert ginn. Wéi et kloer am Archivgesetz vum 17. August 2018, Art. 4 (4) formuléiert ass, gëllt d'Autonomie bei Gemengen, Gemengesyndikater an Établissements publics vu Gemengen, esou datt deenen hir Archive lokal oder regional weiderhi kënne konservéiert ginn. Et besteet awer d'Méiglechkeet, mat engem Contrat de coopération mam Staat déi betreffend Archive kënnen am Nationalarchiv ze deposéieren, wuelgemierkt am Nationalarchiv an net an der Nationalbibliothéik, konform zu de Missiounen, wéi se am Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwert d'Kulturinstituter definéiert sinn. D'Modalitéite vun dësem Kontrakt ginn am Règlement grand-ducal vum 17. Märez 2021 gereegelt. Déi Gemengen, déi kee Contrat de coopération hunn, däerfe laut Archivgesetz näischt zerstéieren ouni d'Erlabnis vum Direkter vum Nationalarchiv. Wann den Direkter net averstanen ass mat der Zerstéierung, ginn déi betreffend Archiven an den Nationalarchiv verséiert. Wéi eng Dokumenter zerstéiert ginn an no wéi ville Joren, gëtt vum Producteur d'archives selwer an en accord mat de gesetzleche Bestëmmungen an engem Tableau de tri definéiert. Eng Rei vu Gemengenarchive befanne sech momentan schonns am Nationalarchiv. Do gi se no de bestoende Reegele konservéiert. Et stëmmt also och net, datt sech net doréms gekëmmert gëtt.

ad 1. Der Regierung sinn den Ament keng prezis Donnéeën doriwwer bekannt, wéi vill Bibliothecairen, Dokumentalisten an Archivisten an den nächsten zéng Joer wäerte gebraucht ginn. De Besoin an de Schoulbibliothéiken, an den ëffentleche Bibliothéiken, an de Kulturinstituter an an de Gemengenarchiven, awer och an den Entreprisen an Organisatiounen, ass grouss. De Besoin un Archiviste fir d'Ministèren an d'Verwaltungen ass zënter dem Akraafttriede vum Gesetz iwwert den Archivage vum 17. August 2018 an d'Luucht gaangen a wäert an deenen nächste Joren och nach weider klammen. Den Nationalarchiv ass mat de Verwaltungen amgaangen, Tableaux de tri ze realiséieren - esou wéi d'Gesetz iwwert den Archivage et virgesäit. Fir d'Tableaux de tri an de Verwaltungen auszeschaffen an ëmzesetzen, brauch ee qualifizéiert Leit.

Datt d'Demande am Secteur grouss ass, weist eng Auswäertung vun den Joboffere duerch de Studenteveräin Jonk BAD. Deemno waren am Joer 2020 246 Plazen am CDD oder CDI ausgeschriwwen, am Joer 2021 schonns 205. Et ass ze bedenken, datt bei esou Plazen net forcement e spezifeschen Diplom aus dem Beräich BAD gefrot gouf, datt en awer vu Virdeel ass, fir d'Aufgaben duerchzeféieren.

ad 2. D'Archivisten, déi beim Staat schaffen, ginn iwwert d'Prozeduren, déi bei der Fonction publique en vigueur sinn, rekrutéiert. An de Joren 2019 an 2020 sinn iwwer GovJobs 24 Poste rekrutéiert ginn, déi sech ganz oder deelweis ëm d'Gestioun vun Dokumenter an Archive sollte befaassen. D'Stagezäit riicht sech no der Karriär an dauert am Allgemengen zwee Joer. D'Regierung mécht Efforten, andeems si de Rekrutement vu qualifizéierten Archivisten ënnerstëtzt.

Och am Privatsecteur ass d'Demande u qualifizéierten Archiviste grouss. Wéi dës Leit rekrutéiert ginn, hänkt vun dem jeeweilegen Employeur of.

De Service Information études supérieures vum Héichschoul- a Fuerschungsministère informéiert am Allgemenge beschtméiglech iwwert déi verschidde Studieprogrammer, déi vun den Universitéiten an Héichschoulen am In- an Ausland ugebuede ginn, an iwwert déi domat verbonne Beruffsperspektiven. Dat gëllt natierlech och fir d'Ausbildungsméiglechkeeten an d'Beruffsweeër an de Beräicher vun de Bibliothéikswëssenschaften, der Archivistik an der Dokumentalistik.

Well et sech heibäi ëm Beräicher handelt, wou d'Ausriichtung an d'Ufuerderunge souwuel vun der Ausbildung wéi vum Beruffsbild an de leschte Joren a Joerzéngte staark evoluéiert hunn, huet de genannte Service net méi spéit wéi am Mee 2020 eng nei a komplett iwwerschaffte Versioun vu senger Broschür „Bibliothécaire, archiviste, documentaliste", déi zu der Serie „Études & Métiers" gehéiert, editéiert. An dëser Publikatioun, déi ënner follgendem Link[18] um Site vum CEDIES kann erofgeluede ginn, ginn d'Beruffsprofiller vum Bibliothecaire, Archivist an Dokumentalist presentéiert an d'Studieméiglechkeeten an aacht verschiddene Länner gi méi am Detail duergeluecht.

Doriwwer eraus steet de concernéierte Service selbstverständlech och zu all Moment den interesséierte Persounen zur Verfügung fir all weider oder méi spezifesch Renseignementer iwwert dës Ausbildungsweeër.

ad 3. Am Nationalarchiv si momentan véier ausgebilten Archiviste fest ugestallt. Si ginn ënnerstëtzt vun enger Equipe vu fënnef ausgebilten Archivisten, déi op Kontrakt schaffen. An deene verschiddene Ministèrë sinn ëm déi 20 qualifizéiert Mataarbechter (Archivisten oder Historiker) ugestallt, fir sech ëm d'Archiven ze këmmeren. Dozou kënnt, datt all staatlech Verwaltung muss en „délégué à l'archivage" ernennen. Dës Delegéierte bilden e Reseau, dee vum Nationalarchiv koordinéiert gëtt (Règlement grand-ducal du 9 octobre relatif à la mission d'encadrement des archives publiques par les Archives nationales).

ad 4. Déi diploméiert Archivisten hunn all am Ausland studéiert - meeschtens a Frankräich, Däitschland oder an der Belsch. Et kann een zu Lëtzebuerg am Beräich BAD weeder eng Ausbildung nach e Studium maachen, esou datt déi interesséiert Studente mussen an d'Ausland goen. Déi Leit, déi Geschicht studéiert hunn, hunn zum Deel hir Studien op der Uni Lëtzebuerg gemaach. Den Ament studéieren, Informatioune vun der Jonk BAD no, 20 Persounen am Ausland Bibliothéikswëssenschaft oder Archivistik.

ad 5. Um INAP kann een net studéieren an och keng Ausbildung maachen. Archiviste vum Nationalarchiv assuréieren um INAP Formatiounen, fir Basiswëssen a „bonnes pratiques" fir d'Gestioun vun den Dokumenter an den Archiven ze vermëttelen. Dëst ass net equivalent mat enger Ausbildung oder engem Studium, mee ass am Kader vun der Formation continue an der Fonction publique ze gesinn.

Follgend Formatioune gi momentan vun den Archiviste vum Nationalarchiv um INAP gehalen:

- Gestion des documents et des archives (e-Learning),
- Initiation à la gestion des documents et des archives,
- Versement d'archives papier aux ANLux,
- Réaliser un tableau de tri,
- Utilisation et mise en œuvre d'un tableau de tri des archives.

D'Formatiounen am Beräich vun der Bibliothekonomie gi vun der BnL ugebueden. Si organiséiere reegelméisseg Coursen zum Catalogage fir iwwer 300 Persounen, déi a 90 Bibliothéiken am Reseau bibnet.lu schaffen.

Question 4785 (02.08.2021) de **MM. Léon Gloden, Laurent Mosar, Marc Spautz** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**intervention policière à Ettelbruck le 31 juillet 2021 :**

D'après les informations communiquées par le Parquet de Diekirch ce 1er août 2021, une personne a été mortellement blessée le samedi 31 juillet 2021 à Ettelbruck dans le cadre d'une intervention policière.

Après un vol avec violences commis à Hosingen, cette personne avait obligé un conducteur de voiture à quitter son véhicule sous la menace d'un couteau pour ensuite s'enfuir avec le véhicule volé en direction d'Ettelbruck. La police, ayant pris connaissance des crimes commis, a réussi à arrêter le véhicule à Ettelbruck. La personne conduisant la voiture est sortie de la voiture et a attaqué les officiers de police avec un couteau. L'un des policiers a dû faire usage de son arme de service. La personne a été grièvement blessée et a succombé à ses blessures à l'hôpital.

D'après le communiqué du Parquet de Diekirch, une instruction judiciaire a été ouverte et l'Inspection générale de la police a été chargée de la suite de l'enquête.

[17] Victor de Tollenaere, Nouveau commentaire de la loi communale Tome II, n° 829

[18] https://cedies.public.lu/fr/publications/lettres-sciences-communication/bibliothecaire-documentaliste.html

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre est informé des premières conclusions de l'enquête en cours et a notamment des informations sur le déroulement exact des évènements ? Est-ce que l'agresseur était connu des services de police ? Avait-il déjà commis d'autres crimes dans le passé ?

2) Dans quelles circonstances est-ce que les officiers de police ont le droit de faire usage de leur arme à feu ? Est-ce que les officiers de police profitent d'un entraînement spécial pour les aider à faire face à ce type de situation ?

3) Sur les réseaux sociaux, on peut lire de nombreux commentaires négatifs par rapport au comportement des officiers de police. Est-ce que Monsieur le Ministre compte réagir et informer le public sur le bien-fondé des actions des officiers de police ?

Réponse (05.08.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) + 3) Alors qu'une enquête judiciaire est en cours, il y a lieu de respecter strictement le secret de l'instruction.

ad 2) Les circonstances et modalités de l'usage de la force par des membres du cadre policier de la Police grand-ducale sont régulées par la loi modifiée du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité et la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale.

Ces lois sont enseignées aux policiers en formation de base et en formation de promotion. Ce cours est complété par des explications concernant la proportionnalité de l'utilisation des moyens de contrainte et donc également des armes à feu.

La formation de base prévoit une multitude d'entraînements pratiques en matière de tir, de tactique policière, de maîtrise de la violence et de gestion de conflits. La formation continue prévoit des séances de recyclage annuel minimales en tir, tactique policière et maîtrise de la violence, sous réserve de faisabilité suite aux restrictions de la crise du Covid-19.

Question 4787 (02.08.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **lutte contre le changement climatique :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3760 huet d'Regierung geäntwert, datt Lëtzebuerg an deenen nächste Joren eng Enveloppe vun 200 Millionen Euro fir Klimaentwécklungshëllef wëll bereetstellen. Wéi am Artikel „Anpassung und Abschwächung", dee rezent am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, zu deem Theema ze liese war, ass dës Enveloppe fir d'Beneficiairen un eng Rei Konditioune gebonnen. Sou dierfen déi betraffe Länner weeder op Atomstroum nach op genmanipuléiert Saatgut zeréckgräifen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Ginn déi 200 Millionen Euro op den Undeel vun de Lëtzebuerger Ausgabe fir Kooperatiounshëllef um Bruttoinlandsprodukt mat ugerechent?

2. Gesäit d'Regierung an hiren Ausschlosskritttären en Negativureiz, deen déi betraffe Länner kéint dozou verleeden, net genuch an dréngend benéidegt Technologien ze investéieren? Wann net, firwat net?

Réponse commune (11.10.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3760 präziséiert, gëtt déi finanziell Enveloppe vun insgesamt 200 Millioune fir d'Joren 2021 bis 2025 zousätzlech zu de Gelder fir Entwécklungshëllef zur Verfügung gestallt. Déi 200 Millionen Euro gi soumat net op den Undeel vun de Lëtzebuerger Ausgabe fir Kooperatiounshëllef um Bruttoinlandprodukt mat ugerechent.

ad 2. D'Regierung ass der Meenung, datt dës Ausschlosskrittären, déi am Detail op de Säite 27 an 28 vun der neier Strategie betreffend der Attributioun vum „Financement climatique international" (FCI) duergeleucht sinn, absolutt keen Negativureiz, sou wéi vum éierewäerten Deputéierten Här Fred Keup beschriwwen, duerstellen. Och an den Entwécklungslänner suergt nëmmen eng Klimapolitik, déi vu virera sozial ongerecht an net nohalteg Praktiken a Moossnamen ausschléisst, fir déi néideg Akzeptanz an Investissementer, déi fir en erfollegräiche Klimaschutz onverzichtbar sinn.

Question 4792 (02.08.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **langue luxembourgeoise sur le marché du travail :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro vum 1. Juli 2021 (N° 4595) zum Notze vum Lëtzebuergeschléiere bei der ADEM schreift den Här Aarbechtsminister, dass bei nëmme 35 % vun den oppene Plazen, déi vum Aarbechtsamt vermëttelt ginn, Kenntnisser am Lëtzebuergesche verlaangt ginn. Dat heescht, dass bei 65 %, also ronn zwee Drëttel vun den oppene Plazen zu Lëtzebuerg, d'Sprooch vum Land net méi gefrot gëtt.

Och schreift den Här Minister, dass sech dës Statistik op den Zäitraum vum 1. Semester 2021 bezitt, an deem ronn 20.000 oppe Plaze bei der ADEM gemellt goufen.

An deem Kontext hunn ech eng Rei Froen un den Här Aarbechtsminister:

1. Ass den Här Minister net der Meenung, dass 35 % een immens niddrege Prozentsaz ass?

2. Ginn et an deem Sënn och Statistiken, déi méi al sinn, eventuell vun 2010, 2000 oder virdrun?

3. Kann den Här Minister preziséieren, wéi héich dee betreffende Prozentsaz engersäits fir oppe Plazen am ëffentlechen a konventionéierte Secteur an anerersäits fir oppe Plazen am private Secteur ass?

4. Wéi héich ass de Prozentsaz vun deenen anere Spoochen an de betreffende Statistiken?

5. Weiderhi schreift den Här Minister a senger Äntwert, dass an deene leschten dräi Schouljore 7.000 sougenannt Bonge fir Sproochecoursen am Lëtzebuergesche vun der ADEM erausgi gi sinn, d. h., dass déi Aarbechtssichend d'Sproochecoursen zu engem Tarif réduit maache kënnen. Wéi vill vun dëse Bonge goufe benotzt?

Réponse (20.08.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. D'Erklärungen, wéi et zu dësem Prozentsaz kënnt, stinn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4595 vum honorabelen Deputéierten.

ad 2. D'ADEM huet leider keng Statistiken, déi méi al si wéi 2015.

Et gëtt awer eng Etude, „Les langues dans les offres d'emploi au Luxembourg (1984-2019)" vum Isabelle Pigeron-Piroth a vum Fernand Fehlen, déi dëse Sujet iwwert eng méi eng laang Period analyséiert huet. D'Etude baséiert op engem Echantillon vun Annoncen aus dem „Luxemburger Wort", déi tëscht 1984 an 2019 veröffentlecht goufen. Dës Etude kann een um Internetsite vun der Uni Lëtzebuerg eroflueden: https://orbilu.uni.lu/handle/10993/46761.

D'Methodologie an d'Daten, déi an dëser Etude benotzt ginn, sinn net déi selwecht wéi déi, déi vun der ADEM benotzt ginn, dofir kann et zu ënnerschiddleche Resultater kommen.

ad 3. D'Tabell ënnendrënner weist de Prozentsaz vun oppene Plazen, déi bei der ADEM gemellt goufen a fir déi Kenntnisser am Lëtzebuergesche gefrot goufen. Fir déi ëffentlech Verwaltung a fir de konventionéierte Secteur ass dëse Prozentsaz ganz héich a läit bei 98 % a 94 %.

(Tabelle à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. Am éischte Semester 2021 goufe fir 35 % vun oppene Plaze Kenntnisser am Lëtzebuergesche gefrot. Franséisch Kenntnisser goufen an 82 % vun de Fäll gefrot, Englesch a 60 %, Däitsch a 46 % vun de Fäll.

(Tabelle à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Am éischte Semester 2021 goufen a 67,5 % vun de Fäll Kenntnisser vu méi Sprooche gefrot. An der Tabell ënnendrënner gesäit een dann och, dass an deem Zäitraum an 28,3 % vun de Fäll Kenntnisser am Lëtzebuergeschen, Franséischen an am Däitsche gefrot sinn.

(Tabelle à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5. 3.391 Bonge fir Sproochecoursen am Lëtzebuergeschen, déi d'ADEM erausginn huet, goufe benotzt.

Question 4794 (02.08.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**Administration d'une troisième dose du vaccin contre la Covid-19 :**

An israeeleschen Etüde soll festgestallt gi sinn, datt Leit, déi vollstänneg mat engem mRNA-Impfstoff geimpft sinn, no sechs Méint nach eng weider Impfung bräichten. An Israel soll et deemno schonn am September, grad och fir Risikogruppen an eeler Leit, Drëttimpfunge ginn. Och eis däitsch Noperen hunn dës Iwwerleeung. Aus deem Grond bereit déi däitsch Regierung sech haut, fir den Hierscht dann déi drëtt Impfdosis anzeféieren.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Minister a Kenntnis iwwert dës Entwécklungen? Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zu dësen Iwwerleeungen?

2. Huet Lëtzebuerg och Ënnersichungen heizou gemaach? Wann nee, firwat net? Wa jo, wat sinn d'Resultater?

3. Féiert d'Regierung hei déi nämmlecht Iwwerleeungen, nodeems och zu Lëtzebuerg am Januar schonn déi éischt Impfunge gemaach goufen?

4. Wat heescht dat fir de CovidCheck, wann eng Persoun hir zweet mRNA-Impfung viru sechs Méint krut an dann awer keng weider Impfdosis kréie wëll oder kann? Gëtt den Impfnoweis vun där Persoun dann hifälleg?

Réponse (11.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et ass richteg, dass déi däitsch Regierung schonns decidéiert huet, eng méiglech drëtt Dosis Impfstoff fir verschidde Bevëlkerungsgruppen ze proposéieren. Et handelt sech awer heibäi net ëm eng generell Drëttimpfung fir d'ganz Populatioun, mee eng cibléiert Impfung bei Leit mat méi héijem Risiko oder a spezielle Situatiounen.

Op Basis vun engem Avis vum Héije Rot fir ustiechend Krankheeten/Conseil supérieur des maladies infectieuses (HRUK/CSMI) vum 2. Juli 2021 huet och Lëtzebuerg schonns decidéiert, eng drëtt Dosis verschiddene Leit mat enger grousser Immunschwäicht unzebidden. Eng ganz Rei Leit hunn och schonns dovu profitéiert.

D'Regierung huet och den HRUK/CSMI gefrot, säin Avis ze ginn iwwert eng eventuell Drëttimpfung bei eelere Leit, besonnesch wann si an Institutioune liewen. Et gëtt domat gerechent, dass dësen Avis virun Enn August virläit a vun der Regierung kann diskutéiert ginn.

D'Validitéit vum CovidCheck-Zertifikat gëtt dem Covidgesetz no bestëmmt an ass ginn no enger kompletter Impfung laut der Definitioun am Artikel 1 (Punkt 23). D'Dauer vum Impfzertifikat ass och am aktuelle Covidgesetz net zäitlech begrenzt. Eng eventuell Drëttimpfung huet also dorop aktuell keen Afloss.

Question 4796 (03.08.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **anciens bâtiments de l'Athénée de Luxembourg :**

D'Gebai vun der aler Nationalbibliothéik waart nach ëmmer op eng nei Bestëmmung. Vill Propositioune sinn dozou an deene leschte Jore geäussert an erëm verworf ginn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt den Tribunal de commerce provisoresch an d'Gebai kënnt, well net genuch Plaz an der Cité judiciaire ass?

2. Wa jo, ass dru geduecht, fir dem Rez-de-chaussée eng aner Verwendung ze ginn? U wat fir eng Verwendung gëtt dobäi geduecht?

3. Wat hält d'Madamm Minister vun der Iddi, ee Museum fir sakral Konscht am Gebai anzeriichten?

4. Wéi steet d'Madamm Minister zur Iwwerleeung, am Rez-de-chaussée ee Visitor Center mat Projektiounsraum anzeriichten, wou d'Touristegruppen, déi jo meeschtens bei der Gëlle Fra rausgelooss ginn, sech iwwer eist Land informéiere kënnen an och visuell Appetitt op Lëtzebuerg gemaach kréien?

Réponse commune (16.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Den Tribunal de commerce ass momentan an enger Annexe vis-à-vis vun der Cité judiciaire ënnerbruecht. Well dës Raimlechkeeten net méi grouss genuch sinn, huet de Justizministère gefrot, fir am Kader vun der Renovatioun vun der Nationalbibliothéik den Tribunal de commerce op den éischten an zweete Stack ze integréieren; dëst soll awer keng provisoresch, mee eng definitiv Notzung sinn.

ad 2. Nieft dem Entréesberäich fir an den Tribunal de commerce befanne sech um Rez-de-chaussée Surfacen, déi der Gastronomie an der Kultur dediéiert ginn. Vum Haff mat der Lann aus accessibel, ass e Café littéraire/book café geplangt, deen un déi viregt Notzunge vum Gebai erënnere soll. Des Weidere sinn um Rez-de-chaussée och nach Ausstellungsflächen an eng Brasserie mat enger Terrasse virgesinn. De Rez-de-chaussée an déi zwee Häff gi mat dëse Funktiounen zougänglech fir de Public gemaach.

ad 3. Ech verweisen hei op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0232 vum 21. Januar 2019 vum honorabelen Deputéierten André Bauler souwéi op eis gemeinsam Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4753 vum 27. Juli 2021 vun der selwechter Persoun. Woubäi ech der Meenung sinn, datt e Musée fir sakral Konscht sécher eng Opwäertung fir dës wichteg kulturell Komponent vun eiser Gesellschaft duerstelle géif, ass esou e Projet an der zukünftege Notzung vum Gebai net virgesinn.

ad 4. Wéi aus eiser Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4753 vum 27. Juli 2021 vum honorabelen Deputéierten André Bauler ervirgeet, ass virgesinn, en Deel vum Rez-de-chaussée fir kulturell Zwecker ze reservéieren. Esou gëtt aktuell den Amenagement vun enger permanenter Ausstellung iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch ënnersicht.

Question 4797 (04.08.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **nouveau fournisseur de cannabis médical :**

An enger viregter parlamentarescher Fro, huet d'Santésministesch erkläert, dass no der Procédure ouverte accélérée elo een neie Fournisseur fir medezinnesche Cannabis fonnt gouf. D'Bestellunge schénge gemaach an de Ministère schätzt, dass déi éischt Liwwerungen Enn September zu Lëtzebuerg ukommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Gesondheetsministesch Detailer zum neie Fournisseur ginn (d'Hierkonftsland, ginn och aner Länner vun dësem beliwwert...)?

2. Wat fir ee Montant gouf vum Gesondheetsministère beim Finanzministère gefrot? Wat fir eng Zäitspan soll mat dësem Budget ofgedeckt ginn?

3. Wat fir Produiten an a wat fir Quantitéite goufen an enger éischter Instanz bestallt?

Réponse (31.08.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Wéi schonn an der parlamentarescher Fro 4549 ugedeit, ass just eng Offer opgrond vun der neier Ausschreiwung fir de medezinnesche Cannabis erakomm. Dës Offer, déi vu zeréckbehale ginn ass, ass vun der Firma Canopy Growth Germany GmbH a Kollaboratioun mat Tilray Deutschland GmbH. D'Produite vu béide Fournisseure kommen aus Portugal an aus Kanada. Tilray liwwert zurzäit Produiten an Däitschland, Portugal, Polen, Irland an Israel. Niewebäi ass Tilray och e Projetspartner vu Frankräich, fir do de „Projet-pilote" vum Cannabis mat ze entwéckelen.

ad 2. Et goufe follgend Montante beim Finanzministère ugefrot:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

De Montant vun 3.000.000 Euro ass fir d'Commandë vum Joer 2021 virgesinn.

ad 3. Follgend Produiten a Quantitéite si bestallt ginn:

THC 18 %/CBD <1 % - 28,5 kg;
THC 10 %/CBD 10 % - 2,25 kg.

Question 4800 (04.08.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**accessibilité des sites Internet du Gouvernement :**

Laut dem Gesetz vum 28. Mee 2019 muss de Staat seng Internetsäiten an Applikatioune behënnertegerecht gestalten. Persoune mat enger Behënnerung, déi trotzdeem op Problemer stoussen, wann se wëllen déi staatlech Sitten oder mobill Applikatioune benotzen, kënne beim Service d'information et de presse (SIP) eng Reklamatioun areechen. 13 Persounen hunn dëst Joer schonn esou eng Reklamatioun agereecht.

Nëmmen an dräi Fäll konnt der betraffener Persoun eng Léisung proposéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'Fro Nr. 2935 hat de Minister erklärt, dass 86 Internetsäite virum 23. September 2020 a Konformitéit gesat goufen an dass den Delai fir d'mobill Applikatiounen nach bis den 23. Juni 2021 géif lafen.

Wéi vill Internetsitte sinn haut konform? Wéi vill mobill Applikatiounen hu bis den 23. Juni Accessibilitéitsdeklaratioune gemaach?

2. Bei zéng Reklamatioune konnt de Betraffene keng Léisung proposéiert ginn. Wéi gedenkt de Ministère virzegoen, fir dës Problemer schnellstméiglech ze léisen?

3. Kann de Ministère aschätzen, wéi vill eng Mise en conformité an dësen zéng Fäll konkreet géif kaschten?

4. Wéi gedenkt de Ministère, an Zukunft mat Reklamatiounen ëmzegoen, bei deenen de Concernéierte keng Léisunge kënne proposéiert ginn?

Réponse commune (10.09.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

ad 1. Um Datum vum 9. September 2021 huet sech d'Situatioun esou presentéiert:

- et goufen 110 Accessibilitéitsdeklaratioune vun Internetsitten an
- eng Accessibilitéitsdeklaratioun vun enger mobiller Applikatioun.

Vun deenen 110 Internetsitten hunn der 107 eng Deelkonformitéit (conformité partielle) deklaréiert, zwee hunn eng Netkonformitéit (non-conformité) deklaréiert, an ee Site huet eng komplett Konformitéit (conformité complète) deklaréiert.

D'Lëscht vun all de Konformitéitsdeklaratiounen, déi dem SIP matgedeelt ginn, ass um Open Data Portail ze fannen: https://data.public.lu/fr/datasets/declarations-daccessibilite/.

ad 2. An deenen zéng genannte Fäll konnt deene betraffene Bierger wuel eng Äntwert, a gegeebenefalls eng alternativ Léisung op hire spezifesche Problem proposéiert ginn, mee dës Äntwert ass net als Léisung am Sënn vun der Accessibilitéit unzegesinn, well se:

- net konnt als „accessibel" (am Sënn vum Gesetz) agestuuft gi respektiv
- déi Léisung net kuerzfristeg um Internetsite implementéiert konnt ginn oder
- d'Léisung wär eng „charge de travail ou financière disproportionnée", sou wéi se am Gesetz vum 28. Mee 2019 festgehalen ass, oder
- d'Reklamatioun net an de Kader vun dësem Gesetz passt oder
- de betraffenen Organismus keng Äntwert op d'Ufro ginn huet.

N. b.: D'Tabell mat de Reklamatiounen ass an Tëschenzäit ëm dës Prezisiounen erweidert ginn.

ad 3. Déi zéng konkreet Fäll, fir déi verschidden Editeure responsabel sinn, hunn ënnerschiddlech Charakteristiken, soudatt déi konkreet Käschte fir d'Mise en conformité variéieren an à ce stade global schwéier anzeschätze sinn.

Den Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) adoptéiert fir d'Mise en conformité vun Onlineservicer a Sitten eng lafend Approche, duerch déi eng méiglechst rationell Kreatioun a Weiderentwécklung vun dëse Servicer a Sitte garantéiert gëtt. Zanter 2008 applizéiert de CTIE heivir de Referentiel Renow mam Zil, dass dës Servicer a Sitte vun Ufank u méiglechst benotzerfrëndlech an accessibel sinn. Dëse Referentiel ass an allen Developpementsprozesser integréiert, soudass d'Accessibilitéit au fur et à mesure adresséiert gëtt, wa Servicer nei developpéiert oder weiderentwéckelt ginn.

ad 4. Wat d'Accessibilitéit ugeet, ass eng vun de Missioune vum SIP, eng Mediatioun tëschent de Bierger an den Editeure vun den ëffentlechen Internetsitten an Applikatiounen unzebidden an esou eng Léisung zum jeeweilege Problem ze fannen. Déi Léisung ka ganz pragmatesch sinn (dem Bierger gëtt eng Alternativ ugebueden), oder wann et méiglech ass, gëtt eng technesch Léisung implementéiert.

Eng weider Missioun vum SIP ass et, déi ëffentlech Instanzen zum Theema Accessibilitéit ze informéieren an ze sensibiliséieren. Ee Beispill an deem Kontext ass d'Circulaire vum SIP vum 11. August un all d'Gemengen, Gemengesyndikater, Offices sociaux an aner ëffentlech Etablissementer, déi ënnert der Iwwerwaachung vun de Gemenge stinn.

Doriwwer eraus bitt de SIP zesumme mat Partner awer och eng Berodung a Formatiounen zu deem Theema un. Esou ginn et dräi verschidde Formatiounen zu deem Theema am Formatiounskatalog vum INAP:

- Initiation à l'accessibilité numérique : prise en compte du handicap dans la digitalisation des services. Dës Formatioun adresséiert sech un d'Agente vum Staat an de Gemengen, se dauert zwee Deeg.
- Accessibilisation de fichiers bureautiques. Déi adresséiert sech un all déi ëffentlech Agenten, déi administrativ Dokumenter beäntweren, schreiwen oder veröffentlechen oder Texter fir Internetsitte schreiwen. Dës Formatioun dauert zwee Deeg.
- L'accessibilité numérique à toutes les étapes d'un projet. Dës E-Learning Formatioun gëtt op Ufro gehalen, se adresséiert sech un d'Agente vum Staat an de Gemengen.

Question 4801 (04.08.2021) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **pluralisme des médias :**

Le 28 juillet 2021, l'Université du Luxembourg attirait l'attention sur le « Media Pluralism Monitor 2021 » publié par l'Institut universitaire européen, qui met en évidence l'impact de la pandémie de Covid-19 sur le paysage médiatique de plusieurs pays. Le rapport pour le Luxembourg a été réalisé par Dr. Raphaël Kies et Dr. Mohamed Hamdi de l'Université du Luxembourg.

Le rapport en question analyse quatre domaines thématiques, pour lesquels les auteurs tirent les conclusions suivantes :

- La « protection fondamentale » (soit la protection de la liberté d'expression, du droit de rechercher, de recevoir et de diffuser des informations et du travail journalistique indépendant) est, selon les auteurs, à « faible risque » - seule la protection du droit à l'information est pointée du doigt, compte tenu du fait qu'un meilleur droit à l'information reste l'une des revendications des journalistes ;

- La « pluralité du marché » se caractérise par un risque plus élevé, soit « modéré », puisque les plus importants médias appartiennent à un nombre très limité de groupes de presse ;

- L'« indépendance politique » est également à « risque modéré », principalement à cause des liens qui unissent les partis politiques à certains médias ;

- L'« inclusion sociale » présente un « risque modéré », puisque l'accès aux postes médiatiques pour les minorités et les femmes laisse toujours à désirer.

Plus généralement, les auteurs retiennent que le Luxembourg n'est pas assez avancé en matière de recherche quantitative et qualitative sur la consommation d'informations en ligne. Par ailleurs, il n'existe à ce jour aucun cadre juridique ou politique visant à lutter contre la désinformation au Luxembourg ; très peu de médias vérifient systématiquement les contenus publiés.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce rapport ? Quelle est son appréciation globale ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre voit dans les conclusions de ce rapport des pistes à suivre pour continuer à promouvoir la pluralité des médias ? Si oui, lesquelles ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre a l'intention de prendre des mesures pour lutter contre la désinformation ? Est-ce qu'une initiative législative est prévue en la matière ?

Par ailleurs, dans un article publié dans le « Luxemburger Wort » le 2 août 2021, intitulé « Defizite bei Transparenz und Information », il est notamment question de l'accès aux informations des différents ministères et administrations (prévu par l'accord de coalition) - une réclamation de longue date des éditeurs et journalistes. L'article revient par ailleurs sur la loi relative à une administration transparente et ouverte dont l'impact devait être évalué après deux années d'entrée en vigueur (également prévu par l'accord de coalition).

Dans ce contexte, je voudrais également poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Quand est-ce que Monsieur le Ministre a l'intention de prendre les mesures nécessaires pour améliorer l'accès aux informations pour les journalistes ? Quelles mesures sont prévues ?

- Quand est-ce que Monsieur le Ministre entend procéder à l'analyse de la loi relative à une administration transparente et ouverte ? Dans le cas où cette analyse serait déjà en cours, quelles sont les premières conclusions de cette évaluation ?

Réponse (03.09.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Le Service des médias et des communications (SMC) suit de près, et ce depuis la première édition du rapport parue en 2015, les résultats du « Media Pluralism Monitor ». Ce dernier donne une appréciation globale de l'évolution de la situation des médias au Luxembourg et constitue, comme d'autres rapports et benchmarks européens et internationaux, une source précieuse d'information. Le rapport est analysé en détail et des échanges ont déjà eu lieu avec les auteurs pour en examiner les conclusions. Dans ce sens, des réflexions conjointes sont en cours en vue d'approfondir les recherches tant qualitatives que quantitatives relatives au paysage médiatique luxembourgeois.

Concernant la lutte contre la désinformation, je me permets d'attirer l'attention sur un projet, soutenu par le SMC, qui a récemment été retenu par la Commission européenne, en l'occurrence le European Digital Media Observatory for Belgium and Luxembourg (EDMO BELUX). Ce pôle de recherche belge et luxembourgeois sur les médias numériques et la désinformation sera lancé en octobre 2021 et rassemblera un réseau de plus de 100 experts en désinformation. Parallèlement à la vérification des faits, l'accent sera mis sur l'éducation aux médias, ceci en étroite collaboration avec les acteurs locaux établis.

Quant à la question relative au cadre légal, il y a lieu de rappeler que l'article 10 de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias consacre le devoir d'exactitude et de véracité qui incombe aux journalistes par rapport aux faits communiqués, et que les articles 443 et ss. du chapitre V du Code pénal portent sur les délits de « calomnie », de « diffamation » et d'« injure ». Au-delà de cet arsenal juridique en place, un des moyens les plus efficaces - et indispensables - dans la lutte contre le phénomène de désinformation est l'éducation aux médias, via des initiatives ciblées. C'est dans cette logique que s'inscrit notamment le projet mentionné supra.

Je me permets également de faire référence à la réponse de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à la question élargie n° 79 du 10 février 2021 énonçant en détail les projets du Gouvernement et de ses partenaires dans le domaine de l'éducation aux médias.

Pour ce qui est de la question d'un droit d'accès spécifique aux informations pour les journalistes, au-delà du droit dont dispose chaque citoyen dans le cadre de la loi du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte : cette loi fait actuellement comme prévu l'objet d'une analyse, et une entrevue entre le Ministre des Communications et des Médias et des représentants des journalistes professionnels est prévue prochainement.

Question 4802 (04.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**inauguration du nouveau président iranien :**

Muer Donneschdeg, 5. August 2021, gëtt deen neien iranesche President Ibrahim Raisi zu Teheran a säin Amt agefouert. D'Europäesch Unioun gëtt duerch den Enrique Mora, stellvertriedende Generalsekretär vum „Europäeschen auswäertegen Déngscht", bei der Zeremonie vertrueden. Israel huet dës Participatioun schaarf kritiséiert, well doduerch eng Legitiméierung vun iraneschen Aggressioune verbonne wier. Israel verweist op déi bluddeg Vergaangenheet vum Ibrahim Raisi, deen als „Schlächter vun Teheran" um Enn vum iranoirakesche Krich 1988 Dausende vu Regimmgéigner brutal hiriichte gelooss huet. Obschonn Israel d'EU zu enger Ofso opgefuerdert huet, bleift d'EU bei hirer Decisioun, fir un där Zeremonie deelzehuelen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Ass Lëtzebuerg op dës Zeremonie invitéiert ginn? Wa jo: Huet Lëtzebuerg dës Invitatioun ugeholl? Wa jo: Wee vertrëtt eist Land bei däser Amtsféierung?

2. Wéi steet den Här Minister zur Decisioun vun der EU, un der Amtsaféierung vum Ibrahim Raisi deelzehuelen? Huet déi Lëtzebuerger Regierung zu Bréissel intervenéiert, fir dës Participatioun am Hibléck op d'Mënscherechtsverletzungen am Iran ze verhënneren?

3. Virun zwee Joer huet d'Affär Assadollah Assadi, „Codename Daniel", fir héich Wellen zu Lëtzebuerg gesuergt. E puer Stonne virun engem geplangte Bommenattentat op iranesch Oppositiounspolitiker zu Paräis hat déi belsch Police zwee iranesch Staatsbierger verhaft an d'Bomm confisquéiert. Den Amir Saadouni huet am Verhéier zouginn, datt hien a seng Fra vun hirem Kontaktmann „T3" an engem Supermarché am Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg d'Bomm, déi fir d'Attentat geplangt war, kruten. Als dëse Kontaktmann gouf den drëtte Conseiller d'ambassade vun der iranescher Vertriedung zu Wien, den Assadollah Assadi, identifizéiert. Zu Lëtzebuerg ware laut Ausso vum Här Minister de Service de renseignement de l'État, de Parquet vu Lëtzebuerg an d'Police grand-ducale mat dëser Affär befaasst. Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung, datt Lëtzebuerg - als e Land, dat eppes op sech hält - nimools un enger offizieller Zeremonie am Iran deelhuelen dierf, soulaang sech déi iranesch Regierung net bei eiser Regierung fir dës Affär entschëllegt huet?

4. Op meng parlamentaresch Fro Nr. 3009 vum 20. November 2020 huet den Här Minister geschriwwen: „De Lëtzebuerger Ausseministère steet a reegelméissegem an oppenem Austausch mat der iranescher Ambassade zu Bréissel. Dat erméiglecht eis, all Sujeten ze diskutéieren." Gouf am Kader vun dësem „reegelméissegen an oppenen Austausch" déi iranesch Regierung opgefuerdert, sech formell bei Lëtzebuerg fir d'Affär Assadollah Assadi ze entschëllegen?

Réponse (02.09.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Lëtzebuerg war op d'Amtsaféierung vum iranesche President Ibrahim Raisi invitéiert, mee eist Land war net bei dëser Zeremonie vertrueden.

ad 2. Am Virfeld vun der Amtsaféierung vum President Raisi haten d'EU-Memberstaaten an den ausseoliteschen Déngscht vun der EU, notamment am Hibléck op déi ganz beonrouegend Situatioun vun de Mënscherechter am Iran, sech ofgeschwat, fir net op héchstem politeschem Niveau un dëser Zeremonie deelzehuelen an esou e politescht Zeechen ze setzen.

ad 3. + 4. Den Här Assadollah Assadi gouf de 4. Februar 2021 vun der belscher Justiz zu enger Prisongsstrof vun 20 Joer condamnéiert, fir seng Roll am versichten Attentat vum Juni 2018 géint iranesch Oppositioneller a Frankräich. Den Här Assadi huet decidéiert, net vun sengem Recht op en Appell Gebrauch ze maachen, esou dass dëst Urteel definitiv ass. Des Weidere gouf den Här Assadi, genee wéi eng Direktioun vum iranesche Geheimdéngscht, am Januar 2019 vun der EU op d'Lëscht vun den Terroristen an Terrororganisatioune gesat.

Am Kontext vun dëser Affär huet Lëtzebuerg keng weider bilateral Fuerderungen un d'iranesch Regierung gestallt.

Question 4804 (16.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **aggressions contre la Police grand-ducale :**

Och a grad dee rezente Policeasaz zu Ettelbréck mat déidleche Suitten huet gewisen, datt eist Land d'Policebeamten optimal ënnerstëtze muss. Iwwerdeems stellen sech och eng Rei méi allgemeng Froen, wat d'Konsequenze vun esou Policeasätz ugeet.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung, déi sech op eng Situatioun bezéien, an där e Policebeamten oder en anere Beamte sech gezwonge gesäit, eng Persoun - am Kader vun engem Asaz -ze neutraliséieren:

1. Sinn déi Häre Ministeren der Meenung, datt dee Beamten, wann et zu enger Enquête sollt kommen, automatesch eng Assistance juridique zougesot soll kréien?

2. Sinn déi Häre Ministeren der Meenung, datt dee Beamten ëmmer d'Méiglechkeet vun enger psychologescher Betreiung soll ugebuede kréien?

Réponse commune (10.09.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

ad 1. Den Artikel 32 vum Staatsbeamtestatut reegelt dës Situatiounen a sengem Paragraf 4, dee Follgendes virgesäit:

« L'État protège le fonctionnaire ou l'ancien fonctionnaire contre tout outrage ou attentat, toute menace, injure ou diffamation dont lui-même ou les membres de sa famille vivant à son foyer seraient l'objet en raison de sa qualité ou de ses fonctions ainsi que contre tout acte de harcèlement sexuel et tout acte de harcèlement moral à l'occasion des relations de travail. Dans la mesure où il l'estime nécessaire, l'État assiste l'intéressé dans les actions que celui-ci peut être amené à intenter contre les auteurs de tels actes. Il en est de même pour les actions qui seraient intentées par des tiers ou par les autorités judiciaires contre le fonctionnaire en raison de sa qualité ou de ses fonctions devant les juridictions de l'ordre judiciaire. »

Dat heescht, dass de Staat seng Agente géint all Zorte vun Ugréff, déi se am Exercice vun hirer Funktioun erleide kéinten, schützt. Falls et néideg ass, assistéiert en se och, wann Drëttpersounen oder d'Justiz si an hirer Qualitéit oder Funktioun als Staatsbeamten usichen.

Wann den Agent oder Leit aus senger Famill dës Protektioun ufroen, hëlleft de Staat kuerzfristeg an onkompliziéiert.

D'Hëllef gëllt nëmme fir Situatiounen, déi een Zesummenhang mat der Funktioun hunn. Den Agent huet keen Urecht op Protektioun, wann et sech ëm Situatiounen aus dem Privatliewen handelt.

D'Hëllef gëllt och net, wann et sech ëm ee Litige mam Staat a senger Qualitéit als Employeur handelt. Disziplinaresch Enquêtë falen also net ënnert d'Protektioun.

Den Text schwätzt och net vun Assistance juridique, mee vun Assistenz. Dës kann also ganz variabel sinn, wéi zum Beispill intern Hëllef vu Juriste vum Staat oder awer och iwwert d'Prise en charge vun externen Affekotekäschten, bis zur Hëllef vun internen oder externe Psychologen.

Wa vun Assistenz rieds ass, heescht dat awer net, dass de Staat einfach nëmmen d'Käschten iwwerhëlt.

De Staat huet d'Missioun ze kucken, dass den Agent déi Hëllef kritt, déi erfuerdert ass, fir dass

him gehollef gëtt. D'Protektioun, déi de Staat offréiert, muss sënnvoll, effikass an adequat sinn. Dëst ass awer net anescht wéi bei aneren Hëllefen, déi de Staat gëtt. Als Verglach kann een do d'Assistances judiciaires nennen, wéi se vum Justizminister accordéiert ginn.

Assistenz heescht also net, sou wéi et oft behaapt gëtt, dass de Staat automatesch d'Affekotekäschte muss iwwerhuelen, mee de Begrëff vun der Assistenz ass méi wäit auszeleeën a kann och aner Ënnerstëtzunge bedeiten.

Allgemeng sinn déi bestoend Texter gutt an d'Praxis weist och, dass dem Agent gehollef gëtt, wann dat néideg ass.

ad 2. Schosswaffegebrauch an Uwendung vu schwéierer Gewalt a liewensgeféierleche Situatioune gehéiere leider zu den Eventualitéite vum Policeberuff a si fir Poliziste psychesch extreem belaaschtend. Esou ass et evident, datt Polizisten no esou Erfarungen ëmmer d'Méiglechkeet vun enger psychologescher Betreiung ugebuede solle kréien.

Question 4805 (05.08.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**aide humanitaire pour le Liban :**

De grujelege Virfall zu Beirut, wou et um Hafen zu enger Detonatioun komm ass, déi fir extreemt mënschlecht Leed gesuergt huet, ass lo genee ee Joer hir. An deem Kontext fënnt elo eng Konferenz zu Paräis statt, déi dem Libanon substanziell finanziell Moyenen zur Verfügung soll stellen. Et muss een dobäi awer wëssen, datt bei der libaneesescher Regierung Korruptioun leider ëmmer nach un der Dagesuerdnung steet. An deem Sënn ginn déi Stëmmen ëmmer méi haart, déi drop verweisen, datt virun allem privat Investisseuren an eng Rei ONGen den Opbau vun den zerstéierte Klinicken a Gebailechkeete gemeeschtert hunn an datt d'Spender allgemeng immens oppasse mussen, iwwert wéi eng Kanäl d'Gelder fir den Neesopbau vu Beirut fléissen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Ass d'Lëtzebuerger Regierung op där genannter Konferenz zu Paräis vertrueden?

2. Wa jo, wäert Lëtzebuerg op déser Konferenz och finanziell Engagementer vis-à-vis vum Libanon agoen? Wa jo, op wéi eng Zomm beleeft sech dës Hëllef a wéi engen zoustännegen Organer konkreet soll dës Hëllef zoukommen?

3. Wéi eng finanziell Engagementer - am Hibléck op d'Katastroph virun engem Joer - ass Lëtzebuerg bis elo fir de Libanon agaangen? Huet Lëtzebuerg direkt de libaneesesche Staat ënnerstëtzt oder sinn dës Gelder un aner Organer an Organisatioune gefloss? Wéi eng Organisatiounen an Organer waren dat? Wéi huet d'Regierung séchergestallt, datt dës finanziell Ënnerstëtzung och wierklech bei deenen ukënnt, déi et am meeschte brauchen?

Réponse (01.09.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1. Nee, Lëtzebuerg war net op der genannter Konferenz zu Paräis vertrueden.

ad 2. Lëtzebuerg war net op der genannter Konferenz zu Paräis vertrueden an ass keng weider finanziell Engagementer vis-à-vis vum Libanon agaangen.

ad 3. De libaneesesche Staat gouf finanziell net vu Lëtzebuerg ënnerstëtzt.

D'Direktioun fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten huet am August 2020 op Ufro vun der Fondatioun Caritas Lëtzebuerg an der Internationaler Federatioun vum Roude Kräiz béid Organisatioune finanziell ënnerstëtzt, fir en urgence op d'Katastroph vum 4. August am Hafe vu Beirut ze äntweren an deene vulnerabelste Leit zur Hëllef ze kommen. Et goufe 50.000 Euro, respektiv 100.000 Euro, fir déi gesoten Organisatioune bereetgestallt.

Dës Hëllef baut op eng laang Zesummenaarbecht mat deenen zwou genannten Organisatiounen op, déi op der Plaz mat lokale Partner - ënner aneren der Caritas Libanon an dem Libaneesesche Roude Kräiz - zesummeschaffen. All Partner engagéiert sech, déi héchstméiglech Standarden a Saachen Transparenz ze respektéieren an en detailléierte Rapport nom Enn vun de Projete virzeleeën.

Donieft ënnerstëtzt Lëtzebuerg all Joer de Central Emergency Response Fund (CERF) vun der UNO mat ronn fënnef Milliounen Euro. Dësen humanitäre Fong, dee virgesäit, a Krisesituatiounen, deene verschiddenen UN-Organisatiounen déi néideg finanziell Mëttelen zur Verfügung ze stellen, huet de 7. August 2020 decidéiert, sechs Milliounen US Dollar fir Beirut ze deblockéieren.

Lëtzebuerg huet nieft der finanzieller Ënnerstëtzung vu Partnerorganisatiounen an der UNO och nach e Mataarbechter vun der Direktioun fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten aus dem Ausseministère op Beirut geschéckt gehat, deen am Kader vun enger speziell forméierter Ekipp vun UNDAC (United Nations Disaster Assessment and Coordination) zoustänneg war fir d'Koordinatioun vun de verschiddenen Asazekippen a fir d'Evaluatioun vun de Besoinen op der Plaz.

Question 4806 (06.08.2021) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant les **problèmes informatiques des centres de vaccination :**

Mengen Informatiounen no géifen et elo schonn eng gewëssen Zäit Problemer mat der Informatik vun den Impfzentere ginn.

An deem Sënn géif den Accès via LuxTrust op den MSVAC (Programm fir d'Impfungen anzedroen an ze späicheren) mindestens zwee- bis dräimol an der Woch net funktionéieren. Dëst géif mat sech bréngen, datt d'Impfungen net kënnen ofgespäichert ginn an datt eng Procédure papier muss gemaach ginn, déi net nëmmen eng grouss Feelerquell (falschen Numm, falsch CNS-Nummer, asw.) bedeite kann, mee och vill méi Zäit pro Patient hëlt, wouduerch d'File d'attente méi grouss gëtt, an d'Rendez-vousen net méi agehale kënne ginn. Eng weider Konsequenz wier, datt den Impfpatient zudeem kee CovidCheck-Zertifikat no senger Impfung méi kritt.

En zousätzleche Problem wier, datt de Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE), dee samschdes déi informatesch Maintenance mécht, dës net kéint assuréieren, vu datt d'Impfzentere samschdes op hunn a soumat en „Dispatching" am Zenter net méiglech wier.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Huet d'Regierung vun dësen Informatiksproblemer Kenntnis geholl?

- Gesäit d'Regierung vir, dës Informatiksproblemer, wat d'Organisatioun an de Fonctionnement vun eisen Impfzenteren ugeet, ze analyséieren, fir datt séier eng Léisung fonnt gëtt an d'Feeler soumat op den absolutte Minimum reduzéiert ginn?

- Wat gesäit d'Regierung dans un premier temps vir, fir notamment d'Maintenance vum informatesche System vun eisen Impfzenteren ze assuréieren an ze garantéieren, datt den Impfpatient e CovidCheck-Zertifikat kritt mat deene richtegen Donnéeën?

Réponse commune (10.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Digitalisation :*

Et koum effektiv vereenzelt zu kuerzzäitegen Indisponibilitéiten, notamment vum LuxTrust-Modüll, mat deem de Benotzer sech an de Programm aloggt. An den Impfzentere waren also just déi Benotzer betraff, déi zu deem Zäitpunkt nach net ageloggt waren.

De CTIE plangt, d'Maintenance vun de Servicer, déi en ubitt, esouwäit ewéi méiglech ausserhalb vun de jeeweilegen Ëffnungszäiten ze realiséieren. Des Weidere sinn d'informatesch Infrastrukture redundant opgebaut, soudass och wann een Element wéinst enger Maintenance ausfält, de Service nach ëmmer disponibel bleift.

De CTIE assuréiert wärend den Ëffnungszäite vun den Impfzenteren, och samschdes, en IT-Support op der Plaz an huet, grad esou wéi seng Prestatairen, eng Permanence organiséiert, fir eventuell Problemer ze léisen. Esou ass séchergestallt, dass de CTIE a seng Prestatairë schnellstméiglech op informatesch Problemer, déi hir Servicer betreffen, kënne reagéieren.

Och déi ugeschwaten Indisponibilitéite konnte kuerzfristeg geléist ginn, esoudass de Fonctionnement vun den Impfzenteren net weesentlech gestéiert ginn ass.

Et sief och nach emol drun erënnert, dass all Persoun d'Méiglechkeet huet, hiren Impfzertifikat an hirem private Beräich vu myguichet.lu erofzelueden oder eng geprinte Versioun beim Gesondheetsministère iwwert eng myguichet.lu-Demarche oder iwwert d'Hotline vun der Santé unzefroen.

Question 4809 (06.08.2021) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant l'**amende contre Amazon prononcée par la CNPD :**

Le vendredi 30 juillet 2021, il a été révélé dans les médias que la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) avait sanctionné Amazon d'une amende record de 746 millions d'euros pour violation du Règlement général sur la protection des données (RGPD). Le géant américain, dont le siège européen se situe au Luxembourg et est donc soumis à la juridiction de la CNPD, est souvent pointé du doigt en raison de l'énorme quantité de données qu'il accumule sur ses clients et sociétés partenaires et l'usage dont il est fait de ces données.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Comme Amazon a annoncé vouloir faire appel, est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance d'une procédure qui aurait déjà été engagée contre la décision de la CNPD ? Est-ce que la CNPD dispose des ressources nécessaires pour éventuellement défendre sa décision devant un tribunal ?

2) Est-ce que cette décision de la CNPD a des répercussions sur les sociétés partenaires avec lesquelles Amazon travaille au Luxembourg, notamment en ce qui concerne la protection des données ? Si oui, lesquelles ?

3) Cette décision de la CNPD intervient alors que RTL a annoncé il y a peu une coopération avec Amazon. Monsieur le Ministre est-il informé de la coopération entre RTL et Amazon ? Quelle est son appréciation ? Compte tenu de la décision de la CNPD, Monsieur le Ministre estime-t-il que RTL devrait cesser sa coopération avec Amazon ?

Réponse (08.09.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1) Concernant l'affaire évoquée par les honorables Députés, la société concernée elle-même a choisi de révéler, dans une communication sur ses résultats pour le second trimestre 2021, la sanction que la CNPD lui a infligé et qu'elle souhaite se défendre. La Commission nationale pour la protection des données (CNPD), quant à elle, ne peut communiquer en détail sur un dossier spécifique, ni publier ses décisions qu'après l'épuisement des voies de recours, comme le rappelle la réponse à la question parlementaire n° 3980 du 30 mars 2021, ainsi que la déclaration de la CNPD du 6 août 2021 « concernant Amazon Europe Core SARL »[19]. Par ailleurs, il convient de noter que les décisions de la CNPD sont susceptibles d'un recours devant le Tribunal administratif, lequel statue comme juge du fond. Le délai pour introduire ce recours est de trois mois.

Les honorables Députés s'enquièrent des ressources nécessaires de la CNPD pour éventuellement défendre sa décision devant un tribunal. Le sujet des ressources, en général, de la CNPD avait été abordé dans le cadre de la question parlementaire précitée ainsi que dans la réponse à la question parlementaire n° 2479 du 3 juillet 2020 concernant le « premier bilan de l'application du RGPD », sur base de la comparaison avec les ressources attribuées à ses homologues et rapportées à la population. Le Comité européen de la protection des données (« EDPB » en anglais) a publié une « vue d'ensemble des ressources allouées aux autorités de protection des données par les États membres et sur les actions de contrôle de ces autorités » datée du 5 août 2021[20]. Dans ce rapport, il est possible de constater que l'autorité luxembourgeoise est l'une des cinq autorités qui considèrent que le budget qui lui est alloué est suffisant pour l'exercice de leurs activités.

ad 2) + 3) Il n'est pas possible de répondre à ces questions, étant donné que la CNPD n'est pas en mesure de rendre public, à l'heure actuelle, le fond de la décision, tel qu'indiqué ci-dessus.

En outre, il ne revient pas au Ministre des Communications et des Médias de commenter une coopération entre deux sociétés privées, RTL et Amazon.

Question 4811 (06.08.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **moratoire sur chemins forestiers :**

Viru Kuerzem huet den Ëmweltministère e Moratoire op nei Weeër duerch de Bësch fir zwee Joer decidéiert. Gläichzäiteg ass den Ausbau vum Vëlospistereseau zu Lëtzebuerg eng zentral Prioritéit, net nëmme vun der Regierung, mee och op lokalem Plang, woubäi allerdéngs eng ganz Partie Vëlosweeër och duerch de Bësch gi respektiv solle goen.

Donieft soll och d'Quantitéit un Holz, dat dierf gehae ginn, vun 120.000 m³ op 30.000 m³ reduzéiert ginn.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Wirtschaftsminister follgend Froe stellen:

1. Si vun dësem Moratoire och nei national a kommunal Vëlosweeër, déi duerch e Bësch ginn, betraff?

2. Wa jo, wéi eng Vëlosweeër wiere genee betraff?

3. Wat sinn d'Konsequenze vun der Reduktioun vun Holz, dat dierf gehae ginn, op d'Entwécklung vun enger lokaler Wäertschëpfungsketten am Beräich vum Holz (Wood Cluster)?

Réponse commune (12.10.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. + 2. Fir d'éischt ass ze bemierken, datt ee Vëloswee am Bësch keen normale Bëschwee ass an also net de facto ënnert de Moratoire fält. De Moratoire fir Bëschweeër bezitt sech och just op déi ëffentlech Lafholzbëscher.

D'Stroossebauverwaltung lancéiert entspriechend Ëmweltetüden, soubal ee geplangten nationale Vëloswee:

- eng Schutzzon duerchfiert oder un eng ugrenzt (Gebietsschutz). Nom nationalen Naturschutzgesetz gëtt den Impakt vun esou Projeten op déi europäesch geschützten Zonen (Natura 2000) an déi virkommend Aarten no enger festgeluechter Prozedur evaluéiert. Dës Prozedur besteet aus verschiddene Phasen, déi ënnert dem Artikel 32 vum Naturschutzgesetz (loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles) beschriwwe sinn;
- geschützten Aarte beanträchtegt (Aarteschutz). Och hei gëtt et eng Virgoensweis, fir déi europarechtlech streng geschützten Aarten ze analyséieren an esou den Impakt ze bewäerten. Hei sinn d'Artikelen 18 bis 28 vum Naturschutzgesetz maassgeeblech;
- ee Biotop zerstéiert (Habitat- und Biotopschutz). No den Artikele 14, 17 an 21 vum Naturschutzgesetz a weidere Reglementer sinn déi Strukturen ze erfaassen an ze bewäerten. Et ginn op där Basis Kompensatiounen duerchgefouert an/oder eng „taxe de remboursement" (Ökopunkten) bezuelt, fir Kompensatiounen-Moossnamen ze finanzéieren.

Op Basis vun dësen Etüde gëtt ee Projet ausgeschafft an uschléissend gëtt eng Ufro fir eng Autorisatioun, konform zum Naturschutzgesetz, beim Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) fir de Bau gestallt.

ad 3. Et ass zu kengem Moment vum MECDD matgedeelt ginn, dass den Holzaschlag op 30.000 m³ soll reduzéiert ginn. Dat ass eng falsch Interpretatioun vum Mouvement écologique a senger Kommunikatioun vum 12. Juli 2021.

Am Kader vum Workshop „Résilience forêt", deen de 15. Juni stattfonnt huet, huet den MECDD matgedeelt, dass an den ëffentleche Lafholzbëscher an Zukunft net méi wéi 60 % vum järlechen Holzzouwuess vun 200.000 m³ solle genotzt ginn. Dat sinn ca. 120.000 m³. Dës Decisioun ass aus Virsiichtsgrënn geholl ginn a berout op Berechnungen aus der „Étude du potentiel de la biomasse forestière récoltable au Luxembourg" aus dem Joer 2020. Domat soll d'Resilienz vun de Lafholzbëscher verbessert ginn an och den Holzvolumen am Bësch gesteigert ginn, fir méi Kuelestoff ze späicheren als Bäitrag zum Klimaschutz.

Als Konsequenz vun den dräi aussergewéinlech dréchenen a waarme Summeren 2018 bis 2020 ass den Holzaschlag an den ëffentleche Lafbëscher am Joer 2020 souguer op 80.000 m³ gedrosselt ginn, an dëse Volume soll och am Joer 2021 net iwwerschratt ginn. Dës zousätzlech Reduzéierung vum Holzaschlag kann doduerch erkläert ginn, dass vill Beem, déi an de leschte Joren ofgestuerwe sinn, musse gefält ginn, an dass den Ekosystembësch net nach zousätzlech strapazéiert soll ginn.

Wat d'Konsequenze vun dëser Reduktioun vum Holzaschlag op déi lokal Wäertschëpfungsketten am Beräich Holz betrëfft, gëllt et ze bedenken, dass nëmmen ee klengen Deel vun dem recoltéierten Holz fir méi héichwäerteg Zwecker genotzt gëtt. Lokal méi héichwäerteg Produkter aus Holz wäerten deemno och an Zukunft mat enger Reduktioun vum Holzaschlag nach kënnen hiergestallt ginn.

Question 4813 (09.08.2021) de **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant le **nouveau radar « Stäreplaz » :**

Depuis fin juillet, le nouveau radar à la place de l'Étoile à Luxembourg-ville est opérationnel. Ce dernier contrôle aussi bien le respect de la vitesse maximale autorisée que le respect des feux rouges.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics peut d'ores et déjà tirer un premier bilan en fournissant les données suivantes :

1) Combien de cas de non-respect des feux rouges ont été constatés depuis la mise en service du radar ? En combien de points de permis de conduire perdus ces cas se sont-ils traduits ?

2) Combien de cas de non-respect de la limitation de vitesse ont été constatés, ventilés par les montants d'amende de 45 et de 145 euros ?

[19] https://cnpd.public.lu/fr/actualites/international/2021/08/decision-amazon-2.htm

[20] Overview on resources made available by Member States to the Data Protection Authorities and on enforcement actions by the Data Protection Authorities (disponible en anglais) : https://edpb.europa.eu/our-work-tools/our-documents/other/overview-resources-made-available-member-states-data-protection

3) Sachant que la vitesse maximale autorisée à la place de l'Étoile est de 50 km/h, est-ce que des cas de délit de grande vitesse ont été constatés ?

4) Combien d'automobilistes ont cumulé les infractions de non-respect des feux rouges et de non-respect de la vitesse maximale autorisée ?

Réponse (27.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Le premier bilan, dont les éléments sont fournis ci-après, se base sur le premier mois de service du radar « feux rouges » à la « Stäreplaz », mis en service le 23 juillet 2021.

ad 1) 582 cas de non-respect des feux rouges ont été constatés depuis la mise en service du radar. Chaque non-respect des feux rouges s'est traduit par une perte de deux points de permis de conduire. Les 582 cas représentent donc 1.164 points de permis de conduire perdus.

ad 2) 476 cas de non-respect de la limitation de vitesse ont été constatés. Toutes ces infractions ont été sanctionnées par une amende de 49 euros. Aucune infraction de 145 euros n'a été constatée.

ad 3) Aucun cas de délit de grande vitesse n'a été constaté.

ad 4) 36 automobilistes ont cumulé une infraction de non-respect des feux rouges et de non-respect de la vitesse maximale autorisée.

Question 4815 (10.08.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **élections législatives en Russie :**

En date du 19 septembre prochain auront lieu dans la Fédération de Russie des élections législatives pour désigner les membres de la « Duma ». Comme lors des neufs élections précédentes, l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) avait l'intention d'y déléguer des observateurs afin de surveiller le déroulement de ces élections.

Le Luxembourg avait d'ailleurs également prévu d'y participer avec des membres de la Chambre des Députés. Pour assurer une mission adéquate, le partenaire de l'OSCE, l'ODIHR (Office for Democratic Institutions and Human Rights), avait proposé une délégation de 80 observateurs à long terme et 450 observateurs à court terme. Or, suite à une décision des autorités russes, basée sur la crise sanitaire actuelle Covid-19, seulement une délégation de dix observateurs de l'OSCE sera autorisée à surveiller les élections.

En dépit d'une intervention de la présidente de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, les autorités russes maintiennent leur décision. D'après l'ODIHR, une surveillance des élections sous ces conditions n'est pas possible selon les méthodes toujours appliquées. La mission a donc dû être annulée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant à cette décision de la Fédération de Russie ?

2) En renvoyant sur la crise sanitaire actuelle pour limiter d'une manière très contraignante le nombre des observateurs, est-ce que les autorités russes ne risquent pas de s'exposer au soupçon qu'ils ne souhaitent pas que des surveillants externes soient présents lors de ces élections, d'autant plus que depuis le début de la crise sanitaire pas moins de neufs missions de l'OSCE avaient été organisées, dont entre autres une avec 50 membres aux États-Unis en novembre 2020 et une avec 70 participants lors des élections récentes en Arménie ?

3) Est-ce que la limite du nombre d'observateurs de l'OSCE imposée par la Fédération de Russie est compatible avec une attitude transparente face aux élections prévues, sachant que la Russie est également membre du Conseil de l'Europe ?

Réponse (02.09.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Le Gouvernement luxembourgeois regrette cette décision de la Fédération de Russie.

ad 2) Le Gouvernement luxembourgeois ne souhaite pas spéculer sur les raisons qui ont amené la Fédération de Russie à imposer des limitations importantes par rapport au nombre d'observateurs internationaux. Le communiqué officiel conjoint du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE et de l'Assemblée parlementaire (AP) de l'OSCE du 4 août 2021 stipule toutefois que la Fédération de Russie n'a pas fourni de précisions suffisantes pour expliquer le lien entre les limitations imposées et l'empêchement de la propagation du virus. Dès lors, le Luxembourg soutient la décision du BIDDH et de l'AP de l'OSCE d'annuler leur mission d'observation.

ad 3) Des élections libres et compétitives constituent le fondement de toute société démocratique et les missions d'observation de l'OSCE ont démontré leur pertinence dans ce domaine au fil des années. En ce qui concerne une observation des élections par le Conseil de l'Europe (CdE), le bureau de l'Assemblé parlementaire du CdE devrait faire le point le 6 septembre quant à ses missions d'observation électorale en automne.

Question 4816 (10.08.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **campagne de recrutement de volontaires pour le CGDIS :**

Fir weider Persoune fir den Déngscht beim CGDIS ze begeeschteren, gouf d'Campagne „Dofir gemaach" lancéiert. Ënnert dem Motto: „Bass och du verantwortungsvoll, dynamesch an engagéiert? Da bass du dofir gemaach", soll a kuerze Videoen de Beruff vum Pompjee virgestallt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch Detailer zu dëser Campagne ginn (Agence, Käschten ...)?

2. Gouf fir dës Campagne op Fräiwëlleger respektiv Professioneller vum CGDIS zeréckgegraff, fir am Video hir Aarbecht ze presentéieren, oder goufe Leit vun ausserhalb fir dëse Video engagéiert?

3. Falls Externer geholl goufen, ass d'Madamm Ministesch der Meenung, datt Fräiwëlleger a Professioneller de CGDIS net gutt genuch representéieren?

Réponse (27.08.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Virop wëll ech kloerstellen, dass d'Organisatioun vun enger Rekrutéierungscampagne eleng an d'Kompetenz vum CGDIS fält. De CGDIS ass en Établissement public, deen ënnert der Opsiicht vun engem Verwaltungsrot steet an dee paritéitesch mat Vertrieder vum Staat a Gemenge besat ass. D'Entscheedungen, ewéi déi zum Beispill iwwert d'Rekrutéierungscampagne, ginn dofir intern am CGDIS getraff. De CGDIS entscheet eleng, wéini e wéi eng Campagne mécht, als Inneministesch mëschen ech mech do net an.

Ech wëll den Deputéierten trotzdeem iwwer follgend Detailer, déi ech beim CGDIS nogefrot hunn, informéieren.

Dës Campagne, déi nach bis den 31. August leeft, riicht sech u jonk an dynamesch Fraen a Männer, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, déi den néidegen Teamgeescht opweisen an de Wonsch hunn, fir Leit an Nout ze hëllefen. Genau sou Kandidatinnen a Kandidate sinn ausgesicht ginn, fir de Film ze realiséieren. Déi dräi Haaptpersonnagen, déi am Video ze gesi sinn, si professionell Schauspiller, déi vun der Agence engagéiert gi sinn, wärend alleguer déi aner Persounen, déi am Bild ze gesi sinn, fräiwëlleg an haaptberufflech Mataarbechter vum CGDIS sinn.

De CGDIS huet zesumme mat der Produktiounsfirma entscheet, op dräi Persounen zeréckzegräifen, déi berufflech Erfarung mat professionelle Videoproduktiounen hunn a wärend den Dréiaarbechten onageschränkt disponibel waren.

Dëse Clip weist d'Realitéit an d'Villfältegkeet vum Beruff vum Pompjee, leet awer och en Accent op d'Formatioun, déi d'Stagiairë mussen absolvéieren.

Nodeems dräi Agencen hir Propose virgestallt hunn, ass de gemeinsame Projet vun den Agence Skin an Headroom vum CGDIS zeréckbehale ginn. D'Gesamtkäschte vun der Produktioun (de Film, kuerz Videoen, dräi Affichë mat Declinaisoune fir d'sozial Medien an de Radiospot) belafe sech op 25.650 Euro (ouni TVA).

Schlussendlech wëll ech ënnersträichen, dass déi fräiwëlleg an haaptamtlech Fraen- a Männerpompjeeën de CGDIS all Dag wärend hirem onermiddlechen Asaz am Déngscht vun der Bevëlkerung gutt representéieren an esou permanent dozou bäidroen, datt sech weider Fraen a Männer fir d'Wuel vun hire Matmëschen engagéieren.

Question 4817 (10.08.2021) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant les **institutions européennes au Luxembourg :**

La présence des institutions, organes, organismes et services de l'Union européenne à Luxembourg est encadrée par une série d'accords dont le dernier, signé en décembre 2015, porte le nom de la Vice-Présidente de la Commission européenne de l'époque, Kristalina Georgieva, et de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes. Cet accord, dit « Georgieva-Asselborn », prévoit le renforcement des « pôles juridique, financier et numérique ». La Commission s'engage par ailleurs à maintenir le statu quo, « en tenant compte, non seulement du nombre des effectifs, mais aussi de la qualité relative des postes, de façon à maintenir dans le temps l'importance des fonctions confiées au site de Luxembourg ».

En dépit des dispositions spécifiques de cet accord concernant notamment la possibilité « de déléguer davantage l'exécution de certains programmes et de renforcer en personnel à cette fin l'agence exécutive CHAFEA », la Commission a décidé l'année dernière de réorganiser ses agences exécutives à Bruxelles, ce qui a entraîné la perte d'environ 80 postes d'agents pour le Luxembourg. De même, le transfert mentionné dans l'accord des « 118 ETP originaires de l'OLAF qui devaient intégrer l'EPPO » n'a pas eu lieu.

Dans un article publié sur luxtimes.lu, intitulé « EU must pay staff in Luxembourg more, watchdog says », il est question d'une lettre adressée par le Secrétaire général de la Cour des comptes, Zacharias Kolias, au Commissaire européen en charge du budget et du personnel, Johannes Hahn, lui faisant part des « difficultés palpables » de certaines institutions européennes pour recruter du personnel à Luxembourg.

L'accord « Georgieva-Asselborn » prévoit des modalités de suivi détaillé de l'évolution des effectifs. Ainsi, en réponse à la question parlementaire n° 4577 du 29 juin 2021, Monsieur le Ministre affirme que « le nombre absolu de fonctionnaires et agents européens travaillant à Luxembourg a augmenté considérablement ces cinq dernières années, passant d'environ 12.000 fonctionnaires et agents en 2015 à plus de 14.000 fonctionnaires et agents en 2020 ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quels institutions, organes, organismes et services de l'Union européenne ont augmenté leurs effectifs de manière assez importante pour expliquer l'évolution positive du nombre absolu de fonctionnaires et agents européens travaillant au Luxembourg alors que les effectifs d'autres institutions ont diminué ? Monsieur le Ministre peut-il présenter une analyse détaillée (par année) de l'évolution des effectifs pour chaque institution européenne présente à Luxembourg ?

2) L'augmentation du nombre absolu de fonctionnaires et agents européens travaillant à Luxembourg est-elle structurelle ou conjoncturelle ? Est-ce que les postes crées sont des postes de fonctionnaires permanents ? Qu'en est-il des postes qui ont été transférés à Bruxelles : s'agissait-il de postes de fonctionnaires permanents ?

3) Est-ce que l'évolution des effectifs des pôles juridique, financier et numérique est similaire d'un pôle à l'autre ? Si cela n'était pas le cas, pourquoi est-ce que certains pôles se développent plus que d'autres ?

4) Comme le rapportent les médias, l'écart du coût de la vie entre Bruxelles et Luxembourg ne cesse d'augmenter, alors que la rémunération des fonctionnaires et agents européens travaillant dans ces deux villes reste équivalente. Quel effet l'érosion continue et prévisible du pouvoir d'achat des fonctionnaires et agents européens travaillant au Luxembourg aura sur leurs conditions de vie et de travail ? Comment est-ce que le Gouvernement entend intervenir auprès de la Commission européenne ?

Réponse (10.09.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) La croissance du nombre absolu de fonctionnaires et agents affectés au Luxembourg entre 2015 et 2020 s'explique en premier lieu par une hausse significative des effectifs du groupe BEI, ce dernier étant constitué de la Banque européenne d'investissement (BEI) et du Fonds européen d'investissement (FEI). S'y ajoute une hausse des effectifs de la Cour de justice de l'Union européenne, de la Cour des comptes européenne, du Centre de traduction des organes de l'Union européenne et du Mécanisme européen de stabilité (ESM).

L'établissement de l'Entreprise commune européenne pour le calcul à haute performance (EuroHPC) tout comme du Parquet européen a contribué également à consolider la présence des institutions, organes et agences européennes au Grand-Duché. Conformément aux décisions prises au niveau de l'Union européenne, ces deux nouveaux organes de l'UE doivent d'ailleurs connaître encore des hausses de leurs effectifs au cours des prochaines années.

S'agissant de la Commission européenne (y inclus l'Office des publications de l'Union européenne), du Parlement européen et des deux Écoles européennes au Luxembourg, leurs effectifs sont restés relativement stables entre 2015 et 2020.

Le tableau des effectifs de chaque institution ou agence est adopté annuellement par l'autorité budgétaire compétente, ce dans le cadre de la procédure budgétaire.

ad 2) Le nombre absolu de fonctionnaires et agents européens travaillant au Luxembourg est toujours le résultat de facteurs aussi bien structurels que conjoncturels. En effet, l'octroi de nouvelles missions par les États membres et/ou une charge de travail accrue peut servir d'explications pour les hausses des effectifs des institutions et agences susmentionnées, sans oublier l'impact de l'établissement de nouveaux organes tels que le Parquet européen et l'Entreprise commune EuroHPC.

Selon les informations dont dispose le Gouvernement, ont été créés au Luxembourg entre 2015 et 2020 avant tout des postes de fonctionnaires permanents et d'agents temporaires.

Quant au transfert des postes de l'agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation (CHAFEA) de Luxembourg vers Bruxelles, il s'est agi, selon les informations à notre disposition, de 20 postes d'agents temporaires et de 59 postes d'agents contractuels. À noter qu'un certain nombre de membres du personnel a pu trouver auprès d'autres institutions, organes et agences européens un nouvel emploi au Luxembourg.

ad 3) Les pôles juridique, financier et numérique ne sauraient être séparés strictement, vu les chevauchements entre ces pôles. De manière générale, on peut dire que chacun des trois pôles a pu être consolidé voire renforcé au cours des dernières années, y compris grâce aux nouveaux instruments financiers de l'UE et à l'implantation au Luxembourg du Parquet européen et de l'Entreprise commune EuroHPC.

Pour sa part, le Gouvernement poursuivra ses efforts visant à développer davantage encore la présence des institutions et agences européennes au Grand-Duché, en mettant l'accent aussi sur l'expertise et le potentiel de synergies des institutions, organes et services présents au Luxembourg, y compris dans des domaines comme la santé et le E-Health.

ad 4) D'après l'étude comparative sur le coût de la vie à Luxembourg et Bruxelles, commanditée par la Commission européenne en 2019, il y aurait un écart du coût de la vie de 10,5 % entre Luxembourg et Bruxelles. Du point de vue du Gouvernement, cet écart significatif justifie la poursuite des réflexions relatives à des pistes de solution potentielles, y inclus l'option d'un coefficient correcteur pour le Luxembourg, qui pourraient être adoptées au niveau de l'Union européenne pour compenser cette différence du coût de la vie. Le Luxembourg continue d'agir en ligne avec cette position lors de nos contacts avec la Commission européenne, et ce à tous les niveaux.

Question 4818 (10.08.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination de personnes soignées à domicile :**

Sou wéi et mir zougedroe gouf, verfüge Leit, déi doheem vun hirer Famill als Fleegefall versuergt ginn, net iwwer d'Méiglechkeet, sech och doheem impfen ze loossen, well si domat net zu engem Netzwierk vun der sozialer Fleeg gehéieren. Wann déi Leit opgrond vun ageschränkter Mobilitéit iwwer keng Méiglechkeet verfügen, an den Impfzentrum ze gelaangen, hunn si net onbedéngt nach eng Méiglechkeet, fir sech impfen ze loossen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Froe stellen:

1. Sinn der Madamm Minister sou Virgäng bekannt?

2. Wann d'Äntwert op d'Fro virdru jo ass, wéi gedenkt si deene Leit ze hëllefen, dat och am Hibléck dorop, datt vu Säite vun der Regierung eng réckgängeg Impfbereetschaft vun der Bevëlkerung beklot gëtt?

3. Besteet d'Méiglechkeet, datt déi Leit sech kéinte bei engem mobillen Impfdéngscht umellen?

Réponse (03.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Comité de pilotage, deen zouständeg ass fir d'Impfungen, huet virun e puer Méint d'Prozeduren definéiert, déi och vum Regierungsrot validéiert goufen, fir datt déi Leit, déi sech duerch medezinnesch Grënn net an en Impfzentrum deplacéiere kënnen, sech och impfe loosse kënnen.

An enger éischter Phas konnten dës Leit eng Demande maachen, fir vun de mobillen Impfekippe geimpft ze ginn. Säitdeem eng ganz Rei liberal Dokteren d'Impfung awer och an hire Privatpraxen ubid-

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

den an och bei hir Patienten heemginn, fir Impfungen ze maachen, kommen déi mobill Impfekippe fir dës Leit net méi zum Asaz.

Leit, déi doheem gefleegt ginn an net bei engem Réseau d'aides et de soins affiliéiert sinn, hunn deemno elo d'Méiglechkeet, op e liberalen Dokter zeréckzegräifen, deen d'Impfung bei dës Leit heem maache kënnt. Eng Lëscht vun den Dokteren, déi dës Méiglechkeet ubidden, kann een um Site covid19.lu fannen.

Question 4819 (10.08.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **prime à la publication d'une création littéraire :**

Iwwert guichet.lu kënnen Auteuren an Illustrateuren, déi ee Buch publizéiert hunn, eng Prime à la publication d'une création littéraire ufroen.

Am Rapport d'activité vum Fonds culturel national fir d'Joer 2020 kann een d'Aiden an d'Subventiounen noliesen, déi dat Joer, ënner anerem, u Projeten aus de Beräicher Musek, Theater a Literatur gaange sinn. Am Beräich Literatur goufen 2020 34 Projete mat ronn 103.000 € ënnerstëtzt. 2019 ware 36 Projete mat ronn 92.000 € ënnerstëtzt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wat war den héchste Montant un Aiden a Subventiounen, deen 2020 un ee Projet am Beräich Literatur gaangen ass?
Wat war den niddregsten?

2. Op Basis vu wéi enge Krittäre gëtt entscheet, wéi héich d'Subventioune fir déi eenzel Projete sinn?

3. Kann d'Ministesch Zuele ginn, wéi héich d'Oplage vun den eenzele literaresche Wierker waren, déi 2020 ënnerstëtzt goufen?

4. Vun der Prime à la publication d'une création littéraire kënnen Auteuren, déi eng Iwwersetzung oder een historescht Wierk publizéiert hunn, net profitéieren.
Kënnen dës Auteure vun anere staatleche Hëllefe profitéieren?

Réponse (16.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Den honorabelen Deputéierte saiséiert mech mat enger Fro iwwert d'Aiden a Subventiounen am Beräich Literatur. Et schéngt mir nëtzlech, am Virfeld ze preziséieren, datt am Referenzjoer 2020 souwuel de Fonds culturel national (Focuna), en Établissement public ënnert der Tutelle vum Kulturministère, wéi och de Kulturministère selwer finanziell Ënnerstëtzungsmesuren am Beräich Literatur an Editioun ugebueden hunn an och nach weider ubidden.

Follgend Dispositiver stoungen 2020 zur Verfügung[21]:

Kulturministère

- Subsides pour la réalisation de projets culturels au Luxembourg fir
• Associatiounen,
• Particulieren,
• Gemengen;
- Aides à la mobilité[21] fir
• Associatiounen,
• Particulieren;
- Aide aux revues culturelles pour éditeurs;
- Participation aux frais de traduction;
- Prime à la publication d'une création littéraire;
- Participation à la mobilité des éditeurs[21];
- Bourse d'aide à la création, au perfectionnement et au recyclage artistique.

Donieft gëtt et nach
- de järleche Concours littéraire national;
- de Prix Batty Weber, deen all dräi Joer vergi gëtt.

Am Joer 2020 huet de Kulturministère kulturell Projeten am Literatur- an Editiounsberäich mat 228.115 EUR ënnerstëtzt. Donieft gouf 2020 eng nei Konventioun mat der Federatioun A:LL Schrëftsteller*innen an Héicht vun 18.000 EUR agefouert.

Am Kader vum Plan de relance Neistart Lëtzebuerg - Culture, dee mat 5 Milliounen EUR dotéiert war, goufen am Beräich Literatur, nieft dem Dispositif vun de Bourses de « résidence à domicile », nach 200.000 EUR am Kontext vum Dispositif Soutien à la commande d'écriture d'œuvres dramatiques accordéiert.

Focuna

- Aide à l'édition : revues littéraires, culturelles ou patrimoniales;
- Aide à l'édition : auteurs luxembourgeois auprès d'éditeurs étrangers;
- Aide à l'édition : auteurs luxembourgeois auprès d'éditeurs luxembourgeois;
- Aide à la mobilité[21].

[21] Zanter dem Summer 2021 ass Kultur|LX domadder beoptraagt, d'Aides à la mobilité vum Kulturministère a vum Focuna auszeféieren.

2020 huet de Focuna 102.924 EUR un Aiden a Subventiounen am Beräich vun der Literatur accordéiert. Dëse Montant mécht ronn 59 % vun de punktuellen Aiden a Subventiounen aus, déi de Focuna an deem Joer attribuéiert huet.

ad 1. Beim Kulturministère war den héchste Montant un Aiden a Subventiounen, deen 2020 un ee Projet am Beräich Literatur gaangen ass, 50.000 EUR. Den niddregste war 126 EUR.

Beim Focuna war den héchste Montant 3.500 EUR an den niddregsten 184,10 EUR.

ad 2. D'Krittäre fir déi uewen opgelëschten Aiden, Subsiden, Bourssen a Präisser sinn op de respektive Sitte mc.gouvernement.lu a focuna.lu erëmzefannen. Unhand vun dëse Krittäre ginn z. B. de Professionalismus vun engem Projet, seng Efforten, fir de Public ze erreechen, oder d'Proportionalitéit vun der staatlecher Hëllef par rapport zu anere Finanzéierungsquelle gemooss.

ad 3. D'Oplage vun de literaresche Wierker, déi 2020 ënnerstëtzt goufen, situéiere sech gewéinlech ëm déi 150 Exemplairë fir Gedichtbänner an tëscht 1.000 an ongeféier 1.250 fir e Roman.

ad 4. Auteuren, déi eng Iwwersetzung oder een historescht Wierk publizéiert hunn an dofir net fir eng Prime à la publication d'une création littéraire eligibel sinn, kënne souwuel vun enger Participation aux frais de traduction vum Kulturministère wéi vun den Aides à l'édition vum Focuna profitéieren.

Question 4825 (10.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **répartition des compétences des ministères :**

Laut dem Artikel „Asselborn concedes nine NSO entities present in Luxembourg", deen den 21. Juli an der „Luxembourg Times" publizéiert gouf, huet den Här Bausseminister rezent eng Rei Bréiwer un israeelesch Firmae fir Spionagesoftware mat enger Néierloossung zu Lëtzebuerg verschéckt, mam Zil, dës Firmaen no eegener Ausso un hir Mënscherechtsobligatiounen ze erënneren.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Fält d'Reglementatioun vu privaten Entreprisen zu Lëtzebuerg an d'Kontroll vum Respekt vun der entspriechender lëtzebuergescher Legislatioun net ënnert d'Kompetenz vum Här Minister fir Ekonomie? An ass net den Här Minister fir Ekonomie zoustänneg fir de Baussenhandel an d'Lizenzamt?

2. Falls jo, huet den Här Bausseminister seng Kompetenzen hei zum Nodeel vun anere Ministèren iwwerschratt? Wéi eng Konsequenze géifen den Här Staatsminister an den Här Minister fir Ekonomie aus dësem Verhalen zéien?

Réponse commune (10.09.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Opgrond vum groussherzoglechen Arrêté vum 5. Dezember 2018 iwwert d'Zesummestellung vun de Ministèrë gehéieren den Aussenhandel an den Office du contrôle des exportations, des importations et du transit (OCEIT), also dat fréiert Lizenzamt, zu den Attributiounen, déi ënnert d'Zoustännegkeet vum Wirtschaftsminister falen.

D'Exportkontrollgesetz vum 27. Juni 2018 gesäit eng gedeelte Kompetenz tëschent béide Ministeren a follgende Fäll fir: « [...] les autorisations sont accordées par les ministres, procédant par décision commune, lorsqu'il s'agit d'opérations d'exportation, de transit, de transfert, de courtage, d'assistance technique ou de transfert intangible de technologie portant sur des produits liés à la défense des biens visés à l'article 35 ou des biens à double usage ».

Op Basis vun dëser gedeelter Kompetenz haten déi zwee Ministeren sech iwwert d'Virgoensweis am Fall Pegasus ausgetosch. Mat Bléck op d'Efforten, déi vum Ausseministère, an enker Zesummenaarbecht mam Wirtschaftsministère, koordinéiert ginn, fir zu enger méiglecher gesetzlecher Verankerung vun enger Suergfaltsflicht a Saache Mënscherechter fir Entreprisen, déi zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn, ze kommen, ass decidéiert ginn, dass den Ausseminister den Entitéite vum NSO Group Bréiwer schreiwe géif.

Et ass deemno net zu enger Iwwerschreidung vu Kompetenze vun engem Minister zum Nodeel vun engem anere Minister komm.

www.chd.lu

Question 4829 (11.08.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **première classe dans les trains des CFL :**

Am Februar 2020 (QP Nr. 1840) hunn ech de Mobilitéitsminister gefrot, ob et net sënnvoll wier, d'Zwee-Klassen-Trennung an den Zich ofzeschafen. De Minister huet erkläert, dass net virgesinn ass, d'éischt Klass ofzeschafen. Tëschenzäitlech brauchen d'Passagéier fir eng Plaz an der zweeter Klass keen Ticket méi, Leit déi wëllen éischt Klass fueren, mussen sech nach ëmmer ee kafen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Passagéier si säit dem Mäerz 2020 an der zweeter Klass matgefuer a wéi vill an der éischter Klass?

2. Wéi vill Recetten hunn d'CFL säit Mäerz 2020 duerch de Verkaf vun Tickete fir d'éischt Klass generéiert?

Réponse (03.09.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Säit dem Mäerz 2020 si 14.216.301 Passagéier an der zweeter Klass matgefuer an 294.831 an der éischter. Am Ganze sinn dat 14.511.132 Passagéier, déi an der Zäit vu Mäerz 2020 bis Juli 2021 mam Zuch matgefuer sinn.

Duerch de Verkaf vun 33.293 Tickete fir d'éischt Klass, hunn d'CFL 413.952 Euro Recettë generéiert, dëst vu Mäerz 2020 bis August 2021.

Question 4830 (11.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **divorce de ressortissants érythréens :**

An der parlamentarescher Fro Nr. 4522 vum 18. Juni 2021 gouft Dir gefrot, ob der Regierung Donnéeë virleien, wat d'Finanzéierung vu Scheedunge vun eritreeësche Staatsbierger zu Lëtzebuerg betrëfft, an ob zum Zweck vun esou Scheedungen Affekoten iwwert d'Assistance judiciaire bezuelt ginn. Dorop huet d'Regierung follgendermoosse geäntwert: „Der Regierung leie keng Donnéeë vir, wat d'Finanzéierung vun dëse Scheedunge betrëfft."

Weiderhi gouf d'Regierung gefrot, wéi vill vun dëse Leit am Moment, wou si sech scheede loossen, hei zu Lëtzebuerg de Revenu d'inclusion sociale kréien. Op déi Fro huet d'Regierung geäntwert, datt de Fonds national de solidarité, deen dem Familljeministère ënnerstallt ass, keng Statistike féiert, wat d'Nationalitéit vu REVIS-Bezéier ugeet.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Asyl- an Immigratiounsminister an un d'Madamm Justizminister:

1. Kann d'Regierung preziséieren, datt déi 62 Scheedunge vun eritreeësche Staatsbierger, déi tëscht 2018 an 2021 vu Lëtzebuerger Geriichter gesprach goufen, net iwwer Lëtzebuerger Steiergelder finanzéiert goufen? Firwat gëtt et dozou keng Statistik?

2. Kann d'Regierung erklären, firwat de Fonds national de solidarité, deen dem Familljeministère ënnerstallt ass, keng Statistike féiert, wat d'Nationalitéit vu REVIS-Bezéier ugeet? Heescht dat konkreet, datt een, fir de REVIS ze kréien, a senger Demande net mol déi eegen Nationalitéit muss uginn?

Réponse commune (10.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. D'Nationalitéit vun enger Persoun ass eng Informatioun, déi gefrot gëtt am Ufank vun der Prozedur, fir ze kucken, ob eng Ufro op Assistance judiciaire recevabel ass an ob d'Konditioune vum Artikel 37-1(1) vum Gesetz vum 10 August 1991 iwwert d'Affekoten erfëllt sinn.

Anerersäits kann esou och dem Demandeur, wann en nach keen Affekot huet, een Affekot zougeuerdent ginn, mat deem den Demandeur kommunizéiere kann.

Wann eng Demande op Assistance judiciaire bis accordéiert ass, gëtt déi Informatioun awer net als Statistik encodéiert, well se u sech net pertinent ass.

Déi Donnéeën, déi encodéiert ginn, sinn den Numm, Virnumm, d'Matricule, d'Adress vum Demandeur a wat de Sträitpunkt ass.

ad 2. D'Recht, fir de Revenu d'inclusion sociale (REVIS) ze kréien, ass net un d'Nationalitéit vum Demandeur gebonnen, mee un d'Konditioun, fir vun engem Droit de séjour ze benefisséieren, am Registre principal du Registre national des personnes physiques ageschriwwen ze sinn an effektiv do ze wunnen, wou een seng Résidence habituelle huet.

Den Artikel 2 vum modifizéierte Gesetz vum 28. Juli 2018 iwwert de Revenu d'inclusion sociale mécht an deem Kontext just eng Distinctioun tëschent den Demandeuren, déi Ressortissant vun engem État membre aus der Europäescher Gemeinschaft sinn, respektiv vun engem Land, dat dem Accord sur l'Espace économique européen bäigetratt ass, vun der Schwäiz oder och nach den Apatriden, an de Persounen, déi vun der Protection internationale benefisséieren, op der enger Säit, an de Ressortissante vun Drëttstaten, déi ënner keng vun de virege Kategorië vun Demandeure falen, op der anerer Säit. EU-Bierger an déi Bierger, déi hinnen assimiléiert sinn, mussen dräi Méint um Territoire residéieren, bis e Recht op REVIS opgeet. Par contre mussen d'Demandeuren aus Drëttstaten op d'mannst fënnef Joer wärend deene leschten 20 Joer um Territoire residéiert oder awer de Statut vum Résident de longue durée hunn, fir dass e Recht opgeet.

Fir ze verifiéieren, a wat fir eng vun deenen zwou Kategorien déi jeeweileg Demandeure falen, konsultéiert den FNS de Registre national des personnes physiques.

Question 4832 (11.08.2021) de **Mme Viviane Reding** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **restrictions territoriales de l'offre :**

Le 10 août 2021, l'Union Benelux a publié un communiqué pour réitérer sa demande à la Commission européenne relative aux mesures à prendre contre les restrictions territoriales de l'offre dans le commerce de détail.

Les restrictions territoriales de l'offre sont des restrictions imposées par les fournisseurs aux détaillants, qui les empêchent d'acheter librement des marchandises dans les pays de leur choix. Ces restrictions ont des conséquences négatives pour les consommateurs et pour les commerçants. Il s'agit toujours d'un problème d'actualité, particulièrement pour le Luxembourg.

C'est la raison pour laquelle les pays du Benelux se sont adressés via une récente lettre commune au commissaire européen chargé du marché intérieur, Thierry Breton, pour demander à la Commission européenne d'envisager des mesures législatives pour remédier aux conséquences négatives des restrictions territoriales de l'offre dans le secteur du commerce de détail. Ce nouvel appel fait suite à la publication d'une étude sur les restrictions territoriales de l'offre dans le commerce de détail qui indique que ces restrictions coûtent potentiellement aux consommateurs jusqu'à 14 milliards d'euros par an. « La réponse européenne, qui est plus que nécessaire, devrait réduire les possibilités de "géoblocages" entre entreprises, garantir des pratiques commerciales et une concurrence équitable et faciliter les importations parallèles », explique l'Union Benelux.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Quelles démarches ont été prises au niveau de la Commission européenne pour combattre les restrictions territoriales de l'offre depuis que le nouveau collège des commissaires a pris ses fonctions fin 2019 ?

- De quelle manière est-ce que le Gouvernement est intervenu auprès du nouveau collège des commissaires ?

- Quelles solutions sont actuellement discutées au niveau européen ?

- Quels produits sont au Luxembourg particulièrement impactés par ces restrictions territoriales de l'offre dans le commerce de détail ?

Réponse commune (10.09.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Étant donné que la problématique des restrictions territoriales de l'offre (RTO) est transfrontalière et qu'il s'agit de pratiques discriminatoires basées sur le lieu d'établissement d'une entreprise, le Gouvernement a toujours préconisé une approche européenne.

Depuis de nombreuses années, de multiples démarches ont été entreprises au niveau européen pour attirer l'attention sur les problèmes liés aux RTO et inciter la Commission européenne à y apporter une solution. La question des RTO a notamment été soulevée à maintes reprises lors des réunions du Conseil « Compétitivité » et dans le cadre de réunions bilatérales avec la Commission européenne aux niveaux politique et technique.

En réaction à la pression du Luxembourg et de l'Union Benelux notamment, la Commission européenne a lancé en 2019 une étude économique afin d'identifier l'étendue du problème et les produits respectivement les secteurs concernés. Publiée en

novembre 2020, l'étude, qui cite par ailleurs à plusieurs reprises les études réalisées par l'Union Benelux et le Luxembourg, a le mérite de reconnaître, pour la première fois dans un document officiel de la Commission, l'existence des RTO et leurs effets nuisibles pour l'économie en général.

Reconnaissant le rôle moteur du Luxembourg dans ce dossier, la Commission européenne avait d'ailleurs invité des représentants du Ministère de l'Économie à participer activement dans un panel lors de la présentation officielle de l'étude dans le cadre d'une conférence en décembre 2020. Le Ministère de l'Économie a saisi cette occasion pour plaider en faveur d'une nouvelle initiative législative au niveau européen - l'étude ayant démontré que les RTO constituent un problème à travers l'ensemble du marché intérieur - soit par le biais d'un instrument « marché intérieur », soit en apportant des modifications au droit de la concurrence.

Pour ce qui est du droit de la concurrence, le Luxembourg, ensemble avec les pays de l'Union Benelux, a réitéré à plusieurs reprises la nécessité de prendre en compte la problématique des RTO et les résultats de l'étude précitée dans la révision en cours du règlement concernant l'exemption par catégorie des accords verticaux et de pratiques concertées (règlement (UE) n° 330/2010, dit « VBER ») et dans les lignes directrices qui l'accompagnent. Les travaux de l'Union Benelux dans lesquels le Luxembourg a fortement été impliqué ont par ailleurs mené à l'élaboration de la lettre du 16 juin 2021 adressée au commissaire européen en charge du marché intérieur, M. Thierry Breton, à laquelle les honorables Députés font référence. Les travaux sur la révision VBER sont toujours en cours.

La Commission européenne, dans sa réponse à la récente lettre de l'Union Benelux, estime toutefois que des comportements de fournisseurs verticalement intégrés, qui ne détiennent pas de position dominante sur un marché concerné, ne peuvent être combattus par les seules règles de concurrence de l'UE. C'est pourquoi elle envisage de fournir des orientations sur des situations non couvertes par le droit de la concurrence.

Outre les diverses interventions et démarches du Ministère de l'Économie auprès de différentes institutions européennes, souvent conjointement avec les autres pays de l'Union Benelux, une réunion bilatérale a eu lieu fin 2020 entre le ministre de l'Économie et la vice-présidente exécutive à la concurrence et au numérique de la Commission européenne, Mme Margrethe Vestager, lors de laquelle la problématique des RTO pour les entreprises luxembourgeoises a été abordée.

À noter que le Conseil de la concurrence suit également de près les discussions relatives aux RTO, en particulier la révision du règlement VBER et de ses lignes directrices au sein du Réseau européen de la concurrence. Par le passé, le Conseil de la concurrence a aussi contribué activement aux diverses consultations lancées par la Commission et sensibilisé les acteurs luxembourgeois concernés.

Au Luxembourg, une multitude de secteurs économiques sont concernés par des RTO. L'étude menée par l'Observatoire de la formation des prix en 2018, sur base des données de l'enquête de l'Union Benelux, a montré que non seulement le commerce de détail (« retail ») est concerné au Luxembourg, mais également le « non retail » comme par exemple l'artisanat et d'autres activités.

D'après cette même étude, les ventes de produits électroniques et de vêtements/chaussures (représentant près de la moitié des répondants), les revendeurs de matériels sportifs et de sanitaires ainsi que les ventes des bijouteries/horlogeries, librairies/papeteries, cuisinistes, opticiens, maroquineries et autres commerçants au détail seraient les plus concernés au Luxembourg.

Concernant les différents produits vendus par la grande distribution alimentaire (grandes surfaces), de nettes différences de prix peuvent être observées au sein de la Grande Région. Les études « 4 frontières » de l'Observatoire de la compétitivité, dont la plus récente date de 2020, en témoignent notamment. Toutefois, les causes de ces différences sont multiples et l'impact spécifique des RTO ne peut en être déduit sur base des données disponibles.

Le Gouvernement continuera de suivre de près l'évolution de ce dossier, à la fois au niveau européen et de l'Union Benelux, en étroite collaboration avec les organisations professionnelles concernées.

Question 4835 (12.08.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **ventes de tabac :**

Laut den Zuele fir d'Joer 2020 vun der Fondation Cancer fëmme 16 % vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung reegelméisseg. 48 % vun de Persounen, déi fëmmen, wëllen domat ophalen. Zu Lëtzebuerg kascht de Pak Zigaretten ewéi och de lassenen Tubak dann och manner wéi an eisen Nopeschlänner. Wéi aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0235 ervirgeet, huet 2018 den 20er Pak Zigarette 4,20 Euro kascht, par rapport zu 7,60 Euro a Frankräich.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

- Huet d'Pandemie een Afloss op de Verkaf vun Zigaretten an Tubak? Wéi hunn d'Zuele säit dem Ufank vun der Pandemie evaluéiert?

Réponse (09.09.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Fir d'alleréischt sief drop higewisen, dass de Finanzminister all Mount de Chamberskommissioune vun de Finanzen an der Exekutioun vum Budget en ausféierleche Rapport vun der budgetärer Situatioun, souwuel wat d'Recetten ewéi och d'Depensen ubelaangt, presentéiert an, an deem Kontext, och op d'Ventë vum Pëtrol a vun den Tubakwueren ageet.

Wat d'Fro vum éierbaren Deputéierten ubelaangt, stellt ee fest, dass d'Pandemie weider keen dauerhaften Impakt op de Verkaf vun Tubakwueren hat. An Zuelen ausgedréckt sinn 2019, 3.309.219.195 Zigaretten, am Joer 2020, 3.270.165.995 Stéck an, an deene séchs éischte Méint vun 2021, 1.577.101.809 Zigarette verkaf ginn. Am Joer 2019, sinn am Tubak 3.805 kg, am Joer 2020, 4.210 kg an, an deene sechs éischte Méint vun 2021, 2.000 kg verkaf ginn.

Question 4837 (12.08.2021) de **MM. Gusty Graas** et **Max Hahn** *(DP)* concernant le **projet de marquages fluorescents sur les autoroutes :**

En 2014, le projet pilote « Smart Highway » a été lancé aux Pays-Bas dans le cadre duquel des marquages fluorescents ont été peints sur un tronçon d'autoroute afin d'augmenter la sécurité routière à des endroits faiblement éclairés.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles sont les conclusions de ce projet sept ans après son lancement ?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il utile de mettre en place des marquages similaires à certains endroits au Luxembourg, par exemple sur des autoroutes ?

Réponse (10.09.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Le projet pilote de marquages fluorescents, lancé en 2014 aux Pays-Bas, a rapidement connu des problèmes suite à l'humidité et à l'eau. Après deux semaines, l'effet a disparu et des tests supplémentaires ont été effectués en laboratoire. De manière générale, il a été noté que les lignes ne luisaient pas de façon constante. Des modifications, non publiées, ont été apportées au marquage et il semble qu'au début les effets de luminosité s'étaient améliorés.

Néanmoins, en 2017 les effets des lignes fluorescentes n'ont plus été impressionnants et en 2020 tous les systèmes innovants de ce projet pilote (marquages fluorescents, feux tricolores intelligents, feux LED en bordure de routes, tunnel du futur, système d'énergie routier, etc.) ont été démantelés ou ont disparu de la route, comme les effets n'étaient soit pas durables, étaient ineffectifs, avaient de nombreux défauts techniques ou leur implémentation et/ou leur entretien coûtaient trop cher.

ad 2) De prime abord, il y a lieu de noter que les marquages routiers exécutés sous l'autorité de l'Administration des ponts et chaussées sont conformes aux normes techniques en vigueur et sont appliqués selon les règles de l'art. De ce fait, tous les types de marquages routiers appliqués sur le réseau routier étatique ont d'ores et déjà une rétroréfléchissance visible par les usagers durant la nuit avec leurs phares allumés. En plus, l'Administration des ponts et chaussées porte soin à ce que dans la mesure du possible tous les marquages sont refaits quand cette rétroréfléchissance perd son effet.

Indépendamment du projet mentionné aux Pays-Bas, l'Administration des ponts et chaussées avait déjà procédé à des essais de marquage fluorescent sur certains tronçons de pistes cyclables du réseau national.

Il s'avère que ce type de marquage, qui coûte 20 fois le prix d'un système ordinaire, n'a pas donné satisfaction et que les essais, tout comme aux Pays-Bas, n'ont pas été concluants. Il n'y a donc pas lieu d'appliquer un tel produit sur les routes luxembourgeoises.

Question 4847 (12.08.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **prise en charge de la famille de policiers grièvement blessés ou tués en service :**

An engem Bäitrag op RTL gouf e Virfall, deen sech virun dräi an engem hallwe Joer zu Lausduer zougedroen huet a bei deem ee Polizist ëm d'Liewe koum, an eng Polizistin liewensgeféierlech blesséiert gouf, opgeschafft.

Am Reportage gëtt ë. a. drop verwisen, dass et innerhalb vun der Arméi ee Service gëtt, deen sech ëm déi Hannerbliwwe vun esou trageschen Accidenter këmmert. Eppes, wat et aktuell an der Police an där Form net géif ginn.

Ech wéilt duerfir follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioune confirméieren?

2. Wéi ass d'Prise en charge vun Hannerbliwwene bei der Police organiséiert? Iwwer wéi eng Dauer hunn Hannerbliwwener „Recht" op dës Prise en charge?

3. Plangt d'Regierung, den Hannerbliwwenen ee spezielle Service, ggf. innerhalb vun der Police respektiv administratiouns- a serviceiwwergräifend, zur Säit ze stellen? A wa jo, a wéi engem Zäithorizont?

Réponse (03.09.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. D'Police huet keen eegestännege Service, deen sech ëm déi Hannerbliwwe vun Accidenter këmmert.

D'Prise en charge vun den Hannerbliwwenen ass an der Police d'selwecht gereegelt wéi d'Prise en charge vun engem Member aus der Police, deen duerch een traumatescht Evenement betraff ass.

Fir de psychologesche Volet assuréiert de Service psychologique vun der Police a gravéierende Fäll eng primär Assistenz op der Plaz. A manner grave Fäll gëtt eng differéiert psychologesch Ënnerstëtzung a Form vu psychologescher Betreiung an/oder psychotherapeutescher Ënnerstëtzung offréiert. Dës Prise en charge gëtt och de Familljemembere proposéiert, déi fräi si fir ze entscheeden, ob se dës unhuelen oder net. Eng Ënnerstëtzung duerch den Aumônier vun der Police kann och ugebuede ginn. Des Weidere kann och eng Orientéierung u spezialiséiert extern Servicer proposéiert ginn.

Fir de statutaresche Volet sinn d'Direction ressources humaines an de Service juridique zoustänneg, déi eng Ënnerstëtzung kënne ginn, fir déi néideg administrativ oder juristesch Demarchen ze lancéieren.

Et bestinn iwwerdeems keng Restriktioune betreffend d'Dauer vun der Prise en charge.

ad 3. D'Police privilegiéiert eng gutt Zesummenaarbecht tëscht deenen eenzele Servicer a plangt net, fir eng spezifesch Unitéit zu dësem Zweck ze schafen.

Question 4858 (16.08.2021) de **MM. Paul Galles** et **Marc Lies** *(CSV)* concernant la **gestion des déchets des cigarettes :**

Net nëmmen d'Gesondheet vun de Mënschen, mee och déi vun eiser Ëmwelt, gëtt direkt duerch de Konsum an déi illegal Entsuergung vun Zigaretten negativ beaflosst. Sou landen zum Beispill pro ewechgehäiten Zigarettestomp zwee bis sechs Milligramm Nikotin an der Ëmwelt. Niewent dësem Nervegëft enthalen d'Zigarettenoffäll och nach aner Substanze wéi Arseen, Koffer, Bläi a weider Chemikalien, déi zesummen e gëftege Cocktail erginn, dee schiedlech oder souguer déidlech fir Planzen an Déiere ka sinn. Dofir gouf a Frankräich e Gesetz gestëmmt, wouno d'Tabakindustrie fir d'Entsuergung vun Zigarettestëmp souwéi Sensibiliséierungscampagnen an Héicht vun 80 Millionen Euro soll opkommen. Sou sollen zum Beispill mëttels dem Verdeele vun Täschen-Äschebecheren oder dem Opstelle vu Poubellë fir Zigaretten an deenen nächste sechs Joer 40 % manner Zigarettestëmp an der Ëmwelt landen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi ass d'Positioun vum Ëmweltministère zu dësem Gesetz?

- Wéilt d'Madamm Ëmweltministesch een diesbezüglecht Gesetz och zu Lëtzebuerg op den Instanzewee bréngen?

- Wann nee, wat sinn d'Grënn, firwat sou e Gesetz net méiglech soll sinn?

Réponse (23.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Dat franséischt Gesetz ass d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv 2019/904, déi als „Single-use plastics"-Direktiv bekannt ass.

Och Lëtzebuerg muss dës Direktiv ëmsetzen. Den entspriechende Gesetzesprojet Nr. 7656 „projet de loi relatif à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement déchets" ass och schonn de 25. August 2020 an der Chamber deposéiert ginn.

An dësem Gesetzesprojet stinn ënnert anerem Dispositiounen iwwert d'Gestioun vun den Offäll vun de Filtere vun den Tubaksprodukter, an hei ganz besonnesch den Opbau vun enger neier Produzenteverantwortungsfilière. Dës Filière wäert d'Produzente verflichten, un der Gestioun vun deenen Offäll deelzehuelen, och andeems se verschidde Käschten dovunner droe mussen. De Gesetzesprojet gesäit och ganz besonnesch Mesurë vir, fir de Littering vun deenen Offäll ze reduzéieren. Esou sinn och an dësem Gesetzesprojet quantitativ Ziler virgesinn, déi d'Produzente bei der Reduktioun vum Littering erreeche mussen.

Dëst geet och am Sënn vun der Null Offall Strategie an dem Plan national de gestion des déchets et des ressources, wou et en Objektiv vun Null Littering gëtt.

Question 4865 (17.08.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **rôle du Syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI) dans le processus de digitalisation de l'État :**

An engem rezenten Zeitungsartikel vum 14. August äussert sech de President vum SIGI (Syndicat intercommunal de gestion informatique) enttäuscht doriwwer, datt de SIGI net genuch géif matagebonne ginn, wat d'Bestriewunge vun der Digitaliséierung an de Ministèren a Verwaltungen ugeet. Et wär deemno esou, datt de SIGI och net zefriddestellend géif agebonne ginn am Hibléck op d'Reform vum Gemengegesetz.

Fir de President vum SIGI ass et iwwerdeems net ze verstoen, datt d'Verwaltunge bei der Sich no digitale Léisunge verstäerkt op auslännesch Ubidder zeréckgräifen, wat mat enger ganzer Rei Nodeeler - och finanzieller Natur - verbonnen ass, obwuel de SIGI esou Léisungen och ubitt. Lëtzebuerg géif deemno säi Potenzial, wat d'Digitaliséierung ugeet, zu engem groussen Deel verspillen, an dëst, obwuel extra e Ministère fir Digitaliséierung an d'Liewe geruff gouf.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Ass d'Regierung sech bewosst, datt vu Säite vum SIGI eng Onzefriddenheet besteet, well een net genuch an de Prozess vun der Digitaliséierung vun de Verwaltungen a Ministërë matagebonne gëtt?

2. Wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze verantwerten, datt vill Verwaltunge bei der Sich no digitale Léisungen op auslännesch Ubidder zeréckgräifen, obwuel och de SIGI dës Servicer kéint assuréieren?

3. Wat gedenkt d'Regierung, elo konkreet ze ënnerhuelen, fir op d'Doleancë vum SIGI anzegoen an dësen och verstäerkt an den Digitaliséierungsprozess vun de Ministèren a Verwaltunge matanzebezéien?

Réponse commune (27.09.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

D'Digitaliséierung vun de Fluxe vun Dokumenter tëschent den Entitéiten aus dem Gemengesecteur an dem Inneministère entsprécht souwuel engem Besoin vum Ministère wéi enger Demande vum Gemengesecteur selwer.

De Projet de loi N° 7514, deen d'Inneministesch deposéiert huet an deen eng Vereinfachung vun der Tutelle administrative viséiert, gesäit dofir och d'Méiglechkeet vun der Aféierung vun enger elektronescher Prozedur fir d'Transmissioun an den Traitement vun den Dossiere vir, déi dem Contrôle administratif ënnerleien. Duerch d'Digitaliséierung kann den Impakt vum Allègement vun der Tutelle fir de Gemengesecteur nach optimiséiert ginn: D'Dossiere kënnen z. B. direkt vun der Gemeng elektronesch agereecht an hiren Traitement an aller Transparenz noverfollegt ginn. Am Inneministère ass iwwert déi lescht Méint eng Ekipp op d'Bee gestallt ginn, déi un der Digitaliséierung vun dëse Prozesser schafft, mam Zil, eng Plattform opzebauen, iwwert déi de Contrôle administratif an Zukunft kann ofgewéckelt ginn.

Et ass natierlech wichteg, dofir ze suergen, dass dës Fluxen och technesch einwandfrei oflafen. De SIGI krut d'Konzept vun dëser Plattform am Fréijoer virgestallt. Heibäi gouf e reegelméissegen Echange mat béiden Acteure lancéiert.

Bis elo ass d'Inneministesch net informéiert ginn, dass eng Onzefriddenheet vu Säite vum SIGI soll bestoen, wat d'Kooperatioun mam Ministère am Kader vun dësem Projet ubelaangt. Vu Säite vun der Regierung besteet natierlech d'Bereetschaft, sech nach eng Kéier iwwert dëse Projet auszetauschen, sollt dat fir néideg empfonnt ginn.

Et sief och drun erënnert, dass den Inneministère de SIGI natierlech reegelméisseg a seng informatesch Projete matabezitt. Sou gëtt et zum Beispill säit Aféierung vum neie Konteplang am Joer 2012 e kontinuéierlechen Echange am Beräich vun der elektronescher Datenerfaassung, ouni deen eist Land och guer net outilléiert wier, sengen europäeschen Obligatiounen nozekommen.

Och op nationalem Plang schaffen de staatlechen Zenter fir Informatiounstechnologien an den interkommunale Syndikat reegelméisseg op strateege-

sche Projeten zesummen. Als Beispill kënnen d'Integratioun vum MyGuichet-Login op der Plattform „MaCommune", d'Bedreiwe vun der Blockchain vum ëffentleche Secteur oder d'Vernetzung vun dem nationalen an dem kommunale Regëster vun de physesche Persounen ernimmt ginn.

Allgemeng ass eng gutt Zesummenaarbecht tëschent dem Staat an dem kommunale Secteur indispensabel, fir d'Digitaliséierung am ëffentleche Secteur weiderzedreiwen.

Et ass op dëser Plaz wichteg, op den Ënnerscheed tëschent Digitaliséierung an Dematerialisatioun anzegoen. Bei enger Dematerialisatioun gëtt e bestoende Prozess um Pabeier 1 zu 1 duerch en elektroneschen Datefloss ersat. Bei enger Digitaliséierung gëtt de Prozess selwer op de Leescht geholl a mat Hëllef vun den digitale Méiglechkeeten, déi mir haut hunn, verännert. Well dës Ännerungen also net nëmmen technescher Natur sinn, mee an den interne Fonctionnement vun der Gemengeverwaltung agräifen, organiséiert den Inneministère reegelméisseg Echangen a Workshoppe mat de Gemengeresponsabelen.

An de Statute vum SIGI steet, dass dësen als Aufgab huet, « de permettre aux communes membres, par recours aux technologies de l'information et de la communication, d'assurer de manière optimale l'exécution des tâches qui leur incombent ». Dem SIGI fält deementspriechend eng Schlësselroll beim Ëmsetze vun dësen informateschen Tâchen zou, déi d'Membergemengen dem SIGI uvertrauen.

Am konkreete Projet vun der uewe genannter Plattform, déi den Inneministère en place wäert setzen, ass deementspriechend weiderhi virgesinn, fir souwuel mat de Gemengen, de Gemengesyndikater an Établissements publics wéi och méi spezifesch mam SIGI ze kooperéieren.

Question 4868 (18.08.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **données sur la vaccination contre la Covid-19 :**

D'Madamm Minister huet d'lescht Woch annoncéiert, datt ronn 67,5 % vun de Leit iwwer zwielef Joer hei am Land e komplett Impfscheema hunn, mee datt awer nach Efforte misste gemaach ginn, fir d'Alterskategorie vun den 12-40-Järege fir d'Necessitéit vun der Impfung ze sensibiliséieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Madamm Minister fir Gesondheet mir Statistike ginn zu den Impfunge jee no Alterskategorie?

2. Wéi gedenkt d'Regierung virzegoen, fir déi Alterskategorië mat den niddregsten Impftauxe verstäerkt unzespriechen?

Réponse (02.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung setzt weiderhin op geziilten Informatioun an op d'Proximitéit vun den Impfofferen. Sou ass z. B. virgesinn, den Impfbus op Plazen ze schécken, wou grouss Evenementer vill Leit beieneе bréngen. Weiderhi gëtt geplangt, och op Plaze wéi z. B. Shoppingzenteren eng Impfoffer ze maachen. Et ginn och Gespréicher mat de Sekondärsschoulen, fir op der Plaz ze impfen. Schlussendlech däerf een net vergiessen, dass elo méi wéi 200 Doktere prett sinn, fir an hire Praxissen ze impfen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4872 (19.08.2021) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **« Stolen Asset Recovery Initiative » :**

Il ressort d'un article paru sur wort.lu que la Banque mondiale a envoyé en avril 2020 un questionnaire aux autorités luxembourgeoises dans le cadre de l'initiative précitée. Cette initiative qui est fondée sur un partenariat entre la Banque mondiale et l'Office des Nations Unies contre les drogues et le crime (UNODC) s'inscrit plus généralement dans la lutte contre « l'argent sale » en relation notamment avec la corruption. D'après l'article susmentionné, les autorités luxembourgeoises n'auraient à ce jour pas répondu audit questionnaire.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me confirmer les informations supra ?
• Dans l'affirmative, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'expliquer pour quelles raisons leurs services n'ont pas encore complété et renvoyé le questionnaire susmentionné ?
• Dans la négative, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me fournir une copie dudit questionnaire, y compris les réponses gouvernementales ?

- Alors que le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération du Luxembourg dans le cadre du 4e cycle d'évaluations mutuelles Groupe d'action financière (GAFI) est en cours d'évaluation, Madame et Monsieur les Ministres ne considèrent-ils pas que l'absence de réponse aux sollicitations d'acteurs, tels que la Banque mondiale, ne puisse impacter négativement lesdites évaluations mutuelles ?

Réponse (09.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Le Ministère de la Justice a reçu le questionnaire de la « Stolen Asset Recovery Initiative » en 2020.

Dès la réception du document, le Ministère a été en contact étroit avec des responsables de l'organisation.

Le questionnaire demande un travail sérieux de recherche mais aussi de réflexion alors qu'il ne s'agit pas simplement de fournir des statistiques mais des informations détaillées sur les avoirs saisis et/ou confisqués dans le cadre des affaires de corruption sur une période de dix ans. Ceci implique par conséquent un travail important pour les acteurs concernés qui n'ont pas d'accès informatisé à toutes les informations demandées mais doivent extraire les données manuellement des dossiers. Vu le contexte de la crise sanitaire le questionnaire n'a pas pu être finalisé en temps utile ce qui fût communiqué à l'organisation.

Afin de fournir le plus d'éléments possibles et surtout pertinents, il a été finalement décidé d'attendre le mois de juillet 2021 durant lequel fût voté l'accord de partage Pérou-Suisse-Luxembourg[22] et les amendements gouvernementaux au projet de loi n° 7452 portant sur la gestion et le recouvrement des avoirs[23] alors que le questionnaire comporte également un volet législatif. Étant donné que des modifications substantielles seront apportées par le prédit projet de loi, le ministère a jugé opportun de les faire figurer dans les réponses au questionnaire.

Au vu de ce qui précède le Gouvernement marque une fois de plus son engagement à préserver sa place financière de capitaux issus de transactions illégales, notamment de la corruption en s'appuyant par exemple sur les principes relatifs à la disposition et au transfert des avoirs confisqués dans la lutte contre la corruption du Forum mondial sur le recouvrement d'avoir.

Question 4879 (19.08.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **cybermobbing :**

Cybermobbing definéiert sech duerch Forme vun Diffaméierung, Beleidegung, Belästegung, Bedrängen a Bloussstelle vu Persounen unhand vun elektronesche Kommunikatiounsmedien am Internet, déi sech iwwert e längeren Zäitraum erstrecken.

Laut engem Artikel an der „Welt am Sonntag" vum 1. August 2021 géif eng Studie weisen, datt d'Zuele vu Cybermobbing an Däitschland zolidd zouhuelen. Am meeschte wiere Jonker souwéi Fraen an Erwuessener tëschent 55 a 65 Joer betraff. 25 % vun de jugendlechen Affer an 12 % vun den erwuessene Victimme wiere suicidaire.

Laut dem Bundesjugendministerium wier bis ewell all fënnefte Jugendleche vu Cybermobbing betraff gewiescht. Säit 2017 wier d'Zuel vun de Betraffenen ëm 36 % geklommen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Gëtt et zu Lëtzebuerg och eng Studie, déi analyséiert, wéi vill Persoune schonns Affer vu Cybermobbing ware respektiv sinn?

2. Wa jo, wat sinn d'Resultater?
Ëm wéi vill Prozent ass d'Zuel vun de Victimmen an de leschte Joren an d'Luucht gaangen?
Wéi eng Persoune waren am meeschte betraff? Wéi vill dovu si suicidaire? Wéi vill vun hinne krute psychologesch Hëllef?

3. Wéi vill Fäll vu Cybermobbing goufen an deene leschte Jore bei der Police gemellt?

4. Wëssend, datt zemools déi jonk Generatioune vill Zäit am Internet verbréngen, wéi eng Konklusioun konnt d'Regierung bis elo aus dem pedagogesche Material an och Ratgeber fir d'Eltere vu Bee Secure zéien? Huet d'Regierung weider Aktioune geplangt, fir dem Cybermobbing entgéintzewierken?

Réponse commune (27.09.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. De rezenten nationalen HBSC-Rapport Lëtzebuerg (Health behavior in school-aged children: world health organization collaborative cross-national study), dee vun der Uni.lu a Kooperatioun mam Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend an dem Gesondheetsministère presentéiert gouf, baséiert op enger breeder Ëmfro vu Schülerinnen a Schüler zu Lëtzebuerg am Joer 2018. Dëse Rapport gëtt een iwwergräifend Bild vun der gesondheetlecher Situatioun a Selbstbeschreiwung vu Kanner a Jonken.

D'Schüler krute bei där Ëmfro och Froen iwwer Cybermobbing gestallt, an zwar, ob si online scho gemobbt hätten oder gemobbt goufen. De Rapport baséiert op Informatioune vun insgesamt 8.687 Kanner a Jonken am Alter vun eelef bis 18 Joer. Donieft sammelt de Berodungsservice Kanner-Jugendtelefon (KJT), deen d'Bee Secure Helpline bedreift, Daten iwwert d'Berodungsufroen am Beräich vu Cybermobbing.

ad 2. De 5. November 2020 huet d'Unesco den éischten internationalen Dag géint Schoulgewalt gestart - vun deem Cybermobbing och en Deel ass. D'Ëmfro huet vum 4. bis de 14. Februar 2020 gedauert an et sinn 1.000 Elteren a Kanner befrot ginn (500 Schüler vun zéng bis 15 Joer a 500 Schüler vu 15 bis 19 Joer). Ee vun zéng Jugendleche gëtt un, schonn Affer vu Cybergewalt gewiescht ze sinn. Ënnert den Ursaache vun dëser Gewalt ass „Jalousie oder Näid" (39 %) déi heefegst genannten, viru „kierperlech" (33 %) a „Revanche" (22 %).

Den nationalen HBSC-Rapport Lëtzebuerg (Ëmfro 2018) kënnt zu follgende Konklusiounen:

- 8,5 % vun de Schüler (738 Schüler) hunn uginn, datt si Affer vu Cybermobbing waren;
- 21,4 % vun de Schüler hunn uginn, datt si an der School offline gemobbt goufen;
- 10,6 % vun de Schüler (921 Schüler) soten, datt si anerer online gemobbt hätten;
- 6,6 % hunn aner Leit an der Schoul offline gemobbt.

De Rapport kënnt zur Konklusioun, datt wärend déi digital Kommunikatioun ëmmer méi wichteg am Alldag vu Schüler gëtt, Cybermobbing trotzdeem nach manner heefeg wéi den Offline-Mobbing an der Schoul ass.

Den HBSC-Rapport huet bei enger Trendanalys eng Baisse vun de Mobbingzuelen an der Schoul vun 2006-2018 festgestallt:

- Am Joer 2006 hunn 9,4 % méi Schüler hir Klassekomeroden offline gemobbt wéi 2018. Am selwechten Zäitraum ass d'Zuel vun de Schüler, déi gemobbt gi sinn, och méi kleng ginn: den Undeel fält vun 13 % am Joer 2006 op 8,2 % am Joer 2018 erof. Aus anere Länner ginn änlech Trends gemellt. Et kéint een dovunner ausgoen, datt mat der Zäit en Deel vum Mobbing an de Schoulen iwwer an de Cybermobbing verlagert ginn ass.
- Dës Trendanalys enthält awer keng Donnéeën iwwer Cybermobbing, well déi verfügbar Donnéeën, iwwert eng gewëssen Zäit, net vergläichbar waren.
- De Rapport schléisst doraus, datt wann all verfügbar HBSC-Daten iwwer Mobbing a Cybermobbing als Ganzt ugesi ginn, manner Schüler am Joer 2018 gemobbt goufe wéi am Joer 2006.

Zu dem Profill vun de Betraffenen:

- Laut dem HBSC-Rapport spille bei Mobbing Alter, Geschlecht a Räichtum vun den Affer hire Familljen eng Roll. Meedercher gi liicht méi heefeg gemobbt wéi Jongen (26,2 % vun de befrote Meedercher an 23,4 % vun de Jongen).
- Jee méi al déi gefrote Schüler sinn, desto méi seele kënnt de Mobbing bei béide Geschlechter vir.
- Ausserdeem, wat méi niddereg de Räichtum vun hire Familljen ass, wat d'Schüler méi dacks a méi intensiv gemobbt ginn. Schüler, déi selwer immigréiert sinn, ginn och méi dacks gemobbt, a Schüler ouni Migratiounshannergrond gi manner dacks gemobbt. Et ginn och kloer Differenzen ofhängeg vun der Stotkonstellatioun. Schüler, déi mat béiden Elteren opgewuess sinn, gi vill manner dacks gemobbt wéi Schüler, déi an anere Stotkonstellatioune liewen.

Déi nächst HBSC-Studie gëtt 2022 veröffentlecht.

De Berodungsdéngscht KJT, deen d'Bee Secure Helpline an aner Berodungsservicer bedreift, sammelt Daten am Beräich vu Berodungsfroen iwwer Cybermobbing. KJT hält fest, datt am Verglach mat dem Joer 2016 (am Ganzen 82 Ufroen iwwer déi verschidde Weeër: online oder Telefon) et keng Erhéijung am Joer 2020 (am Ganzen 62 Ufroen), mee éischter eng Baisse gëtt. 2017, 2018 an 2019 waren d'Zuele vergläichbar mat 2020 (61, 67, respektiv 68). Et muss awer gesot ginn, datt dës Zuelen d'Situatioun am Land net wierklech reflektéieren.

Am Kontext vun de Fäll, déi de KJT als Ganzt erreechen duerch all Berodungsoffer, spille Suicidegedanken dacks eng Roll bei den Affer. Laut dem KJT si Jongen a Meedercher vu Cybermobbing gläich betraff.

All Lycée steet duerch de Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) e psychologesche Service zur Verfügung, deen d'Schüler begleet a bei de Schwieregkeeten ënnerstëtzt, déi säi Wuelbefannen an der Schoul an dobausse betreffen. Dës Approche ass Deel vun enger Strategie fir d'Wuelbefanne vun de Jonken, déi op fënnef Piliere baséiert, dorënner och d'Promotioun vu gewaltfräier Kommunikatioun an d'Reduktioun vu Cybermobbing. An dësem Kontext ginn d'Schüler, déi Affer vu Belästegung sinn, begleet a kréie psychologesch Ënnerstëtzung.

D'psychosoziopedagogescht Personal vun de SePAS an och den SSE (Services socio-éducatifs) huet och de preventiven Optrag vun der Gewaltpreventioun, mam Zil, fir d'Schoulcommunautéit ze begleeden an ze léieren, gewaltfräi ze kommunizéieren, sozial an emotional Fäegkeeten ze entwéckelen an ze léieren, Konflikter ze managen.

ad 3. D'Police huet keng Studie gemaach iwwer Cybermobbing a féiert och keng esou detailléiert Statistiken, déi et géifen erlaben, prezis Zuele betreffend Cybermobbing ze liwweren.

Allgemeng ka festgestallt ginn, dass déi gemellte Fäll relativ rar sinn.

ad 4. Cybermobbing a Cybergewalt sinn eng Form vu Belästegung, déi sech immens séier a wäitleefeg iwwer den Internet verbreet. De Kampf géint Gewalt an der Schoul, an all senge Formen, ass e wichtege Sujet, dee vun enger Rei Acteuren opgegraff gëtt.

Am Mediekompass (edumedia.lu), deen am Joer 2020 vum MENJE agefouert gouf, ass den Ëmgang mat Cybermobbing als Kompetenzfeld, ënnert „2.3. Angemessene Ausdrucksformen verwenden" genannt. Grondsätzlech soll de Kanner a Jonke fréi gewise ginn, datt et wichteg a richteg ass, am Internet respektvoll ee mat deem aneren ëmzegoen.

D'Initiativ Bee Secure propagéiert an hire Sensibiliséierungsaktioune Messagen ewéi „Hannert all Bildschierm sëtzt ee Mënsch" an „Den Internet ass kee rechtsfräie Raum". Besonnesch, wann et ëm Cybermobbing geet, geet de wichtegste Message un déi betraffe Leit, sech hëllefen ze loossen an net eleng ze bleiwen, an an dësem Kontext d'Bee Secure Helpline als en anonymme Berodungszenter ze kennen, un deen een sech zouversiichtlech ka wenden.

Cybermobbing ass dofir och Theema a Bee-Secure-Formatiounen, Elterenowenter an a verschiddene pedagogesche Materialer. E spezielle Guide fir Kanner, Jugendlecher an hir Begleeder bitt déi wichtegst Informatiounen doriwwer, wéi engem Affer vu Cybermobbing gehollef ka ginn a wéi een, wann néideg, Cybermobbing bei der Police melle kann.

Konkreet dréit d'Initiativ mat verschiddene Mesuren derzou bäi, datt Kanner a Jonker sou fréi wéi méiglech mat dëse Sujete konfrontéiert ginn an sech déi noutwendeg Kompetenzen uneegne kënnen, fir dermadder ëmzegoen a fir e respektvollt Mateneen am Internet ze fërderen.

1. Sensibiliséierungsformatioune fir Jonker

E wichtege Pilier vu Bee Secure sinn d'Formatioune fir ze sensibiliséieren, déi sech u Schoulklasse vum Enseignement fondamental a vum Enseignement secondaire riichten. Insgesamt waren am Joer 2020 184 Formatiounen am Fondamental an 306 am Secondaire. Zousätzlech goufen et awer och nach siwe Formatiounen a Maison-relaisen an eelef Formatiounen a Jugendhaiser. Duerch d'Schoulschléissungen am Kader vun der Covid-19-Situatioun sinn dës Chiffere par rapport zu 2019 an de Jore virdrun natierlech méi niddereg. A sämtleche Klasse spillt de Sujet Cybermobbing eng grouss Roll an de Formatiounen.

Bee Secure bitt och speziell entwéckelt Formatiounen iwwer Cybermobbing fir de Cycle 2.2 an de Cycle 3.1 un, déi grouss gefrot sinn a weisen, datt ëmmer méi jonk Kanner mat Cybermobbing konfrontéiert ginn.

En neit pedagogescht Material, de „Cybermobbing Kit", gouf ausgeschafft, fir dëst Theema eegestänneg unzegoen, a ka vun Enseignanten, Educateuren a Betreier benotzt ginn, déi mat Leit mat intellektueller Beanträchtegung vun zwielef Joer a méi schaffen an awer och fir de Cycle 3.2 an de Cycle 4.1.

2. Formatiounen, fir d'Ëmfeld (Elteren, Enseignanten an Erzéier) ze sensibiliséieren

Ee weidere groussen Deel vun de Formatioune vu Bee Secure riicht sech un d'Elteren souwéi un d'Enseignanten an d'Erzéier. Am Joer 2020 goufe 25 Elterenowenter an 22 Formations continues fir Enseignanten an Erzéier organiséiert. Problematesch Inhalter ewéi Cybermobbing spillen och hei eng grouss Roll.

3. Qualitativ Informatiounen um Internetsite

Um Internetsite www.bee-secure.lu fënnt een eng Säit, déi dem Theema Cybermobbing gewidmet ass

[22] Loi du 23 juillet 2021 portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou sur le transfert d'avoirs saisis, fait à Luxembourg, le 25 novembre 2020, fait à Berne, le 4 décembre 2020 et fait à Lima, le 16 décembre 2020. https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2021/07/23/a597/jo

[23] https://www.chd.lu/wps/PA_RoleDesAffaires/FTSByteServingServletImpl?path=BD9D9E0D2A4A4E2D9D1CF6AC652822FD8DCF20BC3C4409921F8096503DDAFEF4AB3933B42A09FCAAA18DEECB3D4491F3$5DD42FAD8FF93FB33BD995EF7A72A17E

(www.bee-secure.lu/fr/risques/cyberharcelement), mat wichtege Froen an Äntwerten zum Sujet souwéi enger Opléschtung vu Publikatioune ronderëm Cybermobbing.

4. Berodungsservice Bee Secure Helpline

Mat der Bee Secure Helpline (8002 1234) besteet ee Berodungsservice fir sämtlech Leit, déi sech wëlle vertraulech an anonym vun Experten aus dem psychosoziale Feld berode loossen. Och op der Bee Secure Helpline spillen Thematiken ewéi Cybermobbing eng Roll.

An Zukunft ginn dës Preventiounsofferen a Preventiounsmoossnamen zum Theema Cybermobbing weider systematesch a kontinuéierlech ausgebaut. Mat der Aféierung vum neie Schoulfach „sciences numériques" op de 7es-Klassen (Pilotphas an 18 Lycéeën ab dem Schouljoer 2021/2022), wäert d'Bee-Secure-Formatioun fir Septièmen am Kader vum neie Fach elo fir d'éischte Kéier en Deel vum Léierplang sinn. Doduerch gëtt och d'Theema Cybermobbing, dat an de 7es-Formatiounen eng wichteg Roll spillt, Deel vum Léierplang.

Zousätzlech dozou a baséierend op dem pedagogesche Kit fir Leit mat intellektueller Beanträchtegung, wäert eng spezifesch Bee-Secure-Formatioun, fir dës Zilgruppen ze sensibiliséieren, ausgeschafft an an noer Zukunft ugebuede ginn.

Nieft der Preventioun spille Berodung an Ënnerstëtzung fir déi betraffe Leit och eng wichteg Roll beim Theema Cybermobbing. Dofir ass ee weidert Zil, d'Bee Secure Helpline (8001 1234) als vertrauleche Berodungsservice fir betraffe Leit duerch verstäerkte Kommunikatioun nach méi bekannt ze maachen.

Des Weideren huet de Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) fir dat neit Schouljoer eng Campagne zur Gewaltpreventioun am Lycée gestart. De Projet „Les Nuits d'Aurore" handelt vu Mobbing an der Schoul. Dësen Aktiounstheaterprojet huet d'Zil, fir opmierksam ze maachen op d'Nout an d'Verzweiflung vu jonke Leit, déi Mobbing an der Schoul erliewen. Fir iwwert den Niveau vun der Sensibiliséierung erauszegoen, besteet de Projet och doranner, d'Schoulen ze begleeden, fir e Konzept vun enger „gewaltfräier Schoul" ze definéieren, soudatt all d'Acteuren aus dem Schoulsystem nohalteg agebonne sinn a matwierke bei der Mise en place an dem Virliewen a gewaltfräie Liewensraim. Well dëst e Phenomeen ass, deen zum System gehéiert, ass et wichteg, fir dëst och schoulintern unzegoen duerch d'Aktivéiere vun de schoulinterne Ressourcen.

D'Finalitéit vum Projet:

- Kampf géint Mobbing an der Schoul;
- Modelliséierung, Aktioun a Suivi vu gewaltfräie Liewensraim;
- Dokumentatioun op Basis vu prakteschen, experimentellen, pedagogeschen a wëssenschaftlechen Erfarungswäerter.

Question 4880 (19.08.2021) de **MM. Gusty Graas** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **suppression du tunnel sur la ligne Rumelange–Langengrund :**

Selon un article de presse récent, les CFL prévoiraient dans le cadre des travaux de suppression des passages à niveau PN106 et PN106a à Rumelange de supprimer également le tunnel sur la ligne Rumelange–Langengrund.

Vu que beaucoup d'arbres devraient être enlevés, la suppression de ce tunnel aura un impact considérable sur l'environnement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quelles sont les raisons pour supprimer le tunnel susmentionné ? Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions quant aux travaux prévus dans ce cadre ?

- Quel serait l'impact environnemental de ces travaux ? Quelles mesures compensatoires devraient être effectuées ?

Réponse (15.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Les travaux de ladite suppression de tunnel ne se situent pas dans le contexte des suppressions des passages à niveau PN106 et PN106a, mais constituent un projet totalement indépendant.

L'ouvrage, d'une longueur de plus de 100 m et âgé de presque 140 ans, présente aujourd'hui des pathologies nécessitant des travaux considérables de remise en état. En plus de sa vétusté, les dimensions de l'ouvrage ne permettent pas la mise aux normes de l'infrastructure ferroviaire. En effet, son ouverture ne permet pas l'implantation d'une piste de service réglementaire garantissant la sécurité du personnel des CFL et sa hauteur est insuffisante pour pouvoir respecter le gabarit électrique de rigueur. Le projet comprend en particulier :

- l'excavation du terrain surplombant le tunnel ;
- le démantèlement complet du tunnel ;
- la création d'une tranchée rocheuse stabilisée par des grillages plaqués ancrés ;
- la mise en œuvre d'un mur de soutènement pour maintien du chemin communal ;
- le rehaussement et l'assainissement de la plateforme ferroviaire ;
- l'aménagement de pistes de service de part et d'autre de la voie ferrée en vue de garantir la sécurité du personnel d'exploitation ;
- le renouvellement des installations de traction électrique.

Environ la moitié de la surface impactée par le projet (environ 39 ares) incluant le dos du tunnel ainsi que les pentes du « Hutbierg » est surtout occupée par des structures boisées. Un inventaire des biotopes présents dans la zone de planification a été réalisé conformément à l'annexe 1 du « Règlement grand-ducal du 1er août 2018 instituant un système numérique d'évaluation et de compensation en écopoints ».

Sur cette base a été élaboré le bilan écologique déterminant l'envergure des mesures compensatoires à prévoir et une demande d'autorisation afférente a été introduite auprès de l'Administration de la nature et des forêts du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

Cette demande d'autorisation, comprenant la proposition d'une mesure dans le pool compensatoire national contre paiement d'une taxe de remboursement affectée au Fonds pour la protection de l'environnement, est actuellement en cours de traitement auprès de cette instance. Les mesures définitives ne sont donc pas encore arrêtées.

Question 4881 (19.08.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **matériel militaire de l'armée afghane :**

D'Taliban hunn d'Kontroll am Afghanistan iwwerholl an domat och d'Kontroll iwwert Militärmaterial krut, dat déi afghanesch Arméi zeréckgelooss huet. Wéi d'„New York Post" mellt:

"National security adviser Jake Sullivan admitted Tuesday that the Taliban gained significant troves of military hardware and weaponry that they took from Afghan security forces - and the Biden administration is still trying to determine the amount of American military equipment that is now in the hands of the extremist insurgents."

Am Juli 2003 ass den éischten Asaz vun der Lëtzebuerger Arméi am Afghanistan lancéiert ginn. Deemools goufen, am Kader vun der ISAF-Missioun, néng Zaldoten an d'Land geschéckt. Dës goufen iwwer Joren dann och ëmmer erëm mat Material versuergt. Esou goufen 2011 zum Beispill véier Transportvehicule vum Typ Dingo 2 an den Afghanistan transportéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Wéi vill militäresch Material gouf wärend der Zäit vum Asaz vun der Lëtzebuerger Arméi an den Afghanistan transportéiert?

2. Wéi vill militäresch Material gouf wärend dem Asaz beschiedegt an zerstéiert?

3. Wéi vill Material gouf herno erëm aus dem Afghanistan eraus transportéiert?

4. Wéi vill Material gouf nom Ofzuch vun de leschten Truppen am Mee 2021 sur place gelooss? A wéi engem Zoustand?

Réponse (20.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Déi Informatioune si confidentiel.

ad 2. - 4. All d'Material ass nees zeréckkomm. Et gouf näischt op der Plaz beschiedegt oder zerstéiert.

Question 4882 (19.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **communications du Ministère de la Défense :**

Am Rumm vun den Taliban hirer Avance am Afghanistan, huet de Lëtzebuerger Verdeedegungsministère laang net kommunizéiert. Et ass eréischt op Nofro, datt ee gewuer ginn ass, datt Lëtzebuerg keng Afghanen am Déngscht vun dem Lëtzebuerger Contingent agestallt hat.

No der Victoire vun den Taliban, ass alt nees net kommunizéiert an domat Spekulatiounen iwwer méiglech humanitär Operatiounen an en Asaz vum A400M fräie Laf gelooss ginn. A wéi dunn e Communiqué koum, do stoungen och nach operationell Detailer dran, déi net fir d'Ëffentlechkeet geduecht waren, an eng Reaktioun vun NATO-Responsabelen no sech gezunn hunn.

An deem Zesummenhang hunn ech dës Froen un den Här Verdeedegungsminister:

1. Firwat huet de Verdeedegungsministère d'Situatioun am Afghanistan kommunikatiounstechnesch net besser begleet, och wat d'Virbereedung vun engem méiglechen humanitären Asaz mat Bedeelegung vum A400M ugeet?

2. Wéi ass et méiglech, datt de Lëtzebuerger Communiqué Detailer opdeckt, déi vun der NATO offensichtlech als operationell kritesch agestuft gi sinn?

Réponse (20.08.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. D'Participatioun vum Lëtzebuerger A400M un der humanitärer Evakuatiounsmissioun aus dem Afghanistan ass eng komplizéiert a sensibel Operatioun, där hir Planung - zesumme mat de belschen Autoritéiten - eng gewëss Zäit gebraucht huet, bis se konnt definitiv confirméiert ginn. Doduerch huet d'Kommunikatioun iwwer den Asaz zwar e bësse méi laang op sech waarde gelooss, dofir konnt deen awer dunn definitiv confirméiert ginn.

Spekulatioune sinn an enger Demokratie leider net ze vermeiden.

ad 2. Ech verweisen op dem NATO-Generalsekretär säi Communiqué zur Lag am Afghanistan vum selwechten Dag, dee vergläichbar Informatiounen enthält.

(https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_186040.htm)

Question 4888 (23.08.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **protection et conservation des gares historiques :**

Laut net offiziell confirméierten Informatioune sollen an Zukunft ronn 50 % vun den historesche Garen am Land ofgerappt ginn.

Dofir wollt ech der Regierung follgend Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministeren dëst confirméieren an/oder weider Detailer dozou ginn?

2. Wéi eng historesch Garë sinn aktuell geplangt, fir zerstéiert ze ginn?

3. Ass d'Regierung net der Meenung, datt déi ëffentlech Instanze wéi de Fonds du rail, d'CFL an anerer sollte virbildlech mat eisem Patrimoine ëmgoen an esou och den eenzele Proprietäre weisen, wéi een dës historesch Gebaier fir d'Zukunft erhält?

4. An der Schwäiz ass bei Ëmbauaarbechten op der Gare vun „Zürich Oerlikon" déi 80 Meter laang, 12 Meter breet a 6.200 Tonne schwéier historesch erhalenswäert Maschinnefabrik ëm 60 Meter deplacéiert ginn. (Gebäudeverschiebung MFO-Gebäude, Oerlikon). Wier dës Prozedur méiglecherweis eng Iddi, fir zu Lëtzebuerg wäertvoll Bausubstanz ze erhalen?

Réponse commune (05.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1. + 2. De Prozentsaz, deen den Deputéierten nennt, baséiert op kenger Realitéit.

Déi eenzeg Garen, déi mussen ofgerappt ginn, sinn Ettelbréck, Bierchem a Capellen.

ad 3. D'Regierung ass beméit, fir den Denkmalschutz an d'Mise en valeur vun eisem historesche Patrimoine no vir ze bréngen an ze moderniséieren. De bevirstoende Vott vum Projet de loi relatif au patrimoine culturel (dossier parlementaire n° 7473) wäert e grousse Schratt an déi Richtung duerstellen.

ad 4. Esou e Projet ass zu Lëtzebuerg net ugeduecht.

Question 4895 (24.08.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **gaspillage alimentaire :**

Schätzunge ginn dovun aus, datt d'Liewensmëttelverschwendung bis zu 8 % vun de weltwäiten Zäregasemissiounen ausmécht. Weider besoen international Statistiken, datt esouwuel an den Industrie-, ewéi och an den Entwécklungslänner e Véierel bis d'Hallschent vun de produzéierte Liewensmëttel ewechgehäit ginn. Et ass deemno esou, datt all Ressourcen, déi an déi produzéiert Liewensmëttel investéiert ginn - Landmaschinnen, Kraaftstoff, Düngemëttel, Waasserverbrauch - och an héijem Mooss verschwent ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi gesinn déi aktuell Gesetzer aus, wat d'Notze vu Liewensmëttel ugeet, déi, nodeems e Commerce an/oder Restaurant dës ugebueden huet, den Dag selwer net méi verkaaft respektiv opgebraucht goufen? Mussen dës Liewensmëttel zwangsleefeg ewechgehäit ginn oder wat fir Konzepter si virgesinn, fir dës Liewensmëttel nach sënnvoll ze notzen? Wat gëtt speziell fir sozial schwaach Leit gemaach?

2. Gëtt et Schätzungen, wéi grouss dee Problem vun der Liewensmëttelverschwendung hei zu Lëtzebuerg ass?

3. Wat ass vusäite vun der Regierung geplangt, fir och hei am Land der Liewensmëttelverschwendung entgéintzewierken?

Réponse commune (28.09.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Laut dem Artikel 25 vum Offallgesetz mussen déi sougenannte Biodéchets separat gesammelt ginn, fir enger Kompost- oder Biogasanlag zougefouert ze ginn. Fir der Offallhierarchie gerecht ze ginn a Vermeidung ze prioriséieren, gesäit de Plan national de gestion des déchets et des ressources (PNGDR) vun 2018 een Zil vu 50 % Reduktioun vun der Liewensmëttelverschwendung fir 2022 vir.

Iwwert dëse legale Kader eraus gi konkreet Aktioune géint Liewensmëttelverschwendung vu verschiddenen Acteure geleet. Dës féieren dozou, datt een Deel vun de Liewenswueren net ewechgeheit gëtt, also net als Offall ufalen, mee weiderbenotzt ginn.

Sou gëtt den Internetsite www.antigaspi.lu dem Bierger an och dem Horecasecteur Informatiounen, wat si am Alldag géint d'Liewensmëttelverschwendung kënne maachen. Eng Informatiounsfiche ass vun der Chambre des Métiers mat der Horesca, de Gesondheets-, Landwirtschafts- a Konsumenteschutzministeren an der Ëmweltverwaltung (AEV) ausgeschafft ginn, fir déi Professionell, déi Liewensmëttel hunn, déi net méi verkaf kënne ginn, iwwert den Don alimentaire ze informéieren, notamment am Beräich vun den Hygiènesreegelen, déi besonnesch wichteg sinn. An deene verschiddene professionelle Secteure gëtt mëttlerweil och vill Sensibiliséierung vun de Betriber zu dësem Theema gemaach.

Et ginn doriwwer eraus eng Rëtsch zousätzlech Initiativen, fir Liewensmëttelverschwendung ze vermeiden: d'Fernseesendung „100 % clever kachen", eng Broschür „Smart Cooking - Réduisons nos déchets alimentaires", den AntiGaspi-Frigo vun Tënten ...

D'Aktioun „Ecobox - Méi laang genéissen" ass vum MECDD mam Horecasecteur opgebaut ginn, a mëttlerweil maache säit Ufank vum Joer 278 Restauranten, Kantinnen, aner Acteuren a souguer eng Gemeng mat. Et sinn an Tëschenzäit iwwert 75.800 Ecoboxen am Ëmlaf, déi weiderbenotzt ginn, fir Iessensreschter anzepaken, soudatt de Client se ka mat heem huelen, an d'Ecobox spéider erëm ofginn.

D'Grande distribution sollt déi Produiten, déi net verkaaft goufen, entweder iwwert de Wee vun Donen u karitativ Associatioune weiderginn oder se fir Déierefudder zur Verfügung stelle respektiv ze kompostéieren oder methaniséieren, falls keng aner Verwendung virläit.

Dat gëtt hei zu Lëtzebuerg zu engem ganz groussen Deel vun de Supermarchéen och gemaach, mee op fräiwëlleger Basis. Et ginn eng etlech Kooperatioune mat de „Cent-Butteker", der „Spëndchen" respektiv den Épiceries sociales vu Caritas a Croix-Rouge, der „Stëmm vun der Strooss", awer och mam „Parc Merveilleux" zu Beetebuerg. Nieft de Supermarchéë ginn et esou Kooperatiounen och mat Grossisten, Liewensmëttelproduzenten an Traiteuren.

ad 2. D'Etüd „Aufkommen, Behandlung und Vermeidung von Lebensmittelabfällen im Großherzogtum Luxemburg 2018/2019" ass um Site www.emwelt.lu zougänglech. Dës Etüd mécht den Ënnerscheed tëschent vermeidbaren (dorënner och déi Liewensmëttel, déi nach agepaakt sinn) a net vermeidbare Liewensmëtteloffäll: Virbereedungsreschter, Schuelen, Schanken ... Si weist drop hin, datt, obwuel an de Secteure vun der Gastronomie a vun de Kantinne Liewensmëtteloffäll reduzéiert konnte ginn, säit 2016 d'Zuele vun der Liewensmëttelverschwendung an d'Luucht gi wéinst enger Erhéijung am Handel an och bei de private Leit doheem. Et sinn an der Moyenne 118 kg Liewensmëtteloffäll pro Awunner pro Joer an de Joren 2018/2019 zu Lëtzebuerg entstanen an dovunner waren 48 kg vermeidbar. D'Produktioun vu Liewensmëtteloffäll läit zu ongeféier 75 % (vum totale Gewiicht vun den Offäll) bei de Menagen.

Eng Besserung weist sech awer kloer an der allgemenger Reduzéierung vun der Fraktioun vun de vermeidbare Liewensmëtteloffäll, wat och drop hiweist, datt déi verschidden Aktiounen, déi an d'Weeër geleet gi sinn, eng positiv Wierkung hunn. Dës Studie weist, datt Aktiounen am professionelle Beräich ergraff gi sinn, fir der Liewensmëttelsverschwendung entgéintzewierken. Spenden u karitativ Associatiounen, déi e soziaalt Geschäft oder e soziale Restaurant féieren, ginn zum Beispill vill méi vum Handel gemaach, a sinn an d'Luucht gaange vis-à-vis vum Joer 2016. Den Undeel vun de Spenden am Handel representéieren de Schätzungen no tëschent 16,6 an 22 % vun der gesamter Liewensmëtteloffallpro-

duktioun (vermeidbar an onvermeidbar Offäll). Well et an dëse Fäll awer net ëm Offall geet, sti keng méi prezis Zuelen zu Verfügung.

Den uewen erwäänte PNGDR gesäit vir, datt dës Studie all dräi Joer duerchgefouert gëtt, fir d'Ufalen an d'Vermeidung vun de Liewensmëtteloffäll ze iwwerwaachen an deementspriechend konkreet Aktiounen ze orientéieren.

(https://environnement.public.lu/fr/offall-ressourcen/types-de-dechets/Biodechets/Gaspillage_alimentaire/Etudes_et_resultats.html)

ad 3. Säitens Offallgestioun a -vermeidung ginn nei Mesuren duerch legislativ Ännerungen agefouert. Sou gëtt den Offallgesetzesprojet N° 7659 a sengem zukünftegen Artikel 12 beispillsweis dem Don vu Liewensmëttel fir Mënschen eng méi grouss Prioritéit am Verglach zu anere Verwäertungsweeër.

D'Supermarchéë vun op d'mannst 400 m^2 Verkafsfläch mussen e „plan de prévention des déchets alimentaires" eraareechen.

Dee selwechten Artikel gesäit vir, datt all Client vun engem Restaurant d'Recht drop huet, seng lessensreschter kënne matzehuelen.

A senger zukünfteger Annex VII erwäänt dëse Gesetzesprojet d'„Incitations fiscales en faveur des dons de produits, en particulier de denrées alimentaires" als ee Mëttel, fir d'Offallhierarchie ze applizéieren.

De Gesetzesprojet fir Verpackungen N° 7654 gesäit a sengem zukünftegen Artikel 5 vir, datt Quantitéiten ënnert 1,5 kg vun net sensibele frësche Friichten a Geméis net méi däerfen a Plastik agepaakt verkaaft ginn. Dat sollt dem Client et erméiglechen, déi Quantitéiten ze kafen, déi en och tatsächlech brauch. A falls e Stéck Uebst oder e Geméis am Handel verfault, muss net de ganzen agepaaktene Lous ewechgeheit ginn, wann dës guer net agepaakt sinn, mee nëmmen déi entspriechend Fruucht oder d'Geméisstéck. Dës Mesurë kënnen zu enger effektiver Reduzéierung vu Liewensmëttelverbëtzung féieren.

Nieft de gesetzlechen Oplagen existéieren eng Rei vu Sensibiliséierungsmesuren. 2016 huet de Landwirtschaftsministère d'AntiGaspi-Campagne (www.antigaspi.lu) an d'Liewe geruff, fir un éischter Stell d'Konsumenten, awer och aner concernéiert Acteuren ze sensibiliséieren a soumadder e responsabelen Ëmgang mat Liewensmëttel ze fërderen. Ënnert dëser Campagne lafen divers Aktivitéiten:

- Eng vun den éischten Aktivitéiten, mat där d'Campagne „AntiGaspi" 2016 gestart ass, ass d'Wanderausstellung gewiescht. Zil vun dëser Wanderausstellung ass et, besonnesch déi Jonk zum Theema Liewensmëttelverschwendung ze sensibiliséieren. D'Ausstellung gëtt Äntwerten a vermëttelt spilleresch Informatiounen an alldeeglech Tipps am Ëmgang mat Liewensmëttel - sief et beim Plange vum Menü, beim Akaf, bei der Lagerung doheem, bei der Interpretatioun vun de Verfallsdatumen oder bei der Verwäertung vu Reschter. Dës Wanderausstellung war nieft ville Schoulen och op eenzele grousen Evenementer wéi der „Foire agricole" ze fannen a kann och vu Gemengen, Veräiner a Firme gebucht ginn. Dacks gëtt den Ënnerscheed tëscht der DLC, also dem „consommer jusqu'au" an der DLUO, also der Notioun „à consommer de préférence avant" net richteg gemaach, an dofir gëtt de Konsument mat der Wanderausstellung respektiv iwwert de Wee vu Broschüren iwwert Verfallsdatumer an nach aner gëlle Reegelen, déi anzehale sinn, wann een der Liewensmëttelverschwendung de Kampf wëllt usoen, informéiert.

- De Landwirtschaftsministère huet des Weideren e Solidaritéitspakt géint Liewensmëttelverschwendung mat de Gemengen ofgeschloss. Vun 102 Gemengen hunn der 92 dëse Pakt ënnerschriwwen. 2019 gouf och eng Charta mat de Vertrieder vun de Lëtzebuerger Jugendherbergen ënnerschriwwen.

- An engem änleche Kontext huet d'Regierung 2019 decidéiert, fir bei Eventer, déi vum oder mam Staat organiséiert ginn, manner Liewensmëttel ze verbëtzen, andeems mat de Fournisseure beschtméiglech Weeër gesicht ginn, fir ënner anerem responsabel, regional a saisonal anzekafen an lesswueren, déi nach gutt sinn, weiderzeverwäerten.

- Am Kader vum internationalen AntiGaspi-Dag vun de Vereenten Natioune lancéiert de Landwirtschaftsministère fir déi zweete Kéier een Appel à projets an ënnerstëtzt domadder geziilt Aktivitéite géint Liewensmëttelverschwendung. Eenzelbierger, Gruppen, Associatiounen an Organisatioune sinn invitéiert, fir hir Projete virzestellen, mat deenen si op de Verloscht an d'Verbëtze vun lesswueren an op d'Revalorisatioun vun de Reschter opmierksam maache wëllen.

- Am Hierscht 2021 leeft eng éischte Kéier d'Aktioun „Gielt Band". Am Kader vun dëser Aktioun, déi de Landwirtschaftsministère zesumme mam Syvicol an d'Liewe geruff huet, kënnen d'Gemenge mat engem giele Band déi Uebstbeem kennzeechnen, wou Bierger Friichte plécken duerfen - dëst als konkreete Bäitrag géint Liewensmëttelverschwendung.

- Et gouf des Weidere vum Landwirtschaftsministère eng Charta, déi d'Notze vum offiziellen AntiGaspi-Logo reegelt, ausgeschafft. Acteuren, déi dorunner interesséiert sinn, kënnen, wann si d'Oploe vun dëser Charta erfëllen, hir Aktiounen dobausse mat dem AntiGaspi-Logo auszeechnen.

- De Landwirtschaftsministère fërdert des Weideren Aktivitéiten am Beräich vun der Redistributioun an dem Spende vu Liewensmëttel a leet Wäert dorobber, dass dës Aktivitéiten den offizielle Bestëmmungen am Beräich vun der Liewensmëttelsécherheet entspriechen. Sou gouf beispillsweis de Self-Service-Frigo zu Tënten ënnerstëtzt. Déi Platen, déi ze vill gekacht gi sinn, stellt d'Jugendherberg an de Frigo. Och ginn Initiativen ënnerstëtzt, déi lesswueren, déi aussortéiert musse ginn, well se net den Handelsnormen entspriechen oder well de Mindesthaltbarkeetsdatum iwwerschratt ass, eng zweet Chance ginn.

Detailer iwwert all d'Aktiounen, Projeten an Evenementer sinn um Site www.antigaspi.lu ze fannen.

Question 4900 (26.08.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **délais d'accès à la tomoscintigraphie :**

Mir ass zougedroe ginn, datt e Mann an enger zimmlech uerger Verfassung a mat besuergneserreegende Krankheetssymptomer muss hei zu Lëtzebuerg onbestëmmten Zäit op eng Tomoscintigraphie waarden. Ursaach schéngt net d'Verfügbarkeet vun de medezinneschen Apparater ze sinn, mee et feelt un engem Reaktivstoff, dee fir dës Ënnersichung gebraucht gëtt an deen de belsche Fournisseur vum Spidol net liwwere kann. De Patient selwer stellt sech Froen, déi ech heimat wëll un d'Madamm Gesondheetsminister weiderginn:

1. Sinn d'Spideeler u belsch Importer gebonnen oder kënne si sech bei engem ze laangen Delai oder bei enger Urgence och an anere Länner mat deem néidege Material versuergen?

2. Wann nee, wat ass d'Ursaach fir esou Contrainten, déi eis Spideeler un ee Fournisseur bannen?

3. Gëtt et keng Reserven hei am Land, wou Spideeler bei engem Noutfall esou Material kéinte bezéien?

4. Kënnen d'Spideeler sech ënnerteneen net hëllefen?

5. Wéi dacks kënnt et vir, datt benéidegt medezinnescht Material oder Medikamenter net direkt verfügbar sinn?

6. Wéi dacks ass dat op Liwwerengpäss an der Belsch zeréckzeféieren a wéi dacks wären dës Artikelen iwwert aner Importlänner verfügbar gewiescht?

Réponse (27.09.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Virop gëllt et ze ënnersträichen, datt déi Lëtzebuerger Spideeler net exklusiv u belsch Importer vun Traceure gebonne sinn. Dëst ass just de Fall, wann ee spezifesche Vertrag mat engem belschen Importateur besteet. De Centre national PET (CNP) ass aktuell op Basis vun engem Vertrag, deen op ee Joer ugesat ass, un ee belschen Importateur gebonnen, dëst awer just fir den Traceur Fluor-18. Fir déi aner Zorte vun Traceure ginn et keng weider spezifesch Verträg an d'Commandë kënnen direkt op Basis vum Präis an der Disponibilitéit vum Produit vun de Spideeler selwer gemaach ginn.

Iwwerdeems ginn Tomoscintigraphien och mam klasseschen Traceur Tc-99m an deene verschiddene Servicer vun der Nuklearmedezinn hei am Land duerchgefouert. Dësen Traceur (Tc-99m) gëtt mat Hëllef vu Generatoren, déi ee- bis zweemol d'Woch (jee no Vertrag) aus der Belsch respektiv aus Holland geliwwert ginn, produzéiert. Dës Molybdän-Generatore kritt ee vu verschiddenen auslänneschen (franséisch a belsch) Firmen ugebueden an et ass momentan keng Penurie bekannt.

Fir déi spezifesch Substanz vum FDG ass an de Kontrakter virgesinn, datt am Fall vun enger Penurie d'Méiglechkeet bestoe bleift, sech un aner Fournisseuren ze wenden, fir déi néideg Substanz erbäizekréien. D'Alternativen, fir en anere Fournisseur, deen zum richtegen Zäitpunkt den néidegen Traceur zur Verfügung stelle kann, sinn awer ganz oft limitéiert, zemools well um europäesche Marché d'Demande deemno wéi generell héich ka sinn. Et ginn am Fall vum FDG franséisch an däitsch Fournisseuren, déi kompatibel Produite vu glächer Qualitéit ubidde kënnen. Wat déi aner Fluormoleküllen ugeet, gëtt et keen anere Fournisseur, op deen zeréckgegraff kéint ginn, an an deem Fall, wou d'Substanz net disponibel ass, muss den Délai de livraison effektiv verréckelt ginn. Dat bréngt an deem Fall mat sech, datt e Rendez-vous, wou d'Injektioun vun dësem Traceur virgesinn ass, muss verréckelt ginn. Doriwwer eraus ass d'Zäitfënster, an där den Traceur genotzt ka ginn, och extreem kuerz, well d'Molekül den Dag selwer, wou si produzéiert gëtt, och zum Asaz muss kommen. Opgrond vun der kuerzer Liewensdauer vun dëse Produiten ass et deemno och onméiglech, eng national Reserv opzebauen.

Bei den Traceuren op Basis vu Gallium-68 sinn d'Spideeler net vun de Liwwerungen aus dem Ausland ofhängeg, well dës hei am Land kënne produzéiert ginn. Allerdéngs mussen dës Produiten och op hir Qualitéit kontrolléiert ginn an et muss séchergestallt ginn, datt si all déi néideg Krittären erfëllen. Et ka virkommen, datt dës Traceure refuséiert ginn, falls de Produit net den néidege Krittären entspriécht. An esou engem Fall, muss een e Minimum vun zwielef Stonnen ofwaarden, bis een nees den néidege Gallium-68 huet. Dëst bréngt och nees mat sech, datt wann e Rendez-vous fixéiert ass, wou eng Injektioun virgesinn ass, dëse verréckelt muss ginn.

Eng Collaboratioun tëschent deene verschiddene Spideeler am Land, wou ee Spidol deem aneren am Fall vun enger Penurie aushëlleft, ass net méiglech, well d'Akten, wou dës Traceuren zum Asaz kommen, exklusiv am Centre national PET duerchgefouert kënne ginn. De Galium-68 kann zu Lëtzebuerg och just am CNP an enger spezifescher Hotte vun der Radiopharmacie hiergestallt ginn. Doriwwer eraus ass och den Austausch mat auslännesche Spideeler net méiglech, well et opgrond vum Risiko, dee mat dem Transport verbonnen ass, verbueden ass, radioaktiv Substanzen auszetauschen. Am Noutfall kann ee Patient awer natierlech dës Ënnersichung och am Ausland maachen.

Question 4910 (27.08.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **nouveau système de contrôle d'Apple :**

Den Internetgigant Apple huet am Kader vum Kampf géint kannerpornografesch Inhalter elo zouginn, dass si säit 2019 d'E-Maile vun hiren Notzer iwwert d'iCloud automatesch mat hirer Datebank ofgläichen. Bei engem Verdachtsfall gëtt d'E-Mail dann un een Employé weidergeleet, deen dës iwwerliest:

"As part of this commitment, Apple uses image matching technology to help find and report child exploitation. Much like spam filters in email, our systems use electronic signatures to find suspected child exploitation. We validate each match with individual review."

De 5. August dëst Joer huet d'Firma dann ugekënnegt, d'Inhalter vu Fotoen a Messagen net méi nëmme just op der iCloud, mee direkt op de Geräter ze scannen an ofzegläichen.

Dëse Schrëtt gëtt vun Dateschützer a Mënscherechtsorganisatioune wéi dem US Human Rights Watch kritiséiert, well d'Technologie, déi zum Asaz kënnt, och ka fir aner Zwecker, wéi zum Beispill d'Scannen no sensibelen Daten an d'Sich no politesche Géigner, mëssbraucht ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister a Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Notzen d'Ministeren d'iCloud fir beruflech Zwecker? Ware si sech bewosst, dass d'Firma d'Inhalter op der Cloud mat hirem Programm ofgläicht?

2. Wéi stinn d'Ministeren zu den am August annoncéierte Pläng vun Apple? Wäert dëst een Afloss op hire Gebrauch vun Telefonen an anere Geräter hunn?

Réponse (28.09.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Digitalisation, Ministre des Communications et des Médias :*

De staatlechen Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) stellt sengen Notzer souwuel Apparater mam iOS (Apple)- wéi och mam Android (Google)-Betriebssystem zur Verfügung. All dës Apparater ginn iwwert eng zentral Mobile-Device-Management-Plattform geréiert an ofgeséchert.

D'Benotze vun der iCloud op Apparater mam iOS-Betribssystem ass an der Standardkonfiguratioun ausgeschalt. Esou gi keng professionell Donnéeën op der iCloud gespäichert an och keng Sécherheetskopië vum Gerät oder vun den Appen op d'iCloud gemaach.

D'Sécherheetsreegelen, déi den CTIE iwwert seng zentral Mobile-Device-Management-Plattform op senge mobille Geräter implementéiert, gi permanent un d'Risikolag ugepasst. Dëst natierlech och am Fall wou en Update vun engem Betribssystem esou eng Upassung géif erfuerderen.

Wat déi vum honorabelen Deputéierten erwäänte Pläng vun der Firma Apple ugeet, schéngen déi Pläng nëmme fir d'USA annoncéiert gewiescht ze sinn a goufen elo kierzlech vun Apple op e spéideren Zäitpunkt verluecht. Am Fall, wou dës Pläng op d'EU erweidert géife ginn, misst d'Dateschutzlegislatioun applizéiert ginn an déi national Dateschutzkommissioun (CNPD) géif d'Konformitéit dovu kontrolléieren.

Question 4915 (30.08.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **vaccination du personnel enseignant :**

De Bildungsminister huet de 27. August iwwert säin offiziellen Twitter-Account matgedeelt, dass 87 % vun den Enseignantë vollstänneg géint de Covid-19 geimpft wieren an dass Schüler, Elteren, Geschwëster, Enseignanten an Educateure sech weider impfe loossen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi kënnt de Minister un d'Donnéeën, déi dorobber schléisse loossen, dass 87 % vun allen Enseignantë geimpft sinn? Sinn dës Donnéeën empiresch erfaasst ginn an, falls jo, iwwert wéi ee Wee?

2. Kann de Minister d'Etüd verëffentlechen, op déi dës Zuel sech baséiert?

Réponse (12.10.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Dës Informatioune krut den Educatiounsministère op Nofro hi vum Gesondheetsministère. Bei der Preparatioun vun der Schoulrentrée war den Impftaux vun den Enseignanten ee wichtegt Element fir ze decidéieren, wéi eng sanitär Mesurë mussen an de Schoule geholl ginn.

Dës Informatioune stamen aus enger Datebank vum Gesondheetsministère, där hir gesetzlech Basis den Artikel 10 aus dem Covidgesetz ass.

Et handelt sech deemno net ëm eng Etüd, mee ëm Informatiounen aus enger Datebank. Relevant Informatiounen aus dëser Datebank, wéi zum Beispill den Impftaux an de verschiddenen Alterskategorien, gi reegelméisseg vum Gesondheetsministère publizéiert.

Question 4917 (31.08.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **promotion de l'électromobilité :**

An eiser parlamentarescher Fro Nr. 4686 ass déi zoustänneg Ministesch net konkreet op eis Froen agaangen, dofir stelle mir dës Fro nach eng Kéier:

Zanter puer Joer ginn et Primmen, fir esou d'Elektromobilitéit zu Lëtzebuerg ze fërderen. Sou kritt een zum Beispill eng Primm vu bis zu 1.000 Euro fir en 100 % elektresch bedriwwene liichten Auto oder Motorrad. Donieft gëtt et awer och eng Primm vu bis zu 600 Euro fir en (elektresch bedriwwene) Vëlo. Hautdesdaags ginn et awer och Rollstill, déi mat engem klengen elektreschen Zousazmotor funktionéieren, entweeder als reng Traktiounshëllef oder ënnert der Form vun engem sougenannten Handbike mat Elektroënnerstëtzung. Dës zousätzlech Hëllefen erlaben et dem Benotzer, sech vill méi einfach kënne virunzebeweegen, méi grouss Strecken zeréckzeleeën, Montéeën ze iwwerwannen, ...

Am Fall vum Handbike mat Elektroënnerstëtzung erlabe si och nach de Benotzer, sech sportlech ze betätegen, genee wéi dat bei engem „cycle à assistance électrique" ass. Dës Hëllefsmëttel kënnen domadder e grousse Gewënn u Liewensqualitéit fir hir Benotzer duerstellen an hëllefen och, d'Mobilitéit nohalteg méi propper ze maachen.

Eisen Informatiounen no sinn esou Hëllefsmëttel allerdéngs vun de Primmen zur Elektromobilitéit ausgeschloss.

An deem Kontext stelle mir nach eng Kéier follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt:

- Deelt d'Regierung eis Meenung, dass esou Hëllefsmëttel och een Deel vun der Elektromobilitéit sinn?

- Gedenkt d'Regierung, an Zukunft d'Primme fir d'Elektromobilitéit och op Hëllefsmëttel wéi elek-

Le saviez-vous ?

RENVOI

Le renvoi est l'acte par lequel la Conférence des Présidents saisit une commission d'un projet de loi ou d'un autre document.

tresch Rollstill ze erweideren, wann d'Leit se selwer kafen, ouni ënnert d'Assurance dépendance ze falen?

- Wann nee, firwat net? Wa jo, ab wéini soll dës Mesure och fir elektronesch bedriwwe Rollstill gëllen?

Réponse (12.10.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Jo. An der Äntwert op d'Fro Nr. 4686 gouf kloer erwäänt, datt déi Hëllefsmëttel elo well ënnerstëtzt ginn.

Des Weidere gouf an der Äntwert op d'Fro Nr. 4686 preziséiert, datt d'Fleegeversécherung dës Käschten och fir Persounen iwwerhuele kann, déi net de Mindestbedarf vun 3,5 Stonne bei den Aktivitéite vum alldeeglече Liewen erreechen, mee opgrond vun enger Krankheet oder enger Beanträchtegung, déi méi laang ewéi sechs Méint undauert, op Hëllef an der Mobilitéit ugewise sinn.

Question 4918 (31.08.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **émissions de CO_2 sur le billet d'avion :**

Den 10. Mäerz 2021 hat d'Chamber eng Motioun vun de Piraten ugeholl, an där d'Regierung zu Follgendem opgefuerdert gouf:

„1. bei der Buchung vu Fligerticketen zu Lëtzebuerg soll an Zukunft den CO_2-Ausstouss vum Passagéier bei der Reservéierung liesbar affichéiert ginn.

2. och um Fligerticket (digital a Pabeier) soll den CO_2-Ausstouss vum Passagéier liesbar affichéiert sinn."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

- Wéi wäit ass d'Regierung respektiv de Minister mat der Ëmsetzung vun dëser Opfuerderung?

Réponse (04.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An hirer Motioun invitéiert d'Chamber d'Regierung, datt „bei der Buchung vu Fligerticketen zu Lëtzebuerg" soll den CO_2-Ausstouss liesbar affichéiert ginn. E groussen Deel vun de Reservatioune vun de Flich zu Lëtzebuerg ginn awer iwwer international Online-Plattforme gemaach respektiv betreffen auslännesch Gesellschaften.

Dës Informatioun kéint virgesi gi fir Reservatiounen op lëtzebuergesche Websäite respektiv fir Flich, déi vun der Luxair op hirem Site ugebuede ginn. Aktuell besteet och well d'Méiglechkeet um Site vun der Luxair, fir sech CO_2-Emissioune vu sengem Vol auszerechnen (https://www.luxair.lu/en/information/co2-calculator).

Doriwwer eraus huet d'Regierung keng Méiglechkeeten, esou en Affichage bei auslännesche Firmen duerchzesetzen. Dëst gëllt och fir Reservatiounen, déi iwwer auslännesch Plattforme gebucht goufen. D'Regierung ass der Meenung, datt dëst Theema méi effikass op europäeschem, wann net internationalem Niveau behandelt misst ginn. Esou eng Mesure mécht méi Sënn, wa si déi selwecht Informatioune vun alle Firmen an engem Secteur vun offensichtlech internationalem Ëmfang liwweren.

Den Affichage vum CO_2-Ausstouss eleng wäert awer keng direkt Aspuerunge vun CO_2-Emissioune mat sech bréngen, wann net parallell och Mesuren ugebuede ginn, fir dësen Ausstouss ze kompenséieren. D'Luxair denkt dofir hirersäits driwwer no, wéi si an Zukunft kann hire Passagéier besser Informatiounen an och Optiounen ubidden, wat esou eng Kompensatioun vum CO_2-Ausstouss ugeet. Et sief an dësem Kontext och drun erënnert, datt d'Luxair am Kader vum europäeschen ETS-System well all Joer CO_2-Zertifikater fir hiren Ausstouss bezilt.

Question 4925 (01.09.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **château de Septfontaines :**

D'Buerg vu Simmer, e kulturhistoresch wichtegen Zeie vun der Lëtzebuerger Geschicht, gëtt elo fir 3.500.000 Euro verkaaft.

An deem Kontext hätt ech follgend Fro un d'Regierung:

- Wier et an den Ae vun der Regierung elo net ubruecht, datt de Staat d'Simmer Buerg keeft, fir weiderhin d'Kontroll iwwert dëse kulturhistorеsch wichtegen Zeie vun der Lëtzebuerger Geschicht ze hunn an dësen och fir de Public opzemaachen? Wéi eng aner Méiglechkeet(e) géif et ginn, fir datt de Staat d'Kontroll iwwert d'Simmer Buerg behält?

Réponse (28.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Wat d'Froen iwwert d'Acquisitioun an d'Kontroll vun der Simmer Buerg ugeet, verweisen ech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3589 vum 8. Februar 2021 vum honorabelen Deputéierten. D'Akafspolitik vum Staat besteet net doran, all Gebai, wat als nationaalt Denkmal klasséiert ass, ze kafen. Doniеft sief rappeléiert, datt Gebaier, déi ënner Denkmalschutz stinn, vun enger adequater a gesetzlech gereegelter Protektioun profitéieren, ob se am Besëtz vum Staat sinn oder net.

Question urgente 5533 (20.01.2022) de **MM. Max Hengel, Félix Eischen** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **vaccination avec le vaccin Janssen contre la Covid-19 :**

No de rezente Konfusioune ronderëm den Impfcertificat vu Leit, déi mam Vaccin vun Johnson & Johnson geimpft goufen, huet d'Regierung haut weider Prezisioune ginn.

Heibäi gouf ënner anerem drop higewisen, datt Däitschland decidéiert huet, säit dem 15. Januar eng eenzeg Janssen-Impfung + Booster net méi als kompletten Impfscheema unzegesinn. Lëtzebuerg wier amgaangen, wéi och aner europäesch Länner, via de Conseil supérieur des maladies infectieuses, déi selwecht Iwwerleeungen ze maachen, wat eng Impfung mat just enger Dosis Janssen + Booster ugeet. Eng Decisioun wier awer nach net gefall.

Virun dësem Hannergrond wéilte mir follgend Froe stellen:

1. Wéi gedenkt d'Regierung deene concernéierte Leit, déi sech jo un all Impfrecommandatioune gehalen hunn, zu engem kompletten Impfscheema ze verhëllefen, fir datt si keng Nodeeler hunn?

2. Ass virgesinn, deene betraffene Leit eng Invitatioun fir eng weider, eng drëtt Impfdosis, ze schécken?

Réponse (21.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Op Basis vun engem Avis vum Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) vum 18. Januar 2022, huet de Regierungsrot vum 21. Januar 2022 decidéiert, datt Leit, déi bei hirer éischter Impfung den Impfstoff vu Janssen kruten an eng zweet Impfung mat engem mRNA-Impfstoff kruten (Comirnaty oder Spikevax), och weiderhin zu Lëtzebuerg als komplett geimpft a geboostert gëllen an deemno d'Exigenze vum 2G+-Regime erfëllen.

Fir dës Leit awer net ze penaliséieren, wann si an d'Ausland fueren, an notamment an Däitschland, wou een säit Kuerzem elo eréischt als geboostert gëllt, wann een en Impfscheema 1 Dosis Janssen + 2 Dosen mRNA-Impfstoff virweise kann, huet de Regierungsrot iwwerdeems decidéiert, datt dës Leit d'Méiglechkeet kréien, eng weider Impfdosis mat engem mRNA-Impfstoff ze kréien. Et ass allerdéngs jidderengem fräi iwwerlooss, ob hien dës drëtt Impfung an Usproch hëlt oder net.

ad 2. Leit, déi gären eng drëtt Impfdosis no enger Primovaccinatioun mam Impfstoff vun Janssen an enger zweeter Impfung mat engem mRNA-Impfstoff wëlle kréien, kënnen dës fréistens dräi Méint no hirer zweeter Impfdosis kréien. Si kënnen dofir entweeder ouni Rendez-vous an e „Pop-up-Punkt" goen (d'Lëscht vun de Pop-upen, fir sech impfen ze loossen, ass um Site www.covid19.lu disponibel), sech ee Rendez-vous bei engem Dokter huelen, deen un der Impfcampagne deelhëlt, oder sech via myguichet.lu aschreiwen, fir eng Invitatioun ze kréien an e Rendez-vous an engem Impfzentrum ze huelen.

Question urgente 5549 (24.01.2022) de **M. Max Hengel** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **Covid-19 chez les bébés et jeunes enfants :**

Ëmmer méi Dokteren a Wëssenschaftler weisen drop hin, datt d'Omikron-Variant bei Puppelcher a Kanner ënner dräi Joer riskéiert, de sougenannte „Pseudokrupp" ze provozéieren, wouduerch et dann och zu méi Hospitaliséierunge kënnt, wéi et grad a Grossbritannien ze beobachten ass. Des Weidere maachen d'Kannerdokteren allgemeng op méiglech Komplikatiounen duerch Otemnout, Long-Covid oder de „Syndrome inflammatoire multi-systémique" (PIMS oder MISC) bei Kanner opmierksam. Et ass nach ze fréi, fir zu dëse Laangzäitfollge scho Resultater aus wëssenschaftleche Studien ze hunn.

Wëssend, datt Kanner ënner zwee Joer keng Masken dierfen undoen an ënner sechs Joer keng sollen undoen, muss een dovun ausgoen, datt déi aktuell sanitär Mesuren an de Crèchen, am Precoce an am Cycle 1 just e Monitoring vun den Infektiounen zouloossen, ouni awer kënnen Ustiechungen ze verhënneren.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt de momentanen Dispositif vu sanitäre Mesuren an de Crèchen, am Precoce an am Cycle 1 den aktuelle wëssenschaftlechen Erkenntnisser no duergeet, fir dës Kanner adequat ze schützen, oder misst dësen iwwerduecht ginn?

2. Wann net, op wéi enge wëssenschaftlechen Donnéeë baséiert dës Entscheedung?

3. Wéi eng Méiglechkeeten hunn Elteren, déi hir Kanner wëlle virun enger Infektioun schützen?

4. Huet de Pilotprojet vum „Réseau de prise en charge pluridisciplinaire du long-Covid" och Date vu Kanner gesammelt?

5. Wëssend, datt dëse Projet just fir sechs Méint ugeduecht war an deemnächst misst auslafen, gedenkt d'Regierung de Projet weiderzeféieren an eventuell auszebauen?

Réponse commune (25.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Zanter dem Ufank vun der Pandemie stoungen d'Recht op d'Bildung an de Schutz vun der Schoulcommunautéit ëmmer am Mëttelpunkt. De Stufeplang ass ëmmer dann adaptéiert ginn, wann déi sanitär Situatioun en Upasse verlaangt huet.

De Gesondheetsministère recommandéiert zanter dem Ufank vun der Pandemie effektiv de Kanner ënner sechs Joer, kee Mask unzedoen. Den Artikel 4 vum Covidgesetz dréit deem Rechnung an dispenséiert d'Kanner ënner sechs Joer vum Droe vum Mask. D'Enseignants an dat sozioeducatiivt Personal am Cycle 1 genee wéi d'Personal an de Crèchen droen de Mask an huelen um Testing deel.

An de Crèchë ginn d'Kanner neierdéngs eréischt ab dem drëtte Fall am Grupp a Quarantän gesat. Si mussen e certifiéierten Antigène-Test oder e PCR-Test virweisen, fir erëm zréck an d'Crèche ze kommen.

Fir eng gréisstméiglech Sécherheet ze hunn, kruten d'Eltere vun de Kanner aus dem Cycle 1 eng „déclaration sur l'honneur" ausgedeelt, mat där si sech engagéieren, hiert Kand am Scénario de base dräimol an der Woch moies fréi ze testen, éier si mat him an d'Schoul kommen. Ass dann trotz alle Precautioune bis ee positive Fall an der Klass, da féieren d'Kanner, déi um Testdispositif deelhuelen, zesumme mat hiren Eltere wärend enger Woch all Dag moies doheem en Test duerch, éier et an d'Schoul geet, wann d'Resultat dann negativ ass. D'Adaptatioun vum Testdispositif am C1 erlaabt et dovun auszegoen, datt duerch den deeglechen Testing, am Kader vun engem Kontakt mat engem positiv Getesten, just déi Kanner an d'Schoul kommen, deenen hiert Testresultat moies negativ ass. Nieft dem Schutz vun de Kanner erlaabt den Testdispositif e kontinuéierlecht Léieren an der Schoul fir déi Schüler, déi un dësem Testdispositif deelhuelen. Par contre, déi Kanner, déi net un dësem Testing deelhuelen, sinn an der Quarantän an dierfen net méi an d'Schoul, esoubal ee positive Fall an der Klass ass.

Aktuell ginn et keng wëssenschaftlech Donnéeën déi beweisen, datt d'Omicron-Variant e méi schwéiere Krankheetsverlaf wéi d'Delta-Variant bei Puppelcher oder Kanner géif verursaachen. An deem Sënn sinn aktuell keng méi streng Mesuren, wéi déi uewen ernimmte Mesuren, geplangt wat de sanitaire Dispositif an de Crèchen an am Precoce ubelaangt.

ad 2. Onpublizéiert Donnéeë vum ECDC weisen dorop hin, datt d'Unzuel vun Hospitalisatioune bei Puppelcher a klenge Kanner d'selwecht héich, souwuel bei der Delta-Variant wéi och bei der Omicron-Variant, ass. Doriwwer eraus huet eng rezent Etüd vun zéng europäesche Länner, dorënner Lëtzebuerg, gewisen, datt schwéier Fäll bei Kanner ganz seelen sinn (1,2 % vun de Kanner mat Symptomer goufen am Spidol behandelt an 0,08 % hu missen op enger Intensivstatioun behandelt ginn[24]).

Allerdéngs verzeechent säit Ufank Januar d'Kannerklinik eng liicht Hausse vun Hospitalisatioune vu Puppelcher am Zesummenhang mam Covid, déi awer ouni schwéier Komplikatioune verlafen. Et beleet de Moment awer näischt, datt dës Hausse effektiv op e méi schwéiere Verlaf vun der Omicron-Variant speziell bei Puppelcher zeréckzeféiere wier.

ad 3. D'Kanner hu vum Ufank vun der Pandemie u geléiert, déi néideg „gestes barrière" ze applizéieren, wéi ënnert anerem d'Hännwäschen oder an den Ielebou néitsen. Dës Reegele ginn an der Schoul erkläert an applizéiert, an och d'Elteren thematiséieren dës wichteg „gestes barrière" mat hire Kanner doheem a setzen si ëm.

An de Cycles 2, 3 a 4 droe 96 % vun den Elteren d'Approche vum Testing. Dëse besteet doranner, datt d'Kanner dräimol an der Woch an der Schoul an, am Kader vun engem renforcéierten Testing, ab dem éischte positive Fall an der Klass, all Dag wärend enger Woch en Test maachen, fir esou eng gréisstméiglech Sécherheet an d'Schoul ze kréien. Et ass dovun auszegoen, datt d'Eltere vun de Kanner am Cycle 1 mat deem nämlechten Engagement zur Sécherheet vun hire Kanner bäidroen an hir Kanner testen, éier si moies an d'Schoul kommen.

[24] Nick Bundle et al. Covid-19 trends and severity among symptomatic children aged 0-17 years in 10 European Union countries, August 3 2020 to October 3 2021; Eurosurveillance Dec 2021

Wann déi grouss Majoritéit vun den Elteren am Cycle 1 sech engagéiert, um proposéierten Testing deelzehuelen, ass net nëmmen am Kader vun engem éischte positive Fall an der Klass sécherge-stallt, datt d'Kanner en Test maachen, éier datt si an d'Schoul ginn, mee och am Scénario de base maachen si doheem dräimol an der Woch en Test, an och an dësem Kontext, éier si an d'Schoul ginn. Vu d'Erfarungswäerter aus de Cyclen 2-4 ass dovunner auszegoen, datt déi ganz grouss Majoritéit vun den Elteren och selwer Kloerheet wëllt hunn an dofir um Testing deelhëlt.

An der Crèche, wou den Testing awer méi schwiereg ëmzesetzen ass, gëtt d'Quarantän weider applizéiert, wa bis dräi Kanner am selwechte Grupp positiv sinn. Wann e Kand a Quarantän gesat gëtt, huet ee vun den Elteren d'Recht op de Congé pour raisons familiales (CRF) an dierf mat sengem Kand doheem bleiwen.

D'Personal an der Crèche par contre ënnersteet de selwechte Reegele wéi d'Personal am Cycle 1, wat den Testing ubelaangt. D'Autotester an de Matériel de protection, deen dës Strukture brauchen, ginn iwwert d'Conventioun mam Staat finanzéiert.

Doriwwer eraus ass och d'Impfung vun de Leit, déi am Kontakt mat Kanner stinn, ganz wichteg. Dëst gëllt souwuel fir d'Personal aus de Crèchen, dem Precoce an de Schoule wéi och fir d'Eltere vun de Kanner. Erwuessener sollen hir Booster-Impfung virhuelen, soubal si dat kënnen, fir datt si am Fall vun enger Infektioun manner ustiechend sinn an domat d'Kanner engem manner grousse Risiko aussetzen.

Schwanger Frae kënnen doduerch, datt si sech impfe loossen an och hir Booster-Impfung an Usproch huelen, soubal si kënnen, hirem Puppelchen ee wichtege Schutz géint e schwéiere Krankheetsverlaf ginn.

ad 4. D'Date betreffend Kanner ginn ënnert dem aktuelle Pilotprojet net gesammelt.

ad 5. Den aktuelle Long-Covid-Projet gëtt weidergefouert an eventuell ausgebaut. Déi deementspriechend Diskussiounen an Aarbechten, zesumme mat der CNS, sinn amgaangen.

Question urgente 5584 (26.01.2022) de **Mme Stéphanie Empain** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **sanctions économiques et financières à l'égard de la Russie :**

Au cours des dernières semaines, les tensions entre la Russie, l'Ukraine et l'OTAN se sont intensifiées, notamment suite au déploiement de quelques dizaines de milliers de soldats russes à la frontière ukrainienne. Du côté de l'Union européenne et des États-Unis, des discussions sont actuellement en cours sur des éventuelles sanctions financières supplémentaires à l'égard de la Russie qui pourraient être décidées dans le cas d'une agression russe. Il est entre autres question d'exclure la Russie du réseau interbancaire Swift, qui permet notamment aux banques d'effectuer des transferts internationaux de manière rapide et sécurisée.

Une telle sanction serait efficace dans la mesure où elle aurait sans doute un effet néfaste significatif sur l'économie russe puisqu'elle impacterait considérablement les transactions des banques russes. En même temps, une telle mesure aurait aussi un impact sur les pays européens qui ont des relations économiques plus poussées avec la Russie.

Dans ce contexte, nous voudrions poser la question suivante à Madame la Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Quelle est la position du Gouvernement concernant l'exclusion de la Russie du réseau Swift ?

Réponse commune (28.01.2022) de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

En réponse à la question urgente des honorables Députés, il convient de souligner que les équipes du Ministère des Finances et du Ministère des Affaires étrangères et européennes sont étroitement associées aux discussions actuellement en cours aux différents niveaux décisionnels dans l'Union européenne concernant de possibles sanctions économiques et financières à l'égard de la Russie.

Lors de la réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile en date du 26 janvier 2022, le Ministre des Affaires étrangères et européennes a notamment pu informer les honorables Députés des discussions lors du Conseil affaires étrangères, le lundi 24 janvier 2022 sur la situation en matière de sécurité en Europe, et l'échange informel dans ce contexte avec le Secrétaire d'État Antony Blinken. L'Union européenne et les États-Unis ont convenu qu'il importait de ne pas communiquer à ce stade sur le détail de paquets de sanctions, qui pourraient être adoptés dans différents scénarios.